Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-10

Séances publiques n^os 105 et 106 p. 10-77

Questions au Gouvernement p. 78-99

2023-2028

n°43

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-06

Nouvelles lois .... p. 07-10

Séances publiques .... p. 10-77

105e séance du jeudi 30 octobre 2025 p. 10-35

106e séance du jeudi 30 octobre 2025 p. 35-77

Questions au Gouvernement .... p. 78-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
18/12/2025

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel www.ecolabel.eu

FSC www.fsc.org

Visite officielle de la Présidente de l'Assemblée nationale de Slovénie

L'élargissement européen et la défense au cœur des discussions

La Présidente de l'Assemblée nationale de Slovénie, Mme Urška Klakočar Zupančič, a été reçue à la Chambre des Députés à l'occasion de sa visite officielle au Luxembourg.

La Présidente de l'Assemblée nationale de Slovénie, Mme Urška Klakočar Zupančič, a été reçue le 1er décembre 2025 à la Chambre des Députés. Il s'agissait d'une visite de retour à la visite officielle d'une délégation de la Chambre qui s'était rendue à Ljubljana en octobre 2024.

L'élargissement de l'Union européenne aux pays des Balkans figurait parmi les points évoqués lors de l'échange de vues entre la Présidente de l'Assemblée nationale slovène, le groupe d'amitié Luxembourg-Slovénie et la délégation luxembourgeoise. La Présidente a souligné que son pays pouvait être un acteur clé et d'une grande aide pour l'Union européenne sur cette question, la Slovénie comprenant le sentiment de frustration de ces pays qui sont « dans la file d'attente » depuis longtemps. Elle a exprimé l'espoir que l'UE prendra en compte cette frustration pour faire avancer le dossier, tout en soulignant que les critères de l'acquis communautaire devaient être remplis. Dans ce contexte, elle s'est dite satisfaite que la Commissaire européenne à l'élargissement soit de nationalité slovène.

Le Président de la Chambre a mis en avant que la position du Grand-Duché était très claire concernant l'élargissement de l'UE, soulignant que si l'Union ne faisait pas un pas en avant vers ces pays, le risque « de les perdre sous l'influence d'autres puissances » était réel. Dans ce contexte, les deux délégations ont souligné l'importance, pour l'Union européenne, de rester ouverte et de créer « des ponts » et des partenariats avec d'autres pays, au-delà de ses partenaires traditionnels.

Plus d'efforts en matière de défense

Les députés luxembourgeois se sont également intéressés à la politique de défense de la Slovénie, notamment en ce qui concerne l'augmentation du budget de défense. En juillet 2025, le Parlement slovène a annulé un référendum prévu sur l'adhésion à l'OTAN et les dépenses de défense, suite à un désaccord politique interne sur le budget militaire. La Présidente de l'Assemblée nationale slovène a expliqué que ce sujet avait été très controversé au sein de la population, mais qu'au final, « faire partie de la famille de l'OTAN n'apporte pas seulement des bénéfices, mais implique aussi des obligations ». Elle a précisé que ce sujet n'était plus d'actualité en Slovénie. Du côté luxembourgeois, M. Wiseler a souligné que l'importante augmentation du budget national en matière de défense avait été bien acceptée par la population luxembourgeoise, car « la menace se fait sentir beaucoup plus » avec l'intrusion de drones russes dans les territoires européens.

Les élections législatives et une potentielle interférence russe

Un autre sujet évoqué lors de l'échange de vues concernait les élections législatives au printemps 2026 et d'éventuelles interférences russes. Mme Klakočar Zupančič a admis que la situation politique en Slovénie commençait à se crisper, ce qui s'était fait ressentir lors de la campagne concernant le récent référendum sur la législation du suicide assisté. En termes d'influence russe sur les futures élections, la délégation slovène a mis en avant que les thématiques principales des élections slovènes concernaient plutôt des sujets domestiques et moins des thématiques internationales ; les députés slovènes étaient donc d'avis que la Slovénie ne figurait pas « dans les plans des Russes ». Enfin, la Présidente du Parlement slovène a exprimé son souhait que le pays reste « accueillant et d'esprit ouvert » à la suite des élections, notamment vis-à-vis des pays voisins dont les gouvernements actuels tendent plutôt vers la droite.

D'autres sujets évoqués lors de l'échange de vues concernaient les réformes des pensions prévues dans les deux pays, l'avenir de l'énergie nucléaire en Slovénie ainsi que des pistes pour renforcer la coopération bilatérale.

En visite officielle au Grand-Duché, la Présidente de l'Assemblée nationale de Slovénie a été reçue en audience par S.A.R. le Grand-Duc et par le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, M. Xavier Bettel.

359 observateurs internationaux au Kirghizistan

M. Claude Haagen, coordinateur spécial, lors de la conférence de presse

Le 30 novembre 2025, des élections législatives anticipées se sont tenues au Kirghizistan. À cette occasion, 359 observateurs internationaux des Assemblées parlementaires de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) et du Conseil de l'Europe (CE), ainsi que du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (ODIHR), se sont réunis à Bichkek afin de suivre le déroulement de ce scrutin. Parmi eux figurait M. Claude Haagen, qui a assumé la fonction de coordinateur spécial lors de cette mission.

Dans cette qualité, il a présidé les panels préparatoires, fournissant des informations contextuelles essentielles aux nouveaux observateurs ainsi qu'aux plus expérimentés. Ces sessions ont permis aux participants de rencontrer des experts, des candidats politiques, des représentants des médias et des responsables électoraux. Chaque échange contribuait à dresser un tableau plus complet de l'environnement électoral, assurant une compréhension partagée de la situation sociopolitique du pays.

Le jour du scrutin, M. Haagen a activement participé à l'observation des élections. Tout au long de la journée, il a rencontré des responsables électoraux et des électeurs dans une série de bureaux de vote à travers Bichkek. Le député luxembourgeois a réaffirmé l'engagement continu de l'OSCE à fournir une évaluation impartiale et factuelle du processus électoral à la communauté locale.

L'AP-OSCE soutient le chemin démocratique du Kirghizistan

La mission s'est conclue par une conférence de presse, au cours de laquelle l'équipe dirigeante a présenté les résultats préliminaires. L'analyse de celle-ci indique que les élections se sont déroulées de manière efficace, mais qu'un contexte de campagne restrictif avait étouffé l'engagement public.

M. Haagen a souligné que « notre forte présence ici, avec plus de 350 observateurs, témoigne de notre profond soutien au chemin démocratique du Kirghizistan » et a exprimé clairement l'intention de collaborer avec le futur parlement.

Les relations commerciales transatlantiques et la fraude fiscale au cœur des débats du Parlement Benelux

Les membres du Parlement Benelux se sont réunis en séance plénière à la Chambre des Députés.

Les défis communs des pays du Benelux dans plusieurs domaines d'actualité ont figuré au centre des débats de deux séances plénières sous présidence luxembourgeoise de l'Assemblée interparlementaire Benelux les 28 et 29 novembre 2025 à la Chambre des Députés.

Deux débats thématiques avec des experts ont dominé les échanges du Parlement Benelux lors de la séance plénière du 28 novembre 2025, à savoir l'impact de l'accord commercial entre l'UE et les États-Unis sur les pays du Benelux et le renforcement de l'approche commune de la fraude fiscale et du blanchiment d'argent dans les régions frontalières du Benelux.

« L'option de la guerre commerciale était l'option à éviter »

L'accord commercial entre l'UE et les États-Unis aura des conséquences sur les économies des trois pays du Benelux, celles-ci étant par définition des économies ouvertes pour lesquelles un commerce basé sur des règles fiables est essentiel. Même si les statistiques ne montrent ni d'effondrement des exportations vers les États-Unis, ni de baisse importante du produit intérieur brut, il est important d'être conscient des incertitudes générées par l'accord. Voilà un des principaux constats dressés lors du débat sur l'impact de l'accord sur l'économie du Benelux.

Les députés des trois pays ont échangé avec différents experts sur la question.

Un représentant de la Commission européenne a affirmé que l'accord « a permis de limiter les dégâts » et d'éviter la fin des relations commerciales entre l'UE et les États-Unis. « L'option de la guerre commerciale était l'option à éviter » et l'accord a permis d'offrir une certaine visibilité et sécurité aux entreprises dans une période marquée par une politique commerciale « capricieuse » menée par le Gouvernement Trump, toujours selon ce même expert. Les échanges commerciaux entre l'UE et les États-Unis représentent un tiers du commerce mondial.

M. Xavier Bettel, Ministre luxembourgeois responsable du Commerce extérieur et ancien membre du Parlement Benelux, a constaté que l'Union européenne ne sortait pas renforcée des pourparlers et qu'il était important de souligner que l'UE a réussi à garder son unité. Pour M. Bettel, une nouvelle logique s'est instaurée et « il faut s'y faire », d'où l'importance de « trouver de nouveaux partenaires pour faire face à une période d'instabilité ». L'UE ne pourra pas uniquement se limiter à son commerce intérieur, a-t-il encore affirmé.

Les relations commerciales alternatives comme avec le Mercosur ou encore l'Indonésie ont notamment été évoquées au cours des discussions. Une autre piste importante pour les parlementaires est celle de protéger les hubs et ports des pays du Benelux.

« Nous devons agir plus rapidement que les criminels »

Comment approfondir l'action commune pour lutter de manière plus efficace contre la fraude fiscale dans les pays du Benelux ? Voici la question au centre d'un deuxième débat thématique de la séance plénière du 28 novembre 2025 entre les parlementaires du Parlement Benelux, des experts et le Ministre des Finances luxembourgeois, M. Gilles Roth. « Nous devons agir plus rapidement que les criminels », a lancé ce dernier avant d'exposer les outils d'ores et déjà en place, dont certains au niveau transnational.

Plusieurs pistes d'amélioration ont été discutées sur les volets préventif et répressif. Les députés se sont engagés à scruter et à améliorer les opportunités présentes dans le traité gérant la coopération policière entre les trois pays. D'autres bonnes pratiques pourraient concerner le partage des typologies de fraude et l'offre de formations communes à différents niveaux. Il est également important de responsabiliser davantage les acteurs potentiellement susceptibles de dévoiler des soupçons de fraude, comme des notaires, des administrateurs ou gérants. Un autre domaine qui nécessiterait une action commune concerne la fraude dite « carrousel » en matière de TVA, un « véritable fléau », selon le Ministre des Finances.

Des recommandations concrètes

Les conclusions des deux débats thématiques devraient aboutir à des recommandations concrètes à l'issue des discussions au sein des commissions compétentes du Parlement Benelux.

> « La volonté d'avancer ensemble demeure notre force commune. Cette collaboration produit des résultats tangibles qui touchent directement nos citoyens. »
>
> Francine Closener, Présidente de l'Assemblée interparlementaire Benelux

La recherche de compromis, même sur des sujets complexes, constitue la force du Parlement Benelux. La collaboration entre les trois pays est souvent considérée comme un laboratoire pour toute l'Union européenne. « Au-delà des différences qui existent entre nos pays et nos familles politiques, la volonté d'avancer ensemble demeure notre force commune. Cette collaboration produit des résultats tangibles qui touchent directement nos citoyens », a affirmé Mme Francine Closener, qui préside actuellement l'Assemblée.

« Le Benelux constitue un véritable laboratoire d'innovation pour l'Europe, qu'il s'agisse de la reconnaissance mutuelle des diplômes, du télétravail transfrontalier ou de la transition énergétique. Notre Assemblée joue un rôle essentiel dans cette dynamique. Sans disposer d'un pouvoir législatif direct, nous exerçons une influence déterminante : nous créons des liens, nous bâtissons des passerelles, nous inspirons nos partenaires institutionnels », a-t-elle ajouté.

Des divergences sur les frontières intérieures

Des divergences se sont néanmoins fait ressentir sur la question des frontières ouvertes et l'attachement aux accords de Schengen lors de la séance publique du 29 novembre 2025. Une proposition de recommandation n'ayant pas pu trouver une large majorité, les députés des trois pays en rediscuteront au sein des commissions concernées.

Un engagement pour favoriser le télétravail des frontaliers

Pour d'autres sujets, les députés proposeront des pistes concrètes de collaboration à leurs Gouvernements sous forme de recommandations, à savoir :

– faire avancer ensemble la transition énergétique ;

– concrétiser les mesures pour faciliter le télétravail des frontaliers et plus particulièrement concernant la proposition d'un statut particulier pour les bureaux à distance ;

– collaborer concernant l'intelligence artificielle.

Quels problèmes administratifs transfrontaliers les citoyens connaissent-ils ?

Les parlementaires se sont également informés auprès des Médiateurs des trois pays des problèmes transfrontaliers que rencontrent les citoyens au quotidien. Des représentants des Ombudsman les ont informés sur des problématiques qui font que les citoyens se perdent dans les rouages des administrations des trois pays. Ces problèmes peuvent notamment concerner des démarches concernant l'accès aux allocations ou encore le stationnement pour personnes handicapées.

L'Europe face aux défis de sécurité, de compétitivité et de commerce

MM. Franz Fayot, Gusty Graas et Tom Weidig, membres de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC

La présidence danoise a clos sa dimension parlementaire par une dernière rencontre à Copenhague, du 30 novembre au 2 décembre 2025, dans le cadre de la 74e édition de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC). Les parlementaires ont débattu de la place de l'Europe face aux mutations mondiales, de la politique commerciale commune, de la croissance durable et des perspectives d'élargissement de l'Union. Une table ronde avec M. Christophe Hansen, Commissaire européen à l'Agriculture et à l'Alimentation, a porté sur la transition écologique du secteur agroalimentaire européen dans une perspective de compétitivité.

« Le statu quo n'est pas une option »

L'Europe ne peut pas se permettre de rester immobile : telle est la conviction portée par Mme Marie Bjerre, Ministre danoise des Affaires européennes, en introduction à la première session consacrée à la place de l'Europe dans un monde en mutation.

La voie tracée par la présidence danoise repose sur la nécessité d'accomplir des avancées concrètes en matière de sécurité, de compétitivité et de transition écologique. L'élargissement, pilier stratégique d'une Europe tournée vers l'avenir, constitue un autre axe majeur de l'actuelle présidence.

M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, a souligné que peu de thématiques ont autant dominé les débats que la compétitivité et la sécurité de l'Union européenne. Face à une situation sécuritaire qu'il juge la plus tendue depuis 1945, le député a insisté sur la nécessité de préserver la force économique européenne à l'échelle mondiale et de garantir sa capacité de défense.

Les négociations en cours pour une paix possible en Ukraine rappellent que la paix en Europe ne peut plus être tenue pour acquise. Dans ce contexte, M. Graas a appelé à concrétiser sans délai l'ambition d'une autonomie stratégique européenne. Les progrès en matière de défense commune se heurtent encore trop souvent à des obstacles, à savoir des procédures complexes, des barrières institutionnelles ou encore des réflexes nationalistes.

M. Tom Weidig a plaidé pour des politiques pragmatiques susceptibles de rassembler les gens au-delà des sensibilités culturelles : « Pour être forts face aux incertitudes, nous nécessitons des sociétés fortes et stables. » Il a plaidé pour une politique d'immigration fondée sur des visas de travail et pour la garantie de la liberté d'expression pour tous, de l'extrême gauche à l'extrême droite, sans censure d'opinions basée sur une qualification de discours de haine.

Le député luxembourgeois a également évoqué des questionnements sur les dispositifs de diversité, d'équité et d'inclusion, ainsi que sur le niveau d'intervention de l'État dans l'économie de marché. Il a insisté sur la nécessité de maintenir l'ouverture des médias traditionnels à tous les points de vue afin de regagner la confiance des citoyens. M. Weidig a enfin appelé les parlementaires à travailler ensemble pour réduire les divisions et renforcer l'Europe face à l'incertitude mondiale.

« Pour l'Europe, le commerce, c'est la prospérité, c'est l'emploi »

La deuxième session, consacrée à la politique commerciale de l'Union, a mis en lumière un double impératif : diversifier les partenariats commerciaux européens tout en préservant l'alignement sur les règles de l'Organisation mondiale du commerce.

M. Maroš Šefčovič, Commissaire européen au Commerce et à la Sécurité économique, a rappelé que le commerce représente un pilier fondamental de la prospérité et de l'emploi en Europe, la moitié du PIB européen étant directement liée aux capacités d'import-export. L'UE conserve sa place de premier acteur commercial mondial, devant les États-Unis et la Chine. Face à la nouvelle approche commerciale de Washington, l'Europe doit négocier avec fermeté.

Pour le Commissaire européen, l'accord conclu avec les États-Unis a contribué à restaurer certitude et stabilité. Au-delà de ce partenariat crucial, les intervenants ont appelé à réduire les dépendances stratégiques, à diversifier les chaînes d'approvisionnement et à investir massivement dans les technologies vertes et numériques, indispensables pour préserver la compétitivité européenne.

M. Franz Fayot a, quant à lui, porté un regard nuancé sur l'accord conclu avec les États-Unis, estimant qu'il ne constitue ni un moment de fierté, ni une véritable démonstration de force européenne. Il a constaté une volatilité croissante du partenaire américain dans les relations commerciales transatlantiques. Selon M. Fayot, il serait toujours une erreur de compromettre le multilatéralisme et l'ordre international fondé sur des règles. Il a plaidé pour des accords commerciaux qui seraient des instruments efficaces au service de la promotion des valeurs européennes, de la protection de l'environnement et des droits sociaux.

« Posters in the Chamber »

Créer un pont entre la politique et la science : voici l'objectif du projet Erasmus+ « Posters in Brussels », dont l'Université du Luxembourg est un partenaire. La Chambre a accueilli le 27 novembre 2025 une dizaine d'étudiants impliqués dans le projet et qui ont présenté les résultats de leurs recherches sous forme d'une affiche, à l'occasion de l'évènement « Posters in the Chamber ».

Les sujets de recherche des étudiants qui suivent actuellement des études de bachelier proviennent de domaines très diversifiés : intelligence artificielle, robotique et calcul haute performance, technologies immersives ou encore enjeux culturels et sociaux. Le projet Erasmus+ « Posters in Brussels » favorise les échanges entre représentants politiques et étudiants dès leurs premiers travaux de recherche. L'objectif est de faciliter la communication autour des défis actuels dans ces différents domaines.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a souligné qu'il était important de mener une politique basée sur les faits et qu'il fallait à cet effet aussi entretenir l'échange entre la politique et la recherche scientifique. Dans ses décisions, le Parlement luxembourgeois peut notamment s'appuyer sur les travaux de la Cellule scientifique. La Chambre soutient en outre activement la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg. Tant la Cellule scientifique que la Chaire en études parlementaires ont facilité l'échange entre le Parlement et les étudiants qui ont participé à l'évènement « Posters in the Chamber ».

Le projet Erasmus+ « Posters in Brussels » est réalisé par cinq universités partenaires : la Carl von Ossietzky Universität Oldenburg (Allemagne) qui est l'établissement coordinateur du projet, la LCC International University (Lituanie), l'Universität Wien (Autriche), l'Atlantic Technological University (Irlande) et l'Université du Luxembourg. En 2026, les étudiants de l'Université du Luxembourg auront l'opportunité de présenter leur affiche au Parlement européen à Bruxelles.

Le « Zuch vun der Demokratie » est passé à la Chambre

Le « Zuch vun der Demokratie » a rassemblé des élèves d'écoles fondamentales de diverses régions du pays.

Le 21 novembre 2025, à l'occasion de la 8e édition du « Zuch vun der Demokratie », le Parlement a ouvert ses portes à quelque 134 élèves des cycles 3 et 4 venant d'écoles fondamentales de diverses régions du pays.

Comme les enfants se rendent en train et en tramway à la Chambre, cet événement est symboliquement nommé « Train de la démocratie ». Organisé chaque année, il s'inscrit dans le cadre de la Journée des droits de l'enfant, célébrée le 20 novembre.

En amont de l'évènement, les élèves ont préparé ces sujets ensemble avec leurs enseignants et camarades de classe. Ils les ont représentés sur des figurines en carton qu'ils ont amenées au Parlement.

Les jeunes participants ont discuté avec des députés au sujet des droits des enfants et ont abordé des thèmes qui leur tiennent particulièrement à cœur, tels que le bien-être et l'égalité, la sécurité et la santé. Par la suite, ils se sont rassemblés dans la salle plénière pour présenter leurs réflexions en grand groupe aux députés.

L'évènement est organisé en collaboration avec le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB), le « Kannermusée Plomm », la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) et Luxtram.

Réunion de l'AP-UpM sur un fond de conflit palestinien

M. Mars Di Bartolomeo lors de son discours pendant le Sommet des présidents de parlement

À l'occasion du trentième anniversaire du Partenariat euro-méditerranéen (Processus de Barcelone), les membres de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) se sont réunis les 28 et 29 novembre 2025 au Caire pour discuter d'une meilleure intégration économique. Comme annoncé par la présidence égyptienne au début de son mandat, une attention particulière a été accordée au conflit en Palestine. La Chambre des Députés était représentée par M. Mars Di Bartolomeo.

Les réunions des commissions permanentes de l'AP-UpM ont eu lieu le premier jour du forum. Le Luxembourg est membre de la Commission des affaires politiques, de la Commission économique et de la Commission de l'énergie, de l'environnement et de l'eau. Le deuxième jour était consacré au Sommet des présidents de parlement et à une réunion-débat.

Au cours des différentes séances, de nombreux intervenants ont souligné que la stabilité et la paix étaient des conditions préalables à une coopération économique fructueuse dans la région méditerranéenne, tel que prévu par le Pacte pour la Méditerranée qui a été récemment annoncé par la Commission européenne. La région est secouée par une multitude de conflits interconnectés qui empêchent une meilleure intégration. Aux yeux de nombreuses délégations, le conflit en Palestine est au cœur de ces turbulences. Des répercussions en sont perceptibles dans tous les autres conflits.

Dans son discours prononcé lors du Sommet des Présidents, M. Di Bartolomeo a également souligné l'importance de la paix comme condition sine qua non pour relancer le Processus de Barcelone. Il a toutefois précisé que les droits de l'homme et les libertés démocratiques devaient également être renforcés. Seuls des progrès sociaux permettraient de réduire les inégalités au sein des différents pays et entre eux. Sans cela, de nouveaux conflits pourraient constamment éclater.

M. Di Bartolomeo s'est également prononcé en faveur d'une cour pénale internationale afin de faire répondre de leurs actes les responsables de la guerre et les criminels de guerre de toutes les parties au conflit. Il s'agit, selon lui, du seul moyen de garantir une paix durable et une dissuasion pour l'avenir.

Intérêts collectifs des consommateurs

**7650 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de la consommation ;
2° de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués ;
3° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;
4° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
5° de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;
6° de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur ;
7° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ;
8° de la loi du 26 juin 2019 relative à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (UE) 2018/302 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2018 visant à contrer le blocage géographique injustifié et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des clients dans le marché intérieur, et modifiant les règlements (CE) n° 2006/2004 et (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs et abrogeant la directive 2009/22/CE**

Le projet de loi n° 7650 a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2020/1828 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs.

Il introduit ainsi un mécanisme de recours collectif en matière de consommation, inspiré des modèles français et belge, permettant à des entités qualifiées d'agir en justice au nom de plusieurs consommateurs victimes d'un même manquement professionnel. Ce dispositif vise à faciliter l'accès à la justice et à combler le vide procédural existant en la matière. Les entités qualifiées, soumises à des obligations de transparence et de gouvernance, pourront engager des actions tant nationales que transfrontières.

La procédure se décompose en trois phases : la recevabilité et le jugement au fond, la mise en œuvre du jugement et la médiation, puis l'exécution et la clôture de l'instance.

Le projet ne crée pas de nouveaux droits matériels pour les consommateurs ni obligations supplémentaires à la charge des professionnels, mais s'inscrit dans la continuité des principes du droit luxembourgeois existant. Toutefois, il offre un cadre procédural unifié et efficace pour obtenir des mesures de cessation ou de réparation. En renforçant l'effectivité de la protection des consommateurs tout en garantissant la sécurité juridique des professionnels, il marque ainsi une évolution importante du droit luxembourgeois de la consommation, alignée sur les exigences du droit de l'Union européenne.

Déposé initialement en août 2020, le projet de loi a fait l'objet de trois séries d'amendements gouvernementaux et de deux séries d'amendements parlementaires, notamment afin d'assurer sa pleine conformité avec la directive, entrée en vigueur postérieurement au dépôt initial. Le délai de transposition de cette dernière était fixé au 25 décembre 2022, avec une entrée en vigueur prévue pour le 25 juin 2023.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 14/08/2020
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Tess Burton) :

01/10/2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
02/12/2021 Échange de vues avec Mme la Ministre de la Protection des consommateurs

---

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
(Président : M. Jeff Boonen) :

22/02/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation du projet de loi
28/03/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
13/03/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27/03/2025 Suite de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24/07/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
09/10/2025 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
23/10/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/10/2025
Loi du 20 novembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 507, page 1

Modification de la loi antitabac

8333 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac en vue de la transposition de la directive déléguée (UE) 2022/2100 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés

Le présent projet de loi vise à apporter des modifications à la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

Dans sa version originale, il poursuit deux objectifs principaux :

– transposer la directive déléguée (UE) 2022/2100 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés, compte tenu de l'évolution du marché pour ce type de produits ;

– parfaire la transposition de la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, et abrogeant la directive 2001/37/CE, telle que modifiée, en intégrant dans la législation nationale des définitions et dispositions qui n'avaient pas été reprises lors de la transposition de ladite directive 2014/40/UE.

Le projet de loi a été amendé à trois reprises. Les amendements gouvernementaux du 17 mai 2024 visent à apporter des modifications supplémentaires à la loi précitée du 11 août 2006 afin de réglementer les sachets de nicotine et les nouveaux produits nicotiniques. Il s'agit de soumettre ces produits aux mêmes règles que celles pour le tabac.

La teneur maximale en nicotine est fixée à 0,048 milligrammes par sachet de nicotine, voire à 0,048 milligrammes par unité de produit ou par gramme de produit. En outre, le projet de loi vise à interdire la mise sur le marché de sachets de nicotine contenant certains additifs tels que la caféine ou le cannabidiol ou utilisant des arômes susceptibles de masquer la dangerosité du produit ou de le rendre plus attractif. Il précise également les lieux, en particulier ceux fréquentés par les jeunes, où la consommation de sachets de nicotine est interdite. Cette approche se justifie par l'attrait croissant des sachets de nicotine et des nouveaux produits nicotiniques, en particulier auprès des jeunes.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 20/10/2023
Rapportrice : Mme Françoise Kemp

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Marc Spautz) :

22/05/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
26/06/2024 Échange de vues avec des représentants de la Fondation Cancer
25/09/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Désignation d'un nouveau rapporteur
03/10/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/11/2024 Examen de propositions d'amendements
11/06/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

16/07/2025 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
22/10/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/10/2025
Loi du 28 novembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 521, page 1

Création de la Centrale nationale d'achat et de logistique

8399 – Projet de loi portant création de l'établissement public « Centrale nationale d'achat et de logistique » et modifiant
1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;
3° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;
4° la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;
5° la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

Le présent projet de loi vise à créer une Centrale nationale d'achat et de logistique, ci-après « Centrale », afin de répondre aux besoins organisationnels et logistiques des principaux acteurs du secteur hospitalier et para-hospitalier, notamment les établissements de santé, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours, le Luxembourg Institute of Health, le Laboratoire national de santé ainsi que d'autres entités adjudicatrices et organismes actifs dans les domaines social, familial et thérapeutique.

La Centrale exercera les missions principales suivantes :

– mener une activité de centrale d'achat au sens de la législation sur les marchés publics pour les acteurs du secteur de la santé ;

– exercer une activité de pharmacie hospitalière ;

– gérer un stock critique national de produits médicaux et sanitaires essentiels, en vue de répondre à des situations de crise ou de prévenir des pénuries ;

– assurer la distribution gratuite de médicaments relevant du programme d'immunisation de l'État.

La mutualisation des achats et de la logistique apportera plusieurs avantages significatifs :

– gain de temps, en déchargeant le personnel soignant et pharmaceutique d'une partie des tâches logistiques ;

– économies budgétaires ;

– optimisation des espaces de stockage et amélioration de la productivité.

En tant que pharmacie hospitalière, la Centrale assumera les mêmes fonctions qu'une pharmacie interne à un établissement hospitalier. Elle sera également responsable :

– de la constitution, de la conservation et de la gestion du stock critique national (comme les vaccins, les équipements de protection individuelle et les antidotes) ;

– de l'importation, du stockage et de la conservation du cannabis médicinal au niveau national ;

– de l'acquisition, du stockage et de la distribution des médicaments nécessaires à la mise en œuvre du programme d'immunisation de l'État.

Enfin, le présent projet de loi retient pour la Centrale la forme juridique d'un établissement public, géré selon les principes du droit privé, considérée comme la plus adaptée à la nature de ses missions et à son mode de fonctionnement.

Dépôt par Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 14/06/2024
Rapporteur : M. Jeff Boonen

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Marc Spautz) :
19/06/2024 Désignation d'un rapporteur
17/07/2024 Présentation du projet de loi
16/07/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

22/10/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/10/2025
Loi du 3 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 531, page 1

Centre de remisage et de maintenance du tram à la Cloche d'Or

8448 – Projet de loi relative à la construction du centre de remisage et de maintenance du tramway au quartier de la Cloche d'Or

Le projet de loi n° 8448 autorise la réalisation d'un second centre de remisage et de maintenance du tramway au sud de Luxembourg-ville, dans le quartier de la Cloche d'Or, ainsi que son raccordement au réseau et les études afférentes. Inscrit dans la dynamique du Plan national de mobilité 2035, qui anticipe une hausse de 40 % de la demande de déplacements par rapport à 2017 et un triplement des voyageurs du tram à l'horizon 2035, le projet répond à la saturation du site du Kirchberg et accompagne à la fois les extensions urbaines et la mise en service d'un tram rapide entre Esch-sur-Alzette et la capitale. Implanté entre l'A6 et le futur boulevard de Cessange, le centre, conçu pour optimiser l'intermodalité, assurera le remisage nocturne hors gel, l'entretien préventif et curatif, le nettoyage quotidien et la centralisation des fonctions techniques et administratives – le bâtiment administratif devenant le futur siège de Luxtram SA. Dimensionné pour accueillir jusqu'à 40 rames (dont 20 rames rapides), l'ensemble sera réalisé en deux phases : dès 2028, un remisage non couvert de 6 rames permettra d'exploiter les premières extensions ; en 2030, l'achèvement des bâtiments livrera un atelier de 12.000 m², un remisage couvert de 240 m (environ 10.000 m²) et 3.000 m² de bureaux, sur 4,9 ha bâtis au sein d'une parcelle d'environ 8,5 ha. Exemplaire sur le plan environnemental (ossature bois, toitures végétalisées, production photovoltaïque jusqu'à 1.050 MWh/an, récupération de plus de 1.000 m³ d'eaux pluviales, tri des déchets, traitement des eaux usées, certification DGNB Gold/Silver visée), le projet, évalué à 152.400.000 d'euros HTVA, est financé à hauteur de 132.400.000 euros par l'État et de 20.000.000 d'euros par la Ville de Luxembourg, conformément au pacte des actionnaires de Luxtram SA, marquant le passage d'une logique de rattrapage à une véritable stratégie d'anticipation au service d'une mobilité durable.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 16/10/2024
Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
08/05/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
18/09/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25/09/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/10/2025

Gestion de l'infrastructure ferroviaire

8494 – Projet de loi relative au financement du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire

Au Luxembourg, la gestion de l'infrastructure ferroviaire est confiée par l'État à la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ci-après « CFL ». Ses missions y relatives sont détaillées par la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire.

Le contrat de gestion liant l'État à la CFL arrive à son terme le 31 décembre 2025.

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à assumer la rémunération du gestionnaire pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2040.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 07/02/2025
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
17/07/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09/10/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/10/2025
Loi du 25 novembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 515, page 1

Réaménagement de la gare de Bettembourg

8517 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Le projet de loi concerne le réaménagement de la gare de Bettembourg. Ce projet va de pair avec le projet qui vise à mettre en œuvre une nouvelle ligne ferroviaire entre Bettembourg et Luxembourg-ville. Le projet de loi s'inscrit dans le contexte de la stratégie « Modu ». Reprise et actualisée par le Plan national de mobilité 2035 (PNM 2035), cette stratégie vise, dès lors, à mettre en œuvre un concept de mobilité durable jusqu'à l'horizon 2030.

Étant donné leur âge et sachant que la mise en service de la nouvelle ligne entrainera une augmentation significative de la capacité ferroviaire entre Bettembourg et Luxembourg, il est indispensable de moderniser et d'étendre les installations actuellement en service à la gare de Bettembourg.

Le projet de loi 8517 poursuit plusieurs objectifs, dont :

– l'accroissement de la fiabilité et de la performance des infrastructures ferroviaires ;

– l'augmentation de la capacité d'accueil des voyageurs ;

– le renforcement de la sécurité et une meilleure accessibilité pour les voyageurs ;

– une qualité de service et de confort élevée pour les usagers de la gare ;

– une plus grande protection acoustique des riverains par l'installation de murs anti-bruit ;

– le développement de l'intermodalité et la dissociation plus performante entre le trafic voyageur et le trafic fret par la construction d'un saut-de-mouton au sud de la gare.

La modernisation et la mise en conformité de la gare de Bettembourg comprend :

– l'adaptation du tracé de voie avec renouvellement de la plateforme et des infrastructures ferroviaires ;

– le réaménagement des quais avec marquises et modernisation des équipements de quais ;

– la mise en conformité de la gare en respectant les prescriptions des spécifications techniques d'interopérabilité (STI) ;

– l'amélioration de l'accessibilité aux quais par le moyen d'une passerelle supplémentaire (cyclistes et piétons combinés) et la reconstruction du souterrain, équipés d'ascenseurs, la mise en œuvre de murs anti-bruit, le réaménagement du parvis de la gare et de la gare routière et la construction d'un saut-de-mouton au sud de la gare.

Les coûts du projet de loi se chiffrent à 426.000.000 euros

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 26/03/2025
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
17/07/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09/10/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/10/2025
Loi du 28 novembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 522, page 1

Modification de la loi ILNAS

8527 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2023 sur les machines, abrogeant la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 73/361/CEE du Conseil

L'objet du projet de loi est de mettre en œuvre en droit national le règlement (UE) 2023/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2023 sur les machines qui remplace la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil ainsi que la directive 73/361/CEE du Conseil.

Le dispositif de mise en œuvre instaure un régime de sanctions pour des violations, par les opérateurs économiques, des obligations qui leur incombent en vertu dudit règlement. Ce nouveau règlement européen met en place un cadre juridique moderne, plus adapté aux technologies innovantes et aux risques qu'elles peuvent présenter.

Ce dispositif abroge également la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines, qui avait assuré la transposition de la directive 2006/42/CE.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, le 09/04/2025
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
18/09/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09/10/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/10/2025
Loi du 20 novembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 510, page 1

Modifications des lois BCEE et POST

8563 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;
2° de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Le projet de loi s'ensuit d'une lettre de mise en demeure adressée par la Commission européenne au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans cette lettre, la Commission européenne signale que l'article 49, paragraphe 2, de la loi organisant la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et l'article 48, paragraphe 1er, de celle organisant l'entreprise des postes et télécommunications (POST) prévoient que les travaux, fournitures et services pour le compte respectivement de la BCEE et de la POST, ne sont pas soumis aux lois et règlements régissant les marchés publics, ce qui ne serait pas conforme aux directives européennes en la matière.

Ces deux lois datent de 1989 et de 1992 et sont donc antérieures au cadre européen en matière de marchés publics de 2004.

Afin de répondre à la demande de la Commission européenne, le présent dispositif supprime l'article 49, paragraphe 2, de la loi BCEE et l'article 48 de la loi POST.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, le 27/06/2025
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
18/09/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25/09/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/10/2025
Loi du 20 novembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 511, page 1

105e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 11
M. Claude Wiseler, Président

2. **7650 – Projet de loi portant modification :**
1° du Code de la consommation ;
2° de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués ;
3° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;
4° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
5° de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;
6° de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur ;
7° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ;
8° de la loi du 26 juin 2019 relative à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (UE) 2018/302 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2018 visant à contrer le blocage géographique injustifié et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des clients dans le marché intérieur, et modifiant les règlements (CE) n° 2006/2004 et (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs et abrogeant la directive 2009/22/CE p. 11
Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Mme Stéphanie Weydert
Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Gusty Graas | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Mme Paulette Lenert (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Hansen (interventions de Mme Paulette Lenert) | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Hansen
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7650 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : Mme Joëlle Welfring | Mme Stéphanie Weydert
Vote sur la motion 1 (adoptée)

3. **Question élargie n° 53 de M. Laurent Mosar au sujet de la simplification administrative** p. 20
M. Laurent Mosar | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

4. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la politique anti-nucléaire du Gouvernement en lien avec les évolutions européennes et transfrontalières récentes** p. 22
Exposé : Mme Joëlle Welfring (dépôt des motions 1 à 3)
Débat : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering (intervention de M. André Bauler) | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig (interventions de M. Marc Baum, M. Meris Sehovic et M. Marc Goergen) | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prises de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (intervention de M. Gusty Graas) | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Lex Delles | M. Franz Fayot (parole après ministre)
Motion 1 : M. Franz Fayot | M. Luc Emering | M. Jeff Boonen | M. Tom Weidig | M. David Wagner | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Joëlle Welfring | M. le Ministre Lex Delles
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Franz Fayot | M. Jeff Boonen | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Franz Fayot | M. Luc Emering | M. David Wagner | M. Tom Weidig | M. Jeff Boonen | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Joëlle Welfring
Vote sur la motion 3 (rejetée)

5. **8527 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2023 sur les machines, abrogeant la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 73/361/CEE du Conseil** p. 33
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt
Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Claude Haagen | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8527 et dispense du second vote constitutionnel

6. **8563 – Projet de loi portant modification :**
1° de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;
2° de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications p. 34
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. André Bauler
Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Claude Haagen | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8563 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 7650 – Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués ;

3° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;

4° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

5° de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;

6° de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur ;

7° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ;

8° de la loi du 26 juin 2019 relative à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (UE) 2018/302 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2018 visant à contrer le blocage géographique injustifié et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des clients dans le marché intérieur, et modifiant les règlements (CE) n° 2006/2004 et (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs et abrogeant la directive 2009/22/CE

Mir fänken d'Sëtzung vun haut de Moien u mam Projet de loi 7650 iwwert d'Aféierung vun engem kollektive Recoursmechanismus fir Konsumenten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng 7, d'Piraten 7, déi Lénk 7 an d'Regierung duerno 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gusty Graas, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här David Wagner. An dann huet elo direkt d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert, d'Wuert. Madamm Weydert, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi zum sougenannte Recours collectif huet eng laang a mouvementéiert Geschicht hannert sech. Mee haut sti mer enfin hei virum Enn vun engem wichtege Prozess a kënnen dëst Gesetz stëmmen.

Mat dësem Gesetz stäerke mir d'Rechter vun de Konsumenten a féieren eng Prozedur an, déi et bis elo nach net hei zu Lëtzebuerg gouf: d'Sammelklo – e Mëttel, dat et Organisatiounen erlaabt, am Numm vu ville Konsumente geriichtlech virzegoen, wou individuell Schrëtt net méiglech oder ze deier wieren.

Mir setze soumat, mat bal dräi Joer Retard, d'EU-Direktiv 2020/1828 iwwert de Recours collectif am Beräich vum Verbraucherschutz an d'nationaalt Recht ëm. Et ass dat, wat een am Däitschen als „Sammelklage" kennt oder aus Amerika als „class action".

Déi definitiv a final Versioun vum Text ass eng exakt Transpositioun vun der EU-Direktiv, dat nom Prinzipp „la directive, rien que la directive". Donieft gëtt déi bestoend Prozedur fir d'Actions en cessation an d'Actions en interdiction ugepasst, déi et haut schonn am Code de la consommation gëtt.

Dir frot Iech: Wat ass eng Sammelklo? De System vun der Sammelklo orientéiert sech um franséischen an um belsche Modell an erlaabt et bestëmmten Organisatiounen, am Numm vun eenzelne Konsumente viru Geriicht ze zéien an d'Rechter vun deene Konsumenten anzekloen. D'Sammelklo ass dann zoulässeg, wa méi Konsumenten, déi an enger identescher oder an enger änlecher Situatioun sinn, e Schued duerch een oder méi Professioneller erlidden hunn. Dëse Schued ass d'Folleg vun engem Verstouss géint dem Professionelle seng gesetzlech Flichten oder vun engem Verstouss, deen am Kader vun enger Action en cessation oder en interdiction festgestallt gouf.

Wien dierf dann hei aktiv ginn? Bon, just sougenannten „entités qualifiées" kënnen Demandeur an enger Sammelklo sinn. Dat sinn entweder Associatiounen, déi vum Ministère fir Konsumenteschutz hei zu Lëtzebuerg agreéiert sinn, oder qualifizéiert Entitéiten aus engem aneren EU-Memberstaat oder dem Espace économique européen oder eng sektoriell regulatoresch Entitéit, sou wéi se am Gesetzesprojet opgelëscht ginn. Den initiale Projet hat virgesinn, och dem individuelle Konsument d'Recht ze ginn, selwer aktiv ze ginn, fir eng Sammelklo ze lancéieren. Hei huet de Staatsrot sech allerdéngs aus diversen Ursaachen dogéint opposéiert. An eiser globaliséierter Welt ass et immens wichteg, datt de Recours collectif och grenziwwerschreidend funktionéiert.

D'Sammelklo ka follgend Ziler hunn: Entweeder se verflicht de Professionellen opzehalen, eppes ze maachen, oder se verbitt em, eppes ze maachen, oder de Schuedensersatz – oder déi zwee gläichzäiteg.

Wien ass zoustänneg fir virzegoen? Et ass d'Zoustännegkeet vum Bezierksgeriicht aus der Stad, wat an Handelsaffäre siegéiert.

D'Geriicht beurteelt an engem éischte Schratt, ob d'Klo recevabel ass, an iwwerpréift, ob et Interessenskonflikter gëtt. De Finanzement vun der Sammelklo muss entweeder aus eegene Mëttele kommen oder vun engem Drëtten, deen onofhängeg ass par rapport zum Professionellen, géint deen d'Sammelklo lancéiert gëtt. Et ass soumat net méiglech, datt e Professionellen X, deen zoufällegerweis och nach e Konkurrent vun engem Professionellen Y ass, enger qualifizéierter Entitéit Sue gëtt, fir d'Sammelklo géint de Professionellen Y ze lancéieren.

Am Fall, wou d'Geriicht dann d'Klo als net recevabel erkläert, besteet weiderhin d'Méiglechkeet vun engem Appell. A wann et zu engem Jugement définitif d'irrecevabilité kënnt, gëtt d'Affär dann endgülteg klasséiert. Dat heescht awer net, dass, wann eng Decisioun vun der Irrecevabilitéit do ass, keng nei kollektiv oder individuell Aktioun mat der selwechter Ursaach an dem nämmlechten Objet géint dee selwechte Professionelle ka lancéiert ginn. Well wann een engersäits e Formfeeler huet op der Recevabilitéit, kann een net soen, dass de Konsument dann net méi vun deem Schutz vun der Sammelklo däerf profitéieren. Dat heescht, wann et e Feeler an enger éischter Sammelklo gëtt, kann een ëmmer nach eng nei Aktioun lancéieren.

Op där anerer Säit, wann de Recours zoulässeg ass, dann hunn déi betraffe Parteien d'Méiglechkeet, entweeder iwwer eng Mediation en Accord ze sichen, oder si gi weider de Wee iwwert d'Geriicht, fir en Urteel zur Responsabilitéit vum Professionellen ze kréien.

Am Fall vum Choix vun der Mediatioun kënnen déi betraffe Parteien op agreéiert Mediateuren zréckgräifen. A wann d'Parteie sech am Kader vun der Mediatioun eens ginn, muss dësen Accord vum Geriicht homologéiert ginn an den Accord gëtt publizéiert.

Wann allerdéngs keng Léisung iwwert de Wee vun der Mediatioun fonnt gëtt oder d'Parteie sech géint eng Mediatioun decidéiert hunn, geet et weider um Fong vun der Affär, fir iwwert d'Responsabilitéit vum Professionellen um Geriicht ze befannen.

Am Jugement iwwert d'Responsabilitéit vum Professionellen definéiert d'Geriicht de Grupp vu Konsumenten, vis-à-vis vun deenen d'Responsabilitéit vum Professionellen zréckbehal gouf. Et ass de Jugement, deen d'Krittäre fixéiert, fir entweeder Deel vum Grupp ze ginn, en Opt-in, oder de Konsument kann och fräiwëlleg decidéieren, net am Grupp derbäi ze sinn, sech auszeschléissen, de sougenannten Opt-out. Des Weidere ginn d'Modalitéiten, fir indemniséiert ze ginn, festgeluecht an e Liquidateur gëtt genannt. Da gëtt déi definitiv Decisioun och nees publizéiert.

Dat heescht, et läit dem Konsument fräi, selwer ze adheréieren, entweeder sech unzeschléissen oder ze decidéieren, net am Grupp derbäi ze sinn. An an deem Kader muss de Konsument dann och allkéiers dem Liquidateur matdeelen: „Voilà, ech wëll gär derbäi sinn", oder: „Ech wëll net derbäi sinn." De Liquidateur huet soumat e ganz aktive Rôle an der ganzer Prozedur.

Hien huet awer och méi Chargen: Engersäits sammelt an traitéiert en dann déi ganz Demandë vun de Konsumenten an e superviséiert d'Indemnisatioun vum Professionellen. Anerersäits muss en awer och dem Geriicht reegelméisseg Rapporten ofliwweren, wou en dann elo mat der Indemnisatioun drun ass, wéi wäit de Professionellen elo scho weiderkomm ass a senger Indemniséierung. De Liquidateur ass ëmmer de Mëttelsmann tëscht dem Konsument, dem Professionellen an dem Geriicht a muss dofir suergen, datt jiddereen zu deem kënnt, wat em zousteet.

Wann da jiddereen indemniséiert gouf, da mécht de Liquidateur e finale Rapport un d'Geriicht an d'Geriicht mécht eng Ordonnance de clôture vun der Sammelklo.

Et kann awer och de Fall antrieden, wou de Professionellen net senge Verflichtungen nokënnt an aus iergendenger Ursaach deen een oder aneren net indemniséiert. Ma dann huet de jeeweilege Konsument d'Méiglechkeet, eng forcéiert Exekutioun vum Jugement ze maachen.

Dir héiert, et ass eng Prozedur, wou e schéine roude Fuedem duerchgeet. An de Gesetzesprojet gesäit fir all eenzel Etappe fest Delaie vir. D'Parteien hunn d'Méiglechkeet, Appell géint d'Urteeler vum Geriicht ze maachen an deene ganz verschiddenen Etappen, sou wéi dat och an normale Prozeduren de Fall ass. Awer ganz wichteg ass, dass et och ganz kloer Reegele fir d'Publikatioun vun den Urteeler gëtt, fir dass d'Konsumenten och ëmmer erëm informéiert sinn iwwert dat, wat geschitt ass.

A last but not least herrscht Transparenz am Finanzement vun der Sammelklo, fir Interessenskonflikter ze verhënneren.

Ech kéint elo nach ganz vill zum Detail vum Text soen, mee ech mengen, dat do gëtt awer e gudden Iwwerbléck iwwert dat, wat déi nei Sammelkloprozedur elo ass.

Ech kommen elo zu den Antecedanten. Ech hat et virdru scho gesot: De legislative Prozess vun dësem wichtegen Text war laang an intensiv. Mir hunn am Ganzen 32 parlamentaresch Dokumenter um Rôle, véier Avise vum Staatsrot a fënnef Serië vun Amendementer duerch d'Regierung respektiv d'Chamber. An enger ganz intensiver Zesummenaarbecht tëscht Regierung, Parlament a Fachinstanze koum dann enfin dësen Text zustan.

Den éischte Projet gouf de 14. August 2020 vun der deemoleger Konsumenteschutzministesch Paulette Lenert deposéiert. Allerdéngs war d'Direktiv, déi sollt ëmgesat ginn, zu deem Zäitpunkt nach net a Kraaft an de finalen Text sollt soumat schonn iwwer Amendements gouvernementaux agefüügt ginn.

De Gesetzesprojet gouf dunn zweemol duerch Amendementer vun der viregter Regierung geännert. No de Wale vun 2023 huet sech d'Verdeelung vun de Kompetenzen tëscht de parlamentaresche Kommissioune geännert an d'Gesetz koum du vun der fréierer Ekonomieskommissioun an d'Kommissioun fir Landwirtschaft, Alimentatioun a Wäibau, déi elo och fir de Konsumenteschutz zoustänneg ass.

An der Kommissiounssitzung vum 22. Februar 2024 huet déi nei zoustänneg Kommissioun de Projet vum Sammelklogesetz virgestallt kritt a mech als Rapportrice genannt.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis vum 20. Juni 2023 de Projet an d'Amendementer vun der Regierung analyséiert a sech dobäi besonnesch kritesch gewisen. En huet iwwer 110 Oppositions formelles formuléiert an op Manktem u Prezisioun, Inkohärenzen, schwéier Liesbarkeet a vill Insécurités juridiques higewisen. Zousätzlech goufen Transpositiounsfeeler a legistesch Bemierkunge festgehalen.

Am Avis complémentaire vum 20. Dezember 2024 zu Amendementer, déi d'Regierung den 8. Abrëll 2024 gemaach huet – an dat war dunn den Text vun der neier Konsumenteschutzministesch –, huet de Staatsrot dann awer seng kritesch Haltung bestätegt an awer nach ronn 50 Oppositions formelles ausgeschwat. An do kann ee soen: Bon, wa bis emol eng Kéier de Wuerm dran ass, da gëtt et schwéier, dat nees opzefänken.

Am zweeten Avis complémentaire vum 11. Juli 2025 goufen dann dunn déi 54 parlamentaresch Amendementer analyséiert. A vu datt d'Kommissioun ganz vill vum Staatsrot senge Recommandatiounen iwwerholl huet, konnten dunn déi meescht Oppositions formelles opgehuewe ginn. Et sinn der awer nach eng Kéier eng Dose bliwwen.

An am drëtten a leschten Avis complémentaire vum Oktober dëst Joer huet de Staatsrot dunn déi lescht parlamentaresch Amendementer vum Summer gepréift an och déi lescht Oppositions formelles opgehuewen. An, voilà, esou hu mer dann dunn dësen Text enfin gehat.

Komme mer elo bei déi aner Avisen. Festhale kann een, datt d'Aféierung vun der Sammelklo an d'lëtzebuergescht Recht vun alle Säite begréisst gëtt.

De Lëtzebuerger Konsumenteschutz huet a sengen Avisen op eng Rei strukturell a finanziell Schwächten higewisen. En huet besonnesch eng besser Informatioun vun de Konsumenten, eng staatlech Ënnerstëtzung beim Finanzement vun de Prozeduren an eng méi breet Uwendung vum Gesetz gefuerdert. Zudeem huet d'ULC betount, datt d'Roll vun der Mediatioun net dierft ofgeschwächt ginn an datt d'Gesetz d'Direktiv vollstänneg an effikass sollt ëmsetzen.

De Conseil de la concurrence huet a sengen Avisen ëmmer nees bedauert, datt Verstéiss géint d'Konkurrenzrecht ausgeschloss sinn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet an hiren Avisen ënnerstrach, datt d'Prozedur ze komplex an ze schwéierfälleg wier a soumat net am Aklang mat dem Prinzipp vun der Simplification administrative stoe géif. Si fuerdert eng vereinfacht Prozedur, eng méi breet Uwendung an eng adequat finanziell a juristesch Ënnerstëtzung. Ausserdeem huet si d'Positioun vun der ULC ënnerstëtzt, datt d'Ëffentlechkeet fréi informéiert sollt ginn, fir datt déi betraffe Konsumente sech kéinten uschléissen, an net eréischt no engem definitive Geriichtsurteel.

D'Chambre des Salariés huet an hiren Avise fir eng Erweiderung vum Champ d'application, wéi zum Beispill op d'Aarbechtsrecht, plädéiert. D'CSL begréisst och d'Aféierung vun der Mediatioun. An engem spéideren Avis weist si sech zefridden, datt verschidde vun hire Recommandatiounen zréckbehal goufen, bleift awer bei hirer Kritick, datt kee staatleche Finanzéierungssystem virgesinn ass.

Vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers koume véier gemeinsam Avisen, an deene si eng méi reservéiert Positioun vis-à-vis vum Recours collectif anhuelen. Si stinn der Grondiddi skeptesch géintiwwer a plädéiere fir eng strikt a limitéiert Ëmsetzung vun der EU-Direktiv. Si stellen d'Noutwendegkeet vum neie Mechanismus a Fro, well déi bestoend juristesch Instrumenter nach net voll ausgeschëpft wieren. Si kritiséieren, datt de Champ d'application ze breet wier, a schwätze sech géint d'Veréffentlechung vu Geriichtsentscheedungen aus, soulaang d'Responsabilitéit vum Professionellen net definitiv feststeet. An hirem leschten Avis vum Dezember 2024 begréissen déi zwou Chamberen allerdéngs, datt vill vun hire Fuerderungen ugeholl goufen. Och hei gesäit een, dass et Work in Progress war.

An hirem Avis huet d'Cour supérieure de justice sech op d'Analys vun der geplangter geriichtlecher Prozedur am Kader vum Recours konzentréiert an dobäi e puer weesentlech Reserve formuléiert. D'Cour kritiséiert déi Zwouphasestruktur vun der Prozedur, engersäits d'Decisioun iwwert d'Recevabilitéit an dann eng zweet Decisioun iwwert de Fong. Dat géif an hiren Aen d'Prozedur onnéideg schwéierfälleg a lues maachen. Si plädéiert dofir, d'Recevabilitéit direkt am Haaptverfaren ze préiwen.

Am Avis vum Conseil de l'ordre vum Barreau gouf den Text vum Projet de loi virun allem prozedural kritiséiert, d'Komplexitéit vun der Struktur vum Gesetz an datt eng Rei Definitiounen net prezis genuch wieren.

D'CNPD huet an hirem Avis d'Méiglechkeet vun engem Recours collectif begréisst an zäitgläich bedauert, datt dëse Mechanismus just am Konsumenteberäich gëllt an net fir all Verstéiss géint de Règlement sur la protection des données. Doriwwer eraus stellt si Froen iwwert d'Ännerung vun hirem eegene Gesetz, fir dës nei Kompetenzen ofzedecken. An hirem zweeten Avis fuerdert d'CNPD, datt d'Publikatioune vu Geriichtsentscheedunge kloer gereegelt ginn, fir perséinlech Donnéeën ze schützen.

Vill vun de Fuerderunge vun de verschiddene Kummere sinn an de finalen Text agefloss. An an der Sëtzung vum 23. Oktober dëst Joer huet d'Kommissioun de schrëftleche Rapport adoptéiert.

D'Gesetz gëllt réckwierkend fir all Sammelklo ab dem 25. Juni 2023, well dat den Datum ass, ab deem d'Direktiv hätt missen transposéiert sinn. De Schued kann also virun dem Datum passéiert sinn, wou dëst Gesetz a Kraaft trëtt.

Mat dësem Gesetz setze mir e kloert Zeeche fir e méi staarke Konsumenteschutz an eng gerecht Balance tëscht Bierger an de Professionellen. D'Direktiv, näischt aneres wéi d'Direktiv – dat war de Leetfuedem. An haut kënne mir soen: Mir hunn e Gesetzesprojet, dee kloer, prezis an am Déngscht vum Bierger ass.

Domat géif ech mäi Rapport gäre schléissen. Awer ech wëll och onbedéngt gären all deene Leit e grousse Merci soen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, an do alle viran der Madamm Catherine Phillips aus dem Konsumenteschutzministère, well dat hei war wierklech eng Sisyphusaarbecht. Ech mengen, mir si vun 110 Oppositions formelles da bannent dräi Joer op e finalen Text komm, deen de Konsens gemaach huet. A mir hunn e roude Fuedem, deen derduerchgeet. Dat war keen einfachen Job. An ech mengen, Dir sidd och en cours de route dropgesprongen, well d'ganz Ekippen hunn en cours de route iergendwa geännert, souwuel wat de Rapporter ugeet wéi dann eeben am Ministère. An dofir e ganz, ganz grousse Merci.

An dann awer och e grousse Merci un den Tun Loutsch aus der Chamber, deen dann och hei als Administrateur vun der Agrarkommissioun dee Projet betreit huet, well et war net evident. A mir hunn en Dënschden nach driwwer geschwat: De Finissage vum Rapport ass eréischt Ufank dëser Woch gemaach ginn. Dofir e ganz, ganz grousse Merci dofir.

Voilà, da géif ech elo meng aner Kap als Spriecherin vun der CSV undoen.

Discussion générale

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir kennt alleguer d'Geschicht vum David a vum Goliath aus der Bibel. Et ass am 1. Buch Samuel. Si erzielt vum Kampf tëscht dem jonken Hiert David an dem risege Philister Goliath. Wärend d'Arméi vum israelittesche Kinnek Saul géint d'Philister kämpft, traut sech keen, géint de Goliath unzetrieden. Bon, et ass e Krichsheld vu bal dräi Meeter Héicht a bewaffnet bis un d'Zänn.

De jonken David, deen nach net emol Zaldot ass, bon, seet dann: „Ok, ech maachen dat." De Kinnek Saul stëmmt zou an de klengen Hiert zitt lass, ouni Rüstung, just mat senger Schleider an e puer Steng. Wéi de Goliath sech dann natierlech iwwert dee klengen David lëschteg mécht, hëlt den David seng Schleider a schéisst dem Goliath ee vu senge Steng matten op d'Stier. De Ris fält ëm. De klengen David huet de Kampf gewonnen.

(Interruption)

An den David ass fortgelaf.

(Hilarité)

Une voix | En ass seng Schleider sichen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | A!

(Hilarité)

D'Geschicht vum Kampf vum klengen David géint de risege Goliath ass an den allgemenge Sproochgebrauch agaangen. Et ass eng Metapher fir en ongläiche Kampf, wou ee vun de Bedeelegten am Fong op den éischte Bléck guer keng Chance huet.

Dat war bis elo och viru Geriicht dacks de Fall, wann e Konsument wollt säi Recht akloen. Déi aner Säit huet meeschtens juristesch a finanziell weesentlech besser Moyenen. Den Händler, d'Firma oder, méi schlëmm nach, e Weltkonzern sëtzt ganz einfach um längeren Hiewel. A genee dofir stëmme mir haut d'Gesetz zum Recours collectif oder op Däitsch der Sammelklage.

Mat dësem Gesetz schafe mir, wat een op Neilëtzebuergesch esou schéi mat „Level-Playingfield" ëmschreift. Mir schafen eng Basis, fir datt béid Parteien – de Konsument an de Professionellen – déi selwecht Chancë viru Geriicht hunn, wann et zum Sträit kënnt. An dat ass enorm wichteg.

Ech ginn Iech d'Beispill aus der rezenter Vergaangenheet, dat Der sécherlech alleguerte kennt: de Volkswagen-Diesel-Skandal an Däitschland. Am September 2015 ass erauskomm, datt de VW-Konzern bei verschiddene vu sengen Dieselautoe getrickst a gefuddelt hat. Et gouf eng Software installéiert, déi d'Tester vun de Schadstoffwäerter manipuléiert huet. An dës Software huet erkannt, wann d'Gefier getest gouf, well da waren d'Schadstoffwäerter gutt, mam Resultat, wann dann d'Gefier um normale Stroosseverkéier deelgeholl huet, datt dann d'Schadstoffwäerter däitlech méi héich waren. Am Ganze ware ronn 11 Milliounen Autoe weltwäit betraff, an dovunner iwwer 8 Milliounen an Europa.

An Däitschland hat d'Verbraucherzentrale Bundesverband zesumme mam ADAC am Numm vu ville concernéierte Bierger eng Sammelklo, eng sougenannte „Musterfeststellungsklage", géint Volkswagen agereecht. Dës Aktioun huet et ronn 260.000 Autosbesëtzer erméiglecht, sech un enger gemeinsamer Prozedur ze bedeelegen, ouni individuell kloen ze mussen.

Am Februar 2020 ass et dunn zu engem Verglach komm. VW huet zougestëmmt, eng Gesamtzomm vu ronn 830 Milliounen Euro auszebezuelen. D'Indemnitéite fir d'Besëtzer hu jee no Automodell an Alter tëscht 1.350 Euro a 6.257 Euro geleeën. Déi betraffe Konsumente sinn also an dësem ganz ongläiche Kampf – op där enger Säit de klengen Autosbesëtzer mat begrenzte Moyenen an op där anerer Säit e grousse Weltkonzern mat praktesch onbegrenzte finanziellen a juristesche Mëttelen – zu hirem Recht komm.

Dir Dammen an Dir Hären, och zu Lëtzebuerg waren eng Rei Autosbesëtzer dovu betraff. Am Mäerz 2018 huet d'ULC fir véier vun hire Membere getrennt zivillrechtlech Kloe géint Volkswagen, den Importateur a géint verschidden Händler zu Lëtzebuerg agereecht. An dësem Summer, also siwe Joer méi spéit, gouf et en éischt Urteel: D'Bezierksgeriicht vu Lëtzebuerg huet Volkswagen dozou verurteelt, dem betraffenen Autosproprietär 2.000 Euro fir de moralesche Schued am Kader vum Dieselgate-Skandal ze bezuelen.

Dir héiert also, datt déi betraffen Autosbesëtzer et bei eis däitlech méi schwéier hate wéi déi Betraffen an Däitschland oder an aneren europäesche Länner, an dat aus dem ganz einfache Grond, well et hei am Land zu deem Zäitpunkt, wou den Dieselskandal opgeflunn ass, nach keng juristesch Grondlag fir eng Sammelklo ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Sammelklo stellt e juristescht Instrument duer, dat et erméiglecht, datt verschidde Persounen, déi duerch dat selwecht Verhalen oder déi selwecht Verstéiss betraff sinn, hir Fuerderungen zesumme viru Geriicht kënne bréngen. Si gëllt als wichtegt Mëttel, fir d'Effizienz vun der Rechtsverfollegung am Konsumenteschutz ze stäerken.

D'Virdeeler leien also op der Hand: Éischtens stäerkt d'Sammelklo d'Rechter vun de Konsumenten, well an enger Situatioun, wou all eenzel Fuerderung éischter méi kleng Schied betrëfft, wier et fir déi betraffe Persoune kaum wirtschaftlech sënnvoll, eleng viru Geriicht ze goen. D'Sammelklo erméiglecht et soumat, déi vereenzelt Kloen zesummenzeschléissen an esou dozou bäizedroen, datt och dee vermeintlech schwaachen Acteur zu sengem Recht kënnt, nom Motto „Am Ruddel si mer staark".

Zweetens féiert d'Sammelklo zu méi Gerechtegkeet an Transparenz um Maart. Wann Entreprisen, Produzenten a Fournisseure wëssen, datt si am Fall vun enger systematescher Verletzung vun de Konsumenterechter kollektiv kënne verklot ginn, schaaft dat e preventive Wierkungseffekt a favoriséiert konform Geschäftspraktiken. D'Rechtsstaatlechkeet gëtt gefërdert, well och grouss Entreprisen esou kënnen zur Rechenschaft gezu ginn.

Drëttens kann d'Sammelklo och d'Effizienz vum Justizsystem verbesseren, well se et erméiglecht, eng Rei änlech Fäll an enger eenzeger Prozedur ze behandelen, amplaz datt all Betraffenen individuell viru Geriicht muss zéien.

An net zulescht entsprécht d'Aféierung vun esou engem Instrument och engem europäesche Kontext. D'Zil ass et, eng harmoniséiert europäesch Basis ze schafen, déi et Organisatiounen a Verbänn erlaabt, d'Rechter vun de Konsumenten an engem strukturéierte Kader ze verdeedegen.

Wéi ech a mengem Rapport scho sot, handelt et sech bei dësem Gesetz ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. Mir hate bis de 25. Dezember 2022 Zäit, fir d'Direktiv an déi national Gesetzgeebung ëmzesetzen. Mir sinn also, wéi sou dacks, leider e bëssen ze spéit un.

An dobäi hate mer matzäit ugefaangen. Den initiale Gesetzesprojet gouf schonn am August 2020 nach vun der viregter Regierung agereecht, also zu engem Zäitpunkt, wou d'Direktiv nach net emol fäerdeg negociéiert war an och nach net a Kraaft war.

Ob et elo e raffinéierte Schachzuch war, fir virun de Won ze lafen, sief emol dohinnergestallt. Den ursprünglechen Text vum Projet ass awer wäit iwwert de Kader vun der Direktiv erausgaang. D'CSV/DP-Majoritéit mat der Konsumenteschutzministesch Martine Hansen huet sech op de Prinzipp vu „la directive, rien que la directive" besënnt an huet den Text vum Projet nees an de virgeschriwwene Kader geréckelt.

Op jidde Fall huet et méi wéi fënnef Joer gedauert, bis de Projet dann all d'Hürde geholl hat, soudatt mir am Endeffekt bei der Ëmsetzung vun dëser wichteger Direktiv dräi Joer ze spéit sinn. Dat ass net gutt. Dat ass net gutt, well – wéi ech grad scho gesot hunn – vill Konsumenten, vill Biergerinnen a Bierger hei am Land an doriwwer eraus, déi e Problem hunn, setzen hir Hoffnungen an dëst Instrument, dat si aus dem Ausland kennen.

Holland ass eent vun de Länner, dat am wäitste fortgeschratt ass. Et gëtt do richteg Class Actions, och fir Leit, déi net am Land wunnen. A si si ganz aktiv bei internationale Prozesser, wéi zum Beispill géint Facebook oder TikTok.

An Däitschland gëtt et zanter 2018 déi sougenannte Musterfeststellungsklage, also eng Modellsammelklo. Et war dëst Instrument, dat am Dieselgate-Skandal den Affer zu hirem Recht verhollef huet.

A Frankräich gouf d'Sammelklo schonn 2014 agefouert. Ufangs war se da just op Konsumentefäll limitéiert, mee gouf duerno och op Gesondheet, Ëmwelt, Diskriminatioun an aner Beräicher ausgedeent. An der Belsch ass d'Sammelklo och 2014 agefouert ginn.

Et si virun allem d'Erfarungen aus Frankräich an aus der Belsch, déi weisen, datt de Recours collectif eng ganz komplex Matière ass an et dofir och net einfach ass, e Gesetz ze schreiwen, dat herno an der Praxis och gutt an einfach funktionéiert an den Upsréch vun de Konsumente gerecht gëtt.

Dofir wëll ech, Dir Dammen an Dir Hären, hei eng Motioun deposéieren. Ech wëll betounen, dass dës Motioun vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite matgedroe gëtt. Ech mengen, déi gréng hu se elo net mat ënnerschriwwen, mee ech krut awer gesot, si wäre prinzipiell domat d'accord, se matzestëmmen. Ech wëll awer och soen, dass d'LSAP, wéi ech gëschter laanschtkomm sinn, fir d'Motioun ze ënnerschreiwen, gesot huet: „A, mir wollten dat selwecht maachen, och no enger Dauer vu fënnef Joer eng Evaluatioun maachen." Dofir, ech mengen, mir schwätzen hei alleguerten aus dem selwechte Mond, wa mer soen: Et ass en immens komplext Gesetz an eng immens komplex Matière an et ass immens wichteg, dass mer do fënnef Joer nodeem et a Kraaft getrueden ass déi Saach eng Kéier op de Leescht huelen a kucken: Wat ass gutt gelaf? Wéi kënne mer d'Situatioun verbesseren, fir dass effektiv och d'Gesetz seng Wierkung huet, déi et soll hunn, an am Sënn vum Konsument d'Prozedur esou séier an esou effikass wéi méiglech ze maachen? Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu le projet de loi n° 7650 portant modification :
1° du Code de la consommation ;
2° de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués ;
3° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;
4° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
5° de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;
6° de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur ;
7° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ;
8° de la loi du 26 juin 2019 relative à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (UE) 2018/302 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2018 visant à contrer le blocage géographique injustifié et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des clients dans le marché intérieur, et modifiant les règlements (CE) n° 2006/2004 et (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives visant à

protéger les intérêts collectifs des consommateurs et abrogeant la directive 2009/22/CE ;

– considérant que ce texte introduit un mécanisme nouveau dans l'ordre juridique national, inspiré du droit européen et de pratiques déjà existantes dans d'autres États membres, notamment en France et en Belgique ;

– considérant que l'expérience de ces pays montre que la mise en œuvre pratique du recours collectif soulève des questions importantes relatives à l'accès effectif à la justice, à la complexité de la procédure ;

– estimant dès lors qu'une évaluation empirique et juridique du fonctionnement de ce nouveau dispositif est nécessaire après un certain temps d'application, afin d'en mesurer l'efficacité et d'identifier d'éventuelles adaptations législatives,

invite le Gouvernement

– à procéder, dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, à une évaluation complète de la mise en œuvre du recours collectif au Luxembourg ;

– à examiner notamment :

- *le nombre et la nature des recours introduits,*
- *la durée moyenne des procédures,*
- *les résultats obtenus pour les consommateurs,*
- *l'efficacité des dispositifs de médiation et de règlement extrajudiciaire,*
- *les difficultés rencontrées par les juridictions et les entités qualifiées ;*

– à présenter à la Chambre des Députés, sur la base de cette évaluation, un rapport détaillé accompagné, le cas échéant, de propositions d'ajustement législatif.

(s.) Stéphanie Weydert, Marc Goergen, Gusty Graas, Paulette Lenert, Alexandra Schoos, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Weydert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Wat mengt Dir, Här Di Bartolomeo?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir sinn alleguer David.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo. Voilà, mir sinn alleguerten David. Richteg.

(Hilarité)

Wéi ech elo grad sot: D'Sammelklo ass e wichtege Moyen, fir d'Effizienz vum Konsumenteschutz ze stäerken, mee si bréngt och eng Rei juristesch, praktesch an ekonomesch Erausfuerderunge mat sech.

Et gëtt ëmmer nees drop higewisen, datt d'Sammelklo zu exzessive juristesche Prozedure féiere kéint, besonnesch wa si net genuch encadréiert gëtt. D'Erfarung an e puer anere Länner weist, datt esou Kloe mat héije Käschten, laange Prozeduren a komplexe Verdeelungsmechanisme kënne verbonne sinn.

D'Kritiker féieren och un, datt eng Sammelklo de wirtschaftlechen Drock op d'Betriber staark erhéije kéint, och an deene Fäll, wou d'Responsabilitéit net kloer feststeet. D'Fro vum méigleche Mëssbrauch, beispillsweis duerch Affekoten oder Organisatiounen, déi Kollektivkloen aus kommerziellen oder politesche Grënn féieren, gëtt dofir dacks ervirgehuewen. Dëst Argument fënnt een dann och a verschiddenen Avisen erëm.

Zousätzlech kéint d'Sammelklo, wa se net mat adequate Kontrollmechanismen ausgestatt ass, d'Roll vun de Geriichter belaaschten an d'Prozedure verlängeren, amplaz se ze vereinfachen. Et gëllt, déi richteg Balance tëscht Effizienz, Gerechtegkeet a Sécherheet ze fannen.

Schliisslech gëtt och dacks argumentéiert, datt d'besteeënd individuell Recoursméiglechkeeten an engem klengen an effiziente Justizsystem wéi dem Lëtzebuerger schonn effikass an zouverlässeg funktionéieren, soudatt d'Noutwendegkeet vun enger vollwäerteger Sammelklo nach misst bewise ginn.

Aus dëse Grënn hu mer verschidde Garantien, et kann een och soe „Garde-fouen", am Gesetz ageschriwwen.

Éischtens: d'Qualitéit fir ze handelen. Net all Organisatioun kann einfach mol e Recours collectif lancéieren. D'Gesetz gesäit kloer vir, datt nëmme bestëmmten Entités qualifiées dat maachen dierfen. An dës Entitéite mussen dann eeben och bestëmmte Viraussetzungen erfëllen: Transparenz, eng gutt Governancestruktur. An duerch dës Moossname gëtt verhënnert, datt all belibege Grupp ënnert dem Label „Recours collectif" agéiert, an dat ouni Kontroll. Dëst mécht, datt d'Betriber net mat onkloren, exzessive Sammelrecourse konfrontéiert ginn.

Zweetens: d'Recevabilitéit. D'Geriicht iwwerpréift, ob d'Ufuerderunge fir eng Sammelklo iwwerhaapt erfëllt sinn. Duerch dëse Filter gëtt scho fréizäiteg verhënnert, datt iergendwellech „fantasievoll" oder opportunistesch Recoursen um Fong vun engem Geriicht mussen traitéiert ginn. D'Bezierksgeriicht iwwerpréift d'Recevabilitéit, et kuckt awer och, ob et méiglecherweis Interessenskonflikter gëtt.

An drëttens: Et ass e strukturéiert an awer och en transparent Verfaren, wou déi eenzel Etappe kloer definéiert sinn. Béid Parteie wëssen, wat op se duerkënnt, well d'Ramebedéngunge ganz kloer sinn. An, och dat ass ganz wichteg: Et gëtt kloer Delaien.

Ob dat elo alles duergeet, ob d'Gesetz plazeweis ze wäit geet oder net wäit genuch, d'Prozedur ze komplizéiert ass oder net, dat wäert d'Praxis eis weisen. All dat gesi mer spéitstens, wa mer a fënnef Joer déi éischt Evaluatioun maachen.

Ech kommen zum Schluss. Mam Gesetz, wat mir haut stëmmen, stäerke mir de Konsumenteschutz. Mir schafen en Instrument, dat dem klengen David d'Méiglechkeet gëtt, sech am Fall vun engem Schued géint de grousse Goliath viru Geriicht duerchzesetzen.

An domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dëse wichtege Meilesteen am Interessi vun alle Konsumentinnen a Konsumenten. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert, speziell fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech muss Iech fir d'éischt heibannen enttäuschen, datt ech net kann esou eng flott Geschicht wéi d'Madamm Weydert aus der Bibel zitéieren, well si se vill besser kennt wéi ech.

(Hilarité)

Mee ech muss awer ënnersträichen, datt dat Beispill awer ganz gutt gewielt war an datt u sech déi Zitatioun aus der Bibel mat dem David an dem Goliath ganz gutt op dee Gesetzesprojet hei passt.

Ech mengen, wat evident ass: Mir liewen an enger Gesellschaft, wou natierlech de Konsum eng ganz grouss Roll spillt, wou mer ganz konsumorientéiert sinn, virun allem natierlech an eise Breeden. Dat bréngt natierlech och mat sech, datt d'Produzenten och versichen, ëmmer nei Moyenen ze entwéckelen, fir déi Wuer besser un de Mann ze bréngen an un d'Fra, virun allem awer och déi Wuer attraktiv duerzestellen. De Konsument huet oft souguer Schwieregkeeten, sech am Dschungel vun deene ganzen Offeren erëmzefannen.

An da kënnt natierlech och haut de sougenannten Onlineshopping derbäi, fir dann emol en neit Lëtzebuerger Wuert och ze gebrauchen. An et muss ee jo ganz éierlech sinn: Ech mengen, déi Wéinegst wäerten net dovunner Gebrauch maachen. Dat bréngt eng Rei Avantagë mat sech. Et geet oft méi schnell. D'Offer ka méi grouss sinn. Mee et bréngt natierlech och eng ganz Rei Desavantagë mat sech, an däers soll ee sech awer och bewosst sinn, munchmol och au détriment vun deene klassesche Geschäfter, wat awer och wierklech ze bedaueren ass.

An da kommen natierlech awer och iwwert den Internet gewësse Finanztransaktiounen. An och do, mengen ech, ass keen heibannen, deen net schonn iergendwéi eng Mail kritt huet, wou en d'Gefill hat, déi wier wierklech vun engem Fournisseur an engem Produzent, engem Déngschtleeschter, deen ee géing gutt kennen, déi esou gutt nogemaach ginn ass, wou de Logo esou gutt duergestallt ginn ass, datt een awer praktesch instinktiv d'Gefill hat, datt se richteg ass. Am Endeffekt huet sech dat awer oft als falsch erausgestallt.

An ech kommen direkt och op dee leidege Problem vun de BIL-Clienten ze schwätzen, wou jo 60 Leit am Fong geholl staark leséiert goufen. Si hu 700.000 Euro verluer. A grad déi Leit hu sech jo och elo zesummegedoen a wollten iwwert de Wee vun enger Sammelklo dann och versichen, hiert Recht erëmzekréien. Dat ass och gutt esou. A mir hu jo hei matgedeelt kritt, datt d'Gesetz retroaktiv kann applizéiert ginn, soudatt déi Leit am Fong geholl och kënnen direkt dovunner profitéieren.

Wann een natierlech, fir dat elo op gutt Lëtzebuergesch hei auszedrécken, iwwert d'Ouer gehae ginn ass, dann ass et evident, datt ee bis dato quasi ëmmer eleng dostoung. Natierlech kënnt eng gewësse Roserei op. Natierlech wëllt een do dergéint virgoen. Natierlech wëllt een och geriichtlech Schrëtter ënnerhuelen. Mee mir wëssen, wéi et ass: Wann ee bis eleng dosteet, da verléisst een awer trotzdeem ganz séier d'Motivatioun. An déi wäert jiddefalls elo an deem Sënn geännert ginn.

D'Solidaritéit kann elo eng grouss Roll hei spillen. Ech mengen, net nëmmen insgesamt an eiser Gesellschaft ass d'Solidaritéit e wichtegt Wuert, mee hei kënnen u sech dann awer nei Méiglechkeeten entstoen, fir datt een zu sengem Recht ka kommen, wann, wéi gesot, Gläichgesënnter sech zesummendinn.

Dëst Gesetz ass awer och de Beweis, datt d'Europäesch Unioun, contrairement zu deem, wat nawell gäre vun deem engen oder deem aneren ëmmer behaapt gëtt, ganz effikass ka schaffen. Dat Gesetz hei ass jo d'Basis vun der Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv. An dowéinst soll een dat och hei ouni Zweifel ënnersträichen.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer natierlech scho méi laang iwwert dee Recours collectif hei diskutéiert. An et ass schonn e puermol hei ënnerstrach ginn: Deen éischte Projet gouf jo ënnert der leschter Regierung hei presentéiert.

Mir sinn natierlech an enger extreem komplexer Matière hei. An d'Madamm Weydert huet dat exzellent hei presentéiert, soudatt och e manner Verséierte wéi ech dat ganz gutt verstanen huet. Mee et spiert een awer ganz séier, wéi gesot, datt mer an

enger schrecklech komplexer Matière hei sinn, eleng schonn duerch de Fait, datt esou vill Avisen erakomm sinn, eleng de Fait, datt Äre Rapport d'Nummer 33 hat – d'Nummer 33 fir en Document parlementaire, dat muss ee sech also mol virstellen! –, datt de Conseil d'État an engem éischten Avis 110 Oppositions formelles gemaach huet. Do muss ee sech scho bal ustrengen, fir nach aner Gesetzer ze fannen, wou jeemools eng Kéier esou vill Oppositions formelles gemaach goufen.

Ech wëll dann awer och hei ënnersträichen, datt eng Organisatioun menger Meenung och ganz wichteg an deem ganze Prozess hei ass, an och fir d'Zukunft. Dat ass d'ULC. D'ULC huet net manner wéi siwen Avise gemaach. An ech mengen, d'ULC soll och e wichtegen Acteur sinn herno bei der Ëmsetzung um Terrain.

Déi dräi Phasen, déi elo virgesi sinn, missten u sech de Garant sinn, fir datt Abusen och kënne verhënnert ginn.

Mir begréissen als Demokratesch Partei och, datt de Champ d'application elo ausgedeent ginn ass, an zwar op 66 Akten. A wat och positiv ass, ass, datt u sech déi Sammelklo ka grenziwwerschreidend gemaach ginn. Ech mengen, mir liewen einfach an engem Raum, wou een net méi ka sou streng no Grenze kucken. An duerfir ass dat heiten ouni Zweifel och e ganz grousse Virdeel.

Jiddefalls, mat dësem Gesetz schafe mer eng ganz gutt Basis, datt am Fall, wou eeben Entreprisë sech net konform verhalen an eng Rei Leit leséiert goufen, déi da kënnen dee Moment geriichtlech virgoen.

Ech wëll awer och hei ënnersträichen: Mir mussen awer oppassen, datt net elo op eemol e bëssen esou en allgemengt Denke kënnt, wéi wann all Entreprise hei géing versichen, sech hir Virdeeler ze verschafen, andeems de Konsument net onbedéngt ëmmer mat der Wourecht konfrontéiert gëtt. Nee, dat ass mat Sécherheet net de Fall. Ech mengen, mir hunn awer eng Entreprisëwelt, déi ganz gutt fonctionéiert. An dat hei ass u sech dann, wéi gesot, fir déi, wéi et jo ëmmer ass, schwaarz Schof dann och doraus ze detektéieren.

Mat dësem Gesetz leede mer ouni Zweifel e grousse Paradigmewiessel an. An dowéinst nach eng Kéier, et ass schonn e puermol hei ënnerstrach ginn, dat am Interêt vum Konsument.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat natierlech och wichteg ass, ass, datt déi Sammelkloen am Fong nëmmen duerch den agreéierten Acteur kënnen hei deposéiert ginn an net duerch eng Eenzelpersoun. Soss géing een awer och vläicht Gefor lafen, datt et zu enger Well vu Kloe kéim, déi jo vläicht awer zum Deel net justifiéiert wieren.

Wat awer och ganz wichteg ass, an ech mengen, dat wëssen d'Affekoten heibanne vill besser wéi ech, ass, datt awer och de Justizapparat kann entlaascht ginn, datt eeben elo, wa Sammelkloe kommen, net méi all Eenzele muss kloen. Mir wëssen, datt sech d'Affären op de Geriichter accumuléieren. An hei gëtt am Fong geholl awer eng Méiglechkeet gebueden, fir dann awer dat trotzdeem méi ze bündelen.

Da wëll ech awer och nach vläicht op déi Procédure simplifiée hiweisen an dorop, datt mer och d'Erfarungen aus den Nopeschlänner hei mat afléisse loossen. Et ass och gutt, well et, wéi gesot, nach eng Kéier, eng ganz kompliziéiert Matière ass, datt een awer och kuckt: Wat ass am Ausland scho vir sech gaang? Wéi kënne mer am Fong geholl Erfarungen do mat eriwwerhuelen?

E wichtegen Aspekt ass natierlech och d'Mediatioun, wat mer als Demokratesch Partei selbstverständlech och begréissen. Mir versichen och, déi vläicht nach weider ze promouvéieren, fir datt gegeebenefalls och en cours de route kann à l'amiable eng Decisioun geholl ginn. Ech ënnersträichen dann och nach eng Kéier hei, datt de Médiateur de la consommation u sech fir déi zwou Parteie jo gratis ass. Am Virfeld ass et jo och ganz vill Diskussiounen iwwert déi Mediatioun ginn. Dofir si mer och zefridden, datt eng gewëssen Ouverture och do gemaach ginn ass.

Jiddefalls, ënnert dem Stréch si mer als Demokratesch Partei ganz en faveur vun dësem Gesetz. Et ass eng Stäerkung vun de Rechter vum Konsument.

An erlaabt mer vläicht zum Schluss nach, eng ganz kuerz Bemierkung och iwwert d'Motioun ze maachen. Dat ass eng ganz gutt Motioun, déi mir selbstverständlech matdroen. Et ass nämlech wichteg, datt mer eis awer och Zäit ginn, fir eng Kéier e Bilan ze maachen. Mir wëssen net, wou d'Rees higeet mat dësem Gesetz. Mir wëssen net, wat u sech d'Envergure ass. An dowéinst ass et also wichteg ... Elo kann een iwwert déi fënnef Joer diskutéieren, ob een et och hätt kënnen no dräi Joer maachen, mee dat ass elo emol zweetrangeg. Ech mengen, wat wichteg ass, ass, datt mer eis d'Wuert hei ginn, datt awer e Bilan gemaach gëtt no fënnef Joer an datt mer dann am Fong eréischt gesinn, ob mer um richtege Wee sinn oder ob mer nach musse gewëssen Adaptatioune virhuelen.

Jiddefalls, haut ass e ganz wichtege Schrëtt am Interêt vun de Konsumente gemaach ginn. An ech soen Iech duerfir Merci fir d'Nolauschteren a brénge selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der DP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Jo, de kollektive Rechtsschutz fir d'Konsumenten zu Lëtzebuerg, dat ass eng laang Geschicht. An ech mengen, wa mer eppes hei deelen, op alle Fall déi Leit, déi dru geschafft hunn, dann ass et eng grouss Erliichterung, dass mer no deene laange Joren hei kënnen zesumme stoen, fir iwwert dëst Gesetz ofzestëmmen.

De Prinzipp vun der Sammelklo, deen ass einfach an en ass iwwersiichtlech. Et ass eng Prozedur, déi et erlaabt, fir et kuerz ze maachen, Zäit a Käschten ze spueren an domadder de Rechtszougang fir all Eenzelne méi einfach a méi gerecht ze gestalten.

Grad wann den Enjeu vum individuellen Usproch kleng ass, grad dann, bleift de Risiko grouss, um Enn eleng op senge Käschte sëtzen ze bleiwen. An dat ass genee dat, wat mécht, firwat vill Leit d'Vertrauen an d'Justiz verléieren, well se letztendlech aus Käschtegrënn op hire legitimme Rechtsusproch verzichte mussen.

De Recours collectif, dee wäert et an Zukunft méiglech maachen, Efforten a Käschten ze bündelen. Aus der Schwächt vum Eenzelnen entsteet eng kollektiv Stäerkt, eng Beweegung, déi d'Konditioune schaaft, fir op Aenhéicht mat grousse Betriber a Konzerner kënnen ze verhandelen.

Nieft der bekannter VW-Affär an Däitschland, déi elo schonn e puermol zitéiert ginn ass, gëtt et och ganz vill aner Beispiller, déi de Meerwäert vum kollektive Rechtsschutz däitlech maachen.

A Kanada zum Beispill, wou d'Sammelkloe schonn zënter de 70er-Joren eng Realitéit sinn, gouf beispillsweis eng grouss Ëmweltschutzklo vu 7.000 Bierger a Biergerinne géint eng Nickelraffinerie an hir gesondheetsschiedlech Emissiounen agesat. D'Resultat: eng relativ impressionnant Entschiedegung an Héicht vu 36 Millioune kanadeschen Dollar.

An engem aneren, och kanadesche Fall huet eng Sammelklo zu engem historeschen Entschiedegungsprogramm fir Honnertdausenden indigène Kanner gefouert, déi joerzéngtelaang a Wunninternater zwangsassimiléiert an och zum Deel mësshandelt goufen.

Ma och a Skandinavien huet sech gewisen, dass kollektiv Rechtsschutzinstrumenter eng ganz nei Dynamik u Gerechtegkeet a Verantwortung mat sech zéien. An Norwege beispillsweis konnte sech 180.000 Clientë vun enger grousser Bank zesummendoen, fir géint iwwerdeiert Fraisen ze kloen. An och si hunn deemools Recht kritt, och wann de Schued fir den Eenzelnen nëmme ganz geréng war a sécherlech net den Opwand vun enger eenzelner Klo justifiéiert hätt.

Änlech Fäll gouf et a Schweden an och an Holland. Ech erënneren un déi berüümten Dexia-Affär, déi am Fong geholl och Modell stoung fir d'Direktiv, vun där mer haut schwätzen, wou Zéngdausende Konsumenten a Konsumentinnen duerch ganz staarke medialen Drock, dee se opgebaut hunn, am Kader vun enger Sammelklo aussergeriichtlech entschiedegt goufen. An och an Holland huet eng ganz traureg Medikamentenaffär gewisen, wéi wichteg et ass, datt betraffe Famillje sech kënnen zesummeschléissen an net eleng gelooss ginn. Déi Affär, op déi ech mech do referéieren, ass eng vu syntheeteschem Östrogeen, dee reegelméisseg schwangere Frae verschriwwe ginn ass a wou sech eréischt spéit erausgestallt huet, dass dat enorm Schied fir d'Meedercher mat sech gezunn huet, déi herno deels onfruchtbar waren oder awer en erhéichte Kriibsrisiko haten.

Sou ënnerschiddlech all déi Affäre sinn, eppes hunn all dës Affäre gemeinsam: Si weisen, dass d'Gläichgewiicht tëscht dem Eenzelnen an de grousse wirtschaftlechen Acteuren alles, mee keng Selbstverständlechkeet ass.

D'gesetzlech Verankerung vun der Sammelklo ass dofir fir eist Land e grousse Schrëtt. An et ass och e wichtege Schrëtt a Richtung vun enger moderner, vun enger méi gerechter Rechtsuerdnung.

An awer: Lëtzebuerg huet et an der Vergaangenheet fäerdegbruecht, op ganz ville Pläng Virreider ze sinn, e Land mat enger progressiver Justizpolitick, déi ganz geziilt déi Schwächst an eiser Gesellschaft aktiv geschützt huet. Ech erënneren un d'70er-Jore mat engem ganz moderne Strofvollzuch. Ech erënneren un d'Verhältnis tëscht de Bierger an der Verwaltung, mat enger Procédure administrative non contentieuse, déi ganz innovativ war, an och zu deem Zäitpunkt de Wunnengskaf op Plang mat engem VEFA-Gesetz, wat déi Zäit och ganz innovativ war.

Haut am Beräich vun der Sammelklo hätt ech mir deemno vläicht och e bësselche méi e couragéierte Gesetzestext gewënscht, e Modell vu Sammelklo, deen eng kloer Haltung zum Ausdrock bréngt, eng Haltung fir Gerechtegkeet an e konsequente Kräfteausgläich um Marché.

Mir hunn et héieren: Fënnef Joer sinn zënter dem Depot vum initiale Projet vergaangen, mat aussergewéinlech laange Waardezäiten zum Deel tëscht den Etappen, déi maachen, datt mer mëttlerweil trauregt Schlussliicht bei der Ëmsetzung vun der EU-Direktiv sinn.

Mee et ass net nëmmen dat. Den Text, sou wéi en haut virläit, gouf duerch Amendementer vun der Regierung op ville Pläng zréckgeschraubt. D'Madamm Weydert ass schonn drop agaangen. A Lëtzebuerg mécht elo ganz bewosst net méi fir de Konsument

wéi dat, wat absolutt vun eis gefuerdert ass, den absolutte Minimum, deen d'EU verlaangt. Aner Länner hate scho längst Sammelkloen en place, éier se iwwerhaapt dozou hu missen opgefuerdert ginn. An eng Recommandatioun vun der EU, fir dat fräiwëlleg ze maachen, déi op 2013 zréckgeet, ass op daf Ouere gestouss.

„La directive, rien que la directive", esou heescht et an der Motivatioun vun där éischter Serie vun Amendementer, déi abruecht gi sinn nom Regierungswiessel, an dat op dräi verschiddene Pläng. Ech géif eng Kéier dorobber agoen. Dat ass de Champ d'application, dat ass de Règlement extrajudiciaire du litige virun allem an och d'Qualité pour agir an d'Titulairen.

Net méi wéi eng Direktiv verlaangt, dat kléngt, léif Kolleegen, aliichtend op den éischte Bléck. Dat ass e Slogan, deen immens gäre beméit gëtt. Mee hei geet et net, wéi ee kéint unhuelen, ëm lästeg Bürokratie, déi soll ofgebaut ginn. Nee, hei geet et ëm Mënschen. Et geet drëm, dass d'Bierger an d'Biergerinnen, méi spezifesch d'Konsumenten, deenen hir Rechter verletzt gi sinn oder déi Affer vu Bedruch gi sinn, net, fir op der Madamm Weydert hiert Bild zréckzekommen, wéi den David ouni eng Schleider virum Goliath plakeg dostinn oder, wa mer an d'Mythologie ginn, vläicht wéi den Herkules vis-à-vis vun der Hydra. Déi kann een och nach fir déi, déi d'Bibel net esou gär liesen, beméien. Nee, et geet net dorëms. Et ass eigentlech eng Stäerkung vu Rechter an net eng Belästegung iwwer Prozeduren, vun där mer hei schwätzen.

Trotzdeem wäert d'LSAP-Fraktioun dëse Projet matdroen, well et e ganz wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung ass. Mee dat däerf net driwwer ewechtäuschen, datt mer awer nach e puer prinzipiell Kritickpunkten hei wëllen ervirhiewen.

Fir d'éischt eng Kéier d'Mediatioun. Et ass drop agaange gi vun de Virriedner, dass mer hei eng ganz grouss Skepsis vusäite vum Staatsrot hate mat enger ganzer Serie un Opposition-formellen, déi sech zu engem ganz groussen Deel ëmmer erëm ronderëm dat Theema Mediatioun gedréit hunn. Et muss ee wëssen, dass d'Erfarung aus anere Länner kloer weist, dass eng ganz gutt encadréiert Mediatioun am Kontext vu Sammelkloen an deenen allermeeschte Fäll zu zefriddestellende Léisunge féiert, an zwar zefriddestellend fir sämtlech Parteien.

A genee aus deem Grond haten eng ganz Rei Experte mat Praxis- an och Prozedurerfarung hei am Land zesumme mam deemolege Konsumenteschutzministère geschafft an eng Prozedur ausgeschafft, déi sollt den Ufuerderunge vu grousse Gruppe gerecht ginn, eng spezifesch Mediatiounsprozedur also.

A fir dëser aussergeriichtlecher Prozedur an domadder de concernéierte Parteien natierlech méiglechst effizient op d'Spréng ze hëllefen, gouf eng obligatoresch Informatiounsversammlung zu deem Sujet virgesinn. Kee Flichtverfaren also, mee leedeglech eng Informatiounsversammlung.

A wourëms ass et bei deem ganz villen Hin an Hier och mam Staatsrot letztendlech gaangen? Majo ëm näischt aneres wéi ëm eebe just dës obligatoresch Informatiounsversammlung. Fir et op Franséisch eng Kéier ze zitéieren aus dem Text: „Une réunion d'information sur le processus de règlement extrajudiciaire [...] est obligatoire." Dat ass e relativ klore Saz.

An dës verbindlech Informatiounsversammlung, déi ass vum Staatsrot mat ganz vill Emotioun – ech mengen, iwwer véier vu sechs Säite vu senge Considération-générallen – als eng onzoumuttbar Phase obligatoire de médiation préalable bezeechent ginn an et si prinzipiell Bedenken ubruecht ginn.

Jo, den Auteur huet souguer eng Rechtsspriechung vum Europäesche Geriichtshaff beméit, d'Affär Rosalba Alassini, déi sech ganz ausféierlech net etwa mat enger Informatiounsversammlung befaasst, mee eebe justement mat enger Procédure de conciliation obligatoire, dat heescht mat engem Verfaren, wat obligatoresch ass. Bref, ech ginn net op den Detail an, mee déi héich Kierperschaft huet sech hei seriö gestouss un där Informatiounsversammlung an do eng ganz akut Gefor dra gesinn, déi sech bis haut jiddefalls op alle Fall mengem Verständnis entzitt.

Ech hätt mer dofir gewënscht, dass d'Ministesch de Courage gehat hätt, zesumme mat der Kommissioun festzestellen, dass an deem ganzen Text néierens vun enger obligatorescher Mediatioun rieds geet an dass mer eis vläicht iwwert déi Bedenken do ewechgesat hätten. Mee deem sollt net sou sinn.

Elo kënnt Der Iech froen: „Firwat reegt dat een esou op?" Well am Endeffekt spillen elo d'Reegele vum Code de procédure civile. Do kann ee soen: „Dat ass jo näischt Schlechtes." Majo, d'Resultat am Endeffekt ass awer e relativ komplexen a schwéier liesbare Gesetzestext, deen op verschidden Artikelen am Code de procédure civile verweist. Dat heescht, mir hunn hei e Konsumenteschutztext, deen eriwwer verweist op en anere Code. An domadder net genuch: All eenzelne Verweis ass nach eng Kéier bestückt mat Derogatiounen. Dat ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e juristeschen Tetris vom Feinsten a virun allem awer och eng verpasste Chance fir méi Kloerheet.

Ech begréissen dofir ausféierlech déi Motioun, déi eragereecht ginn ass. Ech denken, dass mer alleguerte gutt berode sinn, eng Kéier déi heite Prozedur kritesch ze begutachten, wa bis Praxis virläit, fir ze gesinn, ob een eventuell kann nobesseren.

Den zweete Kritickpunkt, dat ass déi obligatoresch Vertriedung duerch eng Entité qualifiée, wéi se elo virgesinn ass. Mir bedaueren, dass de Bierger/innen hei de fräie Choix geholl ginn ass. Am Joer 2025 hätt am Fong jiddwereen kënne fir sech selwer decidéieren, wann e wëll viru Geriicht zéien, ob e wëll eng Entité qualifiée aschalten oder ob en dat eventuell selwer mécht oder engem aus dem Grupp uvertraut. Dat ass net zréckbehale ginn. Gutt, dat kann ee gesinn, wéi ee wëll. Op alle Fall fanne mer et éischter réckschrëttlech.

Dann d'Procédure simplifiée, déi den Här Graas virdru begréisst huet: Déi ass menges Wëssens eebe justement erausgefall, ausser ech hätt mech och elo verheddert an deem Ganzen. Mee ech mengen, dat war eebe justement ee vun deene Punkten, déi ech mer opgeschriwwen hat, bei deenen ech bedaueren, dass se am Endeffekt net zréckbehale ginn. Dofir muss ech Iech enttäuschen, Här Graas. Dir hutt dat begréisst, mee leider hu mer da festgehalen, dass dat och net méi soll am Text esou bleiwen, déi Procédure simplifiée. Dat wär eng gutt Saach gewiescht, fir et a verschiddenen einfachen a kloren Affäre méi schnell kënnen iwwert d'Bün ze kréien, mee deem ass net esou.

An da letztendlech mäi leschte Punkt: de Champ d'application. Jo, elo kann een d'Fro stellen: War et schlau oder net, matzäiten unzefänken? Ech hat déi ganz naiv Virstellung, wéi ech dee Ministère konnt iwwerhuelen, wéi ech déi Chance kritt hunn, dass mer géifen de Recours collectif an anere Beräicher och aféieren, dass mer géifen nom Beispill vun Norwegen oder Kanada dat zu engem allgemenge Prinzipp hei am Land maachen. A meng éischt Enttäuschung, muss ech soen, déi geet op meng eege Kap zréck, well ech krut mech do net duerchgesat domadder. Ech si relativ knapp a kloer op de Regierungsprogramm verwise ginn deemools, deen dat am Konsumenteschutz virgesinn huet an néierens anescht.

Mee zumindest hu mer du probéiert, den initiale Projet awer e bësselche méi kloer ze maachen, e bësse méi bäizedrécke wéi dat, wat d'Direktiv virgesäit. Et sollt einfach a verständlech sinn. An déi initial Iddi, déi mer haten, war ze soen: Alles, wat B2C ass, alles, wou de Konsument dem Geschäftsmann vis-à-vis steet, dat soll couvréiert sinn, ausser e puer punktuell Ausnamen.

Dat ass awer der Landwirtschaftsministesch ze wäit gaangen. A fräi nom Motto „la directive, rien que la directive" ass dunn de Champ d'application erëm zréckgeschrauft ginn. Wann ee seet „zréckschrauwen", mengt een, dat ass jo dann eppes, wat gekierzt gëtt, wat méi einfach gëtt. Deem ass awer leider net esou.

Mir hunn elo amplaz engem klore Prinzipp eng Opläschtung, e Verweis op eng Annex vun der Direktiv, wou op eng, ech mengen, 66 oder 68 eenzel Texter, Reglementer an Direktive verwise gëtt. Dat sinn, ech hunn dat nogekuckt, 4.040 Säiten, déi de geneigte Bierger sech da muss duerchliesen, fir ze verstoen, wat genau de Champ d'application ass. Dass dat vill Gedold erfuerdert, brauch ech wuel kengem ze veranschaulechen.

A fir datt mer hei net d'Kaz am Sak kafen, géif ech nach eng Kéier eng Fro widderhuelen, déi ech an der Kommissioun scho gestallt hat. Et wär schéin, wann d'Madamm Ministesch eis herno da kéint veranschaulechen, wat dann elo ewechgefall ass. Well wann een dat grouss ophänkt an et seet een: „Déi Regierung virdrun ass ze wäit gaang a mir wëllen hei just de Minimum, dat, wat d'Direktiv verlaangt", wär et fir d'Leit dobausse sécherlech interessant, awer ze héieren, wat dat dann elo bedéngt. Wou war deen ominéise Goldplating? Wat fir eng Matièrë sinn ewechgefall?

(Interruption par la présidence)

Dat ass am Moment net esou ganz gutt ze gesinn. An ech sinn och direkt fäerdeg, Här President.

Mir wäerten dëse Projet matstëmmen, mat Iwwerzeegung, awer och mat der Fuerderung, dass dëst Gesetz just en Ufank soll sinn, den Ufank vun engem méi gerechten, engem méi zougängleche Rechtsstaat fir jiddereen, an dat hoffentlech geschwënn och iwwert de Beräich vum Konsumenteschutz eraus.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos, et ass un Iech.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspresident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ADR huet schonn am Walprogramm vun de leschte Chamberswale gefuerdert, datt d'Gesetz iwwert d'Sammelklo endlech misst zu engem Ofschloss kommen.

Et stellt sech awer – Stand haut – d'Fro, ob mir hei net verfréit ofstëmmen iwwer e Gesetzesprojet, deen net genuch ausgeräift ass. Mir gesinn eis mat enger laanger Lëscht u Kriticke konfrontéiert vun all deenen Acteuren, déi dëst Gesetz begleeden. Ouni all déi eenzel Kriticken elo ze widderhuelen, zitt sech déi vu mir virdrun ugeschwaten Onausgeräiftheet awer wéi e roude Fuedem duerch déi eenzel Avisen.

Et besteet zwar e breede Konsens an den Avisen iwwert d'Noutwendegkeet vun dësem Gesetz, an do ass

d'ADR och mat averstan, et stéiert ee sech awer un enger feelender legislativer Kloerheet a wie genee viséiert ass mat dësem Text. Doriwwer eraus gëtt et Bedenken, wéi déi praktesch Duerchsetzbarkeet vum Gesetz am Konkreeten um Terrain soll ausgesinn. Mäi Kolleeg, de Jeff Engelen, huet iwwerdeem schonn an de Kommissiounssitzungen drop higewisen, datt de Projet vun haut sech net grad an déi ugestriefte Philosophie vun der faméiser administrativer Vereinfachung aschreift. Do bleift et elo ze iwwerleeën, ob et wuel Zoufall ass oder e Wink vum Schicksal, dass mer direkt am Uschloss un dësen Debat eng Question élargie hunn iwwert d'Simplification administrative.

De Staatsrot huet deemno e puermol op d'Widdersprécheckeet vum Text higewisen a schwätzt vun enger Insécurité juridique.

Onkloer ass och, wéi Associatioune Sammelkloe solle féieren, wa si net iwwert déi noutwenneg finanziell Mëttele verfügen. Wat hëlleft also e Recht, wann een net och d'Mëttelen huet, fir d'Recht geltend ze maachen?

Eng relevant Kritick ass och, datt sech grad kleng Entreprisen net genuch géint Ruffschued verdeedege kënnen, wa juristesch Prozeduren ëffentlech diskutéiert ginn, bevir et zum definitiven Urteel kënnt.

Ech kéint d'Lëscht vun de Kriticken nach ausbauen, mee erlaabt mer, de Kader e wéineg ze verloossen an op een Aspekt anzegoen, wou mir relativ rezent d'Limitte vu potenzielle Sammelkloe virun Ae gefouert kruten a wéi kollektiv Kloen an der Praxis fonctionéieren oder eeben net fonctionéieren. Ech schwätze vun der Zäit wärend an och elo no der Covidpandemie.

Scho bei der Covidpandemie huet sech d'ADR mat de Méiglechkeeten an der Duerchsetzbarkeet vu Sammelkloe beschäftegt, virun allem am Hibléck op méiglech Impfschied. Hei huet awer d'Praxis gewisen, datt grouss Hiersteller duerch divers legislativ Mechanisme wéineg ugräifbar ware vis-à-vis vu Sammelkloen. Dëst läit engersäits dorun, datt eng kloer an noweisbar Beweisféierung noutwenneg ass, mee och am Klenggedréckten oder manner Klenggedréckten a verschiddene Kontrakter.

A ville Länner huet de Prinzipp vun den No-Fault-Programmer gespillt. Dat heescht, et goufe wuel staatlech Entschiedegunge fir Persounen, déi noweislech gesondheetlech Schied duerch d'Impfung erlidden hunn, awer eng juristesch Scholdzouweisung gouf et dobäi net. D'Produzente vun Impfstoffer konnte kaum bis guer net responsabel gemaach ginn.

Des Weideren hu mir schonn deemools op déi schwéierfälleg Prozeduren higewisen, fir Usprééch op Entschiedegunge bei Impfschied geltend ze maachen. Mir hunn deemools fir séier, onkomplizéiert an ugemiessen Entschiedegunge plädéiert duerch d'Ariichte vun nationalen Indemniséierungsfongen.

Wéi grouss also wierklech d'Chancë vum klengen David sinn an der Realitéit, bleift ze beweisen. Ech denken an deem Kontext, datt et mat all deene juristeschen Onsécherheete schwiereg ass, virauszegesinn, awéiwäit deen Text, iwwert dee mir haut ofstëmmen, sech als praxistauglech erweist.

Als ADR sti mir fir eng staark Konsumenteschutzpolitick. Dëst ass awer nëmme méiglech, wa mir op legislativer Basis och déi néideg Kloerheet an Effizienz schafen. Esou suerge mir fir manner Bürokratie a méi Gerechtegkeet ëmmer dann, wann et noutwendeg ass, säi Recht kënne kollektiv anzekloen. Den aktuellen Text iwwerzeegt eis awer eeben net am Hibléck op d'Kloerheet an d'Effizienz bezéiungsweis d'Praxistauglechkeet.

Wéi scho bei anere Gesetzestexter si mir derfir, datt de Gesetzesprojet vun haut zäitno nees op de Leescht geholl soll ginn, fir am Detail ze analyséieren, ob a wéi en an der Praxis gräift a wou eventuell muss nogebessert ginn. An dee Paragraf stoung schonn a menger Ried, ier d'Madamm Weydert bei mech komm ass mat der Motioun. Dowéinst begréisse mir och dës Motioun vun der CSV an droe se selbstverständlech mat.

Ënnert der Viraussetzung, dass dëse Gesetzesprojet dann a fënnef Joer vun der da bestoender Regierung erëm op de Leescht geholl a wann néideg ugepasst gëtt, géing ech menger Fraktioun awer proposéieren, dëse Projet matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, géint eng grouss Firma viru Geriicht zéien, dat ass eppes, wat fir en Eenzelnen, en David souzesoen, nach kaum virstellbar ass. Ze deier, ze kompliz éiert an, wa mer éierlech sinn, och ze intimidéierend.

Genau dat ass de Grond, firwat d'Gesetz, iwwert dat mer haut schwätzen, esou wichteg ass. Mat deem Gesetz schafe mer d'Méiglechkeet zu Lëtzebuerg fir Biergerinnen a Bierger, sech zesummenzedoen, wa se vum selwechte Problem betraff sinn, a gemeinsam fir hir Rechter anzetrieden. Wa si als Konsument vun enger Firma getäuscht, benodeelegt oder souguer bedru ginn, duerch e feelerhaft Produkt oder verstoppte Käschten, da sinn déi Concernéiert net méi op sech eleng gestallt. Qualifizéiert Entitéiten, Organisatiounen, zum Beispill de Konsumenteschutz, kënnen eng gemeinsam Klo fir all déi Concernéiert eraginn.

Mat dësem Schrëtt schléisse mer e legale Vakuum an der Lëtzebuerger Legislatioun zum Schutz vum Konsument. E Konsument ka sech zesumme mat anere wieren, an domadder gëtt dësen awer komplexen an techneschen Text de Konsumenten am Kär e wichtegt Stéck Eegemuecht zréck.

D'Ëmsetzung vun dëser Direktiv, déi a verschiddenen anere Länner schonn e bëssen éischter geschitt ass, huet do schonn hir éischt Friichte gedroen. An Italien zum Beispill huet déi gréisste Konsumenteschutzorganisatioun sech agesat fir Konsumentinnen a Konsumenten, déi duerch eng irreféierend Pub iwwerzeegt waren, dass si en Alarmsystem kaf hätten, woubäi se en an der Realitéit just geloent haten, an déi concernéiert Firma an d'Konsumenteschutzorganisatioun konnten eng Eenegung ausserhalb vum Geriicht fannen. Dëst wier zimmlech sécher net geschitt, wann deen eenzelne Konsument hätt misse viru Geriicht zéien.

Den Europäesche Verbraucherverband, BEUC, beschäftegt sech säit ville Jore scho mat der Fro vu kollektive Kloen, eebe well et e ganz essenziellen, effikassen Outil ass fir de Schutz vun de Konsument/innen. Si probéieren och, baséierend op Erfarungen duerch ganz Europa, wou elo mëttlerweil bal all d'Länner dës Direktiv ëmgesat hunn, ze identifizéieren, wat wichteg Ramebedéngunge sinn, fir dass d'Sammelkloen zu engem gudden Outil kënne ginn, deen effektiv a mat Succès ka genotzt ginn an dem Bierger och esou gutt wéi méiglech kann déngen.

An ech erlabe mer, zwou vun deene Viraussetzungen erauszezéien, déi besonnesch pertinent sinn an déi och an eise Kommissiounssëtzungen ugeklonge waren an och vun e puer Organisatiounen, déi sech d'Méi gemaach hunn, dësen Dossier mat Avisen ze begleeden, ervirgestrach goufen.

Éischtens: Dat eent ass d'Fro vum Finanzement. Dës Fro gouf notamment vum Konsumenteschutz, awer och vun der Chambre des Salariés thematiséiert, déi sech Suerge maachen, dass d'Käschte fir d'Entités agréées, also d'Organisatiounen, déi doduerch entstinn, dass zum Beispill en Affekot, awer och technesch Experte musse bezuelt ginn, eng Hürd kéinte sinn, déi potenzielle Recourse kéint am Wee stoen. Hei hat och d'Direktiv Piste proposéiert, notamment eng strukturell Ënnerstëtzung fir dës Entitéiten, déi awer net zréckbehale goufen.

Och de Staatsrot ass an engem vu senge ganz villen Avisen zu dësem Gesetz am Detail op dës Thematik agaang a mécht dobäi ganz kloer den Ënnerscheed zwëschent Zwecker vun enger zum Beispill finanzieller Ënnerstëtzung, enger Procédure orale an enger Mediatioun a koum zum Schluss – wann och ouni Opposition formelle –, dass d'Regierung gutt berode wär, eng finanziell Ënnerstëtzung fir qualifizéiert Organisatioune virzegesinn.

Nodeems ech dës Fro e puermol an de Kommissiounssëtzungen ugeschwat hat, huet d'Ministesch virgeschloen, dass dëst en Deel vun der Evaluatioun kéint sinn, déi nom Akraafttriede vum Gesetz gemaach gëtt. An do komme mer drop zréck, wa mer iwwert déi Motioun schwätzen.

Zweetens: Déi aner wichteg Grondbedéngung fir d'Gelénge vu kollektive Kloen ass déi vum Kompetenzopbau bei den Entitéiten, déi d'Méiglechkeet hunn, d'Funktioun vum Verteideger vun de Rechter vun de Konsumenten anzehuelen. Et gëtt méi grouss Verbänn, mee eventuell och méi klenger. An do ass et wichteg, dass de Staat d'Moyene virgesäit, fir dass dës Entitéiten déi néideg Expertis kënnen opbauen, fir Aktiounen ze lancéieren, an och deen néidegen Erfarungsaustausch mat aneren Organisatiounen am Ausland ka séchergestallt ginn.

Dofir ass et wichteg, dass d'Konsumenteschutzministerin eis och vläicht seet, wéi e Budget a Mesüre si an dësem Beräich virgesäit. Et ass wichteg, dass de Staat dës Organisatiounen net eleng léisst an hirem Asaz fir d'Konsumenten. Eng Stäerkung vun dësen Organisatiounen ass och eng Stäerkung vum Konsument an en Invest an d'Gerechtegkeet.

D'Gesetz, dat mir haut stëmmen, konzentréiert sech op de Verbraucher, esou wéi d'Direktiv dat och virgesäit. Mee mir wëssen, dass et och kollektiv Interessen an anere Beräicher gëtt: d'Aarbechtswelt, de Wunnberäich, d'Ëmwelt zum Beispill. An d'Chambre des Salariés revendiquéiert dëst och an hiren Avisen, zum Beispill fir de Beräich vum Droit du travail, wou si fir eng vergläichbar Approche plädéiert, vun där d'Salariéen, déi mat deene selwechte Problemer konfrontéiert sinn, profitéiere kéinten.

Mir Gréng sinn der Meenung, datt mir iwwer eng Weiderentwécklung vun de Méiglechkeete vum Recours collectif op aner Beräicher sollten nodenken. A meng Virriednerin zu menger lénkser Säit hat dat och schonn ugeduecht.

De Recours collectif ass eng wichteg Errungenschaft, well en zum Schutz vun de Konsumente bäidréit an hinnen, wéi gesot, e Stéck Eegemuecht vis-à-vis vun ongerechte Praktike vu Firmen zréckgëtt, am Verglach mat deene si awer un deem berüümte kierzeren Hiewel sëtzen.

Wichteg ass elo, dass déijéineg Organisatiounen ënnerstëtzt ginn, déi de Recours collectif an der Praxis ëmsetzen. A wichteg ass et och, dass mer de Courage

hunn, de Recours collectif zesumme weiderzedenken, soudass en net just eng Méiglechkeet fir de Konsument ass, mee och an anere Beräicher, déi sécher genausou wichteg sinn, kann ugewannt ginn.

Merci fir d'Nolauschteren. A mir ginn heimat d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, wann een e bëssen zréckkuckt, wat hei alles gelaf ass – dat war jo eng Heedenaarbecht och an deene leschte Joren –, da kann een awer duerno um Enn schlussendlech soen: „Tout ça pour ça!" Deen anere Saz, deen ëmmer gesot gëtt an deen hei e puermol zitéiert ginn ass an deen zu Lëtzebuerg heiansdo komescherweis d'ailleurs e bësse mat Stolz gedroe gëtt, dat ass: „Toute la directive, rien que la directive."

Ech hunn dat ëmmer esou interpretéiert, datt „toute la directive, rien que la directive" éischter e Sënnbild ass vu politescher Muttlosegkeet, fir sech einfach hanner enger Direktiv ze verstoppen, zemools wann et drëms geet, fir Rechter vu Leit kënnen ze stärken, datt een op kee Fall nach ze vill wäit géif goen. Mee ech erwaarde mer och näischt aneres vun dëser Regierung. Also, et ass evident, datt mer, wa mer sozial Fortschrëtt wëllen, op eng aner Legislaturperiod waarde mussen.

Mee, wéi gesot, den Dossier vum Recours collectif ass eeben an der viregter Regierung ugelaf ënnert der Ministesch Paulette Lenert. An do waren och eng ganz Partie urspréngelech Iddien, déi wierklech de Recours collectif vill besser gemaach hu wéi dat, wat mer elo schlussendlech leider hunn. Et ass jo e puermol scho gesot ginn.

Mee manifestement war d'Redaktioun vum Projet de loi net op der Héicht vun den Ambitiounen, well den Text ass jo och nach bekanntlech vum Staatsrot zerrappt ginn. An deem Kontext wonnert et mech u sech jo och net onbedéngt, well wann et ëm gewësse Froe geet, zemools wann et ëm Besëtz geet oder Thematiken, déi e bësse ronderëm sinn, do huet de Staatsrot meeschtens eng Interpretatioun, déi e bësse méi streng ass, wann ee weess, wéi de Staatsrot tickt oder plus ou moins wéi seng Kompositioun sozioekonomesch ass. Mee ech mengen, do dierft ee sech am Prinzipp jo och net dovunner ofschrecke loossen. Bon, dat Ganzt, dat hannerléisst e batteren Nogeschmaach.

Et muss ee jo och mol kuerz drun erënneren, fir wat d'Konzept vun der Sammelklo iwwerhaapt steet. Et geet drëms, enger grousser Unzuel vun Affer d'Méiglechkeet ze ginn, gemeinsam géint Gesetzesverstéiss vun enger Entreprise juristesch virzegoen. An an eisen Ae misst dat scho säit ganz Laangem eng Selbstverständlechkeet sinn. An anere Länner ass et d'ailleurs och scho laang de Fall. Et ass u sech guer net verständlech, datt mer dat hei zu Lëtzebuerg nach net hunn.

Mir kéinten eis zum Beispill awer och virstellen, datt et … An dat huet d'Madamm Lenert jo och virdru gesot, an dat ass jo eng vun de groussen Enttäuschungen. D'Sammelklo hu mer elo am Beräich vun der Consommatioun, mee d'Sammelklo am Beräich vum Aarbechtsrecht zum Beispill ass eng Urgence hei zu Lëtzebuerg.

An ech kann nëmmen drun erënneren: Virun enger Partie Jore gouf et esou e Fall, vum OGBL gedroen, viru Geriicht, wou eng Botzfirma refuséiert huet, de qualifizéierte Mindestloun un d'Personal ze bezuelen, d'Personal, Dir wësst jo, wat net de qualifizéierte Mindestloun hat, mee no zéng Joer dorobber Urecht gehat hätt. An déi Fraen – et ware quasi nëmme Fraen – hu missen all eenzel kloen. A si hunn och verluer viru Geriicht, well en plus d'Geriicht … Bon, vläicht sinn d'Riichteren och méi gewinnt, Botzfraen doheem ze hunn, wéi se ze côtoyéieren. Dat war e Paradebeispill vu Klassejustiz. Dat war e Paradebeispill vu Klassejustiz, well d'Interpretatioun war onméiglech. Bon, schlussendlech hu se verluer a si konnte mol kee Recours collectif maachen. Voilà!

Dir hutt permanent … Vill Leit hu vum klengen David geschwat.

(Hilarité)

De klengen David, deen huet och e puer Saachen hei ze soen. Dee Mythos, deen hunn ech och ganz gär. Meng Mamm hat dee Mythos immens gär. Dofir heeschen ech och esou.

(Hilarité)

Jo, si woussten, datt ech kee Meeter achtzeg géif ginn.

(Hilarité)

Bon, dat huet eng aner Virgeschicht.

M. Claude Wiseler, Président | Komme mer zum Sujet zréck.

M. David Wagner (déi Lénk) | Si hu virgesuergt. Mee dofir krut ech d'Geschicht ëmmer erzielt.

An ech kann Iech awer soen: Wann dem klengen David seng Schleider esou ausgesinn hätt wéi deen heite Gesetzestext, da weess ech awer nach ëmmer net, ob de Goliath net awer erëm opgestane wier an dem klengen David eng an d'Sabbel ginn hätt.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Also, dofir, ech mengen, de Mythos ass net perfekt.

Wéi gesot, also do si wierklech nach eng ganz Partie Saachen, déi feelen. Natierlech d'Aarbechtsrecht. Do muss d'Sammelklo och kommen. D'Entités qualifiées, d'Madamm Lenert ass schonn dorop agaangen. An och aner Applikatiounen. E Champ d'application wéi de Logement zum Beispill ass och e ganz wichtege Champ d'application, deen hei leider feelt. Glécklecherweis waren an der Direktiv awer och d'Finanzen am Champ d'application dran, well do kann ech mer awer ganz gutt virstellen, wann dat mol net dra gewiescht wier, dann hätt d'Regierung sech e Pleséier gemaach, fir ze soen: „A jo, toute la directive, rien que la directive." Also, et ass gutt, datt dat wéinstens mol dra war.

Bon, mir wäerten deen heite Projet de loi matstëmmen, well et ass ëmmerhin dat. Et ass besser wéi näischt. Ech mengen, dat ass de Slogan vun dëser Regierung: „Et ass besser wéi näischt." Mee bon, et ass awer och nach net grandios.

Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, ech soen Iech Merci. Domat ass d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, also ech kann Iech soen, datt ech frou sinn, datt mer elo endlech doduerch sinn. An dofir wëll ech och jiddwerengem Merci soen, deen an der Kommissioun mat dru geschafft huet, fir konstruktiv no Léisungen ze sichen. Ech weess, datt dat sech net onbedéngt hei passt, sou vill Mercien ze soen, mee wann ee sou laang dru schafft … Ech wëll och dem Tun Loutsch vun der Kommissioun Merci soen an och dem Catherine Phillips vun eisem Ministère, well et war definitiv eng Heedenaarbecht an do konnt ee sech heiansdo d'Auer briechen, kann ech Iech soen, um Dossier.

Et ass extreem wichteg, datt mer elo déi prozedural Mechanismen hunn, déi dozou déngen, fir u sech déi kollektiv Interesse vun de Konsumenten ze schützen. Et war definitiv e ganz lange Wee bis dohinner. Den éischte Gesetzesprojet ass 2020 gemaach ginn, eebe virun der Publicatioun vun der Direktiv. Ech wëll awer och der Madamm Lenert Merci soe fir hir Viraarbecht.

Ech mengen, eppes, wat mer heiraus geléiert hunn, oder wat ech zumindest draus geléiert hunn, ass: Wann d'Direktiv drop an drun ass ze kommen, da léiwer op d'Direktiv waarde wéi een Text virdru maachen, well soss riskéiert ee bal, erëm eng Kéier vu vir unzefänken. Mir hu véier Säiten Historique um Chambersite, Här President. Ech weess net, ob mer do vu ville getoppt ginn. Ech hu 27 Avise gelies. Et ass e komplexen Dossier, an dat fir eis alleguer.

Wat ass nei? Eppes, wat definitiv net nei ass, dat ass: De Recours collectif schaaft weeder nei Rechter fir de Konsument nach nei Obligatioune fir de Professionellen. Mee d'Sammelklo, an dat ass elo scho méi dacks gesot ginn, ass ganz einfach e Verfaren, wat et de Konsumenten, déi déi selwecht oder änlech Problemer hu mat engem Professionellen, dee sech net u seng Obligatiounen hält, erlaabt, gemeinsam géint dee virzegoen. A genau do läit eeben dee grousse Virdeel vun de Sammelkloen: Doduerch datt d'Konsumente sech zesummendinn, gëtt hir Stëmm besser gehéiert a si kënnen hir Rechter gemeinsam akloen. An dat ass eeben – et ass scho vill vum David, och iwwert den David geschwat ginn – d'Saach vum David géint de Goliath. Ech géif einfach soen, d'Rechter vum Konsument ginn hei ganz staark geschützt respektiv de Konsumenteschutz u sech gëtt ganz staark gestäerkt.

Sou, d'Prozedur: D'Stéphanie Weydert huet et fäerdegbruecht, dat pedagogesch ganz wäertvoll opzeschaffen, fir ze erklären, wéi dat funktionéiert. Ech maachen et nach méi einfach. Et sinn u sech dräi wichteg Schrëtt dran. Éischtens gëtt d'Zoulässegkeet vun der Klo gepréift. Dat Zweet ass: D'Decisioun iwwert d'Responsabilitéit vum Professionelle gëtt gekuckt. An drëttens gëtt dann decidéiert, ob de Konsument entschiedegt gëtt oder net.

Sou, dat wär jo esou einfach, wann dat och esou einfach wär. Mee vu datt et net esou einfach ass, hu mer eis d'Aarbecht gemaach, fir ze probéieren, et schematesch duerzestellen.

(Mme Martine Hansen montre une documentation.)

Also ech kéint elo soen, ech bräicht zwee Leit, déi mer et unhalen. Mir hunn e Scheema erstallt. Dee Scheema, dee wäert zousätzlech mat Erklärungen, einfachen Erklärungen zu den eenzelnen Etappen, online goen op engem separate Site recourscollectif.lu, fir datt een, wann ee sech gäre wëll informéieren, do wierklech an einfache Wierder erkläert kritt, wéi d'Prozedur ass a wéi déi ofleeft. Dat heescht, soubal wéi d'Gesetz wäert publizéiert ginn, ass och de Site online.

Vläicht just nach de Punkt zur Mediatioun, well d'Madamm Lenert huet deen extra ervirgehuewen:

Den initiale Projet, deen hat eeben d'Informatioun iwwert d'Mediatioun als obligatoresche Schrëtt virgesinn. Am Avis vum Staatsrot waren awer eng sëllegen Opposition-formellen. Sou, mir hunn decidéiert, gemeinsam an der Regierung: Mir maachen elo „la directive et rien que la directive", fir datt mer elo esou séier wéi méiglech déi Direktiv hei an nationaalt Gesetz kënnen ëmsetzen, fir datt de Konsument kann dovunner profitéieren.

Mir hunn elo eng iwwersiichtlech Prozedur, déi sech esou wäit wéi méiglech un der existéierender Médiation en matière civile et commerciale orientéiert. An eppes, wat nach ëmmer kloer ass – a mir hunn och zesumme mam Médiateur de la consommation geschafft, wärend mer un dësem Gesetzesprojet geschafft hunn –, dat ass: De Médiateur de la consommation, dee kann natierlech och hei eng Mediatioun maachen, an deem seng Servicer sinn och fir d'Sammelkloe gratis. Dat ass eppes, wat déi aner Länner net onbedéngt hunn.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz ass e wichtege Fortschrëtt, do si mer eis, mengen ech, eens heibannen; e wichtege Fortschrëtt fir de Konsumenteschutz, kollektiv an effizient. An et ass awer och eppes komplett Neies, an dat huet och jiddwereen hei gesot. An dofir ass et natierlech ze begréissen, datt mer hei an der Chamber festhalen – jiddwereen huet dat och gefrot –, datt eng Evaluatioun gemaach gëtt no fënnef Joer, wéi d'Prozedur leeft, wat ka geännert ginn a wat soll ugepasst ginn.

Ech wëll awer nach op e puer Punkten, eenzel Punkten, agoen, déi gefrot gi sinn. De Champ d'application: D'Madamm Lenert huet gefrot: „Wat ass net dran?" Mee ech mengen, d'Fro ass: „Wat ass dran?" An dat, wat dran ass, wat ënnert de Champ d'application fält, dat ass kloer. Dat ass an der Annex 1 vun der Direktiv. A mir maachen eng dynamesch Ëmsetzung, dat heescht, wann déi Direktiv erweidert gëtt, wéi elo zum Beispill de Right to Repair, da fält och de Right to Repair hei ënner eist Sammelkloegesetz.

Den Här David hat gesot ...

Plusieurs voix | Wagner.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Wagner.

(Hilarité)

Den Här Wagner hat gesot: „Gottseidank falen d'Finanzen ënnert d'Direktiv, well soss wären d'Finanze sécherlech net dran." Ech wëll just soen, datt am éischte Projet de loi vun der Regierung virdrun d'Finanzen net dra waren. Also, dat war net dës Koalitioun. Sou, an deem éischten Text waren déi net dran. Dono ass et erëm erweidert ginn. Mir hunn eng dynamesch Ëmsetzung decidéiert. Et ass d'Annex 1 vun der Direktiv. Wann déi erweidert gëtt, da fält dat dann och bei eis automatesch ënnert d'Gesetz vun de Sammelkloen.

Dann nach vläicht just kuerz zum Finanzement – well och dat ass Finanzement – vun den Entités qualifiées, well och dat ass hei e puermol ugeschwat ginn. Et gëtt a kengem aneren EU-Land en direkte Finanzement vun deenen an och net hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn eis dofir decidéiert. An och do hat déi lescht Regierung dee selwechte Punkt schonn ugeschwat an do ass och ronderëm diskutéiert ginn. Et stoung an engem Rapport, ech mengen, vun 2020, dat géif nach analyséiert ginn – oder 2022. An d'Regierung war och do zur Konklusioun komm, datt mer dat hei net bräichten, et géif keen Empêchement, fir eng Sammelklo ze maachen, ginn. Also och dat hu mer esou bäibehalen.

D'BIL-Clientë ware just eemol kuerz genannt ginn. Do wëll ech just soen: Falls déi géifen ënnert de Champ d'application falen – ech kennen d'Problematik net genau, mee dat géif de Juge jo da kucken –, da kënnen déi och elo nach, esou wéi den Här Graas dat gesot huet, e Recours collectif maachen, well d'Gesetz eeben a Kraaft trëtt oder well déi Affären, déi no deem Datum passéiert sinn, wou mer hätte missen d'Sammelklo ëmsetzen, déi falen hei ënnert de Champ d'application, an dat ass de 25. Juni 2023.

Sou, Här President, ech soen Iech heibannen alleguer villmools Merci. Et ass e wichtege Schrëtt, fir de Konsumenteschutz ze stäerken. A wéi gesot, nach eng Kéier Jo fir d'Evaluatioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech gesinn, datt d'Madamm Lenert Iech nach wëllt eng Fro stellen, Madamm Minister. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, merci. Ech wollt just nach eng Kéier op meng Fro zréckkommen. Wann et esou kloer ass, wat de Champ d'application ass, da misst et jo awer einfach sinn, dat eent oder anert Beispill ze ginn. Well mir hu virdrun insgesamt de ganze Konsumenteschutz ofgedeckt, elo ass et just nach dat, wat aktiv op déi dynamesch Transpositioun hin ofgedeckt ass. Ech mengen, et ass awer scho wichteg, verständlech ze maachen, wou dann elo den Ënnerscheed ass. Grad wann een dat mam Header vum „la directive, rien que la directive" annoncéiert, bedeit dat jo, dass een net esou wäit geet wéi déi viregt Regierung.

Dofir meng Fro nach eng Kéier: Gitt ons wannechgelift wéinstens een, zwee Beispiller vun deem, wat dann elo virdru couvréiert war an elo net mat Ärer méi virsiichteger Approche.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Also nach eng Kéier: Déi viregt Regierung hat am Ufank d'Finanze ganz erausgeholl gehat. Duerno war et de B2C, awer bei de Finanze méi enk. Do weess ech och net ... De Staatsrot huet dat och e bësse komesch gesinn. An elo hu mir eebe gesot: Et ass „la directive, rien que la directive". Ech kéint mer elo 100.000 verschidde Fäll virstellen, wou ee sech beim B2C kéint mat der Fantasie eppes afale loossen, wat ee kéint akloen. Wéi gesot, et ass kloer, wat dran ass. Ech denken, dat, wat Der gäre wëllt héieren, ass dat, wat d'ULC seet: De Logement ass net dran.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Nee, guer net. Guer net.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Mee dat ass ee Beispill.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Gitt eis en anert. Dir sot: „100.000 Beispiller." Gitt eis en anert.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Ma ech hunn Iech elo d'Beispill vum Logement genannt. A fir de Rescht kann ech Iech nach eng Kéier d'Annex zoukomme loossen, wat alles dran ass.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Déi kenne mer.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci. D'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech hunn nach just eng ...

M. Claude Wiseler, Président | Loosst d'Ministesch vläicht entweeder zréckkommen oder sech setze goen. Dat ass, wéi si wëllt.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ech kann och waarden. Dat ass guer kee Problem. Wéi Dir wëllt. Maja, ech wollt just zréck op déi Fro kommen, déi ech elo grad gestallt hunn, wat d'Regierung virgesäit, fir de Konsumentenorganisatioune beim Kompetenzopbau ze hëllefen. Well dat ass dann awer schonn eppes Neies, en zimmleche Batz. Wat gesitt Der do vir, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen? Do gëtt et der, déi si vläicht schonn e bësse méi verséiert, anerer manner. An do muss ee jo och, soen ech mol, länneriwwergräifend och mateneen zesummeschaffen.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Ech mengen, mir hunn eng Entité qualifiée, déi dofir zoustänneg ass. Dat ass d'ULC. D'ULC gëtt och vum Staat allgemeng fir hir Aufgabe subventionéiert. A fir de Rescht ass näischt virgesinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7650. Den Text steet am Document parlementaire 7650[33A].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7650 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach eng Kéier no, ob jiddwereen seng Procuratioune geholl huet, wannechgelift. Ok, da schléissen ech de Vott of.

Bei mir steet elo 59 Jo-Stëmmen. Ech ginn dervunner aus, Här Cruchten, datt Är dann derbäikënnt.

(Assentiment)

Dat ass kee Problem. 60 Jo-Stëmmen, follglech dann och keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann hu mer nach eng Motioun erakritt vun der Madamm Stéphanie Weydert. Déi meescht Riedner hu scho Stellung zu der Motioun geholl. Sinn nach Wuertmeldungen zu dëser Motioun do? D'Madamm Welfring. Ech mengen, Dir sidd elo déi Eenzeg, dofir fänkt Dir un.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Majo, da fänken ech un. Merci. Et ass eng Motioun, wéi gesot, bei där jo och schonn an der Chamberskommissioun eigentlech quasi versprach ginn ass, dass dat dote géing gemaach ginn, nämlech eng Evaluatioun. Ech denken, dass dat sécher eng ganz gutt Iddi ass. An ech fannen et och ganz wichteg, dass dat gemaach gëtt. Dat ass eppes, wat allgemeng soll gemaach ginn. A wat den Text méi komplex ass, wat dat och méi wichteg ass.

An dësem Fall sinn awer zwou Iwwerleeungen, déi eis Suerge maachen. Dat eent ass, dass an där Opléschtung an och, mengen ech, soss néierens dee Soutien financier oder iwwerhaapt d'Ënnerstëtzung vun deenen Organisatiounen, déi Sammelkloe kënnen organiséieren, erwäänt ass. Dat schléisst jo net aus, dass et awer gemaach gëtt, mee ech wär wierklech frou, wann een do awer e Signal kréich, dass dat och eng vun den Iwwerleeungen ass, déi hei gemaach gëtt, wann eng Evaluatioun gemaach gëtt. Well et ass ganz einfach esou – e Beispill, dat d'Ministesch och elo elo hei erwäänt huet –, dass de Konsumenteschutz hei zu Lëtzebuerg mat deem heite Pak awer e Risekoup vun neien Aufgabe bäikritt, awer kee Su a sengem Budget. Dat heescht, dat ass schonn e bëssen eppes, wat eis awer ka Suerge bereeden an och de Konsumenten dobausse ka Suerge bereeden. Dofir ass dat awer wichteg, well et geet hei net ëm iergendeppes, et geet drëm, hei eng gewësse Gerechtegkeet hinzekréien.

Dat Zweet, wat eis e bësse Suerge mécht, sinn déi fënnef Joer. Et ass sécher, dass dat e groussen Text ass, dee komplex ass an dass een och eng gewësse Lafzäit brauch, bis ee ka Konklusiounen zéien. An awer si fënnef Joer laang. Wann ee virun engem Blocage steet als Konsument, da kann dat wierklech laang sinn. An dofir wär et gutt, wann een net einfach géing fënnef Joer ofwaarden, mee dass ee wierklech virdrun och scho lafend déi Bewäertung géing maachen. Mir géingen eis erwaarden, dass d'Regierung dat doten och géing lafend maachen, quitte dass een no fënnef Joer dann e Rapport kéint maachen, mee dass een awer dertëschent och en A drop hält, wéi dat funktionéiert. Well, wéi gesot, Ongerechtegkeet ass näischt, wat mir hei wëllen héichhalen – au contraire.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Et ass keng aner Wuertmeldung do. Wëllt d'Autrice nach eng Kéier dozou Stellung huelen? Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Merci, Madamm Welfring, fir Är Erläuterungen dozou. Ech mengen, mir hunn déi fënnef Joer ganz bewosst gewielt, well et einfach och eng Zäit brauch, bis datt iwwerhaapt mol déi Prozesser duerchgelaf sinn. Dat kënnt elo net vun haut op muer, dass do 20 Sammelkloen unhängeg sinn an dass mer dann déi Prozeduren iwwer e Joer derduerch hunn. Dat heescht, do musse mer einfach op déi Erfarungswäerter zielen.

An ech denken och, dass den zoustännege Minister, wann e gesäit, dass wierklech iergendwou e Blocage ass, och méi séier kann agencéieren, mee dass ee sech awer einfach déi fënnef Joer Zäit léisst, fir déi propper Evaluatioun ze maachen. Well ech denken, an där Zäitspann ass dann deen een oder anere Prozess mol duerchgelaf, wou een dann och konkreet gesäit, wou Problemer sinn a wou sech dann och vläicht Problemer, wat de Finanzement ugeet, weisen. Mee dat, mengen ech, wäert d'Experienz da weisen.

Dowéinst soen ech alle Leit e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung, fir dës Motioun matzedroen am Kader vun dësem komplexen a wichtegen Text. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert.

Wann ech hei d'Ënnerschrëfte kucken an Iech och alleguer héieren hunn, kënne mer dës Motioun elo par main levée ofstëmmen. Ass een dergéint, fir par main levée doriwwer ofzestëmmen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da stëmme mer elo doriwwer of.

Vote sur la motion 1

Wien also fir déi Motioun ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun ass also à l'unanimité ugeholl.

3. Question élargie n° 53 de M. Laurent Mosar au sujet de la simplification administrative

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 53 vum Här Laurent Mosar iwwert d'administrativ Vereinfachung. Den Auteur huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet duerno 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, Här Minister, den Zoustand vun der europäescher Wirtschaft ass kee gudden. Och den Zoustand vun der Wirtschaft an eisen direkten Nopeschlänner, an Däitschland, awer och a Frankräich, werft ganz vill Froen op. An net méi spéit wéi virun e puer Deeg huet den Direkter vun deem héich cotéierten ifo Institut déi Ausso gemaach, datt déi däitsch Wirtschaft sech an engem dramateschen Zoustand géif befannen.

Mir hunn och net méi spéit wéi gëschter hei eng ganz interessant Debatt gehat, wou, ech mengen, de generelle Constat war, datt mer amgaange wieren, par rapport zu den USA, zu China ganz staark ze verléieren, datt de Gruef mat Europa leider Gottes ëmmer méi grouss géif ginn. Meng exzellent Kolleegin, d'Madamm Weydert, huet virdru geschwat vun David a vu Goliath. Ech mengen, dat kéint een och elo scho soen an der Wirtschaft. Soss war Europa ëmmer e Goliath. Entre-temps ass Europa just nach en David géintiwwer de Goliathen USA a China. An dat ass wierklech eppes, wat engem ganz vill Suerge muss maachen.

Déi administrativ Vereinfachung ass eent, mee sécherlech net dat eenzegt Mëttel, fir eis europäesch Wirtschaft erëm méi kompetitiv an attraktiv ze maachen. An duerfir ass jo och dës administrativ Vereinfachung eng Prioritéit net nëmme vun der EU-Kommissioun, mee awer och vun der lëtzebuergescher Regierung a vun dëser Koalitioun.

An ech mengen, jiddwereen ass sech bewosst, wéi wichteg et ass, datt mer schnell op deem Wee vun där administrativer Vereinfachung musse virukommen, wann dee Gruef, vun deem ech hei geschwat hunn, an deenen nächste Méint a Joren net nach vill méi déif soll ginn.

Ech mengen allerdéngs – an dat soen ech souwuel à l'attention vun der Europäescher Kommissioun, ganz besonnesch vun der Europäescher Kommissioun, wéi awer och vun der Regierung –, datt et sécherlech, wat dës administrativ Vereinfachung betrëfft, nach Loft no uewe gëtt a mer sécherlech do nach mussen eng Schëpp bäileeën. Ech weess och, datt déi Froe vun administrativer Vereinfachung sech un eng Rei vu Ministere riichten, net nëmmen un de Wirtschaftsminister.

Leider Gottes ass am Kader vun enger Question élargie d'Zäit limitéiert, soudatt ech mech elo eigentlech de Moie just wollt mat de Froen un den Här Minister Delles wenden, wat awer net ausschléisst, datt een och nach eng Kéier déi selwecht Froen och anere concernéierte Ministere stellt.

Meng Froen, Här Minister, fir d'alleréischt, wat den europäesche Volet betrëfft: Do sinn a sech aacht Omnibus-Packagë geplangt. Leider Gottes ass schonn deen éischten Omnibus-Package duerch de Kuerf gaangen. Wat ech hei wierklech bedaueren a wat deelweis souguer dramatesch ass, ass, datt mer et elo schonn, wéi gesot, bei der éischter klenger Schwieregkeet net packen, hei virunzekommen. Ech wollt Iech do och froen, wéi Dir d'Zukunft vun deene verschiddenen Omnibus-Packagen an der Europäescher Unioun gesitt.

Déi zweet Fro, déi huet dann natierlech méi mat der lëtzebuergescher Situatioun ze dinn. An do wollt ech ganz einfach wëssen: Wou si mer drun? Dir hutt schonn eng ganz Rei ganz gutt Initiative geholl, Här Minister. Dofir och mäi Merci. Et bleift awer nach munches do ze maachen. Duerfir meng Fro: Wat kënnt do nach?

An dann eng drëtt Fro, déi vläicht och eng Rei Propositiounen direkt beinhalt, wou ech mengen, datt mer nach kéinten eng Schëpp bäileeën. Dat eent, an dat betrëfft Iech net eleng, dat sinn eis Société-anonymmen, déi leider Gottes net méi vill geholl ginn. Firwat? Well se ganz einfach net attraktiv genuch sinn, notamment par rapport zum Ausland. An do wär et gutt, wa mer och géifen e vereinfachte Modell vun SAen en place setzen – dat betrëfft och eis Justizministesch –, sou änlech wéi mer dat bei den SARLe gemaach hunn.

Dann och nach eng Propositioun, wat de Once-Only betrëfft. Do ass scho munches geschitt. Ech mengen allerdéngs och, datt mer do nach misste virukommen. An do stellt sech d'Fro: Wann Är Servicer hir Aarbecht gemaach hunn, mussen d'Leit dann duerno nach zum Beispill d'TVA-Nummer siche goen, d'Sécurité-sociales-Nummer? Do geet och erëm ganz vill Zäit verluer. An do stellt sech d'Fro, ob een net och an dee Once-Only kéint déi dote Prozedure mat eranhuelen, soudatt déi Leit, déi haut oder muer mat engem Commerce ufänken, net méi all déi Prozedure misste maachen.

Voilà! Meng Zäit ass leider schonn ofgelaf. Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten. A mir wäerte sécherlech och nach eng Kéier op deen dote Sujet zeréckkommen. Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An dann huet den Här Wirtschaftsminister d'Wuert. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci villmools och dem honorabelen Här Mosar fir déi Fro, well et ass nämlech e ganz wichtegen Deel vun der Wirtschaftlechkeet vun eise Betriber hei zu Lëtzebuerg an, wat Der richteg gesot hutt, och an Europa.

Dir hutt e ganz flott Beispill geholl, David a Goliath. Majo, mir sinn awer e ganz gudde Goliath, wann et ëm Reglementatiounen, Iwwerreglementatiounen,

Reportingen an alleguerten déi Saache geet. Au moins dora si mer awer ganz gutt. An dofir ass et eng vun eise Prioritéiten, eebe grad déi Hürden ofzebauen.

Wa mer hei vu Lëtzebuerg schwätzen, da gesi mer, dass 99,5 % vun eise Betriber hei zu Lëtzebuerg eebe grad PMEe sinn, wou mer och gesinn, dass iwwert déi lescht Joren d'Charge administrative vun nach 10 % am Betrib op iwwer 30 % eropgaangen ass vun der Charge administrative, déi mer an engem Betrib hunn.

Wat bréngt dat mat sech? Net nëmmen, dass e Betrib manner wirtschaftlech ka fonctionéieren. A mir schwätzen hei vum klenge Coiffersalon, vum Commerce, gradewéi vun der Industrie, den Handwierksbetriber an esou weider an esou weider. Dat heescht, mir schwätzen hei vun all Zort Betriber, déi ganz grouss Crainten a ganz grouss Problemer hu wéinst der enormer Charge administrative.

Wat bréngt dat mat sech? Wa mer op iwwer 30 % Charge administrative an de Betriber sinn, sinn dat Stonnen, déi net kënnen um Terrain produktiv geschafft ginn, heescht dat, dass d'Präisser eropginn, an huet dat en direkten Impakt op d'Kafkraaft vun de Leit, well d'Präisser eropginn, well mer an de Betriber Stonnen hunn, déi mat Reporting, Reglementatiounen, Iwwerreglementatioune blockéiert sinn. A grad dofir hu mer direkt, wéi ech am Ministère ukomm sinn, eng nei Direction générale gegrënnt respektiv enger Direction générale et bäiginn, fir d'Simplification administrative unzepaken.

Mir wëssen awer, dass dat net einfach nëmmen e Prozess ass, deen ee one-shot mécht: „Sou, mir kucken elo, wat et ass, mir maachen et an et geet weider." Nee, et ass e Work in Progress. Dat heescht, mir mussen ëmmer erëm kucken: Wou si Barriären? Wéi kënne mer déi eliminéieren? Wou mécht et Sënn? Wou hu mer Saachen?

An do brauche mer eebe grad d'Digitaliséierung op där enger Säit an op där anerer Säit awer och de Prinzipp vum Once-Only, wou d'Madamm Minister Obertin och de Projet de loi an der Digitalisatioun deposéiert huet, deen och schonn hei an der Chamber diskutéiert gëtt – ech mengen, den Avis vum Staatsrot ass do –, fir eebe grad och de Once-Only am Staatsapparat kënnen unzepaken. Well firwat muss e Betrib siwemol seng Autorisatioun d'établissement ofginn, wa se souwisou beim Staat ugefrot ass a mir hu se do leien? Dat ass e ganz einfacht Beispill, wat awer mat sech bréngt, dass eng Charge administrative do ass, déi net ze packen ass.

Mir hunn och direkt gekuckt, fir eebe grad bei eis an der Direction générale den Echange mat de Chamberen ze hunn, den Echange mat de Federatiounen ze hunn, fir ze definéieren: Wat ass dann d'Surcharge administrative? Wou kënne mer eng Simplification administrative maachen? An et wäert natierlech net all Betrib gläich touchéieren. Wa mer elo d'Autorisatioun d'établissement vereinfachen, wäert een, dee säit zéng Joer schafft, dat do guer net mierken. Wa mer eis Aiden upassen, fir do eng Simplification administrative dran ze hunn, wäert et een, dee keng Aide ufreet, net touchéieren. Do gesäit een also, wéi breet et ass mat alleguerten deene verschiddene Problemer, déi haut an de Betriber sinn.

Mir hunn do e System Sharepoint opgestallt, fir den Echange ze hunn, wou mer 185 Remarke kruten, mat ganz konkreete Projeten, wou mer Problemer hunn, déi musse vereinfacht ginn. Mir hunn eng ronn 26 Stéck elo scho vereinfacht. Déi si schonn ugepasst. Et sinn der iwwer 30, déi en cours sinn. Dat sinn alles Saachen, wou mer selwer direkt am Lead sinn. Wa mer just déi erausfilteren, wou mer selwer kënnen upassen, da si mer op iwwer 70 % dovunner, déi entweeder en cours sinn iwwer Projet-de-loien oder elo schonn ëmgesat sinn, wat also weist, wéi vill verschidde Projeten et gëtt.

An all deene Projet-de-loien, an ech mengen, d'Memberen aus der Wirtschaftskommissioun hei an der Chamber wëssen et, hu mer iwwerall an eisen Texter de Once-Only agefouert. Dat heescht, wa mir Donnéeën hunn, kann ee mat engem einfache Klick dem Ministère d'Autorisatioun ginn, op aner Ministèren, op aner Base-de-donnéeën zréckzegräifen, soudass een also net méi 100-mol brauch verschidde Pièecen eranzereechen.

Zweetens: de Volet vum „silence vaut accord". Et ass natierlech näischt méi frustrant, wéi wann e Betrib ëmmer erëm muss drun denken: „So, ech hunn awer do viru fënnef Méint eppes gemaach. A, nee, elo froe se erëm eng Pièce no. Wéi geet dat weider?" Dofir hu mer an all deene Projet-de-loien, déi mer deposéiert hunn, de „silence vaut accord" agefouert. Wann een zum Beispill no dräi Méint keng Äntwert kritt, ma dann ass et accordéiert, da kann ee weiderfueren. Dat si ganz konkreet Pisten, wou mer d'Liewe vun de Betriber am Alldag kënne vereinfachen.

Dir hutt awer och ee Punkt ugeschwat, deen eeben net nëmmen de Wirtschaftsministère betrëfft. Dat ass dee vun der Autorisation d'établissement. Mir hunn an deene leschte Jore ganz vill dru geschafft, och mam Projet de loi vun 2023, fir d'Autorisation d'établissement méi einfach, digital ze maachen. Domat hu mer zum Beispill schonn agefouert, dass de Guichet bidirektionell fonctionéiert. D'Digitalisatioun ass nach eng Kéier e ganz wichtege Volet. Wann ech d'Autorisation d'établissement bis ufroen, ma da kréien ech net erëm iwwer Post siwe verschidde Courrieren, wou da verschidde Saachen drastinn. Neen, ech kréien iwwert de MyGuichet direkt eng Äntwert, wou d'Autorisatioun dran ass. Dat huet den Delai vun der Autorisatioun nach eng Kéier ëm zwee bis dräi Deeg verkierzt.

Elo ass et awer esou: Et ass net nëmmen de Wirtschaftsministère, deen eng Autorisatioun d'établissement erausgëtt, fir e Betrib kënnen unzefänken. Wann ech eng Autorisatioun hunn, da muss ech mat där Autorisatioun bei d'AED goen, den Enregistrement. Dee gëtt mer da seng Nummer. Wann ech dann déi éischt Nummer vun der Autorisatioun hunn an déi zweet Nummer hu vun der AED, da kann ech bei d'Sécurité sociale goen. Wann ech déi Nummer bis hunn, da kann ech mat deenen dräi Pièecen da weidergoen, fir kënne meng Entreprise dann och richteg opzemaachen.

An alles dat si Barriären, déi d'Betriber blockéieren, fir kënnen agill ze fonctionéieren, fir kënne méi séier an och méi einfach hei zu Lëtzebuerg ze schaffen. An dofir hu mer dee Projet, dee mer amgaange sinn auszeschaffen, deen och a kuerzer Zäit wäert kommen, dass een nëmmen nach eng Porte d'entrée huet. Dat heescht, ech froe just nach iwwert de Guichet meng Autorisatioun un an ech kréien déi dräi Dokumenter bidirektionell mateneen.

Just deen éischte Projet huet och dem Staat Sue gespuert. Iwwer 15.000 Bréiwer ginn annuell net méi verschéckt, well mer de Bidirektionell hunn. Et gesäit een also ganz konkreet, dass een op där enger Säit spuert, mee op där anerer Säit awer och de Betriber et méi einfach mécht. A wa mer elo déi nei Autorisations simplifiées zum Beispill hunn, da bréngt dat och mat sech, dass mer do méi séier kënnen entgéintkommen.

Mee nach eng Kéier, dat ass eppes, dat touchéiert just déi 15.000 Autorisatiounen, déi de Ministère am Joer erausgëtt. All déi aner, déi eng Autorisatioun hunn, beréiert dat doten net. An dofir ass et eeben eppes, wat ganz breet gefächert ass, wou mer amgaange sinn, wéi gesot, mat deem Plan d'action, 185 Mesüren, déi au fur et à mesure, sief et an deene verschiddene Ministèren, Administratiounen och kënnen duerchzeféieren.

Mee et gesäit een awer och, dass mam Logementsdësch zum Beispill eng Panoplie vu Simplifikatioune mam Interieur, mam Environnement gesicht gi sinn, fir Harmonisatiounen zum Beispill ze maachen, fir dass ech eebe grad déi Surcharge administrative net méi hunn, op där anerer Säit awer och déi Diskussiounen, déi am „Einfach – Séier – Erneierbar" gesicht gi sinn, fir kënne méi séier erneierbar Energien zu Lëtzebuerg ze maachen, wou ech vläicht Delaien hunn, déi méi schnell ginn, wou ech vläicht manner Autorisatioune brauch, fir eebe grad kënne weiderzefueren a méi séier weiderzekommen.

Et gesäit een also, dass et net nëmmen e Sujet vun der Wirtschaft ass, mee dass et e Sujet ass, dee sech duerch d'ganz Gesellschaft, duerch d'ganzt Land zitt, duerch déi verschidde Ministèren.

Dir hutt awer och de Punkt vun der EU ugeschwat. A mir stinn als Regierung ganz kloer zu den Omnibus-Gesetzer, well mer wierklech mierken, dass d'Betriber net méi kënne fonctionéieren ënnert där Surcharge administrative. Dat heescht net ... An do si jo verschidde Leit, déi probéieren, dat esou wéi e Monster dohinnerzestellen: „Wa mer eng Simplification administrative maachen, ma da maache mer eng komplett Deregulatioun."

An dat ass jo de Skandal an där ganzer Diskussioun: Dat ass et net! Déi Leit, déi dat do soen, solle mol eng Kéier an e Betrib goen an déi solle mol eng Kéier kucken, wann an engem Betrib vun zéng Leit eng Persoun muss bezuelt ginn oder de Patron selwer nuechtelaang do sëtzt, fir Reglementatiounen anzehalen, Reportingen ze maachen oder wat och ëmmer. Well déi Leit, déi dat mol eng Kéier gesinn hunn, déi versti ganz konkreet, wat et ass. An et soll een ophalen, eng Schwaarzwäissmolerei an där Diskussioun ze maachen. Et geet hei drëm, dass mer wierklech Betriber hunn, déi och hei zu Lëtzebuerg nach kënne fonctionéieren, wou Leit schaffen, déi Aarbechtsplaze kreéieren, déi maachen, dass mer Ausbildungen hunn. An déi Diskussiounen do sinn ze simplistesch, fir se esou einfach wëllen unzegoen.

Et gesäit een also, dass et e Sujet ass, dee ganz breet ass, wou mer mussen eise Betriber entgéintkommen. An natierlech, den Här Fritz géing elo soen: De „one in, 27 out" ass e ganz wichtege Punkt, dass mer och eng Reglementatioun hunn an deene verschiddene Länner an der EU, déi d'nämmlecht ass. Well all Reglementatioun, déi nach eng Kéier an nationaalt Gesetz transposéiert gëtt, wou jiddwereen nach eng Kéier eenzel Spezifissitéite mécht, dat mécht de Betriber och d'Liewe méi schwéier.

Wéi soll de Betrib vu Lëtzebuerg exportéieren, wann d'Reegelen a Lëtzebuerg anerer si wéi an Däitschland? Dann exportéiert en och nach an Italien. Do sinn d'Reegelen och erëm eng Kéier anescht. Dann exportéiert en och nach eng Kéier a Polen. Do sinn d'Reegelen nach eng Kéier anescht. Dofir ass et wichteg, dass mer e fonctionéierende Bannemarché hunn.

An dofir sinn ech och ganz frou, dass de Kommissär Séjourné eebe grad de Plan d'action fir d'Stäerke vum Bannemaart nach eng Kéier presentéiert huet, fir eebe just och do eng Simplifikatioun ze hunn, fir kënnen den Export, den Import an domat de Bannemaart ze stäerken, woubäi och de Rapport Draghi an de Rapport Letta eis nach eng Kéier gewisen hunn,

wéi wichteg et ass, dass mir als Europa mat enger Stëmm schwätzen an eebe grad och do eng Wirtschaft hunn, déi fonctionéiert.

Well dat, wat Der an Ärer Introduktioun gesot hutt, Här Mosar, ass ganz richteg: Mir ginn iwwerholl, well verschidde Länner méi einfach Prozeduren hunn, méi e staarke Bannemarché hunn, méi einfach kënne fonctionéieren. An ech ginn elo net op de Volet vum CBAM an, well dat och e ganz wichtege Volet ass. Wa mir deen esou komplizéiert maachen, dass mer trotzdeem e Flickenteppech hunn, dass mir hei ETS 2 aféieren, d'Betriber musse bezuelen, mee mir kréien awer Extra-EU-Importer an d'EU eran, ouni dass mer eis kënne mat engem anstännege CBAM dogéint wieren, wäerte mer an deenen nächsten 20 Joer riseg Problemer mat eiser Industrie kréien.

Et gesäit een also, dass et e ganz breet Theema ass, d'Simplification administrative, mee dass mer um Schaffe sinn.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat hätte mer dee Punkt dann ofgeschloss.

4. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la politique anti-nucléaire du Gouvernement en lien avec les évolutions européennes et transfrontalières récentes

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'antinuklear Politick vun der Regierung am Zesummenhang mat de rezenten europäeschen a grenziwwerschreidenden Entwécklungen, déi d'politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) festgehalen. D'Auteure huet 10 Minutten, d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite 5, d'Regierung 10. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Luc Emering, den Här Franz Fayot, den Här Tom Weidig an den Här Marc Goergen. Elo huet d'Madamm Joëlle Welfring als Vertriederin vun der politescher Sensibilitéit déi gréng d'Wuert. Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Villmools merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, ech fänken u mat enger Fro: Si fossille Gas an Atomkraaft nohalteg Energieformen?

Une voix | Nee!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Den Europäesche Geriichtshaff seet hei: „Jo." Hir Decisioun, d'Taxonomiesklo vun Éisträich ofzeleenen an deemno Investitiounen an d'Atomkraaft als nohalteg anzestufen, ass net novollzéibar. Dëst Urteel, awer och d'Decisioune vun eisen direkten Noperen, fir d'Lafzäit vu vereelzten Atomkraaftwierker ze verlängeren, sinn den Ophänker vun dëser Heure d'actualité. Et sinn Entscheedungen, déi d'Zukunft vun eisem Land prägen, a se verlaangen eis vollst Opmierksamkeet an e konsequent Handele vun eiser Regierung.

D'Follge vun der Decisioun vum Europäesche Geriichtshaff sinn awer net nëmme problematesch, well se Finanzstréim an eng Richtung lenken, déi richteg deier wäert ginn, mee och well se serieö Gefore fir eis Sécherheet an eis Gesondheet bréngt.

Atomkraaftwierker bauen dauert Joerzéngten a fuerdert extreem héich Baukäschten. Dës Defiziter solle spéider duerch deier Stroumpräisser opgefaange ginn; eppes, wat weeder am Interessi vun eise Matbierger nach vun eise Betriber ass.

Och d'Effizienz vun Atomkraaftwierker muss kritesch hannerfrot ginn. Ëmmer méi heefeg Ausfäll, bedéngt duerch de Klimawandel, deen d'Ausdréchne vu Flëss widderhuelt zum Problem mécht, oder och Jelliskäpp, déi sech an de Pompele vum Killwaasser verieren a ganz Reaktere lamleeën, wéi et dëse Summer zweemol geschitt ass a Frankräich, weisen, wéi ufälleg dës Technike sinn.

Kloer ass och dofir, dass d'Atomkraaft als Iwwergangsléisung net rentabel ass.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

D'Geforen, déi heimat verbonne sinn, kommen engersäits doduerch, dass Investoren duerch d'Decisioun vum Geriichtshaff encouragéiert ginn, hir Suen an dës vereelzt Technologien ze stiechen. Domat maache mer eis dauerhaft vu Brennstief ofhängeg, déi ausserhalb vun der EU kaaft ginn, dat mat deene bekannte Präisschwankungen a geopolitesche Risiken. Et bedeit awer och, dass mir den Ausbau vun den Erneierbaren domat bremsen, well een een Euro net zweemol kann ausginn, woubäi d'Regierung nach ëmmer betount, si wéilt den Ausbau do beschleunegen.

Och am Beräich vun der Sécherheet hu mir Bedenken: Nieft der ëmmer nach ongeléister Fro vun der Lagerung vun nuklearen Offäll ass spéitstens säit de Katastrophe vun Tschernobyl a Fukushima jidderengem kloer, wat en nukleaart Accident ka bedeiten. Duerch d'Entwécklung vun neien Technike wéi Dronen, en erhéichte Fluchverkéier an eng méi dicht Bevëlkerung ginn net nëmmen d'Risike vun Tëschefäll méi grouss, mee och hir méiglech negativ Konsequenze méi schlëmm. Heizou hu mer iwwregens och eng QP gestallt, déi eng Äntwert krut, déi awer net eis Froe beäntwert.

Eng weider Konsequenz aus deem Urteel vum Europäesche Geriichtshaff ass, dass se riskéiert, wichteg demokratesch Prozesser ze ënnerwanderen. An Zukunft wäert sech nämlech d'EU-Kommissioun kënnen zimmlech sécher sinn, dass se, och wa se en delegéierten Akt publizéiert, dee problematesch ass, net mat geriichtleche Konsequenze rechne muss, och net dann, wa se dat, wéi am Fall vun deem heiten, op Silvester mécht, wa kaum nach Leit an den Institutioune sinn.

D'demokratesch Prozesser ginn zousätzlech nach ausgehielegt, well den Europäesche Geriichtshaff mat sengem Urteel riskéiert, seng Kontrollfunktioun vun der Kommissioun a säin Afloss op künfteg Decisiounen ze schwächen.

Wat bedeit dat elo fir Lëtzebuerg? A wat ass de Spillraum vun dëser Regierung? Well hei villes um Spill steet, jo, och eis zentral demokratesch Wäerter, hat sech déi viregt Regierung Ufank 2022 geschlosse géint d'Virgoensweis an d'Logik vun der Kommissioun positionéiert an de Recours vun den Éistäicher géint dësen delegéierten Akt rechtlech ënnerstëtzt.

Déi aktuell Regierung huet schonn direkt Ufank 2024 duerch Aussoe vun hirem Premier drun zweifele gelooss, dass hinnen dës Wäerter nach geneesou wichteg wären. Warscheinlech nach beschwéngt duerch Aussoe vun der Atomlobby, déi hie bei engem „Nuclear Energy Summit" zu Bréissel héieren hat, huet den Här Frieden schonn am Mäerz 2024 virun der Press gemengt, et misst een, wat d'Entwécklung vun der Atomkraaft ugeet, ech zitéieren, „technikoffe" sinn.

„Technikoffen", dat kléngt op den éischte Bléck net schlecht. Do kéint ee bal mengen, eppes wéi „weltoffen" erauszehéieren. A Wierklechkeet gëtt dëse Begrëff, verstäerkt an de leschte Joren, vum rietse Bou vum politesche Spektrum agesat, fir hire Wieler Sand an d'Aen ze streeën, de Status quo ze betonéieren an dat freneetescht Festklammeren u vereelzten Technike wéi Atomkraaft ze verschéineren. An dat, obwuel gewosst ass, dass se fir eis Leit a Betriber deier a schiedlech sinn an och Aarbechtsplaze kaschten.

Dës Aussoen huet den Här Frieden dunn e puer Woche méi spéit, an op externen Drock, an enger Kommissiounssëtzung hei am Haus e bësse relativéiert. D'ailleurs war beim Plädoyer virum Geriichtshaff am Oktober 2024 eisen Informatiounen no keen eenzege Lëtzebuerger dobäi, deen d'Wuert ergraff oder den Éistäicher hei Ënnerstëtzung ginn huet.

Dass d'Regierung sech kengem Recours vun Éistäich uschléisse wäert, huet déi aktuell CSV/DP-Regierung kierzlech nach eemol duerch d'Äntwert op eng Question parlementaire vum Franz Fayot kloergemaach. Dës Passivitéit ass ëmsou méi onverständlech, well dës Regierung an der selwechter Äntwert zougëtt, dass d'Klassifizéierung vun Atomkraaft a fossillem Gas als Gefor unzegesinn ass an dass se op de séieren Ausbau vun den Erneierbare setze wëll, obwuel dësen heiduerch ausgebremst gëtt.

Dës duebel Inkohärenz an dëse Mangel un Engagement sinn an eisen Aen e Problem fir d'Gesellschaft. Dofir wëll ech mat der Ënnerstëtzung vun de Kolleege vun der LSAP, deene Lénken an och de Piraten eng éischt Motioun deposéieren, ...

Motion 1

« relative à la position du Luxembourg face au jugement T-625/22 du Tribunal de l'Union européenne »

La Chambre des Députés,

– considérant le procédé vivement contesté de la Commission européenne, entamé le 31 décembre 2021, visant à introduire, par acte délégué complémentaire, la classification du nucléaire comme instrument clé de la transition vers la neutralité climatique ;

– considérant qu'en réponse à cet acte, l'Autriche a saisi la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) contre la création par la Commission d'un label « vert » pour le nucléaire, plainte à laquelle le précédent Gouvernement luxembourgeois s'est formellement joint en tant qu'intervenant au soutien de la requête autrichienne ;

– considérant qu'une plainte similaire a été déposée par huit bureaux régionaux de Greenpeace ;

– considérant que la première plainte a été rejetée par la CJUE malgré les efforts de l'Autriche et du précédent Gouvernement luxembourgeois, décision qui, en l'absence d'appel, entraînera la classification du nucléaire comme énergie de transition ;

– considérant que la classification du nucléaire comme « activité durable » au titre de la taxonomie européenne mobilisera davantage d'investissements privés en faveur du nucléaire, détournant ainsi une partie de ces financements des sources d'énergie renouvelables et amoindrissant leur potentiel ainsi que leur pertinence stratégique ;

– considérant la prise de position du Gouvernement en date du 22 octobre 2025 selon laquelle « le Luxembourg considère que l'énergie nucléaire n'est pas une source d'énergie sûre, que la question de la gestion des déchets nucléaires reste non résolue, et que les coûts et délais de construction des nouveaux réacteurs compromettent sa capacité à contribuer aux objectifs climatiques dans la décennie à venir » ;

– considérant qu'un accident nucléaire à proximité du Luxembourg aurait des conséquences désastreuses pour la population et menacerait l'existence même du pays ;

– prenant acte de la décision du Gouvernement de ne pas former de pourvoi devant la Cour de justice de l'Union européenne contre l'arrêt du Tribunal portant sur la création par la Commission d'un label « vert » pour le nucléaire – une position gouvernementale confirmée par le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme dans sa réponse à la question n° 2908,

invite le Gouvernement à

– corroborer son discours anti-nucléaire, caractérisé par des critiques en matière de sécurité nationale, énergétique et environnementale, en reconsidérant la décision de ne pas former de pourvoi contre le jugement T-625/22 de la Cour de justice de l'Union européenne ;

– se coordonner avec ses homologues autrichiens et les soutenir dans leur éventuel recours contre la décision de la CJUE, renouant avec les engagements pris par le précédent Gouvernement luxembourgeois – des engagements dont le suivi est actuellement suspendu ;

– engager des concertations avec les États membres opposés au nucléaire afin de mutualiser les expertises juridiques et techniques, et de contester toute décision européenne visant à classifier le nucléaire comme « activité durable » au titre de la taxonomie européenne.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Marc Goergen, David Wagner.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... déi d'Regierung soll invitéieren, hir Positioun an däser Saach ze iwwerdenken a sech un d'Säit vun Éistraich fir eng nohalteg Energiezukunft anzesetzen, falls dës an Appell géife goen. Den Delai leeft allerdéngs an e puer Wochen of, an duerno ass et definitiv ze spéit fir dës Pist.

Well mer eis awer elo schonn denke kënnen, dass sech dës Koalitioun warscheinlech net wäert heirop eenege kënnen, hu mer nach eng zweet Motioun virbereet, ...

Motion 2

« relative à la politique du Luxembourg en matière de l'énergie nucléaire face aux évolutions européennes et transfrontalières »

La Chambre des Députés,

– considérant le procédé vivement contesté de la Commission européenne, entamé le 31 décembre 2021, introduisant par acte délégué complémentaire la classification du nucléaire comme instrument clé de la transition vers la neutralité climatique ;

– considérant que la classification du nucléaire comme « activité durable » au titre de la taxonomie européenne mobilisera davantage d'investissements privés en faveur du nucléaire, détournant ainsi une partie de ces financements des sources d'énergie renouvelables et amoindrissant leur potentiel ainsi que leur pertinence stratégique ;

– considérant la prise de position du Premier ministre lors d'une réunion conjointe du 27 mars 2024, selon laquelle « le Gouvernement est d'avis que l'énergie nucléaire n'est – à ce stade – pas une énergie verte et qu'il faut s'engager massivement dans les énergies renouvelables » ;

– considérant que le Gouvernement a identifié, dans son accord de coalition 2023-2028, l'exploitation des réacteurs nucléaires de proximité, notamment Cattenom, Tihange et Doel, comme un risque pour la sécurité nationale ;

– considérant que le Luxembourg a mené par le passé une politique résolument anti-nucléaire, motivée par des préoccupations quant à la fiabilité de cette technologie, aux surcoûts récurrents des projets nucléaires, ainsi qu'aux conséquences néfastes et durables des déchets radioactifs sur la santé humaine et l'environnement, une position affirmée non seulement dans les discours publics, mais également traduite par des mesures concrètes ;

– considérant qu'un accident nucléaire à proximité du Luxembourg aurait des conséquences désastreuses pour la population et menacerait l'existence même du pays,

invite le Gouvernement à

– demander l'inscription, à l'ordre du jour d'un prochain Conseil des ministres de l'Énergie de l'UE, d'un débat sur la classification du nucléaire, en coordination avec les États partageant la même position, afin de convaincre les États membres favorables au nucléaire de reconsidérer leur approche ;

– renforcer la coopération en matière de sécurité nucléaire, notamment avec des pays européens partageant les mêmes préoccupations, afin de garantir une préparation adéquate face aux risques nucléaires persistants au sein de l'Union européenne ;

– continuer les investissements nationaux dans les énergies renouvelables, ainsi que dans la recherche et le développement de ces derniers, afin de ne pas créer des dépendances à l'énergie nucléaire et d'offrir une alternative solide et compétitive en cas de maintien de la classification du nucléaire comme « durable » dans la taxonomie européenne.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Marc Goergen, David Wagner.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... déi méi geziilt d'Ressorte vum Ëmwelt- a vum Energieminister betrëfft an dozou oprifft, dës falsch Astufung vun der Atomenergie um europäesche Plang zum Theema ze maachen a bei hiren Homologen heigéint virzegoen. Et gëtt eng Rei Länner an der EU, déi dës Suergen deelen. An hei gëllt et spéitstens elo, strateegesch Allianzen ze schafen, fir sech zesumme fir den energie- an ëmweltpolitesche Fortschrëtt staarkzemaachen.

Den zweete Volet vun der Heure d'actualité betrëfft dat, wat an eiser direkter Noperschaft geschitt. Ëm wat geet et hei? Virun néng Méint huet de belsche Premier decidéiert, d'Reaktere vun Doel an Tihange ëm zéng weider Joer ze verlängeren. Och eis franséisch Nopere schaffen intensiv un der Verlängerung an um Ausbau vu Cattenom. D'Fro, déi sech also stellt, ass: Wat mécht eis Regierung?

An domat komme mer bei eng weider Inkohärenz. Am Regierungsprogramm souwéi a quasi all Äntwert op parlamentaresch Froen zur Atomenergie steet, dass dës Regierung géif bei de belschen a franséischen Autoritéiten, ech zitéieren, „intervenéieren", fir dass dës Sitten, Cattenom, Tihange an Doel, sollen zougemaach ginn.

De Premier seet awer gläich am Ufank vu senger Mandatszäit an däsem Kontext, dass hien anere Länner net gären, ech zitéieren, „Lektiounen" erdeelt. War dat geduecht, fir eventuell Erwaardunge vun deene Leit direkt am Ufank un en erofzeschrauwen, déi sech erhofft haten, dass sech tatsächlech konsequent géing fir hir Sécherheet agesat ginn?

Am Contraire zu deem, wat am Regierungsprogramm steet, mierkt een nämlech näischt vun deene sougenannten „Interventiounen". A wann ee méi genee nofreet, wat gemaach gouf, kritt ee lakonesch geäntwert, dass bei scho fixéierten Entrevuë mat franséischen a belschen Homologen op d'Motioun vun der Chamber verwise gëtt. Wow! Mir si frou, dass eis Motioun genotzt gëtt, mee bon, méi wéi eng Interventioun ass dat hei tatsächlech net. Dat hei ass beschtefalls „Dienst nach Vorschrift". Engagement a Leadership fir d'Existenz vun eisem Land, dat, Här President, dat ass eppes aneres.

Anzwëschent ass de prozeduralen Delai, fir géint d'Verlängerung vun de Reakteren Doel an Tihange virzegoen, verstrach. Dee fir Cattenom leeft a knapp engem Joer of. Fir dass dësen Delai net och einfach versträiche gelooss gëtt, leeë mer heimat eng drëtt a lescht Motioun vir.

Motion 3

« relative aux politiques du Luxembourg face aux risques liés à l'extension de la durée de vie des réacteurs nucléaires des pays voisins »

La Chambre des Députés,

– considérant la décision de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) en France d'autoriser l'exploitation des vingt réacteurs nucléaires de 1.300 MWe au-delà de leur durée de conception initiale, incluant notamment la centrale de Cattenom (la phase générique d'instruction[1]) ;

– considérant la décision récente du Premier ministre belge Bart De Wever de prolonger la durée de vie des réacteurs Doel 4 et Tihange 3 de vingt ans au lieu de dix, étendant ainsi leur exploitation bien au-delà des prévisions initiales ;

– considérant que le Luxembourg a mené par le passé une politique résolument anti-nucléaire, motivée par des préoccupations quant à la fiabilité de cette technologie, aux surcoûts récurrents des projets nucléaires, ainsi qu'aux conséquences néfastes et continues des déchets radioactifs sur la santé humaine et l'environnement ;

– considérant qu'à ce jour, trente-deux communes luxembourgeoises ont exprimé leur soutien à la plateforme « Communes contre le nucléaire », campagne lancée à la suite de la catastrophe de Fukushima en 2011 et visant dans sa forme actuelle à empêcher le prolongement de la centrale de Cattenom ;

– considérant que le « Comité d'action luxembourgeois contre le nucléaire », chargé notamment de réclamer l'arrêt immédiat et définitif des centrales de Cattenom, Tihange et Doel, a récemment sollicité une entrevue auprès du Gouvernement ;

– considérant qu'une motion, déposée en février 2025 largement soutenue, y compris par les deux partis de la majorité, invitait déjà le Gouvernement à s'opposer à toute prolongation des installations nucléaires françaises et belges situées à proximité du Luxembourg ;

– considérant que, selon les propres mots des ministres Bettel, Delles et Wilmes, l'action du Gouvernement face à l'extension du nucléaire s'est jusqu'à présent limitée à « faire référence à la motion précitée » dans les échanges avec les homologues belges et français ;

– considérant que la décision définitive concernant la prolongation de Cattenom interviendra en 2026, tandis que celles relatives à Doel et Tihange ont déjà été confirmées en début d'année, réduisant ainsi le temps d'action du Luxembourg ;

– considérant que les réacteurs construits dans les années 1970 et 1980, dont Cattenom, Doel et Tihange, présentent fréquemment des déficiences en matière de sûreté, notamment en ce qui concerne la protection insuffisante des bassins de décantation, ce qui accroît le risque d'accidents graves et rend ces installations vulnérables à des actes terroristes ;

– considérant qu'un accident nucléaire à proximité du Luxembourg aurait des conséquences désastreuses pour la population et pourrait menacer l'existence même du pays,

invite le Gouvernement à

– préparer une contestation juridique et technique d'une éventuelle prolongation des réacteurs de Cattenom, en accord avec les prochaines étapes procédurales ;

– évaluer en continu les recours juridiques possibles et assurer la pleine préparation du Luxembourg en cas de prolongation des centrales voisines ;

– présenter, d'ici la fin de l'année, un document de stratégie détaillant la position du Luxembourg et la feuille de route des futurs échanges avec les autorités françaises et belges, conformément à l'engagement pris lors de la dernière motion, notamment d'informer la Chambre des démarches prévues ;

– échanger régulièrement avec les communes faisant partie de la plateforme « Communes contre le nucléaire » et avec le « Comité d'action luxembourgeois contre le nucléaire », en vue de formuler des objectifs nationaux communs et de renforcer les compétences procédurales à la disposition du Luxembourg ;

– entamer des concertations avec les régions voisines afin de :

• mutualiser les expertises juridiques et techniques en vue d'une contestation coordonnée de la prolongation de Cattenom,

• développer des projets transfrontaliers d'énergies renouvelables et de stockage d'énergie, menant à terme à la fermeture des centrales nucléaires de Cattenom, Tihange et Doel ;

– renforcer la coopération avec les États membres de l'Union européenne partageant une position critique à l'égard du nucléaire, afin de préparer, le cas échéant, des démarches conjointes au niveau européen.

[1] *Le processus d'évaluation des réacteurs nucléaires se fait en deux phases : une phase générique, commune à l'ensemble des réacteurs du palier, et une phase spécifique, qui consiste à décliner les conclusions du réexamen périodique réacteur par réacteur en tenant compte des spécificité locales.*

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Marc Goergen, David Wagner.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, mir ginn d'Hoffnung net op.

D'Fro bleift allerdéngs: Wat ass déi konkreet Strategie vun dëser Regierung an dëser Saach? Oder: Gëtt et dës iwwerhaapt? Rechtlech Schrëtt géint den Ausbau oder eng Verlängerung vu Lafzäiten oder och prozedural Schrëtt anzegoen, dat ass keng einfach Saach. Et erfuerdert technesch Kenntnisser iwwert de Fonctionnement vun dëse komplexe Wierker, awer och fundéiert Erfarunge mat deene bal gradesou komplexe Prozedure bei eisen Nopeschlänner.

Bei allem Respekt fir déi puer wéineg Leit beim Staat, déi sech bis elo daper fir dës Dossieren agesat hunn, hinne Merci gesot, d'Fro: Ass Lëtzebuerg iwwerhaapt prett a mat där néideger Expertis ekipéiert, fir dës rechtlech Schrëtt seriö kënnen an Ugrëff ze huelen? Falls net, wat ass konkreet geplangt, fir dës ze stäerken? Wéi eng Allianze gedenkt dës Regierung zum Beispill och an der Grossregioun sichen ze goen, fir hei Kompetenzen effizient ze bündelen? Wat geschitt an dësen Theeme ronderëm d'EU-Conseilen? Gëtt et wéi schonn an der Vergaangenheet Treffe mat gläichgesënnte Ministeren? Ginn déi organiséiert, fir sech ze koordinéieren a gemeinsam nächst Schrëtt ze plangen?

D'Zivillgesellschaft mam Comité d'action luxembourgeois contre le nucléaire a Greenpeace an d'Gemengeninitiativ, déi vum Koxen Heng an d'Liewe geruff gouf an elo erëm aktivéiert gouf, gi mam gudde Beispill vir: Si doe sech zesummen, siche Gespréicher mat der Regierung, fir hir Bedenke kloer ze maachen. A schonn eleng dat verdéngt et, dass mer eis hei am Raum zesumme fir si staarkmaachen an dës Motioun unhuelen.

Och mir als Chamber mussen eiser Verantwortung gerecht kënne ginn. Dofir verlaange mir, dass dës Regierung eis reegelméisseg iwwert de Fortschrëtt am Kontext vun de Virbereedungsaarbechte géint d'Verlängerung an den Ausbau vun Atomkraaftwierker un eise Grenzen, a speziell Cattenom, informéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Auswierkunge vun der Atomkraaft halen net op de Landesgrenzen op. Dofir geet et hei nieft der Versuergungssécherheet och ëm d'Existenz vun den Awunner hei am Land an a ganz Europa. E sécheren an zukunftsfäegen Energiemix ass näischt, wat enger Regierung einfach an de Schouss fält. Dat erreecht een och net, andeems een anere Länner einfach nokuckt, ënnert dem Virwand, nëmme kengem wëllen op d'Féiss ze trëppelen. Dat verlaangt Verantwortung a geziilten Asaz, hei an der Grossregioun an och um europäesche Parquet.

De Countdown leeft an et gëtt héich Zäit, dass dës Regierung an d'Gäng kënnt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen ageschriwwen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Ech sinn elo e bësse manner wéi zwee Joer an deem héijen Haus hei an et ass net fir d'éischt, dass mer d'Theema behandelen. Mir hunn, Dir hutt et gesot, virun anerhallwem Joer driwwer geschwat, mir hunn an der Kommissioun e puermol driwwer geschwat. An awer, mengen ech, gëtt et net direkt eng Ännerung vun der Positioun hei.

Fir eis als CSV ass kloer: D'Atomenergie ass net nohalteg, an dat aus zwee Grënn – déi sinn och elo scho genannt ginn –: de Problem vum radioaktiven Offall, fir deen et nach ëmmer keng definitiv Léisung gëtt, zweetens d'Gefor vun den Accidenter mat potenziell gewaltegem Impakt, virun allem fir e klengt Land wéi eist. Ech wëll eis Positioun elo u véier Punkten duerstellen.

Mir si kloer géint déi Lafzäitverlängerungen. Wéinst den héije Sécherheetsrisiken – dat hunn ech elo gesot – sollen déi besteeënd Anlagen net iwwert déi geplangt Liewensdauer eraus weiderlafen. An dat gëllt natierlech fir déi zwou Anlagen hei no un eiser Grenz: Cattenom a Frankräich, Tihange an der Belsch. Do ënnerstëtze mir d'Politick vun der Regierung.

Cattenom gouf 1986 un d'Netz geholl. Dat sinn haut 40 Joer. An elo freet Frankräich, fir déi Lafzäit nach eng Kéier ëm zéng Joer ze verlängeren. Mee dës Reaktere stamen aus den 80er-Joren a si hunn hire Liewenszyklus de facto erreecht. An ech wëll d'Fro mol stellen: Wie vun eis géif dann an e Fliger klammen, dee 40 Joer al ass?

Zousätzlech kommen och Geforen derbäi vu baussen, an dat gouf hei och schonn ernimmt: de Klimawandel, méiglech Terrorattacken oder Dronen, déi kënnen op esou e Wierk Afloss huelen.

D'Regierung huet jo am Fall vu Cattenom intervenéiert a sech an deene verschiddene Consultatiounen derfir agesat an drop gedréckt, dass zum Beispill Filteren agesat ginn am Noutsystem, dass och dem Afloss vun der Klimaännerung Rechnung gedroe gëtt an engem Sécherheetssystem an dass och d'Reakteren ugepasst gi géint extern Impakter.

Zu Tihange, do wollt déi belsch Regierung virufuere mam Reakter, deen elo 50 Joer gelaf ass, deen nach zéng Joer verlängert gi war. Mee do huet de Bedreiwer jo kloer gesot: „Mir wëllen net virufueren. Dat mécht wirtschaftlech kee Sënn."

Dann ass fir eis och kloer, dass an der EU-Taxonomie d'Nuklearenergie weiderhin als net nohalteg anzestufen ass, wéinst dem Offallproblem, dee mer genannt hunn. D'CSV-Deputéiert hunn och deemools am Europaparlament dergéint gestëmmt.

Mee d'Decisioun ass awer op EU-Niveau demokratesch getraff an och geriichtlech confirméiert, an domat muss een awer elo realpolitesch ëmgoen. Mir gesi kee Sënn dran, nach eemol ze kloen, well et ännert näischt. D'Energiepolitick muss sech op d'Zukunft konzentréieren, net op juristesch Symbolpolitick.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | An dann ass et esou: Wéi gesot, mir musse realistesch sinn. All EU-Memberstaat huet d'Recht, iwwer seng Energieversuergung selwer ze decidéieren. Et ass eng national, souverän Entscheedung. D'EU suergt fir den Energiemarché. D'EU suergt och derfir, dass d'Netzer funktionéieren, dass d'Vernetzung funktionéiert, an d'Länner kucken no hirem Energiemix. An et ass jo och an deem Kader, wou de Luc Frieden gesot hat: „Mir respektéieren d'Decisioune vun anere Länner, och wa mir se net deelen." Lëtzebuerg wäert keng eegen Atomzentral bauen, op alle Fall net mat der CSV!

Mee wann awer Länner wéi zum Beispill Finnland decidéieren, dass d'Nuklearenergie eng weider Roll spillt, da maache si dat aus guddem Grond. Finnland huet elo scho 50 % erneierbar Energie mat Waasserkraaft, Wand, Sonn. An d'Nuklearenergie passt gutt an hiert Konzept, fir eng Grondlaascht ze assuréieren. A souguer mir kafen eis a Finnland iwwert den europäesche Kooperatiounsfong bei PV-Anlagen an. An do musse mer éierlech sinn: Dat gëtt jo och just méiglech doduerch, dass si genuch Energie produzéieren.

Loosst mech dann zu engem weideren Aspekt kommen an der Nukleartheematik: d'Fuerschung. Mir sinn der Meenung, dass ee sech soll weider mat dem Theema vun der Nuklearenergie an der Fuerschung beschäftegen. Dat eng Kéier, fir eventuell Léisunge fir den Offallproblem ze fannen, awer och fir weider Technologien ze entwéckelen, zum Beispill d'Fusioun. Och wann et nach wäit ewech ass an no Zukunftsmusek kléngt, gëtt et och eng Welt no 2050, an eventuell kënnen esou Technologien do eng Roll spillen.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | D'CSV wëll, datt d'Fuerschung net opgehalen, mee verantwortlech gesteiert gëtt. Och an der Internationaler Atomenergieagence, déi sech mat sécherer ziviller Notzung vun nuklearen Technologië beschäftegt, finanzéiere mir aktuell Projete mat. A mech géing dann interesséieren, wien heibannen der Meenung ass, d'EU sollt guer näischt méi am Beräich vun der Nuklearenergie maachen, grad an dësen onsécheren Zäiten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir ofzeschléissen: Eise Choix ass kloer: Lëtzebuerg soll net op Nuklearenergie setzen, mee op erneierbar, nohalteg Technologien. Déi erneierbar Energië sinn net nëmme méi sécher, mee mëttlerweil och méi bëlleg. Et geet elo drëms, d'Capacitéiten ze vergréisseren, d'Netzer auszebauen a konsequent op Innovatioun an Energiespueren ze setzen.

D'Regierung mécht dat. De Prozess „Einfach – Séier – Erneierbar" huet zu 52 Mesüre gefouert, déi den Ausbau vun den erneierbaren Energië solle séier maachen. Méi schnell Geneemegungen, Klimabonus Wunnen, Prefinanzement vu PV-Anlagen, Appels d'offres fir Agri-PV sinn nëmmen e puer wichteg Projeten, déi hëllefe sollen, déi Energietransitioun zu Lëtzebuerg virunzedreiwen.

Kommt, mir maachen eis Hausaufgaben! An dozou gehéiert och, dass mer natierlech bei ëffentleche Méiglechkeeten intervenéiere bei deene Wierker am Ausland. Mee mir droe konsequent zu méi erneierbaren Energië bäi, an domat zu méi Klimaschutz.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Boonen. An da wier et um honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, keng Energietransitioun ouni d'Ofschafe vu komplizéierte Prozeduren. Mat dësem Saz wëll ech haut ufänken, well genau dëst ëmmer vergiess gëtt. An erneierbar Energie ze investéieren, heescht gläichzäiteg an eis Onofhängegkeet investéieren – Onofhängegkeet vu fossillen Energien, vum geopolitesche Kontext – an an d'Stäerkung vun eiser lokaler Ekonomie.

Une voix | Ganz pertinent!

M. Luc Emering (DP) | Ech soen et ganz kloer: D'DP ass géint d'Atomkraaft a fir den Ausbau fir d'erneierbar Energien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | D'Atomkraaft ass geféierlech, keng nohalteg oder séier Léisung géint de Klimawandel a virun allem hu mir keng Léisung, fir de radioaktiven Offall lasszeginn.

D'DP gesäit d'Sécherheet vun eise Bierger als iewescht Prioritéit un an dofir schwätze mir eis, sou wéi et de Koalitiounsaccord virgesäit, géint d'Verlängerung vun der Liewensdauer vun de Reaktere vun Doel, Tihange a Cattenom aus. Mir begréissen et, dass d'Regierung dëst och op internationalem Niveau ëmmer erëm betount.

Ma d'Energiekris huet mat sech bruecht, dass vill Länner hir Energiestrategie nei evaluéiert hunn. Wärend Däitschland zanter 2023 atomfräi ass, setzt Frankräich op d'Erhalen an op den Ausbau vun der nuklearer Energie. A fir eis ass et besuergneserreegend, dass d'Lafzäit vum Atomkraaftwierk vu Cattenom elo ëm zéng Joer soll verlängert ginn. Déi franséisch Sécherheetsautoritéit huet Gréng Luucht ginn, fir d'Reakteren, déi iwwer 40 Joer al sinn, weider kënnen ze bedreiwen. Mir hunn hei grouss Bedenken, well Cattenom net wäit vun der lëtzebuergescher Grenz ewech läit.

Op der belscher Säit huet et ufanks méi positiv ausgesinn: 2022 respektiv 2023 goufen déi belsch Atomkraaftwierker Doel 3 an Tihange 2 schonn ausser Betrib gesat. Februar dëst Joer sollt et dann och esou wäit fir Doel 1 sinn. An et huet eis gefreet, dass Enn September Tihange 1 no 50 Joer ausser Betrib gesat ginn ass. Mee an der Belsch huet d'Politick leider och e Schratt a Richtung vun der Atomkraaft gemaach. Virun 22 Joer gouf duerch d'Atom-Phasing-out-Gesetz decidéiert, bis 2025 ganz aus der Atomkraaft erauszeklammen, mee d'Regierung huet dëst am Kader vun der Energiekris réckgängeg gemaach. E weidere Schlag an d'Gesiicht fir eis ass, dass d'Liewensdauer vun deenen zwee belschen Atomkraaftwierker Doel 4 an Tihange 3 och ëm zéng Joer verlängert ginn ass.

Wéi elo schonn hei gesot ginn ass: Lëtzebuerg huet sech aktiv géint d'Opnam vun der Atomkraaft als gréng Technologie op der Lëscht vun den Null-Emissiounen-Technologien ausgeschwat an Éisträich ënnerstëtzt. Ëmsou méi bedauere mir d'Entscheedung vum Europäesche Geriichtshaff iwwert d'Taxonomie.

Mir sinn der Meenung, dass déi europäesch Mëttel virun allem an d'Entwécklung an an d'Fuerschung vun den erneierbaren Energien investéiert gi sollen. Wa weider Investitiounen an den Atomsecteur fléissen, da soll et primär dorëm goen, Léisungen ze fannen, fir de radioaktiven Offall ze entsuergen.

An de leschte Wochen hu mir och verschidde Subventiounen hei an dësem Haus gestëmmt, déi eis Betriber dobäi ënnerstëtze sollen, an nohalteg Energie ze investéieren an och hir CO_2-Emissioune besser an de Grëff ze kréien.

D'Fotovoltaik spillt eng ganz grouss Roll am Stroumnetz vu muer. Bei de Gebaier soll d'Fotovoltaik op den Diecher de Standard ginn. Mir sinn och wierklech frou doriwwer, dass de Staatsrot d'lescht Woch e favorabelen Avis ginn huet, wat de Gesetzesprojet iwwert de Prefinanzement vun de Fotovoltaikanlagen ugeet. Ech hoffen, dass mir dat esou séier wéi méiglech hei stëmme kënnen, fir dass d'Bierger weiderhi keng Sue méi mussen aus hirer eegener Täsch virstrecken, bis d'Aide dann no iwwer 14, 15 Méint kënnt.

De Wirtschafts- an Energieminister huet och eng Späicherstrategie ausgeschafft, déi fir eis ganz wichteg ass, wou mer iwwerall wëllen an Zukunft dës Capacitéiten eropsetzen. Mir mussen eis Infrastrukturen ausbauen an un d'Besoine vu muer upassen. Dofir setze mer nieft deene klasseschen erneierbaren Energien och op den Hydrogène, op de Biogas an op d'Agri-PV. E legale Kader fir d'Exploitatioun vum Hydrogène hu mir jo schonn hei am héijen Haus gestëmmt. Mee och d'Wandkraaft muss weider ausgebaut ginn. Mir wëllen d'Wandrieder méi no un d'Stroossen erubréngen.

Fir dass all d'Leit an d'Betriber vun engem méi abordabele Stroumpräis kënne profitéieren, huet d'Regierung och 150 Millioune Euro an de Grapp geholl, fir d'Netzkäschten ze deckelen, ze drécken.

Här President, ech kommen elo zum Schluss. Mir sti ganz kloer hannert den erneierbaren Energien. Mir stinn hannert all Simplifikatioun, déi den Ofbau vu komplizéierte Prozedure beschleunegt.

Une voix | Ganz gutt!

M. Luc Emering (DP) | Mir stinn hannert engem massiven Ausbau vum Netz a vun alle méiglechen Energieproduktiounen, déi eis Resilienz verbesseren an eist Klima respektéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Gutt geschwat! Ganz gutt geschwat!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Emering. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, säit dem Nee zum Bau vun engem Atomkraaftwierk zu Remerschen, op engem ausseruerdentlechen LSAP-Kongress 1977 beschloss – dat war iwwregens och d'Gebuertsstonn vun der grénger Partei hei am Land –, ...

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | ... si mer eis zu Lëtzebuerg bal unanime eens, dass d'Atomenergie eng Sakgaass ass, eng geféierlech, onekologesch a virun allem onwirtschaftlech Energie. Well zum Beispill wäert 2026 de Präis fir Stroum a Frankräich wäit ënnert dem Rentabilitéitsseuil vum Nucleaire leien – eng direkt Konsequenz vum Ausbau vun den erneierbaren Energien. Dofir muss d'Consommatioun elo an d'Luucht gehuewe ginn, fir dass et sech iwwerhaapt nach dréit, déi Atommeileren ze bedreiwen. Trotzdeem halen eis franséisch an och eis belsch Noperen un dëser Reliquie vu Modernitéit fest.

D'Concorde, fir d'Analogie mam Fliger ze huele vum Här Boonen, ass begruewe ginn no engem Accident virun enger Partie Joren. Abee, den EPR vu Cattenom aus de 1970er-Jore soll elo verlängert ginn, gradesou wéi Doel an Tihange an der Belsch ëm 10, voire 20 Joer. An et gëtt souguer dovu geschwat, en nach auszebauen.

Mir soen net nëmmen Nee merci, mee éischter, dass dat komplett inakzeptabel ass. Dat soen iwwregens och eis Gemengen. D'Allianz géint d'Atomkraaft, déi mëttlerweil 36 Gemengen zielt a sech géint d'Verlängerung vun der Lafzäit vun de Kraaftwierker an der Belsch an a Frankräich a fir konkreet erneierbar Alternativen asetzt, huet eis voll Ënnerstëtzung.

Ech weess, wéi komplizéiert et ass, Här President, fir sech als ganz klengt Land hei vis-à-vis vun eisen Noperen an der Belsch a Frankräich fir den Ausstig aus dem Nucleaire anzesetzen an dat och ze verhandelen, virun allem an der aktueller Zäit, wou mer eis jo haaptsächlech ëm Kompetitivitéit beméien.

Nëmmen, an do si mer e bëssen an enger spezieller Situatioun, ass d'Bedroung vun engem Accident duerch den Nucleaire, besonnesch an eiser Noperschaft, existenziell. A wann ee suivéiert, wéi vill Pannen a Problemer EDF huet, net nëmmen, mee och mat Cattenom, iwwer vill Joren eraus, da ginn engem d'Dronkenellen aus. An dat gëtt net besser mam Spuerkurs, deen EDF operluecht krut a Frankräich, och wéinst deenen ekonomesche Contrainten, an deene se dra sinn. Dat ass bei EDF net aleng de Fall, dat ass bei ganz ville Betriber esou. Bei engem, dee sech soll ëm d'Sécherheet vun nuklearen Zentrale beméien, ass dat natierlech besonnesch beonrouegend.

An der aktueller kuerzsiichteger Kompetitivitéitspolitick ass Atomenergie och an Europa elo erëm am Trend, an net eréischt säit gëschter. Och déi viregt EU-Kommissioun von der Leyen 1 huet den Nucleaire schonn als dekarbonéiert Transitiounsenergie ugesinn, och de Grond, firwat et de Wee an d'Taxonomie gepackt huet fir eeben Investissementer a sougenannt „propper" Energien.

Dës pro-nucleaire Tendenz gesäit een net nëmmen um Festhale vu Frankräich a vun der Belsch un hire vereelzte Meileren, mee och un de Reaktiounen nom Urteel, dat d'Klo vun Éisträich géint d'Kategorisatioun vun der Atomkraaft als propper Energie fir d'europäesch Taxonomie zréckgewisen huet. D'Joëlle Welfring ass schonn drop agaang.

Eng vun deene Reaktiounen ass vun eiser Regierung, déi matgedeelt huet, si géif net en appel goen. An eisen Ae ganz kloer déi falsch Decisioun. Hei muss ee Fouss bei Mol halen. Et gehéiert zu enger volontaristescher Strategie an Aktioun géint den Nucleaire, dass een och dëse Recours matmécht a sech och weiderhi mat juristesche Moyene géint esou eng Kategorisatioun asetzt.

Här President, d'Nuklearenergie war ëmmer schonn eng falsch gutt Iddi. An och déi nei Minireakteren, déi oft vu Pro-Nucleaire-Supporteren invoquéiert ginn, abee, déi huet nach kee gesinn! Déi huet nach kee gesi bei eis, et huet och nach kee se gesinn an Amerika an och a China huet nach kee se gesinn.

Well do hunn ech extra d'Fro gestallt, wéi mer mat eisen Interlocuteure geschwat hunn. An déi hunn eis ganz kloer gesot, obwuel China méi wéi 100 där EPRe plangt an och nach voll op den Nucleaire setzt, déi kleng Reakteren do, déi d'Zukunftstechnologie solle sinn, déi hätt nach kee gesinn. Dat ass also keng Zukunftspolitick, dorobber ze setzen, dat ass Wonschdenken a Scienceficktion.

Dofir, Här President, kënne mer d'Regierung nëmmen dobäi ënnerstëtzen, sech ouni Wenn und Aber géint d'Verlängerung vu Cattenom, Doel an Tihange anzesetzen an och um EU-Niveau weiderhin de Bon sens ze plädéieren, deen dora besteet, dass aleng den Ausbau vun erneierbaren Energien, zesumme mat engem méi sobere Wirtschaftsmodell, eis aus dëser Fal erauskritt.

Dofir brauch et weiderhin eng volontaristesch, engagéiert Politick, wou den Hiewel op villen Niveauen ugesat muss ginn. Wann Der dat maacht, dann hutt Der dobäi och d'voll Ënnerstëtzung vun der LSAP.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. An da wier elo d'Wuert fir den honorabelen Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech schwätze gär iwwer Nuklearenergie. Als Quantephysiker sinn ech begeeschtert vun Atomen, vum Einstein senger Formel „Energie gläich Mass mol c am Quadrat", Neutronen, Isotopen, mee och wéi vill Energie een aus engem klenge Stéck Uran gewanne kann.

Mee ech sinn och faszinéiert vum fotoelektreschen Effekt, duerch deen Halbleiter Stroum aus de Photone vu Sonneliicht gewannen. Wandenergie ass méi langweileg, well dat ass klassesch Physik: Aerodynamik vun de Blieder, déi dréinen an duerch elektromagnéitesch Induktioun Stroum produzéieren.

Der ADR an och mir ass et komplett egal, wat fir Energieforme mir benotzen. Mir si weeder pronuklear, nach si mer antinuklear. Mir loossen eis net vun Ideologie blenden a wëlle pragmatesch déi beschten Energiequell notzen. A well all Energiequell Vir- an Nodeeler huet, hänkt de Choix oder de Mix vum Kontext of: A wat fir enger Regioun lieft een? A firwat brauch een d'Energie?

D'ADR ass selbstverständlech fir eng gesond Ëmwelt an och derfir, datt de Risiko vun der Energieproduktioun minimiséiert gëtt. Als eng éischter konservativ Partei wëlle mir konservéieren, wat gutt ass, an dozou gehéiert och eis Ëmwelt. Mir wëssen awer och, datt een nëmme gudden Ëmweltschutz maache kann, wann een eng staark Wirtschaft huet, déi kompetitiv ass. An déi ass kompetitiv, wann een niddreg Energiepräisser an eng stabill Energieproduktioun huet.

Mir als Alternativ Demokratesch Partei hunn och de Courage, Alternativen opzeweisen. D'Nuklearenergie ass de Stéifnéckel vum lëtzebuergesche Mainstream säit Joerzéngten, am Géigesaz zu villen anere Länner, a gëtt zu Onrecht verdäiwelt, wärend aner Energiequellen zu Onrecht vergöttert ginn. An duerfir wëll ech hei mol eng Lanz fir d'Nuklearenergie briechen.

Éischtens ass d'Nuklearenergie CO_2-neutral. Dat ass jo fir déi gréng an och fir déi aner Parteien dat Allerwichtegst.

(Interruptions)

Bon, dann huele mer dat emol esou un. Frankräich huet duerch seng Atomzentralen en extreem niddregen CO_2-Ausstouss, wärend Däitschland elo am Moment Kuel verbrenne muss a Kombinatioun mat Erneierbaren an ee vun den héchsten Ausstéiss vun CO_2 an der EU huet.

Zweetens ass, an dat wäert Iech vläicht iwwerraschen, d'Nuklearenergie déi sécherst Energiequell zesumme mat Wand- a Solarenergie. Ech soen Iech och meng Quell: Déi Analys kënnt vun „Our World in Data" vun den Autore Ritchie a Roser, an dat kënnt Der do gären nokucken. Duerfir ass d'Behaaptung vun de Gréngen, datt d'Nuklearenergie esou geféierlech ass, net richteg.

Mee dat heescht natierlech net, datt een net soll a Sécherheet an och an nei Reaktortyppen investéieren. A well Cattenom an och déi belsch Atommeilere scho méi al sinn, muss een do natierlech ganz genau hikucken. Et ass natierlech extreem wichteg, datt déi all d'international Sécherheetsstandarden anhalen.

Drëttens ass d'Nuklearenergie eng stabill Energiequell, déi déi néideg Grondlaascht fir d'Industrie garantéiert. Dat kënnen déi Erneierbar net. Ouni Wand a Sonn ass hir Leeschtung null, och wann Der 1000-mol méi Wandrieder a Solarpanels installéiert.

Gëschter hu vill Politiker China gelueft, well se sou gutt a vill E-Autoe bauen an hir erneierbar Energie enorm ausbauen. Wat awer net gesot ginn ass, ass, datt China eng dual Strategie fiert. Si baue souwuel erneierbar Energie wéi och massiv Nuklearenergie aus. An dat mécht och méi Sënn, well wa kee Wand a keng Sonn do ass, da kënnen d'Atomzentralen dat kompenséieren.

Véiertens ass d'Nuklearenergie relativ bëlleg. Wa mol d'Infrastruktur steet, da kann ee bëlleg produzéieren. Wann een natierlech esou wéi Däitschland seng Atomzentrale sprengt an domat Milliarden a Milliarden Investitiounen an ee vun de beschten Ekosystemer vun Experten zerstéiert a sech domat och nach vum Putin sengem Gas ofhängeg mécht, da muss ee wierklech domm an naiv sinn. Dat ass gréng Politick, eng Politick, déi och vun der DP an der CSV hei am Land ëmmer matgedroe ginn ass.

Duerfir, zum Ofschloss wëll ech hei en Appell maachen un d'Regierung: Isoléiert Iech an domat och Lëtzebuerg net weider! Loosst déi aner Länner hir Energiepolitick maachen! Kooperéiert mat hinnen! Sidd energieoppen!

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. Erlaabt Der, datt den Här Baum Iech eng Fro stellt?

(Assentiment)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. An och merci, Här Weidig, datt ech Iech eng Fro stelle kann. Ech hunn Iech elo nogelauschtert an Dir hutt jo dann d'Bienfaite vun der Atomenergie hei an den Himmel gelueft. Ech hunn awer vun enger Problematik, déi awer och d'Virriedner ugeschwat hunn, näischt héieren, nämlech wat dann d'Virstellunge vun der ADR sinn, wat Endlager vum Atommüll ugeet, an ob d'ADR eventuell Virstellungen hätt, wa mir dann zu Lëtzebuerg verstäerkt géifen Atomenergie benotzen, wou hei am Ländchen dann eventuell en Endlager kéint sinn. Wat sinn do d'Virstellunge vun der ADR?

M. Tom Weidig (ADR) | Wéi gesot, ech hunn dat jo kloer gesot: All Energieform huet Vir- an Nodeeler. A mir sinn och net pro Nuklear oder géint Nuklear. Ech wollt just hei an där Ried mol eng Kéier all déi positiv Saache vun der Nuklearenergie weisen. An et ass ganz kloer, datt natierlech Offallprodukter vun der Energieproduktioun do sinn. Mee wat awer och richteg ass, ass, datt déi an deene leschte 40, 50 Joer och a Frankräich duerch intensiv Fuerschung enorm reduzéiert gi sinn. Ech mengen, ëm 60, 70 % op d'mannst. An och déi Endlagere si vill méi kontrolléiert. Och a Finnland hu se jo elo eppes. An déi si jo och zefridde mat där Léisung, déi se hunn. A wéi gesot, wat ee méi Fuerschung mécht, wat ee bestëmmt och do déi Nodeeler nach drécke kann.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, erlaabt Der och, datt den Här Sehovic Iech eng Fro stellt?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech géing gären zwou Froe stellen, déi eng Kéier mam belschen Atompark ze dinn hunn an eng Kéier dann och mam franséischen a mam britteschen. Dat Éischt ass, an de Kolleeg Marc Baum huet et jo schonn ugeschwat, dass mer jo dann och eng Endlagerung brauche fir dat radioaktiivt Material, wat dann net méi gebraucht gëtt. An der Belsch leeft d'Sich no esou engem Endlager schonn zënter enger Rei Joren. An an där Sich sinn och duerchaus Standuerter consideréiert ginn oder souguer favoriséiert gi vun der belscher Regierung, déi guer net esou wäit ewech si vun der lëtzebuergesch-belscher Grenz. Ass den Här Weidig der Meenung, dass dat eng gutt Plaz wär fir d'Endlagerung vun deem Atommüll? Dat wär et par rapport zum belschen Atompark.

An dann, an dat wonnert mech e bëssen, gëschter hutt Der hei ganz vill plädéiert fir Technologieoppenheet, géint staatlech Subventiounen an esou weider an esou virun. Wéi stitt Der dozou, dass de ganze franséischen Atompark staatlech subventionéiert ass an och ouni staatlech Subsiden net kéint fonctionéieren? De franséischen Atombauer ass bankrott gaangen, en huet misse vum Staat opkaaft ginn. Si hunn e Reakter a Groussbritannie gebaut, deen net rentabel gewiescht wär, wann en net mat engem garantéierten Aspeisetariff rentabel gemaach gi wär. Dat heescht, de brittesche Steierzueler bezilt zig Honnerte Milliounen u Steiersuen, fir dass déi Energie iwwerhaapt engem private Bedreiwer duerno da ka Benefissen organiséieren. Wéi stitt Dir dann zu deene staatleche Subsiden an Honnerte-Milliounen-Héicht, déi a Frankräich an och a Groussbritannien un d'Atomindustrie ausbezuelt ginn, fir dass dat eng Technologie ass, déi iergendwou och nëmme finanzéierbar ass?

M. Tom Weidig (ADR) | Also zur leschter Fro, do dréien ech déi Fro ëm: Wat mengt Dir, wat den däitsche Steierzueler huet? Milliarden a Milliarde vu senge Steiersue goufen ausginn, fir wierklech eng vun deene séchersten Atomzentralen op der ganzer Welt ze bauen. Déi hu Milliarde kascht an déi hätten nach gutt kënne fonctionéieren. Déi hätten eng Grondsécherung kënnen duerstellen. Doduerch wär Däitschland och net esou ofhängeg gi vum Gas. All déi Steierzueler, wat mengt Der, wat déi mengen, wa se um Fernsee gesinn, datt op eemol all déi Atomzentralen einfach esou gesprengt ginn?

(Interruptions)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Wéi stitt Der zu de staatleche Subventiounen?

M. Tom Weidig (ADR) | Wéi gesot, dat ass d'Responsabilitéit vum franséische Staat, wat déi maachen. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg, a wa sech e konkreete Fall stellt, da muss ee Pro a Contra kucken an da muss een dann duerno kucken.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dat heescht, staatlech Subside si gutt, soulaang se fir dreckeg Technologië sinn.

(Brouhaha)

Dann nach d'Fro zum Endlager un der lëtzebuergesch-belscher Grenz.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannechgelift, den Här Weidig huet d'Wuert nach, fir eng Äntwert op déi gestallte Froen ze ginn.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, elo hu mer nach déi éischt Fro. Vläicht kënnt Der mer rappelléieren, wat déi éischt Fro war.

(Interruption par M. Meris Sehovic)

A, dat war mam Endlager. Jo, ech hunn dat, ok. Jo, also mam Endlager, do ass et natierlech ganz kloer och wéi bei Cattenom. Et ass fir eis natierlech esou: Mir mussen definitiv kucken, datt do déi héchsten international Standarden agehale ginn. A mir mussen do natierlech och kucken ... Also éischtens ass et jo esou: De franséischen an de belsche Staat, déi maachen, wat se wëllen. Dat ass schonn emol dat Éischt. An dat Zweet, wat natierlech ganz wichteg ass: Mir mussen natierlech andauernd a Kontakt mat hinne sinn a mir musse se forcéieren, datt déi héchsten international Standarden agehale ginn, wa se dann déi Decisioun treffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Weidig.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ok. D'ADR verschléisst sech net géint en Endlager un der belsch-Lëtzebuerger Grenz. Dont acte.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Sou, elo huet den Här Weidig d'Wuert. Hie waart scho laang drop, fir d'Wuert ze kréien.

M. Marc Goergen (Piraten) | Den Här Weidig steet doiwwer.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

Une voix | A!

M. Marc Goergen (Piraten) | Scho besser.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dir stitt scho laang do.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech wollt awer den Här Weidig nach e bëssen erkläre loossen, well et ass net ëmmer esou einfach ze verstoen, wat e wollt soen.

(Interruption)

O, ech verstinn et ganz gutt. Ech hu ganz gutt verstanen, dass och Dir géingt op eemol d'Leit hei an eng Phas bréngen, wou mer hei missten en Endlager ganz no bei der Lëtzebuerger Grenz hu bezéiungsweis Kärkraaftwierker. Also dat hunn ech scho ganz gutt verstane vun der ADR, wou Är Richtung wäert higoen an dass de Lëtzebuerger Bierger bei Iech net geschützt wär virun Atom.

Mir Piraten sinn a bleiwe géint den Atomstroum. Dat ware mer schonn ëmmer. Et muss een och ...

(Interruption)

Jo, mir sinn nach net esou al. Mir waren net derbäi, wéi deemools Cattenom ... Ech war och nach net op der Welt, wéi deemools Cattenom, wéi virdru vun der LSAP gezielt ginn ass a vun deene Gréngen, gegrënnt ginn ass. Trotzdeem kann een awer och als méi jonken, deen deemools nach net derbäi war, wéi Cattenom gebaut ginn ass, géint Cattenom sinn a soen, dass mer mussen aus dem Atomstroum eraus.

An iwwregens aus dem Atomstroum eraus ass och eng gewësse Responsabilitéit, dass zu Lëtzebuerg am Stroummix keen Atom méi dra wär. Ech hu séllege Question-parlementairen iwwert déi lescht siwen, aacht Joer gestallt, an zu Lëtzebuerg ass nach ëmmer Atom am Stroummix mat dran. Net dat, wat hei produzéiert gëtt, mee dat, wat aus dem Ausland importéiert gëtt. Dat variéiert ëmmer tëschent 5 % an 10 %. An et gehéiert awer och do zur Éierlechkeet, dass een eng Kéier géing soen, wa mer eis als Land kloer, an dat ass eng grouss Majoritéit heibannen, géint den Atom positionéieren, dass mer deen dann och net kafen.

Well et ass richteg, wéi virdru gesot ginn ass: Wann Atom haut duerch Subside méi bëlleg ass, ass dat, well de Steierzueler déif an d'Täsch gegraff huet. Well wann een déi reell Zuelen hëlt, dann ass de Solar op 35 Euro d'Megawattstonn, wärend dee bëllegsten Atom op 130 ass, an dat hänkt da vun de Länner a vun hirer Struktur of, mee bis op 490 Euro d'Megawattstonn geet. Dat heescht, et kritt een d'Megawattstonn fir 35 Euro am Solar a 490 Euro am Atom, wann net virdrun e Subsid iwwer Steiergelder dran ass.

Dofir ass et och ëmmer falsch, wat oft och op Social Media vun deene rietse Parteie behaapt gëtt, dass Atom géing de Leit de Stroum méi bëlleg maachen. Am Contraire, op laang Siicht wäert den Atom et souguer méi deier maachen. Well alleguerten déi al Kraaftwierker, wou d'ADR hei déi Lobeshymnen drop gehalen huet, déi mussen a Stand gehale ginn. An dat kascht Milliarden. An dat wäert de Stroumpräis nach eng Kéier an d'Luucht dreiwen an dann ass et de Konsument, och zu Lëtzebuerg, deen herno wäert musse méi fir de Stroum bezuelen. A wann et dat ass, wat d'ADR wëll, da musst Der dat awer och éierlech hei soen, wann Der dat wëllt, Här Weidig, dass Der dat hei wëllt, dass de Stroumpräis zu Lëtzebuerg och géing an d'Luucht goen.

Jo, Solar huet e Problem, an dat ass: D'Sonn schéngt net ëmmer. Däers sinn ech mer scho laang bewosst. Dofir hat ech d'lescht Joer och eng Motioun matbruecht fir d'Batterien an d'Batterië virun allem doheem, well do, wou de Solar produzéiert gëtt, soll en och gespeichert ginn. Dat war bal déi selwecht Zäit, et war den 22. Oktober d'lescht Joer, wou déi Motioun war. A leider gouf se ofgeleent.

Ech hunn awer elo héieren, dass den Här Delles an Tëschenzäit eng Ouverture gemaach huet, och wann deemools d'Motioun ofgeleent ginn ass, dass an Tëschenzäit awer dru geduecht gëtt, dass och an de privaten Haushalter e Subsid soll kommen, fir d'Batteriespeicheren.

(Interruption par M. Lex Delles)

Gelift? Jo, den Här Delles confirméiert, dass dat wäert kommen. Well et ass do, wou mer se musse speicheren. Dat heescht, och wann d'Motioun d'lescht Joer ofgeleent ginn ass, kënne mer awer zefridde sinn, dass dann ab nächstem Joer wäerte Subside kommen. Well de Problem ass: Vill Leit hunn hir Solaranlag gemaach gehat, se haten awer de Batteriespeicher net direkt. An dofir soll dann elo e passende Subsid kommen.

Well et ass d'Infrastruktur, déi herno wäert spillen. Den Ënnerscheed zum Atom ass nämlech, dass déi erneierbar Energië meeschtens lokal produzéiert ginn a sollen do konsuméiert ginn. Awer wa grad eebe keng Loft ass oder keng Sonn, da soll se awer op d'mannst do gespeichert ginn. An dat ass eppes, wou de Staat muss agräifen, well dat ka sech och just finanzéieren, wann een d'Infrastruktur staatlech zur Verfügung stellt. Well och da wäerten d'Präisser fir d'Konsumenten erofgoen.

Wat dat Europäescht ubelaangt, ënnerstëtze mir all d'Motiounen, déi déi gréng och mat eraginn hunn – mir hu se och ënnerschriwwen –, fir weiderhin europäesch dergéint virzegoen, dass Atom wäert salonsfäeg ginn. Dat ass fir eis nächst Generatioune ganz bedenklech. An et ass wierklech e Countdown, deen all Dag iwwer all Atomkraaftwierk hei an Europa leeft, wat ka vun engem Moment op deen aneren an d'Luucht goen. An da sëtze mer alleguerten am Kacka.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert.

Une voix | Quel langage!

(Interruption par M. David Wagner)

M. Fernand Etgen, Président de séance | O, pardon. Jo, genau. Den Här David Wagner huet d'Wuert als leschte Riedner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee, et ass net Äre Feeler. Ech hat vergiess, mech anzeschreiwen. Mee mat deene Sëtzunge moies an esou weider ... Bon, soit.

Här President, gëschter an der Debatt iwwert d'Aussepolitick hat ech vill iwwert d'Gefor geschwat, déi vum Rietsextremismus ausgeet a vun deene politesche Kräften, déi e salonfäeg maachen. Besonnesch sinn ech op d'Verbindung tëscht der Schwächung vun der Klimapolitick engersäits an dem Opkomme vu rietse bis rietsextreeme Gesellschaftsentwërf anerersäits agaangen. D'Renaissance vum grousse Stellewäert vun der Atomenergie an der Energie- an Industriepolitick an de rezente Jore kann een och net komplett ausserhalb vun dëser politescher Entwécklung an Europa gesinn.

Selbstverständlech ass eng Technologie aleng ni politesch. Mee den Ëmgang an d'Instrumentaliséierung vun enger Technologie ass eminent politesch. Et ass eleng am Benelux zum Beispill schonn evident, dass Allianzen tëschent rietsen a rietsextreeme Parteie ganz direkt mat engem radikale Wiessel beim Ëmgang mat der Atomenergie zesummefalen. Dat ass an Holland de Fall mat der Annonce vum Bau vun neie Kraaftwierker uganks 2024, nodeem dem Geert Wilders seng Partei an d'Regierungskoalitioun agetruede war. Dat ass natierlech an der Belsch de Fall, wou d'Regierung ënnert dem Bart De Wever vun de flammänneschen Nationalisten den Ausbau vun der Nuklearenergie als eng vun de Prioritéiten huet. E bësse méi wäit ewech an Italien, dat säit 1990 per Referendum keng Atomkraaftwierker méi bedreift, mee wou d'Regierung Mussolini (veuillez lire: d'Regierung Meloni) dat elo gekippt huet an erëm ufänke wëll, ...

(Interruption)

... Kraaftwierker ze bauen. Verwonnerlech ass dat net. Keng aner Energieproduktioun ass esou hierarchesch an zentralistesch organiséiert wéi en Atomkraaftwierk. Dës Eegenschafte vun Atomkraaftwierker erméiglechen eng staark Disziplinéierung vun der Aarbecht. Vu kenger Energiequell geet méi e groussen direkte Risiko fir d'Liewen aus, an éischter Linn natierlech fir d'Aarbechter am Wierk. Keng aner ass méi opak a manner gräifbar a verständlech fir d'Bevëlkerung wéi d'Atomkraaft. Dat alles erkläert och, firwat et ëmmer grouss zivillgesellschaftlech Mobiliséierunge géint Atomkraaftwierker gouf a firwat d'Gewerkschaften historesch um Ursprong vun deene Beweegunge stoungen.

Här President, zu Lëtzebuerg hu mir mat der Regierung CSV/DP och e Wiessel an der Atompolitick gesinn. Deen huet net déi selwecht Ausmoosse wéi an

den Nopeschlänner. An offiziell bleift d'Regierung och op der Linn, fir d'Fermeture vun de Kraaftwierker zu Cattenom, Doel an Tihange ze froen.

Dat fanne mir och richteg a mir ënnerstëtzen d'Regierung och bei hiren hoffentlech vehementen Interventiounen, fir op d'Schléissung vun deenen Zentralen hinzewierken, och wann dat aller Viraussiicht no keen Erfolleg wäert hunn.

Allerdéngs halen de Versteesdemech an d'Kohärenz do fir eis op, well doriwwer eraus huet d'Politick sech verännert. D'Regierung ass elo net méi richteg géint den Ausbau vun der Atomkraaft, mee se seet, se wier fir den Ausbau vun den erneierbaren Energien. De Premierminister geet méi wäit a vertrëtt d'Positioun, dass d'Atomkraaft an der Zukunft eng wichteg Roll misst spillen. Dat sinn u sech déi nei Téin.

Dës Regierung huet de Recours beim Europäesche Geriichtshaff géint d'Decisioun vun der EU-Kommissioun, fir d'Atomkraaft an de Gas als propper Energien an der Taxonomie anzestufen, geierft, awer ouni grouss Begeeschterung. Dofir verzicht se elo och drop, zesumme mat Éisträich an Appell ze goen, wou mer an enger Äntwert op eng Question parlementaire ... D'Äntwert war relativ komesch. Jo, d'Bier wier elo geschielt. Also fir d'Regierung, wann een an Appell geet, dann ass d'Verfaren eriwwer. Et ass relativ erstaunlech an enttäuschend. Mee dat ass entlarvend.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dat ass och wierklech net verwonnerlech, well d'Atomkraaft ass fir dës Regierung just dann e Problem, wa se e Sécherheetsrisiko duerstellt op eise Grenzen. Wa se allerdéngs déngt, fir Investitiounen op eiser Finanzplaz kënne gréngzewäschen, dann ass de Sécherheetsrisiko net méi esou zentral, soulaang Lëtzebuerg en net droe muss.

Op wirtschaftlechem Niveau ass de Schued duerch de Revirement a Saachen Atompolitick op EU-Niveau scho geschitt, an dee verdäitlecht och, wéi inkohärent d'Positioun vun der Regierung ass. Et gëtt nämlech ëmmer méi kloer, datt Investitiounen an erneierbar Energië verdrängt wäerte ginn duerch de Finanzéierungsbedarf an Erneierbarer (veuillez lire: an d'Atomenergie).

D'EU huet an hirem aachten Investitiounsplang an d'Atomenergie e Bedarf vun 241 Milliarden Euro bis 2050 vir. Dëse Plang gesäit och elo entre-temps en Ausbau vun de Capacitéite vir. D'EU huet virun e puer Wochen en Handelsaccord mat den USA ofgeschloss, wou d'EU iwwer dräi Joer Energieimporter mécht an Héicht vu 750 Milliarden Euro. Am Viséier nieft Flëssegas sinn nuklear Brennstoffer, nuklear Technologien, ënner anerem fir déi kleng modular Reakteren ze bauen. Kee Wonner, dass d'IAEA vun engem neien Zäitalter fir d'Atomenergie schwätzt.

D'Gefor huet also kloer Konturen. D'Atomkraaft verdrängt déi erneierbar Energien. Se ass net complementaire. Dat gesäit een aleng schonn um Investitiounslach, wat et aktuell gëtt bei der Energietransitioun. D'OECD chiffréiert dat Lach op 2.700 Milliarden Dollar bis 2035. Europa huet d'lescht Joer e ganz massiven Abroch vun den Investitiounen an d'Solarenergie erlieft. Et geet also an déi falsch Richtung a mir schafe potenziell nei Ofhängegkeeten, wann den hisegen Ausbau vun den erneierbaren Energië gebremst gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wären d'Wuertmeldunge vun den ageschriwwene Riedner erleedegt.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech mengen, dass dat heiten eng ganz wichteg Debatt ass. Dofir soen ech och nach eng Kéier deene Grénge Merci, dass mer hei kënnen driwwer schwätzen.

An ech wëll och hei direkt op déi éischt Fro äntweren, déi d'Madamm Welfring gestallt huet, an zwar: Si Gas an Atom nohalteg Energien? Ganz kloer: Nee. Dofir hu mer jo och dee Recours, dee gemaach ginn ass, net zréckgezunn. Mir si mat dohinner gaangen. A quant au fond si mer nach ëmmer derfir.

Mir mussen awer och esou éierlech hei sinn, dass mer soen, dass et virum Geriichtshaff net ëm d'Fro gaangen ass: Ass et nohalteg oder net? Mee d'Fro war: Kann déi Decisioun do geholl ginn? Och wa mir am Fong nach ëmmer als Regierung ganz kloer do hannendru stoungen, mir stinn d'nämmlecht wéi déi Regierung virdrun, hu mer awer d'Urteel gekuckt. A wann Der vun der Demokratie schwätzt, vun demokratesche Wäerter schwätzt, da muss een awer och dovunner schwätzen, dass mer en Urteel unhuelen, well mer gesinn, dass mer juristesch keng Argumenter hunn, obwuel mer am Fong averstane sinn. A genau dofir gi mer net méi an de Recours. An en plus wësse mer am Moment nach net zu dësem Moment, ob Éisträich an Appell geet oder net. Mir kruten do nach keng Confirmatioun. Dat just dozou.

Dir sot, et gëtt héich Zäit, dass d'Regierung zu Pëtte kënnt. Ben, ech mengen, dass mer hei eng proaktiv Anti-Atom-Positioun hunn, dass mer ganz kloer fir d'Schléissung si vun deenen dräi Atomkraaftwierker, déi ronderëm eis sinn, dass een awer och zur Éierlechkeet muss dobäi soen – an Dir waart och an der Regierung –: An der Regierung virdru sinn déi Saachen och op deene verschiddenen Niveaue mat eisen Nopeschlänner geschwat ginn, sief et Frankräich, sief et d'Belsch. A genau dat féiere mer och elo virun.

An eis elo ze soen, mir wären do manner ambitiéis: Nee, mir maache genau dat nämmlecht. D'Resultat bei dëser Regierung, muss ee soen, ass nach net ganz grouss gewiescht. Mee bei där virdru war et dat och net! Mir diskutéiere mat eisen Noperen a mir intervenéieren och an all Reuniounen, sief et mat där franséisch-lëtzebuergescher, sief et mat der belscher, wou mer iwwert d'Sécherheet schwätzen, ëmmer erëm, dass mer Froe fir d'Fermeture, dass mer Sécherheetsbedenken hunn, dass mer technesch Donnéeë ginn, dass mer juristesch Argumenter bréngen. Mee et muss ee soen, dass mer bei all deem Engagement nach ëmmer kee Resultat hunn. Dat ass richteg. Mee eis Positioun ass kloer an eis Positioun am Conseil ass och ganz kloer.

Une voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech mengen, dass, wa mer hei vun deene verschiddene Sujete schwätzen, mer eis awer bal alleguerten eens sinn, ausser vläicht eng Partei, dass Atom net d'Zukunft ass. An dat erfreet mech awer och, dass mer eng ganz breet Majoritéit hunn, déi op där enger Säit seet: „Atom ass net d'Zukunft", op där anerer Säit seet: „Mir musse massiv an déi erneierbar Energien investéieren", well genau dat ass eist Objektiv.

Ech komme just nach ganz kuerz drop zréck, fir Iech et awer och mat Datumen ze beleeën. An de Reunioune vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire, déi 2024 war an 2025 war, hu mer als Regierung ganz kloer a systematesch d'Positioun géint d'Lafzäitverlängerung vu Cattenom ënnerstrach a mir hunn der franséischer Säit eng ganz Rei vun techneschen a prozedurale Lacunnen, déi et gëtt, nach eng Kéier ënnerstrach.

Mir hunn awer och duerchgesat, dass aktiv am Kader vun der grenziwwerschreidender Ëmweltprüfung zur Lafzäitverlängerung vun der Centrale vu Cattenom Lëtzebuerg consultéiert gëtt. Dat hu mer als Regierung och nach eng Kéier an déi Diskussioune mat erabruecht.

Mir hunn am September 2024 e ganz kriteschen Avis zur Lafzäitverlängerung un déi franséisch Autoritéite geschéckt, wou mer eebe grad déi technesch Problemer an och do nach eng Kéier déi konkreet Fuerderunge mat erabruecht hunn.

Mir hunn eis awer och an deene verschiddenen Etappe vun der Lafzäitverlängerung aktiv manifestéiert an och de Kontakt mat eisen Noperen an der Groussregioun gesicht. An och do ass dat keng Neiegkeet. Dat hu mer och schonn déi lescht zéng Joer als Lëtzebuerg gemaach, soudass mer do ganz kloer op enger Linn sinn. An eis virzewerfen: „Kommt zu Pëtten!", fannen ech hei ganz onfair.

Dat nämmlecht awer och bei Tihange 3. Do hu mer e puermol bei de belschen Noperen intervenéiert. An d'Commission mixte belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire ass ugeschwat ginn, déi och den 3. Abrëll 2025 zu Lëtzebuerg war a wou mer och do erëm eng Kéier intervenéiert hu genau op deenen dote Punkten. Also, wannechgelift, reprochéiert eis vill, mee dat doten awer net, dass mer eppes hei net maachen oder eppes net duerchgesat kréien, wat och déi Regierunge virdrun net duerchgesat kritt hunn. An ech war selwer Member do. Ech weess jo och, wéi et war.

Zu der Allianz vun de Gemengen: Ech mengen, dass et e ganz wichtege Volet ass, déi Allianz vun de Gemengen erëm opliewen ze loossen. Well jo, Dir hutt et richteg gesot, den Henri Kox huet déi agefouert. An ech war selwer deemools nach Buergermeeschter vu Mondorf, wéi mer och dobäi waren. A mir souze ganz oft an der grénger Fraktioun zesummen, fir doriwwer ze schwätzen. Ech sinn och ganz frou, dass den Tom Jungen vun der LSAP déi eebe grad erëm eng Kéier opliewe gelooss huet, fir kënnen do weider drun ze schaffen, fir dass mer eebe grad do nach eng Kéier weisen, wéi wichteg et ass. Mee et ass awer och e Ben Ries vu Jonglënster, et ass e Laurent Zeimet vu Beetebuerg, déi och alleguerte mat dobäi sinn, d'Carole Hartmann vun Iechternach, déi och mat dobäi ass, d'Madamm Beissel streckt de Fanger och aus, déi och mat dobäi ass.

(Hilarité)

Wien ass nach mat dobäi? Et ass elo de Moment. Den Här Zeimet hunn ech schonn, d'Madamm Weydert ass Member. Et gesäit een also, just fir ënnert dem Stréch zum Punkt ze kommen, dass ...

M. Gusty Graas (DP) | Nennt d'Gemengen! Dat ass méi richteg.

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift.

(Interruptions)

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ausser ... De Gusty Graas ass och dobäi.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Dir braucht elo net jiddwereen opzezielen. Fuert elo mat Ärem ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | O, ech mierken awer, dass ...

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, ech hunn ... Trotzdeem, Är Zäit ass net laang genuch.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat wëll ech awer grad soen. Ech hunn nach zwou Minutten. Ech hunn nach zwou Minutten, soss gi mer net fäerdeg.

Et gesäit een awer, wéi breet eebe grad dat doten an der ganzer Politick gedroe gëtt an dass d'Meenung ganz kloer ass, fir géint d'Lafzäitverlängerungen a fir d'Fermeturë vun deenen dräi ze goen. Dofir musse mer weiderkomme beim Ausbau vun den erneierbaren Energien. Dofir musse mer och weiderkommen.

A just fir e puer Zuelen ze nennen: Mir gesinn, wéi wichteg dass den Undeel vun den erneierbaren Energien an der EU ass. Den Undeel läit bei 65 Gigawatt fir Solar, 13 Gigawatt fir Wand an der ganzer EU op den Dag vun haut. Dat entsprécht 60 Atomkraaftwierker. Do gesäit een also, wéi séier mer scho weiderkommen an den erneierbaren Energien a wéi wichteg dass et ass, dass mer do weiderkommen. An déi international Energieagence seet, dass den Undeel vum Atom tëschent 2040 an 2050 an der EU bei 15 % wäert leien a vun den Erneierbare bei bis zu 85 %. Do gesäit een also, dass mer d'Linn hei ganz kloer hunn.

An ech weess, gëschter ass iwwert de Verbrennerverbuet hei diskutéiert ginn. Mir brauchen an der EU kloer Linnen, wou mer soen: Wouhinner geet et? Wou kënne mer investéieren? Wéi gesäit d'Zukunft aus? An dat sinn déi erneierbar Energien. A grad dofir hu mer zum Beispill den „Einfach – Séier – Erneierbar"-Prozess ugefaangen, fir méi Wandrieder kënnen ze bauen, fir méi Solar kënnen ze bauen, an dat ëmmer erëm an der Akzeptanz vun de Leit ze kucken, dass mer eebe grad méi Autonomie zu Lëtzebuerg kréien.

An d'Zuelen, déi mer op der Energieauer gesinn, weise ganz kloer d'Tendenz, wou mer higinn. 22 % graff vun der Produktioun hu mer elo mol iwwerhaapt op eisem eegenen Territoire vun erneierbaren Energien, déi mer och kënne benotzen. An den Haushalter hu mer erneierbar Energien hei zu Lëtzebuerg. An dofir ass et eebe grad d'Positioun vun der Regierung, d'erneierbar Energië massiv auszebauen, fir dass mer op där enger Säit déi Autonomie zu Lëtzebuerg hunn, wou mer selwer en Afloss op eisen Energiepräis hunn, fir dass mer méi onofhängeg si vun Decisiounen, déi op anere Plaze geholl ginn.

A mir ënnersträichen awer och nach eng Kéier dat, wat d'Madamm Welfring gesot huet: Atomenergie ass deier, funktionéiert net, wa se net staark subventionéiert respektiv bezuelt gëtt an haut Reaktere wëllen ze bauen, ass eng ganz léif Erklärung, mee da schwätze mer vun engem Zäitraum vun 20 Joer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Minister. Wëllt Der elo direkt Froe stellen? Well d'Regierung huet nach siwe Minutten Zäit, fir hir Propose fäerdeg ze maachen. Ech géing proposéieren, datt mer dat duerno maachen. An da gi mer dem Ëmweltminister d'Wuert.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Ech mengen, dës Regierung bekennt sech ganz kloer zu den erneierbaren Energien, an déi soll een och massiv ausbauen. Den Energieminister huet dat elo hei kloer och nach eng Kéier ënnerstrach. An doweinst huet dës Regierung jo och deen Energiedësch gehat tëschent dem Staat an de privaten Acteuren, déi mer brauchen, an de Gemenge virun allem och, déi mer brauchen, fir do kënnen e méi séiere Schratt no vir ze kommen.

Dorauser sinn 51 konkreet Mesüren erauskomm, woubäi et zum Beispill ganz wichteg wäert sinn, datt mer d'Delaien natierlech iwwerall verkierzen, méi séier kënne virukommen. A mir hunn och schonn an déi legislativ Prozedur d'Ëmsetzung vun der europäescher RED-III-Direktiv ginn, déi méi kloer a vill méi kuerz Delaie fir d'erneierbar Energië virgesäit. Déi kënnen da prioriséiert ginn. Dat läit do. Dat muss nach hei duerch dat héicht Haus goen an da kënne mer dat applizéieren.

Et ass awer ausdrécklech ze begréissen, datt mir hei zu Lëtzebuerg well och e Konsens hunn, och bei de Gemengen, datt déi meescht Gemengen op dee Wee ginn, fir d'erneierbar Energië voll a ganz ze ënnerstëtzen, sief dat Solarenergie oder sief dat Wandenergie, an natierlech och dee klore Message vun onse Gemenge géint d'Atomenergie, wou se och d'Regierung op hirer Säit hunn. An ech wéilt dofir och all de Gemenge Merci soen, besonnesch ervirhiewen elo d'Initiativ, déi d'Südwestgemenge geholl hunn, fir ze kucken, datt si och an hirer Regioun kënnen ons gemeinsam Ziler vum PNEC ëmsetzen an do an deenen nächste Joren, géint der Mëtt vun den 2030er-Joren, energieautark kënne ginn. An do kënne se och voll a ganz op eis zielen.

Mir hunn doweinst, den Här Delles an ech selwer, mat deene Gemengevertrieder a mat deem Bedreiwer, mat deem se wëllen déi Wandrieder bauen, eng Reunioun gehat virum Summer, wou mer en éischten Austausch haten a wou mer dunn en informellen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff hunn, fir ze kucken, wat opsäite vum Staat alles nach muss gemaach ginn, fir datt mer wierklech kënnen eis Ziler méi séier erreechen.

An den Ëmweltministère wäert do och eng Haaptroll an e Lead mat iwwerhuelen, fir datt och do d'Ëmweltprozedure séier wäerte kënne gemaach ginn, fir datt mer séier weiderkommen an deem Beräich an am Süden, och Westen ufänke wäerten, fir och déi Wandrieder kënnen endlech ze bauen, déi do gebraucht ginn. A mir wäerten eng weider Reunioun elo geschwënn hunn, fir de Point ze maachen, déi eis da wäert erlabe kënnen, och an der Ëffentlechkeet duerno e Plang ze annoncéieren, wéi mer dann elo an deenen nächsten zwee bis dräi Joer konkreet kënne weiderkommen, fir déi eenzel Wandrieder och am Südwesten ze erméiglechen. An dat soll dann och e Virbild si fir all déi aner Regiounen aus dem Land, fir och déi Gemengen, déi sech wëllen zesummeschléissen. Wa si och mat hirer Bevëlkerung zesummen a voller Transparenz wëlle virugoen, da kënne se op dës Regierung zielen an da kënne mer dat, wat mer do elo zesumme mat de Südwestgemenge wäerten unhuelen, och als sougenannte „Blaupause" huelen, fir dann och an deene Regiounen no vir ze kommen.

Natierlech dreiwe mer awer och parallel déi ganz Dezentraliséierung, awer och dee ganzen Ausbau vun eisem Stroumreseau no vir. An dës Regierung huet dann och endlech d'Decisioune geholl vum éischten Tracé vun der Héichspannungsleitung, déi muss ausgebaut ginn, nämlech déijéineg, déi vun Aach erofgeet bis op Bartreng, déi mer wëllen ausbaue vun 220.000 op 380.000 Volt, well déi ganz Dekarboniséierung brauch natierlech vill méi Stroum. Et ass eng Elektrifizéierung, déi mer musse maachen. Eis Reseaue mussen dat hierginn.

Do läit den Tracé elo fest. Do kann elo Creos ufänken, konkreet an d'Phas ze goen, fir dat ze bauen. An dat wäerte mer och nach mat deenen anere Stroumleitunge maachen, fir datt mer och herno genuch Stroum hunn, fir datt alles, wat vun deene Wandenergien, PV-Anlage produzéiert gëtt, och an d'Netz kann agespeist ginn, awer och dezentral ka gesteiert ginn. Déi ganz Späicherkapazitéit, déi den Här Delles op de Wee bruecht huet, dat ass e kohärent ganzt Konzept, fir datt mer kënnen och wierklech mat den erneierbaren Energien hei massiv no vir goen an eis Ziler do fir eis Leit a fir eis Natur och kënnen erreechen.

Bon, ech mengen, den Här Delles ass schonn e bëssen agaangen och op d'Kompetenze vun der Regierung, déi se huet. Dat läit e bësse gedeelt tëschent der Direktioun vun der Santé, der Energie an dem Ëmweltministère, wann am Ausland, an eisen Nopeschlänner, Atomkraaftwierker sollen entweeder gebaut gi respektiv ausgebaut ginn, wat dann d'Prozedure sinn, déi lafen, a wat mir da maachen, fir datt mer och kënnen an déi Consultatioune mat erakommen. Dat ass alles baséiert op der Espoo-Konventioun aus dem Joer 1991, déi duerch d'europäesch Direktiv aus dem Joer 1992 iwwert d'EIE (ndlr: Évaluation des incidences sur l'environnement) ëmgesat ginn ass, déi virschreift, datt een, wann e Projet an engem Ursprongsstaat kéint eng Auswierkung op d'Ëmwelt vun engem Nopeschstaat hunn, da muss dat Land informéiere respektiv datt dat Land dann e Recht huet, fir och Informatiounen ze kréien a fir schonn an déi EIE-Prozedur vun Ufank u matagebonnen ze sinn. An dat gëllt och well no enger Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff bei Lafzäitverlängerungen. Doweinst hunn déi viregt Regierung an och dës Regierung sech do ëmmer ageschalt an déi Informatioune gefrot vun eisen Nopeschlänner, wa se dat gemaach hunn.

Elo spezifesch fir Cattenom, fir Doel a fir Tihange: Aktuell leeft déi Prozedur fir de véierte Réexamen périodique, well a Frankräich gi jo dann all d'Reakteren an engem Intervall vun zéng Joer dëser Prozedur ënnerzunn a se ginn dann evaluéiert, ob se nach eng Kéier kënnen zéng Joer weider bedriwwe ginn. An da gëtt eeben och d'Auswierkung op d'Ëmwelt evaluéiert. An déi gëtt ëmmer an zwou Phasen ënnerdeelt. Eng sougenannt Phase générique. Dat ass eng reng innerfranséisch Phas. Déi ass actuellement en cours. An an dëser Phas ginn dann déi allgemeng Preskriptioune fir all d'Reakter vun enger bestëmmter Kategorie festgeluecht. Déi leeft. An da gëtt et d'Phase spécifique. An an dëser Phas ginn dann all déi allgemeng Preskriptioune gekuckt, déi sech op déi eenzel Reakteren applizéieren. An an dëser Phas ass dann och d'Consultatioun mat den Nopeschlänner. Dozou gehéiert och Lëtzebuerg.

Wat huet d'Regierung hei gemaach? Ma mir hunn de Mechanismus vun der Espoo-Konventioun ganz fréi aktivéiert mat engem Bréif de 4. Juni 2024, wou mir selwer un de franséische Focal Point fir d'Espoo-Konventioun ... A mir kruten och eng formell Äntwert vu Frankräich. An hei gouf eis eng Consultatioun vun alle Länner am Ëmkrees vun 1.000 Kilomeeter verséchert, dat heescht also och mir. De franséische Code de l'environnement ass och entre-temps geännert ginn an deem Sënn. An och am Kader vun anere Gremie gëtt déi Lafzäitverlängerung vu Cattenom reegelméisseg ugeschwat. Den Här Delles ass drop agaangen. Dat ass zum Beispill déi järlech Reunioun vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise, wou mir och vertruede sinn. A bei der Reunioun den 13. Juni zu Paräis huet de Representant vum Ëmweltministère och d'Obligatiounen am Kader vun der Espoo-Konventioun rappeléiert a mir kruten och déi entspriechend Zousécherung vu Frankräich.

Dem aktuellen Zäitplang no – ech maachen nach just dee Punkt hei fäerdeg – wäert d'Consultatioun fir de Reakter Nummer 1 zu Cattenom am Joer 2029 stattfannen an déi fir d'Reakteren Nummer 2 an 3 am Joer 2032. A fir de Reakter Nummer 4 gëtt et nach kee previsionellen Datum. An deem Kader wäert jiddefalls den Ëmweltministère och nees d'Koordinatioun vun der Lëtzebuerger Positioun zu de potenziellen Ëmweltauswierkungen iwwerhuelen an déi concernéiert national Autoritéiten och alleguerten ëm Avis froen. Mir iwwerhuelen déi koordinativ Aarbecht. Mee d'Regierung ass proaktiv a waart net bis 2029 an huet sech scho wärend der Phase générique, der renger innerfranséischer Phas, mat Avisen abruecht, sou zum Beispill mat engem Avis zu den technesche Preskriptioune fir de Réexamen périodique, dee vun der Direction de la santé ausgeschafft gouf a Consultatioun mat dem Wirtschafts-, Aussen- an Ëmweltministère. An dat selwecht gëllt och fir Doel an Tihange, wou ech awer elo net méi am Detail kann drop agoen, well meng Zäit ofgelaf ass. Mee dat just, fir Iech d'Informatiounen ze ginn, wéi mir och alleguerten déi Moyenen notzen, déi mer kënnen hunn, fir bei Lafzäitverlängerunge respektiv dem Bau vun neie Reakteren och ons Positiounen da ganz kloer an däitlech ze vertrieden.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn eng Froestellung. Am Fong si keng Froen hei bei der Heure d'actualité elo virgesinn, mee, Här Minister, Dir musst soen, ob Der se akzeptéiert. Wann Der se akzeptéiert, loossen ech se awer gär zou.

(Assentiment)

Awer dofir, Här Goergen, ganz, ganz kuerz.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz, ganz kuerz. An ech ginn dem Minister och a sengen Analyse Recht. Dee leschte Saz, deen e sot, ass: „D'Leit weiderhin ënnerstëtzen, wa se selwer Sonnenenergie op hirem eegenen Daach maachen." Mir hunn awer am Moment de Problem, dass Der fir déi Sonnenenergie, déi Dir maacht, zum Beispill elo 3 Cent kritt hutt, wann Der se an de Reseau ginn hutt. Zur selwechter Minutt, wann d'Wollek fort ass, kritt Der se fir 16 Cent erëm zréckkaf. Dat ass awer problematesch, well alleguerten déi Leit, déi eng Solarenergie gemaach hunn, kréie fir dat, wat se an d'Netz aspeisen, quasi näischt iwwert den dynameschen Tarif, wärend dee selwechte Fournisseur et hinnen eng Minutt drop fir 16 Cent zréckverkeeft. Wa mer d'Leit awer wëllen do mathuelen, ech mengen, do misst een awer eng Kéier intervenéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Ma grad dofir hu mer jo zwou verschidden Zorte vun Aiden. Dir schwätzt hei vu Leit, déi 50, 62,5 % op den Invest krute fir d'Autoconsommatioun. A wann ech e Subsid kréien, fir eng Autoconsommatioun ze maachen, da kann ech net och nach froen, e festen Aspeistariff ze kréien. Well wann ee seet: „Ech wëll nëmmen aspeisen", da si mer op där anerer Säit am Deel, wou et keng Direkthëllef gëtt, mee wou d'Leit eng Anlag bauen an dann e festen Aspeistariff kréien, egal wéi de Präis vun der Energie um Spotmarché ass.

Mee zu deem, wat Der sot, just vun der philosophescher Approche, muss ee soen, dass genau dofir jo d'Batteriëstrategie e wichtege Volet ass, dass, wann ech mer meng eegen Anlag dohinner bauen, ech och e Späicher hunn, fir kënne meng Energie dann ze notzen, wann ech se brauch, well da gi se onofhängeg vun exzessiven Energiepräisser.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Fayot, och kuerz.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, ech kann dat elo hei maachen. Ech kann et och am Kader vun enger vun de Motioune maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Da maacht et léiwer am Kader vun der Motioun. Da geet et an engems. Merci fir d'Versteesdemech, Här Fayot.

Motions

An da komme mer direkt zu de Motiounen. Et sinn dräi Motiounen hei deposéiert ginn, allen dräi vun der Madamm Welfring.

Motion 1

Ech ginn dovunner aus – d'Madamm Welfring hat se erkläert –, datt mer elo direkt d'Stellungnamen dozou huelen. Här Fayot, da kritt Dir direkt d'Wuert. An dann hunn nach aner Wuertmeldungen den Här Emering, den Här Boonen, den Här Weidig. Ok. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Wonnerbar. Merci, Här President. Jo, déi Motioun hei, mir hunn déi mat ënnerschriwwen, mir wäerten déi och natierlech matdroen. An ech wollt an deem Kontext och dem Här Minister eng Fro stellen, well en a senger Interventioun gesot huet, dass mer decidéiert hätten, kee Recours ze maachen an der Regierung, well et keng Argumenter géif gi géint dat Jugement.

Bon, ech hunn dat natierlech am Detail gelies. An ech muss soen, dass et eng Decisioun ass, déi awer trotzdeem eng, ech soen elo mol, ganz permissiv Approche huet par rapport zu, éischtens, der Kommissioun hirem Mandat. Et kann een duerchaus an, mengen ech, relativ einfach plädéieren, dass hei en Excès de pouvoir vun der Kommissioun ass, well se am Fong eng Lektür huet vun deem Reglement, déi wäit erausgeet iwwer hiert Mandat, wat am Fong och ass, fir wierklech am Sënn vun der Nohaltegkeet e Reglement iwwer propper Energien an hir Finanzéierbarkeet ze fannen, an dass se dat net gemaach hunn.

Zweetens kann een och soen, dass et e Problem gëtt mam Principe de précaution, deen net genügend gekuckt ginn ass, an och, wéi gesot, eng komplett an holistesch Aschätzung vun de Risiken a Schied vum Nucleaire feelt an deem Jugement.

Dat heescht, et gëtt duerchaus Argumenter, fir hei géint dee Jugement en appel ze goen. An ech mengen och, nach eng Kéier am Sënn vun enger strateegescher Approche zu där ... Wann ee wierklech wéilt géint den Nucleaire plädéieren, och um europäesche Plang, dann, mengen ech, géif ee Recours maache géint déi Decisioun an et hätt een duerchaus och gutt juristesch Argumenter awer och um Fong, um Kär vun der Saach, fir ze soen: „Hei ass eng Energie, déi an där Taxonomie ass, déi absolutt näischt do verluer huet, well se net nohalteg ass, well net gekuckt gëtt op de Käschtepunkt vun der Extraktioun, well net gekuckt gëtt op de Käschtepunkt vun der Endlagerung, vun der Wartung, vum ekonomesche Sënn, awer och vum ekologeschen Impakt."

An ech mengen, dofir ass déi Decisioun vum Tribunal eng problematesch Decisioun. An ech sinn net bei Iech, wann Der mer sot, dass et do keng valabel Argumenter gëtt, fir hei e Recours ze maachen. Ech mengen, de Contraire ass wouer.

M. Claude Wiseler, Président | Mir maachen elo den Tour vun all deenen, déi d'Wuert zu der Motioun gefrot hunn an da kritt den Här Minister zum Schluss vun deem Tour d'Wuert. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, et ass eng Decisioun vun der Regierung, déi schonn e puermol däitlech kommunizéiert ginn ass, dass weeder Recours géint dat Jugement hei nach eng Kéier geholl gëtt, nach dass e Recours géint aner Länner wäert geholl ginn, well mer der Meenung sinn, dass mer sollen hei am Land alles maachen, wat mer kënnen, fir d'erneierbar Energië weiderzedreiwen. Ech mengen, dat ass jo och de Moien hei kloer an däitlech gesot ginn.

Mee dass et awer falsch ass, grad wéi den Här Goergen jo och gesot huet, grad an Zäiten, wou mer nach ëmmer groe Stroum importéieren, deenen anere Länner virzeschreiwen, wat se ze maachen hunn. An dat ass e bëssen de roude Fuedem, dee sech net just duerch déi éischt Motioun hei zitt, mee duerch déi dräi Motiounen, wou mer genau dat doten einfach problematesch gesinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Bon, ech rejoignéieren hei dat, wat den Här Emering gesot huet. D'Regierung huet hei kloer Faarf bekannt. An ech hunn et virdrunner a menger Interventioun gesot: Mir duerfen eis awer och net verléieren an engem juristeschen ... Pardon fir d'Kolleegen alleguerten heibannen, mee ech sinn elo kee Jurist. Mee mir hunn awer eng kloer Zilsetzung, an dat ass, déi erneierbar Energien auszebauen. An dorop solle mer eis fokusséieren.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mat der heiter Motioun géife mer eis weider isoléieren um internationalen Niveau. An ech mengen, et ass halt sou decidéiert ginn a mir sollten och net deenen anere Länner do draschwätzen. An duerfir wäerte mir dat net matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech froe mech wierklech, ob d'Regierung sech a Wierklechkeet net freet iwwert dat Urteel vum Europäesche Geriichtshaff. Well a mengen Aen ass dat jo déi eenzeg Erklärung, firwat d'Regierung decidéiert, net deemno wéi en appel ze goen, e Recours ze huelen, zesumme vläicht och mat Éisträich. Ech mengen, den Här Fayot huet jo eng ganz Partie juristesch Argumenter opgelëscht, déi et awer méiglech maachen, datt een an deem Recours trotzdeem kéint gewannen. Et weess ee jo ni am Virfeld, ob ee gewënnt. Et ass jo och keng Aggressioun vis-à-vis vun anere Länner, wann een um Europäesche Geriichtshaff Saache kontestéiere wëll.

Mee ech hunn den Androck, datt et u sech vläicht och hei zu Lëtzebuerg Milieuen, och op der Finanzplaz, fierchterlech arrangéiere géif, wann eeben d'Taxonomie deementspriechend géif geännert ginn. An da kann ee soen: „Ok, Atomenergie a Gas an esou weider ass gréng", an domadder kéint een dann och gewësse Pane vun der Finanzplaz nach ausbauen.

Ech ënnerstellen der Regierung a Wierklechkeet ... Déi heite Regierung ass immens embêtéiert, datt déi viregt Regierung déi Aktioun ënnerstëtzt huet. Si huet misse weiderfueren an elo ass se ganz frou, datt en Appell do ass, datt fir d'éischt mol an der éischter Instanz verluer ginn ass. A si verstoppt sech hannert juristeschen Argumenter, fir net méi weiderzemaachen. Mee et gëtt juristesch Argumenter, fir weiderzegoen a fir a Recours ze goen.

Ech soen Iech Merci. Mir stëmmen dat natierlech mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Wann elo keng aner Wuertmeldung do ass, da ginn ech der Regierung d'Wuert. Här Energieminister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Just fir dem Här Fayot op seng Fro ze äntweren: Nach eng Kéier, quant au fond si mer jo bei Iech. An dat, wat Der gesot hutt, sinn Argumenter, déi eng juristesch Iwwerleeung hunn. An op der anerer Säit, op d'Fro hin, ob Atom oder Gas iwwerhaapt kënnen erneierbar Energië genannt ginn, wou mer ganz kloer der Meenung sinn: Nee, kann et net.

D'Urteel, wat Dir jo da gelies hutt ... Ech mengen, den Här Wagner net, well soss géing en net déi béisaarteg Ënnerstellungen do der Regierung maachen. An et si wierklech just Ënnerstellungen, méi ass et net. Well ob Dir wësst, wéini mer eis freeën oder net, dat woen ech mol éischtens ze bezweifelen. An zweetens, mir hätten och als Regierung kënnen decidéieren, direkt aus deem Prozess erauszeklammen – wat mer net gemaach hunn. Wat mer net gemaach hunn!

Mir hunn awer hei en Urteel, wou genau gekuckt ginn ass, wou mer quant au fond averstane sinn. Mee déi juristesch Argumenter, déi an deem Urteel drastinn, akzeptéiere mer, well mer soen: Ok, mir hunn awer keng aner juristesch Argumenter, fir dat doten ze ënnersträichen. An dat ass de Grond. An dat anert si wierklech just, wéi et den Här Wagner selwer genannt huet, Ënnerstellungen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zur Motioun 1 da bal ofgeschloss, well d'Auteure hätt natierlech och gär d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci dofir. Ech maachen de Constat, dass d'Regierung zwar seet, si wär un der Form net averstanen, si wär net bereet, nach eng Kéier un der Form weider an Appell ze goen, well dat ass am Fong och den Haaptgrond, firwat dat Urteel hei esou ausgaangen ass.

Wann Der au fond, an dat sot Der jo och an der Äntwert op d'QP, der Meenung sidd, dass déi Klassifiéierung falsch ass, wéi se elo virläit an deem EU-Reglement, dann ass meng Fro: Wat maacht Dir dann oder wat plangt Dir ze maache quant au fond? Plangt Dir do, och juristesch vläicht Mesüren ze huelen? Wat ass um politeschen ...? Mee dat ass déi nächst ... Ech wëll elo net virgräifen. Déi nächst Motioun ass am Fong méi dee politesche Volet. Mee hei ass jo wierklech och dee juristesche Volet. Dir sidd net averstanen, fir hei nach eng Kéier an Appell ze goen. Dir begrënnt dat, Är soi-disant proaktiv Politick domat, dass Der sot: „Mir sinn net erausgeklomm aus där juristescher Hëllef, déi virdru gemaach ginn ass." Dat ass keen immens staarkt Argument. Dat verstitt Dir awer, dass dat eis net begeeschtert, dass Der just weidergefuer sidd. Et war och keen do, wou dee Plädoyer war, fir Lëtzebuerg, deen d'Wuert ergraff hätt niewent ...

Une voix | A!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | A, jo.

... niewent Éisträich. Dat heescht, do war Éisträich ganz eleng gelooss ginn an där Saach. Bon, dat sinn alles Saachen, déi net wierklech weisen, dass e grousse Asaz do war. Bon, dee Punkt hu mer gemaach.

(Interruptions)

Jo, dat ass awer esou. Do kënnt Der mer elo wierklech net de Contraire soen. Wa keen d'Wuert ergraff huet, dann huet keen et gemaach.

Dat Zweet, op wat ech awer wëll nach eng Kéier wierklech insistéieren: Wat ass, wat au fond geplangt ass? Wann een net averstanen ass mat eppes, mat enger Klassifizéierung, déi ee wierklech als falsch empfënnt, da kann een dat jo net lafe loossen. Dofir d'Fro: Wat maacht Der do?

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënnt äntweren, well Dir krut eng Fro gestallt.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ganz kuerz, well ech mengen, mir hunn elo en long et en large doriwwer geschwat. Mir hunn hei en Urteel. Mir brauchen awer hei net ze maachen ... Mir schwätzen déi ganzen Zäit hei, a grad an dësem Haus, vun der Rechtsstaatlechkeet. Mir hunn hei en Urteel! Mir hunn en Urteel. Elo kann Iech dat gefalen oder net gefalen. An ech verstinn och, dass et Iech net gefält, well eis gefält et quant au fond net. Mee mir hunn awer en Urteel. An elo en Urteel dohinnerzestellen, wou ee seet: „Majo, wësst Der, dat do heescht näischt, well mir sinn trotzdeem nach anerer Meenung."

Zweete Punkt: An der EU gëtt et ëmmer nach Reegelen, déi do sinn, wou mir och heiansdo iwwerstëmmt ginn. An dat hei ass esou e Fall, quitte dass mer net zefridde sinn. Mee et ass esou e Fall. An ech mengen, dass mer elo musse wierklech weiderschaffen. An den Ausbau vun den erneierbaren Energië wäert um Territoire national weisen, dass mer Recht hunn, doranner weiderzefueren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Domat ass d'Diskussioun zur Motioun 1 dann ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun 1 vun der Madamm Welfring zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40, Abstentioun: keng. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2 vun der Madamm Welfring. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Fayot, den Här Boonen. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, ganz kuerz. Och hei ass eng Motioun, déi mer mat ënnerschriwwen hunn, déi mer ënnerstëtzen. Ech mengen, et gehéiert zu där Strategie oder zu där Demarche, fir sech géint den Nucleaire anzesetzen, dass een dat och um europäeschen Niveau mécht an dat ëmmer erëm op den Ordre du jour bréngt, fir doriwwer ze schwätzen a fir d'Argumenter virzebréngen. Dat ass, mengen ech, ee wichtege Punkt an esou enger Strategie. An dofir mengen ech, dass dat heiten eng wichteg Motioun ass. An deem Sënn: Mir wäerten déi matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Den Här Minister huet grad erkläert, firwat mer déi hei Motioun net brauchen oder op d'mannst als Majoritéit net als néideg empfannen. Déi Kooperatioune gëtt et um internationalen Niveau. A bei deem éischte Punkt solle mer einfach déi pragmatesch Approche huelen: Mir acceptéieren dat an da weise mer deenen anere Länner, déi nach nuklear ënnerwee sinn, wéi een et anescht ka maachen. An domat si mer e Beispill an iwwerzeege se mat der Praxis. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech wollt nach kuerz soen: Och hei isoléiere mer eis als Lëtzebuerger Land um internationalen Niveau. Ech mengen, och hei ass et nees eng Kéier: Als klengt Land erkläre mer deenen aneren, wéi se sollen hir Energiepolitick maachen. A mir sinn och ofhängeg vun der Energie, déi am Ausland, zemools och a Frankräich an an der Belsch, vun Nuklearzentrale produzéiert gëtt. Fir do grouss opzetrompen, ech mengen, dat géif net gutt ukommen. Duerfir wäerte mir dat net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dësem Sujet do? Da froen ech d'Autrice, ob si och nach eng Kéier wëll Stellung huelen. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Also vun Isolement kann hei net rieds sinn. Et gëtt op d'mannst eng hallef Dosen aner Memberstaaten an der EU, déi dat heiten och als problematesch ugesinn. An et war genau dorop, wou ech hei wollt erauskomme mat där heiter Motioun.

Well d'Iddi war wierklech: Wann ee schonn net bereet ass, juristesch hei Schrëtt ze ergräifen, déi jo eigentlech kohärent a logesch wären, wann een net averstan ass mat enger Klassifiéierung, dat gouf rejetéiert, hunn ech gemengt, da wär et awer elo vläicht, soen ech emol, deen anere Wee, fir sech wierklech méi um politeschen Niveau dofir anzesetzen a wierklech dat och ze koordinéieren an do e bëssen, jo, och Tempo an déi Saach eranzekréien, fir konkreet Schrëtt ze ergräifen, am Aklang mat enger eventueller Strategie, wat ech gefrot hat virdrun a menger Interventioun: Wat ass der Regierung hir Strategie an dëser Saach, souwuel an der Taxonomie wéi an där renger Noperschaftssaach vun der Atomkraaft?

Voilà, an hei ass am Fong nach eng Kéier eng Méiglechkeet, fir der Regierung do deRéck ze stäipen, wa se dat dote wëll maachen an um europäesche Parquet sech derfir wëll asetze mat hiren Homologen an dat wierklech strukturéiert wëll maachen, wéi dat och an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, sech bei Energieconseilen oder bei Ëmweltconseile virdru mat senge like-minded, wéi ee seet, oder änlech gesënnten Homologen ze treffen, fir ze kucken, wéi een hei um europäesche Parquet wëll virgoen. D'Fro ass: Wëll dës Regierung dat maachen a mécht se et? Voilà, da wär dat jo kee Problem.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung.

Da géing ech och d'Motioun Nummer 2 vun der Madamm Welfring hei zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 0 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 3

An da komme mer zur Motioun Nummer 3 vun der Madamm Welfring. Sinn dozou Wuertmeldungen do? Den Här Fayot, den Här Emering. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, mir wäerten dës Motioun och matstëmmen. Mir waren alleguerten, mengen ech, iwwerrascht an och e bëssen, jo, schockéiert iwwert déi Decisioun, déi awer och unilateral gefall ass, souwuel a Frankräich wéi och an der Belsch, fir d'Extensioun ze maache vun deenen alen Atommeileren, insbesonnesch Cattenom, wou et jo an der Vergaangenheet schonn eng ganz Rei Incidente gouf.

Ech mengen, dass ee sech do wierklech misst all d'Moyene ginn a sech och seriö preparéieren, fir dat ze kontestéieren. Wann ee Recours mécht, dann ass dat keng Offense géint iergende Land. A wann een en Appell mécht, ass dat och kee Verstouss géint d'Rechtsstaatlechkeet. Mir hunn en Double ordre de juridiction. Dat heescht, en Appell ass ëmmer dans l'ordre des choses.

(Interruption)

An ech mengen, dass een, wéi gesot, sech hei muss gutt opstelle vis-à-vis vun de belschen an de franséischen Autoritéiten, sech och vernetze mat där Initiativ vun de Communes contre le nucléaire, déi och eng ganz dynamesch Initiativ ass, an och, wéi gesot, mat den Nopeschregioune schwätzen, wou der och eng ganz Rei net frou sinn iwwert dat, wat do gemaach gëtt, well et och hir Sécherheet a Fro stellt.

Ech mengen, dat hei ass e bëssen esou en Test, wéi eescht een et mengt mat där Politick, wann een esou Saache mécht oder net. Dofir vun eis op alle Fall ganz kloer d'Invitatioun, fir all déi Punkten hei an d'Weeër ze leeden, déi an där Motioun stinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. D'Argument ass hei dat nämmlecht wéi bei där éischter Motioun. Et steet ganz kloer dran: „invite le Gouvernement à préparer une contestation juridique" – géint Frankräich wär dat an deem heite Fall, wou mir soen, dass dat einfach ze wäit geet. Fir all déi aner Punkten huet de Minister, mengen ech, erkläert, dass dat scho souwäit alles gemaach gëtt. Dofir kënne mer dës Motioun och leider net ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Den Här Wagner, duerno den Här Weidig. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Haut kréie mer interessant Droitscoursen. Et sinn zwar kee Jurist, mee éischtens kritt ee gesot, datt, wann een e Recours mécht, dat géint de Rechtsstaat verstéisst. Ech mengen, mir missten eise Geriichter dat ganz séier kommunizéieren, ...

(Interruptions)

... well ech mengen, déi kruten dat nach net mat. Et ass eng Revolutioun am Droit, déi mer haut matkrut hunn.

Duerno, einfach ze kucken, ob ee juristesch an technesch kéint d'Decisioun vun anere Länner ..., datt een dat just preparéiert, envisagéiert, kuckt, vläicht och mat anere Regiounen, wéi dat an der Motioun gefrot gëtt, datt een dat quasi als eng Aart Aggressioun vis-à-vis vun anere Länner duerstellt. Dat heescht, wann een u sech rechtsstaatlech Mëttelen hëlt, datt dat op eemol scho bal als Aggressioun vis-à-vis vun anere Länner interpretéiert gëtt. Dat ass awer net de Fall. Mee dat beweist awer erëm just eng Kéier, datt déi heite Regierung, CSV an DP, u sech eng Wende ageschloen hunn, wat déi traditionell Atompolitick vu Lëtzebuerg ass.

(Brouhaha)

An Dir braucht Iech net derhannert ze verstoppen. Dir kënnt och jäizen a kräischen a soen, ech wier béis. Dat ass mir egal, well mir stelle fest, datt et eng Wende gëtt. Mee assuméiert se wéinstens!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Weidig, duerno den Här Boonen. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also hei déi dote Motioun, ech mengen, do maache mer scho säit Joerzéngten iergendwellech Plainten oder och Initiative vu Gemenge géint Cattenom: „Dat ass ganz schlëmm." Et ass natierlech ganz einfach, als Buergermeeschter dohinner ze goen an da bei d'Press ze goen an ze soen: „Mir sinn dergéint! Mir schützen ...", an esou weider. Mee dat, wat natierlech vill, vill méi komplizéiert ass, ass, ech weess net, eng Nuklearzentral opzebaue mat 1.000 Experten. An et ass och vill méi komplizéiert, e ganzen Ökosystem opzebauen, nei Technologien ze entwéckelen iwwer 10, 15 Joer. Mee all deen Aktivismus, dat ass ëmmer ganz einfach. An duerfir ass et ganz kloer, datt mir natierlech mat deene Saachen net averstane sinn, och well et absolutt näischt bréngt. Frankräich an d'Belsch maachen dat, wat se wëlle maachen.

Mee wat awer ganz wichteg ass, ass natierlech, datt Cattenom an och déi aner Reakteren no un der Grenz sinn. Mir hunn natierlech e ganz groussen Interêt drun, datt se déi allerhéchst international Sécherheetsstandarden anhalen.

(Interruptions)

An do musse mer och halt am Dialog sinn an do natierlech och ëmmer kucken, datt do alles agehale gëtt. Duerfir, mir kënnen net derfir stëmmen, mee mir wäerten eis enthalen, fir och ze weisen, datt et awer wichteg ass, datt mer och drun denken, ...

(Interruption et hilarité)

... datt se déi héichst Sécherheetsstandarde sollen anhalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. An et ass keng Wende hei, well Dir hutt virdrun héieren an der Interventioun, wéi vill Datumer, wéi vill Reunioune waren, wou een intervenéiert ass, genee d'selwecht wéi déi Regierunge virdrun.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | An dofir, mengen ech, kann een net soen, dass elo hei net méi aktiv géif dru geschafft ginn, fir zu Cattenom an zu Tihange ze intervenéieren.

Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Den Här Minister huet d'Wuert gefrot.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, just ganz kuerz. Ech froe mech awer, wien hei gesot huet ... Ech hunn dat elo an där trotzdeem ganz mouvementéierter Diskussioun net héieren, dass hei ee gesot huet, e Recours wär géint d'Rechtsstaatlechkeet. Mee dat kënne mer ganz gär duerno nach eng Kéier am PV nosichen, sou wéi den Här Wagner dat da gesot huet.

A gleeft mer, ech ënnerstellen Iech definitiv hei net, dass Der béis sidd, mee ech ënnerstellen Iech just, dass Der géingt en onéierlechen Discours hei probéieren opzebauen. Well et ass genau dat doten, wat d'Regierung net mécht, wat Dir hei probéiert ze dréien, fir een iergendwou hinnerzestellen.

Mir féieren déi Diskussioune weider mat eisen Nopeschlänner, wou mer eebe grad ëmmer erëm dorop opmierksam maachen. Ech hu mat den Datume gesot, wou. An ech hunn Iech ganz genau gesot, dass dat dee Wee ass, deen och ënnert der leschter Regierung war. Well wann Der dat do wëllt där heiter Regierung reprochéieren, dann ënnerstellt Der dat och deenen zwou Regierunge virdrun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss. An da kritt d'Madamm Welfring nach d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo. Zur Kontinuitéit: Also, do gouf et an der Vergaangenheet iwwert déi Saachen eraus, déi ech elo all schonn evoquéiert hunn, och vun engem Ausseminister, dem Jean Asselborn, Initiativen, fir sech an der Grossregioun strukturéiert ze organiséieren, fir eppes géint den Ausbau vun den Atomzentralen an der Grossregioun ze maachen. Ech mengen net, dass dat am Moment de Fall ass zum Beispill.

An ech denken notamment un esou Beispiller als Handlungsméiglechkeete fir dës Regierung, schonn eleng aus Fairness géigeniwwer deenen Initiativen, déi aus der Zivillgesellschaft an deene Gemengen, wou jo awer ronderëm déi meescht Parteien, déi hei vertruede sinn, och vertruede sinn an där Initiativ, fir ze weisen, dass mer et eescht menge mat hirem Uleies, wat e ganz wichtegt Uleies ass.

An dann zum Theema, wat d'DP elo grad gesot huet, dat géing ze wäit goen, wat an däser Motioun drasteet. Mee wann een et richteg liest: Den éischten Tiret seet just: „invite le Gouvernement à préparer une contestation juridique et technique d'une éventuelle prolongation". Also, virdru gouf eis erklärt: „Do lafe Prozeduren." Dat ass schéin a gutt. Lëtzebuerg bréngt sech do an a mécht seng negativ Avisen. Dat ass ee Wee. Mee mir wësse ganz genau, wat och schonn an der Vergaangenheet geschitt ass, dass och dat doten net onbedéngt zu deem féiert, wat ee sech elo kann erwaarden, dass do tatsächlech eng Decisioun héchstwahrscheinlech wäert falen, déi net déi ass, déi deem, wat am Regierungsprogramm steet, entsprécht, nämlech dass et eng Verlängerung wäert ginn.

D'Fro ass hei ganz einfach: Wéi preparéiert sech d'Regierung op deen dote Fall? A si mer juristesch an och technesch gutt genuch ausgestatt, fir deen dote Fall och da wierklech kënne konsequent unzegoen? Dat ass eng Fro. Dat ass elo näischt, wat ee vun haut op muer mécht. Dat muss ee preparéieren. Do muss ee sech déi néideg Kompetenzen zouleeën an et muss een och virun allem eng Strategie hunn, wéi een domat ëmgeet a wat een do fir Weeër ageet. An dat kann een och net einfach iwwert de Knéi briechen, dat muss ee preparéieren. An dat ass dat, wat ech froen.

Dat Zweet, wat ech och a menger Interventioun gefrot hat, ass: Wat ass de Plang?

An drëttens: Wier et méiglech, dass mer als Chamber kéinte méi reegelméisseg mat enger gewëssener Transparenz och Avancéeën duergeluecht kréien? Wann dat eppes ass, wat confidentiel ass, da kënne mer dat och am Huis clos maachen. Dat ass guer kee Problem. Mee ech muss soen, dat esou au comptegouttes mat QPen, déi hallefhäerzeg beäntwert ginn, dat ass wierklech net de Wee, wéi een hei kann an esou enger seriöer Saach ka weiderschaffen. Et deet mer leed.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Elo ass keng Wuertmeldung méi do.

Da géing ech och d'Motioun 3 vun der Madamm Welfring zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Alex Donnersbach), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

5. 8527 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2023 sur les machines, abrogeant la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 73/361/CEE du Conseil

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, dem Projet 8527, enger Upassung vum Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS. D'Riedezäit ass de Basismodell. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Adehm, den Här Arendt, den Här Haagen, den Här Weidig, d'Madamm Welfring an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8527 huet als Zil, d'EU-Reglement 2023/1230 vum 14. Juni 2023 iwwert d'Maschinnen an dat nationaalt Recht ëmzesetzen. Dëst Reglement ersetzt d'Direktiv 2006/42/CE vum EU-Parlament a vum Conseil wéi och d'Direktiv 73/361 vum Conseil. Mat dësem Text hei wëlle mir e Sanktiounsregimm en place setzen, dee sech uwent, am Fall wou d'Reglement net respektéiert gëtt.

D'Zil vum Reglement ass et, d'Sécherheets- a Gesondheetsnorme beim Bau vun de Maschinnen a Produkter, déi dozou a Relatioun stinn, op EU-Niveau ze harmoniséieren. Esou soll déi fräi Zirkulatioun vun dësen tëscht de Memberstaate vereinfacht ginn a gläichzäiteg e gewëssene Schutz fir d'Consommateuren an d'Employéë garantéiert ginn. Dëst Reglement soll och dozou déngen, d'Kompetitivitéit an de gudde Ruff vun de Maschinnen aus der EU ze färderen.

Esou schafe mir e méi moderne juristesche Kader, deen och besser op déi nei Technologien ofgestëmmt ass an och un déi domat verbonne Risiken ugepasst ass. Dëst Reglement gëllt nämlech och fir kleng perséinlech Transportmëttelen, sou wéi E-Bikes oder E-Scooter, déi ëmmer méi benotzt ginn an deenen hire Risiko och a Betruecht geholl gi muss.

Dësen Text gesäit fir sechs Kategorië vu Maschinnen, déi en héije Risiko presentéieren, eng obligatoresch Evaluatioun vun der Konformitéit vir, déi vun engem Organisme tiers duerchgeféiert muss ginn. Och mussen an Zukunft bei all Maschinn sécherheetsrelevant Informatiounen derbäi sinn. Am Sënn vun der Modernisatioun sollen d'Bedienungsanleitungen ënnert digitaler Form zur Verfügung gestallt ginn, mee eng Pabeierversioun soll op Ufro och disponibel sinn.

Et si verhältnisméisseg an ofschreckend Sanktioune fir déi Wirtschaftsacteure virgesinn, déi géint d'Dispositioune verstousse géifen. Soumat soll dëse Gesetzestext dat ofgeännert Gesetz vum 27. Mee 2010 iwwert d'Maschinnen, dat d'Direktiv 2006/42 vum EU-Parlament transposéiert huet, abrogéieren.

Här President, léif allegueren, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet zwee Avisen eran.

Éischtens: De Staatsrot huet säin Avis de 17. Juni 2025 erageschéckt. Vun hinne gouf et keng Opposition formelle, mee awer verschidde Remarke legistescher Natur. Zum Fong vum Text huet de Staatsrot eng Remark um Niveau vum éischten Artikel gemaach. An zwar mierkt en un, dass d'Auteuren am Gesetzestext d'Referenzen zu den Artikelen 17, 18 a 25 vum Reglement net am Libellé vum Artikel 17 Paragraf 2 Punkt 4 opgeholl hunn. De Staatsrot ënnersträicht awer, dass dëst kee Problem duerstellt, well de Begrëff „opérateur économique" am nationale Recht scho breet gefaasst ass. Dës Definitioun ëmfaasst nämlech net nëmmen den Hiersteller, mee och, ënner anerem, den Importateur, den Distributeur, de Prestateur de services oder all aner Personne physique oder morale, déi a Verbindung steet mat der Hierstellung oder Mise à disposition vum Produkt um Maart. Esou kënnen och, ouni all d'EU-Bestëmmunge wuertwiertlech ze iwwerhuelen, sämtlech Wirtschaftsacteure sanktionéiert ginn.

Zweetens: D'Handelskummer huet hiren Avis den 2. Juni 2025 eraginn, an deem si och den Text approuvéiert. D'Handelskummer betount, dass e véierte Punkt bei den Artikel 12 Absatz 2 vum verännerte Gesetz vum 4. Juli 2014 iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS derbäigesat gëtt. Dëse bezitt sech och déi Artikele vum Reglement, laut deenen et zu enger administrativer Amende komme kann, falls een d'Dispositioune vum Gesetz net respektéiert. Dës Amende ka vum ILNAS am Kader vu senger Zoustännegkeet an der Maartiwwerwaachung ausgeschwat ginn a vun 250 bis zu 15.000 Euro goen.

Fir weider Detailer zum Fong an och den Avise verweisen ech op de schrëftleche Rapport a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Arendt, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

D'Wuert huet elo déi éischt ageschriwwe Riednerin, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Den Här Arendt war esou komplett an ausféierlech a sengem Rapport, dass deem näischt méi hinzuzefügen ass. Ech géing just nach eng Kéier drop verweisen, dass mir als CSV frou sinn, dass hei eng ganz Partie Saache vereinfacht ginn. D'Simplification administrative léisst gréissen. An dat ass eppes, wat mir als Partei wierklech ënnerstëtzen. An ech géing och den Accord vun eiser Partei zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP-Fraktioun gëtt den Accord zu dësem Projet de loi.

Une voix | Exzellent!

(Exclamations et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Och d'ADR-Fraktioun gëtt hiren Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Mir ginn eis Zoustëmmung och.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Idem.

M. Claude Wiseler, Président | Ma dat ass perfekt.

Ass d'Regierung och d'accord?

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Et war elo ze schéin. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech mengen awer, well et e ganz wichtege Projet de loi ass, wollt ech awer just nach eng Kéier am Detail zu der Harmonisatioun vun de Sécherheetsreegele vun de Motorseeën an de Rolltrape schwätzen, ...

(Hilarité)

... déi jo eebe grad an dësem Text harmoniséiert ginn.

Spaass beisäit! Ech mengen, eebe grad hei gesäit een, wéi wäit deen Text hei geet. Et geet eeben drëm, eng europäesch Harmonisatioun ze maachen. D'Madamm Adehm huet et gesot, dass eebe grad dat dote Simplification administrative ass, fir déi verschidde Betriber e richtege Bannemaart kënnen ze hunn.

An ee Volet, deen awer och hei am Text ass, dat ass, sech de Realitéiten unzepassen, dat ass d'Kënschtlech Intelligenz, déi och heimat ofgedeckt gëtt, an de Volet eebe vun deenen digitale Maschinnen – also déi Smart Machines, wéi mer se nennen –, déi also mat deem Text hei europawäit en harmoniséierte Kader hunn, wat wichteg ass, fir de Bannemaart ze stäerken, zu deem mer ganz kloer stinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8527 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8527[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8527 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 8563 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;

2° de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

An als leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Moie steet de Projet de loi 8563, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Spuerkeess souwéi vum Gesetz iwwert d'Schafe vun der Post. D'Riedezäit ass de Basismodell. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Adehm, den Här Bauler, den Här Haagen, den Här Weidig, d'Madamm Welfring an den Här Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler. Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Dir wësst et alleguer: D'Spuerkeess spillt als staatlech Universalbank eng Schlësselroll an eiser nationaler Wirtschaft. A mat deene verschiddene Finanzservicer a Kreditter gi souwuel d'Menagen, d'Privatpersounen, awer och d'Betriber geférdert. D'Spuerkeess leescht natierlech och e wichtege Bäitrag zur Entwécklung an zur Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz.

Gradewéi d'Banque et Caisse d'Épargne de l'État ass och d'Post e Schlësselbetrib fir eis Ekonomie. Si spillt eng wichteg Roll a punkto Kommunikatioun, Logistik an Infrastruktur an ass esou och e bedeitende Player an eiser nationaler Wirtschaft. Kee Wonner, datt dës zwou Firme grouss Opträg verginn an esou och d'Reegele vun der Gesetzgeebung ronderëm d'Marchés publics mussen anhalen.

Här President, de Gesetzesprojet 8563 huet als Zil, zwee Artikele vum Gesetz vun der Spuerkeess, der Loi modifiée vum 24. Mäerz 1989, a vum Gesetz vun der Post, der Loi modifiée vum 10. August 1992, ofzeschafen.

De 16. Dezember 2024 huet de Grand-Duché vun der Europäescher Kommissioun eng Lettre de mise en demeure, no där zwee Artikele vun de genannte Gesetzer net kompatibel wiere mat den europäeschen Direktiven iwwert d'Marchés publics, kritt. Dëst wier esou, well d'Aarbechten, d'Liwwerungen an d'Servicer fir de Kont vun der Bank respektiv vun der Post net de Gesetzer an de Reglementer iwwert d'Marché-publicken ënnerleie géifen, nodeems gewëssen Aarbechten oder Liwwerunge vu Servicer a Wueren ab engem gewëssene Montant mussen ausgeschriwwe ginn.

An dësem Kontext sollen déi betraffen Artikelen aus de Gesetzer gestrach ginn. Dat wieren, fir et nach eng Kéier ze widderhuelen, den Artikel 49 Paragraf 2 vum Gesetz vun der Spuerkeess an den Artikel 48 Paragraf 1 vum Gesetz vun der Post.

Heizou muss ee soen, datt et sech ëm méi al Texter handelt. Ech hunn et virdrunner gesot: en Text vun 1989 an ee vun 1992, déi deemools gestëmmt gi sinn – dat läit dann iwwer 30 Joer zréck –, wäit virum europäesche Kader fir d'Marchés publics vun 2004, deen 2014 duerch nei Direktiven erweidert a moderniséiert gouf.

An der zoustänneger Kommissioun, der Kommissioun vun der Ekonomie, huet de Minister eis gesot, datt beispillsweis d'Post reegelméisseg Marché-publicken ausschreift. Et muss ee Fall fir Fall kucken, ob déi Fourrnituren ënnert d'Direktiv vun de Marché-publicke falen oder eeben net. Also goufen déi nei europäesch Texter scho laang applizéiert, nëmmen hat een iwwersinn, déi méi al Gesetzestexter, vun deenen ech virdrunner geschwat hunn, unzepassen. Fir déi Procédure d'infraction kënnen ofzeschléissen, solle mer dann haut dëse kuerze Gesetzestext stëmmen.

Här President, léif alleguer, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Projet zwee Avisen eran. De Staatsrot huet säin Avis de 27. Juni 2025 erageschéckt. Vum Conseil d'État gouf et keng Oppositioun a just eng Remark, déi reng legistescher Natur war. Der Handelskummer, der Chambre de Commerce, hiren Avis krute mer de 7. Juni 2025. Si approuvéiert dësen Text an hat weider keng Remark zu der Form oder zum Fong.

Fir weider Detailer zum Fong an och zu den Avise verweisen ech dann op de schrëftleche Rapport. An ech ginn heimadder och ganz gären elo schonn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an hoffen, datt ech Iech net ze laang opgehalen hunn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport.

D'Wuert huet dann d'Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, ech soen dem Här Bauler och villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport, esou wéi mer dat vun him gewinnt sinn. An ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, d'LSAP gëtt och hiren Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | D'ADR gëtt och hiren Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, och mir ginn eis Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech kann et kuerz maachen an och eisen Accord ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et kënnt net esou dacks vir, datt eis Lektür déi selwecht ass wéi déi vun der Europäescher Kommissioun, nämlech datt d'Spuerkeess an d'Post net iergendwellech privat Acteure sinn, mee ëffentlech Acteuren. An duerfir ass et och nëmme konsequent, datt si sech och un d'Marchés-publics-Gesetzgeebung ze halen hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech wëll Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. Soumat kënne mer dann d'Procédure d'infraction zoumaachen. Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wäre mer um Schluss vun der Diskussioun iwwert dee Projet ukomm.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8563. Den Text steet am Document parlementaire 8563[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8563 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech verstinn, datt Schluss ass, mee kuckt nach eng Kéier Är Procuratiounen no, wannechgelift, ob jiddweree gestëmmt huet. Ok. Voilà, merci.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par Mme Corinne Cahen), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel (par Mme Mandy Minella) ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.29 heures.)

106e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 36**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt de deux motions par M. Guy Arendt** **p. 36**
   Exposé : M. Guy Arendt
3. **8448 – Projet de loi relative à la construction du centre de remisage et de maintenance du tramway au quartier de la Cloche d'Or** **p. 37**
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen
   Discussion générale : Mme Corinne Cahen | M. Paul Galles | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen (intervention de Mme Corinne Cahen) | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8448 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8494 – Projet de loi relative au financement du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire** **p. 41**
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas
   Discussion générale : M. Marc Lies | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen (intervention de M. André Bauler) (dépôt de la motion 1) | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8494 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Gusty Graas | M. Marc Lies | M. Jeff Engelen
   Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
5. **8517 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire** **p. 44**
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas (intervention de M. André Bauler)
   Discussion générale : M. Marc Lies | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. Laurent Zeimet
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8517 et dispense du second vote constitutionnel
6. **Ordre du jour** **p. 47**
   M. Fernand Etgen, Président de séance | Mme Liz Braz
7. **Motion de M. Guy Arendt relative à la contribution financière au projet d'infrastructures binationales à Arlon avant le dépôt d'un projet de loi de financement** **p. 47**
   Discussion générale : Mme Liz Braz
8. **Ordre du jour (suite)** **p. 47**
   M. Fernand Etgen, Président de séance | M. Guy Arendt
9. **Motion de M. Guy Arendt relative à la contribution financière au projet d'infrastructures binationales à Arlon avant le dépôt d'un projet de loi de financement (suite)** **p. 47**
   Discussion générale (suite) : Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Tom Weidig | M. Alex Donnersbach | M. Marc Baum | M. Guy Arendt | M. Sven Clement | Mme Liz Braz | M. Guy Arendt
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur la motion (adoptée)

10. **Motion de M. Guy Arendt relative à l'exécution des études nécessaires pour les prochaines étapes de réalisation du projet d'extension du site de la WSA** p. 49

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson | Mme Liz Braz | M. Marc Goergen | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Sam Tanson | M. Guy Arendt | M. Michel Wolter

Vote sur la motion (adoptée)

M. Sven Clement

11. **Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet du cadre légal et des politiques publiques relatives aux jeux de hasard** p. 50

Exposé : M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Laurent Mosar (intervention de M. André Bauler) | Mme Carole Hartmann | M. Dan Hardy (intervention de M. Georges Engel) | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prises de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Motion 1 : M. Laurent Mosar | M. Dan Hardy | M. Dan Biancalana

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

12. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement** p. 59

Exposé : M. Sven Clement

13. **8333 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac en vue de la transposition de la directive déléguée (UE) 2022/2100 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés** p. 59

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : Mme Françoise Kemp

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | Mme Carole Hartmann | M. Mars Di Bartolomeo (dépôt des amendements 1 à 7) | Mme Alexandra Schoos (dépôt de la motion 1) | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum (intervention de M. André Bauler)

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Amendements 1 à 7 : M. Mars Di Bartolomeo

Vote sur l'amendement 6 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8333 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Françoise Kemp | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | Mme Alexandra Schoos

Vote sur la motion 1 (rejetée)

14. **Motion de M. Sven Clement relative au contrôle et à l'interdiction de la vente de produits à base de tabac ou de nicotine aux mineurs** p. 73

Exposé : M. Sven Clement

15. **8399 – Projet de loi portant création de l'établissement public « Centrale nationale d'achat et de logistique » et modifiant**

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

3° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

4° la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;

5° la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière p. 73

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : M. Jeff Boonen

Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Gérard Schockmel | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8399 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt de deux motions par M. Guy Arendt

Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Guy Arendt fir den Depot vun zwou Motiounen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Guy Arendt (DP), auteur | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech deposéieren elo zwou Motiounen. Ech gi se vläicht direkt of, da si se an den Hänn vum President.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant les informations fournies par les responsables de la Direction de la défense lors de la réunion conjointe (Commission de l'Exécution budgétaire et Commission de la Défense) du 2 juin 2025 ;

– considérant l'acceptation par la Belgique et le Luxembourg d'un nouvel objectif capacitaire commun lors de la réunion des ministres de la Défense des pays de l'OTAN du 21 octobre 2021, notamment la mise en place et l'exploitation conjointe d'un bataillon binational de reconnaissance belgo-luxembourgeois ;

– vu la loi du 13 décembre 2024 autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition et le soutien logistique du matériel roulant pour les besoins de l'Armée luxembourgeoise ;

– considérant l'effort de synchronisation pour la mise en service graduelle du bataillon binational au niveau personnel, matériel, formation et infrastructures prévues ;

– considérant que la Belgique agit comme maître d'ouvrage de la construction des infrastructures binationales à Arlon et que le Luxembourg y contribuera financièrement ;

– considérant qu'en raison de la législation belge en matière de marchés publics pour les travaux, une estimation des coûts réels ne sera connue qu'après sélection de l'adjudicataire ;

– considérant que la Belgique procédera à l'attribution d'un marché dont la contribution luxembourgeoise dépassera avec certitude le seuil de 60 millions € ;

– considérant qu'au Luxembourg, une loi de financement se basant sur une estimation précise des coûts ne pourra donc être déposée qu'au moment de la sélection de l'adjudicataire par la Belgique ;

– souhaitant ne pas retarder la Belgique dans ses démarches,

marque son accord

– à une contribution financière à hauteur d'environ 20.000.000 € aux différentes phases (études préalables, procédure d'attribution du marché « design & build » y compris l'indemnisation et la phase de design après l'attribution du contrat) du projet d'infrastructures binationales à Arlon avant le dépôt d'un projet de loi d'un financement.

(s.) Guy Arendt, Alex Donnersbach, Sam Tanson.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant les informations fournies par les responsables de la Direction de la défense lors des réunions des commissions conjointes (Commission de l'Exécution budgétaire et Commission de la Défense) du 4 novembre 2024, du 5 mai 2025 et du 2 juin 2025 ;

– considérant la nécessité de garantir une transparence optimale ;

– considérant la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

– considérant l'acceptation par la Belgique et le Luxembourg d'un nouvel objectif capacitaire commun lors de la

réunion des ministres de la Défense des pays de l'OTAN du 21 octobre 2021, notamment la mise en place et l'exploitation conjointe d'un bataillon binational de reconnaissance belgo-luxembourgeois ;

– vu la loi du 13 décembre 2024 autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition et le soutien logistique du matériel roulant pour les besoins de l'Armée luxembourgeoise ;

– considérant que la WSA agira comme maître d'ouvrage pour le projet d'extension du site de la WSA ;

– considérant que le projet d'extension du site de la WSA dépassera avec certitude le seuil de 60 millions € ;

– considérant que le projet d'extension du site de la WSA est déjà inclus dans la planification budgétaire pluriannuelle ;

– considérant que les études de faisabilité entamées en octobre 2023 et achevées en décembre 2024 concluent à la faisabilité technique du projet et que les prochaines étapes consistent en l'élaboration d'un avant-projet sommaire, d'un avant-projet détaillé, des dossiers de demandes d'autorisations ainsi que des cahiers des charges ;

– considérant le futur contrat de services à conclure par l'État avec la WSA en tant que maître d'ouvrage en vue de la réalisation du projet d'extension du site de la WSA à Sanem,

invite le Gouvernement

– à exécuter les études nécessaires pour les prochaines étapes de réalisation du projet d'extension du site de la WSA, tout en soulignant que les dépenses pour frais d'études ne peuvent pas dépasser le montant du plafond fixé conformément à l'article 80, paragraphe 1, de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

(s.) Guy Arendt, Alex Donnersbach, Sam Tanson, Tom Weidig.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP), auteur | Et geet ëm Defenseprojeten, déi mer och an der Kommissioun duerchdiskutéiert hunn. A si betreffen engersäits d'Ausweitung, d'Extensioun vun dem WSA-Areal an anerersäits d'Infrastrukturen zu Arel, déi allebéid fir d'Ëmsetzung vun dem binationale Batailloun mat der Belsch néideg sinn.

No e puer Reuniounen an der Verdeedegungskommissioun, wou d'Beamte vun der Direktioun vun der Defense d'Wichtegkeet vun dëse Projeten ervirgestrach hunn an och den Zäitdrock, an deem mer sinn, hu mer an der Kommissioun u sech decidéiert, iwwert de Wee vu Motiounen, baséierend um Artikel 104 (2) vun dem Reglement vun der Chamber, der Regierung et ze erlaben, mat deenen néidege Preparatiounsaarbechten – an ech betounen: Preparatiounsaarbechten, dat sinn Etüden, dat sinn net baulech Moossnamen um Terrain – bei dëse Projete virunzefueren.

Et geet der Ministesch hei haaptsächlech och ëm Transparenz, well déi Projete sinn och net vu Bâtiments publics, mee déi si vun der Defense.

Bei der éischter Motioun zu der WSA geet et ëm d'Extensioun vun den Infrastrukturen, déi gebraucht gi fir de Stockage, d'Maintenance an awer och fir d'Ausbildung vun den Zaldoten op den neie Militärgefierer. Eng Erausfuerderung hei ass awer, datt de Risiko, datt d'Ekipementer virun der Fäerdegstellung vun den Infrastrukture geliwwert ginn, reell ass, wat natierlech negativ Konsequenze fir d'Ëmsetzung vum binationale Batailloun kéint mat sech bréngen, sief et am finanziellen, operationellen a sécherheetstechneschen Aspekt, mee och a punkto Reputatioun. An dowéinst huet d'Verdeedegungsministesch proposéiert, d'Virbereedungsaarbechten – an ech widderhuelen nach eng Kéier: d'Virbereedungsaarbechten! – ze lancéieren, ier déi entspriechend Finanzéierungsgesetzer deposéiert a gestëmmt ginn.

An deem Sënn gesäit d'Motioun zu der WSA vir, der Regierung et ze erlaben, Etüden duerchzeféieren, déi néideg sinn, fir virun op déi nächst Etapp vun dem Projet ze goen.

An där zweeter Motioun geet et ëm en änleche Fall, an zwar sinn et Infrastrukturen, déi hei vir zu Arel gebaut solle ginn, ënnert der Féierung vun der Belsch, net vu Lëtzebuerg.

Aktuell sinn hei déi gesamt Käschte vum Projet nach net bekannt, well en eebe belschem Recht ënnerläit. An dat Gesetz gesäit vir, dass fir d'éischt muss den Adjudicataire bestëmmt sinn, ier d'Finanze festgehale ginn.

Wat kloer ass, ass, datt d'Käschte vun der Lëtzebuerger Contributioun heifir iwwer 60 Milliounen Euro wäerte leien. Fir awer bei dësem Bauprojet kee Retard ze kréien, freet déi zweet Motioun dofir, datt mir als Chamber der Regierung d'Erlabnis ginn, eng finanziell Contributioun vun 20 Milliounen Euro ze maachen, fir déi verschidde Virbereedungsphasen, déi bei dem Bau vun den Infrastrukturen ustinn, ze finanzéieren, ier e spezifescht Finanzéierungsgesetz deposéiert gëtt.

Ech soen Iech Merci an hoffen op eng breet Zoustëmmung. Eng Partie vun de Kolleegen hunn d'Motioun mat ënnerschriwwen. Vläicht zéien déi aner awer nach no. Op alle Fall wär dat de Wonsch, dass mer en esou breet wéi méigleche Konsens doriwwer hunn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt.

3. 8448 – Projet de loi relative à la construction du centre de remisage et de maintenance du tramway au quartier de la Cloche d'Or

An da géinge mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg kommen. Dat ass de Projet de loi 8448 iwwert de Bau vun engem Tramsschapp op der Cloche d'Or. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt en. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Galles, d'Madamm Cahen, d'Madamm Delcourt, den Här Engelen an den Här Sehovic. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, dass et net iwwerdriwwen ass ze soen, dass déi lescht Joerzéngte vill iwwert den Tram geschwat ginn ass. Mee et ass net nëmmen driwwer geschwat ginn, en ass och gebaut ginn.

Déi éischt Linn ass gebaut ginn an ass och schonn ausgebaut ginn. An ech denken, dass kee méi drun zweifelt, dass den Tram eng richteg Successstory ass.

D'Mobilitéitsministesch huet virun zwou Wochen de séieren Tram aus der Stad op Esch virgestallt. Fir deen ze bauen an ze exploitéieren, wéi och fir déi aner Extensiounen, déi geplangt sinn, brauch een natierlech awer och déi néideg Infrastruktur. An de Projet de loi, deen ech Iech haut presentéieren, ass e grousst a wichtegt Puzzlestéck vun dëser Infrastruktur.

Et ass e Finanzéierungsgesetz, mat deem mer der Regierung de Feu vert ginn, den neien Tramsschapp ze bauen, deen op d'Cloche d'Or kënnt. Op Lëtzebuergesch nenne mer en Tramsschapp, mee et ass méi wéi en einfachen Tramsschapp. Et gëtt e Centre de remisage et de maintenance gebaut. A Luxtram wäert do och den zukünftege Siège installéiere mat all den administrative Beräicher.

Loosse mer kuerz e Bléck an d'Zukunft werfen. Am Plan national de mobilité fir 2035 ass virgesinn, dass et 40 % méi Deplacementer wäert ginn an zéng Joer, wéi dat nach 2017 de Fall war. An Enquêten iwwert de PNM 2035 koum eraus, dass d'Hallschent vun den Deplacementer vun oder an d'Stad Lëtzebuerg sinn oder direkt ronderëm. Dat sinn also méi wéi eng Millioun Deplacementer, déi een hei a Consideratioun muss huelen.

En plus sinn d'Deplacementer mam Privatauto an de Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg mat 84 % déi héchsten am ganze Land. Do ass also nach Potenzial no uewen, wat den ëffentlechen Transport ugeet.

An der Regioun ronderëm Esch an de Belval wunnen och vill Leit, déi och dacks fir eng kuerz Distanz den Auto huelen. Nämlech 72 % vun den Deplacementer maache sech haut mam Auto. Dofir muss den ëffentlechen Transport einfach besser ginn, fir d'Objektiver vum PNM 2035 kënnen ze erreechen.

D'Achs Esch–Lëtzebuerg ass iwwregens déi, op där déi meeschte Frontalieren zirkuléieren. Den Ament gëtt et am ganzen 190.000 Deplacementer aus Frankräich pro Dag a vun deene fuere 37 % an d'Stad Lëtzebuerg.

D'Intermodalitéit, dat heescht, dass ee verschidden Transportmëttel notze kann an dass se openeen ofgestëmmt sinn, bleift e wichtege Schlëssel. A wéi ech am Ufank gesot hunn, ass den Tram a säin Ausbau e wichtegt Puzzlestéck dovunner. Pro Dag fueren am Moment eng 123.000 Mënsche mam Tram. Bis 2035 wëll een op eng Capacitéit vun 300.000 kommen. A wann ee kuckt, wéi gären d'Leit den Tram huelen, well ee sech drop verloosse kann, da liicht et an, dass den Tram dat Transportmëttel ass, dat d'Konnexioun muss maachen tëschent de verschiddene Pôles d'échanges.

Geplangt ass nieft dem séieren Tram op Esch och eng zousätzlech Linn an der Stad tëschent der Stäreplaz an der Cloche d'Or. Fir de séieren Tram a fir déi nei Linn an der Stad wäert d'Regierung ons nach d'Finanzéierungsgesetzer proposéieren. Haut, an dësem Gesetz, geet et just ëm den Tramsschapp op der Cloche d'Or, iwwert deen ech Iech elo e puer Detailer wëll ginn.

Gebaut gëtt e Centre de remisage. Ech hu gekuckt an ech hu keng gutt Iwwersetzung op Lëtzebuergesch fonnt. Op Däitsch géif ee soen: eng Abstellhalle oder e Betriebshof, wat warscheinlech nach méi richteg wär. Nuets kommen d'Rammen do ënnerdaach, gradewéi och d'Ersatzrammen natierlech. Dobäi kënnt eng technesch Zon fir den Entretien an d'Maintenance.

Den neien Tramsschapp wäert 4,9 Hektar ausmaachen op enger Parzell, déi am Ganzen 8,5 Hektar grouss ass.

Här President, dëst ass e Finanzéierungsgesetz. Mee ech wëll awer direkt drop opmierksam maachen, dass d'Stad Lëtzebuerg nach amgaangen ass, sech ëm d'Terrainen ze këmmeren.

De Bau gëtt an zwou Phasen organiséiert. Déi éischt Phas ass déi vum Centre de remisage vun de Rammen, déi agesat ginn op den neie Linne vun 2028 un.

Déi zweet Phas ass déi vum Centre de remisage fir d'Ramme vum séieren Tram fir no 2030, wann d'Stéck tëschent Féiz an der Stad da fäerdeg ass. Déi aner Gebaier, wéi dat vum Atelier de maintenance, sollen och an dëser zweeter Phas gebaut ginn.

Wann deen neien Tramsschapp da fäerdeg ass, ass Plaz fir eng 20 Ramme vum séieren Tram an eng 20 Ramme vun deem Tram, wéi mer e bis elo scho kennen.

Den Tramsschapp Cloche d'Or wäert aus dräi grousse Strukture bestoen: Ee Gebai fir de Remisage, dat 240 Meeter laang ass, wou da 40 Ramme vu 56 Meeter Längt erapassen oder 50 Ramme vu 40 Meeter Längt. Dat Gebai huet 10.000 Meeterkaree.

Da kënnt en Atelier, wou alles, wat Maintenance wäert sinn, dra kënnt. Doranner kommen dann och déi technesch Lokaler, déi néideg si fir d'Exploitatioun an de Fonctionnement. Dat wäerten 12.000 Meeterkaree sinn am Ganzen.

An dann ass och en administratiivt Gebai virgesinn, wou souwuel Büroen dra komme wéi och eng Plaz fir d'Visiteuren. An do sollen dann 3.000 Meeterkaree virgesi sinn.

Den Tramsschapp kënnt op de Schluss vun der éischter Linn. Mee et sinn och 200 Meeter Schinne virgesi fir de Stockage vun den Trammen an enger éischter Phas. Mee dee Stockage ass dann am Fong schonn den Ufank vun der zweeter Phas um Tracé Richtung Osten.

Et ass e grousst Gebai, an all d'Detailer stinn natierlech a mengem schrëftleche Rapport. Wichteg ze soen ass, dass e Lëtzebuerger Architektebüro de Concours fir de Bau gewonnen huet.

Ech wollt awer och nach e puer Wuert soen zu der Nohaltegkeet vum Gebai an natierlech och zum Präis.

Ëmwelttechnesch hu mer et hei mat engem ganz interessante Projet ze dinn. Et kéint een e souguer als Best Practice bezeechnen. Et ass en Holzbau, d'Diech si vegetaliséiert. Et ass eng Fotovoltaikanlag virgesinn, déi bis zu 1.050 Megawattstonne pro Joer produzéiert. 1.000 Meeterkibb Reewaasser gi recuperéiert an esou weider. D'Regierung viséiert fir dëst Gebai eng sëlwer oder souguer eng gëllen DGNB-Certificatioun. Dat ass en Nohaltegkeetscertificat fir Gebaier.

E Saz nach zum Präis, et ass jo e Finanzéierungsgesetz: De Projet soll 152.400.000 Euro hors TVA kaschten. Dovunner géifen 131.300.000 Euro vum Staat iwwerholl ginn an 21,1 Milliounen Euro vun der Stad Lëtzebuerg.

De Projet vum neien Tramsschapp op der Cloche d'Or gouf vun der Mobilitéitsministesch Yuriko Backes virun engem Joer, de 16. Oktober 2024, deposéiert. De 7. November 2024 huet si ons de Projet an der Mobilitéitskommissioun virgestallt. Den Avis vun der Chambre de Commerce koum am Januar dëst Joer. D'Avise vun der Chambre des Métiers a vum Staatsrot koumen Enn Mäerz.

De Staatsrot hat iwwregens gefrot, fir den Intitulé ze ännere vun dësem Gesetzesprojet. An en hat gefrot, de Bauindex vun 2024 unzewenden an net dee vun 2023. Deene Remarken ass de Ministère nokomm, soudass de Staatsrot a sengem zweeten Avis am Juni näischt méi ze beanstanden hat.

Den 8. Mee gouf ech als Rapportrice designéiert. An de 25. September hu mer de Rapport ugeholl an der Kommissioun.

Discussion générale

Här President, fir net nach eemol fir een eenzege Saz erop op d'Tribün ze kommen, hoffen ech, dass Der mer erlaabt ze soen, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei ganz frou ass, dass den Ausbau vum Tramsreseau weidergedriwwe gëtt an dass mer dëst Finanzéierungsgesetz ganz gäre wäerte matstëmmen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen, och fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport. An d'Wuert huet elo den Här Paul Galles. Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz, mee ech iwwerhuelen dann déi zwee Sätz, déi d'Madamm Cahen gespuert huet doduerch, dass se ee Saz gesot huet als Vertriederin vun hirer Fraktioun.

Natierlech wäert eis Fraktioun dëse Projet och matstëmmen, well et ass schonn e visionäre Projet. Et ass e Pëseldeel an engem insgesamt visionäre Projet oder enger visionärer Vue fir d'Zukunft engersäits, eeben op der Säit vun der Mobilitéit. An der Stad erliewe mer, wéi staark den Tram e Succès ass. An et kënnt eeben nach déi zweet Linn do derbäi. An eeben dee Sprong, dee Quantesprong vläicht, mee op alle Fall e Sprong an der Mobilitéitsketten, dee mer elo maachen, dat ass och dee vum schnellen Tram, deen nach op där Plaz do ugeschloss gëtt.

Visionär och am Sënn vun der Nohaltegkeet. An dat wëll ech elo wierklech net widderhuelen, well et ass alles gesot. Mee ech mengen, dass et ganz wichteg ass, dat ze ënnerstäichen. An och visionär am Sënn vun enger Zukunft, déi nach net ganz besteet, well e kënnt nämlech tëschent d'A6 an de Boulevard de Cessange, deen natierlech och eng Visioun ass a vun deem mer eis net méi wéi wënschen, dass en dann och iergendwann eng Kéier ganz séier wäert existéieren.

Dofir den Accord vun eiser Fraktioun. An dat bescht lëtzebuergescht Wuert ass héchstwarscheinlech e Schapp. An domat wär et den drëtten Tramsschapp an der Stad, no deem op dem Kierchbierg an deem, dee mer um Lampertsbierg hunn, deen net méi operativ ass fir den Tram, mee awer elo fir kulturell Zwecker. Den Tramsschapp huet also och eng symbolesch Bedeitung. Voilà.

Merci nach eng Kéier fir d'Nolauschteren. An och nach eng Kéier, wéi gesot, den Accord vun eis.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles, och fir déi Erklärungen do. An dann huet d'Madamm Claire Delcourt d'Wuert. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn och der Meenung als LSAP, dass den Tram, an den Tramsschapp an dësem Fall, e wichtegt Puzzlestéck ass, fir den Infrastrukturprojet an och d'Weiderentwécklung vum Tram weiderzeféieren. An et ass och e ganz wichtege Bestanddeel fir eng nohalteg Mobilitéit.

A mir hunn och elo grad héiere vun der Rapportrice, iwwer 120.000 Benotzerinnen a Benotzer huelen all Dag den Tram hei zu Lëtzebuerg. An dat weist am Fong schonn dee grousse Succès, deen den Tram eigentlech huet a warscheinlech och nach méi, wann dat Ganzt wäert ausgebaut ginn. An ech denken, dass do och ganz vill Leit nach méi an de Genoss vun där duusser Mobilitéit kommen.

Stand dëst Joer August representéiert den Transportsecteur 59,1 % vun de Lëtzebuerger CO_2-Emissiounen, an all Effort an dësem Beräich, fir ze dekarboniséieren an och d'Loftqualitéit ze verbesseren, ass dohier wierklech méi wéi wëllkomm. An och de Punkt vun der Nohaltegkeet ass scho vun der Rapportrice ugeschwat ginn. Do wollt ech och nach eng Kéier ënnerstäichen, dass mir dat Ganzt luewenswäert fannen, déi 80 %, déi sollen aus Holz si vun deem Tramsschapp. An och dat mat der Fotovoltaik, dat kann ee just begréissen. An do kann ee sech definitiv och e Beispill dorunner huelen. fir déi nächst – zukünfteg – ëffentlech Bauten.

A mat deene Wierder ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, meng Virriedner hunn alles gesot. Ech géif der Madamm Corinne Cahen en häerzleche Merci soe fir hire Rapport. Ech mengen, do ass alles dran.

Et sinn am Fong geholl dräi Voleten an deem Gebai hei. Et ass eng Kéier d'Verwaltung, eng Kéier den Entretien an eng Kéier de Parking, wann ee mol esou däerf soen. An et ass och parallel e séieren Uschloss an de Süde virprogramméiert. A mir ginn den Accord zu dësem Projet, deen eis awer schéngt an d'Zukunft ze deiten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Här Meris Sehovic, elo ass et un Iech.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eent virewech, fir dann och weiderzemaachen am Tenor vun haut de Mëtten: Och mir Gréng wäerten dëst Finanzéierungsgesetz ënnerstëtzen, fir dann deen, den Här Galles huet gesot „drëtten Tramsschapp", mee deen zweeten neien, operationellen Tramsschapp op der Cloche d'Or ze bauen.

Et ass e gudden an e wichtege Projet an eeben, an dat ass jo och schonn ugeklongen, och eng wichteg technesch Viraussetzung derfir, dass de Lëtzebuerger Tramsreseau weider kann ausgebaut ginn.

Ech hat mer elo och alles notéiert, all déi interessant Zuelen iwwert d'Capacitéiten, iwwert d'nohalteg Bauweis an esou weider. Mee vu dass d'Rapportrice dat op eng exzellent Aart a Weis gemaach huet, kann ech mer déi Zäit spueren. An ech géif eigentlech gäre profitéiere vun der Geleeënheet, an dat ass jo schonn ugeklongen: Den Tramsschapp huet eng Bedeitung, déi eigentlech wäit iwwert déi Struktur selwer erausgeet, well et eng Prekonditioun ass fir den Ausbau. An dowéinst wëll ech eng Kéier kuerz erauszoomen a vläicht e Bléck geheien op de gesamte Reseau an op den Ausbau vun deem Reseau, wou mer eis, mengen ech, alleguerten hei am Haus eens sinn, dass dat wichteg ass.

Ech wéilt gären ufänke mat zwee Projeten: d'Extensioun Kierchbierg an Hollerech. Op déi wëll ech net laang agoen, well mer d'lescht Joer schonn driwwer geschwat hunn, wéi mer d'Finanzéierungsgesetz dofir gestëmmt hunn.

Et sinn zwee Projeten, déi nach vum Virgänger kommen, wou ech gesinn hunn, dass de Chantier um Kierchbierg gutt virunzekomme schéngt. An dofir wëll ech do och net weider am Detail drop agoen.

Déi nächst wichteg Prioritéit, dat hu mer d'lescht Joer och schonn hei am Haus zesummen diskutéiert, ass, mengen ech, de Bau vum Tronçon op der

Areler Strooss. Hei geet et ëm eng Streck vu ronn 2,2 Kilomeeter mat véier neie Statiounen, déi den CHL an d'Areler Strooss iwwert d'Stäreplaz un den Tramsreseau ubanne soll.

D'Regierung huet relativ fréi do eigentlech d'Decisioun geholl, fir och nei Varianten ze testen, ze studéieren, eventuell och eng Tunnelvariant ze studéieren. An ech wollt do vun der Geleeënheet profitéiere fir nozefroen, Madamm Ministesch, wou mer do dru sinn. Sinn do d'geologesch Etüde finaliséiert ginn, wéi annoncéiert? Wéi gesäit et mat den Ëmweltetüden aus?

Enn lescht Joer hat Der eis an der Kommissioun versprach, de Projet de loi fir Oktober 2025 wëllen ze deposéieren. Mir sinn elo Oktober 2025. Ech mengen, Dir hutt en nach net deposéiert. Dofir d'Fro, wéi mer do virukommen an ob mer do och nach am Zäitplang si fir eng Mise en service dann 2032.

Dann den Tronçon op der Escher Strooss: Mir bleiwen nach an der Stad Lëtzebuerg fir de Moment, obwuel deen doten Tronçon awer eng Bedeitung huet, déi och iwwert d'Stad Lëtzebuerg eraus wichteg ass. Dësen Deel ass 4,2 Kilomeeter laang, en ass och, mengen ech, vun der Komplexitéit vum Projet hier nach eng Kéier e Krack méi komplex wéi déi Projete bis elo. Et si siwen oder aacht Statioune virgesinn.

An der Kommissioun krute mer gesot, dass dësen Tronçon elo mol sollt prioritär gebaut ginn, méi prioritär eigentlech, wéi dat ursprénglech de Plang war, an och méi prioritär soll si wéi den Tronçon iwwert d'Avenue de la Porte Neuve, deen Der op Äis geluecht hutt fir de Moment. An do hunn ech perséinlech an och mir als Gréng schonn oft genuch thematiséiert, wéisou mer mat där Decisioun net d'accord sinn. Mee dat erspueren ech Iech haut.

Den Tronçon iwwert d'Escher Strooss ass e kriteschen Deel vum zukünftegen Tramsreseau. An en ass aus ville Grënn wichteg fir d'Stad Lëtzebuerg, well en eng ganz Rei vu grousse Quartiere mat vill Populatioun wäert un den Tramsreseau ubannen, Zéisseng, Gaasperech, Hollerech, de Belair. Mee en ass doriwwer eraus och wichteg fir de Südtram, well en dann an Zukunft hoffentlech de Passagéier aus dem Süden, ouni en Detour iwwert d'Gare mussen ze huelen, kéint op de Glacis, op de Kierchbierg an och op de Fluchhafe bréngen. Och do wollt ech kucken an nofroen, wou mer dru sinn an ob mer do nach am Zäitplang sinn.

Dann drëttens, an dat ass e Sujet, dee mir perséinlech natierlech wichteg ass an deen och schonn ugeklongen ass: dat ass de Südtram, dee mer och nach Tram rapide nennen.

Ech begréissen do, Madamm Ministesch, fir d'alleréischt, dass Der eigentlech vum Ufank vun Ärer Amtszäit als Mobilitéitsministesch un déi positiv Dynamik beim séieren Tram oprechterhalen an och virugedriwwen hutt.

D'Zesummenaarbecht tëscht dem Ministère an de concernéierte Südgemengen am Kader vum Comité politique ass exzellent. Dat wëll ech och hei op dëser Plaz ausdrécklech soen. An Dir hutt no Concertatiounen och relativ séier d'Decisioun geholl, dass Der eng Rei eegen Akzenter wëllt setzen, wat de Bau vun dem Südtram ugeet.

Déi nei Pläng, déi Der viru Kuerzem virgestallt hutt, gesinn ënner anerem zousätzlech Brécken iwwert d'A4 vir, eng nei Haltestell beim neie Multi-Experience-Akafszentrum zu Wickreng an och en neie Mobilitéitshub zu Féiz.

Do sinn – dat wëll ech kloer soen – ganz vill positiv Elementer dobäi, mee se maachen de Projet natierlech forcement och méi deier a se riskéieren, en ze retardéieren. An ech wëll dat guer net negativ interpretéieren à ce stade, mee et ass mer awer wichteg, hei ze soen, dass awer och kloer muss sinn, dass iergendwann d'Planungsphas eriwwer muss sinn an dass een dann och definitiv Decisioune muss huelen an dann och definitiv an d'Ëmsetzung muss goen.

Madamm Ministesch, Dir hutt eis ëmmer erëm versécher, dass trotz allen Ännerungen den initialen Zäitplang agehale gëtt. Mat de leschten Annoncen ass do en éischte klenge Rass vläicht am Zäitplang opgetaucht. D'Mise en service vum éischten Tronçon vun dem Südtram op Leideleng war eigentlech ursprénglech 2028 virgesinn. Dat ass elo no hanne verréckelt ginn op 2031 a soll dann zesummen och mam Arrêt Féiz a Betrib goen.

Bon, loosse mer hoffen, dass et den eenzege Rass ass an deem Zäitplang an dass mer soss fir de Rescht d'Deadlinë kënnen halen, well et enorm wichteg ass fir d'Südregioun a fir de ganze Minett, dës Infrastruktur ze hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Sehovic, Dir misst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech kommen zum Schluss, Här President, mat enger Fro an enger Iddi, déi ech awer wëll an de Raum geheien.

M. Claude Wiseler, Président | Geheit just schnell!

(Hilarité)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Mat den Ännerungen, déi annoncéiert gi sinn, gëtt eigentlech e privaten Akafszentrum ugebonnen un den Tramsreseau. An dann, mengen ech, muss d'Fro awer erlaabt sinn, ob déi privat Promoteuren un der Finanzéierung vun dëser ëffentlecher Infrastruktur, déi awer néideg gëtt wéinst engem private Projet, dann net awer och un der Finanzéierung vun dëser ëffentlecher Infrastruktur misste bedeelegt ginn, wann esou Projeten dann extra en Tramsarrêt kréien an och nach zousätzlech Brécken iwwert d'A4 mat engem geschätzte Méiopwand vun iwwer 100 Milliounen Euro.

Dat kenne mer aus anere Länner. Dat ass elo net eppes, wat mer hei géingen erfannen. Dat ass normal Praxis, zum Beispill an der Schwäiz.

M. Claude Wiseler, Président | Här Sehovic, Dir musst elo wierklech zum Schluss kommen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | An ech mengen, dass et géing bäidroen zur Fairness an zur Gerechtegkeet.

Merci, Här President, fir Är Gedold, a merci alleguerten.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hunn de Projet an der Kommissioun jo am Detail presentéiert kritt, an et ass e gudde Projet. Virun allem hëlt en déi zwee Enner beieneen.

Mir hunn elo dës Woch gesinn, wat geschitt, wann eng Kéier en Accident ass. An dofir hu mer erkläert kritt, dass et immens wichteg wär, dass ee kann dee ganzen Tramsreseau vu béide Säite bedéngen.

An dofir ass et jo och wichteg, dass herno vun der Cloche d'Or op d'Stäreplaz eng Linn kënnt, déi iwwregens an de leschte Pläng nach mof gemoolt war, wat awer ganz sympathesch ass. Mee et ass déi Linn, vun där mer deemools gesot hunn, dass se onbedéngt beim Park&Ride muss mat ugeschloss ginn.

An dat heiten ass jo och d'Virbereedung, déi herno soll weider op Leideleng an dann op de Südtram goen, wéi mer et an den Dokumenter an am Rapport jo och richteg geschriwwen hunn.

An natierlech ass et flott, dass dee Südtram elo komme wäert. D'Fro ass eebe just, an dat ass och elo bei mengem Virriedner ugeklongen, wéi et op eemol dozou komm ass, dass do e Shoppingzenter elo soll eng eege Gare kréien.

Ech weess net, ob dat den Arrêt Felix ass herno, oder ech weess net, wéi Der dat nenne wëllt, mee et ass awer komesch, dass mir hei dat an der Chamber net gesot kruten, iwwregens och net, wéi deen heite Projet diskutéiert ginn ass, wéi mer iwwert de Südtram geschwat hunn, dass elo eng nei Variant soll do leien.

An ech kann dem Här Sehovic vläicht schonn äntweren op seng Fro, wien dat Ganzt bezuele wäert: Ma, warscheinlech de Steierzueler, well et wäert si wéi bei där Opfaart. Dee selwechte Centre commercial krut nämlech eng Opfaart fir dohinner gemaach. An déi huet deem seng Firma nach gebaut!

Dat heescht, déi Opfaart war u sech vun deem, deen dee Centre gemaach huet an deen am meeschten dovun huet. Deem huet de Ministère nach den Optrag verginn, fir dass en déi konnt bauen. Dat heescht, et ass och nach duebel verdéngt.

Une voix | Wien ass dat dann?

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat fält mer net méi an. Et sinn dräi Buschtawen. Dat fält mer net méi an.

Une voix | Et fänkt mat G un.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, et hält, mengen ech, mat O op.

Mee just fir dorop zeréckzekommen: Also beim Südtram musse mer eis als Chamber do vill méi seriö huelen.

Deen heite Projet, deen ass wierklech seriö duerch d'Kommissioun gaang. Dat war ganz gutt, et kann een näischt dergéint soen. Mee wat mer awer elo aus de Meedie matkritt hunn, ass e bëssen eng Veraaschung vun der Chamberskommissioun. Et deet mer leed.

Wa mir als Chamberskommissioun elo gesot kréien, dass en Arrêt bei engem Centre commercial op Demande gebaut gëtt, an d'Chamberskommissioun wousst näischt dovun, dann ass dat keng parlamentaresch Aarbecht! Ech mengen, dass dat och net dat ass, wat mer an de leschte Wochen an der Kommissioun als gutt Aarbecht gemaach hunn, an ech fannen, als Kommissioun hu mer wierklech gutt matenee geschafft. Dat doten ass e Faux pas, deen ech net méi wéilt gesinn, well dat dote wäert ganz vill Vertrauen zerstéieren, wa mir als Chamberskommissioun eppes aus de Meedie gewuer ginn, anstatt dass mer et virdru gewuer ginn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ech géing Iech just bieden, op Är Terminologie opzepassen, wann Der hei schwätzt.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här, den Här ... Madamm Cahen, Dir wollt dem Här Goergen eng Fro stellen. Den Här Goergen muss se awer akzeptéieren.

Här Goergen, akzeptéiert Der?

(Assentiment)

Madamm Cahen, et ass un Iech.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Also ech sinn d'accord – bon, ech mengen, ech si jo an der

Kommissioun mat Iech –, dass mer do extreem gutt zesummeschaffen an dass d'Ministesch ëmmer direkt kënnt, wa se eppes ze presentéieren huet.

Haut – dat wollt ech Iech froen: Si mer ons eens, dass mer haut iwwert de Centre de remisage op der Cloche d'Or ofstëmmen an net iwwert de séieren Tram a Richtung Süden?

(Interruption)

An ech mengen, do hu mer da bestëmmt nach Zäit, fir dass d'Ministesch nach eng Kéier kann an d'Chamberskommissioun kommen. A si kënnt souwisou selwer quasi all Woch an ons Chamberskommissioun. Dofir mengen ech, ass dat awer elo e bëssen ongerecht, hir dat ze ënnerstellen, well, wann awer eng Ministesch wierklech ëmmer do ass an ëmmer Ried an Äntwert steet, dann ass dat awer d'Mobilitéitsministesch, déi bei ons kënnt. An dofir, mengen ech, misst Der dat do awer e bëssen aneschters soen. Well haut stëmme mer iwwert de Centre de remisage of an net de séieren Tram an de Süden.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir hutt Recht mam Tramsschapp. Mee beim Tramsschapp hutt Der eis jo erkläert, dass deen ass fir d'Virbereedung fir d'Trass vum Südtram. Dat heescht, wuelverstane gehéiert et derzou.

Mee meng Bemierkung war jo net a Bezuch op den Tramsschapp. Ech hu jo do explizitt och gesot, dass Dir eng gutt Aarbecht gemaach hutt als Presidentin an d'Ministesch eis informéiert huet.

Et kann awer net sinn, dass bei anere Projeten d'Press informéiert gëtt, an dat nach ier d'Chamberskommissioun et gewuer gëtt. Ech hätt mer einfach gewënscht, dass bei där Südtrass, déi elo op Demande hi geännert ginn ass, mir als Chamberskommissioun do informéiert gi wären an dass mer dat net hätte mussen op RTL liesen. Dat war u sech d'Remark.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann hunn ech nach den Här Baum, dee sech ageschriwwen huet. Dir hutt d'Wuert, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Wat de Centre de remisage ugeet, wourëms et jo hei am Gesetzestext eigentlech geet, do si mer domadder komplett averstanen. Mir sinn och averstanen, datt mer e Südtram brauchen.

Ech menge souguer, datt een och en Tram bräicht – wat fréier emol ugeduecht ginn ass – tëschent den eenzelne Südgemengen an net nëmmen eng Richtung, fir alles an d'Stad Lëtzebuerg eranzedreiwen. A wa mer iergendwann eng Kéier iwwert den Tracé schwätzen, deen dann de séieren Tram sollt huelen, wou de Centre de remisage da certes een Element dovunner ass, mengen ech, datt et dozou ganz vill nach ze soe géif.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Madamm Ministesch d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt e ganz grousse Merci un d'Madamm Cahen fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport a fir déi exzellent Zesummenaarbecht och mat hir a mat der ganzer Mobilitéits- an Ëffentlech-Baute-Kommissioun.

Ech mengen, mat dësem Vott iwwert d'Finanzéierungsgesetz an der Chamber setzt d'Chamber haut och e ganz kloert Zeechen, en Zeeche fir d'Zukunft vun eiser Mobilitéit, en Zeeche fir e modernen an effikassen ëffentlechen Transport. An och en Zeeche fir Nohaltegkeet, fir d'CO_2-Bilanzéierung vum Land ze verbesseren.

Op d'Erfollegsgeschicht vun eisem Tram brauch ech elo net weider anzegoen. Ech mengen, do si mer eis alleguerten hei eens, an ech mengen, déi Zuelen, wéi vill Leit all Dag den Tram huelen, schwätze jo och fir sech.

Mir hunn dat neit Stéck op de Fluchhafen och opgemaach, dat och e ganz grousse Succès huet, an d'Zuele weisen, datt den Tram e feste Bestanddeel vum Mobilitéitsverhalen an eisem Land ass. Ech mengen, dat wäert och an Zukunft esou weidergoen.

An aus enger eenzeger Linn gëtt dann och au fur et à mesure e ganzt kohärent Netz an enger multimodaler Approche, wou alles eeben zesummekënnt a wou den Tram wierklech e feste Bestanddeel dovunner ass.

A fir dass en Netz och fonctionéiere kann, brauche mer selbstverständlech déi néideg Infrastruktur dohannert. A genau dat ass dat, wat mer och mat deem neien Tramsschapp maachen.

Ech mengen, et ass erkläert ginn: Den aktuellen Tramsschapp um Kierchbierg kann 33 kuerz Trammen ophuelen. Voilà, mee mir wëlle jo weider ausbauen, da brauche mer och nei Trammen. Dofir brauche mer en neien Tramsschapp. An dee wäert op d'Cloche d'Or kommen, wann Dir Äre Feu vert gitt.

Déi logesch infrastrukturell Reiefolleg bei Netzextensiounen ass: e Schapp bauen, nei Tramme bestellen, nei Strecken opmaachen an natierlech och un deenen aneren Extensioune weiderschaffen.

Ech wëll awer hei drun erënneren, dass den Tramsschapp och wierklech e feste Bestanddeel ass vum PNM 2035 an dass den Ausbau vum Tram och ganz kloer am Koalitiounsaccord steet. Dat huet natierlech e Präis. Ech soen éischter: Dat ass en Invest. Dat ass en Invest an d'Zukunft. An ech mengen, dat ass gutt fir d'Leit vun eisem Land, déi hei wunnen a schaffen.

An ech wëll op däser Plaz och wierklech ausdrécklech der Stad Lëtzebuerg e grousse Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht. Ech mengen, net nëmme kofinanzéiert d'Stad Lëtzebuerg de Projet, mee si bekëmmert sech och ëm d'Acquisitioune vun deenen néidegen Terrainen. Dofir merci fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Voilà, den neien Tramsschapp ..., d'Madamm Cahen huet et scho gesot, ech wëll et awer nach eng Kéier ënnersträichen, well dat fir mech och ganz wichteg ass: Mir schwätzen hei wierklech vun engem modernen, nohaltege Site fir Luxtram! 80 % aus Holz, d'Rauminfrastruktur wäert flexibel sinn, esou dass se dann och kann un zukünfteg Bedürfnisser ugepasst ginn. Mir schwätze vu Fotovoltaik op ronn 8.500 Meeterkaree. An et wäert och den neie Siège si vu Luxtram. An ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, well dat fir mech wichteg ass, obwuel d'Madamm Cahen et scho gesot huet: E Lëtzebuerger Architektebüro huet hei de Concours gewonnen!

Ech mengen, wat hei wierklech essentiel ass, ass, dass mer deen Tramsschapp brauchen, fir d'Exploitatioun vum Netz eeben ze stabiliséieren. Et geet hei ëm Fiabilitéit, et geet och ëm Resilienz.

Et ass elo am Fong de Mëtteg bal manner iwwert den Tramsschapp wéi iwwer aner Saachen an Extensioune geschwat ginn. Dofir loosst mech vläicht kuerz dann och dräi Wierder soen zum séieren Tram.

Ech hat effektiv – an ech weess net, ob Der dee Moment nach do waart – an der Chamberskommissioun ganz kloer gesot, dass ech natierlech an d'Chamberskommissioun dat alles am Detail wäert presentéiere kommen. De séieren Tram ass e ganz ambitiéise Projet. Et ass en optimiséierte Projet mat méi héijen Investissementer wéi dat, wat virgesi war. D'Arrivée zu Bieles bleift och onverännert.

Et gëtt haut ganz dichteg un den Etüde geschafft. Et gëtt un de Finanzéierungsgesetzer geschafft. An natierlech, wéi fir all Projet, kommen ech, soubal ech kann, an d'Chamberskommissioun, fir all d'Detailer dann och dee Moment virzestellen. Mee do si mer haut nach net.

Ech mengen, de Fait, dass mer, mat verschiddene Buergermeeschteren, déi eeben hei direkt implizéiert sinn, och wollten der Ëffentlechkeet weisen, dass mer hannert deem Projet stinn, war fir mech och ganz wichteg, wéi och fir déi concernéiert Buergermeeschteren.

An der Chamberskommissioun, wann alles prett ass, wäerte mer natierlech duerch sämtlech Detailer goen. A wann Der wëllt, kënne mer do och iwwert d'zukünfteg Bedeelegung vu Promoteure schwätzen. Ech weess net, ob et do Precedentë gëtt, mee da kënne mer dat selbstverständlech och an der Chamberskommissioun maachen.

Ech mengen, wat ech wëll soen, ass: D'politesch Ambitioun ass a bleift ganz, ganz kloer, esou wéi et am PNM 2035 virgesinn ass. Esou wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, schaffe mer heiru mat voller Energie a grousser Begeeschterung.

E Wuert zur Areler Strooss: Am November, hat ech gesot, wäert dat fäerdeg sinn. Ech hunn nach ëmmer wëlles, am November an de Regierungsrot ze goen domat. Den November, deen ass nach net ganz eriwwer, soudass dann och den Depot ka stattfannen. D'Escher Strooss, do wäerte mer um Depot schaffen, fir dass dat och kann, esou wéi virgesinn, 2026 sinn.

Här President, honorabel Deputéiert, fir op den Tramsschapp zréckzekommen: De Projet vum neien Tramsschapp ass wierklech méi wéi just eng technesch Noutwendegkeet. Fir mech ass et och e ganz staarkt Symbol, e Symbol fir eng Mobilitéitspolitick, déi weidergeet, déi net hallef Weeër mécht, déi konsequent an d'Zukunft investéiert, well eist Land brauch eng modern, eng nohalteg an eng performant Mobilitéit.

An ech soen Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8448 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8448[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8448 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also à l'unanimité ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Octavie Modert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul

Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8494 – Projet de loi relative au financement du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire

Da komme mer elo zum Projet 8494 iwwert d'Finanzéierung vum Kontrakt fir d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur. D'Riedezäit ass déi selwecht wéi virdrun, dat ass de Basismodell. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Hei zu Lëtzebuerg si jo d'CFL zoustänneg fir d'Schinnennetz, awer och den Hafen zu Mäertert. Doriwwer eraus gëtt et och nach zwou Linnen, déi éischter als eng Sakgaass ugesi ginn, dat heescht déi, déi op Volmerange-les-Mines geet, an déi, déi op Audun-le-Tiche op franséischem Territoire féiert.

Zu der Gestioun gehéieren eng Rei Punkten: éischtens den Ënnerhalt vum Schinnennetz, zweetens d'Ausbildung vum Personal, wat d'Sécherheet ubelaangt, drëttens d'Sécherheet vun de Clienten an den Encadrement vun de Persounen à mobilité réduite, véiertens d'Ëmsetzung vu Kontrakter, wat d'Benotze vum Schinnennetz ubelaangt, fënneftens soll d'CFL och hëllefen, Prozeduren anzehalen, wat d'Subventiounen aus europäeschen oder nationale Fongen ugeet, sechstens musse se natierlech och d'Inspektioun vum Schinnennetz maachen, a siwentens de Verkaf vun elektrescher Energie un Eisebunnsentreprisen.

Dee Budget, deen elo haut hei presentéiert gëtt, dee virgesinn ass, dee gesäit eng annuell Hausse vun de Salairë vun 1,5 % vir. Da muss een natierlech och enger progressiver Augmentatioun vun der Mise en service vun zousätzlechen Installatioune Rechnung droen.

Dann ass och ze erwaarden, datt den Entretien vun de Gebaier, déi dem Fonds du rail gehéieren, warscheinlech am Joer 2031 och wäert an d'Luucht goen. Et kann een also doraus schléissen, datt d'Entretienskäschten am Prinzipp alljoers wäerten ëm 3,28 % an der Moyenne steigen.

An esou wéi et am Regierungsprogramm jo och festgehale war, soll d'CFL och de Sécherheetsdéngscht op de Garen an Arrêten ausbauen. Duerfir ass fir 2026 eng Depense vu 6,3 Millioune virgesinn. An déi geet dann och progressiv an d'Luucht, fir dann 2039 bei 8,82 Milliounen ze leien.

An dofir muss d'CFL och an deenen nächste 15 Joer 99 zousätzlech Leit rekrutéieren. Dat si sougenannten „ETP", Équivalents temps plein.

Wat elo de Fuerpark ubelaangt, deen natierlech och eng gewëssen Dimensioun anhëlt an deem Budget hei, do mussen eng Rei Maschinnen zwëschent 2032 an 2038 ersat ginn. An zwar zéng Maschinne vum Typ Robel. Dat si Maschinnen, fir d'Gleiser ze ënnerhalen. Frot mech awer elo net méi, well ech si kee Fachmann doran. Eng kascht de Moment ronn 4 Milliounen. Da soll eng nei Bourreuse fir 8 Milliounen 2038, 2039 kaaft ginn, eng nei Regaleuse fir 3 Milliounen, aktuelle Präis – ech ginn dervun aus, datt Der alleguer Bescheed wësst, ëm wat datt et do geet – ...

(Hilarité)

Une voix | Natierlech!

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | ... Horizont 2038/2039. An dann nach e Waggon, fir Ballast ze transportéieren, oder Waggonen. Déi sollen zwëschent 2026 an 2031 kaf ginn.

Déi Acquisitioune gesinn eng duerchschnëttlech Erhéijung pro Joer vun 2,32 % iwwer 15 Joer vir. Awer dës Erhéijung dréit och enger annueller Bewäertung vun der CFL Rechnung.

De Gesamtbetrag fir déi nei Gestiounskontrakter – an elo musst Der Iech awer unhalen! – zwëschent 2026 an 2040, also an den nächste 15 Joer, läit bei 4 Milliarden a 770 Milliounen!

Et ass also kee klengt Gesetz, iwwert dat mer de Mëtten hei schwätzen, dofir wëll ech Iech och nach e puer Indikatioune ginn, wat d'Prozedur vun deem Gesetz ubelaangt.

Et gouf de 7. Februar dëst Joer deposéiert. De 17. Juli gouf de Rapporter nominéiert. Dann hate mer den Avis vum Conseil d'État, dee war den 13. Mee. Deen huet just proposéiert, den Zousaz, wat de Fonds du rail alimentéiert, ze sträichen.

Dann huet d'Chambre des Salariés hiren Avis de 14. Mäerz ginn. Déi war natierlech zefridden, well eeben och zousätzlecht Personal agestallt gëtt, 99 Leit. Dat hat ech jo scho gesot. Se huet allerdéngs bedauert, datt d'Nordstreck tëschent Ettelbréck an Ëlwen elo awer net zweegleiseg amenagéiert gëtt.

An d'Chambre de Commerce zum Schluss nach: Déi bedauert, datt et keen Tableau récapitulatif gëtt iwwert déi eenzel annuell Budgetsposten.

Bon, wéi gesot, dat war alles zu deem Gesetz. Et ass ëmmer erëm erstaunlech, datt mer ganz wéineg ze soen hunn iwwert e Gesetz, dat awer trotzdeem 4,7 Milliarden duerstellt. Mee well et awer e ganz wichtegt Gesetz ass, bréngen ech dann och gläichzäiteg den Accord vun der DP an ech wier och frou, wann d'Chamber am Interêt vun eisem ëffentlechen Transport op de Schinnen dësem Projet de loi géif hiren Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner zu dësem Projet ass den Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech soen och dem Rapporter, dem Gusty Graas, Merci, deen eis dann effektiv och e bëssen duerch deen technesche Volet gefouert huet.

Bon, wéi de Rapporter och gesot huet: E Gesetz vu 4 Milliarden a 770 Milliounen Euro, dat ass net näischt! An ech mengen, do géif et sécherlech vill derzou ze soen.

Ech ginn elo net méi op den Detail an, wat de Rapporter gesot huet. Ech wëll et just an e Gesamtkontext setzen. Bon, d'Mobilitéit an eeben och den Invest an eis Mobilitéit ass an deene leschte Joren – scho virun enger ganzer Partie Joren – op e gewëssene Level gesat ginn. An dat ass elo entre-temps scho 15 Joer hier, datt ee gewëssene Bauteminister Wiseler mat dem Modu 2020 e Konzept op d'Bee gesat huet, fir dann dee Moment eeben d'Mobilitéit op een anere Punkt ze setzen, ob dat elo iwwer nei Garen ass, ob dat iwwer Pôle-d'échangen ass, ob dat iwwer Opfangparkingen ass et cetera. Duerfir ass et wichteg, och eng Kéier ervirzehiewen, datt eeben d'Mobilitéit viru Jore gekuckt ginn ass iwwer verschidde Konzepter, wéi dat Modu war.

De Meritt vum Minister Bausch an awer och elo vun der Madamm Backes ass, datt déi Projektiounen, awer och déi Visiounen, virugefouert gi si mat dem Plan national de mobilité, deen d'Madamm Backes och elo nach wäert viruféieren. An et ass wichteg fir d'Attraktivitéit vun eisem Land, datt mer weider an d'Schinn an och weider an aner Infrastrukturen investéieren, och den Tram, wéi virdru scho gesot.

An dann awer net ze vergiessen, wa mer vun der Mobilitéit schwätzen, ass och den Individualverkéier. Do gehéieren och d'Stroossen derzou. An duerfir ass et och wichteg ervirzehiewen, datt wann eist Land soll attraktiv bleiwen, verstäerkt muss an all Zort vu Mobilitéit investéiert ginn.

Bon, wéi gesot, ech brauch elo net vill méi dozou ze soen. Ech kann Iech just soen, datt natierlech d'CSV-Fraktioun à cent pourcents hei hannendrusteet, eeben hannert verstäerkten Investissementer an d'Mobilitéit. An duerfir ginn ech heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Une voix | Très bien!

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Mat 86.000 Leit pro Dag, mat iwwer 31 Millioune Passagéier am Joer ass den Zuch jo e Kärstéck vun eiser Mobilitéit. Op eise Stroossen, dat wësse mer all, geet schonn net vill, mee ouni Zuch géif eist Land komplett stëllstoen. Vergiesse mer och net, dass vill Leit op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, fir sech ze deplacéieren, an déi si frou, dass mer hei zu Lëtzebuerg e korrekten Zuchsreseau hunn.

De Lëtzebuerger Zuchsreseau ze ënnerhalen ass dofir eng Selbstverständlechkeet. A mat dësem Gesetz gi mir dësen Optrag da weider – op en Neits – un eis national Eisebunnsgesellschaft fir d'Joren 2026 bis 2040. Déi gutt 5 Milliarden, déi eis dat wäert kaschten, sinn iwwert déi nächst Joren dofir ganz gutt ugeluecht. An den Detail huet de Rapporter gemaach.

Erlaabt mir, just e Wuert ze soen. Ech mengen, mir hunn dacks d'Tendenz, an et ass och mënschlech, dass mer eis opreegen, wann en Zuch ze spéit kënnt oder wann en Zuch ausfält. A mer vergiessen heiansdo, eis och mol ze freeën, wann de Service gutt funktionéiert.

Dofir sollte mer haut, une fois n'est pas coutume, vun der Geleeënheet profitéieren, fir eiser Eisebunn an all hire Mataarbechter Merci ze soen, datt si all Dag dru schaffen, déi 31 Millioune Passagéier – dat sinn der awer vill – gutt, sécher a meeschtens och matzäiten duerch d'Land ze féieren a souguer doriwwer eraus.

Ech ginn heimadder selbstverständlech den Accord vun der LSAP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Cruchten. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, selbstverständlech gi mir och eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz hei. Et ass jo kloer, datt mer all Joer mussen an d'Eisebunn, an d'Eisebunnslinnen investéieren, well soss komme mer an en Zoustand, wéi mer en elo an Däitschland hunn. Do hu ganz Linne missen zougemaach ginn. Ech mengen, et war gëschter Owend e Reportage am Fernsee, wann ech mech gutt erënneren, wou dorop higewise gouf. A gottseidank si mer net an deem Zoustand, wann ech esou däerf soen!

Erlaabt mer, dem Här Gusty Graas Merci ze soe fir säin ausféierleche mëndleche Rapport. En huet eppes gesot vun Ënnerhalt um Schinnennetz, an do wëll ech an deem Kontext awer och drop opmierksam maachen, datt mir viru Joren eng Rei Problemer am Norden haten, well mer jo do nëmmen eng eegleiseg Streck hu vun Ettelbréck op Ëlwen. An do ware jo elo Problemer.

An ech wëll do nach eng Kéier eng Motioun deponéieren. Mir hunn Eisebunnstunnellen am Norden – ech weess elo net genau, wéi vill; et sinn der ëm déi 20 –, déi e beträchtlechen Alter vun iwwer 160 Joer hunn. An do war jo d'Astierze vum Tunnel Schieburg zu Kautebaach, quitte datt dat komm war duerch Aarbechten, déi am Tunnel duerchgefouert goufen, net duerch den Tunnel selwer. An et war jo och eng Fielsformatioun zu Bierde gerutscht. Dat sinn alles, wann ech emol esou däerf soen, Warnsignaler, datt esou Virfäll mol méi dacks kéinte virkommen.

An ech mengen, duerfir géife mir emol d'Regierung froen, esou séier wéi méiglech eng Etüd ze maachen, fir eng zweet Gleisspuer am Norden ze realiséieren, sief dat nieft der aktueller Linn oder niewendrun. Dat muss dann d'Etüd erginn. Et geet hei nëmmen ëm d'Etüd, et geet elo net ëm d'Realisatioun, dat ass jo eppes aneres. Et geet hei just drëm, eng Etüd ze maachen, wéi, wou, wat kéint geluecht ginn.

Ech mengen, et sollt ee matzäit ufänken. Wann ech et emol aneschters kucken: Wann een eng Etüd mécht, dauert dat bis zur Realisatioun – da sinn ech net méi – jo 20, 30 Joer, an ech mengen, da verstitt Der, datt dat awer zäitlech no ass.

Une voix | O!

M. André Bauler (DP) | Die Wege des Herrn sind unergründlich.

M. Jeff Engelen (ADR) | An ech géif da froen, déi Etüd ze maachen. Ech géif an deem Sënn eng Motioun deponéieren. An ech wëll och drop opmierksam maachen an déi Remark maachen: Och d'Chambre des Salariés huet an hirem Avis dodrop opmierksam gemaach.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Eisebunnstunnellen am Norde vum Land e beträchtlechen Alter vun iwwer 160 Joer erreecht hunn;

– d'Astierze vum Tunnel Schieburg en éischt Warnsignal war, datt änlech Virfäll och méi dacks kéinte virkommen;

– de Rutsch vun der Fielsformatioun bei Bierden, déi hätt misse stabiliséiert ginn, e weidert Warnsignal war, datt änlech Virfäll och méi dacks kéinte virkommen;

– deen ursprénglech festgesaten Delai fir d'Stabiliséierung vum Tunnel Schieburg net konnt agehale ginn,

ass sech bewosst, datt

– deemools méintelaang Stabiliséierungsaarbechte fälleg waren;

– et schwéier virauszegesi war, wéi laang dës Aarbechten dauere sollten;

– deemools bal de gesamten Zuchtrafick am Norden zesummegebrach ass, mat dramatesche Konsequenze fir all déi Leit, déi Dag fir Dag op den Zuch respektiv op den ëffentlechen Transport ugewise waren,

fuerdert d'Regierung op,

– esou séier wéi méiglech eng Etüd ze maachen, fir eng weider Gleisspuer an den Norden ze realiséieren, sief dat nieft der aktueller Linn, oder awer eng ganz nei Linn.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner wier den honorabelen Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesetz iwwert d'Finanzéierung vun der Eisebunnsinfrastruktur bis 2040 ass natierlech e wichtegt Gesetz an et schaaft Planungssécherheet fir déi nächst 15 Joer a leet déi finanziell Basis, fir dass eist Schinnennetz bedriwwen, gutt ënnerhalen an och weiderhi moderniséiert ka ginn.

Mat engem Gesamtmontant vu 4,77 Milliarden Euro ass et ganz sécher e staarkt Bekenntnis zum Schinneverkéier an dowéinst ass et och ganz evident, dass mir als Gréng dëse Projet de loi wäerte matstëmmen.

Ech wëll profitéieren, fir vläicht op dräi Elementer vun dësem Reseau, iwwert dee mer haut schwätzen, spezifesch anzegoen, dräi Elementer, déi mir wichteg erschéngen an déi vläicht och grad fir meng Matbiergerinnen a Matbierger aus dem Süde wichteg sinn.

Eng Kéier d'Fro no der Gare Hollerech: Dëse Pôle d'échange ass och am Plan national, am PNM 2035, festgeschriwwen a soll eng wichteg Schlësselfonctioun erfëllen an Zukunft. Eng Kéier, fir déi nei Quartieren, déi do entstinn, performant un den ëffentleche Reseau unzebannen, awer och, well en an Zukunft eigentlech e wichtegen Ëmstigspunkt soll sinn, fir de regionalen Zuchverkéier dann duerno op déi lokal Alternative vum ëffentlechen Transport ëmklammen ze loossen.

Dëse Projet geet och Hand an Hand mat deem Sujet, dee mer virdrun ugeschwat hunn, nämlech den Ausbau vum Tramsreseau op der Escher Strooss, an ass carrement och eng wichteg Prekonditioun fir dësen Tronçon.

Madamm Ministesch, an Ärer Äntwert op eng Question parlementaire vu mir vum leschte Joer hat Der och annoncéiert, dass Der de Projet de loi de financement am Januar 2026 wéilt deposéieren. An do géif ech gäre froen, ob do den Zäitplang nach stëmmt an ob et do Neies gëtt zu deem Projet.

Deen zweete Punkt, deen de Reseau betrëfft a grad och fir de Süde wichteg ass, ass de Gleisdräieck tëschent Déifferdeng a Käerjeng, deen och am Plan national de mobilité festgeschriwwen ass.

Mir hunn haut am Süden en infrastrukturelle Bottleneck, dee mécht, dass de Schinneverkéier grad a Richtung Déifferdeng eigentlech net optimal fonctionéiert an dass och d'Zuchfuere fir d'Déifferdenger net ganz attraktiv oder net déi attraktiivste Méiglechkeet ass, fir an d'Stad ze kommen, well et eebe laang dauert. Dee Gleisdräieck sollt engersäits dee Bottleneck ophiewen an dann anerersäits awer d'Fuerzäite massiv verkierzen – en Zäitgewënn vu bis zu 25 Minutten ass dran.

Wat ech mech gefrot hu bei der Lektür vum Projet de loi, ass, ob déi Infrastruktur elo hei an deem Plan de gestion, an deem Contrat de gestion scho matabezunn ass an ob d'Käschten dovunner hei dra sinn oder ob dat e ganz separate Finanzement ass.

An dann drëttens, e Sujet, deen och aus Escher Perspektiv immens wichteg ass an deen och an den Avisen zum Projet de loi thematiséiert ginn ass, dat ass d'Zuchstreck tëschent Esch an Audun-le-Tiche. Dir wësst, dass dat e Sujet ass, wou ech Iech ëmmer erëm drop uschwätzen, well e wierklech vun erausragender Bedeitung ass fir d'Stadentwécklung vun der Stad Esch, well do en neie Quartier entsteet a soulaang wéi déi Schinneninfrastruktur do ass, dee Quartier net kann organesch erawuessen an dat gewuessent Esch. Am Plan national de mobilité 2035 ass annoncéiert ginn, dass dës Streck soll stëllgeluecht ginn. Ech mengen och, wa mer eis de Besoin un ëffentlechem Transport an der Groussregioun ukucken, deen duerchaus do ass, da brauche mer méi flexibel Léisungen. Dofir soll jo och déi dote Streck ersat gi mat engem Corridor à haut niveau de service fir d'Bussen.

An ech mengen, dass mer wierklech an der Groussregioun nach eng besser Busoffer brauchen, fir do eeben d'Leit mam ëffentlechen Transport op Lëtzebuerg ze bréngen. Dowéinst wéilt ech gäre wierklech profitéiere vun der Occasioun, fir ze froen, ob et mëttlerweil e festen, e konkreeten Zäitplang gëtt fir d'Stëllleeung vun där Streck, woubäi ech nach eng Kéier wëll soen, dass dat wierklech wichteg ass fir d'Entwécklung vun Esch.

Ech hunn nach eng ganz Rei vun Iwwerleeungen, déi den internationale Reseau betreffen, deen natierlech och kruzial wichteg ass, wa mer iwwert den Zuchsreseau zu Lëtzebuerg schwätzen. Do gëtt et eng ganz Rei Chantieren: d'Streck Lëtzebuerg–Bréissel, wou mer scho laang driwwer schwätzen, eng zukünfteg Streck Lëtzebuerg–Köln, wou et gutt wär, wa mer eng Direktverbindung hätten, mee wou mer awer vun däitscher Säit elo matkréien, dass déi Chantiere sech éiweg an d'Längt zéien. An dann och vläicht eng Streck Lëtzebuerg–Saarbrécken, wou mer haut just e Bus hunn a wou ech awer iwwerzeegt dovunner sinn a mir Gréng och iwwerzeegt dovunner sinn, dass et do duerchaus och Potenzialer gëtt, dass dat eng performant Zuchstreck gëtt.

Abee, dat sinn alles Sujeten, op déi mer dann hoffentlech bei enger nächster Geleeënheet nach eng Kéier méi am Detail kënnen agoen.

Fir haut bleift mer just nach ze soen, dass mer als Gréng dëse Projet de loi wäerte matstëmmen. Ech soen dem Rapporter Merci an och der Ministesch fir hir Aarbecht a soen Iech alleguerte Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Sehovic. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten et matstëmmen, well och wann een oft alt de Geck mécht an e puer Witzer rappt iwwert den Zuch an iwwert d'CFL, muss een awer soen, dass mer trotzdeem de Privileeg hunn, an engem Land ze wunnen, wou d'Schinnennetz immens sécher ass a wou mer kënne berouegt den Zuch huelen, eraklammen an erëm erausklammen.

Wann een dat vergläicht mat anere Länner, wou dat Ganzt privatiséiert ginn ass, sinn ech houfreg, dass dat zu Lëtzebuerg net geschitt ass ...

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... an dass weiderhin de Staat wäert d'Garantie ginn, dass eist Schinnennetz, well ëm dat geet et jo haut, qualitativ weiderhi ganz héichwäerteg wäert sinn, well do stinn och ganz vill Leit derhannert.

An ech hat eng Kéier d'Chance, d'CFL-Zentral kucken ze goen, wa se vun deem ganze Reseau mussen d'Gestioun maachen, an ech war zoufällegerweis och nach géint 17:00 Auer do. Also ech kann Iech soen, et ass och net deen einfachsten Job vun der Welt, wann een den Zuchsreseau zu Lëtzebuerg am Feierowendverkéier muss reegelen. Dofir ass dat heiten eppes ganz Wichteges.

Ech weess, et sinn immens vill Gelder, mee et muss een natierlech och gesinn, dass dat iwwer 15 Joer geet. Mee et ass wichteg fir eis Piraten, dass dat weiderhin a staatlecher Hand bleift. Ech weess, dass mer och, wat den Transport op der Schinn ugeet, also net de Reseau, mee wat drop ass, nach eng Exceptioun bei der EU hunn. An ech géing och do d'Regierung bieden, déi weiderhin ze verteidegen, well et ass immens wichteg fir Lëtzebuerg, dass dee ganze Reseau staatlech bleift, dass Zuch, Bus an Tram alleguerte staatlech bleiwen, an dass mer déi Infrastruktur finanzéieren. Well just esou kënnen eis Bierger sécher vun A op B kommen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Mobilitéitsministerin Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt natierlech e ganz grousse Merci un den Deputéierte Gusty Graas fir all seng Aarbecht op dësem Projet a seng Rapporten. D'Schinn an den Ausbau vum Schinnennetz si wichteg fir d'Zukunft vun der Mobilitéit a vun der Wirtschaft vun eisem Land. Sou steet et – an dofir schaffe mer och weider drun – am PNM 2035 an och am Koalitiounsaccord.

Säit Jore bedeit dat och ganz konsequent Investissementer an Depensen, mee ech mengen, wien a seng Infrastrukturen investéiert, muss och sécherstellen, dass sech och weiderhi gutt dorëms bekëmmert gëtt.

Den aktuelle Kontrakt leeft Enn des Joers aus. Dat ass gesot ginn. Dat ass och iwwer e groussherzoglecht Reglement iwwer 15 Joer assuréiert, dat heescht, dat ass also näischt Neits. Wat hei nei ass, ass, dass mer e Finanzéierungsgesetz maachen. Sou war dat och mat der Direktioun vum Contrôleur financier festgehalen. Dat ass wichteg fir d'Transparenz an dat ass wichteg fir d'Previsibilitéit.

De Gesamtmontant vum Kontrakt beleeft sech effektiv op 4,77 Milliarden Euro, wéi gesot, iwwer eng Zäit vu 15 Joer, sou wéi dee leschten och. Nach eng Kéier: Ech mengen, et bleift wichteg, dass d'CFL an hir Leit hei Previsibilitéit hunn, a mat deem Gesetzesprojet haut kënne mer dat maachen.

Also hei geet et ëm d'Erhale vun eisen Eisebunnsinfrastrukturen an also och eisem Eisebunnspatrimoine.

Mir hunn eng Croissance vum Reseau. Ech mengen, de Staat investéiert 300 Milliounen Euro d'Joer an d'Eisebunnsinfrastruktur an och an nei Projeten an an d'Erweiderung vum Netz. Da muss een och kucken, dass do gutt drop opgepasst gëtt.

Mir hunn eng Croissance vun der Zuel vun Usagèren an Usageren. Mir hunn eng Croissance also och vun den Entretienskäschten, wou eise Reseau wiisst. A mir investéieren och an d'Sécherheet. Ech mengen, och dat ass en essentielle Volet hei.

Hei geet et ëm d'Paie vun 1.800 Beschäftegten. An hei iwwert dëst Finanzéierungsgesetz gi mer dann och d'Méiglechkeet, iwwer 15 Joer 99 nei Leit anzestellen. Dat heescht, dat si Leit, déi responsabel si fir den Ënnerhalt vun allen techneschen Installatiounen an d'Gestioun vum Zuchverkéier.

An ech wëll och vun dëser Plaz alleguerten de Leit bei der CFL wierklech e ganz grousse Merci soen, well si maachen eng ganz weesentlech Aarbecht fir eis alleguerten.

Hei geet et och ëm d'Modernisatioun oder d'Moderniséierung vum Maintenancematerial. Ech ginn net an den Detail, den Här Graas huet dat schonn deelweis gemaach, mee duerchschnëttlech an insgesamt klammen d'Käschte vun dësem Kontrakt ëm 2,32 % pro Joer iwwert déi nächst 15 Joer. An dës Erhéijung ass wierklech néideg, well – nach eng Kéier – hei geet et ëm d'Qualitéit an och ëm d'Sécherheet vum Service.

An ech wëll wierklech op dëser Plaz och den Deputéierte mat der Presidentin vun der Mobilitéitskommissioun e grousse Merci soen, well ech mengen, do gëtt eng ganz wichteg Aarbecht gemaach an dat wierklech op eng ganz konstruktiv Aart a Weis. Ech soen dofir der Chamber Merci fir d'Ënnerstëtzung fir dëse Gesetzesprojet.

Et waren elo e puer Froe gestallt ginn, déi näischt direkt, vläicht awer indirekt mat CFL dann och ze dinn hunn. An ech kommen natierlech och gären an d'Chamberskommissioun, fir méi am Detail doriwwer ze schwätzen. Fir awer vläicht op déi eng oder aner Fro anzegoen: D'Gare Hollerech bleift natierlech e ganz weesentlechen ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannechgelift, et ass e bëssen ze vill Gejiips op deenen zwou Säite vum Sall ...

(Hilarité)

... an et wier gutt, wann et e bësse méi roueg géif ginn.

(Interruptions)

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Voilà. Duerch Äert Gejiips probéieren ech dann, nach op e puer Froen ze äntwerten. Wéi gesot, d'Gare Hollerech ass natierlech e weesentleche Projet. Den APD (ndlr: Avant-projet détaillé), kann ech Iech soen, ass fäerdeg. Haut de Mëtteg ass en och an der Commission d'analyse des projets d'infrastructure ferroviaire um Ordre du jour. Mir kënnen also dann um Gesetzesprojet schaffen an en och d'nächst Joer, wéi et virgesi war, deposéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Den Dräieck Déifferdeng–Käerjeng: Eng regional Etüd mat allen Elementer eebe vum PNM 2035 wäert am Februar d'nächst Joer ofgeschloss ginn. A souwäit ech informéiert sinn, sinn d'Gemengen och iwwert d'Zäitschinn vun den Infrastrukturmesüren informéiert.

Audun-le-Tiche: En APS (ndlr: Avant-projet sommaire) vu Ponts et chaussées ass amgaangen, fir d'Schinnen eeben duerch de Corridor à haut niveau de service fir de Bus an och eng Vëlospist ze ersetzen.

Wat och e bësse mentionéiert ginn ass, ouni dass elo detailléiert Froe gestallt goufen, ass den internationale Reseau. Ech mengen, dat ass natierlech eppes, dat bleift ëmmer wichteg. Do kënne mer och weider an der Chamberskommissioun ganz gären driwwer schwätzen. Saarbrécken, jo, do lafe Gespréicher. D'Iddi ass do, dat wär och faisabel, mee ech mengen, bei all deene Saache si mer natierlech och drop ugewisen, dass dat op där anerer Säit vun der Grenz, ob dat an Däitschland ass oder an der Belsch, finanzéiert gëtt. Mee fir mech ass et wichteg, mat deene Partner am Gespréich ze bleiwen, fir dass mer och do weiderkommen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8494 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8494[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8494 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun, déi den Här Jeff Engelen deposéiert huet, befannen, ier mer dëse Punkt kënnen ofschléissen. Wie wëll nach d'Wuert zu dëser Motioun? Den Här Graas.

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Ech soen der ADR och Merci fir déi Motioun, déi se hei virgeluecht huet. Effektiv, ech mengen, dat ass eis alleguerte bekannt, datt déi Verbindung an den Norden natierlech ausbesserungsfäeg wier, woubäi een awer natierlech net däerf vergiessen, datt dat vum geologesche Standpunkt hier net ëmmer esou evident ass. Dat ass eng Decisioun, déi een net einfach esou kann huelen.

Dir fuerdert hei, eng Etüd ze maachen. Jo, mir gesinn dat mat Sécherheet och net negativ. Also ech géing Iech proposéieren, datt mer déi vläicht géinge mat an d'Kommissioun huelen, datt sech dann do vläicht eng Kéier kéint méi echangéiert ginn, och en présence vu Fachleit vun der CFL, well fir elo einfach esou stante pede awer eng Decisioun hei ze huelen, dierft vläicht net esou evident sinn. Duerfir géing ech Iech bieden, vläicht domadder d'accord ze sinn, datt mer se géingen an d'Kommissioun verweisen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Graas. Dann huet nach den Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Bon, ech mengen, mir kënnen eis effektiv nach alleguerten drun erënneren, wéi deen Tunnel agestierzt ass am Norden, datt dat ganz penibel war fir alleguerten déi Leit, déi aus dem Norden a Richtung Zentrum komm sinn. Duerfir mengen ech jo och, wéi den Här Graas et gesot huet, datt et wichteg wär, dat doten eng Kéier ze analyséieren – an do soll sech effektiv d'Kommissioun domat befaassen –, datt effektiv den Zuchtransport natierlech a Richtung Norde wichteg ass an datt och duerno gekuckt soll ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Lies. Da froen ech den Här Engelen, ob hien d'accord ass, d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, Här President, ech sinn domadder d'accord. Ech mengen, da kritt se vläicht eng Suite. An dat ass jo dat, wat mer wëllen. Et soll net ageschränkt sinn, well ech mengen, wéi deen Tunnel agestierzt war – ech hat éinescht vergiess, et ze soen –, war dat jo awer ee Joer, wou een Drëttel vun der Fläch vum Land quasi ofgeschnidde war vum Zuchsreseau. A wann elo nach eng Kéier esou eppes virkënnt – ech wëll der Däiwel net un d'Wand molen –, wier et awer gutt, wa mer Alternativen hätten.

Et wär jo och wichteg am Hibléck op déi eenzel Gemengen, déi et betrëfft, well et kéint jo emol sinn, datt wann eng Etüd gemaach géif ginn a se da gemaach wier, déi eenzel Bauperimeetere vläicht liicht ugepasst misste ginn. Dat wier awer vläicht elo nach méi liicht wéi an 20 Joer oder an 10 Joer.

An ech mengen, duerfir wier et wichteg, datt mer géifen esou séier wéi méiglech den Accord kréien, mee ech sinn awer selbstverständlech d'accord, se mat an d'Kommissioun ze huelen.

Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engelen.

Da kënne mer, mengen ech, elo ofstëmmen, ob Der d'accord sidd, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht, d'Mobilitéitskommissioun soll sech esou séier wéi méiglech mat där Motioun befaassen.

(La motion 1 de M. Jeff Engelen est renvoyée à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics.)

5. 8517 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8517 iwwert den Ëmbau vun der Beetebuerger Gare.

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Beetebuerg gëtt am Volleksmond Eisebunnerstad genannt, ...

(Interruptions)

... obwuel Beetebuerg offiziell keng Stad ass. Mee dat huet awer historesch Erklärungen, well zu Beetebuerg awer an der Zäit ...

M. André Bauler (DP) | Dir fuert op jiddwer Fall vill mat der Eisebunn, Här Graas. Chapeau!

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | **...** praktesch an all Haus eng Persoun war, déi direkt oder indirekt mat der Eisebunn ze dinn hat. Haut ass dat natierlech net méi de Fall. Haut hu mer eng aner Populatiounsstruktur zu Beetebuerg. Mee trotzdeem ass dat awer nach ëmmer hänke bliwwen an d'Eisebunn ass nach ëmmer dominant an där schéiner Uertschaft Beetebuerg.

Den 11. August 1859 ass den éischten Zuch hei zu Lëtzebuerg gefuer, an zwar vun der Stad hei a Richtung Diddenuewen an noutgedrongen awer och duerch Beetebuerg, soudatt deemools am Fong geholl scho festgehale ginn ass, datt Beetebuerg awer eng ganz wichteg Positioun an dem Eisebunnsreseau géing anhuelen. Ech soen awer net „gefuer", mee déizäit ass e gerattert. Firwat gerattert? Mee well dunn u sech just Dampmaschinne gefuer sinn – dat war bis 1964, wéi se dunn ersat gi sinn.

Wat natierlech Beetebuerg och ëmmer ausgezeechent huet – net onbedéngt am positive Sënn –, dat war déi berüümt-berüchtegt ominéis Barriär, eng Barriär, déi ëmmer fir ganz vill Stau gesuergt huet, eng manuell Barriär. Dat war eng ganz grouss Barriär. An 1874 war am Fong schonn en éischte Projet, fir eng Bréck iwwert d'Eisebunn ze bauen. Deen ass awer deemools verworf ginn. An et huet gedauert bis den 2. Abréll 1976, bis datt du konnt eng Eisebunnsbréck zu Beetebuerg ageweit ginn, déi dann och spéider den Numm krut vum fréiere Buergermeeschter Émile Hammerel, een Numm, deen Iech vläicht entre-temps e bësse bekannt ass, well jo eng nei Bréck gebaut ginn ass, déi och deen Numm dréit an déi jo awer deelweis elo vill an der Press war, eng fonkelnei Bréck, déi iwwregens de 4. Abréll dëst Joer och a Presenz vun der Ministesch zu Beetebuerg ageweit ginn ass.

Jiddefalls huet Beetebuerg sech ganz séier zu engem Dréipunkt vun der nationaler Eisebunn entwéckelt. Haut muss ee soen, datt Beetebuerg no der Stad déi zweetgréisste Eisebunnsinfrastruktur am Land huet. Mir, elo soen ech scho mir ..., mee Beetebuerg huet véier Linnen, an zwar a Richtung Esch, a Richtung Diddeleng a Volmerange-les-Mines, a Richtung Stad natierlech an och a Richtung Metz. Dat ass natierlech ganz wichteg.

Da kënnt awer och natierlech de Fret derbäi. An do ass zum Beispill de Fretkorridor vun Amsterdam/Antwerpen, deen erofkënnt iwwer Beetebuerg, fir a Richtung Süde bis un d'Mëttelmiergrenz vu Frankräich ze fueren. An dann natierlech den Triage Beetebuerg-Diddeleng, deen natierlech och fir d'Industrie a fir d'Ekonomie hei zu Lëtzebuerg eng ganz grouss Bedeitung huet. Deen ass am Oktober 1982 ageweit ginn.

No där neier Bréck, déi jo dann, wéi gesot, elo am Abréll ageweit ginn ass, ass dann elo de Moment komm, fir sech och Gedanken ze maachen: Muss net och d'Gare mat deem ganzen Alentour erneiert ginn? Ech mengen, wann een déi Gare e bësse kennt, da weess een, datt dat net vu Muttwëll ass.

Et ass eng Gare, déi net onbedéngt clientsfrëndlech ass. Ee Beispill: Een, deen am Rollstull ass, huet Schwieregkeeten, duerch de Souterrain op déi eenzel Quaien ze kommen. Et ass zwar am Dezember 2021 och eng Passerell gebaut ginn, wou e Lift dran ass, mee nach wéi vor ass dat awer e ganz grousse Problem.

D'Architektur vun där Gare ass awer ouni Zweifel erhalenswäert. An et kann een nëmme frou sinn, datt jiddefalls déi Gare net dat selwecht Schicksal erleit wéi d'Gare zu Ettelbréck. Dir déi, déi sech nach kënnen drun erënneren: Dunn hate mer grouss Diskussiounen och heibannen iwwert d'Erhale vun der Struktur vun der Architektur vun der Gare Ettelbréck. Aus enger Rei vu Grënn konnt déi dann net konservéiert ginn. Dat geschitt awer elo zu Beetebuerg net.

De Moment, wéi gesot, setzt sech d'Gare aus verschiddene Gebaier zesummen. Et sinn der am Ganze véier. Mir hunn och véier Quaien. An dat sinn natierlech Saachen, déi awer elo mussen onbedéngt erneiert ginn.

Aktuell gëtt jo awer och äifreg un deem neie Gleis zwëschent der Stad a Beetebuerg geschafft. An deen, deen dee Chantier nach net gesinn huet, deem kann ech nëmme recommandéieren, dat emol eng Kéier kucken ze goen. Dat ass wierklech impressionant, wat do entsteet. Dat ass, wéi gesot, e Chantier, dee passt an de Kader vum Modu-Konzept, dee bis 2030 ausgeschafft ass. Mee deen ass awer elo vum Plan national de mobilité 2035 iwwerholl ginn.

Dat bréngt natierlech mat sech, datt nach zousätzlech Zich an d'Gare Beetebuerg erakommen, déi elo schonn iwwerlaascht ass. An dowéinst ass et och wichteg, wéi gesot, datt déi Gare elo hei ausgebaut an och verbessert gëtt.

Dee Projet de loi, iwwert dee mer haut diskutéieren, huet eng Rei Objektiver. Éischtens, d'Eisebunnsinfrastruktur verbesseren, dann, wéi ech elo scho gesot hunn, der steigender Zuel vun de Passagéier awer och Rechnung droen, eng besser Accessibilitéit an dann och de Confort fir d'Usagere vun der Gare de moderne Krittären upassen.

Dann natierlech sollen och d'Awunner méi virum Kaméidi geschützt ginn. Ech mengen, een, deen no bei enger Gare wunnt, an enger Gare, déi staark frequentéiert gëtt, dee weess, datt dat natierlech awer och eng Rei Nuisancë mat sech bréngt, virun allem um Niveau vum Kaméidi.

An dann dee gréissten Investissement, dee besteet am Bau vun engem sougenanntene „saut-de-mouton". An domadder kann elo vläicht net jiddwereen eppes ufänken, mee dat ass u sech näischt aneres wéi e bëssen eng speziell Bréck, där elo schonn eng amgaang ass gebaut ze ginn an der Entrée vu Beetebuerg, wann Der aus der Stad kommt.

Dann ass natierlech och nach e wichtege Projet hei ze ernimmen: dat ass, datt déi véier Quaië solle moderniséiert ginn. An da riichten ech mech och an d'Richtung vu menge Kolleege vun Diddeleng. Do kënnt nämlech en extra Quai nëmme fir déi Diddelenger, déi vu Volmerange-les-Mines kommen.

(Interruptions)

Dat ass de Quai 3N. Awer dee gëtt e bësse méi isoléiert.

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Dat ass elo vläicht net falsch ze verstoen, Här Buergermeeschter vun Diddeleng, mee ech mengen, et huet awer eng kleng Bedeitung.

(Hilarité)

An da kënnt awer nach ee Projet derbäi – an ech mengen, de Buergermeeschter vu Beetebuerg gëtt mer do och net ganz Onrecht –, deen eis och net ongeleeë kënnt. Dat ass, fir d'Mobilitéitspolitick zu Beetebuerg nach besser ze maachen, wat zwar ganz schwéier ass, mee do kënnt eng nei Passerell, déi da vum Jacquinots-Park eriwwer geet. Déi ass just fir Foussgänger a fir Vëlosfuerer reservéiert, wat mir natierlech och begréissen. Bon, dat geet da weider bis an d'Rue Michel Hack an esou weider. Ech ginn elo net an d'Detailer. Ech mengen, déi meescht kënne sech dorënner och net eppes virstellen. Mee wat awer wichteg ass: Se gëtt ugebonnen un eng Vëlospist, déi a Richtung Parc Merveilleux, deen der jo alleguer kennt, soll kommen.

Da mussen natierlech déi Ënnerfürungen nei amenagéiert ginn – déi sinn net grad adaptéiert –, do kommen dann och Liften dran an dat ass och ganz wichteg. An déi Ënnerfürung, déi de Moment besteet fir d'Foussgänger, fir vun enger Säit op déi aner ze kommen, déi gëtt natierlech dann och moderniséiert.

En neien, och wichtege Projet ass den Amenagement oder de Reamenagement vum Parvis virun der Gare. Mir hunn de Moment néng Buslinnen, déi vu Beetebuerg fortginn. An do ass dann och eng Etüd virgesinn, fir en neit Park&Rail-Gebai – net e Park&Ride, mee e Park&Rail-Gebai – ze bauen.

Do muss ech awer elo hei eng kleng Remark maachen: Dat ass e Projet, fir deen am Gesetzesprojet just virgesinn ass, eng Etüd ze maachen. Mat deem Projet ass – wéi soll ech soen, fir mech dann elo mol ganz gentil auszedrécken? – vläicht net jiddwereen an der Gemeng averstanen, well eeben d'Gefor e bësse besteet, datt zousätzleche Verkéier ugezu gëtt an d'Uertschaft Beetebuerg. An dowéinst hat och de Beetebuerger Schäfferot a senger Erklärung Follgendes festgehalen, ech zitéieren dat hei: „Une décision concernant la réalisation d'un nouveau ‚Park&Ride'" – sou hu mer zwar geschriwwen – „dépendra d'une étude préalable au sujet de l'impact sur le trafic au niveau de la localité de Bettembourg et concernant l'accessibilité du P&R par les habitants de notre commune."

Dee Projet soll jo net virum Joer 2032 realiséiert ginn, mee wéi gesot, do si jo dann Etüde virgesinn. Déi Aarbechte sollen a véier Lousen ausgefouert ginn. Wat awer elo nach e speziellt Element ass: Beetebuerg war am Zweete Weltkrich ganz staark bombardéiert ginn, besonnesch an deem Eck do. An duerfir muss am Virfeld detektéiert ginn, ob net nach vläicht fréier Bommen oder Munitioun do leien. An net méi spéit wéi gëschter ass nämlech an der Proximitéit vun der Gare nach eng ganz Rei Munitioun entdeckt ginn, soudatt et also net auszeschléissen ass, datt mer do nach aner Iwwerraschunge wäerte kréien. An dowéinst ass et, wéi gesot, wichteg, datt dat am Virfeld ganz genee detektéiert gëtt.

Wärend den Aarbechte bleift d'Gare natierlech awer operationell. An d'Aarbechten un de Gleiser, esou wéi dat de Moment jo och de Fall ass, ginn nëmme wärend de Schoulvakanze gemaach. Just à titre d'information: Déi, déi d'nächst Woch gär wëlle mam Zuch vun der Stad op Beetebuerg fueren, mussen de Bus huelen, well eeben och do nach Aarbechte gemaach ginn. An dës Kéier ass dann och virgesinn, fir dat wärend de Schoulvakanzen ze maachen.

Dann ass och festgestallt ginn, datt d'Biedem deelweis polluéiert sinn. De System vun de Catenairë muss och erneiert ginn. An d'Aarbechten un der Gare selwer kënnen och eréischt ugefaange ginn, wann de Poste directeur fäerdeg ass. Dat ass fir 2029 virgesinn, soudatt ee kann dervun ausgoen, datt dee ganze Projet u sech a siwe Joer kann ofgeschloss ginn.

Zum Käschtepunkt: Dat Ganzt kascht natierlech och e bëssen eppes.

(Interruption)

Virdrun hu mer iwwer 4,7 Milliarde geschwat. Elo gi mer e bësse méi bescheiden, mee ech mengen, dat fir esou eng Uertschaft wéi Beetebuerg ass dat awer garantéiert eppes an dat soll och esou sinn. 426 Millioune soll dat Ganzt da kaschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht nach e bësselchen iwwert d'Prozedur. De Projet de loi gouf de 26. Mäerz 2025 deposéiert. De 17. Juli gouf de Rapporter designéiert, an do war de Krittär, datt een déi Gare gutt kenne misst. An dann den Avis vum Conseil d'État ass vum 17. Juni 2025. En hat keng Remark gemaach, en hat just nach eng Proposition de texte gemaach, wat den Alinea 2 ubelaangt.

D'Chambre des Métiers huet dann och gefuerdert, esou wéi an der Vergaangenheet, datt d'Aarbechte sollen a Lousen ausgeschriwwe ginn. Dat geschitt jo och elo. D'Chambre de Commerce hat keng Observatiounen ze maachen. D'Gesetz huet u sech nëmmen een Artikel a gemääss der geleefeger Praxis ginn all déi grouss Eisebunnsprojeten, wéi gesot, an engem Relevé festgehalen. Dat ass da konform zum Artikel 80 vum modifiéierte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorerie vum Staat. An dofir gëtt da proposéiert, d'Annex 1 vum modifizéierte Gesetz vum 6. Juni 2019 relative à la gestion, à l'accès à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire ze änneren, andeems den neie Projet Nummer 43, dat ass dann d'Renovatioun vun der Gare Beetebuerg, bäigesat gëtt.

Voilà! Ech géif Iech bieden, dësem ganz wichtege Projet, deen elo e bësselche mat Lokalpatriotismus ënnermoolt war, zouzestëmmen.

Une voix | Et war e bësse vill.

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Et ass awer nach gaangen.

(Hilarité et interruption)

An d'DP wäert mat ganz grousser Begeeschterung dësem Projet dann och zoustëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Gusty Graas. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert no dësem ganze passionanten Exkurs, och wat d'Geschicht vu Beetebuerg an der Beetebuerger Gare ugeet. Ech wäert dann elo effektiv e bësse méi nüchtern hei op dat Ganzt reagéieren. Ech kann Iech awer soen: Mir hu jo effektiv zwee Deputéierter vu Beetebuerg, an deen zweeten Deputéierte vu Beetebuerg wäert dann och nach e puer Wuert soen. Duerfir wäert ech mech deementspriechend och relativ kuerz halen.

Här President, e Merci dem Rapporter fir dëse flotte Rapport, deen e gemaach huet. Bon, ech mengen, d'Gare Beetebuerg, wéi scho gesot, ass e Knotenpunkt, wat de Persouneverkéier am Süden ugeet, an duerfir eng ganz, ganz wichteg Gare. Et ass och déi Gare hei am Land, déi déi zweetmeeschte Passagéier huet, nieft der Stad Lëtzebuerg natierlech, also der Gare hei an der Stad. An duerfir ass et wichteg, datt dës Gare dee Moment effektiv nees eng Kéier eng Mise en conformité gesäit an awer och d'Sécherheet vun de Passagéier an Zukunft nach verstäerkt wäert consideréiert ginn, mee och, datt d'Passagéier an Zukunft einfach méi Confort hunn.

Dëse Gesetzesprojet, dee geet och Hand an Hand mat dem Ausbau oder dem Neibau vun der Zuchstreck Stad bis an de Süden, bis op Beetebuerg. Bon, ech mengen, do ass schonn zanter Joren dru geschafft ginn an ech mengen, déi Diddelenger oder déi Beetebuerger, wa se bis heem fueren oder wa se vu Beetebuerg a vun Diddeleng bis heihikommen, hunn dann och kënne feststellen, datt virun enger Zäitche mat der Bowstring-Bréck do eng ganz impressionnant Bréck entstanen ass, eng nei Bréck fir eeben den Zuchverkéier. An ech mengen, déi Bréck ass och e bëssche symbolesch fir de Schinneverkéier, eng Bréck, déi ganz kloer dokumentéiert, datt d'Lëtzebuerger Land virun an den ëffentlech Transport an an de Schinneverkéier investéiert.

Bon, do virdrun, zwëschent der Gare centrale a Beetebuerg, do befënnt sech och déi Houwalder Gare. Bon, ech mengen, och déi Houwalder Gare wäert d'nächst Joer, 2026, komplett fäerdeggestallt ginn, wat och e wichtegt Element ass fir de Persounen- oder de Schinneverkéier. Duerfir dat just als Randnotiz.

Vläicht och zwee Wuert dozou, datt nieft der Urbaniséierung vum Ban de Gasperich an dann awer och der Restrukturatioun vun der ZAC Houwald an dem Midfield, wou an deenen nächste Jore wierklech nach vill Meeterkareeë wäerte gebaut ginn, et wichteg ass, datt nieft dem ëffentlechen Transport – ech hat et virdru scho gesot – och dru geduecht gëtt, eeben den Individualverkéier weider ze stäerken.

An, Madamm Minister, Dir wësst, wat elo kënnt: De Contournement ronderëm d'Gemeng Hesper, de Contournement Alzeng, ass eeben e Bindeglied fir dat Ganzt a muss och an deenen nächste Jore kommen!

Bon, ech mengen, d'Mise en conformité vun dëser Gare ass extreem wichteg an dréit derzou bäi, datt effektiv d'Attraktivitéit vum Schinneverkéier hei am Land nach méi grouss gëtt, an duerfir wäert d'CSV och dëst Gesetz matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Lies. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Haut ass e laangen Nométten, dofir erspueren ech eis elo weider Detailer, mee Dir hutt jo alleguerte matkritt, wéi detailléiert dem Här Graas säi Rapport vun der Kommissioun war. An nach méi detailléiert war seng Schäfferotserklärung direkt hannendrop. Dofir géif ech awer gäre soen, dass mer dee Projet wichteg fannen. D'Moderniséierung vun der Beetebuerger Gare soll virugedriwwe ginn. Dat soll eis och eppes kaschten. Dee Projet ass ze ënnerstëtzen an dofir gi mir eisen Accord.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wollt dem Här Gusty Graas en häerzleche Merci soe fir säin Ausfluch an d'Lokalhistorik. Da gluckst mäin Häerz ëmmer, wann ech esou Saachen héieren. Ech fannen dat flott an ech mengen, dat sollt een och e bësse bäibehalen an der Zukunft, mee wat mech am Fong geholl nach méi freet, dat ass, datt d'Struktur vun der aler Gare deelweis erhale bleift. Ech fannen, et ass och wichteg, datt mer och dorobber Wäert leeën. Dat gouf am Fong geholl bei eenzelne Saachen déi lescht Zäit vernoléissegt. An ech géif Iech un d'Häerz leeën, an Zukunft och méi op déi Saachen opzepassen.

Dat gesot, wollt ech nach just der Madamm Minister eng Fro stellen, oder eng Erklärung froen. D'Busgare ass jo ewell gebaut an d'Gare kënnt elo, dat sinn am Fong geholl fir d'Leit zweemol Aschränkungen. Dir kënnt mer vläicht soen, oder herno der Chamber soen, firwat datt dat esou gemaach ginn ass. Ech denken, et huet eng gesond Ursaach, mee da wier de Leit awer gehollef zu Beetebuerg. Déi hu mir dat un d'Häerz geluecht. Merci.

An ech ginn dann d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engelen. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säin historeschen Exkurs, deen ech ganz interessant fonnt hunn. Et ass gesot ginn, dass Beetebuerg wierklech e wichtege Kräizungspunkt am Schinnereseau ass, wou dräi Linnen zesummenzéien. Dee Projet, deen hei virgestallt ginn ass, ënnerstëtze mir natierlech voll a ganz, well en e wichtegt Element ass.

De Rapporter huet och duergeluecht, wéi eng aner Aarbechten am Moment ënnerwee sinn, schonn amgaange sinn oder wäerte geplangt ginn. Ech muss soen, dass déi heiten Infrastruktur net nëmme fir den Zuch wichteg ass. Se ass och wichteg, well déi nei Passerell dann entsteet a mer doduerch och eng besser Ubannung un den nationale Vëlosreseau kréien. Dat ass natierlech och eppes, wat mir begréissen.

An da bleift eigentlech nach just eng Fro un d'Madamm Ministesch: Et ass schonn e bëssen ugeklongen, woubäi ech elo d'Skepsis, Här Graas, net ganz verstanen hunn. Et geet ëm de Park&Ride, deen net Deel ass vun dësem Finanzéierungsgesetz, mee deen awer op der Lëscht vun de Grands projets d'infrastructure war, déi mer – a menger Erënnerung unanime – am Abrëll 2024 hei gestëmmt hunn a wou mer eeben der Regierung den Optrag ginn hunn, d'Etüde virunzedreiwe fir dee Park&Ride.

An do géing et mech e bëssen interesséieren, wou mer dru sinn a wat vläicht och de Planning ass. Ech mengen, an do si mer eis dann erëm alleguerten eens, dass eng Rei vu Prekonditiounen och mussen erfëllt sinn, fir dass dat alles Sënn mécht a gutt ass an Zukunft. An do wär ech frou, wa mer vläicht e puer Indikatiounen nach zum Zäitpunkt géinge kréien.

Ënnerstëtzung vun deene Gréngen an e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Sehovic. An dann ass et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, Här Graas, wien elo d'Eisebunnsgemeng oder -stad ass, kënne mer eng Kéier bei engem Tomatejus diskutéieren, well Péiteng huet do sécherlech och e gewëssenen Usproch drop.

Hei wäerte mer dat natierlech matstëmmen an dofir maachen ech et och kuerz, an déi lescht, reschtlech Sekonnen a Minutte kann dann de Buergermeeschter vu Beetebuerg Ären Exkurs nach eng Kéier weiderféieren an eis e bëssen erklären, wéi schéin dass dat zu Beetebuerg alles wäert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. An den Här Goergen huet et gesot: D'Wuert huet elo den honorabelen Här Laurent Zeimet vu Beetebuerg.

(Exclamations et hilarité)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll Iech net ganz laang ophalen. Ech wëll awer ...

Une voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Genéisst de Moment, Här Buergermeeschter vun Diddeleng, well och Är Awunner wäerten heivunner profitéieren.

Ech wëll awer natierlech fir d'éischt dem Rapporter, mengem Kolleeg Gusty Graas, Merci soe fir seng Erklärungen iwwer eis Heemechtsgemeng, déi, wéi e richteg gesot huet, eng Gemeng ass, déi mat der Eisebunn gewuess ass a mat der Eisebunn lieft.

A mir sinn eng Kräizung. All d'Weeër féieren op an duerch Beetebuerg, ...

(Brouhaha)

... sief et iwwert d'Stroossen, sief et iwwert d'Autobunnen, sief et mam Zuch. Dat ass eis Chance, et ass awer och heiansdo eist Leed, well mer mat der Verkéierssituatioun mussen eens ginn.

Dëse Projet ass e wichtege Projet fir d'Eisebunn. Et ass awer och e wichtege Projet fir alleguerten déi Leit, déi op Beetebuerg kommen, ëmklammen, fir an d'Stad oder fir an de Süde weiderzefueren. An dofir, mengen ech, ass et och fir eis Mobilitéit, fir eis Eisebunn ganz wichteg, datt déi zweetwichtegst Gare vum Land och deem Usproch gerecht gëtt a moderniséiert gëtt.

Et ass och wichteg fir d'Gemeng, well et eng wichteg Plaz an eiser Gemeng ass an och d'Servicer natierlech mussen esou ugebuede kënne ginn, wéi d'Leit sech dat erwaarden.

Fir eis als Gemeng sinn natierlech déi Projeten och eng immens Erausfuerderung, wéi esou dacks. Et wäerte laang Jore vu Chantier ginn a mir wier et ganz wichteg, Madamm Minister, fir fir eng gutt Zesummenaarbecht ze suergen tëschent alle Bedeelegten: eis als Gemeng, awer natierlech och den CFL, awer och net ze vergiessen de Ponts et chaussées, déi och dacks fréi hei an déi Projete mussen agebonne ginn. An déi Ofstëmmung – dat hu mer an der Vergaangenheet gemierkt – ass verbesserungsfäeg.

Ech wëll awer och drun erënneren: Am Schäfferot hu mer och d'Madamm Lorsché, an déi war an hirer Zäit, wou se hei an der Chamber war, ganz engagéiert fir dës Projeten. Dat soll hei awer och ernimmt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | An deem Sënn wëll ech Iech alleguerte Merci soen, och am Numm vun den Awunner vun der Gemeng Beetebuerg, wann Der dëse Projet matdrot. An ech si frou, datt meng Fraktioun dat mat hiren 21 Stëmme wäert maachen. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Zeimet.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Mobilitéitsministerin Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Sou, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, nach eng Kéier e grousse Merci un de Gusty Graas fir dëse Rapport. Ech weess, dass dëse Projet him ganz um Häerz läit, wéi och dem Buergermeeschter a ganz villen aneren.

Ech mengen, nodeems d'Chamber hire Feu vert ginn huet fir de Contrat de gestion de maintenance, geet et hei ëm e wierklech wichtegen Investitiounsprojet fir d'Modernisatioun an den Ëmbau vun der Beetebuerger Gare.

Et ass scho gesot ginn, d'Beetebuerger Gare ass den zweetwichtegsten Eisebunnsknuet an eisem Land no der Lëtzebuerger Gare. Haut passéieren do all Dag 36.000 Voyageuren. Dovunner klammen der 13.000 op der Beetebuerger Gare an den Zuch oder aus dem Zuch eraus.

Jo, mat engem Budget vu 426 Milliounen Euro ass dat schonn e bedeitend Investissement, mee ech mengen, et kënnt hei wierklech ganz ville Leit zegutt, mee och eiser Wirtschaft. Et ass gesot ginn.

Ech mengen, d'Beetebuerger Gare ass en Deel vum Hub Fret vum Land, zesumme mam Findel a mam Mäerterter Hafen, an dofir ass dat och eng wichteg Saach fir eis Betriber.

De Projet spillt ausserdeem och eng bedeitend Roll an der Ëmsetzung vum PNM 2035. Et ass gesot ginn: D'Gare ass vereelzt. Ech mengen, déi Ariichtunge sinn net méi zäitgeméiss. Mir hätte gären, fir d'Biergerinnen an d'Bierger wéi och fir d'Frontalieren, déi dës Gare benotzen, dass mer eppes Besseres hikréien. An do wäerte mer dru schaffen.

Zousätzlech kënnt nach – an dat ass och mentionéiert ginn – d'Neibaustreck zwëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg, déi 2027 fäerdeg gëtt. Och dowéinst muss d'Gare ugepasst ginn, fir déi zousätzlech Capacitéiten opzefänken an och ze maximiséieren.

D'Moderniséierung vun der Gare wäert d'Capacitéit fir d'Voyageuren erhéijen an den Trafick vu Gidder- a Persounenzich méi fléissend maachen. Béides ass wichteg fir d'Mobilitéit, mee och – nach eng Kéier – fir eis Ekonomie.

Aus enger Gare gëtt also hei e moderne Mobilitéitshub, deen eng optimiséiert Verbindung zwëschent Zich, Bussen an Autoen ubitt. An och d'Vëlosfuererinnen an d'Vëlosfuerer ginn net vergiess; d'Foussgänger och net. Ech mengen, dat ass alles en Deel vun engem multimodale Konzept, dat mer hei wäerten ëmsetzen.

D'Gare Beetebuerg gëtt och esou ëmgebaut, dass an Zukunft manner Zich sech kräizen. Dat ass gutt vum Gusty Graas erkläert ginn. Domadder wäert dann och d'Robustesse vun den Horairen erhéicht ginn.

Ausserdeem integréiert de Projet d'Upassung un déi technesch Interoperabilitéitsvirschrëften. Mir schwätzen hei och vun europäesche Standarden, déi hei musse garantéiert ginn. Domadder gëtt d'Gare méi sécher, och méi accessibel fir Leit mat Beanträchtegungen, an och de Kaméidi fir d'Leit, déi ronderëm wunnen, gëtt reduzéiert. Mat der Realisatioun vun dësem Projet wäert d'Beetebuerger Gare den nationale wéi och den europäeschen Ziler am Beräich vun nohalteger Mobilitéit an der Entwécklung vun den Eisebunnsinfrastrukturen also entspriechen.

Et ass iwwer e Park&Rail geschwat ginn. Jo, do ass eng Etüd en cours. Do gëtt dru geschafft. Ech kann Iech elo kee genauen Datum ginn, wéini déi fäerdeg ass, mee ech mengen, wa se fäerdeg ass, ass dann och de richtegen Zäitpunkt fir ze kucken, wat d'Pros and Cons vun esou engem Park&Rail sinn, wat och d'Noutwendegkeet vun esou engem Park&Rail ass.

Mee egal wéi, wann d'Decisioun géif geholl ginn, fir dat ze maachen, kann dat eréischt no all den Amenagementer, déi hei op der Gare gemaach ginn, stattfannen, well et kann een net alles zur selwechter Zäit maachen.

Här Engelen, ech mengen, mir schwätze ganz gären no der Chambersessioun driwwer. Ech hunn Är Fro net zu 100 % verstanen, mee vläicht kënne mer dat duerno kucken, an da kritt Der dann déi néideg Äntwerten.

Also, mam Feu vert vun der Chamber haut, wann Der dann Äre Feu vert gitt, kann dann dëse scho grousse Chantier d'nächst Joer ufänken. Den Ëmbau vun der Gare wäert am lafenden Zuchtrafick stattfannen, fir dass d'Matbiergerinnen an d'Matbierger wéi och d'Frontalieren ëmmer d'Méiglechkeet hunn, en Zuch ze huelen. An ech mengen, dat erkläert och, firwat de Chantier dann esou laang dauert.

Ech mengen, mir wäerte kucken, dass d'Inconvenienten esou limitéiert wéi méiglech gehale gi fir déi, déi hei reesen. A fir mech ass et och wichteg, dass mer hei eng optimal Kommunikatioun hikréie mat deenen, déi d'Gare benotzen, an natierlech mat der Gemeng. D'Zesummenaarbecht mat der Gemeng ass zentral. An ech ginn Äre Message och weider op alle Fall. D'Kommunikatioun mat de Clienteën a Clientë wéi och mat der Gemeng musse mer gutt hikréien an ech sinn och iwwerzeegt, dass dat wäert klappen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen, Dir hutt et – all déi, déi intervenéiert sinn – och gesot: Hei geet et wierklech ëm e Projet phare fir d'Mobilitéit vun eisem Land.

D'Zil ass wierklech ganz kloer, dass mer manner Retarden hunn, dass mer méi Sécherheet hunn, dass mer méi Capacitéit hunn, dass mer méi performant Pôles de mobilité hunn oder multimodal ënnerwee sinn zwëschent Zuch, Bus, Auto a Vëlo. An dat alles dréit dann och dozou bäi, dass mer weider optimal ëmweltfrëndlech Verkéiersméiglechkeete kënnen ubidden.

Dofir soen ech der Chamber Merci fir dësen Invest. Et ass en Invest an d'Securiséierung vun – am Fong – der Colonne vertébrale vun eisem Eisebunnsreseau. Merci fir d'Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Backes.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8517. Den Text steet am Document parlementaire 8517[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8517 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par M. Alex Donnersbach), Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Ordre du jour

Da kéime mer elo zur Diskussioun respektiv dem Vott iwwert déi zwou Motiounen, déi den Här Arendt haut deposéiert huet.

(Interruption)

Da géife mer ufänke mat der Motioun, wou eng Contribution financière vun 20 Millioune gefrot gëtt fir de Projet d'infrastructures binationales zu Arel, iert de Projet de loi deposéiert gëtt.

Wie wëllt dozou nach d'Wuert ergräifen? D'Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech wëll fir d'éischt effektiv op de Prinzipp agoen, deen an der Conférence des Présidents festgehale ginn ass vun de Motions libres. Eng Motion libre, déi deposéiert gëtt, soll eréischt no 24 Stonnen hei op den Ordre du jour kommen.

Virun allem: Dat heiten ass näischt Onbedeitendes. Mir hunn haut scho vill Suen heibannen ausginn. Et geet elo nach eng Kéier ëm vill Milliounen. Et ass wichteg, dass mer eis un eis eege Reegelen halen an dass déi net ëmmer just dann, wann et der Majoritéit passt, gebéit ginn.

Mir sinn awer natierlech keng frustréiert, klengkaréiert Oppositioun. Dofir hu mer als LSAP eisen Accord och ginn, dass mer dat heiten awer nach haut kënne stëmmen, well mer och näischt wëlle blockéieren.

7. Motion de M. Guy Arendt relative à la contribution financière au projet d'infrastructures binationales à Arlon avant le dépôt d'un projet de loi de financement

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 36 de ce compte rendu)

Discussion générale

Mir wëllen awer ... Et ass eppes, wat eis an der Motioun feelt, nämlech d'Base légale vun deem Ganzen. Mir wëssen, dass et se gëtt, well an der Kommissioun ass gesot ginn, dass de Service juridique vun der Chamber dat iwwerpréift hätt an dass sech do op den Artikel 104 (2) vum Règlement vun der Chamber baséiert ginn ass.

A mir géifen d'Majoritéit awer froen, dat bei d'Consideranten eranzesetzen: „Considérant l'article 104 (2) du Règlement de la Chambre sur les nouveaux projets d'infrastructure", well et ons wichteg ass, dass déi Base légale an dëser Motioun sollt verankert sinn.

Fir de Rescht géife mer eis deem elo net méi weider oposéieren. Mee mir wäre frou, wann an Zukunft eis eege Reegelen awer vun eis géifen agehale ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Braz.

8. Ordre du jour (suite)

Och ech sinn der Meenung, datt Prinzippien net solle verwässert ginn. An ech mengen, ech géif proposéieren, datt deen dote Punkt op den Ordre du jour vun der nächster Conférence des Présidents soll gesat ginn, fir dat do ze diskutéieren.

M. Guy Arendt (DP) | Här President, et ass awer esou, dass wann d'Parteien all d'accord sinn, fir ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dat ass och esou an dat wollt ech soen.

M. Guy Arendt (DP) | Voilà!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | D'Fraktioune waren alleguer d'accord, datt mer awer déi do Motiounen haut géifen zur Diskussioun bréngen.

9. Motion de M. Guy Arendt relative à la contribution financière au projet d'infrastructures binationales à Arlon avant le dépôt d'un projet de loi de financement (suite)

Wëllt nach een eppes zur Motioun, zum Inhalt vun der Motioun soen? Madamm Tanson.

Discussion générale (suite)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech komme vläicht – an ech soen dat da fir déi zwou Motiounen – eng Kéier zeréck op déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten.

Well mir hate virun … et ass schonn e bësse méi laang hier, dat war nach virum Summer, wann ech mech richteg erënneren, do war déi éischt Propos am Fong déi, dass mer hei, an do ass et méi ëm de WSA gaangen, well déi éischt Motioun, ëm déi et elo hei geet, do ass jo am Fong éischter eng Contribution financière, déi mer maachen, fir eeben d'Gebailechkeeten dann zu Arel, mengen ech, matzefinanzéieren …

An déi zweet Motioun, do geet et jo dann drëms, dass mer … Beim Site vun der WSA, deen och fir dee Batallioun soll benotzt ginn, do war déi éischt Propos, déi um Dësch loung, dass mer hei sollten eng Motioun stëmmen, fir scho richteg Aarbechten ze maachen.

A mir hunn awer eng Diskussioun doriwwer, fir ze wëssen: Ass dat konform mam Artikel 104 vun dem Reglement? Ass et och konform mat der Verfassung?

Doropshin hate mer an der Conférence ausgemaach, dass en Avis juridique géing vum Service juridique gemaach ginn. Dee krute mer alleguerte geschéckt, oder op d'mannst d'Presidente vun deenen eenzelne Gruppen. An déi hunn dat nach eng Kéier kloer rappeléiert, fir ze soen: „Nee, Dir kënnt net schonn Travaux entaméieren."

Dat mécht jo och Sënn, well da bräichte mer keng Gesetzer méi hei ze stëmmen, wa mer scho kéinten iwwer Motiounen Travaux maachen.

An et soll eebe genau limitéiert ginn, ëm wat et geet, an dass et eeben och Frais-d'étudë sinn, déi néideg si fir den Avant-projet sommaire, fir den Avant-projet détaillé, fir den Dossier d'autorisation oder de Cahier des charges, fir déi Mise en adjudication publique.

Dat ass virun allem elo fir déi zweet Motioun, wou déi heite Bedenke gegollt hunn. Op alle Fall, esou wéi et elo ëmgeännert ginn ass, a mir haten do e ganz konstruktiven Echange mat der Madamm Ministesch an der Kommissioun, kënne mir déi zwou Motioune matstëmmen an duerfir hunn ech se och mat ënnerschriwwen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Ass nach eng Wuertmeldung zur éischter Motioun? Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hoffe jo, dass d'Majoritéit dann, wann d'Oppositioun eng Kéier esou eng Motioun wäert bréngen, d'selwecht reagéiert. Well mir als Oppositioun hu gesot: „Mir huele se dann haut drun, fir dass dee Projet virukënnt." A souguer mir als Piraten hunn et gesot, obwuel mer de Projet net wäerte stëmmen an och d'Motioun net wäerte stëmmen. Ech kann dat och kuerz erklären.

Mir hate jo scho länger Diskussiounen iwwer dee binationale Batallioun. An do stelle sech nach ganz vill Froen, déi nach net gekläert sinn. Ech hat rezent eng Question parlementaire, op déi d'Ministesch mer geäntwert huet, dat hätt een nach net gekläert.

Dat war: D'Belsch setzen elo zu Bréissel hir Arméi an. Wéi verhält dat sech, wann d'Lëtzebuerger do mat involvéiert sinn an net an deem Batallioun. Dir konnt mer net äntwerten. Dir hutt gesot, dat wär nach net gekläert an der Question parlementaire.

Déi aner Fro ass: Mir schécken eis Zaldoten dohinner – an de Finanzminister ass hei: Wéi verhält dat sech steierlech? Mussen déi herno duebel Steier bezuelen an der Belsch, well hire Lieu de travail wäert herno Arel sinn? Sou wéi Der am Moment de Projet maacht, mengen ech net, dass et iwwer Teletravail wäert goe bei der Arméi. Et wäert net Dikrech sinn. Si schaffen dann zu Arel.

Dat sinn all déi Froen, déi Der och mat der Gewerkschaft nach net gekläert hutt, ier Der elo an d'Chamber komm sidd mat deem heite Projet. Dat sinn awer fundamental Froen, wou Der d'Rechter vun den Zaldote musst virdru klären.

Mir schwätzen déi ganzen Zäit, dass mer gäre jonk Leit motivéieren, bei d'Arméi ze goen, an da schafe mer hei schonn erëm eng nei Kompanie, e binationale Batallioun, wou alleguerten déi dote Froen net gekläert sinn, wou Der och mat der Gewerkschaft déi Gespréicher nach net gesicht hutt. An dofir wäerte mir dat och haut net matstëmmen.

Wann Der eis iergendeng Kéier kënnt do Kloerheete ginn, wéi et herno um Terrain ausgesäit, dass d'Zaldoten herno net ganz vill Fragezeiche gesinn, kann een nach eng Kéier driwwer diskutéieren, mee bis dohinner kënne mir e binationale Batallioun zu Arel net matstëmmen. En plus ass dat heite kee binationalen, wann e just zu Arel ass. Da wär et een Deel zu Dikrech an en Deel zu Arel, wann een dat korrekt gemaach hätt, an net nëmmen zu Arel.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Goergen. An dann huet den honorabelen Här Tom Weidig d'Wuert gefrot.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, villmools merci. Eis ass och bei deem binationale Batallioun nach villes onkloer. Mir hunn nämlech och nogekuckt, an dee binationale Batallioun ass ni richteg an der Chamber diskutéiert ginn an et ass och net wierklech ofgestëmmt ginn, datt mer dat wierklech wëllen. Mir hunn do wierklech nogekuckt a mir hunn do näischt fonnt.

An ech mengen, ier mer hei wierklech sou vill Suen accordéieren, wär et mol wierklech gutt, wa mer eng richteg Diskussioun hätten iwwert dee binationale Batallioun a wann och d'Regierung eis méi konkreet Informatioune kéint ginn. A wann dat de Fall ass, da kënne mer dat diskutéieren an ofstëmmen. An da kënne mer duerno och finanziell Kontributioune stëmmen.

Merci. Mir wäerten et duerfir net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Alex Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, ech wollt am Numm vun der CSV soen, datt mer natierlech déi zwou Motiounen ënnerstëtzen. Ech mengen, e puer Saachen, déi vläicht wichteg sinn ze soen: Wéi virdru vun der Madamm Tanson gesot ginn ass, geet et net schonn drëms, den éischte Spuetestéch ze maachen. Et geet et elo mol drëms, déi Projeten ze konzipéieren, d'Etüden ze maachen, déi noutwendeg sinn. An da gëtt e Gesetz zur Finanzéierung hei geholl.

An ech wëll och eng Kéier kuerz drop agoen: Ech mengen, mir hunn hei als Chamber och schonn d'Material bestallt, dat an déi Infrastrukture soll stoe kommen. Also dat Gesetz hu mer scho gestëmmt fir dee binationale Batallioun. Dat leeft. Dat heescht, et ass och wichteg, datt mer elo relativ zäitno kucken, datt déi Infrastrukturen, wou dat Material soll erakommen, gebaut ginn. Ech mengen, dowéinst ass et och richteg a wichteg, datt mer elo séier mat deenen Aarbechten ukommen. An an deem Sënn ënnerstëtze mer déi zwou Motiounen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir als Lénk ënnerstëtzen déi zwou Motiounen hei net. Net aus klengkaréierter Oppositioun, mee well mer e Problem um Fong hunn. An dee Fong ass dee binationale Batallioun, eng Iddi, déi schonn an der viregter Legislatur gebuer gouf. An déi Froen, déi sech fir eis dee Moment gestallt hunn, stelle sech haut nach ëmmer. Mir gesi wierklech nach ëmmer net d'Konzept dovunner an. Mir gesinn net an, wéi et sech an eng lëtzebuergesch Defensestrategie areit. Mir gesinn net, wéi en Opwand – virun allem och Personalopwand – dat géif bedeiten, wéi d'Arméi dat iwwerhaapt stemme kéint. An duerfir si mer konsequenterweis dann och géint dës zwou Motiounen, déi, wéi gesot, dee belsch-lëtzebuergesche binationale Batallioun zur Grondlag hunn.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Baum. Gëtt et nach eng weider Wuertmeldung? Den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP), auteur | Jo, merci, Här President. Ech mengen, fir den Här Goergen ze berouegen: Wann Der den Accord vun all de Parteien a Sensibilitéiten hutt, dann ass déi Reegel, déi et am Fong net gëtt, déi einfach emol eng Kéier festgehale ginn ass … Wa jiddwereen d'accord ass, da kënne mer dee selwechten Dag iwwert d'Motioun ofstëmmen. Bon, dat war mäin éischte Punkt.

Deen zweete Punkt: Ech ka mech nëmmen un dat drunhänken, wat de Kolleeg Donnersbach gesot huet. Hien huet am Fong d'Argumenter virbruecht. Ech brauch do näischt méi bäizeflécken.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Arendt. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech muss awer elo nach eng Kéier op d'Form reagéieren, well den Här Arendt dat jo awer elo och nach eng Kéier gemaach huet. Et ass esou, datt wann d'Oppositioun eng Motion libre deposéiert, da gëtt se deelweis net emol an der Woch drugeholl, wou se deposéiert gouf, well … Grënn. Wann d'Majoritéit gären eng Motioun dringend nach duerchboxt, wou een iwwert de Fong souguer nach Doutten huet – also zumindest hu mir Doutten, dat huet de Marc Goergen jo grad kloergemaach –, da gëtt se duerchgeboxt.

Jo, mir krute se eng Woch virdru geschéckt. Dat ass onkontestéiert. Et muss ee sech awer d'Fro stellen, firwat se, wa se eng Woch virdru prett war, dann net konnt, wéi mer dat an der Vergaangenheet och ëmmer gemaach hunn, en Dag virdrun deposéiert ginn. Da wär kloer gewiescht, datt se haut de Mëtten drukënnt. Esou ass se de Mëtten deposéiert ginn, fir de Mëtten drunzekommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Prinzipiell kann een dat maachen. Et muss ee sech just dann awer och erwaarden, datt d'nächst Kéier, wann d'Oppositioun eppes deposéiert, d'Oppositioun dat nämmlecht wäert afuerdere vun der Majoritéit, dat nämmlecht Entgéintkomme wéi d'Oppositioun dat elo bei der Majoritéit gemaach huet. Dat zur Form. Zum Contenu huet de Marc Goergen alles gesot.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. Dann huet d'Madamm Liz Braz d'Wuert gefrot.

Mme Liz Braz (LSAP) | Jo, ech wollt just den Här Arendt nach eng Kéier froen – en ass elo net drop agaangen –, ob en deen zousätzleche Considerant géif unhuelen. Notamment bei der Motioun vun der WSA géif dat Sënn maachen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP), auteur | Entschëllegt, ech hunn et effektiv vergiess. Nee, et ass eist Reglement, wat dat virgesäit, an ech mengen, dee Considerant kann ee bäiflécken.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Arendt.

Dann d'Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech wollt vläicht just nach eng Kéier rappeléieren: De Bataillon binational ass en Deel vun den alen, net vun den neien NATO-Ziler. Och an der viregter Regierung huet mäi Virgänger do scho ganz vill Aarbecht gemaach. Ech mengen, et ass och ganz, ganz oft an der Chamberskommissioun doriwwer geschwat ginn. De Bataillon binational steet am Koalitiounsaccord. Mir wäerten deen ëmsetzen op Basis vun all der Aarbecht a Viraarbecht, déi an der leschter Regierung do scho gemaach ginn ass.

Hei geet et elo ëm Infrastrukturprojeten, déi mer brauchen an deem Kader, an do hu mer och e puermol an der Chamberskommissioun doriwwer geschwat. Ech kann Iech och soen, dass iwwer alles, wat de Bataillon binational an och seng Mise en place ugeet, en continu mat de Gewerkschafte geschwat gëtt. Wéi gesot, hei geet et – d'Madamm Tanson huet et gesot – ëm Etüden, net ëm Travaux préparatoires. Dofir soen ech alleguerten deene Merci, déi dës zwou Motioune wäerte matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Ministesch, fir déi Kloerstellungen.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 51 Jo-Stëmme bei 9 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

10. Motion de M. Guy Arendt relative à l'exécution des études nécessaires pour les prochaines étapes de réalisation du projet d'extension du site de la WSA

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 36 de ce compte rendu)

Da kënne mer elo zur zweeter Motioun kommen, wou et drëm geet, datt déi néideg Etüde fir déi nächst Etappe fir d'Realisatioun vun der Extensioun vum Site vun der WSA kënne gemaach ginn. Wie wëllt zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Madamm Tanson.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Merci, Här President. Ech profitéiere just an deem Kontext, fir zwou Froen ze stellen. Madamm Ministesch, dat eent wier fir ze wëssen, wéi et mat dem Ëmklasséiere vum Terrain ass um Niveau vun der Gemeng. An dat Zweet ass, ob Der eis vläicht och nach eng Kéier këint e bëssen d'Zäitschinn soen, a wéi engem Zäitkader Der mengt, dass Der hei géift mam Projet ukommen an och op en Enn kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Jo, ech hat effektiv am Ufank direkt fir déi zwou Motioune geschwat. An dee Considerant war fir déi heite Motioun ëmsou méi relevant. Dofir géif ech nach froen, fir en an déi heite Motioun nach eng Kéier ze setzen. An à part cela gi mir eisen Accord zu där Motioun.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Braz. An da kritt den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Wéi an der Kommissioun ugekënnegt, wäerte mir se net matstëmmen. Mir gesinn zwar de Besoin, dass esou en Depot gebaut gëtt an dass och esou e risege Site muss komme fir d'Militär. Ech gesi just am Kordall déi falsch Plaz dofir. Ech hunn Iech dat an der Kommissioun schonn erkläert. Dir setzt en elo tëscht de Prisong an déi aktuell WSA, awer jiddereen, dee sech am Kordall auskennt, weess, wéi vill Verkéiersproblemer a wéi vill Densitéit dass do iwwerhaapt elo schonn ass.

An en plus hutt Der eis d'Argumentatioun gesot, dass e fir dee binationale Batallioun wär, deen zu Arel ass. An ech hunn Iech och an der Kommissioun schonn erkläert, dass déi Gefierer da wäerten duerch Käerjeng a Péiteng musse fueren, fir op Arel ze kommen, well se kënne jo schlecht ëmmer iwwert d'Stad fueren an dann iwwert d'Areler Autobunn.

Dofir, dee Site hei ass einfach op der falscher Plaz. Hätt Der deen zu Stengefort oder soss anzwousch gebaut, wat vill méi logesch gewiescht wär fir op Arel, wär et méi sënnvoll gewiescht wéi dat, wat Der elo zu Suessem maacht. Dir wäert do fir e Risechaos an där Géigend suergen an et wäert d'Liewensqualitéit erofsetzen.

Nieft dem Prisong an der aktueller WSA, wat eigentlech och scho vill ass fir Suessem, elo nach esou e Megasite ze bauen, mat alleguerten deenen Trajeten, déi ran an eraus wäerte fueren ..., do wäerten déi Militärgefierer fueren. Do hutt Der mer gesot: „Et gëtt eng Eisebunnsstreck verlängert, déi jo scho läit." Mee déi Eisebunnsstreck – an ech hunn och nach eng Kéier bei den CFL nogefrot – huet déi Capacitéit guer net. Dat ass Péiteng–Lëtzebuerg, d'Streck, déi iwwert Dippech geet. An do wëllt Der nach mat Militärzich drop fueren? Mee Dir kritt guer kee Slot méi do. Et si keng Kapazitéite méi do!

Dee Site hei ass ... Ech weess net, wéi Der drop komm sidd. Dee Site ass am Kordall esou schlecht gewielt. An Dir wäert de Leit do kee Gefale maachen, mee awer der Arméi och kee Gefale maachen, wann Der en op dee Site setzt. Ech erkennen un, dass een e brauch fir den Entretien an dass een e brauch fir déi Übungen, mee da setzt e méi no bei Arel an net an de Kordall. Dat ass déi falsch Plaz!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Ministesch, well nach zwou Froen opstinn.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Also, ech kommen och gären op sämtlech Detailer natierlech an der Chamberskommissioun zréck. Also de PAG, deen ass nach net geännert. Mir sinn natierlech do am Kontakt mat der Gemeng. Mee ech sinn, wéi ëmmer, ganz bereet, Iech do an der Chamberskommissioun natierlech och weiderhin um Lafen ze halen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also, ech weess dat, ech begréissen dat och, Madamm Minister, mee vun der Zäitschinn hutt Der elo net méi Donnéeën dobäi?

(Négation)

Nee? Et ass gutt. Ok, merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci. Gëtt et nach weider Wuertmeldungen? Soss kënne mer zum Vott iwwert ... Den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP), auteur | Jo, pardon, just fir nach eng Kéier ze confirméieren: Déi Rajoute, déi kënne mer och an dësem Text maachen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci fir déi Prezisioun. Da kënne mer elo ... Nee, den Här Michel Wolter huet och nach d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech wëll mech entschëllegen. Ech entdecken hei eppes, a mäi Schäffen och. An dofir wollt ech d'Ministesch froen, net nëmmen an d'Kommissioun ze kommen, mee och vläicht eng Kéier bei d'Gemeng Käerjeng ze kommen.

(Hilarité)

Well et ass alles schéin a gutt, mee dee Site, deen Der do eraussicht ... Wann ech dat richteg verstanen hunn, da flitt do mol alles nees bei eis duerch d'Gemeng als Alleréischt. Dat géif mer dann d'Geleeënheet ginn ze rappeléieren, dass mir säit Joren op e Contournement waarden, deen zumindest den Transport op der Strooss géif verbesseren.

Mee ech wier wierklech net ondankbar, wann Der och bei eis eng Kéier géift kommen, oder mir bei Iech eng Kéier géife kommen, dat ass net de Problem, mee dass mer awer eng Kéier géifen driwwer diskutéieren, wat fir eng Konsequenzen dat op eng dach awer scho méi wéi ugespaante Verkéierssituatioun an eiser Gemeng huet.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wolter. D'Madamm Ministesch wénkt Jo.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Maurice Bauer), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen elo zum nächste Punkt, dat ass de Projet de loi Nummer 8333. Ass dat esou?

Plusieurs voix | Nee.

M. Sven Clement (Piraten) | Den Här Biancalana ass prett, Här President.

11. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet du cadre légal et des politiques publiques relatives aux jeux de hasard

M. Fernand Etgen, Président de séance | A! Da komme mer elo zur Interpellatioun vum Här Dan Biancalana iwwert de legalen a politesche Kader am Zesummenhang mat de Glécksspiller. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet den honorabelen Här Dan Biancalana als Auteur vun der Interpellatioun.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Villmools merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kolleege Ministeren, zënter et Mënschen an Zivilisatioune gëtt, gëtt et och d'Versuchung beim Mënsch, säi Schicksal erauszefuerderen.

Dës Mëschung aus Hoffnung, Risiko, Kontroll respektiv Kontrollverloscht huet d'Mënschheet ëmmer nees dozou bruecht, dat Onberechenbaart ze sichen a sech dobäi ze froen, ob d'Chance vläicht dach op hirer Säit ass.

Déi éischt Forme vu Glécksspill an engem méi historesche Kontext, déi ginn zréck bis an d'Antik. A China gouf mat Schanken a Symboler gespillt. Bei de Griiche waren et d'Orakelen. An zënterhier huet sech d'Form geännert, mee d'Faszinatioun, jo, déi ass bliwwen. Ob de Staat d'Glécksspill erlaabt oder verbueden huet: Gespillt gouf nach ëmmer. D'Mënschheet huet dee Risiko ni opginn, si huet e just aneschters organiséiert.

Am Spill gesäit een, wéi wäit de Mënsch bereet ass ze goen, fir d'Kontroll iwwert säi Schicksal zréckzehuelen, de Coût, deen Asaz, deen alles verännere kéint. Och wann d'Kugel dacks dann op der falscher Faarf stoe bleift, d'Hoffnung op déi nächst Ronn bleift ëmmer bestoen.

A mir kenne se, d'Rubbellouse vun der Loterie nationale, déi een ze kafe kritt, Poker-Kaarten, déi een effektiv dann am Casino spille kann, respektiv d'Asätz, déi een och deementspriechend maache kann. An ech mengen, wann een an der Filmgeschicht kuckt, do gi jo och schonn där Saachen effektiv ganz vill thematiséiert, ob dat Filmer si wéi Casino, Cincinnati Kid, The Gambler, Maverick, Casino Royale, et j'en passe.

Mee genee dës Ambivalenz tëscht Faszinatioun a Regulatioun, bon, déi zitt sech och duerch d'Lëtzebuerger Geschicht. Nom Napoleon, deen d'Spillhaiser a Frankräich an zu Paräis zentraliséiert hat, huet de Roi Louis-Philippe d'Glécksspill verbueden an déi franséisch Bedreiwer vu Spillhaiser hu misste fort an hu sech an d'Thermestied an Däitschland an an der Belsch verluecht. Mee och Lëtzebuerg hätt deemools d'Chance gehat, eng Casinostad ze ginn. Déi bekannte Bridder Blanc, déi spéider de Casino vu Monaco gegrënnt hunn, jo, déi haten d'Festung Lëtzebuerg ganz fest am Bléck, mee ënnert der preiseschen Garnisoun gouf näischt doraus a si kruten nogeluecht, op Bad Homburg ze goen.

All Zort vu Spiller, wou et ëm Sue gaangen ass, gouf verbueden, fir d'Land virun der Versuchung ze schützen. An ech mengen, dat war och dee Moment wichteg. De Casino zu Mondorf an d'Villa Louvigny, déi als Spillhaiser geplangt waren, hu misse fir aner Zwecker genotzt ginn. Moral a Schutz vum Bierger hate Virrang, op d'mannst emol um Pabeier.

No der Krichszäit koum eng nei Etapp. 1945 gouf d'Loterie nationale geschaaft. D'Iddi war kloer: Wann d'Leit spille wëllen, da soll de Staat d'Reegele setzen an eppes un d'Gesellschaft zréckginn.

An de 70er-Joren ass d'Diskussioun och erëm nees erwächt. D'Wirtschaftskris, den Tourismus an awer och d'Verspricheche vun neie Steierrecetten hunn dës moralesch Haltung relativéiert.

Jo, 1977 koum d'Gesetz iwwert d'Glécksspiller, dat haut nach en vigueur ass. E Kompromëss tëscht Verbuet a Kontroll mat engem staarke Monopol vum Staat. An et gouf awer eng grouss Ausnam: de Casino zu Mondorf, e sech e Symbol aus enger Zäit, wou spille gesellschaftlech salonsfäeg gouf, awer just fir déi besser betuuchte Leit.

Awer wéi d'Police 1983 200 illegal Spillapparater aus de Bistroen erausgeholl huet, ass d'Kontradiktioun ganz kloer ginn: de Staat, deen d'Glécksspill generell verbitt, et awer bei bestëmmte Leit toleréiert, an zwar deene mat Suen, am Fong dann och deenen, déi et sech leeschte kënnen.

Am Kader vun der Virbereedung vun dëser Interpellatioun hate mer als LSAP ganz interessant Echangë mat der Lotterie Nationale, mat der Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte a mam Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht. Hinne soe mer Merci dofir.

Haut, méi wéi 40 Joer nom Gesetz vun 1977, sti mer erëm virun engem Wendepunkt. D'Welt vun de Glécksspiller huet sech komplett verännert. D'Roulette dréint sech net méi op engem Dësch, mee um Smartphone, um Internet. D'Spillhaiser hu sech op Serveren a Cloude verluecht an d'Grenz tëscht dem Legalen an dem Illegalen an deem, wat sech och elo am Fong an enger Grozon befënnt, ass méi onschaarf wéi jee.

Mee d'Gesetz, dat alles dat soll reguléieren, kënnt nach am Fong aus enger Zäit, wou et nach keng Online-Spiller gouf, d'Casinoen nach déi eenzeg physesch Plaze waren, wou ee spille konnt, an d'Digitaliséierung nach guer keen Alldaagsbegrëff war. Mir hunn also engersäits déi digital Realitéit, mee awer nach ëmmer eng Gesetzgeebung, déi deem Kader analog Rechnung dréit. An dat ass am Fong de Kär vum Problem.

Dat aktuellt Gesetz vun 1977 verbitt prinzipiell all d'Bedreiwe vu Glécksspiller. Wéi esou dacks gëtt et bei Reegelen awer och Ausnamen, an dozou gehéieren natierlech de Casino vu Mondorf an och d'Loterie nationale, wéi ech virdrun erwäänt hunn.

Wat dat aktuellt Gesetz och weider virgesäit, ass, dass am Horeca-Beräich, an de Caféen a Bistroen, all Zort vu Glécksspill, dat dem Spiller eng Chance op e Gewënn oder Konsum gëtt, strengstens verbueden ass.

Par contre ass am selwechten Artikel awer och virgesinn, dass Glécksspiller, déi engem keng Chance op Beräicherung oder aner materiell Avantagë ginn, u sech net verbuede sinn. A grad dës Formulatioun gëtt da vun enger Rei, jo, Firmen a Privatpersoune genotzt, fir déi sougenannten Internetbornen an de Caféen ze installéieren.

Wien awer schonn a sou engem Café war – an där gëtt et der jo eng ganz jett, wou där Borne sinn –, dee weess u sech, dass et sech hei net ëm Internetbornen handelt, mee ëm reegelrecht Casinoautomaten, déi effektiv vill Sue fir de Bedreiwer an de Café generéieren, déi deemno net an d'Staatskeess fléissen.

An deene leschten zéng Joer gouf e puer punktuell Aktiounen, fir géint dës illegal Maschinnen an deene Cafée virzegoen, mee et war am Fong och kee System dohannert. Et waren am Fong vereenzelt Aktiounen.

Wat eis awer trotzdeem iwwerrascht, war d'Äntwert op eng Fro, déi mer och an enger Question parlementaire gestallt hunn, fir ze wëssen, wéi vill Dossiere beim Parquet zënter 2019 gelant sinn a wat d'Suitte vun deenen Affäre waren. An do huet d'Madamm Justizministesch drop geäntwert, dass am Fong just 15 Dossieren an de leschte Joren opgemaach goufen, ouni datt et iwwerhaapt zu enger Verurteelung komm ass.

An dofir, mengen ech, och vläicht d'Fro hei un d'Madamm Justizministesch: Wéi ass am Fong dës Situatioun ze erklären, grad wa mer wëssen, dass dës Maschinnen ënnert der Tarnung vun Internetbornen operéieren an dass et awer zu kenge Suitten um judiciairë Plang komm ass? An huet et och vläicht domadder ze dinn, dass déi virgesinne Sanktiounen net dissuasiv genuch sinn?

Dës Grozon féiert natierlech och dozou, dass d'Gesetz schwéier ze applizéieren ass, a féiert och zu enger Retizenz bei de Policeautoritéiten, fir effektiv géint dës Maschinne virzegoen, notamment fir se dann och kënnen ze saiséieren.

Mir wëssen duerch Gespréicher, déi mer haten, dass Stand haut iwwer 3.000 – iwwer 3.000! – illegal Bornen, dovu 500 Sportwettautomaten an de Caféen, hei zu Lëtzebuerg am Ëmlaf sinn. Mir wëssen awer och, dass dës Situatioun zimmlech delikat ass fir d'Cafébedreiwer, well dës Maschinnen all Mount e weesentleche Revenu generéieren. Si sinn op dës Revenuen ugewisen, grad an dëser ekonomesch schwiereger Situatioun, wou et och eng Méiglechkeet fir si ass, sech iwwer Waasser ze halen.

An dofir mengen ech och, dass et zimmlech delikat wier, wa mer elo géifen hei fuerderen, datt elo vun haut op muer déi illegal Maschinne géife saiséiert ginn, well domadder géifen natierlech och ganz vill Cafébedreiwer an d'Laberente geroden. An eis Police misst sech natierlech och dann déi néideg Ressourcë ginn, fir spezifesch hei och virzegoen.

Wat mer awer net kënne maachen, ass am Fong, dass mer dës Situatioun einfach weiderlafe loossen a

maachen, wéi wann näischt wier. Mir wëssen, hei gëtt et am Fong iwwert d'Joren e Wildwuchs vun deene Bornen an effektiv gëtt et dann och Firmen, déi an deene Grozonen operéieren a profitéiere vun de Milliounen u Geld, déi natierlech laanscht d'Staatskeess fléissen.

An ech ka mer och net virstellen, dass dat de Finanzminister hei frou mécht, well si fléisse laanscht de Staat ouni jeeglech Kontroll a setzen effektiv natierlech déi legal Acteuren, wéi notamment d'Loterie nationale, ganz kloer ënner Drock.

Dofir vläicht och emol eng Fro un d'Justizministesch: Wat ass an dëser Problematik geplangt? A wat kënnt Der maachen, fir dat Bestoend besser ze reguléieren an och deementspriechend ze encadréieren? Radikal alles ze saiséieren ass sécherlech net d'Léisung, well da géifen och erëm neier optauchen.

An dofir proposéiere mir, an dësem Dossier pragmatesch virzegoen, engersäits ze kucken, fir et ze reguralriséiere mat Krittären, an anerersäits natierlech d'Sanktiounen an d'Kontroll ze verstäerken.

Här President, jo, et gëtt awer och am europäesche Kader Obligatiounen, notamment am Kader vum Anti-blanchiment. 2024 gouf et d'Reglement 1624 an d'Direktiv 1620, déi effektiv um europäesche Plang villes wëlles hunn, wou d'Spillreegele wäerte geännert ginn an déi och en direkten Impakt op de Glécksspillsecteur wäerten hunn.

D'EU-Reglement gesäit a sengem Artikel 3 vir, datt „prestataires de services de jeux d'argent et de hasard" an Zukunft als Entité assujettie consideréiert ginn an dat dann deementspriechend och eng Rei vun Obligatioune mat sech bréngt: d'Applikatioun vu Mesures de vigilance fir Montanten iwwer 2.000 Euro, an awer och eng Identitéitsiwwerpréiwung vun de Spiller. Dës Mesüre gëlle generell fir de Glécksspillsecteur, onofhängeg dovunner, ob mer elo vu Casino, Loterie oder Onlinespill schwätzen, also am Fong en zimmlech breede Scope.

An da gëtt et natierlech déi sechsten Anti-blanchiment-Direktiv, déi awer och virgesäit: „Les États membres veillent à ce que tous les prestataires de services de jeux d'argent et de hasard soient réglementés".

An dofir wéilt ech och hei vläicht vun der Justizministesch wëssen: Wéi wäerten déi Dispositiffen effektiv ëmgesat ginn am neie Gesetzestext, wann dann ee sollt kommen? Et kann een an de Rapporte vum Ministère de la Justice liesen, dass dorunner geschafft gëtt. Wéini kënne mer mat engem éischte Projet de loi rechnen, deen dann d'Jeux de hasard am Fong moderniséiert an effektiv och deem Digitale Rechnung dréit?

A wéi e Wee wëllt Der goen, fir nieft der Loterie nationale an dem Casino och nach déi aner Bedreiwer ze responsabiliséieren? A wat ass a punkto Onlinewetten an Onlinecasino ugeduecht um Niveau vun de Plattformen, déi vu Lëtzebuerg aus accessibel sinn? Well do wollt ech och eng Fro stellen, wou mer och eng Question parlementaire gestallt haten – dat war am Joer 2022 –, wou am Fong d'Äntwert war, datt behaapt gëtt, datt autoriséiert Glécksspiller an engem EU-Land, déi iwwert den Internet offréiert ginn, net an engem aneren EU-Land kéinte verbuede ginn.

(M. Claude Wisler reprend la présidence.)

An dat wier op d'Reegel vun der Libre circulation de prestations de services zréckzeféieren.

Et kann een awer noliesen an engem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff, dass ënner bestëmmte Bedéngungen effektiv och Derogatiounen zu de Grondprinzippie vun der Libre circulation erméiglecht ginn, an do ass den Arrêt vun der Liga Portuguesa vum Joer 2009. Do gëtt et am Fong zwou Méiglechkeeten: Entweeder schränkt een d'Aktivitéiten esou an, datt effektiv just en nationale Monopol besteet, an dat och an deem Kader, datt ee sech berifft op d'Santé publique an op de Schutz vun de Konsumenten – dat ass déi Éischt –, oder awer et féiert een en encadréierte Lizenzregimm an.

Egal fir wéi e System ee sech decidéiert, mussen natierlech Krittären definéiert ginn, déi objektiv sinn, proportionell, net diskriminatoresch an natierlech och kohärent. An dëse Kohärenztest bei der Reguléierung gëllt net nëmme fir d'Onlinespiller, mee och fir déi physesch Plazen am Land, wou dat dann effektiv och ka gemaach ginn. Ech mengen, dass dat ganz wichteg ass, well den aktuelle System dréit där Kohärenz net Rechnung. An dofir ass et och wichteg, de gesetzleche Kader unzepassen.

Mir hunn am Fong haut hei am Land eng Situatioun, där mer net méi esou nokucke kënnen, déi mer och net esou weider toleréiere kënnen. Nieft der Monopol-Offer, déi mer hunn, hu mer e Wildwuchs, dee sech iwwert déi lescht Joren opgebaut huet an deen net richteg reguléiert ass. Souwuel d'Loterie nationale wéi och d'Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte si mat dëser aktueller Situatioun net zefridden.

An d'Loterie nationale huet, nieft der klassescher Offer, déi se huet, vu Schäiner, Onlinespiller, am Fong 600 Glécksspillapparater an de Caféen installéiert, fir géint dësen illegale Phenomeen virzegoen. Och si sinn also Demandeur, datt um Terrain eppes geschitt duerch eng nei Gesetzgeebung. Well dat, wat mer hei erëmfannen an deene Caféen, dat si scho bal Minicasinoe mat deenen illegale Bornen, déi mer do hunn. A mir wëssen ..., natierlech och wéinst finanzielle Contrainten, well déi illegal Acteuren ënnerleien natierlech kenger Verflichtung a kënnen am Fong héich Kommissiounen – an dat hu mer och rapportéiert kritt – tëscht 50 a 60 % un d'Cafébedreiwer bezuelen, ouni datt déi Zomme besteiert respektiv deklaréiert ginn um legale Wee.

Här President, ech wéilt awer och ënnersträichen, datt am Glécksspillsecteur an de leschte Joerzéngte mam Opkomme vum Internet sech jo villes massiv geännert huet. Aneschters wéi vill aner europäesch Länner hu mir hei zu Lëtzebuerg kee spezifesche Regulateur fir dëse Secteur, an d'Responsabilitéit vun der Kontroll a vun der Iwwerwaachung läit deementspriechend beim Justizministère.

An dee Moment, wou Lëtzebuerg sech eng nei Gesetzgeebung wëllt ginn, wéilt ech am Fong generell d'Fro opwerfen, a wéi eng Richtung mer hei zu Lëtzebuerg wéilte goen. Gi mer do an d'Richtung vun engem spezifesche Regulateur mat enger spezialiséierter Autoritéit, déi iwwert d'Iwwerwaachung an och iwwert d'Reegelung verfüügt?

Eis Nopeschlänner hu probéiert, deem illegale Glécksspill e ganz klore Rigel ze setzen. An der Belsch gouf eng Commission des jeux gegrënnt. A Frankräich gëtt et eng Autorité des jeux. A si kënnen natierlech vill méi schnell agéieren a si kënnen natierlech och reegelméisseg Kontrollen an Audite maachen.

An natierlech huet och e rezenten Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff vum Juni 2025 op en Neits bewisen, dass de Sujet vum Anti-blanchiment ëmmer méi eng grouss Bedeitung am Secteur vun de Glécksspiller kritt. An den Arrêt Lainz betount nach eng Kéier, dass zum Beispill bei Transaktiounen – an ech hat et virdru gesot – iwwer 2.000 Euro, ob et en Asaz ass oder e Gewënn, musse Mesures de vigilance en place gesat ginn.

Also, esou eng Kommissioun wéi an der Belsch oder a Frankräich ass ëmsou méi wichteg, well do, wou illegal Acteuren optauchen oder operéieren an Onlineplattformen oder Glécksspiller offréieren, déi sech net un d'Spillreegelen an un d'Gesetz halen oder d'Leit carrement beducksen, kënnen déi natierlech vun engem Regulateur ganz séier vum Netz geholl ginn. A fir esou eng Kommissioun oder Autoritéit ze finanzéieren, musse mir elo net déif an de Staatsbudget gräifen. De generéierte Revenu aus de legale Glécksspiller boomt säit der Covidzäit. Dat weist och effektiv de Staatsbudget. An et geet duer, wann ee sech d'ailleurs och d'Zuele vun der Loterie nationale oder vum Casino ukuckt: Knapp 50 Milliounen alljoers, déi un de Staat, un d'Oeuvre ginn. Domadder kéint een also scho ganz vill maachen.

A wann dat net sollt duergoen, da musse mer och nach effektiv e Bléck werfen op déi net ganz legal Bornen an de Caféen. Och do krute mer Schätzungen. Bei 3.000 esou Bornen, déi an der Zirkulatioun sinn, gëtt et Schätzunge vun am Fong iwwer 150 Milliounen, déi alljoers laanscht de Staat fléissen.

An dofir dann och vläicht hei d'Fro un de Finanzminister: Ass et engersäits virgesinn, de Besteierungsmodell fir Glécksspiller ze iwwerdenken? Wéi gesitt Dir déi Situatioun vun deene Schätzungen, dass iwwer 150 Milliounen, jo, laanscht de Staat fléissen? A wéi schätzt Der deementspriechend de Risk vum Blanchiment bei de Glécksspiller an?

An ech wéilt weiderfuere mat e puer weidere Froen un d'Madamm Justizminister: Wéi gesitt Dir de Gedanke vun engem Regulateur, deen anzeféieren ass, wéi zum Beispill an der Belsch d'Commission des jeux, deem een och deementspriechend déi néideg Moyene gëtt, fir kënnen ze agéieren? A wéi gesäit et awer och a punkto Werbung fir Glécksspiller aus, physesch an och am digitale Raum, am Internet, op de soziale Meedien? Wat ass geplangt, fir géint d'Plattforme respektiv dann och déi deementspriechend Werbunge virzegoen?

Ech kommen elo op dee méi sozialen an och gesondheetlechen Aspekt vun der Spillsucht.

Här President, wéi gesot, hei ass e Punkt, deen dacks eréischt da bemierkbar gëtt, wann et schonn ze spéit ass. Wann aus engem onschëllege Spill, esou just for fun, eng Spiral vun Ofhängegkeet gëtt, wann de Mënsch net méi spillt, fir Freed ze hunn, mee fir ze probéieren dat zréckzekréien, wat e virdru verluer huet a wou am Fong d'Sucht Iwwerhand hëlt, genau dee Moment, wou op eemol d'Spill de Mëttelpunkt gëtt. D'Famill, d'Aarbecht an d'Gesondheet, déi bleiwen da ganz kloer op der Streck. „Rien ne va plus", seet de Croupier. Abee, an esou enger Liewenssituatioun vun der Spillsucht och: „Rien ne va plus".

Mir schwätzen hei net iwwer Eenzelfäll, mee iwwer reell sozial Problemer, engem reegelrechte Problem vu Santé publique, dee ganz, ganz vill Existenzen zerstéiert. D'Spillsucht dreift net nëmmen de Spiller an de finanziellen a sozialen Ofgrond, mee zitt och seng Famill, seng Partnerin, säi Partner, seng Kanner a säi ganzt Ëmfeld mat erof.

An och wann d'Spillsucht all d'sozial Schichten treffe kann, weist effektiv d'Erfarung, an der Diskussioun mat Psychologen, Therapeuten, Sozialaarbechter, datt et dacks Mënsche sinn, déi schonn a ganz prekäre Situatioune sinn, déi et betrëfft, déi am meeschten dodra gefaange sinn. Leit, déi scho laang ënner Drock stinn, finanziell, familiär oder berufflech, a sech duerch d'Spill eng kleng Chance op eng grouss Verännerung erhoffen.

Jo, si liewe mat där Hoffnung op deen eenzege Coup, op deen decisiven Asaz, dee vläicht alles, wierklech

alles ännere kéint, dee symbolesche Gewënn, dee vläicht och de soziale Sprong méiglech mécht. Mee grad dës Hoffnung, déi d'Spill esou verlockend mécht, ass och dat, wat et eeben halt och esou geféierlech mécht. Vill vun dëse Mënsche probéieren, iwwert d'Spill eng Form vu Kontroll zréckzekréien, eng Kontroll, déi se an hirem Alldag verluer hunn.

Laut den Donnéeë vum Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht sinn tëschent 5.000 a 6.000 Persounen zu Lëtzebuerg vu Spillsucht betraff, d'Hallschent dovunner pathologesch. An d'Zuel vun de Betraffenen, déi professionell Hëllef sichen, déi huet déi lescht Jore konsequent, wierklech konsequent zougeholl. An dat weist, datt de Problem net nëmmen existéiert, mee dass en am Fong weider wiisst, weider zouhëlt, an dass d'Gesellschaft nach ëmmer net wierklech adequat drop reagéiert huet.

Mir wëssen, datt eis zwee national Bedreiwer am Glécksspillberäich, op hir Manéier natierlech, gewëssen Initiativen op d'Bee gesat hunn, fir vulnerabel Spiller effektiv ze schütze vis-à-vis vun der Spillsucht. An dat ass dee sougenannte „jeu responsable".

Jo, mee grad hei läit de Paradox vum sougenannte „jeu responsable", e System, dee gläichzäiteg behaapt, d'Leit ze schützen, ze sensibiliséieren, ze informéieren, awer dobäi och d'Maximiséierung vun de Spillrecetten am Bléck hält. Am Endeffekt steet a fält alles mat der Eegeverantwortung vum Spiller, wéi wann all Mënsch e rationalen Acteur wär, deen ëmmer bewosst Entscheedungen trëfft an d'Kontroll iwwert sech huet. Mee grad dat ass bei ville Betraffenen eeben haut net méi de Fall, well d'Sucht d'Kontroll iwwerhëlt an d'Vernonft am Fong déi Chance effektiv net méi huet.

Haut gëtt natierlech geäntwert: Jo, et kann ee sech fräiwëlleg op eng Spärlëscht setzen, fir sech selwer den Zougang zu bestëmmte Spillformen ze verbidden. Mee, wéi gesot, dat ass nëmme fräiwëlleg. Et ginn och wéchentlech Limitte gesat vun 250 Euro fir Onlinespiller bei der Loterie nationale. Dat ass gutt, mee wéi gesot, et ass nach ëmmer fräiwëlleg, et ass eng Offer, mee ouni Verflichtung an ouni national Koordinatioun, ouni reegelméisseg Kontroll, well et jo op Fräiwëllegkeet baséiert.

Wat am Fong hei feelt, ass eng koordinéiert Approche, eng wierklech besser Preventiounsstrategie mat kloer definéierte Responsabilitéiten, well bis haut war am Fong och déi reegelrecht Spillsucht net richteg e Sujet, en Theema an enger nationaler Strategie ronderëm d'Addiktioun.

Et ass natierlech och esou, datt mer eng Preventiounskultur am Moment net hunn. Dat huet engersäits politesch Grënn, mee natierlech bleift d'Spillsucht och nach weider e gesellschaftlechen Tabu. An dat musse mer weider am A behalen, fir aus där Tabuzon erauszekommen.

Well vill Betraffener traue sech einfach net, driwwer ze schwätzen. Jo, si schumme sech. Si schumme sech a si hunn Angscht, jugéiert ze ginn, well et geet ëm hir Existenz. Si hunn alles op d'Spill gesat, si hu Scholde lénks a riets opgeholl a sinn och dem Risiko ausgesat, dass se Wunneng an Aarbecht verléieren.

Mee grad do däerf de Staat net fortkucken. Et kann net sinn, dass mer an engem Land sinn, dat esou héich Gesondheetsdepensen huet, an awer net probéieren, d'Suchtverhale besser ze encadréieren. Also, dofir brauche mer och weider finanziell an och personell Ressourcen, fir déi den Acteuren zur Verfügung ze stellen, fir dass si deene Missioune vun der Prise en charge an och vum Suivi kënnen nogoen.

Wéi gesot, de Problem ass nach net richteg eescht geholl ginn, och wa vereenzelt Initiative geholl goufen. An dofir och hei eng Fro un d'Gesondheetsministesch: Gëtt et de Moment Iwwerleeungen, d'Spillsucht an der Stratégie nationale en matière d'addictions 2025-2029 nach méi staark ze berücksichtegen? Wéi eng Moossname ginn do och méi konkreet geholl par rapport zu der Spillsucht? A voilà, wéi steet et mat der Iwwerleeung, och dem Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht zousätzlech finanziell Ressourcen zur Verfügung ze stellen, wann ee jo weess, wat vu finanziellen Einname generéiert gëtt – 50 Milliounen, nieft deenen, déi laanscht de Staat fléissen?

Am Kader vun enger neier Strategie, déi ee sech also hei zu Lëtzebuerg sollt ginn, vun deem, wat ech alles gesot hunn, wär et also och wichteg, eng zentraliséiert Spärlëscht ze hunn, eng Limitéierung vun de Montante vun den Asätz a Verloschter pro Mount an och eng obligatoresch Spillerkaart fir all Spillform, wou natierlech och d'Identitéit gepréift géif ginn.

Här President, ech kommen esou lues zum Schluss. Wann de Staat de Profitt aus de Glécksspiller akzeptéiert, da muss de Staat och d'Responsabilitéit droen, déi domadder kënnt. Dofir muss och d'Preventioun eng ganz staark ëffentlech Aufgab ginn an net nëmmen e Marketinginstrument sinn. An e spezifesche Fong fir Gesondheet a Preventioun, an deen all d'Bedreiwer, vu Casino bis Loterie nationale, souwéi d'Bedreiwer vu Bornen an Onlinespiller, géifen abezuelen. Ech mengen, dass dat e kloren Akzent kéint sinn. Et soll net eng Iddi sinn, et soll eng Noutwendegkeet sinn. Et geet ëm de Schutz vun de Spiller an et geet awer och ëm de Schutz vu Jonken.

An der Schwäiz gëtt et d'ailleurs e System, deen esou fonctionéiert: 0,5 % vum Ëmsaz ginn do fir Fuerschung, Therapie a Preventioun reservéiert. Fir Lëtzebuerg wier dat e kloren an och faire Schratt no vir.

Mir wëssen awer och, dass mer generell d'Konditioune ronderëm d'Glécksspill mussen am A behalen. Mir wëssen – an dat weist och d'Fuerschung –, datt op Plazen, wou Alkohol zerwéiert gëtt, natierlech ganz kloer d'Hemmschwell fält fir de Risiko, wat d'Glécksspill fërdert. Ouvertureszäite limitéiere wéi Spillhalen am Ausland: Dat si Beispiller, déi ee kéint huelen, awer och Zwangspausen tëschent de Spillphasen. Ech mengen, do gëtt et eng Rei Beispiller, déi am Ausland gräifen.

Well am Fong ass d'Fro jo net, ob ee spillt oder net. D'Fro ass, wéi eng Gesellschaft mir wëlle sinn, wann d'Schwächt vun e puer, jo, zum Geschäft vun anere gëtt. An dofir hu mer och konkreet Virschléi fir d'Verbesserung vun dem aktuelle System, e moderne Kader, deen dem 21. Joerhonnert effektiv Rechnung dréit, deen d'Kontroll an d'Sanktioune stäerkt an deen och eng ambitiéis Politick géint d'Suchtverhale mécht.

An an deem Kader wéilt ech och hei eng Motioun deposéieren, déi d'Kolleege vun déi gréng, déi Lénk an och de Piraten mat ënnerstëtzen. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– que la loi du 20 avril 1977 encadrant les jeux de hasard ne tient plus compte des réalités actuelles, notamment l'essor des jeux en ligne, l'apparition de bornes connectées et le développement de nouvelles formes d'offre ;

– que les bornes Internet, notamment dans les cafés et restaurants, sont exploitées sans encadrement juridique clair, sans contrôle d'âge ni limitation des mises, exposant les personnes vulnérables à des risques accrus ;

– que le vide juridique actuel empêche une régulation cohérente et crée des distorsions entre les opérateurs, tout en nuisant à la protection des consommateurs, à la transparence fiscale et à la prévention des addictions ;

– que le développement d'une offre de jeux socialement acceptable suppose des garanties fortes en matière de régulation, de prévention, de transparence et de contrôle,

invite le Gouvernement à

– procéder à une réforme en profondeur de la législation encadrant les jeux de hasard, en instaurant un cadre juridique unifié, cohérent et adapté aux évolutions du secteur, couvrant l'ensemble des formes de jeux, y compris les jeux en ligne, les pratiques commerciales en ligne assimilables à des jeux de hasard et les bornes connectées, et fondé sur un régime de licences transparent et différencié ;

– évaluer la création d'une autorité de régulation indépendante ou d'un organe public dédié, doté de compétences claires en matière de surveillance du marché, de protection des joueurs et de lutte contre les abus, et disposant de mécanismes de coopération transfrontalière avec les autres régulateurs européens ;

– renforcer la protection des consommateurs et la prévention des risques liés aux jeux de hasard, notamment par la mise en place d'un registre national d'auto-exclusion, l'harmonisation de l'âge minimum d'accès, la diffusion systématique de messages de prévention, ainsi que le soutien à des structures spécialisées via un fonds de prévention financé par les opérateurs agréés ;

– encadrer strictement la publicité en faveur des jeux de hasard, en interdisant notamment les messages promotionnels ciblant les mineurs, les communications commerciales non sollicitées en ligne, ainsi que toute publicité ou parrainage liés aux jeux d'argent pendant la diffusion d'événements sportifs ;

– revoir la fiscalité applicable au secteur des jeux de hasard, afin d'assurer une contribution équitable au financement de la régulation, de la prévention et de l'accompagnement des joueurs en difficulté.

(s.) Dan Biancalana, Marc Baum, Sven Clement, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | An där Motioun gi mer am Fong op fënnef Punkten an:

Dass mer déi aktuell Gesetzgeebung solle reforméieren an dass mer eis e méi kohärente juristesche Kader ginn, deen alleguerten d'Forme vu Spiller englobéiert.

Dass mer préiwen, ob mer net sollen eng onofhängeg Autorité de régulation aféieren, esou wéi et se an der Belsch an a Frankräich gëtt, déi eng Rei Kompetenzen huet, déi dann d'Iwwerwaachung mécht, awer och de Schutz an am Fong och d'Lutte géint verschidden Abusen, awer och de Volet vun der Coopération transfrontalière. Lëtzebuerg ass e Land, dat awer, mengen ech, an der Grenzregioun effektiv och säi Rôle ze spillen huet.

Dass mer natierlech de Schutz vun de Consommateure respektiv vun de Spiller verstäerken a méi staark och op Preventioun setzen an awer och en nationalen Autoexklusiounsregëster aféieren, deen net nëmmen op Fräiwëllegkeet berout.

An dass mer natierlech och kucken, dass déi Publicitéitsmessagë ronderëm d'Spill respektiv ronderëm d'Promotioun och kloer legal encadréiert ginn, mat enger spezifescher Cible virun allem och op d'Mineuren.

An natierlech och, dass een d'Fiskalitéit, wéi gesot, nach eng Kéier deementspriechend iwwerkuckt an dass och déi Einnamen, déi de Staat huet, natierlech och dann an d'Preventioun solle fléissen, fir dann och

en adequate Suivi vun deene Leit, déi vun der Spillsucht betraff sinn, kënnen ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Damme Ministeren, Här Minister, mir schwätzen also haut hei iwwert d'Glécksspiller, net nëmmen heiheem, mee och iwwer eis Grenzen eraus. Dëst ass net nëmmen e Sujet vu ganz, ganz grousser Wichtegkeet, mee awer och vu grousser Aktualitéit.

(Interruption)

Här Di Bartolomeo, d'Qualitéit sëtzt op menge Bänken.

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Allez, mir kommen zum Sujet zréck!

M. Laurent Mosar (CSV) | Dofir och e ganz grousse Merci un de Kolleeg an Initiator vun dëser Interpellatioun, den Dan Biancalana. Ech mengen, et ass wierklech och noutwendeg, datt mer eis eng Kéier iwwert dee Sujet hei austauschen.

Et ass awer och e komplexe Sujet, well e ganz vill Facetten huet. An ech mengen, den Interpellateur huet dat jo och scho gutt duergeluecht. En huet fir d'éischt natierlech juristesch Facetten. En huet awer natierlech och gesondheetlech Facetten. An en huet schlussendlech och finanziell Facetten. An dofir ass et och gutt, datt déi dräi Ministeren de Mëtten hei sinn, déi dofir och d'Kompetenzen hunn.

Här President, wann ee vu Glécksspiller schwätzt, ass et awer vläicht net ganz onwichteg, nach eng Kéier kuerz op den historeschen Hannergrond anzegoen. Den Här Biancalana huet deen zwar scho beliicht. Nach eng Kéier – en huet et scho gesot: Bei eis waren am Land eigentlech d'Glécksspiller bis zum Enn vum Zweete Weltkrich komplett verbueden an et ass eigentlech eréischt duerch d'Grënnung vun der Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, déi och d'Base vun der Loterie nationale ginn ass, dass eigentlech fir d'éischt iwwerhaapt eng Base légale hei komm ass. An et huet dann eigentlech och bis an d'80er-Jore gedauert, bis de Casino zu Mondorf entstanen ass, 1983.

Wat awer vläicht nach interessant ass ze betounen, ass, datt am Géigesaz zu ganz villen anere Länner eigentlech d'Objektiv vun deem Casino net wéi an anere Länner steierlech Recettë waren, mee dat war u sech eigentlech just en touristesche Motiv. Deemools ass et virun allem drëm gaangen, eisen Oste vum Ländchen och touristesch nach zousätzlech méi attraktiv ze maachen. Dat gëtt ganz oft vergiess, wann een an d'Geschicht liese geet. Mir sinn, wéi gesot, eent vun deene wéinege Länner, déi net vun Ufank u steierlech Motiver haten, an d'Richtung vun engem Casino ze goen.

Här President, erlaabt mir dann, vläicht fir d'éischt op e méi generell soziologesch-politeschen Aspekt vun dëse Glécksspiller anzegoen.

Hei gëtt et u sech zwou generell Approchen, déi och scho vum Här Biancalana e bëssen opgezeechent gi sinn. Déi eng ass déi, Glécksspiller eigentlech als eng ganz normal kommerziell Aktivitéit unzegesinn a se eigentlech quasiment guer net ze encadréieren. Dëst ass eng Approche, déi vun enger Rei vu Länner zréckbehale ginn ass, an deenen all Zorte vu Glécksspiller quasiment onbegrenzt kënnen ugebuede ginn.

Da gëtt et doniewent eng zweet Approche, déi eng weesentlech méi restriktiv Approche ass, déi eng méi sozial ass, a wou et eigentlech drëm geet, och de Mënsch ze schütze virun enger abusiver Exploitatioun vu gewëssene mënschlechen Triber, zu deene leider dann och och d'Spillsucht gehéiert.

Traditionell gehéiert Lëtzebuerg zu deene Länner, déi ëmmer dës zweet Approche gewielt hunn, déi also eng weesentlech méi restriktiv ass an déi net d'Spillen als eng normal kommerziell Aktivitéit betruecht, mee schonn als eng ganz speziell, déi och eegene prezise Reegele muss ënnerleien, fir dann awer och de Bierger géint eng Rei vun Exzesser ze schützen.

An, Här President, ech wëll och dann direkt hei soen, datt meng Fraktioun an ech och selwer weider wëllen un esou enger virsiichteger Approche festhalen an net dofir plädéieren, d'Diere fir all Zorte vu Glécksspiller nach vill méi wäit opzemaachen.

Haut muss een dann och feststellen, datt eigentlech d'Spille komplett changéiert huet, well ee sech haut net méi wéi fréier muss an e Casino beweegen, fir da sengem Hobby, wann ech dat kann esou nennen, nozegoen. Duerch déi extreem Entwécklung vun neien Technologien huet och dee ganze Spillsecteur sech total verännert an haut gi virun allem virum Computer Onlinespiller a Wette gespillt, dëst leider Gottes an enger kompletter Anonymitéit, déi natierlech d'Diere grouss opmécht fir gewëssen Excèsen. Et ass dann och dës Anonymitéit, déi gewësse geféierlech a schiedlech Aspekter vun de Glécksspiller nach weider accentuéiert. An de Risiko, ganz besonnesch fir jonk Mënschen, sech an deem d'Dschungel vu Glécksspiller a Sportswetten ze verléieren, ass leider enorm grouss.

Här President, et ass also fir d'CSV kloer, an do deelen ech d'Approche vum Här Biancalana, datt mir onbedéngt mussen eng Reform vun eiser Legislatioun iwwert d'Glécksspiller virhuelen, fir justement och dës Legislatioun un déi aktuell Evolutioun vun dëse Glécksspiller unzepassen. Et ass fir eis och gradesou kloer, an ech hunn et virdru scho gesot, datt awer de Schutz vum Mënsch virun de Geforen an den Abuse vun esou Glécksspiller weider muss am Mëttelpunkt vun där Legislatioun stoen a mir och net gewëllt sinn, heirauser iergendeng normal kommerziell Aktivitéit ze maachen, weeder hei nach dobaussen.

Fir eis muss dofir eng zukünfteg Legislatioun op fënnef grousse Prinzippie baséieren.

Éischtens musse mir weider eng legal a kontrolléiert Offer u Glécksspiller ubidden, fir justement och ze evitéieren, datt ëmmer méi Mënsche vun illegale Glécksspiller ugezu ginn.

Zweetens solle mir d'Offer an d'Envergure vun esou Glécksspiller op engem moderaten Niveau halen, déi de Besoine vun deene meeschte potenzielle Clienten entsprécht, an net versichen, zousätzlech Besoine bei dëse Mënschen ze kreéieren, fir domadder eventuell, wëll ech dann och ganz kloer soen, zousätzlech Steierrecetten ze generéieren.

Drëttens muss de Schutz vun de Mannerjäregen an de Personnes vulnérables weider eng absolutt Prioritéit sinn a bleiwen.

Véiertens muss de Kampf géint d'Fraude, de Blanchiment an de Crime organisé och am Vierdergrond vun esou enger Legislatioun stoen.

A fënneftens musse mir weider massiv a méi d'Preventioun ënnerstëtzen an domadder och all déi Associatiounen, déi op dësem Terrain aktiv sinn an déi, an dat wëll ech dann och vläicht vun dëser Plaz emol eng Kéier soen, eng fantastesch Aarbecht leeschten.

Här President, wéi kéinten elo d'Prioritéite vun esou enger neier Gesetzgeebung ausgesinn?

Fir d'éischt, an ech mengen, dat ass, sou änlech wéi och fir den Här Biancalana, fir meng Fraktioun eng absolutt Prioritéit: Mir musse wierklech deenen illegale Glécksspiller an de Caféen de Krich ukënnegen.

(Interruption)

A mir kënnen dësem Phenomeen net méi méi laang nokucken. Fir eis ass et dofir och wichteg, datt mer op dësem Punkt der Loterie nationale e klore Monopol accordéieren a Glécksspiller a Caféen an op anere Plazen nëmme kënnen ugebuede ginn, wa se vun der Loterie nationale agreéiert an homologéiert sinn.

Ech wëll och gradesou kloer awer hei betounen, datt,wann et zu esou engem Monopol kënnt an déi Glécksspiller ënnert dem Contrôle vun der Loterie nationale kënne bedriwwe ginn, d'Caféen awer och mussen en Deel vun de Recettë behalen, well och déi Leit musse jo awer weider kënne liewen, well déi wäerten dann awer ganz vill verléieren.

Zweetens, an dat ass fir eis gradesou wichteg, ech hunn et scho gesot: D'Gesetz muss preziséiert ginn, well et ass leider Gottes net méi den Zäiten ugepasst. Dat hunn ech beim Här Biancalana elo net direkt erausheéieren, mee mir sinn och der Meenung, datt d'Penalstrofen hei mussen an d'Luucht gesat ginn, dëst ganz besonnesch am Kontext vun der Lutte contre le crime organisé. Well mir sollen eis hei näischt virmaachen: De Crime organisé ass een, wann net souguer vläicht deen allergréisste Profiteur vun dësen illegale Glécksspiller.

Wéi aner Kolleegen an dësem Haus, sinn ech an de leschte Joren net midd ginn, ëmmer erëm Questionparlementairen un déi verschidde Justizministeren zu dësem Problem ze stellen. Leider – an ech soen dat och ganz kloer, et huet näischt mat der politescher Faarf vun deenen engen oder deen aneren ze dinn: Et ass leider net ganz vill geschitt.

Dofir och vun dëser Plaz aus, Madamm Justizministesch, en Appell: Maacht endlech Neel mat Käpp! An et wier gutt, wa mir op dësem Volet sou schnell wéi méiglech kéinte legiferéieren, quitte datt mer dann eventuell op aner Voleten an engem spéidere Gesetz géifen zréckkommen, well ech wierklech gleewen, datt mer hei keng zousätzlech Zäit méi ze verléieren hunn.

Ech wëll awer och nach betounen, datt mer generell, wat de ganze Volet Glécksspiller betrëfft an de Kampf géint déi illegal, och eiser Police a Justiz mussen zousätzlech Instrumenter zur Verfügung stellen, fir datt si och op eng effikass Manéier géint si kënne virgoen. Do muss ee sech also och iwwerleeën, ob een net muss méi streng administrativ Sanctioune géint déi Cafébedreiwer huelen, déi sech einfach hei iwwer Gesetzer ewechsetzen a weider esou illegal Spiller bedreiwen.

Dann, Här President, muss ee sech iwwerleeën, ob een net fir déi ganz Casinospiller, ech gesinn elo mol virun allem de Poker, well dat warscheinlech dat populäerst ass, awer net nëmmen ..., datt een eventuell och iwwerleet, ob net de Casino do soll eng limitéiert Onlineoffer ubidden. Hei kënnt ee sech eventuell en duebelen Niveau virstellen.

Éischtens kéinten déi ganz Glécksspiller eventuell och iwwert d'Loterie nationale ugebuede ginn, déi dann och e Monopol géif kréien, fir esou Onlinespiller unzebidden. Dat hätt den Avantage, datt mer hei géifen eng staatlech Kontroll behalen, awer gläichzäiteg der

Realitéit um Terrain géife Rechnung droen, nämlech datt haut souwuel Glécksspiller wéi Casinospiller ëmmer méi online praktizéiert ginn.

Ech betounen awer och direkt – an ech kommen elo op dee Punkt –, datt dat hei eng äusserst komplizéiert juristesch Thematik ass. Well hei musse mer wëssen: Hei gëtt et eng Rechtsspriechung um europäeschen Niveau, déi d'ailleurs net ëmmer ganz kloer verständlech ass. An ech kommen duerfir op dee Punkt, deen ëmmer erëm ugeschwat gëtt, och vu verschiddenen Associatiounen, déi eigentlech gär hätten, mir géifen och den Internetaccès op auslännesch Sitte fir lëtzebuergesch Residente verbidden.

Ech mengen, dat wär sécherlech eng Iddi, iwwert déi ee kéint schwätzen. Ech soen awer och direkt, datt déi äusserst schwéier ëmzesetzen ass aus enger ganzer Rei vu Grënn, wou ech elo leider net d'Zäit hunn, fir am Detail drop anzegoen. Nach muss een awer wëssen, wann een eventuell op de Wee vun engem Monopol geet, ob een net dann awer gläichzäiteg dësen Accès misst zumindest staark limitéieren, well dat eigentlech de Sënn vun deem Arrêt vun der Europäescher Cour ass.

Här President, ech kommen elo sou lues zum Schluss. Ech hunn et elo schonn ugeschnidden: generell e Wuert zu der europäescher Gesetzgeebung.

Fir d'éischt nach eng Kéier zu Ärer Erënnerung, falen d'Glécksspiller expressement net an d'„libre circulation des biens et des prestations de service". An et gëtt och e Prinzippienarrêt vun dem Europäesche Geriichtshaff an enger Affär Schindler, deen och am Prinzipp, an zwar ënner gewëssene Konditiounen, eng Monopolsituatioun, wéi mir se jo och am Moment kennen, souwuel wat d'Loterie nationale wéi och de Casino betrëfft, expressement autoriséiert.

Nach musse mir eis awer bewosst sinn, datt et net ganz evident wäert sinn, an dësem dach vum europarechtleche Standpunkt hier sensibele Sujet ze legiferéieren. An ech sinn och warscheinlech mat der Justizministesch d'accord fir ze soen, datt eng fundamental Reform, déi mer hei eventuell wéilte virhuelen, awer wäert eng gewëssen Zäit an Usproch huelen, fir justement awer alleguer déi Analysen do en droit ze maachen.

Här President, ech kommen domadder zum Schluss. D'Glécksspiller mat all hire Facettë sinn eng Realitéit, mat där mir eis als Gesellschaft, awer och als politesch Responsabel, mussen auserneesetzen. Et ass eng sensibel Thematik, well mir musse versichen, zwëschent der Fräiheet vun all Mënsch op där enger Säit an awer och dem Schutz ganz besonnesch vun de Mannerjäregen an de vulnerabele Persounen op där anerer Säit e Gläichgewiicht ze fannen.

Mir stelle fest, datt haut d'Glécksspiller eng ëmmer méi grouss Plaz an eiser Wirtschaft, awer ganz besonnesch och an der Welt vun der Ënnerhalung anhuele mat hirem Suchtcharakter, dee leider ganz vill sozial an eethesch Froen opwerft.

Déi politesch Erausfuerderung fir eis alleguer besteet doranner, e gesonden Equiliber ze fannen zwëschent dem Wëllen, op där enger Säit eng legal a kontrolléiert Offer vu Glécksspiller oprechtzeerhalen, an dem Wëllen, op där anerer Säit d'Risiken, fir an Ofhängegkeet, Verscholdung an de sozialen Ofstuerz ze falen, op e Minimum ze limitéieren. Dëst ass an enger digitaliséierter Welt eng enorm Erausfuerderung fir d'Politick an d'Gesellschaft, där mir eis awer als Politick musse stellen.

Schlussendlech, wann ee vu Glécksspiller schwätzt, dann – dat ass eigentlech eng Banalitéit, mee et muss ee se awer vläicht nach eng Kéier widderhuelen – gëtt et ëmmer vill, vill méi Leit, déi verléieren, wéi där, déi gewannen. An ech géif dann och zum Ofschloss vu menger Interventioun Iech en Zitat vum George Bernard Shaw virliesen, deen eigentlech de Phenomeen Spillen treffend beschriwwen huet. Ech zitéieren: „Beim Spille mussen der vill verléieren, fir datt e puer Wéineger gewanne kënnen."

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Weise Worte.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Glécksspiller sinn esou al wéi d'Mënschheet. D'Formen dovunner hu geännert. Fréier waren et Kaartespiller, haut sinn et oft Maschinnen oder digital Formen am Internet, wou Glécksspiller opkommen. De Wonsch, säi Gléck ze probéieren, wäert bleiwen, an dat och an Zukunft.

D'Glécksspill huet verschidde Facetten, dat ass elo och schonn opkomm, an och en Afloss op eng Rei Aspekter vun eisem gesellschaftleche Liewen, vun der Wirtschaft, op sozialem Niveau, awer och op d'Gesondheet vun de Leit. Ech wäert a menger Interventioun op déi verschidden Aspekter agoen.

Nach emol den aktuelle gesetzleche Kader: Eis haiteg Gesetzeslag stäipt sech op e Gesetz vum 20. Abrëll 1977. Prinzipiell verbuede si Glécksspiller mat finanzielle Gewënnméiglechkeeten. Erlaabt si just Etablissementer mat enger Autorisatioun vum Justizministère a verschidde Lotterien, wéi hei am Land d'Loterie nationale, oder och emol Tombolaen oder Concoursen, bei deenen d'Matmaachen näischt kascht.

Zënter 2009 dierf d'Loterie nationale laut Gesetz Lotterien a Sportswetten organiséieren. De Gewënn, deen iwwregbleift, geet per Gesetz un d'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, déi domat eng Rei ganz wäertvoll sozial, nohalteg, kulturell Projeten ënnerstëtzt.

2022 huet d'Loterie nationale ugefaangen, selwer Maschinnen am Horeca-Secteur opzestellen. Bis 2024 waren eng 600 sougenannt VideoLot-Terminals am Asaz. Hei leeft et esou: 30 % vum Gewënn geet un de Cafetier, de Rescht un d'Loterie nationale an domat un d'Oeuvre.

Eleng 2024 goufe ronn 20 Milliounen u Kommissiounen un d'Revendeure bezuelt, eng Hausse vun 20,3 % am Verglach zu 2023. Bal d'Hallschent dovunner ass u Cafféë gaangen – also net net considerabel als Zommen. Am selwechte Joer huet d'Loterie nationale laut hirem Rapport annuel bal 40 Milliounen Euro un d'Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte gespent.

Niewent der Loterie nationale gëtt et zu Lëtzebuerg haut just een eenzegen autoriséierte Casino: de Casino 2000 zu Munneref. Hei gi bis zu 80 % vun de Spillrecetten un de Staat. Am Joer 2023 sinn esou 24,2 Milliounen Euro u Steierrecetten an d'Staatskeess geflosss. E kloert Beispill fir dat finanziellt Potenzial vun enger reglementéierter Offer.

Niewent dem autoriséierte Casino an den zougeloossene Maschinne vun der Loterie nationale, déi gutt fonctionéieren, ass et awer eng Realitéit, an et ass schonn ugeklongen, dass illegal Glécksspiller um Terrain zouhuelen. Den Direkter vun der Loterie nationale huet geschat, dass eng ronn 3.500 illegal Spillautomaten hei zu Lëtzebuerg stinn.

Déi sinn dacks als Internetborn getarnt a stinn a Caféen a Restauranten uechtert d'Land verdeelt. Pro Joer bréngen esou Automaten tëschent 40 an 100 Milliounen Euro u Recetten. Well dës Bornen awer, contrairement zu de Maschinne vun der Loterie nationale, net offiziell ugemellt sinn, ginn dës Recetten och net besteiert. Domat gëtt et héich Zommen, déi dem Staat duerno feelen, a vill Suen, déi net an d'Keess vun der Oeuvre abezuelt ginn, fir domat philanthropesch Projeten ze finanzéieren.

Bei engem gesetzleche Kader, dee bal 50 Joer al ass, ass et net verwonnerlech, dass dësen net méi op d'Realitéite vun haut ausgeriicht ass. Dofir huet dës Regierung och am Koalitiounsaccord festgehalen, d'Gesetz iwwert d'Jeux de hasard ze reviséieren. Eng Realitéit, déi dobäi a mengen Ae muss consideréiert ginn, ass déi, dass sech eng ganz Rei Automaten, historesch gesinn, an eisen Duerfcaféë befannen, Caféen, déi zum Deel – a verschiddener zu engem groussen Deel – och vun de Recettë vun dëse Cafésautomate liewen.

D'Diskussioun ëm d'Automaten huet deemno och en Impakt op den Horeca-Secteur, e Secteur, dee bekanntlech duerch de generelle Réckgang vun eiser Caféskultur souwisou schonn um Struewelen ass. Vill Cafetiere sinn haut op d'Recettë vun de Spillautomaten ugewisen. Dat ass een net onweesentlechen Deel, deen a mengen Ae muss betruecht ginn, wa mir hei d'Texter adaptéieren.

Wa mer da bei engem neien oder engem ugepasste Cadre légal sinn, ass et fir eis als Demokratesch Partei kloer, dass Glécksspiller net pauschal solle verbuede ginn. Mee mir mussen awer, mat Bléck op de vereelzte Kader, kloer Reegelen definéieren, fir se kënne kontrolléiert ze encadréieren. Illegalitéit dierf sech net lounen, an déi Cafetieren, déi sech un d'Gesetz halen, däerfen net méi schlecht ewechkomme wéi déi Etablissementer, déi dat net maachen an net erlaabte Maschinne bedreiwen.

Här President, niewent der Problematik ëm déi illegal Maschinnen ass eise legale Kader net op déi digital Offer u Glécksspiller ausgeriicht. Stand haut gëtt keen Ënnerscheed gemaach tëschent Online- an Offlinespiller. Dobäi huet sech de Marché awer an deene leschte Joren, virun allem och wärend der Pandemie, méi a méi an den Onlineberäich verluecht. D'EGBA, European Gaming and Betting Association, schätzt den europäesche Glécksspillmarché 2024 op zirka 120 Milliarden Euro. Dovunner kommen eleng ronn 48 Milliarden aus dem Onlineberäich.

Lëtzebuerg ass eent vun deenen eenzege Länner an der EU, dat keng sougenannte „pre-commitment measures" virgesäit. Dat sinn zum Beispill Asaz- oder Verloschtgrenzen, déi Spiller viru sech selwer schütze sollen. D'Loterie nationale huet awer op eegen Initiativ intern Spilllimitten op hirer Plattform agefouert, mat deenen ee ka säin Asaz a soumat säi Risiko virun engem grousse Verloscht proaktiv limitéieren.

Trotzdeem bleift et dobäi: Et ginn am Moment keng legal Obligatiounen a keng Reegele fir den Onlineberäich. Dëst féiert dozou, datt virun allem déi aussereuropäesch Plattforme schwéier kontrolléierbar sinn an Notzer praktesch keng juristesch Protektioun hunn. Duerch de Manko u klore Reegele gëtt aktuell haaptsächlech op Eegeverantwortung gesat. Dat ass awer net evident, zumools wa Spillsucht involvéiert ass.

Laut dem Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht, der Berodungsstell vun der ASBL Anonym Glécksspiller, ass d'Suchtpotenzial bei Onlinespiller

am héchsten. Den entscheedende strukturelle Facteur ass nämlech d'Verfügbarkeet. Mir liewen an enger Zäit vun direkter Gratifikatioun, dat heescht enger Belounung, vun där ee beim Gewënn och direkt profitéiert. Dat mécht virun allem Onlinespiller esou geféierlech.

D'Spillsucht geet dacks Hand an Hand mat enger Rei vu Konsequenzen: Verschëldung, sozialer Isolatioun, physeschen oder psychesche Schied, gradewéi Produktivitéitsverloschter an der Aarbechtswelt.

Aus all dëse Grënn gëllt et, niewent dem gesetzlechen Encadrement vun de Glécksspiller u sech, och d'Preventioun ze stäerken. Säitens der Loterie nationale goufe schonn – an hei rëm aus Eegeninitiativ – eng ganz Rei Mesüren ergraff. Si setzen op Transparenz, andeem si iwwert déi reell Gewënnchancen forméieren. Si warne virun de Risiken, nieft de Borne leien Infoflyeren. Si schaffe mat Spilllimitten oder ginn de Spiller d'Méiglechkeet, selwer perséinlech Grenze festzeleeën. An zousätzlech schaffe si mat spezialiséierten Associatiounen zesummen, zum Beispill mat der ASBL Anonym Glécksspiller, a si engagéiere sech fir Bedruchsbekämpfung duerch vertrauenswürdeg Partner.

Den internationale Verglach weist: Verbindlech reegelbaséiert Systemer hunn dee gréissten Impakt. E renge „Responsible Gaming"-Usaz, deen nëmmen op Eegeverantwortung vun de Spiller baut, ka par contre schiedlech fir d'Konsumente sinn a souguer vun den néidege systeemesche Léisungen oflenken.

Aner Länner maachen eis et vir. Et si schonn e puer Beispiller genannt ginn: Schweden an Holland hu speziell Limitte fir besonnesch vulnerabel Gruppen agefouert. Däitschland a Schwede probéieren, iwwer „behavioural tracking" e Risikoverhale fréi ze erkennen an deem a Kollaboratioun mat de concernéierte Leit entgéintzewierken. An de Schwäizer Modell, deen ech perséinlech duerchaus interessant fannen, gesäit vir, dass verschidde Recetten aus de Glécksspiller an d'Preventioun an an d'Sensibilisatioun gestach ginn.

Als DP si mir eis de Risike bewosst, déi Glécksspill ka mat sech bréngen. Besonnesch jonk Leit setze sech gär emol manner kritesch mat dëse Froen auserneen. Dobäi setze mir awer net op eng Verbuetspolitick, déi oft dozou tendéiert, de verbuedene Sujet fir e Public nach méi attraktiv ze maachen.

Virop gëllt et, besonnesch och déi Jonk duerch Informatioun, Opklärung a Preventioun op d'Risike vum Glécksspill online, awer och offline opmierksam ze maachen, fir si virun den negative Konsequenzen ze schützen a fir e räsonabelen Ëmgang mat dëse Spiller an all hire Formen ze promouvéieren. E Schrëtt an déi richteg Richtung ass do sécherlech d'Ënnerstëtzung vum Staat fir déi Servicer, déi am Preventiouns- a Betreiungsberäich schaffen. E wichtege Partner ass den Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht, kuerz den ZEV, deen a Kooperatioun mam Gesondheetsministère gratis an anonym Berodung an Therapien ubitt.

Här President, ech kommen zum Schluss. Et geet hei net ëm d'Fro, ob Glécksspiller gutt oder schlecht sinn. Si sinn en Deel vun eiser Gesellschaft a wäerten et och an hire verschiddene Forme bleiwen. D'Fro ass, wéi mir domadder wëllen ëmgoen. E Verbuet ass fir eis als DP net de Wee a verlagert d'Illegalitéit just op aner Plazen oder aner Moyenen. Mir mussen an eisen Aen e Wee fannen, deen all Form vu Glécksspiller consideréiert, deen en notzerfrëndleche Suivi assuréiert, de gesondheetleche Problemer a Sucht virgräift an awer och wirtschaftlech attraktiv ass, fir dass den Horeca-Secteur Spillautomaten op enger legaler Basis kann notzen – an ech betounen: op enger legaler Basis!

Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir eng Revisioun vum legale Kader vum Glécksspill, deen dësen Aspekter Rechnung dréit. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. An dann huet den Här Dan Hardy d'Wuert. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, och vu mir e Merci un den Interpellant fir dës Debatt haut.

Mir schwätzen also hei iwwert d'Gesetzgeebung am Beräich vun de Glécksspiller. Dat ass e Sujet, dee reegelméisseg hei an der Chamber op d'Dagesuerdnung kënnt mat ëmmer nees deene selwechte Problemer, déi ugeschwat ginn, ouni datt wierklech konkreet an nohalteg Léisunge fonnt gi sinn.

D'ADR huet sech schonn an der Vergaangenheet domadder befaasst an och parlamentaresch Froe gestallt, well mir de Besoin gesinn hunn, endlech Kloerheet an dësem Beräich ze schafen. Wéi ech scho virun enger Zäitchen den Text vun der LSAP-Ufro fir dës Interpellatioun iwwert d'Glécksspiller gelies hunn, hunn ech mir geduecht: Den Här Mosar wäert sech wuel e bësse geschmeechelt gefillt hunn, well offensichtlech huet sech den Här Biancalana u senger Initiativ inspiréiert. Ech erënneren dofir un dem CSV-Deputéierte seng Interventioun vum Juli 2023.

Vertrieder vun zwou Parteien also, déi laang an der Regierung waren an déi et bis haut leider net fäerdegbruecht hunn, déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir der Problematik, déi duerch d'Glécksspiller entstoe kann, effikass entgéintzewierken.

M. Georges Engel (LSAP) | Ganz nei!

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, Dir Häre vun der sozialistescher Bänk, ma dass dat ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Ech soe jo, dass dat alles anescht wéi einfach ass. Dat wollt ech elo grad soen. Dat erkennt nämlech och d'ADR un, fir an deem Beräich ze legiferéieren, Här Engel. Jo!

Mir wësse jo alleguer: D'Gesetzgeebung kënnt an deene meeschte Beräicher net no mat der gesellschaftlecher oder digitaler Entwécklung. Dat gesi mir och an der Educatioun gradewéi an der Gesondheet an eeben och hei, beim Sujet vun de Glécksspiller.

D'Konsequenz dovun ass kloer. Et entsti juristesch Lücken, sougenannt „vides juridiques", wou d'Praxis sech weiderentwéckelt, mee d'Gesetz einfach hänke bleift. Am Fall vun de Glécksspiller bedeit dat konkreet: Alles, wat net kloer gesetzlech gereegelt ass, ass verbueden. Eng einfach, mee och eng onbefriddegend Léisung, well si d'Realitéit net reflektéiert.

Ech verweisen och op d'Ausso vun der deemoleger grénger Justizministesch, déi am Juli 2023 hei an der Chamber erkläert huet, datt e Gesetzesprojet an der Maach wär, fir déi bekannte Problemer unzegoen. Dat huet deemools gutt geklongen, mee wann een d'Situatioun vun haut kuckt, muss een éierlech feststellen: Vill ass zanterhier leider net geschitt.

Problemer, déi scho virun zwee Joer bestoungen, sinn nach ëmmer do a si entwéckele sech weider, ouni ze vergiessen, datt dës gesetzlech Lacunnen och konkreet finanziell Konsequenzen hunn. Recetten, déi an d'Staatskeess kéinte fléissen, ginn domadder verluer, besonnesch duerch déi illegal Glécksspiller.

An och hei, wéi sou dacks, gëtt no méi Preventioun geruff. Natierlech ass d'Preventioun wichteg. An an enger idealer Welt géif et keng Spillsucht ginn, mee mir liewen net an enger perfekter Welt. Leider hu mir keng aktuell ëmfaassend Zuelen, déi d'Gréisst vum Problem duerstelle kéinten. Wat mir awer wëssen: Den Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht huet am Joer 2022 iwwer 30 Persoune mat Spillsucht betreit a ronn 500 Therapiestonnen ofgehalen.

E rezente Fall aus der Press huet d'Komplexitéit vun dëser Sucht däitlech gemaach: eng Persoun, déi lues a lues an d'Spiral vun der Ofhängegkeet geroden ass, ugefaange mat engem banale Spillerautomat an engem Café. Dat ass just e Beispill, mee et weist, wéi zerstéierend dës Sucht ka sinn, net nëmme fir déi betraffe Persoun, mee och fir hir Famill an hiert Ëmfeld.

Fir eis, d'ADR, ass kloer, datt d'Preventioun däitlech gestäerkt muss ginn. Ech komme gläich dorobber zeréck. An da stellt sech awer och d'Fro, ob dat duergeet, fir de Phenomeen ze bremsen. An et kann ee jo och net higoen an d'Glécksspiller ganz verbidden. Online-Glécksspiller, wou ee Sue kann asetzen, gëtt et mëttlerweil wéi Sand um Mier. Just e puer Klicken an d'Kredittkaart gëtt belaascht. Am Kontext vum digitale Glécksspill ass et hautdesdaags vill ze einfach ginn, Suen ze verspillen, vill méi anonym wéi fréier, wou een huet missen an de Café oder an de Casino goen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

E verstäerkte Risiko fir d'Leit allgemeng, awer och zemools fir déi Jonk. D'Donkelziffer vun den Affer vun där Sucht ass mat Sécherheet grouss. Natierlech gëtt et kee Wonnermëttel. An eisen Ae kann eng Politick nëmme wierksam sinn, wa si och d'Verantwortung vun all Eenzelen an de Mëttelpunkt stellt. D'Preventioun däerf net zum Alibi ginn, fir näischt ze änneren.

Dat gesot, muss eiser Meenung no verstäerkt op d'Suchtproblematik, déi duerch Glécksspiller entstoe kann, opmierksam gemaach ginn. Online, awer och am ëffentleche Raum an op Plazen, wou Glécksspiller ugebuede ginn. Campagnë mat Warnaffichen, déi och am Internet op d'Geforen hiweisen, mat Kontaktdonnéeën, wou Betraffener an hir Bezuchspersounen Hëllef kënne kréien.

Mir mussen ophale mat enger Politick, déi sech hannert engem Verbuet oder hallefhäerzege Mesüre verstoppt. Wat mir brauchen, ass eng kohärent, transparent a verantwortlech Politick, déi d'Realitéit unerkennt an déi d'Leit schützt, ouni se awer onmëndeg ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Hardy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Dan Biancalana dofir, dëse ganz wichtege Sujet op den Ordre du jour vun der Plénière haut gesat ze hunn. Ech mengen, et ass scho ganz vill gesot ginn. Ech wäert elo net nach eng Kéier alles dat widderhuelen, wat meng Virriedner scho gesot hunn.

Vläicht just e generelle Constat am Ufank: Mir schwätzen ëmmer ganz vill iwwer d'Glécksspiller an d'Reglementéierung dovunner. Ech fannen et eigentlech wichteg, dass mer ufänken, andeem mer méi iwwert d'Preventioun schwätzen an och kucken, wéi mer et kënnen evitéieren. Ech si mat ganz villen d'accord, déi haut gesot hunn: „Et gëtt déi Glécksspiller an et ass besser, si kënnen ..." Et ass wéi all Zort vu Sucht, well et gëtt nämlech nun emol vill Leit, déi wierklech süchteg ginn, wa se selwer Glécksspiller spillen. Dann ass

et besser, si kënnen dat an engem gereegelte Kader maachen, wéi eeben deem vun engem Casino, deen awer eng Responsabilitéit huet an dat och weess, oder eeben deem vun enger Loterie nationale, déi och hir eege Charta an deem Kontext huet.

An duerfir sinn ech am Fong ganz frou, dass mer an engem Land sinn, wou mir e strenge Kader hunn. D'Gesetz vun 1977 ass scho vill ugeklongen an d'Gesetz vun 2009 vun der Oeuvre eebefalls, an dass de Kader eigentlech deen ass – wat den Här Hardy elo grad gesot huet –, dass eigentlech alles verbueden ass, wat net expressis verbis erlaabt ass, an dass et fir all déi Beräicher och eng Autorisatioun muss ginn, gréisstendeels vum Justizministère, deen en charge ass, fir déi Autorisatiounen auszestellen.

Ech sinn awer trotzdeem der Meenung, dass et extreem wichteg ass – an d'Zuele sinn och ugeklonge beim Här Biancalana –, dass mer net aus den Ae verléieren, wéi e Leed kann do hannendrustiechen, wann een effektiv ofhängeg gëtt vum Spillen. Well et kënnt nach eppes dobäi, wat vläicht bei enger anerer Sucht eventuell manner flagrant ass: Dat ass, dass ee riskéiert, sech komplett ze verschëlden. A mir wësse jo, wat dat fir Konsequenze ka mat sech bréngen um Niveau vun enger Famill, um Niveau vun enger Wunnsituatioun an dass een dann duerno eventuell seng Aarbechtsplaz verléiere kann, wat wierklech en Engrenage ass, dee grujeleg ass a wou mer eigentlech alles mussen drusetzen, fir dat zesummen ze evitéieren.

Duerfir och vläicht meng éischt Fro un d'Gesondheetsministesch: Gëtt et do Projeten, fir vläicht och nach méi proaktiv Preventioun an deem Beräich ze maachen? Wéi gesitt Dir dat?

A vläicht direkt do hannendrun ee Punkt, deen ech extreem sensibel fannen: Ech mengen, all déi heibannen, déi Kanner am Teenageralter oder souguer drënner hunn, déi wëssen, wéi eng Geforen am Moment a schonn eng Zäitche vun den Telefonen ausginn, notamment iwwert déi sougenannte „Mysteryboxes" op der enger Säit, mee awer och iwwert de „Looting", wou d'Kanner eeben eigentlech guer net emol matkréien, dass se amgaange sinn, eppes ze spillen, wou Sue kënnen impliziéiert si respektiv wou se och eppes hannendru kënne verléieren.

Duerfir gesinn ech et am Fong och als Chance, dass d'Justizministesch och Digitaliséierungsministesch ass, fir och kënnen ze kucken, sech vläicht um Kader ze inspiréieren, deen an der Belsch existéiert oder och an anere Länner, fir ze kucken, wat et vu Méiglechkeete gëtt, fir dat doten anzedämmen, fir dass op d'manst d'Mineuren net méi einfach esou an de Risiko geroden, Suen auszeginn, wou se sech net bewosst sinn, dass se et maachen, oder wou se sech net bewosst sinn, dass se am Fong net onbedéngt dat dofir kréien, wat se mengen, dass se et géingen dofir kréien. Dat si mëttlerweil Elementer, déi a ganz ville Spiller mat dra sinn a wou et, denken ech, och e Bedarf gëtt, dass mer driwwer schwätzen.

Ech hu mer e bëssen d'Legislatiounen an den anere Länner ugekuckt. D'Belsch huet do wierklech eng Vireiderroll. D'Spuenier hunn och déi Diskussiounen. A Frankräich lafen och Diskussiounen, ouni awer dass dat elo ganz concluant ass.

Natierlech hu mer op der anerer Säit och Länner wéi Malta, déi jo extreem liberal sinn, déi souguer Gesetzer huelen, wou se probéieren, déi Urteeler, déi an aneren europäesche Länner geholl gi si géint verschidde Spillbedreiwer …, dass déi bei hinnen net kënnen ëmgesat ginn, well si wierklech e Risemarché do ronderëm hunn.

Duerfir, ech denken – an et ass jo schonn ugeklongen –, et ass schonn déi lescht Jore vill am Ministère un deem Projet geschafft ginn. Ech hunn am Rapport vum Justizministère gesinn, dass den Aarbechtstitel e bësse geännert huet, dass den Text och elo heescht: „et des paris sportifs". An do wollt ech och wëssen, wat et vläicht domadder op sech huet.

Well wann een de Koalitiounsaccord liest, do steet: „La loi relative aux jeux de hasard sera révisée afin de limiter leur exploitation aux seuls casinos", wat jo, mengen ech, elo schonn de Fall ass. „Dans les cafés, les bars et les restaurants, seules les machines qui n'ont pas pour objectif de promettre un gain pecuniaire seront autorisées et contrôlées de manière conséquente." An do hunn ech mech gefrot … Dat ass jo am Fong och dat, wat am Moment schonn am Gesetz steet, quitte dass d'Oeuvre jo och elo schonn hir Bornen an de Caféen huet, de VideoLot, a wou een d'ailleurs och gesäit, wann een d'Recettë vun der Oeuvre kuckt, dass déi eigentlech och an deene leschte Joren extreem an d'Luucht gaange sinn a wierklech och op deem dote Punkt. Wann een de Rapport d'activité vum leschte Joer kuckt, lounge se bei 32 Millioune Revenu reng fir de VideoLot.

Meng Froe ginn, niewent eeben där elo grad un d'Gesondheetsministesch, och un d'Justizministesch, fir ze wëssen, a wéi eng Richtung si elo gedenkt ze legiferéieren an ob si gedenkt, den digitale Beräich mat eranzehuelen, op d'mannst wat och de Schutz vun de Mineuren ubelaangt. Ech weess, dass dat net esou evident ass, wéi ee sech dat eventuell ka virstellen, mee ech denken, et wier op d'mannst derwäert, doriwwer nozedenken.

An dann, meng nächst Fro wier dann nach déi: Ech hunn am Registre de transparence gesinn, dass de Wirtschaftsminister eng Entrevue mam Horeca-Secteur hat. An do war eebe rieds gaange vun enger Entreprise, Gaming1, déi wéilt e Casino am Norden etabléieren. An de Wirtschaftsminister huet se dunn un de Finanzminister verwisen. Ech hunn awer dunn am besotene Regëster keng Trace méi fonnt iwwer eng Entrevue mam Finanzministère oder mat Iech oder mat Äre Leit, Madamm Justizministesch. An duerfir och meng Fro: Ass d'Regierung am Moment mat enger Demande fir en neie Casino befaasst? A wéi stitt Dir prinzipiell dozou? Mengt Dir, dass d'Land nach en zweete Casino niewent deem vu Mondorf bräicht?

A fir de Rescht, ech mengen, d'Motioun vun der LSAP, déi hu mer mat ënnerstëtzt. Ech denken, mir diskutéieren déi nach duerno.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut dann en Theema, dat immens wichteg ass, obwuel et net ëmmer siichtbar ass an awer ganz vill Leit hei am Land betrëfft an dréngend eng Äntwert brauch: de legale Kader vum Glécksspill.

D'Gesetz vum 20. Abrëll 1977 – dat gouf scho gesot – iwwer d'Exploitatioun vu Glécksspiller gouf an enger Zäit adoptéiert, wou d'Spiller haaptsächlech a physesche Lokaler stattfonnt hunn. D'digital Transitioun aus de lescht Joerzéngten huet awer net nëmmen e bëssen, mee alles verännert. Haut spillen d'Leit meeschtens online iwwer hire Smartphone, iwwer interaktiv Terminalen, an dat dacks op Plattformen, déi zu Lëtzebuerg knapps oder guer net reglementéiert sinn.

Mir hunn haut eng Situatioun, wou eist Gesetz net méi mat der Realitéit Schratt hält. An an dësem Vakuum entsti geféierlech Grozonen. Op där enger Säit sinn interaktiv Spillterminaler an eise Caféen a Restauranten, déi kaum kontrolléiert ginn, op där anerer Säit sinn d'Leit, déi vun hirem Doheem aus zu auslänneschen Onlinespill- an Onlinewettplattformen Zougang hunn, ouni datt mer wëssen, wéi sécher dës Websäite sinn oder ob se iwwerhaapt iergendwellech Reegele respektéieren. An da gëtt et Operateuren, déi vu baussent de Grenzen aus agéieren a sech guer net un eis Gesetzer halen.

An dës Situatioun huet seriö Konsequenzen:

Éischtens ass et eng Fro vun der ëffentlecher Gesondheet. Och dat gouf haut schonn ugeschwat. Ouni eng propper Reglementéierung kënne mer d'Risiken net kontrolléieren, déi mat enger exzessiver Spillsucht verbonne sinn. D'Leit, besonnesch vulnerabel Persounen, hu kee richtege Schutz. Et feelt un adequate Preventiounsmesüren an Ënnerstëtzungssystemer fir Mënschen, déi e problematescht Spillverhalen hunn.

An et muss een och ganz kloer soen: Sucht ass net gläich Sucht. Dat gëtt et a ganz ville Grotéin an Ofstufunge vun engem liicht problematesche Verhale bis zu engem absolutte Suchtverhalen, wat dann natierlech och bis zum finanzielle Ruin ka féieren.

An net nëmmen adequat Preventiounsmesüre géint d'Spillsucht feelen, mee virun allem feelt och de Schutz vun de Mannerjäregen. Mir gesinn haut scho ganz vill, datt Jonker vill Zäit um Internet verbréngen, dacks och mat Onlinespiller. De Wee eriwwer bei d'Onlineglécksspiller ass do guer net méi esou wäit, well – an dat huet d'Madamm Tanson elo grad och nach ugeschwat –, dës Onlinespiller, dorënner och vill sougenannte „regulär" Spiller fir Kanner a Jugendlecher, benotzen dacks sougenannte „Lootboxes", déi eng direkt Bréck zum Glécksspill schloen.

Dës Lootboxen deelen de Spillerinnen a Spiller nom Zoufallsprinzipp Gewënner aus a si geziilt esou programméiert, datt se e Suchtverhalen ausléise kënnen. Mir Piraten fuerderen dofir eng Regulatioun vun dëse Lootboxen. Dowéinst musse mer derfir suergen, datt d'Persounen ënner 18 Joer keen Accès zu Glécksspiller hunn, weeder physesch nach um Internet.

Wann ech soe physesch, da mengen ech domadder net de Casino, wou, mengen ech, d'Zougangskontrolle relativ gutt fonctionéieren, mee domat mengen ech natierlech och all déi Bornen, ob et déi legal oder déi manner legal an dem Horeca-Secteur sinn. Well et däerf een net vergiessen: Ënner-18-Järeger däerfe sech zum Deel an deenen Enceinten ophalen, wou déi Borne stinn, sinn deenen exposéiert a sinn awer net protegéiert virun deene Bornen. A mir musse jonk Leit och vill méi fréi iwwert d'Gefore vum Glécksspill opklären.

Zweetens sinn do eescht Sécherheetsfroen. Ouni kloer Reegelen a Kontrollmechanisme kënne mer net verhënneren, datt dës onkontrolléiert Spillaktivitéite fir Bedruch a Geldwäsch mëssbraucht ginn. Ech kommen erëm zréck op déi Bornen, wou et och an der Vergaangenheet schonn déi eng oder aner Condamnatioun wéinst Blanchiment gouf, well et eeben e seriöe Problem gëtt, wou ee keng genau Kontroll méi huet, wéi déi Fluxe fonctionéieren. Dat ass net nëmmen e Problem fir d'Spiller selwer, mee och fir eis ganz Gesellschaft.

An drëttens kënnt dorauser dann och d'steierlech Thematik. Wa Leit hir Sue bei auslännesche Plattformen ausginn, ginn dës Recetten dem Lëtzebuerger Staat verluer. Dat betrëfft net nëmmen d'Steieren, déi mer net erakréien, mee och d'Méiglechkeet, dës Sue fir e gudden Zweck ze benotzen, esou wéi et bei de verschiddene legale Glécksspiller hei zu Lëtzebuerg

gemaach gëtt, déi de sozialen oder kulturelle Projeten zeguttkommen.

Mir brauchen dofir och eng kohärent Reform. Et geet net duer, nëmmen ze fléckschousteren. Ech mengen, den Text, op dee mer eis nach ëmmer baséieren, ass al. Et ass och immens schwéier, eng konsolidéiert Fassung vun deem Text ze fannen, well en net nëmmen duerch direkt Ännerungsgesetzer geännert gouf, mee och nach duerch Gesetzer, déi deelweis nei Entitéiten, wéi zum Beispill d'Oeuvre, geschaaft hunn, also ass heiansdo och nach e legislative Kuddelmuddel an deem Text dran.

Also, éischtens musse mer de Status vun den interaktive Spillbornen, besonnesch am Beräich vum Horeca, kloer reegelen. Mir mussen definitiv festleeën, wat legal ass a wat net. A mir brauche wierksam Kontrollmechanismen, fir géint illegal Apparater virzegoen.

Zweetens brauche mer e klore Kader fir Onlinespiller. Mir musse Plattforme reglementéieren, Lizenzen u sécher Operateuren ausdeelen an eis Moyene ginn, fir géint illegal Websäite virzegoen. Dobäi musse mer och spezifesch Reegele fir digital Sportwetten a Lootboxes ausschaffen. Well Sportswette ginn oft als „Game of Skill" bezeechent an net als „Game of Chance", well ee jo duerch d'Analys vun der Ekipp an duerch d'Wëssen, wéi eng Ekipp ass a wie krank oder gesond ass, de Score zum Beispill e bësse kéint viraussoen. Wann een dann awer gesäit, datt mëttlerweil ganz vill Plattformen engem erméiglechen, drop ze wetten, wien als nächst e Corner kritt oder wien als nächst en Aworf kritt, da mierkt een awer ganz séier, datt dat näischt méi mat engem Game of Skill ze dinn huet, mee datt mer hei am Game of Chance, also am Glécksspill sinn. Deementspriechend muss een dat dann och als Glécksspill klassifizéieren an och deementspriechend esou behandelen.

Drëttens ass de Schutz vun de Spiller zentral. Mir musse Limitte setzen, Identifikatiounssystemer aféieren a Programmer entwéckelen, déi problematescht Spillverhalen erkennen, an de Mënschen hëllefen, déi esou en ongesond Spillverhalen opweisen. Heizou gehéiert och, datt Mannerjäreger keen Accès zu Glécksspiller kréien a se fréizäiteg iwwert d'Geforen, wéi ech et virdru scho gesot hunn, opgekläert ginn. An och glécksspillänlech Methoden, ech kommen drop zréck, dierfe Mannerjäregen net zougängeg gemaach ginn.

Véiertens mussen d'steierlech Aspekter kloer gereegelt ginn, net nëmme bei de Plattformen, déi jo d'Suen ophiewen, mee och dee Moment, wann d'Suen ausbezuelt ginn. Och do gëtt et haut Reegelungslücke respektiv eng Grozon, wou mer einfach net gesinn, wat geschitt, wie wéini substanziell Montante kritt. Et hëlleft dann natierlech net, datt mer nun emol an enger globaliséierter Welt liewen, och mat Konten, déi ee relativ einfach am Ausland kann opmaachen, soudatt et och hei u sech ëmmer méi zu engem Problem kënnt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet zwar eng Reform ugekënnegt, mee bis elo nach keng Reform ëmgesat. Ech froe mech also: Wéi wäit ass dësen Dossier? Wéini kënne mer mat engem neie Gesetz rechnen? Well déi Reformen eebe scho laang iwwerfälleg sinn. Mir dierfen hei net stoe bleiwen. D'Welt ëm eis entwéckelt sech, huet sech entwéckelt, an eis Gesetzgeebung muss matgoen. Der Gesondheet vun eise Matbiergerinnen a Matbierger a besonnesch och de Jonken, der Sécherheet vun eisem Finanzsystem an der Effektivitéit vun eiser Gesetzgeebung muss endlech Rechnung gedroe ginn.

An éier ech ophalen, Här President, erlaabt mer awer nach, dem Auteur vun dëser Interpellatioun Merci ze soen. Ech mengen, datt et immens vill Facettë gouf, déi et ze beliichte gouf. An ech hoffen, datt mer dat haut awer zu engem gudden Deel konnte maachen an och Input konnte ginn, wéi eng zukünfteg Reform kann ausgesinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Bei dëser Interpellatioun an och bei deem nächste grousse Gesetzesprojet hu mer et mat zwee Sujeten ze dinn, déi awer iergendwéi intrinsèquement matenee verbonne sinn: engersäits dat, wat mer elo grad diskutéiert hunn a wou et, mengen ech, awer e relativ grousse Konsens gëtt iwwert d'Pisten, déi missten ugaange ginn, nämlech de legale Kader vum Glécksspill, an anerersäits deen nächste grousse Gesetzesprojet, d'Reglementatioun vum Fëmmen. Bei béide Projete geet et am Fong ëm mënschlecht Suchtverhalen an ëm de reglementareschen a gesellschaftleche Kontext, an deem dat Verhale stattfënnt.

De Mënsch huet eng neurobiologesch Tendenz zur Sucht, mee hien ass net zwangsleefeg e Suchtwiesen. Net all Mënsch gëtt süchteg, mee d'Fuerschung identifizéiert dräi grouss Risikofacteuren: d'geneetesch Dispositioun, psychologesch Facteuren, awer virun allem och sozial a kulturell Facteuren, déi engem Mënsch säi Suchtverhale beaflossen. A mir wëssen, mir liewen an enger extreemer Konsumgesellschaft. Stänneg gi mer drop trainéiert, ëmmer an ëmmer méi ze konsuméieren.

Ech sinn och e Mënsch, dee ganz staark suchtufälleg ass.

Plusieurs voix | A!

(Interruption)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Et gëtt, mengen ech, kaum eng Sucht, där ech net schonn eng Kéier a mengem Liewen erleeë war.

(Exclamations)

Glécklecherweis gehéiert monetär Spillsucht net dozou, ...

(Interruption)

... awer och just dowéinst, well ech mäin eegent Suchtverhalen esou wäit aschätze kann, datt ech och d'Fangere ganz, ganz wäit dovun ewechloossen an och duerfir ni wierklech seriö eppes probéiert hunn.

D'Glécksspill huet zu Lëtzebuerg, wéi och an anere Länner, eng laang Traditioun. Wat fréier virun allem op physesche Plaze wéi der Schueberfouer, Caféen oder am Casino stattfonnt huet, huet sech an de leschte Joren ëmmer méi an den digitale Raum verluecht. D'Digitaliséierung an den einfachen Internetzougang hunn dozou gefouert, datt d'Glécksspill haut zu all Moment an iwwerall accessibel ass. Domat entstinn nei sozial, wirtschaftlech a gesondheetlech Risiken, déi eng reell Erausfuerderung fir eis Gesellschaft duerstellen.

Wann een déi psychologesch Tricker vun der Spillindustrie méi genee analyséiert, erkennt een, wéi geziilt dës Mechanismen agesat ginn, fir e Suchtverhalen ze erreechen. Fréier war d'Verféierung lokal limitéiert. Si ass et haut sécher och nach zu engem Deel, mee den digitale Raum gewënnt ëmmer méi Plaz. Fréier war eng Spillmaschinn an engem Café, en Ecran um Comptoir, a wann awer d'Diere vun deem Etablissement zougaange sinn, war dee Moment natierlech och d'Versuchung méi kleng. Haut, an der Ära vum Internet, ass dat net méi de Fall. D'Grenze si gefall an d'Spill ass 24 Stonnen op 24 accessibel. Onlineglécksspiller a -wettbüroe sinn iwwerall present. A säit der Covidpandemie huet de Secteur e bedeitende Wuesstum erlieft.

D'Websäiten an d'Appe sinn einfach esou gemaach, datt se süchteg maachen, mat personaliséierter Pub, mat Algorithmen, déi een ëmmer méi dacks op de Spillknäppchen drécke loossen. Et ass bal, wéi wann den Dealer 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7 virun der Hausdier géif stoen, ëmmer prett fir ze liwweren.

Déi permanent Disponibilitéit vu Glécksspiller online mécht net nëmmen d'Suchtgefor méi grouss, mee schaaft och en Terrain fir illegal Offeren. Dës ginn dacks als Plattform fir Geldwäsch a finanziell Fraudë benotzt. Laut enger Etüd ginn europawäit all Joer ronn 20 Milliarden Euro Steieren duerch illegal Onlineglécksspiller verluer. An do stellt sech natierlech och un dës Regierung d'Fro: Wat ass eng Strategie an deem dote Kontext, fir géint déi illegal Onlineglécksspiller virzegoen, besonnesch am Kampf géint finanziell Frauden a Geldwäsch an natierlech och am Sënn vum Schutz vum Consommateur?

Eng wichteg Roll spillt bei der Spillsucht natierlech och d'Preventioun an d'Begleedung vu betraffene Persounen an hirem Ëmfeld. Den Zentrum fir exzessiivt Verhale warnt reegelméisseg viru perfiden Tricke vun den Online-Free-to-play-Spiller, déi geziilt Jonker dozou verleeden, Geld auszeginn.

E rezente Bericht huet gewisen, datt 23 % vun de 15- bis 16-Järege schonn eng Form vu bezueltem Glécksspill ausprobéiert hunn. Dat ass bal jiddwer véierte Jonken. An dat ass eng alarmant Entwécklung, déi kloer no méi Preventioun freet! Fir Lëtzebuerg feelt et do awer am Moment leider un Zuelen.

Vill Temoignagë weisen, datt d'Spillsucht eréischt opfält, wann d'Kaartenhaus zesummefält, wann déi eege Mëttel net méi duerginn an dann dacks d'Famill, Frënn ëm Sue gefrot ginn an, wann och dat net méi méiglech ass, deemno wéi souguer illegal Weeër gesicht ginn.

D'Resultat kenne mer an d'Leed kenne mer: Scholden, juristesch Konsequenzen an am schlëmmste Fall sozial Isolatioun. D'Auswierkunge si fatal. Och wann d'Persoun eleng betraff schéngt, sou leiden natierlech och ëmmer d'Famill, d'Partner, dat soziaalt Ëmfeld an de Beruff mat dorënner.

D'Suchtproblematik – an dat ass, mengen ech, déi gedeelten an awer och ernüchternd Analys – hält net op, mee se wiisst. A mir mengen dofir och, wéi vill anerer heibannen, datt mer eng staark gesetzlech Reguléierung a gläichzäiteg eng effikass Preventiounspolitick brauchen, déi fréi usetzt, opklärt an déi ufälleg Gruppen effikass schützt. Nëmme mat dëser kombinéierter Approche – Preventioun, Reguléierung a psychologesch Begleedung – kann et geléngen, d'Suchtgefor an déi sozial Konsequenze vum Glécksspill ze duerchbriechen.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Elisabeth Margue, déi och zoustänneg ass fir d'Digitalisatioun. Madamm Margue, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här

President. An ech géif och direkt ufänken an dem Här Biancalana Merci soe fir dës Interpellatioun zu engem Sujet, deen, wéi gesot, eis Gesellschaft awer oft méi impaktéiert, wéi een op den éischte Bléck menge kéint. Dat, mengen ech, ass aus den Interventiounen haut och ganz kloer erausgaangen. Dowéinst ass de Sujet och Deel vum Koalitiounsaccord, well e klore Konsens do ass, datt do Handlungsbedarf ass.

Vläicht e puer méi generell Remarken als Introduktioun: Mir hunn, wéi gesot, am Koalitiounsaccord virgesinn, eng méi global Reform ze maachen, fir eeben de Kader vum Glécksspill un dat 21. Joerhonnert unzepassen.

Am Moment gëtt et, wéi gesot, zwee Gesetzer. Dat ass dat Gesetz vun 1977 iwwert d'Glécksspill an dann awer och d'Gesetz vum 22. Mee 2009 iwwert d'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, déi ënnert d'Kompetenz vum Staatsministère fält.

Déi Reform, déi mer wëlle maachen, baséiert op e puer Prinzippien. Deen éischte Prinzipp dovunner ass, datt d'Bedierfnis no Glécksspill an enger legaler a kontrolléierter Offer soll kanaliséiert ginn, fir d'Spiller eebe justement dovunner ofzehalen, illegal Glécksspiller ze gebrauchen.

Den Ëmfang vun der legaler Offer vum Glécksspill soll op engem moderéierten Niveau gehale ginn. Dat heescht, e soll déi bestoend Bedierfnisser erfëllen, mee e soll awer keng zousätzlech Bedierfnisser schafen. Dat heescht, d'Entwécklung vun enger legaler Offer soll net vu reng wirtschaftlechen oder Profittgrënn oder Steiergrënn gedriwwe sinn.

An dann, ganz wichteg, de Schutz vu Mannerjäregen a vu vulnerabele Persoune soll verstäerkt ginn. An do ass ... Effektiv iwwerschneit dat sech e bësse mat deene Froen, déi ech mer a menger zweeter Casquette, där vun der Konnektivitéit an der Politique numérique, stellen, déi mer, wéi gesot, och am Moment op europäeschem Niveau, wou ech Lëtzebuerg am Conseil Telecom vertrieden, stellen: Wéi kënne mer allgemeng déi Jonk och am Onlineëmfeld schützen?

An dann, en anere wichtege Prinzipp ass, datt déi zoustänneg Autoritéiten eeben och d'Moyene solle kréien am Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit – well déi illegal Spiller och oft an deem Kontext installéiert ginn –, fir notamment géint Bedruch, Geldwäsch an änlech Phenomeener virzegoen.

An dann, besonnesch wichteg – mee ech mengen, d'Madamm Deprez wäert dee Volet och couvréieren –: D'Ënnerstëtzung vun den Organisatiounen, déi sech géint d'Glécksspillofhängegkeet asetzen, soll och op de Leescht geholl ginn, fir datt déi hir Aarbecht besser kënne maachen.

Bon, wéi kéint also esou eng Reform ausgesinn? Déi éischt Iddi, déi diskutéiert gëtt am Moment, ass déi vun der Aféierung vun engem richtege Monopol fir d'Loterie nationale. Si soll also gestäerkt ginn an hirer Roll. Dofir musse mer d'Definitioun vun de Glécksspiller upassen. Mir géingen och dee Moment d'Méiglechkeet fir Privatoperateuren, Sportswetten ze bedreiwen, ofschafen. Am Moment ass et souwisou esou, datt keen ausser der Loterie nationale och esou eng Autorisatioun gefrot huet oder huet.

Genausou ass virgesinn, datt punktuell Lotterien an Tombolae fir philanthropesch Zwecker ganz dësem Zweck mussen déngen. Am Moment kann een dës souwuel fir philanthropesch wéi och fir aner Zwecker am Ministère ufroen. A mir wëllen am Fong geholl verhënneren, datt dat fir kommerziell Zwecker ka gemaach ginn. Dat heescht, dat soll reng aleng op philanthropesch Zwecker ... Dat heescht awer och, datt e Basketsveräin, deen eng Tombola mécht, dat nach ëmmer ka weider maachen. Also et ass wierklech d'Exclusioun vun de kommerziellen Zwecker, ëm déi et hei geet.

En zweete Volet wär dann d'Verstäerkung vum Kampf géint déi illegal Glécksspiller an de Caféen. Dat ass haut scho ganz, ganz oft ugeschwat ginn. Op dëse Plazen däerften dann dee Moment just nach Spillautomaten opgestallt ginn, déi vun der Loterie nationale bedriwwe ginn oder zumindest mam Accord vun der Loterie nationale do opgestallt ginn. An et wär dann dee Moment och egal, ob et sech ëm Glécksspiller oder sougenannte „Geschécklechkeetsspiller" handelt.

Dat bedeit, datt déi gesetzlech Strofbestëmmunge mussen ugepasst ginn, notamment fir och aner Ermëttlungsmoossnamen ze erlaben, well d'Strofe momentan zum Beispill net héich genuch sinn, fir eng Écoute téléphonique kënnen ze ordonéieren. Dat heescht, och do musse mer d'Strofen upassen, fir méi konkreet kënne géint déi organiséiert Kriminalitéit virzegoen.

Da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wat sinn dann d'Sanktioune fir d'Caféen, wa se sech net géingen dorunner halen? Do muss een och kucken, wéi een dat mat der Cabaretagelizenz dee Moment kéint maachen.

Wat awer ganz wichteg ass – an, ech mengen, dat ass och schonn e puermol hei an de Rieden ugeschwat ginn –, ass, wierklech déi Caféen ze ënnerstëtzen, déi am Moment och e ganz groussen Deel vun de Revenuen hunn an déi éierlech mat deem hei Theema ëmginn.

An an deem Sënn, wa mer op de Wee géinge goen, e Monopol ze schafen, da misste mer evidenterweis och driwwer schwätzen, d'Kommissioune fir d'Caféen no uewen unzepassen. Dat schéngt mer evident.

D'Capacitéiten an d'Mëttel musse mer natierlech och un d'Police des jeux ginn, déi am Moment, wéi gesot, just am Casino operéiert, mee och där musse mer ganz aner Moyene ginn, wa mer géingen op esou e Wee goen.

Den digitale Beräich, deen ass vun enger ganzer Rei vun Iech ugeschwat ginn. Evidenterweis musse mer och deen an enger Reform mat abezéien, fir eeben och eng gesetzlech Basis ze gi fir Onlinecasinospiller. Do kéint een, wéi dat och an anere Länner de Fall ass, op de Wee goen ze soen: „Ok, e landbaséierte Casino kann zousätzlech eng Lizenz kréie fir Onlinespiller." Do ass et awer esou, datt – ech mengen, den Här Mosar huet et notamment och ugeschwat – déi europäesch Jurisprudenz seet: „Ok, Dir kënnt esou e Monopol da ginn, mee da musst Der Är Populatioun och effektiv schützen." An dat bréngt natierlech och Froe mat sech vu Geoblocage. Mir sinn och amgaangen, all déi Froe intern ze klären an och mat den Acteuren, fir ze kucken, wat ee kéint maachen, wat ee misst maachen a wéi wäit een eigentlech misst goen, wann ee géing op deen dote Wee goen. Dat alles sinn, wéi gesot, komplex Froen, déi nach wäitgeeënd an der Diskussioun sinn.

D'Zil vun enger Reform ass et op alle Fall, zu Lëtzebuerg eng komplett legal Offer vu Glécksspiller online an offline unzebidden. Dat wär dann, wéi gesot, iwwert de Casino an d'Loterie nationale.

Vu datt mer awer wëssen, datt dee Problem vun den illegale Glécksspiller an de Caféen awer relativ akut ass – et ass och haut vu ville vun Iech drop opmierksam gemaach ginn –, musse mer do dréngend eppes maachen, well mer eeben déi Situatioun hunn, déi Der beschriwwen hutt, datt eeben déi Internetbornen do an de Caféë sinn, wou et natierlech dann och schwiereg ass ze etabléieren, datt dat illegal Glécksspiller sinn; genau dat wéi och d'Definitiounen am Gesetz maachen et am Moment net méiglech.

Dir hat d'Fro gestallt: „Wéi kann et sinn, datt keng Poursuitten do stattfanne respektiv Condamnatiounen?" A genau dowéinster musse mer de Kader upassen, fir d'Definitioun eeben anescht unzepaken an eeben dee Monopol ze schafen an dann deementspriechend och d'Moyenen ze ginn.

An an deem Sënn ass et esou, datt mer decidéiert hunn, deen dote Volet an enger éischter Etapp virzehuelen, dat heescht, nach virun Enn des Joers e Projet ze deposéieren, deen déi illegal Glécksspiller an de Caféen anescht reegelt respektiv dann definitiv verbitt, an an enger zweeter Phas, wa mer eeben all déi Diskussiounen iwwert den Onlineberäich ofgeschloss hunn, ze kucken, wéi mer och déi Jonk do kënne schützen, wéi mer d'Leit do allgemeng besser kënne schützen, wéi eng Sitte mer wëllen, wéi eng Sitte mer net wëllen, wéi mer dat iwwerhaapt kënnen ëmsetzen; da komme mer mat deem zweete Volet vun där Reform.

Dir hutt notamment och d'Fro gestallt vun engem Regulateur. Ech stelle mer net d'Fro: Brauche mer e Regulateur oder net? Fir d'éischt ass d'Fro: Wéi eng Reegele wëlle mer applizéieren? An dann ass d'Fro: Hu mer e Regulateur, deen dat haut scho kann, deen dat och wëll maachen?

Well mir hunn awer e bëssen d'Tendenz, besonnesch och opgrond vun den europäeschen Texter, extreem vill Regulateure riets a lénks ze schafen, mat extreem ville Kompetenzen, déi sech ganz oft iwwerschneiden. An do musse mer jo iwwerhaapt heiansdo mol Kloerheet schafen, wie woufir zoustänneg ass.

Dowéinst mengen ech, ass et verfréit ze soen: „Mir brauchen e Regulateur", oder: „Mir brauche kee Regulateur". Mir mussen eis haaptsächlech mol d'Fro stellen: Wéi eng Reegele wëlle mer, wéi eng Prozedur wëlle mer eis ginn? An da musse mer eis d'Fro stellen: Brauche mer een? An: Wéi kéint dee fonctionéieren? An hu mer net vläicht schonn een, deen eis, besonnesch wa mer elo iwwert den Onlineberäich schwätzen, kéint an deem dote Beräich hëllefen?

D'Madamm Tanson hat effektiv och nach d'Fro gestallt zum Casino. Et ass esou, datt reegelméisseg Demande-d'informationen zu där doter Problematik am Ministère gemaach ginn. Ech mengen, et ass ganz kloer am Gesetz virgesinn, wéi dat dann ofleeft. Ech mengen, et ass jo och eng Decisioun vum Regierungsrot, déi deementspriechend misst geholl ginn. Et ass awer esou, datt am Moment keng Demande d'autorisation en cours ass am Justizministère.

Ech mengen, da géing ech d'Wuert weiderginn un d'Madamm Deprez fir de Volet Preventioun.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools der Madamm Justizministesch Elisabeth Margue. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Martine Deprez.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci och dem Deputéierten Dan Biancalana fir dës Interpellatioun. Jo, ee vun de sechs Punkten, déi ugeschwat gi sinn, betrëfft d'Preventioun. Bei der Preventioun, do muss een ënnerscheeden tëschent Primärpreventioun, wou een am Fong eppes ka maachen, éiert de Problem do ass, an der Sekundarpreventioun, dat heescht, wann ee feststellt, datt ee schonn e Kribbelen huet an d'Spillsucht sech installéiert huet. An dat ass esou mat alle Suchtkrankheeten. Dat heescht, et mierkt een eigentlech net primär, datt een

d'Suchtkrankheet huet, et mierkt ee se secondaire. An da musse mer agéieren, wa se sech bis installéiert huet.

Wa se sech da bis installéiert huet, dat ass och schonn hei ugedeit ginn, hu mer verschidden ASBLen, déi do aktiv sinn, notamment den ZEV, den Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht. Mir hunn eng Konventioun mat deenen, d'Educatioun huet eng Konventioun mat deenen a mir sinn an enkem Kontakt mat hinnen.

Si hu festgestallt, datt hir Zuele vun de Consultatiounsstonne sech bal verdräifacht hu vun 2020 bis 2024. An am Joer 2024 ware ronn 100 Leit bei hinne virstelleg ginn, dovunner majoritär – extreem majoritär! – Männer. Si hunn 59 Stonne laang ugehöreg Famillјemembere gesinn a ronn 1.000 Stonne laang d'Leit selwer gesinn.

Déi Moossnamen, déi si huelen, bestinn doran, esou fréi wéi méiglech ze intervenéieren. Dat heescht, Familien, déi feststellen, datt een an der Famill eventuell e Suchtverhalen a punkto Spillsucht huet, kënne sech mellen an da ginn d'Leit esou fréi wéi méiglech encadréiert. D'Leit selwer kënne sech och mellen.

Dir kënnt hire Site besichen. Si hu Selbstevaluatiounsbéi op hirem Site. A wéi gesot, si sinn ëmmer mat eis a Verhandlungen, fir eeben hir Ressourcen eropgesat ze kréien.

Op hir Ressourcen ugeschwat: 2020 hate se e Budget vun 220.000 Euro. An elo am Joer 2025 hate se e Budget vu 560.000 Euro, dat ass also och bal eng Verdräifachung. Dat heescht, mir gi mat hinnen zesumme virun a passen eis hire Besoinen un. E reegelméissegen Austausch ass hei e Schlëssel, fir ze gesinn, wat geschitt.

Mir wäerten awer och, sou wéi schonn an der Educatioun, probéieren, déi medial Spiller mat an de Scope ze kréien. An de Schoule gëtt jo probéiert, d'Utilisatioun vum Handy ze reduzéieren, d'Utilisatioun vu soziale Meedien ze reduzéieren. An och hei hu si eis Statistike geliwwert am Kader vun hire Consultatiounen. D'Meediesucht, d'Spillsucht, d'Meedienaddiktioun, hu se och festgestallt, gi vun 150 Stonnen erop op bal 500 Stonne vun 2020 bis 2024.

D'Zuele vun 2026 kucke mer nom Budget. De Budget vum Staat ass jo nach net gestëmmt. Dat heescht, mir wäerten och do probéieren, hir Ressourcen eropzesetzen. A fir de Rescht si mer mat hinnen a Kontakt a suivéieren dee Problem ganz genau.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools der Madamm Ministesch Martine Deprez. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kënnen dëse Punkt awer eréischt ofschléissen, wa mer och nach iwwert d'Motioun befonnt hunn. Wie wëllt nach zu der Motioun, déi den Här Biancalana ofginn huet, Stellung huelen? Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt stellen ech effektiv fest, datt mer, an dat kënnt jo selte vir, eigentlech en extreem grousse Konsensus an deem dach sensibele Sujet hunn. Ech stellen och fest, datt eng ganz Rei vu Kolleege vun alle Bänken eigentlech ganz interessant Propositioune gemaach hunn, déi sech zum Deel och iwwerschneiden.

Ech hunn elo déi Motioun hei gekuckt an do sinn effektiv och eng ganz Rei vu Punkten, wou mir eis och kënnen honnertprozenteg hannendru stellen. Et sinn awer och eenzel Punkten, déi – mol net onbedéngt um Fong, mee wat herno d'Mise en vigueur betrëfft – awer eng Rei Froen opwerfen. Et sinn och eng Rei Iddien, déi, wéi gesot, vu Kolleegen hei lancéiert gi sinn, déi sech net an der Motioun erëmfannen, soudatt ech Iech géif proposéieren, datt mer déi Motioun an d'Kommissioun verweisen, fir do eng Diskussioun ze féieren. Well ech mengen, datt et awer kompliзéiert, juristesch komplizéiert, ass.

An duerfir mengen ech, wär et elo net gutt, wa mer déi Motioun einfach géifen ofleenen oder och nëmmen unhuelen, well da wär se vläicht och net komplett. Duerfir, wann Der domadden d'accord sidd, géif ech proposéieren, se an d'Kommissioun ze renvoyéieren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Mosar. Dann huet den Här Dan Hardy d'Wuert gefrot.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Well mir gefuerdert hunn, dass sech endlech eppes deet am Beräich vun der Problematik vun de Glécksspiller, ënnerstëtze mir och dës Motioun. Mir wären awer och d'accord, sou wéi den Här Mosar et gesot huet, dass se an d'Kommissioun geholl gëtt. Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Hardy. Da géif ech dem Här Dan Biancalana d'Wuert ginn.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Ech huelen déi Offer, dass mer dës Motioun an d'Kommissioun huelen, ganz gären un. An do kënne mer effektiv nach eng Kéier iwwert den Inhalt schwätze respektiv och nach iwwer eng Rei Punkten, déi ee ka weider etofféiere respektiv bäifügen, fir dass déi Motioun der ganzer Diskussioun, déi mer hei haten, awer och der Ausriichtung vum neie Gesetz ka Rechnung droen. Ech mengen, dann hätte mer gutt zesummegeschafft. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools dem Här Biancalana.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Da froen ech d'Chamber: Sidd Der d'accord, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

(La motion 1 de M. Dan Biancalana est renvoyée à la Commission de la Justice.)

Domadder ass dann dëse Punkt ofgeschloss.

12. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement gi fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), coauteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo grad hate mer eng Interpellatioun iwwert d'Glécksspill. Mir hu festgestallt, datt eist Gesetz vum Joer 1977 net méi mat der Realitéit an den Online- an interaktive Spiller Schrëtt hält. D'Regierung huet eis och eng Reform annoncéiert. Mir hunn zu Recht drop higewisen, datt dëse legale Vakuum vulnerabel Persounen, a virun allem eis Jonker, ouni Schutz léisst.

Elo bréngen ech nach d'Léisung fir eng vun de geféierlechste Grozone vum digitale Glécksspill, déi och ugeschwat gouf, nämlech d'Lootboxen. Dës Lootboxe sinn dacks an normale Videospiller integréiert, mee si keng harmlos Spillelementer. Si sinn, wéi eis d'Fuerschung beweist, reng psychologesch Falen. De Mechanismus, deen d'Lootboxen notzen, de Variable-Ratio-of-Reinforcement-Schedule, ass genau dee Prinzipp, dee fir Héichrisikoglécksspiller wéi Slotmaschinnen, eenaarmeg Banditten, benotzt gëtt.

De Problem ass, datt dës glécksspillähnlech Methoden onkontrolléiert op Jonker ënner 18 Joer ofzilen. An d'wëssenschaftlech Date weisen eng extreem staark Korrelatioun tëscht dem Kaf vu Lootboxen an engem problematesche Spillverhalen, änlech wéi beim Onlinecasino.

Dëst ass eng ëffentlech Gesondheetskris a mir dierfen net méi op d'Industrie waarden. Eist Fuerschungsmaterial weist: D'fräiwëlleg Selbstregulatioun huet op ganzer Linn versot. Dofir leeën ech haut d'Proposition de loi vir.

Här President.

8650 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten), coauteur | Mir froen d'Regierung net nëmme wéi an der Motioun, déi mer elo grad an d'Kommissioun ginn hunn, dëst ze studéieren, mir wëlle juristesch Kloerheet schafen. Et kann een dat dann och als Anreiz mathuelen, fir déi Proposen, déi mer maachen, an Ären eegene Projet de loi mat ze iwwerhuelen.

D'Konzept ass nämlech kloer: éischtens d'Klassifikatioun als Glécksspill. Mir fixéieren am Text nämlech: Lootboxen, déi mat reellem Geld kaaft ginn, si Glécksspill am Sënn vum Gesetz. Mir iwwerhuelen esou déi belsch Approche, déi sech als dee beschte Schutz bis elo erwisen huet. Gläichzäiteg duerch dës Klassifikatioun natierlech dann och en totaalt gesetzlecht Verbuet vum Verkaf u Persounen ënner 18 Joer. A mir forcéieren d'Entwéckler, d'Gewënnwarscheinlechkeete systematesch an transparent unzeginn an explizitt verifizéierbar d'Elterendeelzoustëmmung fir Akeef vu Mannerjäreger ze verlaangen.

Dës Propositioun ass en nächste logesche Schrëtt no dëser Interpellatioun. Mir fuerderen d'Kolleeginnen a Kolleege vun all de Fraktiounen op, sech dësen Text mat oppenen Aen unzekucken an dann och ze ënnerstëtzen. A vun der Regierung wënsche mer eis, datt se sech vläicht dorunner inspiréiert, wa se hiren eegene Projet de loi elo deposéiere wäert. Well fir d'Gesondheet vun eise Jonken ass et wichteg, datt mer eis de richtege legale Kader ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. D'Proposition de loi ass schonn um virgezeechente Wee.

13. 8333 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac en vue de la transposition de la directive déléguée (UE) 2022/2100 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés

Mir kommen dann elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 8333, enger Ofännerung vum Antitubakgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem

Projet de loi, déi honorabel Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Här President, léif Dammen an Hären, d'Gefor vum Fëmmen ass bekannt, an awer bleift se aktuell. Fëmmen ass nach ëmmer déi éischt Ursaach vu fréizäitegem Doud. Am Joer 2019 goufen ongeféier 780.000 Doudesfäll op de Konsum vun Tabak zeréckgefouert. Laut der Weltgesondheetsorganisatioun WHO féiert och dat passiivt Fëmmen alljoers zu bal 19.000 weidere Verstuerwenen an der EU.

Och zu Lëtzebuerg bleift d'Situatioun alarméierend: Eng Etüd iwwert d'Tubakprevalenz vun 2022 weist, datt 28 % vun der Bevëlkerung fëmmen, dovunner 20 % all Dag an 8 % geleeëntlech. Besonnesch besuergniserreegend ass d'Situatioun bei deene Jonken: An der Alterskategorie vu 15 bis 24 fëmmt bal en Drëttel.

Dës Zuele maachen däitlech, datt den Tabakkonsum nach ëmmer eng grouss Erausfuerderung fir d'ëffentlech Gesondheet duerstellt. De Projet de loi, iwwert dee mir haut schwätzen, soll dofir e kloert Zeeche setzen: fir eng méi konsequent Preventioun, fir e bessert Ëmgoe mam Fëmmen a virun allem fir de Schutz vun eiser Jugend ze stäerken.

De Projet de loi verfollegt zwee grouss Ziler: d'Transpositioun vun der EU-Direktiv 2022/2100 vum 29. Juni 2022, déi d'Direktiv 2014/40/UE ännert, fir déi speziell Ausnam fir erhëtzten Tubaksproduiten opzehiewen, well de Maart fir dës Produite staark gewuess ass, an d'Verbesserung vun der Transpositioun vun der Direktiv 2014/40/UE iwwert d'Fabrikatioun, d'Presentatioun an de Verkaf vun Tubaksproduiten a verwandte Produiten, fir e puer Definitiounen a Bestëmmungen nozereechen, déi deemools net mat iwwerholl goufen.

An de leschte Joren huet sech den Tubaksmaart staark verännert. Nieft de klassesche Produiten trieden elo erhëtzten Tubaksproduiten ëmmer méi an d'Vitrinn. D'EU-Kommissioun huet bemierkt, datt hire Verkaf an e puer Memberslänner ëm méi wéi 10 % geklommen ass an datt se mëttlerweil iwwer 2,5 % vum gesamte Maart ausmaachen.

Fir dëse Wuesstem ze bremsen an d'Gesondheetsreegelen un déi nei Realitéit unzepassen, huet d'EU decidéiert, de Verbuet vu Gerochs- a Geschmaachsaromen och op erhëtzten Tubaksproduiten auszebreeden an d'Gesondheetswarnungen an d'Informatiounsmessagen och op dës Produiten auszeweiten. Duerch dës Moossname gëtt verhënnert, datt nei Forme vun Tubak als attraktiv oder onschëlleg duergestallt ginn.

D'Zilsetzung vum Projet de loi ass schliisslech duerch Amendements gouvernementaux vum 17. Mee 2024 erweidert ginn. D'Regierung huet d'Geleeënheet vun de lafende parlamentareschen Aarbechte genotzt, fir net nëmmen d'EU-Direktiv ëmzesetzen, mee och e gesetzleche Kader fir déi nei nikotinhalteg Produiten anzeféieren, dorënner déi sougenannt „Nikotinsäckelcher".

Dës Amendementer haten dofir en duebelt Zil: d'Bemierkunge vum Staatsrot ze berücksichtegen an d'Gesetzgeebung un déi nei Realitéiten um Maart unzepassen. D'Amendements gouvernementaux brénge méi Kloerheet an eng modern Gesetzesbasis fir déi nei nikotinhalteg Produiten.

Zesummegefaasst kann ee soen, dass d'Definitioune vereinfacht gi sinn an d'Nikotinsäckelcher dem selwechte Reklamm- a Sponsoringverbuet wéi d'Tubaksproduiten ënnerstallt gi sinn. D'Fabrikanten an d'Importateure mussen d'Zesummesetzungen an d'Gesondheetswierkunge mellen an d'Verpackunge musse Warnungen enthalen.

Bestëmmten Additiver wéi Koffein, CBD oder Aromen, déi d'Gefor verdecken, gi verbueden. Den Nikotingehalt gëtt limitéiert an de Staat kritt eng explizitt Roll an der Sensibiliséierung iwwert d'Risiken. Doriwwer eraus ginn d'Kontrolle verstäerkt an de Verkaf un an d'Notzung duerch Mannerjäreger gi kloer verbueden.

Nieft den Amendements gouvernementaux gouf de Projet de loi och duerch zwou Serië vun Amendements parlementaires ergänzt. Dës haten zum Zil, de gesetzleche Kader weider ze preziséieren.

Déi éischt Serie vun Amendementer, ugeholl den 3. Oktober 2024, betrëfft d'Aféierung vun enger klorer Reglementatioun fir déi sougenannt „nei nikotinhalteg Produiten". D'Approche baséiert op deem, wat fir Nikotinsäckelcher proposéiert gouf. Si betreffen haaptsächlech d'Publicitéit, d'Gesondheetswarnungen, d'Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung souwéi d'Reegelen iwwert d'Vermaartung an de Verkaf. Dës Upassung war néideg, well dës nei Produite besonnesch bei Jonker ëmmer méi un Attraktivitéit gewannen.

Déi zweet Serie vun Amendementer, ugeholl den 11. Juni 2025, hat haaptsächlech zum Zil, op d'Bemierkunge vun der EU-Kommissioun am Kader vum sougenannten „TRIS-Verfaren" anzegoen. Dobäi handelt et sech ëm en europäescht Meldeverfaren, dat verlaangt, datt all nationaalt Gesetzesprojet mat techneschen Normen un d'EU-Kommissioun gemellt gëtt, fir eng eenheetlech Uwendung an der EU ze garantéieren.

Si betreffen haaptsächlech technesch a redaktionell Upassungen. D'Referenz op Nikotinsalzer gouf gestrach, d'Etikettéierung an d'Nikotinlimitt goufe vereenheetlecht an de Verbuet fir erhëtzten Tubak gouf ausgedeent. Zousätzlech hu sproochlech a juristesch Korrekturen d'Liichtegkeet an d'Kloerheet vum Text verbessert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi gouf den 20. Oktober 2023 an der Chamber deposéiert. An de Méint duerno ass de Projet am Detail an der Kommissioun diskutéiert ginn an et goufe vill Avisen ënnersicht, och wéinst de gesetzlechen Upassungen, déi am Laf vun der parlamentarescher Aarbecht nach derbäikomm sinn.

Loosst mech elo mol kuerz op d'Avisen agoen:

Den Avis vum Staatsrot vum 29. Mäerz 2024: De Staatsrot huet bemierkt, datt e puer Bestëmmungen iwwert d'EU-Direktiv erausginn an e puer Definitioune mussen ugepasst ginn. Hien huet eng Opposition formelle géint den Artikel 10 erhuewen, well d'Reegelung iwwert d'Ausbildung vun den Douanesbeamten net am Gesetz selwer, mee an engem Règlement grand-ducal virgesinn ass – am Widdersproch zum Artikel 50 Paragraf 3 vun der Verfassung.

Am Avis complémentaire vum 12. Juli 2024 erkennt de Staatsrot un, datt d'Amendementer vum 17. Mee 2024 vill vu senge Bedenken opgegraff hunn. Hien erënnert awer drun, dass Nikotinsäckelcher, esou wéi déi „nouveaux produits nicotiniques", net ënnert d'EU-Direktiv falen an d'Fräiheet vum Warenaustausch respektéiert muss bleiwen an dowéinst eng Notifikatioun un d'EU-Kommissioun erfuerderlech ass. E puer Oppositioune goufen zeréckgezunn, well d'Amendementer hir Virschléi iwwerholl hunn.

Zum zweeten Avis complémentaire vum 26. November 2024: De Staatsrot begréisst d'Amendementer vum 3. Oktober 2024, déi op seng Kritick reagéiert hunn, a weist sech awer nach zeréckhalend, well d'Notifikatioun an der Kommissioun nach net gemaach war an d'Nikotinlimitt net eenheetlech definéiert war.

Dann zum drëtten Avis complémentaire vum 1. Juli 2025: An dësem Avis erkennt de Staatsrot d'Notifikatioun un, déi dunn un d'EU-Kommissioun gemaach ginn ass, a ka soumat d'Dispens vum zweete konstitutionnelle Vott accordéieren. Hien huet keng weider kritesch Bemierkungen zu den Amendementer vum 11. Juni 2025 gemaach.

Dann zum Avis vum Collège médical: Am Avis vum 22. November 2023 huet de Collège médical de Projet de loi positiv bewäert an e fuerdert eng spezifesch Definitioun vum Begrëff „dispositif chauffant", déi sech un dem belsche Recht orientéiere soll. An de spéideren Avisen huet de Collège médical säi favorabele Standpunkt confirméiert, och no de verschiddenen Amendementer. Am leschten Avis vum 9. Juli 2025 recommandéiert hien eng Impaktanalys vun den Nikotin-Sevrage-Produiten an d'Schafung vun engem eenheetleche Regimm fir medezinnesch Nikotinproduiten, fir d'Gläichgewiicht tëschent Gesondheetsschutz a Proportionalitéit ze garantéieren.

Dann zum Avis vun der Chambre de Commerce: Am Avis vum 5. Mäerz 2024 huet d'Chambre de Commerce de Projet de loi a senger Form ofgeleent. Si ënnerstëtzt zwar d'Zil vun der EU-Transpositioun, mee gesäit eng Iwwerreglementéierung, déi d'Wirtschaft an d'Aktivitéit vum Land kéint beaflossen. Si kritiséieren ënner anerem d'Feele vun enger klorer Definitioun vun erhëtzten Tubaksproduiten, de Verbuet vu Goûten an Aromen och fir Zigaren a Zigarilloen, déi inkonsequent Erweiderung vum Begrëff „ tabacs à usage oral" ëm „nasal", de Verbuet vu grafesche Representatiounen op Automaten an d'Feele vun enger Iwwergangsfrist vu mindestens 24 Méint.

An de spéideren Avise bleift d'Chambre de Commerce kritesch, virun allem wat d'Nikotinsäckelcher ugeet, déi als manner schiedlech Alternativ fir d'Fëmmen ugesi ginn. Si hält d'Nikotinlimitt vun 0,048 Milligramm pro Säckelche fir onrealistesch an d'Warnetikette fir ze strikt.

Am Avis vum 22. November 2024 verweist d'Chambre de Commerce op änlech Bemierkunge wéi vun der EU-Kommissioun a vun anere Memberstaaten. Si fuerdert eng Adaptatioun vun de Warnungen no Produkttyp a bleift bei hire Bedenken iwwert d'Fräiheet vum Handel, d'Proportionalitéit an d'juristesch Sécherheet.

Am leschten Avis vum 7. Juli 2025 hält d'Chambre de Commerce un hirer Positioun fest, ouni nei Bemierkungen zu de leschten Amendementer ze maachen.

Zum Avis vun der Fondation Cancer: An hirem Avis vum 13. August 2024 begréisst d'Fondation Cancer, déi iwwregens am Kader vun de parlamentareschen Aarbechte vun der Kommissioun empfaange gouf, de Projet de loi a gesäit en als wichtege Schrëtt fir eng konsequent Anti-Tubakspolitick. Si freet awer méi Schutz fir Jugendlecher a warnt, datt Nikotinsäckelcher net als Sevragemëttel, mee éischter als méiglechе Startpunkt fir d'Fëmmen dierfe gesi ginn. D'Fondatioun zitt och d'Opmierksamkeet op déi héich Popularitéit vun Ewechgehei-E-Zigaretten.

An hire spéideren Avise begréisst si, datt déi nei Nikotinproduiten an dem Projet abegraff goufen, bleift awer kritesch, well d'E-Zigaretten nach ëmmer net mat ofgedeckt sinn. Si fuerdert dofir e komplette Verbuet vum Konsum a Verkaf vun dëse Produiten an allen ëffentleche Raim an e Fëmmverbuet fir all d'Mannerjäreg.

Am Avis vum 3. Juli 2025 bleift d'Fondatioun bei hire Bemierkungen a bedauert, datt d'Gesetz ze laang op sech waarde gelooss huet, well nach ëmmer kee kloert Reglement fir nei Nikotinproduiten existéiert.

Dann zum Avis vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, dem OkaJu: A sengem Avis vum 18. November 2024 warnt den OKaJu virun de Gesondheetsgeforen duerch nei Nikotinproduiten, well hir Inhalter dacks onbekannt sinn an d'Jugendlecher besonnesch vulnerabel bleiwen. Hien ënnersträicht, datt dës Produiten net fir de Sevrage geduecht sinn, mee éischter nei Jonker un den Nikotinkonsum eruféieren.

Zousätzlech weist hien op d'Ëmweltproblemer duerch Ewechgehei-E-Zigaretten hin, déi an anere Länner schonn deelweis verbuede goufen. Den OKaJu recommandéiert dofir e Verbuet vum Fëmmen oder vu Vapes am Auto, wa Kanner ënner 18 Joer dobäi sinn, an e Verbuet vum Konsum vun Nikotin an Tubaksproduiten op Spillplazen a Sportsenceinten, déi vu Jugendleche besicht ginn.

Dann zum Avis vun der Conférence nationale des élèves du Luxembourg, vun der CNEL: An hierem Avis vum 11. Juli 2025 huet d'CNEL drop higewisen, datt vill Schüler, ronn 25 %, schonn Nikotinsäckelcher konsuméiert hunn. D'Ëmfro weist en zouhuelende Mëssbrauch bedéngt duerch e mangelhafte Kontrollsystem an de sozialen Drock an de Schoulen. D'CNEL fuerdert dofir schnell gesetzlech a pedagogesch Moossnamen, fir dëser Entwécklung entgéintzewierken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schlussendlech wëll ech nach erwänen, datt d'Fraktiounen LSAP an ADR respektiv de 15. an den 31. Oktober 2024 eege Propositioune vun Amendementer zum Projet de loi agereecht hunn. Dës Amendementer goufen an der Sëtzung vum 6. November 2024 diskutéiert, awer vun der Majoritéit verworf.

D'Amendementer vun der LSAP haten zum Zil, d'Mise en marché, de Verkaf, d'Verdeelung, d'Gratisofferen, d'Detentioun zum Verkaf an d'Importatioun fir kommerziell Zwecker vun Nikotinsäckelcher komplett ze verbidden.

Une voix | Très bien!

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Den Amendement vun der ADR wollt d'Quantitéit vun Nikotin pro Säckelchen an d'Zesummesetzung vun den Ingredienten upassen.

Zousätzlech wëll ech d'Aarbecht vun der Cellule scientifique ervirhiewen, déi e wichtege Bäitrag zu de parlamentareschen Diskussioune geleescht huet, andeems si de Kommissiounsmembere fachlech Erläuterungen iwwert d'neurophysiologesch Wierkungen an d'Suchtwierkunge vun Nikotin zur Verfügung gestallt huet.

Discussion générale

An elo schwätzen ech a menger Roll als Spriecherin vun der CSV-Fraktioun ...

Une voix | A!

(Hilarité)

Mme Françoise Kemp (CSV) | ... a wëll mech an dësem Deel besonnesch op d'Nikotinsäckelcher an déi nei nikotinhalteg Produite konzentréieren.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech hu rezent mat enger Madamm geschwat, där hire 14-järege Jong mat enger Nikotinvergëftung wéinst Nikotinsäckelcher am Spidol loung. Si sot mir: „Ech hat guer net gemierkt, datt mäi Jong esou eppes benotzt." Dat ass genee d'Realitéit, an där mir haut sinn. Dat weist, wéi onsiichtbar dës Gefor ass. Mir sti virun enger neier Form vu Sucht, déi sech lues a lues an eis Gesellschaft eraschläicht – onsiichtbar, geruchslos, mee net onschëlleg.

Et geet ëm déi nei Nikotinsäckelcher, déi hannert d'Uewerlëps geklemmt ginn, ouni Damp, ouni Geroch, ouni Spuer. Genee dat mécht se esou geféierlech. Si ginn an de Schoulen, an de Lycéeën, esouguer an de Busse benotzt, ouni datt ee se bemierkt. Si ginn diskreet gedeelt, wéi fréier de Knätsch, mee se droen eng ganz aner Gefor a sech: Nikotin. Nikotin ass e staarkt Nervegëft. Bei ze vill Nikotin besteet Vergëftungsgefor. Et berouegt a stimuléiert gläichzäiteg – eng Kombinatioun, déi séier eng Onofhängegkeet schaaft. En eenzege Säckelche kann esou vill Nikotin enthale wéi e puer Zigaretten.

Déi, déi et reegelméisseg benotzen, hu séier eng Konzentratioun am Blutt, déi net nëmme süchteg mécht, mee och Schied un Häerz, Kreeslaf a Gehier hannerléisst. Medezinnesch gesi féiert Nikotin zu engem erhéichten Häerzrhythmus an zu engem héije Bluttdrock, wéi d'Fuerschung weist. Et beaflosst d'Gehierentwécklung vu Jugendlecher. A laut WHO ass Nikotin héich suchterreegend.

Dobäi kënnt, dass dës Produiten an Aromen a Faarwen ugebuede ginn, déi kloer u Jonker geriicht sinn: Orange, Hunnegmeloun an Apel. Si ginn als Lifestyle-Objet vermaart, net als Gesondheetsgefor. Dat mécht se gläichzäiteg attraktiv a geféierlech. Eng rezent Ëmfro vun der Conférence nationale des élèves du Luxembourg huet gewisen, datt ee vu fënnef Schüler esou Produite scho benotzt huet. Dat ass net nëmmen eng Statistik, dat ass en Alarmzeechen!

Dofir ass dëst Gesetz virun allem e Gesetz fir eis Jugend. Et geet drëm, si ze schützen, ier et ze spéit ass. De Projet limitéiert d'Nikotinquantitéit, verbitt de Verkaf u Mannerjäreger a stäerkt d'Opklärung iwwert d'Risiken. Et setzt e kloert Zeechen: Mir akzeptéieren net, datt eng nei Generatioun an d'Sucht geréit, ouni et ze mierken, a just well dës Produite besser vermaart ginn.

D'Politick huet eng Verantwortung. An dëse Projet de loi ass e wichtege Schrëtt, fir se ze iwwerhuelen. Et geet hei net just ëm technesch Reegelen oder juristesch Prezisiounen, mee ëm eng Fro vun Haltung an Iwwerzeegung.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Françoise Kemp (CSV) | Fir d'CSV ass kloer: d'Politick huet d'Flicht ze schützen, ze guidéieren an ze kontrolléieren, wou et noutwendeg ass, awer ëmmer mat Mooss, mat Vernonft an am Déngscht vum Mënsch.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gouf Stëmmen, déi e komplette Verbuet vun Nikotinsäckelcher gefuerdert hunn, mee dës Regierung huet sech fir e méi differenzéierte Wee entscheet: Kontroll amplaz Verbuet.

D'Grenz vun 0,048 Milligramm Nikotin pro Säckelche spillt dobäi eng zentral Roll. Dës Limitt soll eng Balance tëschent Gesondheetsschutz a Regulatioun schafen. Et geet net dorëms, de Marché zouzemaachen an d'Produite komplett ze verbidden, mee eng kloer Kontroll ze garantéieren iwwert d'Qualitéit, d'Zesummesetzung an d'Vermaartung.

De Projet de loi orientéiert sech un den däitschen Dispositiounen. Mir wëlle vermeiden, datt nei Nikotinproduiten ouni kloer Reegelen an ouni Qualitéitskontroll op de Marché kommen. Dëst ass de Wee vum Pragmatismus: net alles verbidden, mee kloer reglementéieren.

Dobäi hat d'Ministesch jo och an der Kommissioun kloer gesot, datt si d'Entwécklungen an anere Memberstaate weider genee géif observéieren. An der Europäescher Unioun wär eng Harmoniséierung wichteg, fir vergläichbar Schutzstandarden ze garantéieren a Maartlücken ze vermeiden.

D'Ministesch huet jo och d'Méiglechkeet net ausgeschloss, d'Gesetz zu engem spéideren Zäitpunkt nach eng Kéier unzepassen, wa sech op EU-Niveau nei Entwécklungen oder Richtlinnen ofzeechnen. Dat weist, datt dës Politick net dogmatesch, mee op Fakten, Erfarung an Dialog opgebaut ass, eng Politick, déi observéiert, léiert a reagéiert, wou et ubruecht ass.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mat dësem Projet de loi gëtt e kloert Signal gesat: Nikotin ass a bleift eng Sucht, och wann d'Form sech geännert huet. D'Politick däerf net hannendrulafen, wann de Marché ëmmer méi kreativ gëtt. Mir musse virschaffen, amplaz hannendrunzelafen.

Fir d'CSV ass dëst kee klenge Projet, mee en Deel vun enger kohärenter Politick fir eng gesond, bewosst a verantwortungsvoll Gesellschaft. Dëst Gesetz bréngt Kloerheet a Sécherheet a schaaft e Kader, deen de Schutz vun der Gesondheet an de Jugendschutz an de Mëttelpunkt stellt, ouni dobäi onnéideg ze verbidden oder ze stigmatiséieren. Et ass e pragmatesche Schrëtt, deen d'Kontroll iwwer e séier wuessende Marché séchert an eng kohärent Upassung un déi europäesch Dynamik erméiglecht. Dat ass d'Grondlag fir eng Politick, déi schützt a virun allem nohalteg handelt.

An et ass genau an dësem Sënn, datt ech der CSV-Fraktioun recommandéieren, dëse Projet de loi matzestëmmen. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci der Madamm Rapportrice Françoise Kemp a merci der éischter ageschriwwener Riednerin, och der Madamm Françoise Kemp. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi klassesch Zigarett gëtt leider och haut ëmmer nach vill gefëmmt. Dobäi geselle sech awer mëttlerweil eng ganz Rëtsch Alternativen, souwuel mat wéi och ouni Tubak, déi iwwert déi lescht Joren op de Maart komm sinn an net ëmmer de selwechte Reegelungen ënnerleie wéi déi traditionell Tubaksproduiten. Dobäi muss ee soen: alternativ: jo, manner geféierlech: definitiv net!

Dofir stëmme mir haut en neie Gesetzestext, deen de legale Kader fir Tubaksproduiten upasst a virun allem Mindestreegele fir dës nei Tubaksproduiten definéiert, esou wéi et eng EU-Direktiv virgesäit. D'Zil vun dëser Direktiv ass et, dem Tubakskonsum entgéintzewierke mam Fokus op Preventioun a Sensibiliséierung. An ech mengen, mir sinn eis all eens, datt Preventioun a Sensibiliséierung och déi beschte Manéiere sinn, fir Leit op déi negativ Konsequenze vum Tubakkonsum opmierksam ze maachen a si esou do virdrun ze schützen.

Hautdesdaags wësse mir glécklecherweis alleguer, wat fir negativ Follgen d'Fëmmen an den Tubak op d'Gesondheet vum Mënsch hunn. Bei der Ëmsetzung vun der EU-Direktiv gouf dofir och d'Chance net verpasst, fir an deem Kontext der permanenter Entwécklung vun dëse Produiten nozekommen.

De gréissten Diskussiounspunkt – an dat ass schonn ugeklongen – bei dësem Projet de loi, deen och an der Kommissioun vill diskutéiert gouf, war deen, wéi eng legal Dispositioune fir Nikotinsachete festgeluecht sollte ginn. Eng Méiglechkeet bestoung doranner, dës Sachete ganz ze verbidden, wéi dat ënner

anerem d'Belsch an Holland a rezent och Frankräich gemaach hunn. Oder et géif een den Nikotingehalt an de Säckelcher däitlech limitéieren.

Als Demokratesch Partei si mir prinzipiell der Meenung, dass e gesetzlechen Encadrement bei engem Produit, dee souwisou am Ëmlaf ass, egal ob aus Länner, wou dëse legal verkaf gëtt, oder iwwert de Schwaarzmaart zirkuléiert, méi Sënn mécht wéi e komplette Verbuet.

Den Nikotingehalt, deen zréckbehale gouf, ass verschiddenen Acteuren no ze niddreg. Den Ament kann den Nikotingehalt nämlech tëschent 1,79 bis 47,5 Milligramm leien. Et ass kloer, dass déi zukünfteg 0,048 Milligramm eng ganz staark Limitéierung duerstellen. Dës Approche gouf deemno och net iwwerall d'selwecht ugeholl.

Verschidden Acteuren hunn argumentéiert, datt dëse Seuil esou niddreg ass, datt et engem De-facto-Verbuet gläichkënnt. Sou wéi vun der Chambre de Commerce bemängelt, hätt ee sech gewënscht, datt et, och wat den Nikotingehalt ugeet, méi eenheetlech Reegelen op EU-Niveau ginn hätt, well dat d'Saach definitiv vereinfacht hätt. An deem Kader begréisse mir, dass d'EU-Kommissioun amgaangen ass, d'Tubaksdirektiv ze evaluéieren, fir se dann och nach eemol op de Leescht ze huelen.

Lëtzebuerg huet hei, wat d'Limitatioun vum Nikotingehalt ugeet, eng Virreiderroll iwwerholl. Et war eis wichteg, déi Jonk virun den negativen Effete vun de ganzen Nikotinproduiten ze schützen. Mee mir kucken elo natierlech och gespaant op Bréissel, an der Hoffnung, datt déi aner EU-Memberlänner och op de Wee ginn, den Nikotingehalt vun de Sachete besser ze reguléieren.

Fir d'DP ass, wéi scho gesot, eng simplistesch Verbuetspolitick keng Léisung. Soss misst een an der selwechter Logik och op de Wee goen, all Produiten, déi Nikotin enthalen, ze verbidden. Dofir soll et och weiderhi méiglech bleiwen, Nikotinsacheten – wann och nëmme staark limitéiert – legal ze kafen.

D'Definitioun vun engem méiglechst niddregen Nikotingehalt garantéiert gläichzäiteg déi gréisstméiglech Sécherheet. Well et dierf een net vergiessen, datt Nikotin en Nervegëft ass mat gesondheetleche Risiken, déi een net banaliséieren däerf.

An et sollt een och a Betruecht zéien, wat ka passéieren, wann zum Beispill e Kand esou e Sachet an de Mond géif huelen oder schlëmmstefalls esouguer verschléckt. Dat ass net komplett ondenkbar. D'Kanner kucke sech gäre bei Erwuessener Saachen of a wa si gesinn, datt ee sech dat an de Mond leet, da probéiere si et vläicht och gären aus. Besonnesch wann déi Sacheten och nach aromatiséiert sinn, zum Beispill no Menthe oder no Äerdbier schmaachen, wat se à la limite grad fir méi Jonker och nach attraktiv mécht.

Jo, Nikotin ass am Géigesaz zu Tubak vläicht net kriibserreegend. An awer bréngt och Nikotin Gefore mat sech. 15 bis 25 Milligramm Nikotin kënne fir e klengt Kand souguer déidlech sinn! Och méi niddreg Seuile kënne grav gesondheetlech Schied verursaachen. Genau wéi den OKaJu a sengem Avis begréisst d'DP den niddrege Seuil, dee fir Nikotinsacheten decidéiert gouf, well et dem Principe de précaution entsprécht.

D'Nikotinsachete sinn eng ganz nei Kategorie vu Produiten, déi virop Leit süchteg maachen, déi eventuell ni ugefaangen hätte mat fëmmen. Si sinn och net offiziell als Method unerkannt, fir mam Fëmmen u sech opzehalen. Wann deem esou wier, dann hätt een e geréngfügeg méi héije Seuil vun Nikotin, zum Beispill 2,4 Milligramm, a Betruecht kënnen zéien, esou wéi et de Fall ass bei Produite fir de Sevrage tabagique, also zum Beispill Sprayen, Nikotinpatchen, Nikotinknätsch oder Medikamenter fir mam Fëmmen opzehalen. D'Nikotinsacheten enthalen awer Nikotinsalzer, déi vum Kierper anescht opgeholl ginn an d'Ofhängegkeet vum Nikotin nach verstäerke kënnen, wouduerch d'Consommatioun am Endeffekt net erof-, mee eropgeet.

Nach d'lescht Woch huet d'Schülerkonferenz CNEL dorobber higewisen a gewarnt, datt Nikotinsäckelcher bei jonke Leit ëmmer méi present ginn. An hirem Sondage hu si iwwer 1.000 Schülerinnen a Schüler gefrot an et ass erschreckend, wéi vill Schüler schonn am jonken Alter Kontakt mat deene Produiten hunn.

Ech hat jo virdrunner schonn dorobber higewisen, dass mëttlerweil jidderee weess, wat d'Gefore vum Tubak kënne sinn. Abee, bei deenen Nikotinsäckelcher ass dat a priori net de Fall. Net jiddereen ass sech bewosst, datt Nikotin esou eng Suchtgefor duerstellt. Zum Beispill ass aus dem Sondage vun der CNEL ervirgaangen, datt nëmmen d'Hallschent vun deene Schüler, déi dës Säckelcher consomméieren, iwwert d'Gefore Bescheed woussten.

Dofir si fir eis als DP d'Sensibiliséierung an d'Preventioun vun héchster Wichtegkeet. Fir enger Verharmlosung vun esou Produiten an och hiren Effeten a Risiken entgéintzewierken, musse mir dorobber opmierksam maachen. Mir mussen och e Kader schafen, deen informéiert, deen op Preventioun setzt an dee virun allem déi schützt, déi dat fir sech selwer nach net esou gutt maachen.

Dofir war et och wichteg, dass am Gesetzestext kloer festgehale gouf, dass an an ëm d'Enceinte scolaire keen Tubak au sens large an och keng Nikotinsäckelcher däerfe consomméiert ginn. An dësem Beräich huet den Educatiounsministère awer net op dëse Gesetzestext gewaart: Scho virun zwee Joer ass zesumme mat der Santé op d'Risike vun den Nikotinsäckelcher higewise ginn an zesumme mat dem CePAS e Factsheet fir déi Professionell aus de Schoulen ausgeschafft ginn.

Ech hunn et virdrun ugeschwat: Besonnesch déi Jonk ënnerschätzen dacks d'Gefore vum Nikotin op hir Gesondheet. Domat ass de Verbuet an der Schoul an d'Sensibiliséierung vun deene Jonken dee richtege Schratt, fir d'Schüler virun de Risiken ze schützen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Leit solle generell de fräie Choix hunn, wéi eng Produite si consomméieren – ob mat Tubak oder rengem Nikotin. Repressioun eleng ass net d'Léisung. Produite komplett ze verbidden, ass seelen effikass. D'Politick huet awer d'Verantwortung, dës Produiten esou ze encadréieren, dass hiren Impakt op déi ëffentlech Gesondheet méiglechst kleng ausfält an déi Jonk virun hinne geschützt ginn. An dat huet d'Regierung mat dësem Gesetzestext gemaach.

Et wier awer duerchaus vu Virdeel, wann op EU-Niveau eng gréisser Harmoniséierung vun de Reegelen an d'Weeër geleet géif ginn. En attendant, ob sech op europäeschem Niveau an Zukunft op dësem Sujet nach eppes deet, si mir frou, dass mat dësem Text d'Gesetz ronderëm d'Tubaksproduiten elo e klore Kader an och kloer Aschränkungen zum Schutz vun de Konsumente virgëtt.

Et kann ee kengem verbidden, ze fëmmen oder Nikotin ze consomméieren. Et kann een d'Nikotinproduiten awer reglementéieren. Hei gëtt dat gemaach an duerfir fënnt dëse Gesetzesprojet och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. D'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

(M. Mars Di Bartolomeo dépose une poubelle à côté du pupitre.)

(Interruptions diverses)

Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, d'Joer 2006 stellt am Kampf géint den Tubak e Meilesteen duer. D'Gesetz vum 11. August 2006, gradewéi duerno d'Gesetzer vun 2013 an 2017, goufen ugangs haart a kontrovers diskutéiert. Déi nei Reegelen, souwuel wat de Verkaf, d'Publicitéit an de Marketing ugeet, mee virun allem och wat d'Fëmmverbuet op bestëmmte Plazen ugeet, si schlussendlech dann awer ganz séier allgemeng akzeptéiert ginn. Si haten och e staarken Afloss op d'Fëmmverhale vun der Populatioun: D'Zuel vun de Leit, déi fëmmen, ass erofgaangen, eng Tendenz, déi eng Rei vu Joren ugehalen huet.

Haut ass d'Tendenz leider eng aner: D'Consommatioun vun Tubak- an neien Nikotinproduiten zu Lëtzebuerg ass nees um Klammen, trotz alle Beméiungen, Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnen, gesetzleche Reegelungen an Aschränkungen. Op eenzele Plazen, ënner anerem Tankstellen – déi sinn dorop spezialiséiert –, ginn de Publicitéitsverbuet an d'Presentatiounsreegele méi wéi grousszügeg interpretéiert. Leider oft ouni Konsequenzen.

An der Tëschenzäit soen 28 % vun der Populatioun, si géifen all Dag oder bei Geleegenheet fëmmen. A grad bei de Jonke sinn d'Zuelen héich. Dobäi kommen dann ëmmer nei Nikotinproduiten, déi grad bei deene Jonke wäit verbreet sinn, siefen et E-Zigaretten oder Nikotinsäckelcher. Dozou méi méi spéit.

Vu dës Evolutioun begréisst d'LSAP et ausdrécklech, dass d'EU de Kampf géint den Tubak- an Nikotinkonsum zu enger Prioritéit gemaach huet. Positiv gesi mir och, dass mer elo net nëmmen d'EU-Direktiv ëmsetzen, mee méi wäit ginn an aner Nikotinproduiten definéieren a reglementéieren, an zum Deel kloer allgemeng Oplagen, wat de Verkaf, de Konsum, d'Aromen an d'Publicitéit ugeet, definéieren.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Am Géigesaz zu der Regierung wollt d'LSAP awer méi konsequent sinn a méi wäit goen. Iwwregens hat d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lenert, ënnert där viregter Regierung scho Proposen an deem Sënn gemaach.

„Inkonsequenz" an „Duebelmoral", déi Wierder beschreiwen zimmlech treffend d'Politick vun der jëtzeger Regierung: engersäits de Santésministère, dee sech all Méi gëtt, fir de Problem vun Tubak- an Nikotinkonsum an de Gréff ze kréien an op Gesondheetsrisiken hiweist, wärend de Finanzminister – Geld sténkt jo bekanntlech net – sech weider d'Hänn reift an Accisen an Héicht vun iwwer 1 Milliard am Staatsbudget fir 2026 verbucht. Anscheinend ka Lëtzebuerg net op déi Recettë verzichten.

Et ass weeder nohalteg nach eethesch ze vertrieden, wa mir eis Keese fëllen um Bockel vun der Gesondheet vun eiser Bevëlkerung an de Populatiounen an eisen Nopeschlänner. Tubak- an Nikotinprodukter bréngen eis haut Recetten, d'Follgeschied hunn awer deem géintiwwer e ganz héije Präis!

(Interruption)

Iwwregens hunn eis Präispolitick bei den Tubaksprodukter an de breet ugeluechte Schmuggel iwwert déi franséisch Grenzen et elo bis an d'Assemblée Nationale gepackt, wou gläich e puer Deputéiert et zu engem Theema gemaach hunn.

Et ass kloer erwisen, dass a Saache Lutte anti-tabac d'Präispolitick en decisive Facteur ass: wat d'Präisser méi héich sinn, wat manner Leit, virun allem Jonker, ufänke mat fëmmen a wat der méi ophale mat fëmmen.

Genausou inkonsequent sinn eis Autoritéiten och am Ëmgang mat den neien Nikotinproduiten, an am Besonnesche mat den Nikotinsäckelcher. Fir déi, déi se net kennen: Hei sinn zwee Specimens, een am Schwaarzen, ganz staark, an een am Bloen, ...

Une voix | Aha!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... manner staark.

(M. Mars Di Bartolomeo montre deux boîtes de sachets de nicotine de différentes marques.)

(Interruptions et hilarité)

A wann Der wëllt wëssen, wéi se ausgesinn ...

Une voix | D'Koalitioun!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wann Der wëllt wëssen, wéi se ausgesinn ...

Une voix | Kënne mer schmaachen?

Une autre voix | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | O, also ech wäert Iech net derzou verféieren! Mee dozou méi méi spéit.

Esou gesi se aus. Esou!

(M. Mars Di Bartolomeo montre une boîte ouverte contenant des sachets de nicotine.)

(Interruption)

Esou gesi se aus. Bon, Dir wäert herno gesinn, wat ech dermat maachen!

Une voix | Mir géife se alt schmaachen.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Inkonsequent also, obwuel all d'Enquêtë weisen, dass virun allem déi Jonk eng Preferenz hu fir d'Alternativen zu der Zigarett, och well si, déi Jonk, staark am Viséier vun der Tubaks- a vun der Nikotinindustrie sinn. Et sinn zoufällegerweis déi selwecht.

An deene leschte Méint war d'Tubaks- an Nikotinlobby och hei am Land ganz aktiv. Déi kaum verstoppten aggressiv Publicitéite vun de Produzente ronderëm dës Produite verspriechen, dass Nikotinsäckelcher staark maachen, reegelrecht e Kick ginn, de Wikinger an engem erwächen oder dass dës Produiten déi manner gesondheetsschiedlech Alternativ sinn zu den Zigaretten oder dass se hëllefen, vun den Zigaretten ewechzekommen.

Nimm wéi VELO an THOR ënnersträichen dat, an d'Verpackung erënnert u Kamellekëschten. Dobäi ass wëssenschaftlech onbestridden, dass de Géigendeel vun dësem Etiketteschwindel wouer ass. Den Nikotin an den Nikotinsäckelcher ass op d'mannst gradesou schiedlech wéi an allen aneren Nikotinprodukter an e mécht op d'mannst gradesou ofhängeg. D'Laangzäitfollge si souwisou nach guer net ergrënnt.

Fest steet awer, dass se ëmsou méi geféierlech sinn, well se wéi harmlos Kamelle presentéiert ginn an iwwerall an zu all Zäit ouni Limitten, an ouni dass den Entourage et matkritt, kënne consomméiert ginn, am Géigesaz zum Beispill zu normalen Zigaretten an E-Zigaretten. Déi Jonk a manner Jonk consomméieren Nikotinsäckelcher am Bus, wärend dem Cours, Sportler benotze se beim a virum Match, a si tauchen iwwerall op, och ronderëm d'Sportsterrainen.

Et ass net fir näischt, dass déi National Schülerkonferenz – an ech soen hinne Merci fir déi Etüd, déi se gemaach hunn – festgestallt huet, dass Nikotinsäckelcher extreem wäit verbreet bei deene Jonke sinn. A si hunn op d'Risiken an d'Niewewierkungen higewisen, deene sech déi Jonk oft net bewosst sinn. Kee Wonner, wann een dat skandaléist Vermaartungskonzept berücksichtegt!

Bis elo waren dës Produiten net reglementéiert. Si sinn net ënnert d'Gesetz gefall, an dofir gouf et och kaum Reegelen, wat d'Zesummesetzung, den Nikotingehalt oder de Verkaf vun den Nikotinsäckelcher ugeet.

Et ass dofir am Prinzipp gutt, dass d'Gesetz elo net méi blann op deem A ass, an dass d'Nikotinsäckelcher elo net méi an engem rechtsfräie Raum produzéiert, verkaaft a konsuméiert ginn.

D'Regierung proposéiert, de maximale Gehalt vun Nikotinsäckelcher op 0,048 Milligramm festzeleeën. Dat ass tatsächlech ganz niddreg. Vill méi niddreg wéi praktesch alles, wat haut an allen Ecker hei am Land verkaaft gëtt, a wäit dovun ewech, wat d'Produzente sech gewënscht hunn. Déi haten, souwäit ech weess, mat hirer Fuerderung nëmme bei enger Partei Erfolleg. An déi Partei sëtzt zu menger ...

Une voix | ... Lénker.

Une autre voix | An zu menger Rietser.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... fälschlecherweis zu menger Lénker. Si hu genee déi Wäerter iwwerholl, déi sech d'Tubaks- an d'Nikotinindustrie gewënscht hunn.

An eisen Aen ass déi inkonsequent Haltung vun der Regierung awer dat falscht Signal. En extreem schiedleche Produit, dee ganz sécher ofhängeg mécht, dee Vergëftungssymptomer ervirruffe kann, e Produkt, dat ganz besonnesch geféierlech ass fir déi Jonk, esou e Produkt, esou eng, op gutt Lëtzebuergesch – Dir entschëllegt den Ausdrock –, Sauerei, soll een net quasi verbidden, mee ganz aus dem Verkéier zéien! Et muss een et verbidden, esou wéi verschidde vun eisen Nopeschlänner, d'Belsch, Frankräich, Holland, gradewéi och verschidden däitsch Bundeslänner, dat gemaach hunn oder wäerte maachen.

Eis Regierung weess dat alles a si weist och op déi onbestridde Gesondheetsrisiken hin. Si liwwert Argumenter fir e Verbuet an da belitt se sech selwer, andeem se virun der Tubakslobby an d'Gette geet.

Am Sënn vun enger konsequenter Haltung hate mir Amendementen am Sënn vun engem Verbuet abruecht. Déi goufen niddergestëmmt. Dofir deponéiere mer se hei erëm eng Kéier. An ech iwwergi se dem President.

Här President, hei sinn eis Amendementen, déi och vun eise gréngen Kolleege gedroe sinn.

Amendements 1 à 7

Exposé des motifs

Les présents amendements ont pour objet l'interdiction de la mise sur le marché, de la vente, de la distribution ou de l'offre à titre gratuit, de la détention en vue de la vente, ainsi que de l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine.

Ces produits sont présentés sous forme de petits sachets de poudre contenant de la nicotine et, le cas échéant, différents arômes, mais ne contenant pas de tabac. Ceux-ci se placent sous la lèvre supérieure et la nicotine est absorbé par les muqueuses et la salive.

L'objectif de l'interdiction est de prévenir les effets nocifs connus et potentiels de l'utilisation de ces nouveaux produits sur la santé, de décourager leur utilisation par les jeunes et d'éviter les éventuelles conséquences négatives sur les efforts de lutte contre le tabagisme.

Actuellement, ils ne tombent pas sous l'application de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac en vue de la transposition de la directive déléguée (UE) 2022/2100 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés.

Cependant, ils peuvent être considérées comme des produits similaires aux produits à base de tabac. Du point de vue de leur utilisation, de leur contenu et de leurs effets, ils sont comparables au tabac à usage oral snus. Celui-ci est interdit sur le territoire de l'Union européenne – à l'exception de la Suède – dans le but de décourager son utilisation par les jeunes et de prévenir le risque d'intoxication et d'addiction à la nicotine.

Le considérant 32 de la directive 2014/40/UE relative à la fabrication, à la présentation et à la vente des produits du tabac et des produits connexes stipule comme suit :

« L'interdiction de la vente de tabac à usage oral devrait être maintenue afin d'empêcher l'introduction dans l'Union (à l'exception de la Suède) de ce produit qui entraîne une dépendance et a des effets indésirables sur la santé humaine. »

Un argumentaire similaire s'applique aux sachets de nicotine.

En ce qui concerne la réglementation distincte des produits similaires aux produits à base de tabac, le considérant 55 de cette même directive indique ce qui suit :« Un État membre devrait demeurer libre de maintenir ou d'instaurer une législation nationale applicable à tous les produits mis sur son marché national en ce qui concerne les aspects qui ne sont pas réglementés par la présente directive, dès lors qu'elle est compatible avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et ne compromet pas la pleine application de la présente directive. En conséquence, et dans ces conditions, les États membres pourraient notamment réglementer ou interdire le matériel utilisé pour les produits du tabac (y compris les pipes à eau) et pour les produits à fumer à base de plantes et réglementer ou interdire les produits semblables en apparence à un type de produits du tabac ou de produits connexes. Une notification préalable est requise pour les réglementations nationales techniques, conformément à la directive 98/34/CE. »

En outre, l'article 5. 2(b) de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac justifie également une réglementation stricte de ces produits.

Une enquête menée aux Pays-Bas fait état du danger des sachets de nicotine, notamment en ce qui concerne ses effets sur le rythme cardiaque ou les risques d'induire et maintenir une dépendance à la nicotine et ses effets néfastes sur le développement du jeune cerveau.

Ces produits présentent une dangerosité particulière pour les mineurs en raison du fait que leur consommation est difficilement perceptible. En conséquence, il y a un manque de contrôle social de la part des parents ou d'autres adultes, ce qui peut perpétuer une éventuelle dépendance. En outre, en raison de leur faible poids corporel, les enfants sont plus sensibles aux effets secondaires indésirables.

Aux Pays-Bas comme en Belgique, ces produits sont interdits ; la France est sur le point de légiférer en la matière. Les autres pays européens discutent également d'une telle interdiction.

Le fait que ces produits représentent un réel danger pour la santé publique n'est pas seulement démontré par les recherches menées par le Risksinstituut voor Volksgezondheid en Milieu (RIVM) aux Pays-Bas, mais l'Agence Fédérale des Médicaments et des Produits de Santé (AFMPS) en Belgique signale également des risques éventuels :

« Le produit reste toutefois un produit à base de nicotine, une substance qui peut s'avérer toxique. »

Une exposition accidentelle ou une consommation excessive de nicotine peut avoir de graves conséquences. Selon le centre antipoison, une dose de 10 mg de nicotine peut provoquer une grave intoxication chez les enfants. La dose minimale mortelle pour les adultes est de 0,5 à 1 g de nicotine, en fonction du poids corporel.

Une analyse du Bundesinstitut für Risikobewertung (BfR) en Allemagne montre qu'il existe sur le marché des sachets de nicotine contenant 47,5 mg de nicotine.

Finalement, les sachets de nicotine gagnent en popularité.

Une enquête récente aux Pays-Bas montre que 75 % des jeunes interrogés connaissent les sachets de nicotine ; 25 % les utilisent également. Parmi les enfants de moins de 12 ans, 1,2 % utilisent des sachets de nicotine. Le Danemark signale également que les sachets de nicotine sont utilisés par les jeunes. Les matériaux d'emballage et les sachets usagés se retrouvent dans les déchets scolaires, y compris dans les écoles primaires.

Le fait que la présence de ces produits soit en hausse au Luxembourg ne fait aucun doute.

La Fondation contre le cancer a déjà mis en garde contre la présence accrue de ces produits.

Ces produits apparaissent cependant dans des lieux qui attirent les jeunes, tels que les cafés, les clubs et les événements de masse comme les festivals, les terrains de sport, ainsi que de plus en plus souvent sur la voie publique.

Des signes et des plaintes parviennent également des écoles.

En outre, les fabricants de tabac traditionnels qui ont inclus ces produits dans leur gamme en font de plus en plus la promotion agressive, y compris via les réseaux sociaux.

Sur le site web de British American Tobacco, les sachets de nicotine sont présentés comme une alternative saine aux produits à base de tabac traditionnels, contenant des ingrédients purs. L'impression est donnée qu'il n'y a aucun risque pour la santé.

Les produits sont également disponibles dans une variété de saveurs, dont la saveur mentholée qui a été récemment interdite dans les produits à base de tabac ordinaires. C'est un élément qui rend le produit encore plus attrayant pour les jeunes, ainsi que pour les non-fumeurs.

Les sachets de nicotine sont également beaucoup moins chers que les produits à base de tabac ordinaires, ce qui contribue encore à leur grand attrait pour l'ensemble de la population, ainsi que pour les non-fumeurs.

En bref, les sachets de nicotine sont nuisibles car, comme les produits à base de tabac, elles ont le potentiel de maintenir ou de créer une dépendance (à la nicotine). Un tel produit n'a pas sa place sur le marché.

En raison de la popularité croissante de ces produits, la protection des enfants et des adolescents contre la consommation de nicotine et la dépendance à cette substance via la législation est nécessaire.

Nous fondons cette interdiction sur le principe de précaution.

Commentaire des amendements

Amendement 1

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 1er, point 2°, du projet de loi relatif aux additifs.

Amendement 2

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 2 du projet de loi relatif à l'interdiction de la publicité en faveur des différents produits réglementés par la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

Amendement 3

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 3 du projet de loi concernant les obligations imposées aux fabricants et importateurs.

Amendement 4

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 4 du projet de loi modifiant le paragraphe 1er, de l'article 3ter de la loi précitée du 11 août 2006 relatif à l'étiquetage des produits concernés.

Amendement 5

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 5 du projet de loi relatif au conditionnement et à l'emballage des produits en question.

Amendement 6

L'amendement vise à interdire les sachets de nicotine, en étendant les interdictions relatives au tabac à usage oral. L'objectif de l'interdiction est de prévenir les effets nocifs connus et potentiels de l'utilisation de ces nouveaux produits sur la santé, de décourager leur utilisation par les jeunes et d'éviter les éventuelles conséquences négatives sur les efforts de lutte contre le tabagisme.

Par conséquent, le paragraphe 4 nouveau du nouveau point 5° du projet de loi définissant le taux maximal contenus dans les sachets de nicotine ainsi que les additifs interdits.

Amendement 7

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 11 du projet de loi concernant l'interdiction de confiseries et jouets ayant l'apparence d'un des produits réglementés par la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, l'interdiction de vendre ou de distribuer gratuitement lesdits produits à des mineurs d'âge, les obligations incombant aux exploitants d'appareils automatiques de distribution, ainsi que la vente à distance desdits produits.

À noter que les auteurs des présents amendements ont fait le choix conscient de maintenir les dispositions, explicites et pertinentes malgré l'interdiction générale, concernant l'information et la sensibilisation du public tout comme l'interdiction de consommer des sachets de nicotine à l'intérieur des établissements scolaires, des locaux destinés à accueillir et héberger des mineurs de moins de seize ans ainsi que dans les aires de jeux et les enceintes sportives.

Projet de loi modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac en vue de la transposition de la directive déléguée (UE) 2022/2100 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés

Amendements du groupe politique LSAP

Amendement 1 concernant l'article 1er

L'article 1er, point 2°, du projet de loi est amendé comme suit :

« 2° Au point 16 nouveau, les termes « ~~, à un sachet de nicotine~~ ou à un nouveau produit nicotinique » sont insérés après les termes « produit du tabac » et les termes « à son conditionnement » sont remplacés par les termes « à leur conditionnement » ; ».

Commentaire :

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 1er, point 2°, du projet de loi, qui concerne les additifs.

Amendement 2 concernant l'article 2

L'article 2 du projet de loi est amendé comme suit :

« Art. 2. L'article 3 de la même loi est modifié comme suit :

1° Le paragraphe 1er est modifié comme suit :

a) L'alinéa 1er est modifié comme suit :

i) Les termes « ~~des sachets de nicotine~~ ou des nouveaux produits nicotiniques, » sont insérés entre les termes « flacons de recharge, » et les termes « ainsi que toute » ;

ii) Les termes « ~~ou d'un sachet de nicotine~~ ou d'un nouveau produit nicotinique » sont insérés avant les termes « sont interdites » ;

b) L'alinéa 2 est modifié comme suit :

i) Les termes « ~~ou du sachet de nicotine~~ ou du nouveau produit nicotinique, » sont insérés entre les termes « flacon de recharge » et les termes « ainsi que » ;

ii) Les termes « ~~ou du sachet de nicotine~~ ou du nouveau produit nicotinique » sont insérés à la suite des termes « cigarette électronique » ;

2° Le paragraphe 4, alinéa 1er, deuxième phrase, est modifié comme suit :

a) Les termes « ~~, des sachets de nicotine~~ et des nouveaux produits nicotiniques, » sont insérés entre le terme « tabac » et les termes « ainsi que » ;

b) Les termes « ~~, des sachets de nicotine~~, des nouveaux produits nicotiniques » sont insérés entre le terme « tabac » et les termes « , des cigarettes électroniques ;

3° Au paragraphe 5, les termes « ~~ou de sachets de nicotine~~ ou de nouveaux produits nicotiniques » sont insérés entre les termes « flacons de recharge » et les termes « est interdite ». ».

Commentaire :

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 2 du projet de loi relatif à l'interdiction de la publicité en faveur des différents produits réglementés par la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

Amendement 3 concernant l'article 3

L'article 3 du projet de loi est amendé comme suit :

1° Le point 1 , lettre a), est amendé comme suit :

« a) À la suite de l'alinéa 1er est inséré un alinéa 2 nouveau, qui prend la teneur suivante :

« Les fabricants et les importateurs ~~de sachets de nicotine, ou~~ de nouveaux produits nicotiniques sont tenus de transmettre, par marque et par type, à la direction une liste de tous les ingrédients et de leurs quantités utilisés dans la fabrication des produits. » ; » ;

2° Le point 2° est supprimé.

Commentaire :

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 3 du projet de loi concernant les obligations imposées aux fabricants et importateurs.

Amendement 4 concernant l'article 4

L'article 4, point 1°, du projet de loi est amendé comme suit :

« 1° Le paragraphe 1er est modifié comme suit :

a) À la phrase liminaire, les termes « ~~, le sachet de nicotine~~ ou le nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « produit du tabac » et les termes « ne peuvent » ;

b) À la lettre a), les termes « ~~, d'un sachet de nicotine~~ ou d'un nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « produit du tabac » et les termes « ou incite » ;

c) À la lettre b), les termes « ~~, qu'un sachet de nicotine~~ ou qu'un nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « produit du tabac » et le terme « donné » ;

d) À la lettre e), les termes « ~~, qu'un sachet de nicotine~~ ou qu'un nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « produit du tabac » et le terme « donné » ; ».

Commentaire :

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 4 du projet de loi modifiant le paragraphe 1er de l'article 3ter de la loi précitée du 11 août 2006 relatif à l'étiquetage des produits concernés.

Amendement 5 concernant l'article 5

L'article 5 du projet de loi est amendé comme suit :

« Art. 5. L'article 4, paragraphe 1er, alinéa 1er, de la même loi, est modifié comme suit :

1° À la première phrase, le terme « et » avant les termes « de tabac à pipe à eau » est remplacé par une virgule et les termes « ~~, de sachets de nicotine~~, de nouveaux produits du tabac et de nouveaux produits nicotiniques » sont insérés après les termes « de tabac à pipe à eau»;

Commentaire :

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 5 du projet de loi relatif au conditionnement et à l'emballage des produits en question.

Amendement 6 concernant l'article 9

L'article 9 du projet de loi est amendé comme suit :

1° Il est inséré un point 1° nouveau, libellé comme suit :

« 1° Au paragraphe 1er, les termes « et des sachets de nicotine » sont insérés après les termes « tabacs à usage oral » ; » ;

2° Au point 4° actuel du projet de loi, devenu le point 5° nouveau, la phrase liminaire est amendée comme suit :

« À la suite du paragraphe 3, ~~sont~~ il est inséré~~s les~~ un paragraphe~~s~~ 4 ~~et 5~~ nouveau~~x~~, dont la teneur est la suivante : » ;

3° Au même point, le paragraphe 4 est supprimé.

Commentaire :

L'amendement vise à interdire les sachets de nicotine, en étendant les interdictions relatives au tabac à usage oral. L'objectif de l'interdiction est de prévenir les effets nocifs connus et potentiels de l'utilisation de ces nouveaux produits sur la santé, de décourager leur utilisation par les jeunes et d'éviter les éventuelles conséquences négatives sur les efforts de lutte contre le tabagisme.

Par conséquent, le paragraphe 4 nouveau du point 4° du projet de loi définissant le taux maximal de nicotine contenu dans les sachets de nicotine ainsi que les additifs interdits, les obligations en matière de dispositifs de sécurité et les obligations à observer par les fabricants en matière d'hygiène, est supprimé.

Les points subséquents sont renumérotés.

Amendement 7 concernant l'article 11

L'article 11 du projet de loi est amendé comme suit :

1° Le point 1° est amendé comme suit :

« 1° Au paragraphe 1er, les termes « ~~, d'un sachet de nicotine~~, d'un nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « de produit du tabac » et les termes « ou d'une cigarette » ; » ;

2° Le point 2°, lettre a), est amendé comme suit :

« a) Les termes « ~~des sachets de nicotine,~~ des nouveaux produits nicotiniques, » sont insérés entre les termes« produits du tabac, » et les termes « ainsi que » ; » ;

3° Le point 3° est amendé comme suit :

« 3° Au paragraphe 3, les termes « ~~des sachets de nicotine~~ ou des nouveaux produits nicotiniques, » sont insérés entre les termes « recharge, » et les termes « est tenu de » ; » ;

4° Le point 4°, lettre a), est amendé comme suit :

« a) À l'alinéa 1er, les termes « ~~de sachets de nicotine,~~ de nouveaux produits nicotiniques, » sont ajoutés entre les termes « tabac, » et les termes « ainsi que » ; ».

Commentaire :

Étant donné que l'amendement 6 vise à interdire la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit, la détention en vue de la vente, ainsi que l'importation à des fins commerciales des sachets de nicotine, il convient de supprimer les termes « sachets de nicotine » du libellé d'un certain nombre d'articles, en l'occurrence de l'article 11 du projet de loi concernant l'interdiction de confiseries et jouets ayant l'apparence d'un des produits réglementés par la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, l'interdiction de vendre ou de distribuer gratuitement lesdits produits à des mineurs d'âge, les obligations incombant aux exploitants d'appareils automatiques de distribution, ainsi que la vente à distance desdits produits.

À noter que les auteurs des présents amendements ont fait le choix conscient de maintenir les dispositions, explicites et pertinentes malgré l'interdiction générale, concernant l'information et la sensibilisation du public tout comme l'interdiction de consommer des sachets de nicotine à l'intérieur des établissements scolaires, des locaux destinés à accueillir et héberger des mineurs de moins de seize ans ainsi que dans les aires de jeux et les enceintes sportives.

Texte coordonné du projet de loi 8333 après amendements du groupe politique LSAP

Projet de loi modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac en vue de la transposition de la directive déléguée (UE) 2022/2100 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés

Art. 1er. L'article 2 de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac est modifié comme suit :

1° Les points a) à v) sont remplacés par les chiffres numérotés de 1 à 22 ;

2° point 16 nouveau, les termes « ~~, à un sachet de nicotine~~ ou à un nouveau produit » sont insérés après les termes « produit du tabac » et les termes « , à son conditionnement » sont remplacés par les termes « à leur conditionnement » ;

3° À la suite du point 22 nouveau sont ajoutés les points 23 à 44 nouveaux ayant la teneur suivante :

« 23. « tabac », les feuilles et toute autre partie naturelle, transformée ou non, de la plante de tabac y compris le tabac expansé et reconstitué ;
24. « tabac à pipe », du tabac pouvant être consommé au moyen d'un processus de combustion et destiné exclusivement à être utilisé dans une pipe ;
25. « tabac à rouler », du tabac pouvant être utilisé par les consommateurs ou les détaillants pour confectionner des cigarettes ;
26. « tabac à mâcher », un produit du tabac sans combustion, exclusivement destiné à être mâché ;
27. « tabac à priser », produit à base de tabac sans combustion pouvant être consommé par voie nasale ;
28. « goudron », le condensat de fumée brut anhydre et exempt de nicotine ;
29. « cigarette », un rouleau de tabac pouvant être consommé au moyen d'un processus de combustion et qui est :
a) susceptible d'être fumé en l'état et qui n'est pas un cigare ou un cigarillo ;
b) glissé dans des tubes à cigarettes par une simple manipulation non industrielle ;
c) enveloppé dans des feuilles de papier à cigarettes par une simple manipulation non industrielle ;
30. « cigare », un rouleau de tabac pouvant être consommé au moyen d'un processus de combustion et qui est :
a) muni d'une cape extérieure en tabac ;

b) rempli d'un mélange battu et muni d'une cape extérieure en tabac, de la couleur normale des cigares, couvrant entièrement le produit, y compris le filtre le cas échéant, mais non l'embout dans le cas des cigares avec embout, lorsque leur masse unitaire, sans filtre ni embout, est égale ou supérieure à 2,3 grammes et égale ou inférieure à 10 grammes et que leur circonférence est égale ou supérieure à 34 millimètres sur au moins un tiers de leur longueur ;
31. « cigarillo », un type de cigare de petite taille d'un poids maximum de 3 grammes par pièce ;
32. « effet de dépendance », le potentiel pharmacologique d'une substance à créer la dépendance, un état qui altère la capacité d'un individu à contrôler son comportement, le plus souvent en induisant un effet de récompense ou une diminution des symptômes de sevrage, ou les deux ;
33. « toxicité », la mesure dans laquelle une substance peut produire des effets nocifs sur l'organisme humain, y compris des effets apparaissant dans la durée, généralement en raison d'une consommation ou d'une exposition répétée ou continue ;
34. « avertissement sanitaire », un avertissement à propos des effets indésirables sur la santé humaine d'un produit ou à propos d'autres conséquences non souhaitées de sa consommation, y compris les messages d'avertissement, les avertissements sanitaires combinés, les avertissements d'ordre général et les messages d'information ;
35. « avertissement sanitaire combiné », un avertissement sanitaire associant un message d'avertissement et une photo ou une illustration correspondante ;
36. « vente à distance », toute vente conclue dans le cadre d'un système organisé de vente à distance, sans la présence physique simultanée du vendeur et de l'acheteur, par le recours exclusif à une ou plusieurs techniques de communication à distance, jusqu'au moment, et y compris au moment, où la vente est conclue ;
37. « fabricant », toute personne physique ou morale qui fabrique un produit ou fait concevoir ou fabriquer un produit, et commercialise ce produit sous son propre nom ou sa propre marque ;
38. « importateur de produits du tabac ou de produits connexes », le propriétaire ou une personne ayant le droit de disposition des produits du tabac ou des produits connexes introduits sur le territoire de l'Union européenne ;
39. «détaillant », tout point de vente dans lequel sont mis sur le marché des produits du tabac, y compris par une personne physique ;
40. « nicotine », les alcaloïdes nicotiniques et sels de nicotine ;
41. « nouveau produit nicotinique », tout produit ne contenant pas de tabac et constitué même partiellement de nicotine, et destiné à la consommation humaine, à l'exception des dispositifs de sevrage tabagique vendus en pharmacie, des sachets de nicotine ou des cigarettes électroniques ;
42. « sachet de nicotine », un produit à usage oral sans tabac, constitué en tout ou en partie de nicotine synthétique ou naturelle, mélangé à des fibres végétales ou à un substrat équivalent, et présenté sous forme de poudre, de fibres, de particules ou de pâte ou d'une combinaison de ces formes en portions de sachets, de sachets poreux ou sous une forme équivalente, sans être destiné à être fumé ;
43. « produit du tabac chauffé », un nouveau produit du tabac qui est chauffé pour produire une émission contenant de la nicotine et d'autres produits chimiques, qui est ensuite inhalé par les utilisateurs, et qui, selon ses caractéristiques, est un produit du tabac sans combustion ou un produit du tabac à fumer. ».

Art. 2. L'article 3 de la même loi est modifié comme suit :

1° Le paragraphe 1er est modifié comme suit :

a) L'alinéa 1er est modifié comme suit :

i) Les termes « ~~des sachets de nicotine~~ ou des nouveaux produits nicotiniques, » sont insérés entre les termes « flacons de recharge, » et les termes « ainsi que toute » ;

ii) Les termes « ~~ou d'un sachet de nicotine~~ ou d'un nouveau produit nicotinique » sont insérés avant les termes « sont interdites » ;

b) l'alinéa 2 est modifié comme suit :

i) les termes « ~~ou du sachet de nicotine~~ ou du nouveau produit nicotinique, » sont insérés entre les termes « flacon de recharge » et les termes « ainsi que » ;

ii) les termes « ~~ou de du sachets de nicotine~~ ou du nouveau produit nicotinique » sont insérés à la suite des termes « cigarette électronique » ;

2° le paragraphe 4, alinéa 1er, deuxième phrase, est modifié comme suit :

a) les termes « ~~, des sachets de nicotine~~ et des nouveaux produits nicotiniques, » sont insérés entre le terme « tabac » et les termes « ainsi que » ;

b) les termes « ~~, des sachets de nicotine~~, des nouveaux produits nicotiniques » sont insérés entre le terme « tabac » et les termes « , des cigarettes électroniques » ;

3° Au paragraphe 5, les termes « ~~ou de sachets de nicotine~~ ou de nouveaux produits nicotiniques » sont insérés entre les termes « flacons de recharge » et les termes « est interdite ».

Art. 3. L'article 3bis de la même loi est modifié comme suit :

1° le paragraphe 1er est modifié comme suit :

a) À la suite de l'alinéa 1er est inséré un alinéa 2 nouveau qui prend la teneur suivante :

« Les fabricants et les importateurs ~~de sachets de nicotine ou~~ de nouveaux produits nicotiniques sont tenus de transmettre, par marque et par type, à la direction une liste de tous les ingrédients et de leurs quantités utilisés dans la fabrication des produits. » ;

b) À l'alinéa 4 nouveau, les termes « ainsi que pour un nouveau produit nicotinique, » sont insérés entre les termes « ou modifié, » et les termes « les informations » ;

~~2° Le paragraphe 3 est modifié comme suit :~~

~~a) Les termes « ainsi que les fabricants et importateurs de sachets de nicotine, » sont insérés entre les termes « produits du tabac » et les termes « communiquent à la direction » ;~~

~~b) Les termes « en nombre de sachets de nicotine » sont ajoutés entre les termes « cigarillos » et les termes « ou en kilogrammes » ;~~

~~3°~~2° Le paragraphe 4 est modifié comme suit :

a) À l'alinéa 1er, les termes « à la direction » sont supprimés et les termes « à la direction et à la Commission européenne ainsi qu'une copie de celles-ci aux autorités compétentes des États membres dans lesquels un produit du tabac contenant cet 53 additif est mis sur le marché » sont insérés à la suite des termes « réalisées concernant cet additif » ;

b) Il est inséré un alinéa 2 nouveau qui prend la teneur suivante :

« Les études visées à l'alinéa 1er visent à examiner pour chaque additif, si celui-ci :

a) contribue à la toxicité ou à l'effet de dépendance des produits en question et si cela a pour conséquence d'augmenter de manière significative ou mesurable la toxicité ou l'effet de dépendance de l'un des produits concernés ;
b) produit un arôme caractérisant ;
c) facilite l'inhalation ou l'absorption de nicotine ; ou
d) conduit à la formation de substances qui ont des propriétés CMR – et en quelles quantités – et si cela a pour effet d'augmenter de manière significative ou mesurable les propriétés CMR de l'un des produits concernés. » ;

~~4°~~3° À la suite du paragraphe 4 sont insérés les paragraphes 4bis, 4ter~~,~~ et 4quater qui sont libellés comme suit :

« 4bis) Ces études tiennent compte de l'usage prévu des produits concernés et examinent en particulier les émissions résultant du processus de combustion impliquant l'additif concerné. Elles examinent également l'interaction de cet additif avec d'autres ingrédients contenus dans les produits concernés. Les fabricants ou les importateurs qui utilisent un additif identique dans leurs produits du tabac peuvent réaliser une étude conjointe si l'additif est utilisé dans des produits de composition comparable.

(4ter) Les fabricants et les importateurs établissent un rapport sur les résultats de ces études. Ledit rapport inclut une synthèse et une présentation détaillée rassemblant les publications scientifiques disponibles concernant cet additif et récapitulant les données internes relatives à ses effets. La direction peut demander aux fabricants et aux importateurs des informations complémentaires concernant l'additif concerné. Ces informations complémentaires font partie intégrante du rapport.

(4quater) Les petites et moyennes entreprises, telles que visées par la loi modifiée du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises, sont exemptées des obligations relevant des paragraphes 4 à 4ter lorsqu'un rapport sur l'additif concerné est élaboré par un autre fabricant ou un autre importateur. ».

Art. 4. L'article 3ter de la même loi est modifié comme suit :

1° Le paragraphe 1er est modifié comme suit :

a) À la phrase liminaire, les termes « ~~, le sachet de nicotine~~ ou le nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « produit du tabac » et les termes « ne peuvent »;
b) À la lettre a), les termes « ~~, d'un sachet de nicotine~~ ou d'un nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « produit du tabac » et les termes « ou incite » ;
c) À la lettre b), les termes « ~~, qu'un sachet de nicotine~~ ou qu'un nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « produit du tabac » et le terme « donné » ;
d) À la lettre e), les termes « ~~, qu'un sachet de nicotine~~ ou qu'un nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « produit du tabac » et le terme « donné » ;

2° À la suite du paragraphe 2, il est ajouté un paragraphe 3 nouveau qui est libellé comme suit :

« (3) Les appareils automatiques de distribution de tabac et de produits du tabac, prévus à l'article 9, paragraphe 3, portent également les avertissements sanitaires prévus à l'article 4, paragraphe 1er. Les représentations graphiques sur les appareils automatiques de distribution de tabac et de produits du tabac autres que les avertissements sanitaires sont interdites. ».

Art. 5. L'article 4, paragraphe 1er, alinéa 1er, de la même loi, est modifié comme suit :

1° À la première phrase, le terme « et » avant les termes « de tabac à pipe à eau » est remplacé par une virgule et les termes « ~~, des sachets de nicotine~~, de nouveaux produits du tabac à fumer et de nouveaux produits nicotiniques » sont insérés après les termes « de tabac à pipe à eau » ;

2° À la deuxième phrase, les termes « les cigarettes, le tabac à rouler et le tabac à pipe à eau » sont remplacés par les termes « ceux énumérés à la première phrase ».

Art. 6. L'article 4octies de la même loi est modifié comme suit :

1° Au paragraphe 6, il est inséré un alinéa 2 nouveau qui prend la teneur suivante :

« La direction surveille l'évolution du marché en ce qui concerne les cigarettes électroniques et les flacons de recharge, et notamment tous les éléments indiquant que l'utilisation de ces produits est un point d'entrée, pour les jeunes et les non-fumeurs, d'une dépendance à la nicotine et finalement à la consommation traditionnelle de tabac. » ;

2° À la suite du paragraphe 7, il est inséré un paragraphe 8 nouveau dont la teneur est la suivante :

« (8) Sur demande de la Commission européenne ou des autorités compétentes des autres États membres, la direction met toutes les informations reçues conformément au présent article à la disposition de la Commission européenne et des autres États membres de l'Union européenne. » ;

3° À la suite du paragraphe 8, il est inséré un paragraphe 9 nouveau dont la teneur est la suivante :

« (9) Lorsque la direction constate ou a des motifs raisonnables de croire qu'une cigarette électronique ou un flacon de recharge, tout en étant conforme au présent article, pourrait présenter un risque grave pour la santé humaine, elle prend les mesures provisoires appropriées. Elle informe immédiatement la Commission européenne et les autorités compétentes des autres États membres des mesures prises et communique toute information utile dont elle dispose. ».

Art. 7. L'article 5 de la même loi est modifié comme suit :

1° Un deuxième tiret est ajouté à la suite du premier tiret qui est libellé comme suit : « – de sensibiliser le public aux risques pour la santé liés à la consommation de sachets de nicotine et de nouveaux produits nicotiniques ; » ;

2° Au nouveau troisième tiret, les termes « , des sachets de nicotine et des nouveaux produits nicotiniques » sont insérés entre les termes « produits du tabac » et le terme « commercialisés ».

Art. 8. L'article 6 de la même loi est modifié comme suit :

1° Au paragraphe 3, alinéa 5, les termes « aux points e) et f) de l'article 2 respectivement » sont remplacés par les termes « à l'article 2, points 5 et 6, ou » ;

2° À la suite du paragraphe 4, il est inséré un paragraphe 5 nouveau qui est libellé comme suit :

« (5) Il est interdit de consommer des sachets de nicotine ou des nouveaux produits nicotiniques :

1. à l'intérieur des établissements visés au paragraphe 1er, point 5 ;
2. dans les locaux visés au paragraphe 1er, point 6 ;
3. dans les aires de jeux et les enceintes sportives visées au paragraphe 1er, point 12. ».

Art. 9. L'article 7 de la même loi est modifié comme suit :

1 Au paragraphe 1er, les termes « et des sachets de nicotine » sont insérés après les termes « tabacs à usage oral » ;

~~1°~~2° Le paragraphe 2 est modifié comme suit :

a) Les termes « et de plus de cinquante » sont insérés à la suite des termes « de moins de vingt » ;

b) Les termes « et de plus de 1.000 » sont insérés à la suite des termes « de moins de trente » ;

c) Le terme « trente » est remplacé par le chiffre « 30 » ;

~~2°~~3° Entre le paragraphe 2 et le paragraphe 3, un paragraphe 2bis nouveau est inséré qui est libellé comme suit :

« (2bis) Le nombre de cigarettes par unité de conditionnement correspond à la condition du multiplicateur de cinq pièces.

Les quantités des unités de conditionnement pour le tabac à rouler correspondent aux conditions suivantes :

a) Chaque unité de conditionnement dont le poids est compris entre 30 grammes et 50 grammes constitue un multiple de 5 grammes ;
b) Chaque unité de conditionnement dont le poids est compris entre 50 grammes et 100 grammes constitue un multiple de 10 grammes ;
c) Chaque unité de conditionnement dont le poids est compris entre 100 grammes et 500 grammes constitue un multiple de 25 grammes ;
d) Chaque unité de conditionnement dont le poids est compris entre 500 grammes et 1.000 grammes constitue un multiple de 50 grammes. » ;

~~3°~~4° Au paragraphe 3, alinéa 2, les termes « , les produits du tabac chauffés » sont insérés après les termes « les cigarettes » et les termes« , b) » sont insérés entre le terme « a) » et les termes « et h) » ;

~~4°~~5° À la suite du paragraphe 3, ~~sont~~ il est inséré~~s les~~ un paragraphe~~s~~ 4 ~~et 5~~ nouveau~~x,~~ dont la teneur est la suivante :

~~« (4) Sont interdites la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit de sachets de nicotine contenant soit :~~

~~a) plus de 0,048 mg milligrammes de nicotine par sachet ;~~
~~b) des additifs qui facilitent l'absorption de nicotine ;~~
~~c) de la caféine, de la taurine, du CBD ou d'autres additifs et stimulants associés à l'énergie ou à la relaxation.~~

~~Les sachets de nicotine doivent être sont munis d'un dispositif de sécurité pour enfant et être sont inviolables.~~

~~Les fabricants de sachets de nicotine sont tenus d'observer les règles en matière d'hygiène prévues à l'article 4 du règlement (CE) n° 862/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire.~~

« ~~(5)~~ (4) Sont également interdites la mise sur le marché, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit de nouveaux produits nicotiniques contenant plus de 0,048 milligrammes de nicotine par gramme de produit.

Les nouveaux produits nicotiniques sont munis d'un dispositif de sécurité pour enfant et sont inviolables.

Les fabricants de nouveaux produits nicotiniques sont tenus d'observer les règles en matière d'hygiène prévues à l'article 4 du règlement (CE) n° 852/2004 précité. ».

Art. 10. À l'article 8, paragraphe1er, de la même loi, il est inséré une quatrième phrase nouvelle qui prend la teneur suivante :

« La direction met à disposition de la Commission européenne les informations reçues en application du présent article. ».

Art. 11. L'article 9 de la même loi est modifié comme suit :

1° Au paragraphe 1er, les termes « ~~; d'un sachet de nicotine~~, d'un nouveau produit nicotinique » sont insérés entre les termes « de produit du tabac » et les termes « ou d'une cigarette électronique » ;

2° Le paragraphe 2 est modifié comme suit :

a) Les termes « ~~des sachets de nicotine,~~ des nouveaux produits nicotiniques, » sont insérés entre les termes « produits du tabac, » et les termes « ainsi que » ;

b) Une phrase est ajoutée à la fin du paragraphe qui prend la teneur suivante :

« En cas de doute quant à la majorité de ses clients, le vendeur exige la présentation d'une pièce d'identité à des fins de vérification. » ;

3° Au paragraphe 3, les termes « ~~des sachets de nicotine~~ ou des nouveaux produits nicotiniques, » sont insérés entre les termes « recharge, » et les termes « est tenu de » ;

4° Le paragraphe 5 est modifié comme suit :

a) À l'alinéa 1er, les termes « ~~de sachets de nicotine,~~ de nouveaux produits nicotiniques » sont ajoutés entre les termes « tabac, » et les termes « ainsi que » ;

b) À la suite de l'alinéa 2, il est inséré un alinéa 3 nouveau qui est libellé comme suit :

« Ne sont pas visées par les interdictions du présent paragraphe, les transactions entre professionnels et commerçants. ».

Art. 12. L'article 10 de la même loi est modifié comme suit :

1° À l'alinéa 1er, les termes « 3bis paragraphe 1er » sont remplacés par les termes « 3bis, paragraphe 1er, alinéas 1er et 2 » ;

2° À l'alinéa 2, les termes « l'article 4bis, paragraphe 2, et de » sont insérés après les termes « Les infractions aux dispositions de ».

Art. 13. À la suite de l'article 10 de la même loi est inséré un article 10bis nouveau qui est libellé comme suit :

« Art. 10bis. (1) Sans préjudice de l'article 10 du Code de procédure pénale, les infractions aux dispositions de la présente loi sont recherchées et constatées par les fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises, ci-après « ADA », à partir du grade de brigadier principal. Les fonctionnaires prémentionnés peuvent procéder à des contrôles relatifs au respect des dispositions de la présente loi.

Dans l'exercice de leurs fonctions prévues au présent article, les fonctionnaires de l'ADA y visés ont la qualité d'officier de police judiciaire. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Leur compétence s'étend à tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, le serment suivant : « Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité ».

Les fonctionnaires de l'ADA visés au présent paragraphe doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions, sur les dispositions de la présente loi ainsi que sur ses règlements d'exécution.

La formation professionnelle spéciale est organisée par l'ADA dans le cadre de la formation continue des agents de l'État, selon les besoins de l'ADA.

Le programme de la formation professionnelle spéciale, qui est théorique, et dont la durée ne peut pas dépasser dix heures, porte sur la recherche et la constatation des infractions au titre de la présente loi et des règlements pris en son exécution. Le contenu du programme de la formation est précisé par règlement grand-ducal. Ce règlement précise également les modalités du contrôle des connaissances, qui est organisé par l'ADA dans les trois mois qui suivent la fin de la période de l'organisation des cours.

Les épreuves sont corrigées séparément par deux correcteurs. A réussi à l'examen, le candidat qui a obtenu dans chacune des épreuves au moins la moitié du maximum des points, et sous condition que le total des points obtenus soit égal au moins aux deux tiers du total du maximum des points pouvant être obtenus.

En cas d'échec, le candidat peut se représenter au prochain contrôle des connaissances organisé par l'ADA. Le candidat est libre de participer de nouveau à la formation.

(52) Les médecins de la direction, qui ont qualité d'officier de police judiciaire au sens de l'article 8 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé, sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux articles 3bis, paragraphes 1er et 2, 3ter, 7 et 9 de la présente loi.

(3) Les fonctionnaires de la division de l'inspection sanitaire de la direction portant le titre d'inspecteur sanitaire ont la qualité d'officier de police judiciaire pour constater les infractions aux dispositions de l'article 6, paragraphes 2 à 4.

Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Leur compétence s'étend à tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, le serment suivant : « Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité ».

Les fonctionnaires de la division de l'inspection sanitaire visés au présent paragraphe doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions, sur les dispositions de l'article 6, paragraphes 2 à 4.

La formation est organisée par la direction, dans le cadre de la formation continue des agents de l'État, selon les besoins de la division de l'inspection sanitaire.

La formation se déroule sur une durée ne pouvant pas dépasser quatre heures. Elle est théorique et porte sur la recherche et la constatation des infractions à l'article 6, paragraphes 2 à 4, au règlement grand-ducal du 26 janvier 2007 fixant les caractéristiques techniques des systèmes d'extraction ou d'épuration des pièces séparées dans les établissements de restauration et les salons de consommation des pâtisseries et des boulangeries et au règlement grand-ducal du 27 novembre 2013 fixant les caractéristiques techniques et les modalités de conception des systèmes d'extraction ou d'épuration des fumoirs dans les débits de boissons et dans les locaux à usage collectif des établissements d'hébergement. Le contenu du programme de la formation est précisé par règlement grand-ducal. Ce règlement précise également les modalités du contrôle des connaissances, qui est organisé par la direction dans les trois mois qui suivent la fin de la période de l'organisation des cours.

Les épreuves sont corrigées séparément par deux correcteurs. A réussi à l'examen, le candidat qui a obtenu dans chacune des épreuves au moins la moitié du maximum des points, et sous condition que le total des points obtenus soit égal au moins aux deux tiers du total du maximum des points pouvant être obtenus.

En cas d'échec, le candidat peut se représenter au prochain contrôle des connaissances organisé par la direction. Le candidat est libre de participer de nouveau à la formation.

(4) Les agents municipaux qui ont réussi à l'examen de promotion de leur carrière et qui remplissent les conditions de l'article 15-1bis, paragraphes 2 et 3, du Code de procédure pénale, recherchent et constatent par procès-verbaux, faisant foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions à l'article 6, paragraphes 1er, point 12, et 5, point 3 de la présente loi. ».

Art. 14. L'article 11 de la même loi est modifié comme suit :

1° À l'alinéa 1er, les termes « de contraventions » sont remplacés par les termes « d'infractions » et les termes « l'article 4bis, paragraphe 2, et de » sont insérés après les termes « punies conformément aux dispositions de » ;

2° À la suite de l'alinéa 1er, il est inséré un alinéa 2 nouveau qui est libellé comme suit :

« En cas de contraventions punies conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphes 1er, point 12, et 5, point 3, des avertissements taxés peuvent être décernés par les agents municipaux qui remplissent les conditions de l'article 10bis, paragraphe 4. ».

Art. 15. La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, à l'exception des dispositions de l'article 4, point 2°, qui entrent en vigueur trois mois après son entrée en vigueur.

(s.) Mars di Bartolomeo, Djuna Bernard, Dan Biancalana, Georges Engel, Paulette Lenert.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An ech ginn dervun aus, Här President, dass eis iwwerschafften Amendementer dann duerno och als Document parlementaire beim Projet de loi um Chambersite ze fanne wäerte sinn.

A well et ni ze spéit ass, fir et besser ze maachen, Här President, géif ech d'Regierung opfuerderen, hir Positioun nach eng Kéier ze iwwerdenken a mat mir zesummen déi Sauerei hei an den Dreckseemer ze geheien.

(M. Mars Di Bartolomeo jette les deux boîtes de sachets de nicotine dans la poubelle.)

Do, wou se higehéiert!

Ech hoffen, nach eng Kéier, dass eis Amendementer Gehéier fannen.

Als Konklusioun: Mir fannen, dass dëse Projet, deen eis virgeluecht gëtt, eng Rei vu Verbesserungen a wichtegen Neierunge bréngt. Mee leider, leider, leider si mer an eisen Iwwerleeungen net bis zum Schluss gaang.

An dofir soen ech Iech Merci, Här President, dass Der mer e puer Sekonne méi ginn hutt. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Di Bartolomeo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspresident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi eng Parteien, wéi mer elo grad héieren hunn, wëllen de Verkaf ganz verbidden, wärend am Fong d'Regierungsparteien dat och wëllen, hinnen de Courage dofir awer feelt.

Dowéinst geet d'Majoritéit op de Wee, de Verkaf zwar ze erlaben – well si si jo keng Verbuetsparteien, dat hu mer haut e puermol héieren –, mee den Nikotintaux op nëmmen 0,048 Milligramm Nikotin pro Säckelchen ze limitéieren, kënnt awer – kommt, mir sinn éierlech! – engem Verbuet am Fong gläich.

Just eng kleng Klammer op: Bei den E-Zigaretten, do akzeptéiere mir awer anscheinend zéng Milligramm de Milliliter – a mengen Aen net kohärent. Klammer zou.

Dës Begrenzung op 0,048 Milligramm kënnt aus dem Liewensmëttelberäich, wou se och Sënn mécht. Anstatt sech awer bei den Nikotinssäckelcher op den Nikotintaux vun Zigaretten ze referéieren, baséiere mir eis hei op deem vu Liewensmëttel.

A wa mer kucken: Eng Taass Téi huet 0,07 Milligramm. Bon, et hänkt vum Téi of. Mee mir sinn hei nach méi niddreg wéi eng Taass Téi. Ech wëll Iech dat just mat op de Wee ginn.

Aus deem Grond hu mir en Amendement an der Kommissioun eragereecht, fir de Verkaf vun Nikotinssäckelcher hei am Land bis zu 20 Milligramm pro Säckelchen ze erlaben, wat och an aneren europäesche Länner esou ass. Wéi mer schonn héieren hunn, ass dësen Amendement natierlech net zréckbehale ginn.

An dësem Gesetzesprojet gëtt et esou duergestallt, wéi wann d'Regierung, beziehungsweis eng Majoritéit heibannen, d'Jugend virun engem Konsum vun Nikotinssäckelcher wéilt schützen. Der ADR ass de Schutz vun der Lëtzebuerger Jugend selbstverständlech och wichteg, mee bei dësem Projet ...

(Interruption)

Nee, vun der ganzer Jugend hei am Land!

Mee bei dësem Projet stellt sech awer d'Fro: Hält en d'Jugend hei zu Lëtzebuerg wierklech dervun of, iwwerhaapt oder och méi héich Nikotinkonzentratiounen ze consomméieren? Mir als ADR soen do ganz kloer: Nee, dat mécht de Projet net!

Wéi scho gesot, dëse Gesetzesprojet kënnt engem Verbuet gläich. Natierlech kann een elo soen: „Ma nee, et ass jo kee Verkafsverbuet, mee eng Reegelung vum Nikotintaux, deen de Produit enthält." Just de Verkaf vun Nikotinssäckelcher mat 0,048 Milligramm ze erlaben, ass éischtens absurd, well et se guer net gëtt. An zweetens verhënnert en och net, datt de Produit mat méi héijem Nikotintaux trotzdeem ouni Weideres kaaft a consomméiert gëtt. Am Géigendeel!

Egal ob Erwuessener oder Jugendlecher, jiddwereen hei am Land ka quasi nach zu all Moment Nikotinssäckelcher mat all méiglechen Nikotintauxen online kafen. An dat esouguer bis zu Konzentratioune vu 50 Milligramm. Dat ass op d'mannst dat, wat ech online spontan fonnt hat.

De Verkaf vun den Nikotinsäckelcher ass an deene meeschten europäesche Länner nämlech erlaabt, ausser, wéi mer elo grad héieren hunn, an der Belsch, an Holland; Frankräich geet elo ab 2026 op dee Wee an Norwegen ass, mengen ech, och schonn op dee Wee gaangen.

Dës Reegelung bréngt schlussendlech also guer näischt, well mir um EU-Niveau keng harmoniséiert gesetzlech Basis an dësem Beräich hunn, wouduerch Nikotinsäckelcher mat héijem Nikotintaux weiderhin iwwert den Onlineverkaf an och a villen aneren europäesche Länner an de Geschäfter zougänglech sinn.

Am Kloertext heescht dat, et kann ee legal an zu all Moment méi héich konzentréiert Nikotinssäckelcher an aneren EU-Länner kafen. Et ass also falsch an naiv ze denken, dass mir mat engem Quasi-Verbuet vum Verkaf eis Jugend dervun ofhalen, Nikotinsäckelcher ze konsuméieren.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Wéi Der gesitt, ass et also trotz dësem Gesetzesprojet iwwerhaapt kee Problem, un déi Nikotinsäckelcher ze kommen. Just mir kréie quasi näischt méi dervu mat an hunn all Kontroll verluer. D'Madamm Rapporter hat jo och gesot, wéi verstoppt een déi Nikotinsäckelcher kann huelen a mat sech droen.

Amplaz dass mir also e kontrolléierte Verkaf un Erwuessener hei an eise Geschäfter hunn, kréie mir en onkontrolléierte Verkaf u jiddereen. Dowéinst géing ech hei och gär eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung opfuerdert, eis nach virum Enn vun dëser Legislaturperiod e Bilan virzeleeën, deen analyséiert, wéi de Konsum vun den Nikotinssäckelcher hei am Land evoluéiert.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Gesetzesprojet N° 8333 betreffend d'Nikotinsäckelcher a senger Formuléierung en extreem restriktiven Nikotintaux festhält an domat de facto engem integrale Verbuet gläichkënnt;

– d'EU-Memberstaate keng harmoniséiert gesetzlech Basis an dësem Beräich hunn, wouduerch Nikotinsäckelcher mat héijem Nikotintaux weiderhin iwwert den Onlineverkaf an och an de Geschäfter a villen aneren europäesche Länner zougänglech sinn,

ass sech bewosst, datt

– dës rechtlech Disparitéiten d'Bestoe vum parallel lafenden Onlinemarché férderen, iwwert deen een déi vum Gesetz impliźéiert Restriktiounen einfach ëmgeet;

– dës rechtlech Disparitéiten d'Beschafe vun den Nikotinsäckelcher am Ausland net verhënneren, mee esouguer férderen;

– dës rechtlech Situatioun zousätzlech e substanzielle Verloscht u steierleche Recetten an der Staatskeess zur Konsequenz huet,

fuerdert d'Regierung op,

– virum Enn vun der aktueller Legislaturperiod en detailléierte Rapport virzeleeën, deen d'Ëmsetzung vun dësem Gesetzesprojet a senger Effikassitéit an a sengen Auswierkungen – besonnesch a Bezuch op d'Gesondheet, d'Konsumverhalen, den ëffentleche Marché an d'staatlech Recetten – analyséiert.

(s.) Alexandra Schoos.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Mam Antitubakszil soll et 2040 manner wéi 5 % Leit ginn, déi fëmmen. Aus deem Antitubakszil ass awer elo einfach och en Antinikotinszil ginn.

Jo, Nikotin ass dee Stoff an der Zigarett, deen ofhängeg mécht, well en op eise Belounungssystem am Gehier wierkt. Jo, Nikotin wierkt och op eisen Häerz-Kreeslaf. Mee Nikotin ass weeder kriibserreegend nach schiedegt en eis Longen.

Nom aktuelle wëssenschaftleche Stand sinn d'Nikotinssäckelcher an och aner Nikotinsproduiten also manner gesondheetsschiedlech ewéi Zigaretten. Dat heescht awer net, dass se ongeféierlech sinn, wéi d'Madamm Rapporter och scho ganz richteg erkläert huet.

An eisen Ae vergi mir hei eng Méiglechkeet vun enger Alternativ, fir dass Erwuessener vum Tubak a vun allen anere schiedlechen Inhaltsstoffer vun Zigaretten, also mat engem erhéichte Kriibsrisiko, fortkommen.

D'Industrie huet sech also eppes afale gelooss, fir dëst ursprénglecht Antitubakszil ze ënnerstëtzen. Ob mir déi Léisung elo gutt oder schlecht fannen – si ass och net ganz nei –, sief dohinnergestallt an ass eng ganz aner Diskussioun.

Dëse Gesetzesprojet mécht op jidde Fall elo deen Invest hei futti an de finanzielle Schued, engersäits fir d'Industrie, mee awer och fir de Staat – wëssend, dass mir jo eréischt eng Verbrauchersteier op Nikotinsproduiten agefouert hunn –, kéint enorm sinn. Déi prezis Zuelen an Héichrechnunge kënnt Der an der Stellungnam vun der Fedil noliesen.

Ech mengen, kee vun eis wëllt der Gesondheet vun eise Bierger schueden, fir eis Staatsfinanzen ze verbesseren oder ze garantéieren oder fir d'Tubaksindustrie ze ënnerstëtzen. Mee mat dësem Projet hëllefe mir just de Staatsfinanze vun anere Länner a selbstverständlech och nach ëmmer der Tubaksindustrie.

2026 soll eng Upassung vun der Tubaksdirektiv kommen, déi d'finanziell Reguléierung an den europäesche Maart vun den neiaartegen Nikotinsproduiten harmoniséiere soll. Mat eisem Projet sprange mer hei also virun den Zuch, amplaz ofzewaarden, wat EU-wäit decidéiert gëtt, esou wéi Däitschland an Irland dat zum Beispill maachen.

D'ailleurs froen ech mech, wat mir maachen, wann d'Direktiv bis kënnt. Well am Koalitiounsaccord steet – an de Moien ass de Passage och x-mol zitéiert ginn –: „La directive et rien que la directive!"

Zesummefaassend: Bei dësem Projet gëtt d'Päerd vun hannen opgesuedelt. Mir schaffen net mat der Jugend oder de Leit, mir huelen hinnen einfach de Produit vum Lëtzebuerger Marché. E Quasiverbuet vum Verkaf stoppt kee Konsum. Et verréckelt de Konsum an den Akaf nëmmen an eng ganz onsécher Zon. E Quasiverbuet ass déi schwächste Léisung. Et ass eng symbolesch, mee keng effikass Politick.

D'ADR ass fir e gereegelten a kontrolléierte Verkaf vun Nikotinsproduiten, mat enger realistescher Nikotinskonzentratioun. D'Verantwortung läit ëmmer bei all Mënsch selwer. Dat ass eng fundamental libertär, humanistesch an ADR-Prinzippiefro. All Mënsch huet eng Eegeverantwortung a muss och d'Konsequenze vu sengem Handelen droen. Wann d'Leit dobausse mengen, si géinge staark gi wéi Thor, wa se Nikotinssäckelcher huelen, oder fléie kënnen, wa se en Energydrink drénken, dann ass dat hir Verantwortung an net der Politick hir.

D'Gesellschaft muss erëm selwer fir sech responsabel sinn, an dat virun allem fir hir Gesondheet. An dat net nëmmen, wa mir vum Tubak oder Nikotin schwätzen, mee och vum Alkohol, Zocker et cetera. Och hei wier e Verbuet definitiv déi falsch Léisung.

Als Politick hu mir d'Aufgab, Gesetzer ze erloossen, déi e méiglechst séchere Produit garantéieren an e kontrolléierten a gereegelte Verkaf, an dësem Fall un Erwuessener, a fir eng effikass Vermëttlung vun Informatioune bezüglech dem Produit ze suergen. Dem Nationale Schülerkommitee no schéngt jo e Manktem u Wëssen iwwert d'Risike vun Nikotinssäckelcher ze bestoen. Do si mir also scho mol gescheitert beziehungsweis hannendran, an dat mécht am Fong den onkontrolléierte Verkaf elo nach vill méi geféierlech.

Mir hunn och als Aufgab, eis Leit vun Ziler an hirer Plus-value ze iwwerzeegen, mee hinne keng Ziler opzezwéngen an hir fräi Wiel ze akzeptéieren.

Ech mengen, no dëser Ried ass kloer, dass mir als ADR-Fraktioun dëse Projet net kënne matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Voilà. Exzellent!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz, dat mir haut diskutéieren, gëtt als e Progrès presentéiert. A jo, et bréngt eng Rei Verbesserungen. Et transposéiert déi nei EU-Direktiv. Et mécht Schluss mat der Sonderbehandlung vu Produite ronderëm den erhëtzten Tubak. An et féiert verschidde Restriktiounen a Warnhiweiser op neie Produiten an. An dat ass ganz kloer e Schrëtt no vir.

Awer et ass eiser Meenung no en ze vill klenge Schrëtt. An et ass fir eis leider och doduerch e Gesetz vun de verpasste Chancen.

Mir schwätzen haut iwwer eng Industrie, déi eleng an der EU all Joer 700.000 Mënscheliewe kascht. Eng Industrie, déi Sucht verkeeft a Gesondheet zerstéiert. Eng Realitéit, déi mir och zu Lëtzebuerg kennen: 28 % vun den Awunner fëmmen. An dat, wat mir besonnesch Suerge mécht: Ëmmer méi Jonker fëmmen, vapen oder consomméieren aner nikotinhalteg Produiten.

Et sinn déi Jonk selwer, déi Alarm schloen. Déi National Schülerkonferenz CNEL bericht, dass schonn 12- bis 14-Järeger sech Nikotinpäckelcher ënnert d'Lëpse leeën a sech domadder an eng séier Ofhängegkeet manövréieren. Déi Jonk schwätzen eng ganz kloer Sprooch a fuerderen eis alleguerten heibannen zum Handelen op. Well mir schwätzen hei net nëmme vun engem Randphenomeen. Och d'Fondation Cancer a souguer d'WHO soen, dass mer eng nei Generatioun vun Nikotinofhängege riskéieren. An ech deelen dës Suerg. Wa mer elo näischt maachen, normaliséiere mir eng nei Form vun Nikotinsucht bei eiser Jugend.

A mir gesinn et zu Lëtzebuerg u sech ganz däitlech: D'Gesondheet vun eis Mënschen, a besonnesch déi vun eise Jonken, gëtt och hei an dësem Fall ganz kloer hannert d'Interesse vun der Wirtschaft respektiv vun de Finanze gestallt. An och dëst Gesetz geet leider net esou wäit, wéi mir eis dat gewënscht hätten. Et gëtt reguléiert, et gëtt ageschränkt, et gëtt informéiert, mee et gëtt net konsequent gehandelt, fir eis Jonker besser ze schützen.

Och innerhalb vun dësem Gesetz mierke mer d'Hypokrisie, déi Lëtzebuerg beim Theema Tubak ëmmer erëm un den Dag leet. Et gëtt gesot: „Mir wëlle Jonker schützen", mee d'Produite bleiwen awer um Marché!

Déi sougenannten „Nikotinsäckelcher", déi an deene leschte Jore massiv u Popularitéit gewonnen hunn, ginn net verbueden, mee just esou reglementéiert, datt se grad nach dierfen existéieren, ouni wierklech eng Wierkung ze hunn. Wann een Nikotinsäckelcher net net attraktiv maache wëll, mee da soll ee se och net net legaliséieren. Et ass eppes aneres, ob ee schützt oder ob ee just d'Kuliss vum Schutz opbaut.

Mir soe kloer: Dës Produiten hätten net just misse reguléiert ginn, nee, si hätte misse verbuede ginn! Sou wéi a Frankräich ab dem 1. Abrëll och d'Komplettverbuet wäert a Kraaft trieden. Mir hätten eis gewënscht, datt mer eis do e Beispill huelen.

An ech si frou, dass mer d'Amendementer vun der LSAP nach eng Kéier virleien hunn, fir och an där Hisiicht haut nach eng Kéier e ganz klore Vott ze hunn. An ech hoffen, dass vläicht déi eng oder aner Meenung nach ka geännert ginn.

Mir bedaueren awer och, dass dëst Gesetz net méi Ambitioun weist beim Ëmgang mat den eemol benotzbare Vapes, also deene sougenannte „Wegwerf-Vapes". Si sinn déi bevirzugte Konsumaart a -weis vu ville Jonken. An och wann elo eng ganz Rei kreativ Goûte reguléiert ginn, bleift dës Consommatiounsform leider bestoen.

An dat bréngt mech dann awer och zum Ëmweltimpakt vun all dëse Produiten. Mir hunn d'Chance verpasst, den Ëmweltaspekt an dëser Reform eescht ze huelen. D'Einweg-Vapes, d'Säckelcher, d'Refills, si bleiwen als Offall beschtefalls an der Poubelle, dacks awer och um Buedem leien. Si enthale Plastik, Schwéiermetaller, Batterien a cheemesch Reschter a sinn u sech ganz oft Elektromüll, deen net recycléierbar ass.

Déi sougenannte „Wegwerf-Vape" ass e Symbol vun enger Gesellschaft, déi hir Gesondheet an d'Ëmwelt an engem Otemzuch ignoréiert. Hei hätt Lëtzebuerg eiser Meenung no kënnen e ganz kloert Zeeche

setzen an net nëmmen iwwert d'Gesondheet, mee och iwwer seng Responsabilitéit bei der Disponibilitéit vun dëse Produite schwätzen an och d'Produzenten hei an d'Flicht huelen. Frankräich, d'Belsch a Groussbritannien hu Wegwerf-Vapes elo scho verbueden.

Mir hätten en neit Kapitel kënnen opmaachen. E Land, dat am Sënn vum Schutz vun de Jonke Politick mécht, bei deem d'Sensibiliséierung, d'Regulatioun, mee, jo, och de Verbuet Hand an Hand ginn. Net fir einfach emol d'Leit ze schikanéieren. Nee, mee well d'Gesondheet vun de Jugendleche fir eis u sech virum Profitt muss stoen. Den Aus fir d'Einweg-Vapes ass scho fir 2027 op EU-Niveau virgezeechent. Amplaz dës Virlag ze notzen am Sënn vun der Jugend a vum Ëmweltschutz, gëtt bis zum bitteren Ende alles, wat geet, un Akzisen erausgequetscht. Mee amplaz dass dëst Gesetz déi richteg Saache mécht, traut et sech net, déi logesch Konsequenzen ze zéien. Et mécht d'Fënster op, mee d'Dier bleift zou.

Mir hunn eng Gesellschaft, an där vill Jonker haut gleewen, dass Nikotin oder Vapes net esou schlëmm wieren, well et eebe keen Tubak ass. Et héiert ee Sätz wéi: „Ma nee, ech fëmmen net, ech vapen!"

D'Industrie huet hire Geschäftsmodell erfollegräich gerebrandet, mat neie Produiten an och engem neie Vocabulaire. Mee d'Suchtmechanismen, d'Gesondheetsgefore vu Schied un den Organer bleiwen awer. En neie Label mécht d'Gefor net méi kleng, e mécht se just méi onsichtbar.

Mir brauche Courage an Éierlechkeet an dëser Debatt. Net just eist Land, mee ganz Europa steet virun enger neier Nikotin-Generatioun. Mir kënnen dat net mat hallwe Mesüre léisen a missten u sech als Land den Usproch hunn, aus dem Zil vun der Génération sans tabac och eng Génération sans nicotine ze maachen.

Dofir enthale mir eis bei dësem Gesetz, well mir eebe grad méi wëllen. Well mer der Meenung sinn, datt et d'Aufgab vun der Politick ass, déi Jonk ze schützen, an dat mat aller Konsequenz. Well mer wëllen, dass d'Gesondheet vun de Leit méi wäert ass wéi de Marchésundeel vun enger Industrie, déi mat Sucht Profitt mécht.

Här President, et ass Zäit, dass d'Politick de Wee bereet fir eng Generatioun ouni Tubak an ouni Nikotin. Mir kënnen net méi waarden, dass och déi nächst Generatioun krank gëtt, fir dann eréischt endlech ze handelen. De Moment ass eigentlech haut!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll als Éischt mat enger positiver Nott ufänken. Fir eis Piraten stoung de Schutz vun de Mannerjäregen ëmmer un éischter Plaz, wann et ëm Gesondheetspolitick geet. Preventioun ass dat effektiivst Instrument, dat mer hunn.

An deem Kontext hat ech den 19. Mäerz 2024 d'Motioun 4253 (veuillez lire: 4265) agereecht. Deemools waren dës nei Nikotinproduiten an engem legale Vakuum. Si sinn net ënnert d'Antitubakgesetz gefall, obwuel se mat Nikotin eng Substanz enthalen, déi extreem séier ofhängeg mécht. Dës Produkter goufen a gi mat faarwege Verpackungen a fruuchtegen Aromen op de Maart bruecht an hunn domat ganz kloer op jonk Leit ofgeziilt. D'Fondation Cancer huet dat a reegelméissegen Etüden nogewisen.

Eis Motioun hat deemools zwou einfach an, mengen ech, novollzéibar Fuerderungen: Éischtens de Verkaf vun dësen Nikotinproduiten u Mannerjäreger kloer ze verbidden, zweetens méi streng Kontrollen an de Verkafsplazen anzeféieren, fir sécherzestellen, datt dëst Verbuet och agehale gëtt. Ech si frou ze gesinn, datt d'Regierung an d'Majoritéitsparteien hei nogezunn hunn. Wéi ech schonn de 25. September 2024 an der Gesondheetskommissioun festgehalen hunn, ginn eis déi Amendementer, déi deemools ugeholl goufen, op dësem entscheedende Punkt Zefriddenheet.

De finalen Text vum Gesetz, iwwert dee mer haut ofstëmmen, an zwar den neien Artikel 11, deen den Artikel 9 vum Gesetz vun 2006 ännert, gesäit elo genee dat vir. De Verbuet vum Verkaf un déi Ënner-18-Järeg gëtt explizitt op „sachets de nicotine" an „nouveaux produits nicotiniques" ausgeweit.

A besser nach, d'Kiischt um Kuch ass, datt elo och explizitt am Gesetz verankert ass, datt de Verkeefer d'Identitéitskaart muss froen, wann en en Zweifel um Alter vum Client huet. Dat mécht d'Ausried „A, ech hu gemengt, e wier vläicht schonn 18" definitiv zou. Dat ass e klore Succès fir de Jugendschutz, a mir begréissen dat.

Mee, Här President, an hei kënnt de grousse „Mee": Wärend mir beim Schutz vun de Kanner komproméisslos sinn, si mir och fir eng intelligent, kohärent a wëssenschaftlech fundéiert Politick fir erwuesse Leit. An dat ass de Punkt, wou dëst Gesetz komplett entgleist.

D'Approche, déi d'Majoritéit hei fir Erwuessener gewielt huet, ass keng Reguléierung. Et ass en De-facto-Verbuet, dat sech als Reguléierung tarnt. D'Majoritéit huet decidéiert, eng Nikotinlimitt vun 0,048 Milligramm pro Säckelchen anzeféieren. Loosst eis emol eis ukucken, wou dës bizarre an immens prezis Zuel hierkënnt: Wéi d'Madamm Ministesch an der Kommissioun confirméiert huet, baséiert dës Zuel net op enger Etüd iwwer Harmreduction beim Tubak. Si baséiert net op engem Verglach mat den Zigaretten. Si ass aus dem däitsche Liewensmëttelrecht iwwerholl ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir missten eis alleguerten eens sinn: Dat heite si keng Liewensmëttel. En Nikotinsäckelchen ass kee Jugurt! E Standard unzewenden, dee fir dat verseeëntlecht Schlécke vun Nikotin a Liewensmëttel geduecht ass, op e Produit, dee fir oral Absorptioun, also d'Netschlécken, duerch Erwuessener geduecht ass, ass e fundamental falsche wëssenschaftlechen a juristesche Kader. Et ass eng Limitt, déi esou niddreg ass, wéi mäi Kolleeg Mars Di Bartolomeo richteg sot, datt d'Industrie selwer et als De-facto-Verbuet gesäit.

Wann d'Regierung an d'Majoritéit e komplett Verbuet wëllen, da solle se de politesche Courage hunn, „Verbuet" an d'Gesetz ze schreiwen. Da kënne mer och eng éierlech Debatt iwwert deen Term féieren. Mee e verstoppt Verbuet iwwer en arbiträren, onwëssenschaftleche Grenzwäert, dat ass inkohärent, dat ass net transparent. An dat ass an eisen Aen eng schlecht Gouvernance.

Wat erreeche mer also mat dësem verstoppte Verbuet? Mir erreeche genee dat, virun deem d'Kolleegen an der Kommissioun an och haut zum Deel gewarnt hunn: Mir garantéieren e bléiende Schwaarzmaart, parallell Importer iwwert den Internet, an ech weess net, wat nach.

Et bedeit, datt en erwuessene Fëmmert, dee vläicht probéiert, vun der verbrennbarer kriibserreegender Zigarett op eng Alternativ ëmzeklammen, zu Lëtzebuerg kee legalen, kee reguléierten a kee besteierte Produit wäert fannen. E gëtt an den Internet gedréckt, op en ongereegelte Maart, wou et keng Kontroll iwwert d'Inhaltsstoffer, d'Sécherheet oder den Alter gëtt. Dat ass de Géigendeel vun enger gesonder a gudder Gesondheetspolitick!

D'Approche vun de Piraten ass kloer. Si baséiert op Preventioun, Harmreduction oder, op Lëtzebuergesch, Schuedreduzéierung, an der Asiicht, datt d'Sucht e medezinnesche Problem ass, an net just ee fir Reglementer.

Eis Propositioun war an ass ganz einfach: éischtens, fir Mannerjäreger e klipp a kloert Verbuet. Dat hu mer erreecht. Domadder si mer zefridden. An zweetens, fir Erwuessener: Mir mussen Erwuessener wéi Erwuessener behandelen. Mir mussen dës Produiten op Basis vun hirem reelle Risiko reguléieren.

Ech hat an der Kommissioun proposéiert, den Nikotingehalt dann alt wéinstens pro Gewiicht ze reegelen, also a Milligramm pro Gramm zum Beispill, an net iwwer en arbiträren absolutte Wäert, an dat fir all Produiten. Et steet elo dran: pro Unitéit oder pro Gramm, wann et net an Unitéite verkaf gëtt. Bis elo hu mer nach kee Produit gesinn, deen net an Unitéite verkaf gëtt. Dofir wär et sënnvoll gewiescht, et vun Ufank un a relativen Unitéiten unzeginn. Dat wier e logeschen, techneschen an novollzéibare Standard gewiescht. A mir hätten nach eng Kéier kënnen iwwer d'Seuilen diskutéieren. Et hätt e reguléierte Maart fir manner schiedlech Alternativen erlaabt, wärend mer se gläichzäiteg vun de Kanner ewechhalen.

D'Regierung – an d'Majoritéit – huet en anere Wee gewielt. Si huet e Wee gewielt, deen zwar haart ausgesäit, mee deen an der Realitéit de ganze Beräich vum Erwuessenekonsum un de Schwaarzmaart ofgëtt.

Dofir, Här President, begréisse mir Piraten d'Ëmsetzung vun eiser Motioun fir de Schutz vun de Mannerjäregen. Dat ass e wichtege Schratt no vir. Mee mir bedaueren zudéifst deen inkohärenten a kontraproduktive Wee, deen d'Majoritéit bei der Reguléierung fir Erwuessener ageschloen huet. Mir verpassen hei eng Chance op eng modern an evidenzbaséiert Harmreduction-Politick.

A well et fir Mannerjäreger e supert Gesetz ass, mee fir Erwuessener de Contraire dovunner ass, a well mer awer elo virun deem ganze Gesetz stinn, musse mer eis leider enthalen. Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir begréissen, datt no zwee Joer Aarbecht de Gesetzesprojet 8333, de sougenannte „Snus-Projet",haut dann endlech debattéiert gëtt an zur Ofstëmmung kënnt.

D'Regierung huet decidéiert, de Verkaf vun Nikotinsacheten ze erlaben, dobäi awer den erlaabten Nikotintaux ganz niddreg ze setzen. D'Handelskammer huet géint dëse ganz niddrege Wäert hefteg protestéiert, geneesou wéi d'ADR. D'LSAP an déi gréng hu sech dogéint e komplette Verbuet gewënscht.

Elo sinn ech an der ganz komescher Positioun, datt ech annoncéiere muss, datt déi Lénk dëse Projet matstëmme wäerten. Mir sinn dann emol eng Kéier mat der CSV enger Meenung, wat dëse Projet ugeet.

Plusieurs voix | O!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An Der verstitt meng gewëssen Nervositéit ...

M. André Bauler (DP) | Da musst Der awer beichte goen!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mat der DP an dësem Fall natierlech och.

(Interruption par M. Laurent Zeimet et hilarité)

Ech mengen, déi Sucht kann ech mer ganz séier ofgewinnen, Här Zeimet. Sou wäit kënnt et nach!

(Hilarité)

Une voix | Et soll een ni eppes ausschléissen, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, déi ganz héich an net reguléiert Nikotindosen, déi mer am Moment um Marché hunn an déi een an dëse Produite fënnt, stelle wierklech e staarke gesondheetleche Risiko fir Jugendlecher duer. A Frankräich gouf esou ëmmer méi dacks gemellt, datt d'Gëftzentren Uriff vun Teenager kruten, déi ënner schwéieren nikotinesche Symptomer gelidden hunn, am Zesummenhang mat der Notzung vun deene Poschen: Erbriechen, Krämp, niddrege Bluttdrock a souguer Bewosstsinnsverloscht. An och den Nationale Schülerkommitee huet gemellt, datt an de Schoulen d'Proffen dacks d'Aen zougedréckt hunn, well et effektiv kee legale Verbuet gouf an iwwerhaapt kee legale Kader, wat sécherlech e ganz ambiguë Message fir Jugendlecher war. Dat ännert sech elo, an dat freet eis och.

D'Madamm Minister huet dëse Summer versprach, d'Evolutioun awer weider am A ze behalen an eisen Nopeschlänner. An ech denken och, wann ee wierklech duerch dësen Text en Ofhuele vu Suchtverhalen observéiert an net d'Entstoe vun engem Schwaarzmaart, da kéint ee sécherlech och weider op de Wee goen, sou wéi déi gréng an d'LSAP dat froen. Mee ech mengen, datt ee sech awer och soll virun Ae féieren, datt e komplette Verbuet, eng Prohibitioun, och de Risiko mat sech bréngt vum Erbléie vun engem Schwaarzmaart.

Duerfir fannen ech de Wee, et ze reguléieren, et erlaabt ze loossen, awer mat ganz niddregen Tauxen, e gangbaren, e verstännege Wee beim gläichzäitege Verbuet vun deene Produite fir Jonker. Well – an och do hunn ech mech beléiere gelooss – effektiv dee Snus dann och eng vun deene Saachen ass, déi ech nach net ausprobéiert hunn, mee ech hu mer awer och glafhaft vu Leit soe gelooss, datt dat fir si awer och e Wee war, fir vun der Zigarett fortzekommen. Well esou geféierlech an ongesond de Nikotin sécher ass, ass et méi gesond wéi d'Zigarett, wou nieft dem Nikotin och nach Tubak an d'Otemweeër kënnt. An iwwerhaapt ginn d'Otemweeër och par rapport zum Vape manner belaascht.

Virdrun hu mer iwwer d'Glécksspill geschwat, iwwert d'Suchtverhalen dovunner. Ech mengen, datt d'Thematik vun der Sucht a vun der Suchtpreventioun en Element ass, dat generell nach vill méi staark an eise Schoule misst thematiséiert ginn. D'Kollaboratioun tëschent dem Gesondheetsministère an dem Educatiounsministère misst erweidert ginn am Kader vun der Schoulmedezinn, dem SePAS an den offréierte psychologesche Supportservicer, fir geziilte Preventiouns- a Behandlungsugebueter fir Jugendlecher ze schafen.

Well et ass och grad déi Generatioun vu Jonker haut, wéi esou vill Etüde weisen, déi ënnert dem verstäerkte Risiko vun Angscht- an Depressiounszoustänn leiden. An ech mengen, datt do d'Verantwortung immens grouss ass fir d'Pouvoir-publicken, fir den Educatiouns- an de Gesondheetsministère, dat wierklech seriö ze huelen an do eng grouss Offensiv ze starten.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, de Konsum vun Tubak an och vun anere Substanzen ass finalement just e Symptom. An ech mengen, datt mer och eng Kéier net derlaanscht kommen, iwwert d'Ursaachen dovunner ze schwätzen. Mir hunn hei elo en Text, deen endlech eppes reguléiert, wat bis elo komplett am Wëlle Weste stattfonnt huet. Ech denken och, datt mer sollen evaluéieren, wat dat hei bruecht huet. Ech menge schonn, datt et e wichtegt Signal ass a méi ass wéi e Signal, datt et verhënnert, nei Ofhängegkeeten ze schafen e gläichzäiteg awer och net eppes komplett an d'Illegalitéit dréckt an domat dem d'Schwaarzmaart iwwerléisst. Duerfir wäerte mer – et erstaunt – dëse Gesetzesprojet matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Gesondheetsministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci all de Riedner vun de Mëtten. A virun allem merci der Rapportrice a Spriecherin vun der CSV, déi en extreem komplette Rapport gemaach huet, en extreem explikative Rapport, zu deem ech elo inhaltlech weider näischt méi hinzouzefügen hunn. A merci och der Madamm Hartmann fir hir Erklärungen, firwat mer keng Verbuetslogik en place setzen.

Ech wéilt awer op dëser Plaz nach eng Kéier op e puer Fakten agoen: Éischtens ass et déi éischte Kéier zënter 2017, datt mer un d'Tubaksgesetz ginn, zweetens sinn Tubak an Nikotin effektiv Substanzen, déi extreem gesondheetsschiedlech sinn. Tubak enthält eleng 7.000 cheemesch Substanzen, wouvun der 70 cancerigène sinn – 7 Milliounen Doudeger op der ganzer Welt pro Joer, an dovunner 1,6 Millioune Leit, déi net fëmmen, déi just dem Damp vun deenen, déi fëmmen, ausgesat sinn.

Wat bewierkt Tubak? Ma Kriibs, kardiovaskulär Krankheeten, Asthmaproblemer, et gëtt een éischter al an et ass eng Baisse vu Fertilitéit.

Nikotin? Et gëtt ee süchteg. Mir hunn de Mëtten nach vun engem Suchtproblem geschwat a mäi Virriedner huet och global d'Suchtproblemer ugeschwat. Wann een ze vill Nikotin zou sech hëlt, da kritt een Häerzklappen, de Bluttdrock geet an d'Luucht an d'Gehierfäegkeete gi reduzéiert.

Et gëtt awer eng Léisung: wann een ophält. Schonn no 20 Minutten ass den Häerzschlag en aneren, ass de Bluttdrock en aneren. No 48 Stonnen ass den Nikotin eliminéiert. No dräi Méint kann ee méi liicht ootmen, sech erëm méi einfach beweegen. No engem Joer ass de Risiko vu kardiovaskuläre Krankheeten ëm 50 % erofgaangen. An no 5 bis 10 Joer ass och de Risiko, eng Kriibsaart ze entwéckelen, extreem reduzéiert ginn. Dat weist drop hin, datt et extreem wichteg ass, datt mer d'Preventioun en place setzen.

An anescht wéi bei der Spillsucht kënne mer hei och d'primär Preventioun maachen, andeems mer sensibiliséieren a vill sensibiliséieren. Eis Strategie an deenen nächste Jore wäert sinn, datt mer de Programme d'aide au sevrage tabagique, wat zwar eng secondaire Preventioun ass, ausweiten. Dat heescht, do lafen d'Concertatiounen tëschent der Direktioun vun der Santé an der CNS op Héichtouren.

Mir wäerten eis Efforten, fir Jonker ze iwwerzeegen, net an den Tubaks- an Nikotinkonsum anzesteigen, verduebelen. D'Génération sans tabac muss Realitéit ginn! An do si mer mat der Fondation Cancer ganz vertrauensvoll ënnerwee. Alljoers maache mer déi Enquête iwwert d'Konsumverhale bei Jonken, iwwert d'Konsumverhalen an der ganzer Bevëlkerung. An Dir wësst besser wéi ech, datt déi lescht Zuele weisen, datt ee vu véier Jonken ënner 24 Joer elektronesch Zigarette gebraucht a 16 % Nikotinsäckelcher.

Mir wäerten d'Gemengen an hiren Initiativen ënnerstëtzen, gesondheetsfërdernd Ëmfelder ze kreéieren, inklusiv d'Limitatioun vum Passivrauchen. D'Commune sans tabac an de Coordinateur local de santé sinn do just zwee Schlagwierder. Et ass och ugeschwat ginn, datt mir probéieren, an der Schoul eng systematesch Integratioun vun der Thematik en place ze kréien am Kader vun der Santé scolaire, déi sech Richtung Éducation à la santé entwéckelt.

Mir wäerten ab Januar eng Informatiounscampagne, „Déi éischt 1.000 Deeg", en place setzen, fir och drop hinzeweisen, datt d'Fëmme scho bei der Preconceptioun a wärend der Schwangerschaft e Problem ass, an desto méi nach wa kleng Kanner ronderëm sinn, wann ee selwer fëmmt, an d'Erweiderung vun Offere fir Formatiounen, fir Repérage précoce ze maachen, fir Sensibiliséierung ze maachen an esou virun.

Wéi virdrun nach eng Kéier gesot ginn ass: Mir sinn net an enger Verbuetslogik an et ass déi éischte Kéier zënter 2017, datt mer hei un d'Gesetz ginn. An ech hunn et gesot a meng Virriedner hunn et och gesot: An de Kommissiounssitzungen hunn ech drop higewisen, datt dës Regierung de Problem suivéiert, kuckt, wat am Ausland geschitt, an, wéi vill Leit schonn ugedeit hunn, datt et néideg ass, datt mer och op europäeschem Niveau do besser reglementéieren.

An dann nach e Wuert zu där Poubelle an deenen zwou Këschten, déi virdrunner hei an d'Poubelle geflu sinn: Wann dat Gesetz hei ugeholl gëtt, da sinn déi do zwou Këschten net méi erlaabt zu Lëtzebuerg a wäerten net méi verkaf ginn. An den Artikel 9 vum Gesetz verbitt och den Onlineverkaf.

Merci fir Är Ënnerstëtzung beim Vott vun dësem Gesetz. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss a mir géingen zum Stëmme kommen.

Amendements 1 à 7

Mee éier mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8333 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert d'Amendementen of, déi d'LSAP-Fraktioun hei erageréecht huet. Et gëtt vum Auteur vun den Amendementer proposéiert, den Amendement Nummer 6 virzehuelen. Falls dësen net géif ugeholl ginn, wären déi aner Amendementer caduc a géifen zréckgezu ginn. Hunn ech dat richteg verstanen?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Richteg, Här President. Dat anert sinn Upassungen am virleiende Gesetzestext, déi noutwendeg wären, wa mer deen doten Amendement géife stëmmen. A wa mer géint deen doten Amendement stëmmen, jo, da sinn déi aner superfetatoire. A mir wëllen hei d'Sëtzung net onnéideg an d'Längt zéien.

Une voix | Bravo!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Di Bartolomeo.

Ass d'Chamber mat dëser Prozedur averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 6 vun der LSAP, deen als Objet huet, den Artikel 9 ofzeänneren. Déi, déi fir dësen

Amendement sinn, esou wéi den Här Di Bartolomeo proposéiert huet, déi stëmme mat Jo. Déi, déi dogéint sinn, déi stëmme mat Nee.

Vote sur l'amendement 6

Ech maachen de Vott op.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also fir de Verbuet.

M. Claude Wiseler, Président | Déi, déi fir Ären Amendement sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi géint Ären Amendement sinn, stëmme mat Nee.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Oui.

M. Claude Wiseler, Président | De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 16, Neen: 39, Abstentiounen: 5. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 39 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Octavie Modert), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : M. Gérard Schockmel ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat wären dann och déi aner Amendementer caduc a mir kéinten direkt zum Vott vum Projet de loi iwwergoen, dat heescht dem Projet de loi 8333. Den Text steet am Document parlementaire 8333[21].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8333 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 49, Neen: 5, Abstentiounen: 6. Dëse Projet de loi ass also mat 49 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 6 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jeff Boonen), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer elo nach zur Ofstëmmung iwwer eng Motioun – oder plutôt zur Diskussioun vun enger Motioun –, déi vun der ADR respektiv der Madamm Alexandra Schoos hei deposéiert ginn ass. Madamm Schoos, wëllt Dir nach am Ufank schwätzen? Dir wëllt duerno driwwer schwätzen. Wien hëlt zu dëser Motioun d'Wuert? D'Madamm Kemp gesinn ech, d'Madamm Bernard, den Här Clement. Ok, Madamm Kemp, da fänkt Dir un, wannechgelift.

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Merci villmools fir d'Wuert. Dës Motioun ass superfetatoire, well wéi d'Madamm Ministesch scho gesot huet, gëtt schonn esou eng Enquête zum Konsumverhale mat der Fondation Cancer gemaach. Deementspriechend leeft dat schonn, deementspriechend ass se superfetatoire. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, Här President, ech mengen, déi Leit, déi der Madamm Schoos hir Ried a meng héieren hunn, wëssen, datt se a komplett géigesätzlech Richtunge ginn. Deementspriechend gesäit een, datt d'Consideranten dat erëmspigelen. A mir sinn domadder fundamental net averstanen. D'ailleurs si mer mat der Konklusioun averstanen. Mee et berouegt eis dann ze héieren, dass dat effektiv vun der Regierung enk wäert suivéiert ginn. A wéi gesot, d'Considerante gi fir eis an déi absolutt falsch Richtung. An dowéinst proposéieren ech deene Gréngen, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hu virdru vu Parallellimporter a vun engem Marché, deen et am Ausland wäert ginn, geschwat. Bis elo wat ëmmer esou, datt d'Tankstellen zu Maartel sech op der lëtzebuergescher Säit ugesidelt hunn, fir dann do den Tubak an de Bensinn ze verkafen. Mir wäerten dann elo an Zukunft gesinn, datt sech d'Selbstbedienungsautomate fir déi heite Produiten op där anerer Säit vun der Grenz wäerten usidelen.

An ech mengen, aus genau esou Grënn, well mer esou e Verhale wäerte gesinn – an ech ka mer och virstellen, datt bei de Supermarchéen zu Perl op der däitscher Säit och elo esou Automate wäerten hikommen –, gesinn ech schonn e Besoin, dat doten ze suivéieren. Virun allem ... An et geet jo net nëmmen ëm d'Konsumverhalen. Et geet hei jo och ëm d'steierlech Recetten an et geet och ëm de Marché insgesamt, fir mol e Suivi vun deem Marché ze hunn, wat geschitt, wa mir dat elo hei zu Lëtzebuerg esou enk encadréieren an de facto verbidden.

An ech mengen, datt déi Fro net superfetatoire ass, wéi d'CSV eis hei wëll gleewen doen, mee datt et eebe grad interessant wär ze wëssen, wat dann elo geschitt. Well wa mer an Zukunft, an dräi, véier Joer, dann zu Maartel iwwert d'N7 fueren a mir feststellen, datt op där enger Säit de Bensinn verkaf gëtt, op där anerer Säit den Nikotin verkaf gëtt, dann hu mer och näischt gewonnen, well da sinn nach ëmmer déi nämmlecht Clienten do. Vun dohier sollt een dat op alle Fall weiderhin analyséieren. An dofir wäerte mir och dat dote matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat ass net de Fall. Dann huet d'Madamm Schoos nach als Auteurin d'Wuert. Madamm Schoos.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass d'N4, pardon.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Et ass un der Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Den Här Clement huet am Fong scho villes gesot. Mir war och nach net bewosst, dass ...

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, wannechgelift!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | ... d'Fondation Cancer sech de Marché géing ukucken an och d'staatlech Recetten, an zemools grad wa mer och hei vum Onlinemarché a vun der Beschafung vun den Nikotinsäckelcher an de Vakanze schwätzen. Dowéinster wollt ech do e bëssen d'Regierung éischter an d'Verantwortung zéien, wéi dat elo un d'Fondation Cancer ofzewälzen.

Mee ech gesinn, ech fannen hei kee breede Konsens. Mee ech wäert mech dann op jidde Fall an dräi Joer drun erënneren, dat awer nach eng Kéier nozefroen.

Ech soen Iech alleguer Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

Mir géingen zum Vott vun der Motioun vun der Madamm Schoos kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 7 Jo-Stëmmen, 51 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 51 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par Mme Corinne Cahen), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

14. Motion de M. Sven Clement relative au contrôle et à l'interdiction de la vente de produits à base de tabac ou de nicotine aux mineurs

(Motion déposée en séance publique n° 16 du 19 mars 2024 – à consulter au compte rendu n° 8/2023-2028 en page 32)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Motioun vum Här Sven Clement ...

(Hilarité et interruption par M. Sven Clement)

... iwwert d'Kontroll ... An ech gesinn, Här Clement, Dir wëllt direkt d'Wuert huelen. Mee da kritt Der et och elo.

(Interruptions et hilarité)

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat geduecht, ech hätt dat erleedegt, wéi ech virdru meng Ried gehalen hunn, wou ech gesot hunn, datt ech ganz zefridde sinn, datt se ëmgesat gouf. An dofir gesinn ech se als erfëllt un an ech zéie se heimadder zréck. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà.

Plusieurs voix | A!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Clement. Mir soen Iech Merci dofir.

(La motion de M. Sven Clement est retirée.)

15. 8399 – Projet de loi portant création de l'établissement public « Centrale nationale d'achat et de logistique » et modifiant

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

3° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

4° la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;

5° la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Als leschte Punkt steet de Projet de loi 8399 iwwert d'Schafe vun der Centrale nationale d'achat et de logistique um Ordre du jour. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Gérard Schockmel, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Jeff Boonen (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesondheetssystem vun eisem Land huet an de leschte Joren eng aussergewéinlech Erausfuerderung duerchgemaach. D'Covidpandemie huet gewisen, datt mir zwar e staarke Secteur hunn, mee datt d'Logistik an d'Koordinatioun nach verbessert kënne ginn.

De Projet de loi, deen haut virläit, reagéiert op dës Erkenntnis. Hie schaaft eng Centrale nationale d'achat et de logistique, fir d'Kräften am Gesondheetssecteur ze bündelen an d'Versuergungssécherheet ze stäerken.

Dës Iddi kënnt net aus dem Näischt. Verschidde Strukturen hunn an de leschte Jore schonn zesummegeschafft, virun allem zum Beispill am Spidolsberäich iwwert d'Fédération des hôpitaux luxembourgeois. Mee d'logistesch Säit ass dobäi bis elo nëmme begrenzt gewiescht.

Mat dësem Gesetz gëtt dës Lück elo geziilt zougemaach, andeems eng national Zentral geschaaft gëtt, déi d'Akeef an d'Logistik am Gesondheetssecteur méi effizient organiséiert. A fir dass dat funktionéiert, ass eng enk Koordinatioun tëschent der Centrale an allen Acteure vum Gesondheetssecteur entscheedend. D'Centrale kann hir Missioun nëmme richteg erfëllen, wann d'Akeef an d'Stocken, déi si organiséiert, op de wëssenschaftleche Stand an op d'Besoine vum Terrain ofgestëmmt ginn. Dës Koordinatioun geschitt iwwert d'Comités nationaux, an deene Fachleit a Spezialisten zesummeschaffen an Avisen un d'Direktioun ginn. Esou gëtt garantéiert, dass d'Decisioune vun der Centrale op Fakten, Erfarung an Expertis baséieren.

D'Centrale wäert dobäi net nëmmen eng Akafstruktur am Sënn vum Marché public sinn, mee och eng Pharmacie hospitalière mat erweiderten Aufgaben. Si këmmert sech ënner anerem ëm den nationale Stock u kritesche Produiten, ëm d'Verdeelung vu Medikamenter am Kader vum Impfprogramm vum Staat an och ëm d'Gestioun vum medezinnesche Cannabis.

D'Zil ass et, d'Spideeler an d'Servicer am Gesondheetssecteur vu logisteschen Aufgaben ze entlaaschten, Zäit a Ressourcen ze gewannen an dobäi Plaz a Käschten ze optimiséieren. Nieft de Spideeler gehéieren och de CGDIS, de Laboratoire national de santé, de Luxembourg Institute of Health souwéi aner Acteuren aus dem Gesondheets- a Sozialsecteur zu de Partner vun der Zentral. Esou entsteet eng gemeinsam Plattform, déi d'Versuergungssécherheet vum Land weider stäerkt.

D'Centrale gëtt ënnert der Form vun engem Établissement public geschaf, deen ënnert der Tutelle vum Gesondheetsministère steet. Dës juristesch Form gouf bewosst gewielt, well si déi néideg Flexibilitéit vum Droit privé mat der Garantie vun der ëffentlecher Kontroll verbënnt.

Här President, d'Diskussioune ronderëm d'Schafung vun enger Centrale nationale d'achat et de logistique lafe schonn zanter der viregter Legislaturperiod. Eis Gesondheetsministesch huet dësen Dossier opgegraff an an déi legislativ Form bruecht, déi mir haut virleien hunn.

De Projet de loi gouf de 14. Juni 2024 an der Chamber deposéiert an den 19. Juni vun deem Joer gouf ech zum Rapporter designéiert.

D'Commission de la Santé et de la Sécurité sociale huet sech an hire Sitzunge vum 16. Juli 2025 a vum 22. Oktober dëst Joer mat de verschiddenen Avise vum Gesetzestext beschäftegt.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 4. Februar 2025 d'Schafung vun der Centrale begréisst, mee och eng Rei juristesch Onkloerheeten ervirgehuewen. Hien huet drop higewisen, datt e puer Begrëffer, wéi „prestation de services" oder „entité adjudicatrice", nach net genuch definéiert waren a sou e Risiko vu Rechtsonsécherheet bestoung. Dofir huet de Staatsrot formell Oppositioune géint dräi Artikele formuléiert.

De Conseil supérieur de certaines professions de santé huet a sengem Avis vum 29. Juli 2024 d'Initiativ am Prinzipp begréisst, mee huet drop higewisen, datt nach méi Prezisioun bei der Definitioun vun de Prestatioune vu Servicer néideg wier an datt d'Representatioun vun de Gesondheetsberuffer an de Gremie vun der Centrale misst gestäerkt ginn.

D'Chambre des Salariés huet den 23. Oktober 2024 hir Zoustëmmung zum Projet de loi ginn, well si d'Centrale als wichtegt Instrument fir d'Kriseprëventioun an d'Stäerkung vum Gesondheetssystem gesäit. Si huet awer drop higewisen, datt kee Verloscht vun Aarbechtsplazen dierf entstoen an datt Formatiounsméiglechkeete fir manner qualifizéiert Mataarbechter souwéi d'Representatioun vum Personal am Verwaltungsrot musse garantéiert bleiwen.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 17. Dezember 2024 d'Intentioun vum Gesetz begréisst, mee kritesch Froen zu den ausgedeenten Aufgabe vun der Centrale gestallt. Si huet virun enger Iwwerlappung mam Privatsecteur gewarnt a verlaangt, d'Roll vun der Centrale méi kloer op e Stock de crise a spezifesch e Produit wéi de Cannabis médicinal ze limitéieren.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis vum 19. Dezember 2024 d'Iddi vun der Rationaliséierung begréisst, awer drop higewisen, dass d'Liberté thérapeutique net duerf a Fro gestallt ginn an d'Comités nationaux méi Kompetenze kréien. Si huet och eng Ouverture vun der Centrale fir Privatacteuren an Independantë gefuerdert.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet sech schliisslech den 10. Mäerz 2025 géint de Choix, d'Personal ënnert dem private Statutt anzestellen, ausgeschwat. Si ass der Meenung, datt eng Struktur mat esou engem ëffentlechen Interêt eng staatlech Verwaltung sollt sinn.

D'Amendementer, déi de 17. Juli 2025 ugeholl goufen, hunn op verschidde Bemierkungen a Kriticke reagéiert. Den Intitulé vum Gesetz gouf ugepasst, verschidde Begrëffer goufen nei definéiert an eng Rei technesch Korrekturen duerchgefouert. Zousätzlech gouf d'Roll vun de Comités nationaux méi kloer festgeluecht, d'Honorabilité professionnelle preziséiert an d'Mandater vun den Administrateuren op fënnef Joer festgesat.

An hire complementairen Avisen hu sech déi verschidden Instanzen nach eemol zu Wuert gemellt:

De Staatsrot huet de 7. Oktober 2025 festgehal, datt seng Observatioune vum Februar ëmgesat goufen, an huet dowéinst seng Oppositiounen opgehuewen.

D'Chambre des Salariés an de Conseil supérieur de certaines professions de santé hunn dogéint bedauert, datt hir proposéiert Ännerungen net an d'Amendementer agefloss sinn.

Dat war et fir mäi mëndleche Rapport an ech géing dann elo als Spriecher vun der CSV-Fraktioun schwätzen.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie huet eist Land op eng eenzegaarteg Aart a Weis gefuerdert, net nëmme medezinnesch, mee och organisatoresch. Op eemol gouf d'Fro no Medikamenter, no Material an och den Transport heihin zu engem nationalen Theema.

Ech erënnere mech zum Beispill un de wichtege Rôle vun eiser nationaler Transportairline, déi eis erlaabt huet, wichtegt Material aus der ganzer Welt séier heihin ze fléien. All Klinick, all Fleegeheem, all Laboratoire huet misse séier reagéiere mat deem, wat nach disponibel war.

Awer grad an där Zäit hu mir och dat Bescht vu Lëtzebuerg gesinn! Gemengen, Spideeler, CGDIS, Laboratoiren, Apdikten – jiddereen huet matgehollef. Mir hunn zesummegeschafft, mir hunn improviséiert a mir hu geléiert. D'Kris huet eis kloer gewisen, dass Solidaritéit an Organisatioun Hand an Hand musse goen. Wann d'Commande, d'Lagerung an d'Verdeelung net zesumme geduecht ginn, entsti Lücken. A grad dës Lücken duerfen an enger nächster Kris net méi entstoen.

Dofir schwätze mir haut iwwert d'Schafung vun enger Centrale nationale d'achat et de logistique. Eng Struktur, déi aus der gemeinsamer Erfarung entstanen ass an déi och vun der OECD recommandéiert gëtt. Eng Struktur, net fir ze kontrolléieren, mee fir ze verbannen an et besser ze maachen.

Här President, an eiser Gesondheetsversuergung schaffen haut Dausende vu Leit mat Engagement. Si maachen hir Aarbecht ënner schwéieren a stressege Konditiounen – e Sujet, dee mir als CSV och dacks hei an der Chamber thematiséiert hunn. Awer si verbréngen nach ëmmer vill ze vill Zäit mat Logistik. Duerch eng zentral Koordinatioun kënne mir dës Zäit un d'Patientefleeg zréckginn. Eng Etüd vun der ANIL, der Association nationale des infirmières et infirmiers du Luxembourg, huet jo och gewisen, datt 7 bis 10 % vun der Aarbechtszäit vum Gesondheetspersonal haut nach fir logistesch an administrativ Aufgaben dropginn – Zäit, déi eigentlech fir d'Patientefleeg gebraucht kéint ginn.

An der Diskussioun iwwert d'Centrale ass ëmmer nees betount ginn, datt d'medezinnesch Fräiheet net dierf ënner Drock geroden. An dat ass immens wichteg! D'Centrale däerf net bestëmmen, wéi eng Prothees, wéi ee Medikament oder wéi eng Method en Dokter benotzt, mee si kann hëllefen, datt dat, wat gebraucht gëtt, och disponibel ass.

D'Fachleit, net d'Administratioun, sollen d'Akafskritäären definéieren. Dofir wäerten déi fënnef verschidde Comités nationaux eng wichteg berodend Roll iwwerhuelen. Si vereenen d'Stëmm vun de Medezinner, de Spideeler, den Autoritéiten. Et ass eng Bottom-up-Approche, déi wichteg ass, fir dass dat akaaft gëtt, wat och gebraucht gëtt.

D'Centrale, déi duerch dat heite Gesetz geschaaft gëtt, mécht net alles aleng. Si schafft zesumme mat Partner, déi haut schonn Erfarung a Kompetenz hunn. Fir d'Liwwerung an den Transport zum Beispill gëtt et haut privat Entreprisen, déi iwwert déi néideg Infrastrukturen an Erfarung verfügen. Mir benotzen also dat, wat funktionéiert, mat klore Kontrakter an héije Standarden. Duerch d'Zesummenaarbecht mat externe Partner kënne mir flexibel bleiwen. Dëst ass e Modell, deen d'Kräfte vum Public a vum private Secteur verbënnt. Eng gesond Kooperatioun, kee Konkurrenzdenken.

Ech verstinn dobäi och d'Froen an d'Suerge vum private Secteur. Et ass wichteg, dass dës Zesummenaarbecht op Vertrauen a klore Reegelen opgebaut ass. Wann eng nei Struktur geschaaft gëtt, froe vill Leit: „Wat heescht dat fir eis? Fir d'Entreprisen? Fir d'Spideeler? Fir déi, déi haut schonn an deem Beräich schaffen?" D'Centrale verbënnt, si ersetzt net! Si huet kloer definéiert Aufgaben a kloer Grenzen. Si soll ënnerstëtzen, net iwwerhuelen.

D'Reegele vum Marché public suergen haut schonn derfir, dass een net aleng eng Approche vum Präis huele muss. D'Gesetz erlaabt, nieft dem Präis och d'Qualitéit als Krittär ze huelen. An dorënner falen zum Beispill de Service après vente, den Ëmgang mat den natierleche Ressourcen, awer och sozial Parameeter. Dat bedeit: Entreprisen, déi hei am Land gutt a verantwortlech schaffen, hunn och weiderhin eng gutt Chance ze liwweren.

Zousätzlech ass jo och am Kader vun de parlamentareschen Aarbechten decidéiert ginn, der Ekonomie selwer eng méi grouss Stëmm ze ginn iwwert d'Presenz vum Wirtschaftsministère an engem vun de Comités nationaux. Dat war kee Gest un d'Lobbyen, mee eng bewosst Entscheedung, fir d'Erfarung an d'Innovatioun aus der Wirtschaft an d'Aarbecht vun der Centrale mat anzebréngen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir ginn als Gesellschaft net duerch d'Krisen definéiert, mee duerch dat, wat mir dovunner mathuelen. D'Schafung vun däser Centrale ass eng konkreet Konsequenz aus der Erfarung vun der Pandemie. Mir hu gesinn, wou d'Solidaritéit staark war a wou et un Organisatioun gefeelt huet. Mat dësem Gesetz zéie mir déi richteg Konsequenzen: Mir strukturéieren, mir preparéieren, mir stäerken eise System. A grad dowéinst ass et e Schrëtt, deen eist Land méi staark mécht. An ech hoffen, dass jiddereen heibanne sech den Owend däers bewosst ass, wann e stëmmt.

Mir als CSV hunn dat erkannt a mir stëmmen dëse Projet mat. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen, och fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport. Deen nächste Riedner ass den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mäi Virriedner huet schonn dervu geschwat, datt d'Pandemie verschidde Schwaachstelle vun eiser Gesondheetsversuergung opgedeckt huet. Ënner anerem war et d'Beschafung vu medezinneschem Material, deemools virop d'Gesiichtsmasken, déi eng vun de gréissten Erausfuerderungen duergestallt huet.

D'DP begréisst d'Schafe vun der Centrale d'achat, déi eist Land zukünfteg besser op Defie bei der Medikamenteversuergung a beim Beschafe vu medezinneschem Material virbereede wäert.

Mir dierfen awer och de Privatsecteur net vernoléissegen, dee mat senger jorelaanger Expertis e wichtege Bäitrag an dësem Domän leeschte kann. Aus dësem Grond plädéiere mir dofir, der CNAL hir Méiglechkeet, Undeeler vu Societéiten ze kafen, am Bléck ze behalen. De Privatsecteur suergt sech nämlech, datt duerch dës Dispositioun d'Dier fir eng Monopolisatioun opgeet. Punktuell kann de Kaf vu Parten eventuell Sënn maachen. Gläichzäiteg sollt een d'Entwécklung am A behalen a géigesteieren, falls ze vill an de Privatmarché agegraff géif oder souguer eng deloyal Konkurrenz sollt entstoen.

D'Madamm Minister war am Kader vun den Aarbechten op dëse Punkt agaangen. Mir waren dunn och frou ze héieren, datt d'Beliwwerung vun den Apdikten oder private Praxen net géif ënnert d'Zouständegkeet vun der CNAL falen an domat d'Auswierkungen am Privé limitéiert wieren.

Här President, ech wollt kuerz op ee Punkt agoen: d'Blisterisatioun vu Medikamenter, déi vun de Spideeler un d'Centrale d'achats soll iwwerdroe ginn. Ech hat an der Gesondheetskommissioun ugemierkt, datt et, wann d'Zentral hei d'Gestioun iwwerhëlt, awer opportun wier, an all Spidol e Centre de blistérisation virzegesinn. Dat wier dowéinst sënnvoll, well Medikamenter zu all Moment vum Dokter musse kënnen ugepasst ginn. Dofir wier d'Blisterisatioun op der Plaz selwer méi ubruecht.

Eng Fro, déi sech bei dësem Projet widderholl gestallt huet, war déi, ob et net e Risiko wier, sämtlech Spidolsmedikamenter a medezinnescht Material national op just enger Plaz ze lageren. Esou kéint beispillsweis e Brand an der CNAL katastrophal Auswierkungen op d'Medikamenteversuergung hei am Land hunn. Dofir fanne mir, datt et déi richteg Decisioun ass, nieft dësem nationale kritesche Stock weider dezentraliséiert Reserven u Medikamenter a medezinneschem Material virzegesinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nach kuerz zwee Punkten uschwätzen, déi nëmmen indirekt eppes mat dësem Projet de loi ze dinn hunn:

Éischtens gouf an der Santéskommissioun vun der Madamm Minister annoncéiert, datt fir d'Zukunft och den Asaz vun Drone beim Transport vu Medikamenter envisagéiert gëtt. Dat ka meng Fraktioun nëmme begréissen, schliisslech ass dat e Punkt, dee sech an eisem leschte Walprogramm erëmfënnt, an e weist eis Bereetschaft, nei an innovativ Weeër ze goen. E konkreet Beispill fir dës Innovatioun am Gesondheetssecteur war am Juli de Pilotprojet, wou eng Dron Prouwe vun engem Spidol an e Labo transportéiert huet. Sollt dëse Projet weiderhi positiv Resultater weisen, da kéinte bei dréngendem Bedarf selektiv Medikamenter vun der CNAL séier geliwwert ginn, an dat, ouni der Volatilitéit vum Stroosseverkéier ausgesat ze sinn.

Weider sollte mir och drop hischaffen, e Centre d'excellence médicale ze schafen, esou wéi dat am Koalitiounsaccord virgesinn ass. Hei geet et drëms, eng onofhängeg Institutioun ze schafen, déi d'Behandlungsdate vun alle Patienten zu Lëtzebuerg vun héich qualifizéierte Médecins-Spécialistes an hirer jeeweileger Spezialisatioun auswäerte léisst, fir dorophi Mindestnorme fir déi eenzel medezinnesch Spezialisatioune festzeleeën. Dëse Centre d'excellence médicale géif d'CNAL an d'ALMPS (ndlr: Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé) an hire respektive Missioune completéieren.

Dëst si just e puer weider Dossieren, déi eis als DP um Häerz leien. Fir de Projet CNAL géif ech heimat den Accord gi vu menger Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Den nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. D'Virdeeler vun der Akafs- a Logistikzentral si souwuel vum Rapporter wéi och vun de Virriedner, mengen ech, genuch ervirgestrach ginn, soudatt ech déi net nach eng Kéier brauch ze widderhuelen. An deem Sënn ass et och kloer, dass d'Centrale d'achats, wou d'Viraarbechten ënnert der viregter Regierung ugefaangen hunn, fir eis e wichtegen a richtegen an noutwendege Projet ass.

Niewent bessere Präisser musse fir eis d'Qualitéit an d'Versuergungssécherheet am Vierdergrond stoen. Dat ass grad, wann et ëm d'Gesondheet an ëm déi gesondheetlech Betreiung vun de Leit geet, essentiel.

Gradesou wichteg ass, dass d'Lëschte vun de Produiten an d'Ekipementer, déi vun der CNAL kaf, stockéiert a geréiert ginn, lafend ugepasst kënne ginn un d'Besoine vun der Populatioun, un déi jeeweileg sanitär Situatioun an un d'Evolutioun vun der Medezinn, der Wëssenschaft an der Technik.

Wichteg ass fir eis och, datt déi national Zentral op auslännesch Partnerschaften an Zesummenaarbecht op EU-Niveau setzt, fir esou d'Chancë fir interessant Marchéen a Konditiounen ze verbesseren an de Fortschrëtt net ze verpassen an esou och dem Risiko vun enger Ofhängegkeet vun eenzelne Produzenten an hire Präisdiktater ze entgoen. Well wann een e bëssen de Secteur suivéiert, da gesäit een, dass bei deene selwechte Produkter jee nodeem, wat fir e Land beliwwert gëtt, enorm, enorm Präisënnerscheeder besti bei där selwechter Qualitéit. Aus enger Schwäizer Etüd ass ervirgaangen, dass eenzelt Material vun engem Land zum anere bis zu fënnefmol méi deier ass. An dat ass jo net de Sënn; mir sollen dat bezuelen, wat noutwenneg ass, an net méi.

Zum Fong, mengen ech, ass alles gesot. Et ass e positive Projet. Mir bedaueren allerdéngs d'Form. An dat hu mer, mengen ech, och virun zwee Deeg kloergemaach. Mir bedaueren, dass d'Regierung net op d'Fuerderung vun där gréisster Gewerkschaft aus dem Secteur public agaangen ass. Op eng entspriechend Demande vum Mee, sou d'Gewerkschaft, wär keng Äntwert vun der Madamm Minister komm an dofir ass elo eng Schlichtungsprozedur vun der CGFP ageleet ginn. Mir mengen, dass ee mat Dialog hätt kënne verhënneren, dass elo erëm e weidere Sträit am Sozialsecteur entsteet.

Dofir hate mer also beim Ordre du jour gefrot, dat nozehuelen an dem Sozialdialog déi noutwendeg Zäit ze ginn. Dës Demande allerdéngs ass vun der Majoritéit ouni Argumenter ofgeleent ginn. Dont acte. Mir stelle fest, dass dat eng weider déck Téitsch fir de Sozialdialog ass. Wen wunderts? Mir hunn dat an deene leschte Méint méi wéi eng Kéier erlieft. An dat ass wierklech schued. Mir bedaueren dat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmme mer also iwwert de Gesetzesprojet 8399 of, deen d'Grënnung vun der CNAL, enger nationaler Zentral fir Akaf a Logistik vu verschiddene Medikamenter a medezinneschem Material, virgesäit.

Déi verschidden Acteuren am Gesondheetssecteur wéi d'Spideeler, de CGDIS, den LIH an den LNS souwéi aner Organismen aus dem soziale, familiären an therapeutesche Beräich hunn ënnerschiddlech organisatoresch a logistesch Bedierfnisser. A fir dës besonnesch a Krisesituatioune besser ze koordinéieren, soll déi sougenannte CNAL gegrënnt ginn. De Rapporter an och meng Virriedner hunn dëst jo schonn am Detail erkläert, dofir wäert ech op d'Detailer verzichten.

D'Iddi heivun ass op eng Recommandatioun vun der OECD am Kader vun der Covidgestioun zréckzeféieren. D'Zil ass eng besser Resilienz a Bezuch op d'Versuergung mat Medikamenter a medezinneschem Material an enger Krisesituatioun. Prinzipiell ass d'Initiativ bestëmmt gutt gemengt, allerdéngs geet dat eleng net duer.

De Projet ass juristesch vaste, absolutt net transparent a léisst vill Froen onbeäntwert. Dozou kënnt, datt d'Ëmsetzung vun deem Projet eng gewëssen zousätzlech Belaaschtung fir d'Staatskeess bedeit. Et geet hei ëm ronn 89 Millioune Euro, vun deenen 80 % vum Staat gedroe solle ginn. Zousätzlech sollen an der éischter Phas, also vun 2025 bis 2029, dann och d'Personalkäschte komplett vum Staat iwwerholl ginn. Bon, mir hunn haut schonn aner Zommen héieren, mee bekanntlech mécht „Kleinvieh auch Mist".

An der Budgetsried vum Finanzminister gouf kloer gemaach, datt déi kommend Jore finanziell erausfuerderend wäerte ginn. Mee dëse Projet wäert dem Här Minister seng Suergen op jiddwer Fall net verréngeren.

(Interruption)

Merci.

Et ass net kloer, firwat a wéi dës nei Struktur fir méi Effizienz an eisem bestoende System suerge soll. Déi Argumentatioun feelt hei leider komplett a wier an eisen Aen eng Viraussetzung. Besonnesch wann e Projet mat esou héije Staatsausgabe verbonnen ass, misst de Käschten-Notze-Facteur däitlech erausgeschafft ginn an och ze erkenne sinn.

An deem Sënn hu sech d'Beruffskummeren an d'Handelskummer och kritesch zu dësem Projet geäussert. D'Beruffskummeren hu konkreet a wichteg Bedenke betreffend d'Missiounen an de Méiwäert vun dësem Projet geäussert. D'Missioune ginn hirem Avis no vill méi wäit wéi dat, wat vun der OECD recommandéiert gouf a wat néideg wier, virun allem well d'Gestioun schonn duerch eng effikass Zesummenaarbecht tëscht dem ëffentlechen an dem private Secteur garantéiert gëtt a mir am OECD-Rapport an der Pandemiezäit jo och dofir gelueft goufen.

Déi konkreet Recommandatioun vun der Handelskummer war, datt d'CNAL sech ausschliisslech op d'Krisegestioun an op de medezinnesche Cannabis sollt konzentréieren, fir all onnéideg Konkurrenz mat dem Privatsecteur ze vermeiden. Dëse Punkt ass och an eisen Aen net ze ënnerschätzen, well et mat dësem Gesetzesprojet awer zu enger potenzieller Concurrence déloyale komme kann, wat e reelle Problem wier.

D'Handelskummer zweifelt och de Méiwäert vun dësem Projet un, gradewéi déi laangfristeg Aspuerungen am Budget, déi dëse Projet mat sech bréngе soll. Zousätzlech kritiséiert si an hirem Avis och déi feelend Detailer an der Fiche financière, besonnesch am Beräich vum Investitiouns- a Fonctionnementsbudget, wat d'Realiséierbarkeet vum Projet a Fro stellt.

D'Beruffskummer hat dëse Punkt och opgegraff an op déi héich Investitiounskäschten an déi net kloer definéiert finanziell Previsiounen higewisen.

Déi pertinent Bemierkungen an den Avise souwéi an den Avis-complementairë goufe bis haut net vun der Regierung berécksiichtegt, wat net am Sënn vun engem seriöen a gewënschte Sozialdialog steet, mee éischter en Elenggang weist. Datt d'Regierung, a mir hunn et grad schonn héieren, de Sozialdialog gär emol ëmgeet, ass ee vun der Regierung jo scho gewinnt. Dat perfekt Beispill heifir ass de Fall vun der CGFP, déi och bei der Gesondheetsministesch op zouen Ouere gestouss ass, wat den Accord salarial vun 2002 ugeet.

Mir stinn also virun engem Projet, dee sech fir d'éischt emol gutt unhéiert. Wann ee sech awer méi genau domat beschäftegt, léisst e wichteg Froen zum Notzen, zur Effizienz, der Transparenz an der Prioritéitsetzung oppen. Aus deene Grënn kënne mir dëse Gesetzesprojet net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann ass et un der Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie huet eis gewisen, wéi verletzbar eise Gesondheetssystem ka sinn, wann et ëm d'Versuergung mat wichtegem Material geet. D'Kris, an där all Minutt gezielt huet, huet och déi strukturell Schwächte vun eiser Logistik opgedeckt. Doraus musse mer déi richteg Léieren zéien. An dat mécht och dëse Projet de loi.

Mat der Schafung vun der Centrale nationale d'achat et de logistique schafe mer eng effizient an och eng nohalteg Léisung fir eis Spideeler, fir de CGDIS, d'COPAS an aner wichteg Acteuren am Gesondheets- a Fleegesecteur. Duerch d'Zesummeleeë vun Akaf a Logistik entsti Synergien, déi Zäit a Sue spueren an déi et erméiglechen, dass d'Gesondheetspersonal sech op dat Weesentlecht konzentréiere kann, an dat ass d'Versuergung vun de Patientinnen a Patienten.

Mee mat dësem Projet de loi ginn och Aktivitéiten, déi bis ewell vun der Santé assuréiert goufen, zum Beispill d'Gestioun vum Stock vun den Impfunge vum nationalen Impfprogramm, elo bei den neien Établissement public delegéiert. An dat ass eiser Meenung no e Problem, well mer hei net an den Dialog gaange sinn, sou wéi d'CGFP dat och kommunizéiert huet.

D'Ministesch huet net proaktiv mat der CGFP geschwat an huet och uschléissend un e Bréif nach ëmmer refuséiert, den Dialog ze féieren. An dat weist eiser Meenung no alt erëm de mangelnde Sozialdialog vun dëser Regierung. An dat hätt kënne mat enger anerer Approche evitéiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass och wichteg, datt mir dës nei Struktur net isoléiert gesinn. Sou wéi d'Chambre des Salariés et richteg unerkannt huet, muss d'Land d'Léier aus der Pandemie systematesch dokumentéieren an ëmsetzen. Dat heescht fir eis: méi Transparenz tëscht Politick an Expertinnen an Experten, méi Participatioun vun der Zivillgesellschaft an awer och e klore Vademecum fir zukünfteg Krisen.

An hei profitéieren ech, fir nach emol d'Madamm Ministesch ze froen, wou d'Santé-publiques-Gesetz drun ass.

D'Zentral wäert net nëmmen zentral akafen, mee och en nationale kritesche Stock verwalten, dat mat Medikamenter, Impfstoffer oder Schutzmaterial, fir am Fall vun enger Kris séier an onofhängeg reagéieren ze kënnen. Dat ass eng Investitioun an d'Resilienz vun eisem Land, an dat begréisse mer. Och dass d'Zentral innovativ Weeër geet, wéi zum Beispill den Asaz vun Drone fir urgent Liwwerungen, weist, dass mer net nëmme léiere wëllen, mee och no vir kucken.

Mir wënschen eis, dass d'Regierung de Reflex entwéckelt, e méi proaktiven Dialog mat den zoustännege Gewerkschaften ze féieren, fir dass esou Communiquéë wéi deen, dee mer virun e puer Deeg kritt hunn, net misste verschéckt ginn.

Par rapport zum Fong sti mer als Gréng hannert dësem Projet. Et ass e konsequente Schrëtt, fir eise Gesondheetssystem méi staark, méi séier a méi resilient ze maachen.

Mee: D'Virgoensweis vun der Regierung ass an eisen Aen extreem bedauerlech. Et weist, dass se sech och mat der drëtter Gewerkschaft ugeluecht huet. Mir fannen, dass d'Schlichtungsprozedur hätt solle virun

dësem Vott ofgewaart ginn. An dat hu mer jo och deementspriechend an eisem Vott virun zwee Deeg zum Ausdrock bruecht.

An dowéinster, Kolleeginnen a Kolleegen, wäert ech menger Fraktioun proposéieren, sech aus deene Grënn bei dësem Projet ze enthalen, och wa mer, wéi gesot, mam Fong u sech averstane wieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Deen nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Haut steet en Text zur Ofstëmmung, mat deem d'CSV/DP eis an eng schwiereg Situatioun bréngt. Et geet ëm d'Schafung vun engem nationalen Akafs- a Logistikzentrum.

Loosst mech et direkt soen: D'Grondiddi vun dësem Projekt ass gutt! Mir brauchen eng besser Koordinatioun vun den Akeef am Gesondheetsberäich. Mir brauchen e kriteschen nationale Stock. Dat gesäit een och bei dem Mangel u Medikamenter.

Mee – an dat ass dee ganz grousse „Mee" –: Mir kënnen dësem Projet trotzdeem net zoustëmmen. Net well d'Iddi schlecht wier, mee well d'Aart a Weis, wéi d'CSV/DP hei virgeet, de Sozialdialog alt nees futtiméc ht. An et ass keng Cactus-Kaart, wou der Punkte sammelt, wat Der Iech mat méi Gewerkschaften uleet!

D'CGFP huet am Mee, also viru fënnef Méint, d'Gesondheetsministesch per Bréif opgefuerdert, mat hir iwwert dëse Projet ze schwätzen. Bis haut ass dëse Bréif net emol beäntwert ginn. Dat ass e Schlag an d'Gesiicht vun de Sozialpartner! Mir kennen et jo net anescht vun dëser Regierung.

Méi nach: An der leschter Quadripartitt soll d'Ministesch souguer dem CGFP-President gesot hunn: „Mir stëmme fir d'éischt of, an duerno kënnt Dir Iech iwwerleeën, wéi Dir domat ëmgitt." Méi Arroganz geet net! Dat ass keen Dialog, dat ass en Diktat vun der CSV/DP!

An elo leeft eng Schlichtungsprozedur tëscht der CGFP an der Regierung, an trotzdeem soll haut ofgestëmmt ginn. Dir schaaft e Fait accompli. An Dir kënnt frou sinn, dass d'Oppositioun méi dialogbereet ass, well Dir hätt den Owend net emol genuch Deputéiert hei gehat, wann et hätt missen op de Quorum ukommen a mir net hei wären. Dir zerstéiert de Sozialdialog, ier Der en iwwerhaapt ugefaangen hutt. Dat ass kee Sozialdialog!

An Dir bréngt e grousse Problem: Dëse Projet schaaft en Établissement public an eng ëffentlech Ariichtung, déi no Privatrecht fonctionéiere soll, an d'Personal kritt e Privatstatutt. Dat hätt kee sech kënnen ausdenke virdrun! D'CGFP seet – a mat Recht! –, dass dat géint d'Gehälterofkommes vun 2002 verstéisst. Deemools gouf festgehal, dass d'Mataarbechter vun engem Établissement public de Statutt vum ëffentleche Recht kréien. Wat hei geschitt, ass geféierlech, net nëmme fir dëse Fall, mee fir d'Zukunft vun eiser Demokratie!

Mir sinn net domat averstanen, dass de Sozialdialog esou mat Féiss getreppelt gëtt. Mir kënnen net domat d'accord sinn, dass eng Schlichtung futtigemaach gëtt, ier se iwwerhaapt ugefaangen huet. Mir sinn net domat d'accord an dofir wäerte mir haut géint dëse Projet stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir sinn elo an enger ganz, ganz komescher Situatioun. Eigentlech hu mer hei e Projet virleien, deen eng vun deene grousse Léieren ass aus där grousser sanitärer Kris, déi mer haten, der Coronapandemie, déi eis eis strukturell Schwächten, besonnesch um Niveau vun der Logistik, virun Ae gefouert huet. An ech mengen, datt et am Fong ganz grouss Majoritéite géif ginn, déi den Inhalt vun deem heiten Text, vun där heiter Agence, matdroen an och an der Kommissioun an déi Richtung argumentéiert hunn.

An ech muss och soen, de Fait selwer, datt et en Établissement public ass, dee mer do schafen, dat heescht, datt et d'ëffentlech Hand ass, déi d'Tutelle iwwert déi Agence huet, an datt et net iergende belibege Privatacteur ass, ass e wichtegt Element vun deem Projet, en Element, dat een och nach a senger Philosophie ënnerstëtze kann, datt ee seet: „Et gëtt Dimensiounen, wou ee wierklech eng bestëmmt Flexibilitéit brauch, och wat d'Embauchen ugeet", notamment well d'Karriäre vun der Fonction publique awer och no uewe gedeckelt sinn. Mir hunn dat beim Laboratoire national de santé gesinn, dat och en Établissement public ass. An dat ass éischter eng gutt Initiativ gewiescht, well et och d'Méiglechkeet gëtt, Leit mat anere Profiller nach kënnen anzestellen.

Elo si mer awer an enger Situatioun, datt mir am Fong dovunner ausgaange sinn, datt de Sozialdialog awer eppes wier ..., datt d'Regierung aus deenen Erfarunge vun deene leschte Méint awer geléiert hätt. An duerfir ware mir och ganz erféiert, wéi mer en Dënschdeg de Moien dee Bréif vun der CGFP kruten, déi d'Reißleine gezunn hunn, nodeems se iwwert de formelle Bréifwee an iwwer informell Weeër, nämlech Gespréicher an der Quadripartitt, gesot hunn, datt si do awer onbedéngt Gespréichsbedarf géife gesinn.

Duerfir hu mer och alleguerten – oder d'Oppositiounsparteien – gefrot, datt dee Punkt vum Ordre du jour sollt erofgeholl ginn, fir de soziale Fridden ze garantéieren. An et hätt, mengen ech, kenger Regierung schlecht zu Gesiicht gestanen, wann een de Vott vun dësem Projet verluecht hätt, mengetweegen och op November oder Dezember. Dorunner, un deene Wochen, wier et awer definitiv net gescheitert, fir eng Praxis oprechtzehalen, déi, mengen ech, zu Lëtzebuerg an der Vergaangenheet awer ganz wichteg war.

Elo si mer an enger Situatioun, datt d'CGFP effektiv eng Schlichtungsprozedur ugefaangen huet. A mir hunn, wéi gesot, en am Fong wierklech sënnvollen, wierklech gudden, wierklech noutwendege Projet vun der CNAL, deen elo ënnert dem Damoklesschwäert vun enger Schlichtungsprozedur steet, e Vott, wou jiddwereen hei hallefhäerzeg amgaang ass, sech selwer d'Fro ze stellen, wéi en dann elo dozou Stellung soll huelen, well verschidde Saachen, verschidde Froen awer an där doter Dimensioun net gekläert sinn. An ech muss Iech soen, ech fannen dat eigentlech schued. Dee gudde Projet CNAL hätt méi verdéngt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Gesondheetsministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Jo, d'Covidpandemie ass schonn ugeschwat ginn. An der Covidpandemie hate mer d'Fédération des hôpitaux luxembourgeois, déi schonn esou Servicer mutualiséiert huet fir d'Spideeler, déi e Stock geréiert huet, déi relativ séier aktiv ginn ass, fir dee Stock auszeweiten.

Mee, meng Virriedner hunn et scho gesot, international Gremien, déi eis evaluéiert hunn, hu gesot: „Dat geet net duer." An duerfir baue mer déi Initiativ, déi d'Fédération des hôpitaux schonn hat, aus. Dat heescht, eng Aktivitéit, déi vun der Fédération des hôpitaux privat geréiert gouf, gëtt elo an en Établissement public iwwerfouert.

Ech ginn net méi op d'Lektioune vun der Pandemie an. Dat ass de long et large gemaach ginn. Just vläicht: D'Madamm Bernard huet gefrot, wou d'Loi santé publique ënnerwee wier. Mir si souwäit mat de Viraarbechte fäerdeg a ginn elo an d'Concertatioun mat der Direktioun vun der Santé an halen Iech natierlech um Lafenden, wéi séier dat elo wäert virugoen.

D'Aufgabe vun der CNAL si just graff ëmrass ginn. Ech wéilt awer do dann eng Kéier am Detail drop agoen. D'Haaptmissioune sinn eeben de strateegesche Stock vu Medikamenter, Vaccinen, medezinneschen Apparaten, Schutzmaterial inklusiv Géigemëttel fir spezifesch pediatresch Besoinen.

Mir sollen d'Spideelsakeef optimiséieren duerch zentraliséiert, transparent a professionell Marché-publics-Prozeduren, d'Logistik ofzesécheren, net autonom vun der CNAL, mee eventuell en sous-traitance – dat hu mer och an der Kommissioun diskutéiert –, d'Spidolsapdikt fonctionéieren dinn, d'Medikamenter aus dem Immunisé ierungsprogramm stockéieren an d'Ressourcë bündelen, fir och haaptsächlech Plaz an de Spideeler fräizekréien. An de Spideeler sinn de Moment enorm Volumen duerch Stockageunitéite besat.

De Perimeeter vun der CNAL ëmfaasst awer net nëmmen d'Spideeler, mee dozou kënnt nach de CGDIS, den LNS, den LIH an d'COPAS-Strukturen. An zousätzlech kann d'CNAL am Fall vun enger Pandemie och aner Acteure vum Gesondheetssystem beliwweren.

Et ass och schonn ugedeit ginn: Et ass net nëmmen e Plus fir d'Gestioun vun de Besoinen, mee et ass och e Plus fir d'Patienten an e Plus fir d'Gesondheetspersonal. Mir wäerte bis op d'Stäck Logistikaktivitéite maachen, wou dann Aktivitéite vum Gesondheetspersonal kënnen ëmgeluecht ginn op de Patient.

D'Organisatioun vun der Gouvernance an den etappeweisen Opbau sinn och am Detail ugeschwat ginn. Dat heescht, dat heiten ass elo e Start, eng éischt Etapp. An et ass net e reng logistesche Projet, mee eng strukturell Reform, déi eis Resilienz stäerkt, déi d'Effizienz vum Gesondheetssystem verbessert an et den Aide-soignanten erlaabt, sech erëm op hir Haaptmissioun ze konzentréieren: de Patient.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mat dësem Projet leeë mer e fundamentale Steen. Mir ginn eisem Gesondheetssystem e modernt, solidarescht an nohaltegt Instrument am Déngscht vun der ëffentlecher Gesondheet a vun der nationaler Sécherheet.

Op de Problem ugeschwat, datt d'CGFP elo Communiquéë gemaach huet, datt se net gehéiert ginn ass: Mir hunn den 10. Mäerz en Avis vun der Chambre des Fonctionnaires krut. Dat heiten ass e Projet, wou eng privat Aktivitéit – eng privat Aktivitéit – an en Établissement public iwwerfouert gëtt.

Den 10. Februar 2017 huet d'Regierung am Conseil Ligne-directricen ugeholl, fir esou Aktivitéiten an en Établissement public ze iwwerféieren. An deene

Ligne-directricë steet dran, datt déi Établissements publics alleguerte kënnen, jee no Besoin, de droit public oder de droit privé sinn. A wann et Aktivitéite wären, déi schonn an der ëffentlecher Hand waren, da muss jiddwereen, deen an deen Établissement public iwwerfouert gëtt, de Choix kréien, ob en a sengem Statutt bleift oder en anere Statutt unhëlt.

An dat ass hei geschitt: All déi Leit, déi bei der FHL geschafft hunn, déi wäerten elo an deem Statutt bleiwen, an deem se bei der FHL waren. A fir de Rescht ass et dem Verwaltungsrot vun deem neien Établissement public fräigestallt, de Leit Kontrakter ze offréieren, déi nom Droit privé gereegelt sinn, laut den Direktiven, déi eeben an deem Dokument vum 10. Februar 2017 an der Regierung ugeholl goufen.

Mir brauchen déi Struktur. Mir kënnen net op déi Struktur verzichten. A merci fir jiddwereen, deen deem Gesetzesprojet säi positiven Avis gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Et sinn eng Rei Froen do. Ech fänken u mam Här Goergen an dann d'Madamm Bernard.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Madamm Ministesch. Dir hutt dat vun der CGFP elo aus Ärer Siicht erkläert. Wäert Der da bereet, vu d'Situatioun, dass mer den Owend elo hei eng Pattsituatioun hunn – wann d'Oppositioun elo geschlosse geet, kritt Der Äert Gesetz net gestëmmt –, ...

(Brouhaha)

... wäert Der da bereet, mat der CGFP ze verhandelen, déi Zäit nach ze huelen? Oder wëllt Der elo einfach hei mam Hummer duerch?

Merci.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech mengen, dat ass eng Fro, déi d'Chamber muss klären. Ech hunn elo d'Positioun vun der Regierung erkläert. Ech hu meng Erklärungen zu deem Bréif, zu deem Communiqué ginn. A fir de Rescht ass den Dossier an der Hand vun der Chamber.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Madamm Bernard, Dir hutt och nach eng Fro ze stelle mat Parole après ministre. Voilà.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wollt d'Madamm Ministesch froen, en vue vum Bréif an och dem Communiqué, deen d'CGFP virun e puer Deeg gemaach huet, firwat se net d'Decisioun geholl huet, awer d'Gespréich mat der CGFP an enger esou ugespaanter Stëmmung ze sichen. Ech mengen, dass do awer eng Ouverture an en Dialog ubruecht gewiescht wieren, fir mat hinnen awer doriwwer ze schwätzen. An ech wollt froen, firwat dat net geschitt ass an ob se wëlles huet, dat elo duerno nach ze maachen. Mee am Fong wier virdrun awer elo definitiv de Moment gewiescht, wann net an deene leschte Méint, da spéitstens an deene leschte puer Deeg.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Also, ech verschléisse mech kengem Gespréich. Mee an deem heiten Dossier, hunn ech elo grad erkläert, ass et eng privat Aktivitéit, déi bei der FHL war, déi iwwerfouert gëtt an en Établissement public no Krittären, déi eng Regierung sech ginn huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

Da géinge mer zum Vott vun dem Projet de loi 8399 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8399[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8399 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 47 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmme bei 6 Abstentiounen. Domat ass dëse Projet de loi mat 47 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmme bei 6 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Zeimet), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy (par Mme Alexandra Schoos), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mme Francine Closener et M. Claude Haagen ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 18., 19. an 20. November virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.42 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Évolution des troubles alimentaires chez les jeunes au Luxembourg	2766	Nancy Arendt	78
Utilisation et préservation des bâtiments classés au Luxembourg	2767	Francine Closener, Georges Engel	79
Plateforme luxembourgeoise de financement immobilier « Reboost »	2801	Paulette Lenert	79
Évolution du marché du logement et du bâtiment	2812	Alexandra Schoos	80
Reconnaissance des diplômes et qualifications étrangers dans le secteur de la santé	2817	Sven Clement	80
Pensions payées à l'étranger	2821	Corinne Cahen, Carole Hartmann	81
Transfert de l'approbation des obligations israéliennes vers le Luxembourg	2822	Franz Fayot	81
Interdiction de dépassement sur la N12 entre l'Éimeschbaach et l'Antoniushaff	2823	Jeff Engelen	82
« Anne Beffort Excellence Programme »	2824	Tom Weidig	83
Disponibilité et prise en charge du médicament Leqembi pour le traitement de l'Alzheimer au Luxembourg	2825	Marc Spautz	83
Régime applicable à la société anonyme (SA) au Luxembourg	2826	Laurent Mosar	83
Refus de la Sorbonne d'accueillir des étudiants luxembourgeois en médecine	2827	Tom Weidig, Alexandra Schoos	84
Conséquences de l'arrêt américain sur les taxes et les accords commerciaux UE-USA	2828	Marc Spautz	85
Sanctions décidées par la Belgique à l'égard d'Israël et de responsables du Hamas	2829	David Wagner	85
Sécurité routière et accidents mortels sur la N15	2830	Sven Clement	86
Évolution des taux d'épargne des résidents au Luxembourg	2831	André Bauler	87
Infections à des bactéries EHEC	2833	Claude Haagen	87
Rave-party organisée dans l'Aude en France	2834	André Bauler	88
Application de la TVA sur les frais de port des colis en provenance de pays tiers	2835	Laurent Mosar	88
Hausse éventuelle des prix des médicaments américains	2837	Mars Di Bartolomeo	88
Déclaration d'impôts digitale	2838	André Bauler	89
Tusi et drogues festives au Luxembourg	2840	Tom Weidig	89
Pollution lumineuse	2841	André Bauler, Luc Emering	90
Présence de ministres et députés dans les lycées	2842	Fred Keup	90
Protection des données publiques face au Cloud Act américain	2843	Ben Polidori, Franz Fayot	91
Langue luxembourgeoise dans les fédérations sportives nationales	2845	Alexandra Schoos, Jeff Engelen, Fred Keup	92
Projet de règlement européen relatif aux activités spatiales (EU Space Act)	2846	Laurent Mosar	92
Accréditation des médias lors du déplacement récent en Moldavie et en Ukraine	2847	Sam Tanson	93
Organisation et suivi des rappels Covid-19	2848	Alexandra Schoos	93
Modalités d'utilisation du satellite d'observation LUXEOSys	2851	Marc Baum	94
Allocation de vie chère et Prime énergie	2852	Marc Baum	95
Retrait du projet de loi sur les sociétés de médecins	2853	Mars Di Bartolomeo	95
Nouvelle pilule contraceptive pour hommes	2854	Mars Di Bartolomeo	96
Succession à la présidence de la Caisse nationale de santé (CNS)	2857	Mars Di Bartolomeo	96
Dette publique luxembourgeoise	2858	André Bauler	96
Propagation des ragondins (nutrias) au Luxembourg	2859	Gusty Graas	96
Mise à disposition de capacités de communication par satellite	2863	Marc Goergen	97
Restrictions territoriales de l'offre	2865	Sven Clement	97
Nouveau plan gouvernemental de gestion de crise	2867	Carole Hartmann, Gusty Graas	97
Registre des titres de formation professionnelle	2871	Fred Keup, Tom Weidig	98
Rappel international des capteurs FreeStyle Libre	3290 urgente	Liz Braz	98

Évolution des troubles alimentaires chez les jeunes au Luxembourg | Question **2766** (12/08/2025) de **Mme Nancy Arendt** (CSV)

Rezent Statistiken aus Däitschland weisen, datt d'Zuel vu jonke Meedercher a jonke Fraen, déi wéinst enger Iessstéierung wéi Magersucht oder Bulimie stationär musse behandelt ginn, an de leschten 20 Joer däitlech geklommen ass. Dobäi ass net nëmmen d'Zuel eropgaangen, mee och den Undeel vun ëmmer méi jonke Patientinnen. Deen Trend kéint och fir Lëtzebuerg relevant sinn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Donnéeën huet de Gesondheetsministère iwwert d'Zuel vu Patientinnen a Patienten, déi an de leschten 20 Joer zu Lëtzebuerg stationär wéinst enger Iessstéierung behandelt goufen, opgeschlësselt no Alterskategorien a Geschlecht?

2. Huet de Ministère festgestallt, datt och hei am Land eng Tendenz gëtt, datt ëmmer méi jonk Patientinnen – besonnesch am Alter tëschent 10 a 17 Joer – betraff sinn?

3. Wéi vill Patiente ginn ambulant behandelt?

4. Wéi laang mussen d'Patienten am Duerchschnëtt waarden, bis se eng Therapieplaz kréien a wéi laang dauert esou eng Therapie?

5. Wéi vill Patiente musse fir eng Behandlung an d'Ausland geschéckt ginn?

6. Wat fir Präventiouns- a Sensibiliséierungsmoossname ginn aktuell ëmgesat, besonnesch fir jonk Leit, fir Iessstéierungen ze vermeiden oder fréi ze erkennen?

7. Ass geplangt, zousätzlech Mesuren ze huelen, fir dem Trend entgéintzewierken, falls en och zu Lëtzebuerg confirméiert gëtt?

Réponse (14/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. Déi follgend Statistike↑ bezéien sech op d'Unzuel un Assuréen, déi wéinst enger Iessstéierung[1] als Haaptdiagnos stationär an enger Klinick zu Lëtzebuerg behandelt goufen.

Bis 2016 gëtt dës Statistik op Basis vun den Deklaratioune vun de Spidolsopenthalter bei der Gesondheetskeess opgestallt. Ab 2017 ännert d'Source opgrond vun der Ëmsetzung vun der Documentation et classification des séjours hospitaliers (DCSH)[2]. Dowéinst huet d'IGSS vun 2017 bis 2019 keng exhaustiv Donnéeën an d'Joer 2020 enthält duerch d'Pandemie vum Covid-19 nëmmen Donnéeë vum zweete Semester 2020.

Iwwert déi gesamt Periode gekuckt, sinn et generell méi Frae wéi Männer (82,4 % an der Moyenne),

[1] Fir den Term „Iessstéierung" ze definéieren, goufen all d'Diagnosen aus der Kategorie „F50 – Iessstéierungen" aus der internationaler WHO-Klassifikatioun (ICD-10-CM) consideréiert.

[2] Documentation et classification des séjours hospitaliers (DCSH) – Portail Santé – Luxembourg↑

an dovu virun allem jonk Fraen ënner 18 Joer, déi stationär wéinst enger Iessstéierung an engem Spidol zu Lëtzebuerg behandelt goufen. Déi lescht 4 Joer weisen, dass den Undeel un Assuréen ënner 18 Joer geklomm ass (76,7 % am Joer 2024, géint 56,3 % am Joer 2016). Allerdéngs muss een hei mat de Conclusioune virsichteg sinn, vu dass déi méi rezent Donnéeën aus enger anerer Source stamen, wéi déi méi al Zuelen an net direkt vergläichbar sinn.

ad 3. Et ass net méiglech fiabel Zuelen am Kader vun ambulante Behandlungen ze ginn, well keng Korrelatioun méiglech ass tëschent den Assuréen, déi eng Iessstéierung hunn an den Traitementer, déi se an deem Kontext an Usproch geholl hunn.

ad 4. D'Prise en charge vun dëse Patiente baséiert am Allgemengen op engem multidisziplinären Usaz, dee souwuel déi somatesch medezinnesch, ewéi och déi psychiatresch an déi ernärungsbezunnen Dimensioun ëmfaasst.

D'therapeutesch Moossnamen enthalen ënner anerem: ambulante Suivi, Dagesklinick (Hospitalisation de jour) an – jee no Situatioun – stationär Hospitalisatiounen, besonnesch am Fall vu schwéiere Komplikatiounen.

D'Dauer vum Traitement variéiert jee no Schwieregkeetsgrad an der individueller Entwécklung vum Patient – a ka vu puer Woche bis hin zu e puer Joer goen.

Wat d'Delaien ugeet, fir eng Plaz an enger Therapie ze kréien (wann néideg), esou hänken dës vum klinesche Kontext an dem Drénglechkeetsgrad vun der Situatioun of.

ad 5. Evolutioun vun der Unzuel un Autorisatiounen am Kader vun enger Behandlung vun enger Iessstéierung am Ausland an der Unzuel un Assuréen, déi esou eng Autorisatioun accordéiert kruten, tëscht 2022 an 2024.

Am Joer 2023 kruten 20 Assuréen een Accord vun der Gesondheetskeess (Formular S2 – Demande d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger oder Directive soins transfrontaliers), fir sech wéinst enger Iessstéierung am Ausland behandelen ze loossen.

Een accordéierten S2 heescht net automatesch, dass den Assuré och Gebrauch vun dësem gemaach huet.

ad 6. Präventiouns- a Sensibiliséierungsmoossnamen am Beräich vun enger equilibréierter Ernierung ginn op verschiddenen Niveauen ëmgesat.

D'Schoulmedezinn zu Lëtzebuerg schafft am Kader vun enger ganzheetlecher Approche fir Gesondheetsfërderung enk mam Educatiounsministère zesummen. Den nationale Programm Gesond iessen – Méi beweegen (GIMB – Plang 2018–2025) huet d'Grondlag gi fir Aktiounen zugonschte vun enger gesonder Ernierung a reegelméisseger Beweegung. Heidrënner konkreet Aktiounen:

– Schoulatelieren iwwert gesond Ernierung,
– Formatioune fir Erzéiungs- a Gesondheetspersonal,
– Zesummenaarbecht mat Schoulkantinnen.

D'Ligue médico-sociale bitt och Atelieren un, ugepasst un de Cycle (Alter), z. B.:

– Interaktiv Entdeckung vun der Liewensmëttelpyramid,
– Léiere vu gesonde Moolzechten,
– Liese vu Liewensmëttel-Etiketten.

Verschidde Gemengen organiséieren och zertifizéiert Aktiounen, fir gesond Ernierung a kierperlech Aktivitéit ze fërderen, ewéi zum Beispill de Projet Moving Kids vun der Stad Lëtzebuerg.

ad 7. Eng Sensibiliséierungscampagne iwwer Verhalensstéierungen am Zesummenhang mam Iesse gëtt aktuell entwéckelt. Si huet als Zil, d'Allgemengheet besser iwwer dës Stéierungen ze informéieren an d'Opmierksamkeet op dëst Theema ze schäerfen.

Utilisation et préservation des bâtiments classés au Luxembourg | Question **2767** (12/08/2025) de **Mme Francine Closener** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Gebaier, déi eng héich geschichtlech, architektonesch oder kulturell Valeur hunn, an där hiren Erhalt am ëffentlechen Intressi ass, kënnen duerch e Klassement als nationaalt Kulturierwe geschützt ginn.

2023 waren zu Lëtzebuerg 1.066 Gebaier a Géigestänn als Patrimoine culturel national klasséiert, woubäi déi grouss Majoritéit vun den Objeten zu der Kategorie vum Patrimoine rural et urbain ka gezielt ginn, gefollegt vum Patrimoine religieux.

Niewent de Privatleit, déi geschützte Gebaier an hirem Besëtz hunn, si virun allem d'Gemengen an de Staat fir d'Valoriséiere vun hirem Patrimoine zoustänneg.

Leider muss een awer ëmmer méi oft feststellen, dass klasséiert Gebaier eidel stinn oder net méi genotzt ginn – wéi z. B. dat aalt Paschtoueschhaus zu Boufer, dat zënter 25 Joer onbenotzt an net renovéiert ass, an ëmmer méi verfält.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gebaier sinn aktuell als Patrimoine culturel national geschützt?

2. Wéi vill vun dëse Gebaier si jeeweils an der Hand vum Staat, de Gemengen a Privatpersounen?

3. Wéi vill vun de Gebaier, déi an der Hand vum Staat oder de Gemenge sinn, kënnen aktuell fir Wunnzwecker genotzt ginn? Wéi vill vun dëse Gebaier kënnen aktuell fir kulturell oder gesellschaftlech Zwecker genotzt ginn? Wéi vill vun dëse Gebaier stinn aktuell eidel a sinn och net fir bestëmmten Evenementer oder Visitten op?

4. Wéi vill vun de Gebaier, déi aktuell net genotzt ginn, kéinte fir Wunnzwecker genotzt ginn no enger entspriechender Renovatioun? Wéi vill kéinten der fir kulturell oder gesellschaftlech Zwecker genotzt ginn no enger entspriechender Renovatioun? Wat ass mat deenen anere Gebaier?

5. Wéi eng Strategie verfollegt d'Regierung, fir gemeinsam mat de Gemengen e Leerstand respektiv eng Netverwendung vu geschütztem Patrimoine ze vermeiden?

6. Wat ass der Regierung hire Projet fir dat scho genannte Paschtoueschhaus zu Boufer?

Réponse (13/10/2025) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Aktuell sinn 1.699 Gebaier offiziell als Patrimoine culturel national klasséiert. Dobäi kommen nach 923 Gebaier, déi am Inventaire supplémentaire agedroe sinn. Zesumme schwätze mir also vun 2.622 Gebaier, déi aktuell ënner Denkmalschutz stinn.

ad 2. Den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA féiert kee Regëster iwwert d'Proprietéitsverhältnisser vun de geschützte Gebaier. Bekannt ass awer, datt de gréissten Deel vun dëse Gebaier a Privatbesëtz ass.

Op nationalem Niveau gëtt et aktuell nach kee sou e Regëster, mee e Projet de loi an där Hisiicht ass um Instanzewee.

De Fonds du logement huet a sengem Parc locatif, verschidde Gebaier, déi geschützt sinn. Dës si rehabilitéiert an ëmgewandelt ginn, fir Wunnengen ze schafen. Verschidde vun dëse Gebaier sinn am Quartier vum Grond an der Staat Lëtzebuerg, den „Haff Bredimus" zu Hunchereng oder och nach den „Nelson Haff" zu Colmer-Bierg.

Verschidden aner Gebaier sinn nach amgaange rehabilitéiert ze ginn, esou zum Beispill de Bauerenhaff Heinen zu Syr, d'Schlass vun Eesebuer oder nach verschidden aner emblematesch Gebaier vum Projet „Neischmelz" zu Diddeleng, wéi de Laminoir, d'Stolwierk an dat rout Haus – Constructioune vun héijer Komplexitéit, déi fir verschidden Destinatioune gebraucht kënne ginn (tertiär, Wunnengen asw.).

ad 3. Mat Ausnam vun den emblematesche Gebaier vum Projet „Neischmelz" an dem Bauerenhaff Heinen zu Syr, fir deen déi final Destinatioun nach ze bestätege gëtt, sinn all Gebaier fir Wunnzwecker oder e mixte Gebrauch virgesinn. All déi verschidde geschützte Gebaier, déi rehabilitéiert an ëmgewandelt goufen, si besat.

ad 4. Mat Ausnam vun den emblematesche Gebaier vum Projet „Neischmelz" an dem Bauerenhaff Heinen zu Syr, fir deen déi final Destinatioun nach ze bestätege gëtt, sinn all Gebaier, déi ënnert dem Patrimoine culturel national klasséiert sinn an déi dem Fonds du logement gehéieren an déi renovéiert an/oder rehabilitéiert gi sinn, fir Wunnzwecker oder mixte Gebrauch.

ad 5. Fir e Leerstand oder eng Netverwendung vu geschütztem Patrimoine ze vermeiden, kënnen d'Proprietäre vun esou Gebaier sech vum Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) berode loossen, an och vun de Subventioune vum INPA profitéieren. Esou gëtt eng substanziell Ënnerstëtzung gebueden, fir d'Revalorisatioun an d'Notzung vu klasséierten oder am Inventaire supplémentaire agedroe Gebaier ze erméiglechen.

ad 6. Wat d'Paschtoueschhaus zu Boufer ugeet, ass d'Regierung amgaange mat de Proprietären auszetauschen, fir eng gemeinsam Léisung ze fannen.

Plateforme luxembourgeoise de financement immobilier « Reboost » | Question **2801** (21/08/2025) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Dans un article de presse, il a récemment été fait état du développement de la plateforme luxembourgeoise de financement immobilier « Reboost », qui a clôturé le financement de son deuxième projet en levant près de deux millions d'euros auprès d'investisseurs privés. Cette plateforme permet une participation précoce à des projets immobiliers, y compris pour des particuliers à partir de 1.000 euros, et entend compléter les financements bancaires traditionnels en réduisant la dépendance aux préventes de logements. Il a également été indiqué que la structure de Reboost est compatible avec Prolog, l'initiative lancée par plusieurs établissements bancaires et la SNCI en vue de dynamiser la construction résidentielle.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Quelle appréciation le Gouvernement porte-t-il sur le développement de plateformes de microfinancement immobilier telles que Reboost au Luxembourg ?

2) Le Gouvernement considère-t-il ces initiatives comme un outil complémentaire et durable pour soutenir la construction de logements, notamment dans le segment résidentiel ?

3) Existe-t-il des analyses officielles relatives aux opportunités et aux risques associés à ce type de modèle, tant pour les promoteurs que pour les investisseurs particuliers ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de définir un cadre spécifique afin de favoriser la transparence et la sécurité dans ces nouvelles formes de financement participatif immobilier ?

Réponse (13/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) et 2) Le Gouvernement ne prend pas position sur une offre d'investissement particulière de nature privée.

De manière générale, toute initiative dans la limite des possibilités offertes par la loi visant à soutenir la construction de logements au Luxembourg peut avoir un effet positif sur celle-ci.

ad 3) Le Gouvernement n'a pas connaissance d'une telle analyse.

ad 4) Le Gouvernement tient à rappeler que l'appel à l'épargne du public est encadré par la loi au niveau européen et national. La CSSF est l'autorité compétente au Luxembourg pour veiller au respect des obligations légales et réglementaires en la matière.

Évolution du marché du logement et du bâtiment | Question **2812** (27/08/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den 18. August sot de Paul Nathan, Vizepresident vun der Handwierkerkummer op der Antenn vun RTL aus, datt 2024 ronn 4.600 Aarbechtsplazen am Bau verschwonne wieren, well d'Entreprisen d'Leit net méi beschäftege konnten. Duerch d'Erfarungen aus dem Horeca-Beräich wärend der Covidkris wësse mir, datt et ka ganz schwiereg ginn, Plazen, déi an engem Secteur ofgebaut ginn, spéider nei ze besetzen, wann d'Situatioun sech nees bessert. Am Bausecteur kënnt nach dobäi, datt mir hei ganz staark op auslännesch Mataarbechter ugewise sinn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Logementsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Notairesakte si vun 2020 bis 2024 fir de Verkaf vu bestoende Logementer ënnerschriwwe ginn? Verfüügt d'Regierung schonn iwwert entspriechend Zuele fir déi éischt Hallschent 2025?

2. Wéi vill Notairesakte si vun 2020 bis 2024 am VEFA-Beräich ënnerschriwwe ginn? Verfüügt d'Regierung schonn iwwert entspriechend Zuele fir déi éischt Hallschent 2025?

3. Wéi vill Baugeneemegunge sinn 2020 bis 2024 jeeweils vu Privatleit fir den Eegebedarf respektiv fir ze investéieren, a wéi vill vu Betriber gestallt ginn? Wéi vill goufen der allkéiers accordéiert? Verfüügt d'Regierung schonn iwwert entspriechend Zuele fir déi éischt Hallschent 2025?

4. Wéi vill Leit schaffen aktuell nach insgesamt am Bausecteur, verdeelt op wéi vill Betriber? Kann d'Regierung d'Zuel vun de Faillitten, souwéi den Neigrënnunge vun de Betriber am Bausecteur wärend de Joren 2020–2024 presentéieren a jeeweils no Kleng-, Mëttel a Groussbetriber differenzéieren? Verfüügt d'Regierung schonn iwwert entspriechend Zuele fir déi éischt Hallschent 2025?

Réponse (13/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. an 2. Tëscht 2020 an 2024 goufe 76.794 Notairesakte fir Immobilie bei der Enregistrementsverwaltung enregistréiert. Dovunner sinn am Ganzen 32.529 Notairesakte fir de Verkaf vu bestoende Logementer an 11.276 Notairesakten am VEFA-Beräich enregistréiert ginn.

An der éischter Hallschent vum Joer 2025 waren et 7.366 Notairesakte fir Immobilien, 4.193 Notairesakte bei bestoende Logementer a 757 am VEFA-Beräich, déi enregistréiert goufen. Ee Plus vun 112,6 % fir VEFA-Verkeef déi éischt 6 Méint 2025 am Verglach zu den éischte 6 Méint 2024 (356).

D'Zuel vun den Notairesakten op déi eenzel Jore verdeelt präsentéiert sech follgendermoossen: ↑

ad 3. Am Tableau ↑ heidrënner sinn d'Zuele vum Statec zu de Baugeneemegungen, déi all Joer accordéiert goufen. Et ass net vum Statec gewousst wéi vill Baugeneemegungen ugefrot goufen an et ass och keng Differenzéierung tëschent Privatleit a Betriber méiglech. Et sief drop higewisen, datt net ëmmer aus all Baugeneemegung eng Constructioun gëtt.

ad 4. Déi 4 Tableauen ↑ heidrënner berouen op Donnéeë vum Statec a bezéien sech op d'Betriber aus der Sektioun F „Construction" vum NACE-Code.

Et sief drop higewisen, datt d'Unzuel vu Salariéë vun engem Betrib bei der Grënnung vum Betrib generell ganz geréng ass.

Wat d'Ausstelle vun Handelsermächtegunge vum Wirtschaftsministère fir d'Constructioun – also vun Autorisations d'établissement an der Rubrick „Métiers de la construction et de l'habitat" – ugeet, ass am Tableau ↑ heidrënner duergestallt wéi vill Autorisatiounen ausgestallt goufen. Et ass ze bemierken datt eng Entreprise ka méi Autorisatiounen hunn, dofir ass och duergestallt wéi vill Entreprisen op d'mannst eng Autorisatioun kruten.

Reconnaissance des diplômes et qualifications étrangers dans le secteur de la santé | Question **2817** (28/08/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An deene leschte Joren hunn ech e puermol parlamentaresch Froen iwwert d'Unerkennungsproblemer vun auslännesche Beruffsqualifikatioune gestallt. A menger Fro N° 2072 vum 11. Mäerz 2025 iwwert d'Unerkennung vu Beruffsqualifikatiounen aus Drëttlänner am Gesondheetsberäich hunn d'Ministerinne fir Fuerschung a Gesondheet geäntwert, dass Lëtzebuerg e „grousse Schrëtt méi wäit" geet wéi d'EU-Direktiv, andeems et d'Unerkennung vun Drëttstaatlerqualifikatioune „quasi identesch mat deenen aus EU-Länner handhaabt". Dëst war e Fortschrëtt par rapport zur Äntwert vun der Ministesch fir Gesondheet an hirer Äntwert op meng Fro N° 7328 vum 6. Dezember 2022 iwwert d'Delaie vum Traitement vun Autorisatiounen, wou si confirméiert, datt séier Prozeduren net ëmmer garantéiert sinn. A menger Fro N° 8056 vum 2. Juni 2023 iwwert d'Unerkennung vun auslänneschen Héichschouldiplomer huet de Minister Claude Meisch preziséiert, dass den Taux de refus tëschent 5,3 % a 6,2 % pro Joer läit, mee d'Krittäre fir dës Entscheedunge bloufen intransparent.

Elo weist een neie Fall, deen an der Press publick gouf, datt d'Unerkennungsprozeduren nach ëmmer net kohärent applizéiert ginn. Eng Pharmacienne-biologiste, déi aacht Joer laang an engem vun de gréisste Spideeler zu Paräis geschafft huet, krut hir Autorisatioun ze schaffe refuséiert, well hir éischt Ausbildung an Nordafrika net unerkannt gouf, och wann si hir Spezialisatioun zu Paräis gemaach huet. Dëst obwuel aner Professioneller an der selwechter oder enger änlecher Situatioun hir Autorisatioune kritt hunn. D'betreffend Persoun huet souguer gemellt, datt si d'Informatioun iwwer hire Refus „en échangeant avec quelqu'un qui connaît une personne au Ministère de la Santé" gewuer gouf, wat op Intransparenz an der Kommunikatioun weist.

Dëst weist, datt meng fréier Froen nach ëmmer net adequat adresséiert goufen. Grad an Zäiten, wou Lëtzebuerg ënnert Personalmangel am Gesondheetsberäich leit a gläichzäiteg Talenter aus dem Ausland ulackele wëll, sinn dës Inkohärenzen a Praktike problematesch an diskriminéierend. D'Integritéit an d'Transparenz vum Unerkennungsprozess stinn um Spill, wa gläich qualifizéiert Professioneller verschidde Behandlunge kréien. Trotzdeem datt d'Ministeren an hire fréieren Äntwerten d'Egalitéit vum Traitement betounen, weist dëse Fall, dass d'Realitéit nach ëmmer net den Uspréch entsprécht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet, fir Héichschoul a Fuerschung a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir Autorisatiounen, fir am Gesondheetsberäich ze schaffen, ginn all Joer refuséiert an aus wéi enge Grënn? Wat ass d'Opdeelung tëschent EU- an Net-EU-Diplomer? Wéi vill Demandë ginn alljoers agereecht?

2. Gëtt et intern Richtlinnen oder Krittären, déi festleeën, wéi ee bestëmmt, ob zwee änlech Fäll ënnerschiddlech behandelt gi sollen? Wéi gëtt d'Kohärenz an den Decisioune garantéiert?

3. Wéi kann de Ministère garantéieren, dass all Demandeure mat änleche Profiller gläich behandelt ginn, onofhängeg vu Geschlecht, Nationalitéit oder Ursprong vun der Formatioun?

4. Wéi eng Mesurë sinn a Plaz fir ze verhënneren, dass d'Decisiounen individuell geholl ginn, wéi et an der Press beschriwwe gouf?

5. Plangt de Ministère, d'Transparenz ze erhéijen, andeems en eng ëffentlech Lëscht vun unerkannten Héichschoulen a Programmer publizéiert souwéi déi konkreet Krittären, déi bei der Evaluatioun applizéiert ginn?

6. Wéi eng Informatioune kritt een Demandeur, wann seng Demande refuséiert gëtt? Gëtt et eng detailléiert Begrënnung mat konkreete Schrëtt, déi hien/si ka maachen, fir d'Situatioun ze verbesseren?

7. Wéi vill Leit mat Gesondheetsdiplomer aus Net-EU-Länner sinn aktuell bei der ADEM ageschriwwen, well si net kënnen hir Qualifikatiounen unerkenne loossen?

Réponse (03/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet verfüügt net iwwert d'Zuelen, wéi vill Demandë fir Autorisatiounen, fir am Gesondheetsberäich ze schaffen, all Joer refuséiert ginn.

Hei ënnendrënner sinn awer d'Zuelen, wéi vill dëser Demanden autoriséiert goufen, opgeschlësselt op EU- an Net-EU-Diplomer: ↑

ad 2. Virop sief gesot, datt all Land seng eege Konditioune fir den Zougang zu Gesondheetsberuffer festleet. Zu Lëtzebuerg ënnerläit d'Ausübe vum Beruff vum Apdikter enger Autorisatioun, déi op Basis vun nationalen an europäesche gesetzleche Krittären ausgestallt gëtt.

Och am Fall vun enger Beruffserfarung an engem anere Land muss de Ministère iwwerpréiwen, ob d'Ausbildung an d'Qualifikatiounen, souwéi all Unerkennungszertifikater am Fall vun engem Diplom, de gesetzleche Viraussetzungen, déi zu Lëtzebuerg gëllen, entspriechen.

All Demande fir eng Autorisatioun fir ze praktizéieren, déi op Basis vun engem komplette Dossier ugefrot gëtt, gëtt op Basis vun eenheetleche Krittären aviséiert a gegeebenefalls ausgestallt. Wann en Demandeur eng Demande virleet op Basis vun engem Diplom, deen an engem Drëttstaat ausgestallt gouf, brauch den Demandeur eng Reconnaissance préalable vu sengem Diplom, déi vun engem aneren EU-Land ausgestallt gouf. Fir de spezifesche Fall vum Apdikter muss dës Reconnaissance viraussetzen, datt den Demandeur an deem Land, dat him d'Reconnaissance ausgestallt huet, och d'Recht géif kréien, fir säi Beruff auszeüben, sou wéi d'Annex V vun der Direktiv 2005/36/CE dat virgesäit, an datt déi Persoun de Beruff vum Apdikter am Aklang mat de Konditiounen a Krittären, déi den Artikel 44 vum ofgeännerte Gesetz vum 28. Oktober 2016 (Loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles – directive 2005/36/CE) virgesäit, ausübe kann.

ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro 2 detailléiert, gëtt all Dossier individuell op Basis vun objektive gesetzleche Formatiouns- an Honorabilitéitskrittären aviséiert. Soulaang eng Reconnaissance préalable aus engem aneren EU-Land virläit an déi uewe genannte Krittären erfëllt sinn, kann den Dossier aviséiert ginn.

Méiglech Ënnerscheeder an der Veraarbechtung kënnen duerch Elementer entstoen, déi spezifesch zu all Ufro sinn, wéi zum Beispill d'Qualifikatiounen, d'Dokumenter, déi virgeluecht goufen, oder d'administrativ Situatioun vum Demandeur.

ad 4. Hei gëtt op d'Äntwert vun der Fro 2 verwisen.

ad 5. De Fuerschungs- an Héichschoulministère huet eng Rei Publikatiounen an Informatiounsbroschüren erausginn[3], déi dozou bestëmmt sinn, Studentinnen a Studenten, déi sech fir en Héichschoulstudium am Beräich vun de Gesondheets- a Medezinnsberuffer interesséieren, eng Orientatioun ze bidden.

An dësen Dokumenter ginn, fir déi heefegst Studielänner, déi weesentlech Informatiounen iwwert d'Unerkennung vun Diplomer zesummegefaasst, déi herno fir den Accès zu de jeeweilege Beruffer relevant sinn.

D'Donnéeë baséieren dobäi net nëmmen op de gëllende gesetzleche Bestëmmungen am jeeweilege Beruff, mee och op den Erfarungen, déi de Ministère am Kader vun der professioneller Unerkennung vun Diplomer aus deene betraffene Länner gemaach huet.

Op dës Manéier soll de Studentinnen a Studenten eng méiglechst prezis an ëmfaassend Informatioun iwwert d'Studienofferen an d'Beruffsperspektiven zur Verfügung gestallt ginn.

ad 6. Wa bei enger Demande Pièceë feelen, trëtt de Ministère an der Reegel an enger éischter Phas a Kontakt mam Demandeur fir nozefroen, ob déi néideg Pièceën nogeliwwert kënne ginn. Falls dëst net de Fall ass an den Demandeur déi gesetzlech erfuerdert Pièceën net noreeche kann, kritt hien e Refus vu senger Demande ausgestallt. Dëse Refus detailléiert och de Grond, firwat d'Autorisatioun fir ze praktizéieren net ausgestallt ka ginn.

[3] https://mengstudien.public.lu/de/etudes-metiers/medecine-professions-sante.html

Doriwwer eraus gëtt bei all Refus den Demandeur och iwwert déi verschidde Recoursméiglechkeeten informéiert a ka gegeebenefalls Recours géint d'Decisioun, déi him zougestallt gouf, maachen.

ad 7. Op de 5. September 2025 waren 141 Persoune bei der ADEM ageschriwwen, déi en Diplom aus engem Net-EU-Land fir ee vun de reglementéierte Gesondheetsberuffer hunn an awer keng Autorisatioun fir ze praktizéieren opweise kënnen. D'Opdeelung no Beruff ass follgend: ↑

Hei handelt et sech ëm Persounen, déi de Qualifikatiounsniveau hunn, deen an deem Beruff virausgesat gëtt. Dobäi kommen nach ca. 50 Persounen, déi e Gesondheetsdiplom hunn, mee net den néidege Qualifikatiounsniveau, oder déi säit längerer Zäit (iwwert 10 Joer) net méi an deem Beräich aktiv sinn.

D'Opdeelung vun den 141 Persounen nom Land vum Gesondheetsdiplom ass follgend: ↑

Pensions payées à l'étranger | Question **2821** (01/09/2025) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Zu Lëtzebuerg schaffe vill Leit aus der ganzer Welt. No hirem Pensiounsuntrëtt decidéieren der vill vun hinne Lëtzebuerg nees ze verloossen, fir zeréck an hiert Heemechtsland ze goen. Dat féiert dozou, dass en Deel vun de Pensiounsleeschtungen an d'Ausland transferéiert gëtt.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Pensioune sinn insgesamt iwwer déi lescht 10 Joer pro Joer ausbezuelt ginn? Wéi vill dovunner goufen an d'Ausland ausbezuelt?

2. Kann et virkommen, dass d'Keess keen Acte de décès aus dem Ausland kritt an da weiderbezilt? Muss déi Zomm integral rembourséiert ginn, wann dat erausfonnt gëtt?

3. Wéi kontrolléiert d'Pensiounskeess, dass d'Leit, déi eng Pensioun ausbezuelt kréien an net zu Lëtzebuerg sinn, nach liewen? Gëtt et Kontrollmechanismen am Fall vun engem Doudesfall? Wat ass d'Prozedur an esou enger Situatioun?

4. A wéi ville Fäll hunn an de leschten 10 Joer Sue misse rembourséiert ginn an dësem Kontext? Ëm wéi eng Zomm handelt et sech?

5. Wéi vill vun de Pensiounsempfänger, déi am Ausland liewen, kréien hir Pensioun op ee lëtzebuergesche Bankkonto iwwerwisen? Wat bedeit dat fir eventuell Kontrollmechanismen am Fall vun engem Doudesfall?

Réponse (26/09/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Dezember 2015 sinn 167.367 Pensioune vum Régime général d'assurance pension vun der Pensiounskeess (CNAP) ausbezuelt ginn, géint 229.906 Pensiounen am Dezember 2024. Am Joer 2015 si 46,2 % Pensioune vum Régime général d'assurance pension un d'Beneficiairen, déi am Ausland wunnen, gaangen, an dës Part ass iwwert déi analyséiert Period an d'Luucht gaangen a läit am Dezember 2024 bei 51,6 %.

Dës Zuele beinhalte souwuel d'Alterspensioun, d'Invalidepensioun wéi och d'Hannerbliwwenepensioun. ↑

ad 2. an 3. Beim Bezuele vu Pensiounen an d'Ausland verschéckt d'Pensiounskeess all Joer e Certificat de vie, deen de Pensionär am Ausland op senger Gemeng validéiere léisst. Mam Renvoi vun deem Certificat bestätegt de Pensionär, datt hien nach lieft, an dëst op der Adress, déi der CNAP bekannt ass. Gegeebenefalls bestätegt hien och seng nei Adress – Pièces à l'appui – oder datt hien net nach nieft senger virzäiteger Alterspensioun am Ausland schafft.

Am Doudesfall vun engem Pensionär kritt d'Pensiounskeess generell een Acte de décès geschéckt. Aus dem Ausland kann dësen Envoi duerch déi Hannerbliwwen oder d'Noriicht vum Doud iwwert déi auslännesch Pensiounskeess méi laang dauere wéi hei am Land.

D'Pensioun, déi virausbezuelt gëtt, ass geschëllt bis zum Enn vum Mount, an deem de Beneficiaire gestuerwen ass. All Liquidatioun vu Pensioun, déi nach nom Doud erfollegt ass, muss also rembourséiert ginn.

Mat den Nopeschlänner huet d'CNAP doriwwer eraus ee sougenannte „Sterbedaten-Austausch". Mat deene Länner kënnt et monatlech zu engem Echange vun Donnéeë vu Pensionären, déi nach liewen, éier d'Pensioun dee Mount ausbezuelt gëtt. Des Weideren ass ee monatleche Suivi vun de Beneficiairen, a soumat ee Gläichschalte mat den Donnéeë vun der auslännescher Pensiounskeess, déi méi een noe Kontakt mam Beneficiaire huet, méiglech.

Fir Pensionären, déi aus iergendengem Grond net elektronesch ofgefrot konnte ginn, wéi och fir Pensionären aus Länner. mat deene keen esou een Echange besteet, ass de Renvoi vum Certificat de vie déi gängeg Virgoensweis fir international Paiementer vu Pensiounen.

ad 4. Et ass der CNAP net méiglech, an esou Fäll nodréiglech erauszefannen, wéi eng Montanten am Laf vun der Zäit an dësem Kontext rembourséiert goufen.

D'Restitutioun vun de jeeweilege Montante gëtt gemenkerhand vun de Banken, dem Conjoint oder de Kanner vum Verstuerwene getätegt. Eventuell muss d'CNAP een Trop-payé bei enger Hannerbliwwene-Pensioun recouvréieren. An aner Fäll freet d'CNAP Donnéeë vun der Successioun am Ausland un a went sech un d'Ierwen. Eventuell kann och bei der Liquidatioun vun der Successioun, zum Beispill duerch een Notaire, de jeeweilege Montant rembourséiert ginn.

Ab dem Hierscht 2023 huet d'CNAP eng separat Cellule Recouvrement en place gesat, fir zentraliséiert de Recouvrement vun ze vill bezuelte Pensiounen ze tätegen an den néidege spezialiséierten an internationalen Knowhow opzebauen. An dëser Matière dréit dëst zu enger kontinuéierlecher Verbesserung vun der Qualitéit vun der Aarbecht bäi.

Follgenden Tableau ↑ zeechent d'Dechargen op, déi d'CNAP iwwert déi lescht 10 Joer huet missen accordéieren. Et handelt sech hei ëm Montanten, déi d'CNAP net méi beim Pensionär oder sengen eventuellen Ierwe recuperéiere konnt.

ad 5. Vun de ronn 121.220 Pensionären am Ausland (54 % vun all de Beneficiairen), hu ronn 22.400 ee Lëtzebuerger Bankkonto (Stand: August 2025 – Liquidatioun vun de Pensiounen). D'Kontrollmechanisme fir dës Beneficiairë sinn déi selwecht wéi fir Beneficiairë mat auslännesche Bankkontoen.

Transfert de l'approbation des obligations israéliennes vers le Luxembourg | Question **2822** (02/09/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Selon un article de presse récent, l'État d'Israël a transféré la compétence pour l'approbation de ses prospectus obligataires de la Banque centrale

d'Irlande vers les autorités compétentes au Luxembourg. La documentation relative aux émissions obligataires israéliennes est désormais validée dans le cadre du droit européen par l'autorité compétente du Grand-Duché de Luxembourg. Cette décision intervient après de fortes pressions politiques et publiques exercées en Irlande afin que la Banque centrale cesse d'autoriser ces prospectus.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il le fait que les émissions obligataires israéliennes soient désormais autorisées et émises via le Luxembourg, et salue-t-il ce développement dans le contexte géopolitique actuel marqué par le conflit au Proche-Orient ?

2) Comment le Gouvernement évalue-t-il les implications financières, diplomatiques et politiques de cette décision pour le Luxembourg ?

3) Quelle est la position du Gouvernement quant à la compatibilité de ces émissions avec la Convention européenne des droits de l'homme, le Règlement Prospectus 2017/1129 et d'autres normes de droit international régissant les droits de l'homme et le droit humanitaire, ainsi qu'avec les différents avis de la Cour de justice internationale concernant l'occupation illégale de Jérusalem Est et de la Cisjordanie par l'État d'Israël ?

Réponse (14/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter les décisions prises par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) en toute indépendance et autonomie conformément à sa loi organique et aux normes européennes définies par les autorités de surveillance européennes et aux standards internationaux (IOSCO, Comité de Bâle) applicables en la matière.

Le droit international régissant les droits de l'homme et le droit international humanitaire sont des normes qui s'appliquent en toute circonstance au Luxembourg en tant qu'État partie à toutes les conventions pertinentes en la matière.

En ce qui concerne le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé et plus particulièrement l'article 20, paragraphe 8, relatif à l'examen et l'approbation d'un prospectus, ce dernier prévoit la possibilité d'une délégation de l'approbation d'un prospectus de l'autorité compétente de l'État membre d'origine à une autorité compétente d'un autre État membre. Cette délégation a été acceptée par la CSSF pour les émissions obligataires israéliennes décrites dans le prospectus en question conformément aux règles prévues par le règlement précité.

Interdiction de dépassement sur la N12 entre l'Éimeschbaach et l'Antoniushaff | Question **2823** (02/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Per „règlement ministériel" vum 13. August 2025 huet d'Madamm Mobilitéitsminister „en raison de la sécurité routière au vu de l'intersection avec le CR373" en Iwwerhuelverbuet tëscht der Éimeschbaach an dem Antoniushaff decidéiert. Eis ass zu Ouere komm, datt vill Leit dës Decisioun net novollzéie kënnen.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsminister:

1. Wéi eng konkreet Sécherheetsproblemer goufen op dem betraffenen Abschnitt vun der N12 festgestallt, déi zu dësem Iwwerhuelverbuet gefouert hunn?

2. Wéi laang ass de betraffenen Abschnitt genau, an no wéi enge Parameetere gouf de Grad vu senger verkéierstechnescher Geféierlechkeet bewäert?

3. Gouf et op där Plaz an der Vergaangenheet Accidenter? Wa jo, wéi vill a wéi eng Zort?

4. Wéi eng Verkéiersdaten (z. B. Geschwindegkeeten, Verkéiersdensitéit) louchen der Entscheedung zugronn?

5. Firwat betrëfft d'Iwwerhuelverbuet just d'„véhicules automoteurs"? Firwat däerfen z. B. Motorrieder weiderhin iwwerhuelen?

6. Gouf d'Iwwerhuelverbuet mat Verkéiersexperten oder der Police bzw. mat den Instanzen a Bierger vun de betraffene Gemengen ofgestëmmt?

7. Gouf am Virfeld vun där Decisioun eng Etüd an Optrag ginn? Wa jo, kënnt Dir eis déi Etüd zoukomme loossen?

8. Wéi eng Auswierkungen erwaart d'Madamm Minister sech op de Verkéiersfloss op der N12? Kéint d'Iwwerhuelverbuet zu méi Réckstau oder zu riskante Fuermanövere féieren?

9. Ass geplangt, d'Wierksamkeet vum Iwwerhuelverbuet reegelméisseg ze evaluéieren?

10. Wéi eng Krittäre mussen erfëllt sinn, fir datt d'Iwwerhuelverbuet rëm opgehuewe gëtt?

Réponse (03/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Informatiounen zum Iwwerhuelverbuet tëscht der Éimeschbaach an dem Antoniushaff.

Fir d'alleréischt muss ech awer gestoen, dass ech erstaunt sinn, dass esou eng Fro 1 Dag nom trageschen Accident vum 1. September op der N15 gestallt gëtt. Ech erënneren op dëser Plaz nach eng Kéier drun, dass eng „VISION ZERO", wat déidlech Verkéiersaccidenter ubelaangt, eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung an och mengem Ministère ass. Deementspriechend gëtt alles, wat méiglech ass, ënnerholl, fir d'Verkéierssécherheet op eise Stroossen ze verbesseren.

ad 1. an 2. Op der Kräizung tëscht der Nationalstrooss N12 an dem CR373 ass et an de leschte Joren ëmmer nees zu Accidenter komm. Eréischt elo kierzlech, de 15. Juli 2025, koum et zu enger Kollisioun tëscht engem landwirtschaftleche Gefier (Trakter), deen no lénks op den CR373 ofbéie wollt, an engem Gefier, wat an deem Moment iwwerholl huet.

Dëse Streckenofschnëtt vun der N12 gëtt vill vu landwirtschaftleche Gefierer genotzt, a fir d'Sécherheet op dëser Plaz kuerzfristeg ze verbesseren, ass op enger Längt vun 150 Meeter een zousätzlechen Iwwerhuelverbuet op der N12 a Richtung Kräizungsberäich mam CR373 derbäikomm.

Dësen Iwwerhuelverbuet soll dozou bäidroen, d'Gefor vu weidere Kollisiounen ze reduzéieren an esou d'Verkéierssécherheet op der Plaz substanziell ze verbesseren.

ad 3. An deene leschten 10 Joer (2014–2024) gouf et laut dem Statec insgesamt 6 Accidenter op där Plaz, dovun 1 déidlecht, 1 schwéiert a 4 liichter. Den Detail stellt sech wéi follegt duer:[†]

ad 4. D'Decisioun baséiert op der Analys vun der Ursaach vun den Accidenter, déi an de leschte Joren am Beräich vun där Kräizung observéiert goufen. Besonnesch d'Heefegkeet vu riskanten Iwwerhuelmanöveren am Zesummenhang mat Gefierer, déi lénks ofbéie wollten, war ausschlaggeebend – esou wéi och beim rezenten Accident vum 15. Juli 2025. Zousätzlech hunn och ze héich Vitess an d'Netanhale vum Sécherheetsofstand eng wichteg Roll gespillt.

Dëst Muster huet däitlech gemaach, dass grad an dësem Ofschnëtt eng erhéicht Geforequell besteet, déi duerch dat zousätzlecht Iwwerhuelverbuet soll entschäerft ginn.

ad 5. Um betraffenen Ofschnëtt goufen d'Verbuetsschëlder C,13aa opgestallt, wat laut dem Code de la route Follgendes virschreift:

„Le signal C,13aa indique aux conducteurs de véhicules automoteurs qu'il leur est interdit de dépasser des véhicules automoteurs autres que les motocycles à deux roues sans side-car et les cyclomoteurs à deux roues."

De Begrëff „véhicule automoteur" gëtt laut dem Code de la route wéi follegt definéiert:

„Véhicule pourvu d'un dispositif de propulsion mécanique ou relié à un conducteur électrique, mais non lié à une voie ferrée ; si un tel véhicule tombe en panne, le fait d'être mû par une force étrangère ne lui enlève pas la qualité de véhicule automoteur."

Deemno falen och Motorrieder ënnert „véhicule automoteur".

Dëst Verbuetsschëld schreift also vir, dass et fir all „véhicule automoteur" verbueden ass, aner „véhicules automoteurs" ze iwwerhuelen, ausser Zweerieder ouni Side-car, déi iwwerholl dierfe ginn.

Och de Motorrieder ass et deemno nëmmen erlaabt, aner Zweerieder (ouni „side-car") ze iwwerhuelen.

ad 6. a 7. Et handelt sech heibäi ëm een zousätzlecht Iwwerhuelverbuet op enger Längt vun 150 Meeter ausseruerts. Dëst Iwwerhuelverbuet gouf am Kader vun der allgemenger Verkéierssécherheet an opgrond vun ettlechen Accidenter an de leschte Joren an dësem Beräich vun den Agente*inne vun der Stroossebauverwaltung analyséiert an dem entspriechende Verkéiersreglement ëmgesat. Eng Consultatioun/Ofstëmmung mat aneren Instanze respektiv de Bierger*innen aus de betraffene Gemenge war deemno net noutwenneg.

ad 8. Dat zousätzlecht Iwwerhuelverbuet huet keng Auswierkungen op de Verkéiersfloss. Dës Mesure gouf ausschliisslech am Interessi vun der Verkéierssécherheet op dëser Streck ëmgesat.

ad 9. D'Wierksamkeet vum Iwwerhuelverbuet gëtt reegelméisseg evaluéiert duerch eng systematesch Analys vun der Accidentologie an deem Beräich.

ad 10. D'Ophiewe vum Iwwerhuelverbuet steet den Ament net zur Diskussioun, well et am Intressi vun der Verkéierssécherheet vun allen Automobilisten*innen ass.

Den Ament préift d'Stroossebauverwaltung d'Machbarkeet, fir op der genannter Plaz eng separat Spuer fir de Lénksofbéier ze amenagéieren, wéi et se schonn op der Kräizung mam CR333 a Richtung Weiler gëtt.

D'Iwwerhuelverbuet soll awer natierlech och da bestoe bleiwen. D'Sécherheet huet hei absolutt Prioritéit, an et ass héchst onwarscheinlech, dass mat engem spontanen Ophiewe vum Verbuet den Automobiliste*inne gehollef wier.

« Anne Beffort Excellence Programme » | Question **2824** (02/09/2025) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Op eis Nofro hi si mir vun der Uni Lëtzebuerg gewuer ginn, datt de Budget fir den „Anne Beffort Excellence Programme" Deel vum reguläre Budget vun der Uni Lëtzebuerg ass – allerdéngs gëtt en do net separat ausgewisen. Am offizielle Budget 2025 vum Lëtzebuerger Staat fënnt een d'Bäiträg un d'Uni Lëtzebuerg (ca. 249.632.000 Euro fir 2025, inkl. all d'Aufgabeberäicher), allerdéngs ouni Opschlësselung um Niveau vun de Programmer. Wann een déi offiziell Homepage vun der Uni Lëtzebuerg duerchsicht, am Besonneschen den „Gender Equality Plan 2020–2025" an d'Websäit zum „Anne Beffort Excellence Programme", fënnt ee keng konkreet Donnéeën zum Budget vun dësem Ferderprogramm. Et schéngt also sou ze sinn, datt den „Anne Beffort Excellence Programme" bis elo keng ëffentlech kommunizéiert Budgetszomm opweist.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Madamm Héichschoulminister:

– Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi eng Zomm am reguläre Budget vun der Uni Lëtzebuerg fir den „Anne Beffort Excellence Programme" virgesinn ass?

Réponse (16/09/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Fir jiddwer Professesch, déi eng „Bourse d'excellence Anne Beffort" kritt, si fënnef Joer laang, an der Moyenne, all Joer 50.000 Euro Budget fir hir Aktivitéiten an der Recherche virgesinn.

De Budget vun der Universitéit Lëtzebuerg fir 2026 gëtt, fir véier Titulairinnen (zwou an der Informatik an allkéiers eng an der Ingenierie an an der Mathematik) op 100.000 Euro geschat. Heibäi handelt et sech ëm d'Zomme fir een halleft Joer zënter dem Ufank vum Programm. Duerno, fir déi follgend ganz Joren, sinn, op e ganzt Joer, fir véier esou Bourssen 200.000 Euro virgesinn. Dëst entsprécht ongeféier 0,8 ‰ vun der Dotatioun, déi de Ministère 2026 fir d'Universitéit virgesäit.

Disponibilité et prise en charge du médicament Leqembi pour le traitement de l'Alzheimer au Luxembourg | Question **2825** (03/09/2025) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Medikament Leqembi, dat als éischt Medikament de Verlaf vun der Alzheimer-Krankheet am fréie Stadium ofbremse kann, ass zanter dem 1. September 2025 an Däitschland an an Éisträich verfügbar. D'Behandlung ass awer nëmme fir Patienten am Ufanksstadium zougelooss, verlaangt obligatoresch Geentester an eng reegelméisseg IRM-Iwwerwaachung, an dierf virleefeg just a spezialiséierte Gediechtnisambulanzen duerchgefouert ginn. Allerdéngs si schwéier Niewewierkunge méiglech.

An deem Zesummenhang wëll ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéini wäert dëst Medikament och zu Lëtzebuerg zougelooss a verfügbar ginn?

2. Wéi eng Ariichtungen zu Lëtzebuerg wieren aktuell an der Lag, dës Behandlung mat de gefuerderte Sécherheets- a Kontrollmesuren unzebidden, an ass geplangt, d'Kapazitéiten auszebauen?

3. Ass d'Regierung bereet, fir d'Geentester an d'Bildgeebungsuntersuchungen, déi obligatoresch virgeschriwwe sinn, national ze organiséieren an ze finanzéieren?

4. Wéi wëll d'Regierung sécherstellen, datt d'Behandlung, déi am Ausland extreem deier ass, fir all betraffene Patient zu Lëtzebuerg zougänglech gëtt, onofhängeg vu senge finanzielle Mëttelen?

Réponse (13/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Leqembi ass de 15. Abrëll 2025 vun der Europäescher Kommissioun zougelooss ginn an huet deementspriechend och automatesch eng Zouloossung zu Lëtzebuerg. Am Mee 2025 ass de Leqembi an eiser nationaler Datebank erfaasst ginn an dorophin an der „Liste des médicaments admis à la vente dans le Grand-Duché de Luxembourg" mat erfaasst ginn, déi am Journal officiel publizéiert gëtt[4].

Eng Zouloossung eleng bedeit nach net, dass e Medikament och effektiv um Marché disponibel ass. Fir dëst muss eng Firma als éischt e Präis (beim Departement fir sozial Sécherheet), a gegeebenefalls e Remboursement (bei der CNS) ufroen. D'Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun ass mam Zouloossungsinhaber a Kontakt an huet virleefeg d'Informatioun kritt, dass d'Firma viraussichtlech am Joer 2027 wäert dës Demarchen entaméieren.

ad 2. Fir de Leqembi gouf ee sougenannte „controlled access program" decidéiert. Dëst bedeit, dass all Institutioun an och all Gesondheetsberuffler, déi un der Behandlung vum Patient bedeelegt sinn, registréiert musse sinn. Den Traitement dierf nëmmen iwwert dësen zentraliséierte Registréierungssystem duerchgefouert ginn, deen och déi néideg Informatiounen zum Suivi vum Patient erfaasst. Weider Elementer vun esou engem Programm kënnen national bestëmmt ginn an d'DPM ass den Ament mam Zouloossungsinhaber a Kontakt, fir dës ze definéieren.

Verschidde Mesuren, déi laut dem SmPC (Summary of Product Caracteristics[5]) musse respektéiert ginn, betreffen den Dokter an d'Behandlung selwer. Sou kann nëmmen en Dokter, deen déi entspriechend Erfarung mat der Diagnos a Behandlung vun der Alzheimer-Krankheet, souwéi d'Méiglechkeete fir zäitno IRM-Kontrollen huet, esou eng Behandlung starten. D'Medikament gëtt an d'Veen injizéiert a dësen Akt sollt vu qualifizéiertem medezinneschem Fachpersonal duerchgeféiert ginn. Dëst Personal sollt Erfarung mam Erkennen, der Behandlung an der Iwwerwaachung vun infusiounsbedéngte Reaktiounen hunn.

D'national Experte-Kommissioun („commission d'experts") huet Leqembi op Basis vun deenen uewe genannte Konditiounen als e Medikament kategoriséiert wat nëmmen an de Spideeler wäert verfügbar sinn.

ad 3. a 4. Aktuell ass d'Medikament Leqembi hei zu Lëtzebuerg als e „Médicament réservé à l'usage hospitalier" gekennzeechent, sou dass d'Behandlung nëmmen am „milieu hospitalier" méiglech ass. D'Käschte betreffend de Leqembi lafen an dëse Fäll iwwert de Budget vum jeeweilege Spidol.

Wat d'Konditiounen ubelaangt, ënner deenen déi Behandlung kann en place gesat ginn, sou ass déi Analys nach net ofgeschloss. Sou wéi an den zwou éischte Froe beschriwwen, sinn déi néideg Echangë mam Zouloossungsinhaber nach amgaang.

4 https://legilux.public.lu/eli/etat/adm/pa/2025/05/20/b2217/jo
5 https://ec.europa.eu/health/documents/community-register/2025/20250415164782/anx_164782_de.pdf

Régime applicable à la société anonyme (SA) au Luxembourg | Question **2826** (03/09/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le régime applicable à la société anonyme (SA) au Luxembourg est, notamment quant au capital social requis et aux frais de constitution et de fonctionnement, perçu comme relativement couteux et compliqué en comparaison avec des sociétés similaires dans d'autres États, notamment européens. S'il est vrai que la société à responsabilité limitée, notamment unipersonnelle, est beaucoup moins couteuse et facile à créer, il n'en est pas moins vrai que ce type de société ne convient pas à tous les types d'activité économique. Dans un souci de compétitivité et d'attractivité de notre cadre juridique luxembourgeois, la question de la simplification administrative au niveau de la création des sociétés commerciales reste d'actualité.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement est-il informé de cette problématique et, dans l'affirmative, entend-il y remédier ? Le Gouvernement envisage-t-il des adaptations législatives du régime des sociétés anonymes afin d'augmenter l'attractivité de ce type d'entreprises ?

2) Combien de sociétés anonymes ont été constituées au cours des cinq derniers exercices, comparativement aux SARL, et quelle a été l'évolution relative de ces deux formes sociales sur cette période ?

3) Quelles sont les mesures d'ordre général que le Gouvernement entend éventuellement encore prendre afin de simplifier et de rendre plus attractif la création de tous types de sociétés commerciales ?

Réponse (02/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) À titre préliminaire, il convient de noter que le régime juridique applicable aux sociétés anonymes (SA) repose sur des principes fondamentaux de transparence, de bonne gouvernance et de sécurité juridique. Ce cadre, pleinement aligné sur les standards internationaux, a pour objectif principal de garantir une protection optimale des actionnaires tout en renforçant la crédibilité et l'attractivité des sociétés auprès des investisseurs.

Le capital social minimum requis, ainsi que les formalités de constitution, ne doivent pas être appréhendés uniquement comme des contraintes, mais également comme des mécanismes de garantie, assurant la solidité financière et la fiabilité structurelle des sociétés concernées. Ce régime s'avère particulièrement adapté aux entreprises ayant pour ambition de mobiliser des capitaux importants ou de développer leurs activités à l'échelle internationale. Il ne saurait toutefois se substituer à d'autres formes juridiques, telles que la société à responsabilité limitée (SARL) ou la société à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S), spécifiquement conçues pour répondre aux besoins des petites entreprises et des entrepreneurs individuels.

Cela étant, le Gouvernement demeure attentif aux évolutions du droit des sociétés sur la scène internationale ainsi qu'aux attentes du secteur économique national. Dans cette perspective, plusieurs initiatives concrètes sont actuellement en cours d'examen, visant à moderniser l'ensemble du cadre juridique des sociétés commerciales.

Ces réformes portent principalement sur la digitalisation des processus de gestion et de fonctionnement des sociétés, ainsi que sur l'amélioration des interactions et de la communication avec les associés. Elles s'inscrivent dans une dynamique plus large de simplification administrative, considérée comme un enjeu majeur pour la productivité des entreprises et notamment des petites et moyennes entreprises (PME).

Dans ce contexte, lors d'une conférence de presse au Ministère de l'Économie le 21 mars de cette année, de nouvelles mesures de simplification administrative ont été présentées. Le communiqué de presse afférent peut être consulté sous le lien suivant : https://meco.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement-2024+fr+actualites+toutes_actualites+communiques+2025+03-mars+21-delles-pme.html.

Le processus continu de la simplification administrative passe par une multitude de mesures qui ont déjà été mises en place au fil des années. Parmi les mesures nouvellement annoncées figurent les exemples suivants :

– Processus intégré et harmonisé de création d'entreprise avec le regroupement des différentes démarches du Ministère de l'Économie, de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et du Centre commun de la sécurité sociale (établissement, TVA, matricule employeur) en une seule procédure unique, permettant aux entrepreneurs de gagner du temps ;
– Cadastre de commerce étendu aux zones d'activités économiques ;
– Simplification des aides d'État et introduction de nouveaux SME Packages, notamment grâce à une réforme des lois-cadres sur les aides aux PME, à la recherche et à l'environnement, avec l'intégration du principe « Once-Only » ;
– Outil en ligne pour le reporting en matière de durabilité ;
– Application du principe « Once-Only ».

ad 2) L'analyse des données disponibles pour les quatre derniers exercices met en évidence que les SARL ont représenté la forme sociale la plus couramment choisie, avec un volume nettement supérieur à celui des SA. Leur part parmi les sociétés immatriculées au Registre de commerce et des sociétés (RCS) a toutefois connu une diminution, passant de 57,4 % en 2021 à 49,1 % en 2024. En parallèle, la part des SARL-S a augmenté de 7 % en 2021 à 11 % en 2024.

Les SA, pour leur part, affichent une proportion quelque peu plus stable, évoluant de 5,2 % à 4,4 % sur la même période.

L'évolution détaillée est illustrée dans le graphique et le tableau ci-dessous :🠉

Les observations qui précèdent se reflètent également dans la répartition, par forme juridique, des autorisations d'établissement délivrées annuellement par le Ministère de l'Économie, comme le montre le graphique🠉 ci-dessous :

ad 3) Il est renvoyé à la réponse apportée à la première question, les mesures qui y sont détaillées ne se limitant pas aux SA, mais s'appliquant également à d'autres formes de sociétés.

Refus de la Sorbonne d'accueillir des étudiants luxembourgeois en médecine | Question **2827** (03/09/2025) de **M. Tom Weidig** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Am Kontext vun der Decisioun vun der Sorbonne, fir d'Studiejoer 2025/2026 keng Lëtzebuerger Medezinnstudenten zouzeloossen, huet d'Madamm Minister de 25. Juli 2025 an hirer Äntwert op d'parl. Fro Nr. 2610 vum honorabelen Deputéierte Laurent Mosar geschriwwen: „Sorbonne Université est une des quatre universités partenaires françaises dans le cadre du Protocole relatif à la coopération scientifique et universitaire susmentionné. Ce protocole reste en vigueur, mais Sorbonne Université a récemment annoncé à l'Université du Luxembourg qu'elle ne sera pas en mesure d'accepter d'étudiants en 2e année d'études médicales pour l'année académique 2025-2026. Les étudiants issus de la première année de médecine à l'Université du Luxembourg et souhaitant poursuivre leurs études en France ont dès lors dû être répartis sur les trois autres universités d'accueil françaises. Ceci est regrettable, au vu de la coopération de longue date dans le domaine des études médicales, et je compte en effet discuter de cette coopération avec Sorbonne Université."

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Héichschoulminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Grënn huet d'Sorbonne uginn, fir keng Lëtzebuerger Studente fir d'Studiejoer 2025/2026 am zweete Joer vum Medezinnstudium opzehuelen?

2. Säit wéini war de Ministère iwwer dës Entscheedung informéiert?

3. Firwat gouf dës Entscheedung net éischter bekannt gemaach, fir déi betraffe Studenten drop virzebereeden?

4. Gouf et virun dëser Entscheedung en Dialog oder e Verhandlungsversuch mat der Sorbonne?

5. Wéi vill Studente si konkreet vun dëser Ännerung fir d'Studiejoer 2025/2026 betraff?

6. Wéi gouf d'Ëmverdeelung vun de Studenten op déi dräi aner Partneruniversitéiten organiséiert? Gouf et bestëmmt Krittären?

7. Gëtt et an der Konventioun tëscht dem Lëtzebuerger an dem franséische Staat eng Klausel, déi et enger Partneruniversitéit erlaabt, sech eesäiteg aus enger Verflichtung, wéi der Zouloossung zum zweete Studiejoer, zréckzezéien?

8. Plangt d'Madamm Minister am Hibléck op déi aktuell Situatioun en Iwwerschaffe vun der Konventioun mat hirem franséischen Homolog?

9. Ass déi aktuell Situatioun net en Argument dofir, d'Entwécklung vun enger vollstänneger medezinnescher Ausbildung op Lëtzebuerger Territoire virunzedreiwen, fir d'Ofhängegkeet vun ausläänneschen Universitéiten zu verréngeren?

10. Ginn zousätzlech Alternativen ausserhalb vu Frankräich gepréift, fir Lëtzebuerger Studente méi Optiounen ze bidden?

11. Geet d'Madamm Minister dervun aus, dass aner franséisch Partneruniversitéiten dem Beispill vun der Sorbonne noäifere kéinten?

12. Wéi eng Rechtsmëttel stinn de Lëtzebuerger Studenten zur Verfügung, wann hir Zouloossung opgrond vun eesäitegen Entscheedunge vu Partneruniversitéiten oder vun der franséischer Regierung a Gefor geréit?

13. Gëtt et schonn Informatiounen doriwwer, ob d'Sorbonne fir d'Studiejoer 2026/2027 erëm Lëtzebuerger Studenten am zweete Joer vum Medezinnstudium ophuele wäert?

Réponse (18/09/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Dem Ministère fir Fuerschung an Héichschoul läit keng offiziell Begrënnung vir.

ad 2. De Ministère gouf den 28. Juni 2025 heiriwwer informéiert.

ad 3. D'Studenten am éischte Joer Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg hunn den 2. Juli 2025 missen hire Choix maachen, op wéi enger Universitéit si fir hiert zweet Joer wéilte weider studéieren. Zu deem Zäitpunkt, also kuerz nodeems d'Decisioun vun der Sorbonne matgedeelt gouf, ware si doriwwer informéiert, dass op der Sorbonne fir d'akadeemescht Joer 2025/2026 keng Plazen am zweete Joer kéinten ugebuede ginn.

ad 4. Wéi aus den Erklärungen uewendriwwer ervirgeet, gouf dës Decisioun e puer Deeg virum Delai fir de Choix vun de Studente bekannt. D'Prioritéit vun der Universitéit Lëtzebuerg war et dee Moment, a Kommunikatioun mat de verschiddene franséische Partneruniversitéite sécherzestellen, dass déi 28 Studenten, déi wollte fir hiert zweet Joer Medezinn a Frankräich wiesselen, eng Plaz op enger vun deenen dräi anere Partneruniversitéite géife kréien. Dëst ass och gelongen.

ad 5. D'Sorbonne huet an der Vergaangenheet maximal 10 Studente vun der Universitéit Lëtzebuerg pro Joer an d'zweet Joer Medezinn opgeholl. Wéi vill Studenten dëst Joer wëlles haten d'Sorbonne ze wielen, ass dem Ministère net bekannt.

ad 6. D'Studenten haten de Choix no Rang utile tëscht de verschiddene Partneruniversitéiten an der Limitt vun den disponibele Plazen.

ad 7. De Protocole relatif à la coopération scientifique et universitaire mat Frankräich gesäit 34 Plazen am zweete Joer Medezinnstudien a Frankräich fir Studenten, déi dat éischt Joer Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg gemaach hunn, an zousätzlech 25 Plazen am véierte Joer Medezinnstudien a Frankräich fir Studenten, déi de Bachelor an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg ofgeschloss hunn, vir. D'Verdeelung vun de Medezinnstudenten op déi verschidde Partneruniversitéite gëtt vun de véier Universitéiten zesumme mat der Universitéit Lëtzebuerg decidéiert.

ad 8. Am Hierscht ass eng Reunioun tëscht der Universitéit Lëtzebuerg an all de franséische Partneruniversitéite geplangt, fir iwwert d'Verdeelung vun de Plaze fir d'akadeemescht Joer 2026/2027 ze schwätzen an hei fréizäiteg Kloerheet ze hunn. Ech selwer plangen och e Gespréich mat der Sorbonne.

ad 9. D'Regierung wäert, esou wéi et am Regierungsprogramm virgesinn ass, weiderhin den Ausbau vun de Medezinns- a Gesondheetsformatiounen op der Universitéit Lëtzebuerg ënnerstëtzen. De Bachelor an der Medezinn gouf viru Kuerzem evaluéiert an d'Resultater vun dëser Evaluatioun wäerten am Hierscht virgestallt ginn. Parallell funktionéiert zanter ugangs dëses Joers en Aarbechtsgrupp, dee soll kucken, wat gebraucht gëtt, fir an Zukunft e Master op der Universitéit Lëtzebuerg kënnen unzebidden. Wichteg Punkte sinn hei Personal, Infrastrukturen a Budget, awer och d'Fro, wat eventuell Konsequenze wieren op d'Studieplazen an der Medezinn, déi mir an den Nopeschlänner hunn. Op Basis vum Rapport vun dësem Aarbechtsgrupp wäert d'Regierung zesumme mat der Universitéit Lëtzebuerg an den Acteuren aus dem Gesondheetssecteur eng Decisioun huelen. Et ass mäi Wonsch, dass mir e Master-Programm op der Universitéit Lëtzebuerg kréien, mee et ass wichteg, dass och d'Qualitéit vun dëser Formatioun stëmmt an näischt iwwert de Knéi gebrach gëtt. D'Zesummenaarbecht mat onsen Nopeschlänner bleift awer och weiderhi wichteg.

ad 10. Nieft dem Protokoll mat Frankräich, gëtt et och en Accord mat der Fédération Wallonie-Bruxelles,

dee 15 Plazen am zweete Joer Medezinn an 8 Plazen am véierte Joer Medezinn op Universitéite vun der franséischsproocheger Communautéit vun der Belsch virgesäit. D'Universitéit Lëtzebuerg huet ausserdeem Accorde mat den Universitéite vu München, Erlangen-Nürnberg a Würzburg fir jeeweils eng Plaz am zweete Joer Medezinn. Gespréicher hunn och mat aneren däitsche Länner a mat Schwäizer Universitéite stattfonnt, dës hu sech awer bis elo net konkretiséiert.

Conséquences de l'arrêt américain sur les taxes et les accords commerciaux UE-USA | Question **2828** (03/09/2025) de **M. Marc Spautz** (CSV)

E Beruffungsgeriicht zu Washington huet kierzlech en Deel vun de Stroftaxen, déi den US-President verhaangen huet, als rechtswiddreg erkläert. D'Riichter hu mat siwe géint véier Stëmmen d'Onrechtméissegkeet bestätegt, déi schonn an éischter Instanz festgestallt gi war.

Den amerikanesche President hat sech op en Noutstandsgesetz, den International Emergency Economic Powers Act (IEEPA), beruff, fir seng Stroftaxen ëmzesetzen. D'Beruffungsgeriicht huet awer erkläert, datt dëst Gesetz dem US-President zwar „wäitreechend Befugnisser" gëtt, fir op en „deklaréierten nationalen Noutstand" ze reagéieren, hien awer mat dem Asaz vu Stroftaxen seng Befugnisser iwwerschratt hätt.

Betraff si virun allem Stroftaxen, déi Ufank Abrëll 2025 géint verschidde Länner geholl goufen. Branchëspezifesch Stroftaxen, déi op enger anerer rechtlecher Grondlag erlooss goufen – wéi z. B. Taxen op Aluminium-, Stol- oder Autoimporter –, sinn net Deel vum Urteel.

Dëst Urteel kéint och Auswierkungen op Handelsaccorden hunn, déi den amerikanesche President an der Tëschenzäit am Zollsträit mat verschiddenen Handelspartner, dorënner och d'EU, ofgeschloss huet, déi awer nach net a Kraaft getruede sinn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Auswierkunge vum Urteel vum Beruffungsgeriicht zu Washington op déi aktuell Handelsbezéiungen tëschent der EU an den USA an?

2. Wéi eng Konsequenzen huet d'Urteel fir d'Handelsaccorden, déi den US-President an der Tëschenzäit ofgeschloss huet an déi schonns a Kraaft si respektiv déi, déi nach net a Kraaft getruede sinn?

3. Huet d'Regierung an dësem Kontext scho Kontakt mat der EU-Kommissioun opgeholl, fir iwwer méiglech Konsequenze vun dësem Urteel ze diskutéieren?

4. Ass ze erwaarden, datt den Handelsaccord, deen den US-President mat der EU ofgeschloss huet, duerch dëst Urteel wäert iwwerpréift oder nei verhandelt ginn, fir Rechtssécherheet ze garantéieren?

Réponse (19/09/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Déi beschriwwe juristesch Prozedur gëtt am amerikanesche Rechtssystem duerchgefouert an ass aktuell nach net ofgeschloss. Aus dësem Grond ass et nach verfréit, fir sech zu dëser Prozedur kënnen ze prononcéieren. Den Ausseministère steet am permanente Kontakt mat der Europäescher Kommissioun.

Sanctions décidées par la Belgique à l'égard d'Israël et de responsables du Hamas | Question **2829** (03/09/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Début septembre, le Gouvernement fédéral belge s'est accordé sur un paquet de sanctions à l'égard d'Israël et de responsables du Hamas. Celui-ci a été annoncé par le Ministre des Affaires étrangères belge dans un communiqué à l'issue d'une réunion en cabinet restreint.

Suivant cet accord, la Belgique prendra des mesures et sanctions unilatérales afin d'accroître la pression sur le Gouvernement israélien et les terroristes du Hamas, ceci notamment compte tenu des obligations internationales de la Belgique dont le devoir est de prévenir tout risque de génocide.

En me basant sur les détails de ce paquet de mesures, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à décider des sanctions claires (restrictions financières, gel des avoirs, interdiction d'entrer sur le territoire) à l'égard de colons israéliens violents et de responsables du Hamas sur base des listes dressées par l'UE ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

2) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à déclarer les ministres extrémistes Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich et les leaders politiques et militaires du Hamas personae non gratae sur le territoire luxembourgeois ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

3) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à décider une interdiction d'exportation et de transit pour tous les biens militaires destinés à un usage par Israël, y compris les biens à double usage lorsque l'utilisateur final est militaire ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

4) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à décider une interdiction nationale d'importation des marchandises produites, exploitées ou transformées dans les territoires occupés illégalement par Israël ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

5) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à mettre fin aux services consulaires étendus pour ses ressortissants résidant dans les colonies ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

6) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à étudier la possibilité de refuser les visa long séjour aux Israéliens vivant dans les colonies ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

7) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à engager des poursuites judiciaires contre ses ressortissants qui, en Israël ou en territoire palestinien occupé, se seraient rendus coupable d'une violation grave du droit international humanitaire et/ou d'une infraction terroriste ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

8) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à refuser, aussi longtemps que la guerre se poursuit, des demandes de survol de l'espace aérien luxembourgeois émanant des autorités israéliennes pour les vols militaires ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

9) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à stopper l'achat de matériel militaire auprès d'entreprises situées en Israël lorsque cela est possible ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

10) À l'instar de la Belgique, le Luxembourg est-il prêt à voter au niveau européen pour la suspension (complète) du volet commercial de l'accord d'association, la suspension (complète) du volet recherche, innovation et coopération technologique de l'accord d'association, en ce compris de la participation d'Israël aux programmes de l'Union tels que Horizon Europe, la suspension de l'Agreement on Conformity Assessment and Acceptance of Industrial Products, ainsi que la coopération technique prévue par l'instrument Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument (NDICI) – en ce compris au travers du Technical Assistance and Information Exchange Instrument (TAIEX), mais excepté les financements profitant aux ONG israéliennes actives dans la défense des droits humains ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en donner les raisons ?

Réponse (06/10/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Le Gouvernement estime que la réponse la plus appropriée et la plus efficace face à la situation actuelle réside dans l'adoption de mesures au niveau de l'Union européenne. Nous soutenons pleinement les efforts en cours en vue de mettre en place des sanctions ciblées à l'encontre de colons israéliens violents et des responsables du Hamas, dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune.

Sur le plan national, le cadre juridique applicable est constitué par la loi du 19 décembre 2020 relative aux sanctions financières et la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations. Ces lois ne permettent l'adoption de mesures restrictives que pour une durée limitée et en attendant la prise formelle de décisions au sein de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Union européenne, dans des situations présentant un lien avec la sécurité nationale, la sécurité extérieure ou les intérêts vitaux du pays.

ad 2) Comme retenu dans le débat public autour de la pétition n° 3231 du 2 juillet 2025, le Gouvernement étudie actuellement le cadre légal existant et examine les mesures qui pourraient être prises sur le plan national. Le Gouvernement tiendra la Chambre des Députés informée des possibilités envisageables et des mesures prises.

ad 3) Le Luxembourg procède à une évaluation et à une analyse très minutieuses, au cas par cas, des demandes d'exportation et de transit des biens ayant des applications militaires.

Pour les biens liés à la défense, le Luxembourg applique une stricte conformité de la position commune 2008/944/PESC du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires et de ses 8 critères. Dans le contexte actuel, le Luxembourg n'accorde donc pas de licences d'exportations des biens figurant sur la liste militaire lorsque Israël sera/est l'utilisateur final.

Les exportations de biens à double usage listées sur l'Annexe I du Règlement (UE) 2021/821 sont examinées individuellement, et l'utilisation finale du bien constitue un élément déterminant dans l'évaluation et la décision d'accorder ou de refuser la licence. Lorsque le bien a une utilisation finale militaire confirmé, et dont Israël sera/est l'utilisateur final, la licence sera refusée. Conformément au Règlement (UE) 2021/821 régissant le contrôle des biens à double usage, chaque demande de licence est

également analysée au regard des 8 critères énoncés dans la Position commune 2008/944/PESC du 8 décembre 2008, établissant des règles communes pour le contrôle des exportations de technologies et d'équipements militaires.

ad 4) Le Gouvernement soutient une interdiction au niveau européen des importations des marchandises produites, exploitées ou transformées dans les territoires occupés illégalement par Israël. Le Gouvernement étudie par ailleurs la possibilité légale d'imposer des restrictions au niveau national. (cf. question 1)

ad 5) Dans la mesure où, en l'absence d'une ambassade ou d'un consulat général luxembourgeois sur place en Israël, la Belgique y gère les services consulaires pour le Luxembourg sur base de conventions bilatérales, les mesures belges s'appliqueront ipso facto aussi aux éventuels ressortissants luxembourgeois résidant dans les colonies.

ad 6) La loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration définit les critères d'accord ou de refus d'une demande d'autorisation de séjour. Dans ce contexte, la loi de 2008 ne permet pas de refuser une demande sur la base d'une nationalité, d'un pays ou d'une région d'origine ou de résidence.

ad 7) Le Luxembourg est attaché au respect du droit international et aux obligations qui en découlent. Il dispose d'un cadre juridique solide permettant de poursuivre ces infractions graves, y compris si elles ont été commises à l'étranger.

De telles poursuites relèvent cependant exclusivement de l'appréciation des autorités judiciaires compétentes. Ces dernières agissent en toute indépendance, sur la base des éléments disponibles et dans le respect des garanties procédurales prévues par la loi.

Le Gouvernement ne saurait interférer dans des décisions judiciaires, mais veille à ce que les mécanismes de coopération judiciaire internationale soient pleinement opérationnels, notamment dans le cadre de la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves.

ad 8) Compte tenu du nombre très faible de demandes de survol de l'espace aérien luxembourgeois par des vols étatiques israéliens, le Luxembourg les traitera au cas par cas en fonction de la finalité du vol concerné.

ad 9) Le Luxembourg ne prévoit pas l'achat futur de matériel militaire directement auprès d'entreprises situées en Israël. Néanmoins en raison des structures des chaines d'approvisionnement il n'est pas à exclure que des pièces provenant d'entreprises situées en Israël soient intégrées dans des équipements que la défense va acquérir.

ad 10) Le Luxembourg soutient le paquet de mesures annoncé le 10 septembre par la présidence de la Commission européenne dans le cadre de son discours sur l'état de l'Union, y compris la proposition visant à suspendre les principales dispositions commerciales de l'accord d'association avec Israël, ainsi que la proposition visant à suspendre partiellement la participation d'Israël au programme Horizon Europe (proposée en juillet). Nous nous tenons prêts à adopter ces mesures au niveau du Conseil dans les meilleurs délais en vue d'accentuer la pression sur Israël en réponse aux multiples violations des droits humains et du droit international humanitaire observées sur le terrain à Gaza et en Cisjordanie.

Le Luxembourg soutient toute mesure au niveau européen qui contribue à augmenter la pression sur le Gouvernement israélien pour l'amener à revoir sa politique actuelle.

Sécurité routière et accidents mortels sur la N15 | Question **2830** (04/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 2. September 2025 koum et zu engem tragesche Frontalzesummestouss op der N15 tëschent Feelen a Heischent, bei deem fënnef Mënschen ëm d'Liewe komm sinn. Dësen Accident gëtt als dee schlëmmste Verkéiersaccident zu Lëtzebuerg zënter Joerzéngte beschriwwen. No Informatiounen aus der Press ass d'Ursaach nach ëmmer onkloer.

Dëst ass net den éischten déidlechen Accident op dëser Plaz: Schonn am Dezember 2020 ass hei ee Mënsch gestuerwen. D'Statistiken aus dem Rapport vun der Administration des enquêtes techniques (AET) weisen, datt 2024 insgesamt 18 Accidenter mat 18 Doudesfäll op de lëtzebuergesche Stroossen ze bekloe waren, dovunner 9 mat Motocyclisten. D'N15 an aner Nationalstroosse representéieren e bedeitenden Undeel vun den Accidenter, dëst zum Deel aus Infrastrukturgrënn, well et u Glissièren oder adequate Sécherheetsmesurë feelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi eng spezifesch Analys vun der Sécherheet op der N15 huet d'Regierung an de leschte fënnef Joer duerchgefouert, besonnesch op der Plaz ëm Feelen, wou schonn 2020 een déidlechen Accident geschitt ass, a wat waren d'detailléiert Resultater dovunner?

2. Plangt d'Regierung, Infrastruktur-Mesuren op der N15 ze huelen, fir d'Sécherheet ze verbesseren – besonnesch wat d'Placéiere vu Glissièren ugeet, sou wéi et vun der AET recommandéiert gëtt?

3. Gëtt et eng detailléiert statistesch Analys iwwer d'Verhältnis vun Accidenter op der N15 am Verglach mat aneren änlechen Nationalstroossen (N3, N4, N7, N12, N13), wat d'Verkéiersopkommes an de Mortalitéitstaux ugeet?

4. Wéi eng Koordinatioun existéiert tëschent der Police, der AET an dem Groupe de travail „Audit de sécurité", fir esou dramatesch Accidenter ze analyséieren an ze verhënneren, a wat sinn déi konkreet nächst Schrëtt?

5. Plangt d'Regierung eng national Campagne fir d'Sensibiliséierung iwwer d'richtegt Verhalen op Nationalstroossen, nodeems d'AET-Statistike weisen, datt „franchissement de la ligne médiane" ee vun den heefegste fatale Faktoren (24 Fäll tëschent 2018–2024) bei Motocyclist-Accidenter ass?

Réponse (03/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, wéi d'Sécherheet op der Nationalstrooss N15 am Verglach mat aneren Nationalstroossen evaluéiert gëtt, wéi eng Mesurë virgesi sinn, fir d'Sécherheet ze verbesseren, wéi d'Koordinatioun tëscht de verschiddenen Acteure leeft, an ob eng Sensibiliséierung fir dat richtegt Verhalen op den Nationalstroosse geplangt ass.

Ier ech awer op déi gestallte Froen aginn, wëll ech meng déifste Betraffenheet iwwert d'Leed, dat dësen trageschen Accident mat sech bruecht huet, ausdrécken. Ech war den Dag nom Accident selwer op der Plaz, dat zesumme mam Buergermeeschter vun der Feelener Gemeng, wou mir Blummen deposéiert hunn, fir de Verstuerwenen ze gedenken.

ad 1. Am Kader vun der nationaler Strategie fir d'Verkéierssécherheet féiert d'Stroossebauverwaltung säit 2012 all 3 Joer eng accidentspezifesch Analys duerch, an där landeswäit all Staatsstroossen ausseruerts op potenziell infrastrukturell Problemer ënnersicht ginn. Dës Etuden déngen dozou, kritesch Plazen ze identifizéieren, déi duerno duerch streckespezifesch Inspektiounen nach méi detailléiert analyséiert ginn, fir konkreet Schwaachstellen opzedecken an ze behiewen. An dësem Kader ass d'Nationalstrooss N15 tëscht Heischent a Feelen am Verglach mat änleche Stroosse bis ewell net als besonnesch problematesch ervirgetrueden.

Fir déi konkreet Sektioun ëm Feelen ass an de leschte Jore kee Sécherheetsaudit duerchgefouert ginn. Déi lescht Analys, déi op dëser Strooss duerchgefouert gouf, geet op d'Joer 2016 zeréck a betrëfft den Ofschnëtt Heischent – Heischtergronn. Déi wichtegst Recommandatioune vun deemools goufen och vun der Stroossebauverwaltung ëmgesat.

Et muss awer ënnerstrach ginn, dass d'Haaptursaache vu Frontalkollisiounen – wéi se leider och op der N15 virkomm sinn – net primär bei der Stroosseninfrastruktur leien, mee meeschtens op mënschlech Feeler zeréckzeféiere sinn, déi net duerch baulech Moossnamen ze beaflosse sinn. Heizou gehéieren ënner anerem eng ze héich Vitess, riskant Iwwerhuelmanöver, Oflenkung, Fueren ënner Afloss vun Alkohol oder Drogen an eng allgemeng Onopmierksamkeet. Technesch Defekter um Gefier oder ongënschteg Wiederkonditioune kënnen dës Risiken nach verstäerken, mee si meeschtens net déi ursächlech Haaptfacteuren.

Wat den déidlechen Accident vun 2020 ugeet, esou hunn d'Analysen deemools erginn, dass den Ausléiser aller Warscheinlechkeet no e feelerhaft Iwwerhuelmanöver war. Et konnt deemno net festgestallt ginn, dass op der Plaz en infrastrukturelle Problem sollt virleien.

ad 2. Wat d'Placéiere vu Leitplanken ugeet, ass ze ënnersträichen, dass dës uechter d'Land strikt no den europäeschen Normen „EN1317" an där däitscher Direktiv „RPS – Richtlinien für passive Schutzeinrichtungen an Straßen (2009)" opgestallt ginn.

D'Stroossebauverwaltung stellt fest, dass d'Nationalstrooss N15 aus infrastruktureller Siicht keng Mängel opweist. D'Strooss gëtt reegelméisseg ënnerhalen, d'Signalisatioun entsprécht de gesetzleche Bestëmmungen an dee betraffenen Deel tëscht Heischent a Feelen ass eng relativ riicht Streck mat enger kloer definéierter Vitesslimitatioun. Säitlech Leitplanken hätten deemno de rezenten trageschen Accident mat fënnef Doudesaffer, eng Frontalkollisioun, leider och net verhënnere kënnen.

D'Tragik vun dësem Accident huet awer bewierkt, dass direkt Analysen ugestallt goufen, fir ee Streckeradar tëscht Feelen an der Fuussekaul ze implantéieren.

Ee méigleche Streckeradar op deem Streckendeel vun der N15 gouf dann och wärend der Sëtzung vum Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité" den 30. September 2025 beschwat. Ech erënneren drun, dass méiglech Sitte fir d'Implantatioun vun engem Radar ënnert de Gesiichtspunkten Unzuel vun Accidenter, Eescht vun deenen Accidenter (Schwéierblesséierter, Doudeger) an de gefuerene Vitessen decidéiert ginn. Ënnert Betruechte vun deenen ugefouerten Aspekter gouf den Aarbechtsgrupp sech eens, dass d'Opstelle vun engem Streckeradar tëschent Feelen a der Fuussekaul berechtegt ass.

Et sief op dëser Plaz och drun erënnert, datt den Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité" vun der Stroossebauverwaltung geleet gëtt, an aus Vertrieder vun der grousherzoglecher Police, der Sécurité routière, dem Centre de formation pour conducteurs CFC, der Administratioun fir technesch Enquêten AET, dem

Automobile Club ACL, der Associatioun des victimes de la route AVR, der Naturverwaltung (Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit) an dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte besteet. All d'Experten a punkto Verkéierssécherheet hei am Land sinn also an dësem Aarbechtsgrupp vertrueden.

ad 3. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 1 ausgefouert, baséiert d'Stroossebauverwaltung sech op eng systematesch Analys, déi all dräi Joer duerchgefouert gëtt. Dobäi gëtt fir all Stroossesektioun eng typesch Referenzstrooss mat engem theoreetesch erwaarten Accidentsopkommes definéiert. Déi reell Donnéeë vu gemellten Accidenter ginn duerno mat dësem Modell verglach fir ze iwwerpréiwen, ob eenzel Sektioune statistesch negativ erausstiechen. Am Kader vun dëse reegelméissegen Analysen ass d'N15 am Verglach zu Stroosse wéi der N3, N4, N7, N12 oder N13 bis ewell net als aussergewéinlech belaascht oder problematesch identifizéiert ginn.

ad 4. Wéi uewen ugefouert, schafft d'Stroossebauverwaltung am Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité" mat den zoustännegen Autoritéiten zesummen an analyséiert d'Accidenter – souwäit Informatiounen zäitno disponibel sinn –, déi net enger „enquête judiciaire" ënnerleien.

Dat ass och beim Accident op der N15 de Fall, wou den Aarbechtsgrupp sech just zu de primären Informatioune vun der Plaz selwer (Spuere, Schied asw.) äussere kann, wärend déi detailléiert Ëmstänn exklusiv am Kader vun der „enquête judiciaire" analyséiert ginn an nëmmen deenen zoustännegen Instanzen zougänglech sinn.

Am Aarbechtsgrupp gëtt analyséiert, wéi d'Verkéierssécherheet duerch geziilt baulech-technesch Mesurë verbessert ka ginn. Doraus erginn sech Recommandatiounen, déi un déi zoustänneg Servicer vun der Stroossebauverwaltung iwwermëttelt ginn. Kuerzfristeg Mesurë kënne beispillsweis d'Iwwerpréiwung a Verbesserung vun der Visibilitéit, d'Optimiséierung vun de Waasserofleef, d'Adaptatioun vum Belag, d'Ofsécheren duerch Leitplanken oder eng Verbesserung vun der Signalisatioun sinn. Fir méi komplex Schwaachstellen ze behiewen, gi wann néideg och Génie-civil-Projete lancéiert.

Op längerfristeg Siicht kënnen och reglementaresch Schrëtt an d'A gefaasst ginn, wou awer d'Wierkung längerfristeg iwwerpréift muss ginn, ob dës d'Automobilisten*innen dozou bréngen, hire Fuerstil unzepassen – wéi zum Beispill e generellt Iwwerhuelverbuet oder eng Upassung vun de Vitesslimitatiounen op bestëmmten Ofschnëtter. Wichteg ze betounen ass awer, dass net nëmmen d'Infrastruktur an d'Gefierer ausschlaggeebend sinn. Ee weesentleche Facteur ass a bleift dat mënschlecht Verhalen – also Fuerfeeler, Selbstiwwerschätzung, Onopmierksamkeet, d'Netanhale vum Code de la route oder och de Manktem u géigesäitegem Respekt.

Ech wëll awer betounen, dass Iwwerhuelverboter just op geziilte Plaze Sënn maachen, well am ländleche Raum, wann d'Strooss et zouléisst, och nach muss kënnen iwwerholl ginn, z. B. am Fall vu landwirtschaftleche Gefierer.

ad 5. Verkéierssécherheetscampagnen, déi de Respekt vu bestëmmt Reegele vum Code de la route viséieren, limitéieren sech normalerweis net op eng bestëmmte Plaz, mee thematiséieren dëse Sujet fir de gesamten ëffentleche Raum. Eng speziell Sensibiliséierungscampagne fir d'Verhalen op Nationalstroossen ass dofir och am Moment net geplangt. D'Méiglechkeet besteet awer, dass de Sujet eventuell an enger vun den nächste Campagnen thematiséiert wäert ginn.

Et sief an dësem Zesummenhang nach erkläert, dass de Begrëff „franchissement de la ligne médiane" an de Rapporte vun der AET heescht, dass d'Endpositioun vun der betraffener Persoun sech op der anerer Stroossesäit befënnt. Heifir kann et awer verschidden Ursaache ginn, wat net onbedéngt op feelerhaft Iwwerhuele muss zeréckzeféiere sinn.

Évolution des taux d'épargne des résidents au Luxembourg | Question **2831** (04/09/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Des médias informent que le taux d'épargne des résidents français aurait atteint, d'après les statistiques de l'INSEE, un niveau très élevé et partant inédit depuis la crise sanitaire lors de laquelle il avait atteint un pic momentané de 25,5 % du revenu disponible brut, contre une moyenne de quelque 14 % durant la période 2014-2019. Il se situerait en effet autour de 18,9 % du revenu disponible brut au premier trimestre de l'année en cours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre disposerait-il d'informations qui permettraient de conclure que le taux d'épargne des résidents luxembourgeois connaîtrait une évolution analogue ? Quel a été le niveau maximal atteint durant la pandémie du Covid-19 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution des dépôts en banque dans les instituts financiers luxembourgeois en distinguant selon les dépôts à vue et les dépôts à terme ?

3) Des mesures visant à mobiliser davantage l'épargne privée des ménages résidents en faveur de l'économie nationale sont-elles actuellement prévues ? Dans l'affirmative, quels instruments fiscaux ou autres pourraient être envisagés afin d'orienter cette épargne vers l'investissement productif et de favoriser ainsi la création de nouveaux emplois ?

Réponse (13/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) D'après les informations communiquées par le Statec, le taux d'épargne des ménages résidents a évolué comme suit au cours des 15 dernières années : ↑

ad 2) L'encours des dépôts au Luxembourg ventilé e. a. par dépôts à vue et dépôts à terme est disponible sur le site de la Banque centrale du Luxembourg dans la rubrique 11.13 :
https://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques_luxembourg/11_etablissements_credit/index.html.

Dans la catégorie « ménages/institutions sans but lucratif au service des ménages », les ménages personnes physiques forment le groupe le plus important y représenté.

ad 3) Parmi les mesures présentées dans le cadre du plan d'action en dix points pour les start-ups en mars 2025, le Gouvernement a décidé l'introduction d'un crédit d'impôt pour investissement dans une jeune entreprise innovante par des contribuables personnes physiques, afin de promouvoir et d'encourager le développement de ces jeunes entreprises innovantes. Un projet de loi afférent est actuellement pendant devant la Chambre des Députés : https://www.chd.lu/fr/dossier/8526.

Plus récemment, le Luxembourg a rejoint l'initiative pour le label « Finance Europe » lancé ensemble avec la France, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Portugal et l'Estonie, visant à inciter les épargnants européens à investir davantage dans les entreprises européennes. Le Ministère des Finances mène actuellement des réflexions quant à la meilleure façon de rendre ce label opérationnel au Luxembourg.

Infections à des bactéries EHEC | Question **2833** (05/09/2025) de **M. Claude Haagen** (LSAP)

Récemment, divers articles de presse ont relayé la présence d'infections à des bactéries EHEC en Allemagne, notamment en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Selon les articles en question, ce sont surtout des enfants et des jeunes gens qui sont concernés. Ce qui est d'autant plus inquiétant que les enfants, tout comme les personnes vulnérables, présentent un risque plus élevé d'évolution sévère de la maladie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Des cas d'infections à la bactérie EHEC ont-ils été détectés récemment au Luxembourg ? Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il et quel est le profil des patients ?

2) De quelle manière le Gouvernement suit-il l'évolution de ces infections dans nos pays voisins ? Quel dispositif de système d'alerte rapide est en place ?
– Les autorités sanitaires luxembourgeoises ont-elles récemment été contactées dans ce contexte ?

3) Quel est le dispositif afin de prévenir les consommateurs et producteurs si des foyers d'infections devaient être détectés au Luxembourg ?

Réponse (08/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) La surveillance nationale des infections à Escherichia coli producteurs de toxine de Shiga (STEC), assurée par la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé en collaboration avec le Laboratoire national de santé (LNS), a enregistré 35 déclarations de STEC par les laboratoires de biologie médicale en 2025 (jusqu'au 26 septembre).

Après caractérisation microbiologique au LNS, 5 souches ont été confirmées comme EHEC, un sous-groupe de STEC comportant des facteurs de virulence additionnels et associé à des formes cliniques sévères. Parmi les cas récents, un enfant de 2 ans a présenté un syndrome hémolytique et urémique et a été hospitalisé au CHL, avec une évolution clinique favorable à ce jour.

La Direction de la santé suit l'évolution épidémiologique dans les pays voisins grâce aux plateformes européennes de partage d'information EpiPulse et EWRS, gérées par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), ainsi que via des échanges bilatéraux opérationnels (notamment avec l'Institut Robert Koch en Allemagne). Des liens épidémiologiques plausibles sont à l'étude entre le cas pédiatrique luxembourgeois et les cas récemment signalés dans les médias en Allemagne. Les investigations épidémiologiques se poursuivent en étroite collaboration avec nos homologues.

ad 2) Comme mentionné plus haut, la Direction de la santé suit de près l'évolution des infections en Europe. À ce stade, aucun produit n'a pu être identifié comme source des cas en Allemagne ou au Luxembourg.

Si une source alimentaire devait être confirmée, des mesures rapides seraient mises en place en collaboration avec l'ALVA, comprenant le retrait et le rappel des produits concernés, une information officielle du public et des opérateurs, ainsi qu'une intensification de la surveillance microbiologique et épidémiologique.

Concernant les alertes alimentaires transnationales, l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire est le point de contact national du système d'alerte rapide RASFF au Luxembourg, qui est le système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux utilisé au niveau européen. Ce système, géré par la Commission européenne, relie toutes les autorités compétentes du contrôle des denrées alimentaires à l'intérieur de l'Union européenne et constitue un outil clé pour assurer la circulation de l'information permettant de réagir rapidement lorsque des risques graves pour la santé publique sont détectés dans la chaîne alimentaire. Si l'alerte est susceptible de concerner le Luxembourg, l'ALVA la transfère à la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé pour vérifier si des cas humains sont éventuellement déjà détectés. La communication se fait également avec le LNS qui analyse si des souches de bactéries isolées sont reliées à des clusters déjà décrits au niveau européen.

Bien que l'accès au RASFF soit exclusivement réservé aux autorités des pays membres, à la Commission européenne et à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), une base de données interactive et consultable en ligne, appelée RASFF Window, offre un accès public aux informations résumées concernant les notifications RASFF les plus récemment transmises et permet de rechercher des informations sur toute notification émise dans le passé.

L'objectif premier des autorités de sécurité alimentaire et des exploitants du secteur alimentaire en cas de rappel de produits alimentaires est d'informer les consommateurs d'un risque potentiel pour leur santé afin d'éviter que des produits contaminés ne soient encore consommés.

Nos avertissements peuvent être communiqués via différents canaux de communication. Toutes les alertes sont systématiquement publiées par l'ALVA sur le portail de sécurité alimentaire (www.securitealimentaire.public.lu/fr/actualites/alertes), via la newsletter e-mail (inscription possible via notre portail : www.securite-alimentaire.public.lu/fr/support/alerte), sur l'application mobile « LU-Alert » ainsi que sur le site Internet LU-Alert (www.lu-alert.lu). En fonction du degré d'évaluation des risques, un communiqué de presse peut également être diffusé.

– Nous n'avons pas reçu d'information sur la distribution au Luxembourg de produits contaminés en EHEC pour des produits alimentaires à destination d'enfants. Si tel est le cas, l'ALVA en informera les consommateurs immédiatement via les canaux de communication évoqués ci-dessus.

Comme mentionné plus haut, la Direction de la santé a des échanges opérationnels au niveau national et européen et les investigations épidémiologiques se font en collaboration avec les autorités sanitaires des pays concernés (ici l'Allemagne et la Belgique).

ad 3) Le dispositif pour prévenir les consommateurs en cas de foyers d'infections EHEC passe par les moyens décrits ci-dessus. De plus, si des foyers d'infections sont avérés, l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire travaille en collaboration avec la Division de l'inspection sanitaire et le LNS pour réaliser les analyses et la gestion du risque.

Enfin, les services de communication travaillent avec les médias pour les communiqués de presse.

Rave-party organisée dans l'Aude en France | Question **2834** (05/09/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Une « rave-party » organisée dans l'Aude (France), qui a rassemblé quelque 2.500 personnes dans une commune viticole, a été à l'origine de fortes tensions entre fêtards et agriculteurs début septembre. À noter que le terrain de fête a été situé dans une zone gravement sinistrée par un incendie horrible ayant ravagé plus de 16.000 hectares de terres rurales. D'ailleurs, des policiers ont été la cible de jets de projectiles en provenance des fêtards. Suite à ces événements, le Ministre français de l'Intérieur a souligné dans les médias que l'organisation de telles manifestations (du type « rave-party ») devrait être considérée comme « un délit et non pas seulement une contravention », en suggérant de s'inspirer de la « législation très dure » adoptée en 2022 par la République d'Italie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelles sont les peines maximales qui peuvent être infligées aux organisateurs et participants d'une rave-party ou de tout autre événement à caractère similaire sur notre territoire national ?

2) Est-il prévu de renforcer notre propre législation suite aux expériences faites dans les cantons de Clervaux (2025) et de Wiltz (2024) ? Dans l'affirmative, quelles pourraient être des pistes envisageables ?

Réponse (02/10/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) La législation nationale garantit le droit de la réunion pacifique, sous réserve du respect des dispositions légales et de l'ordre public. Tout rassemblement est donc licite dès lors qu'il est organisé conformément à ces exigences. À l'inverse, une rave ou tout autre évènement similaire est considéré comme illégal lorsqu'il occupe l'espace public ou privé sans autorisation préalable, lorsqu'il se tient dans une zone protégée ou lorsqu'il engendre des troubles à l'ordre public, des dégradations ou des violences.

La législation luxembourgeoise ne prévoit pas d'infraction spécifique relative aux « rave-partys ». Ce sont les dispositions de portée générale en matière d'ordre public, de protection de l'environnement ainsi que les règles du Code pénal qui s'appliquent.

Lorsqu'une rave-party ou tout autre évènement à caractère similaire se déroule dans une zone protégée, la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles impose des règles strictes et la nécessité d'obtenir des autorisations préalables. Le non-respect de ces obligations peut entrainer des peines pénales d'emprisonnement de 8 jours à 3 ans et d'une amende de 251 euros à 750.000 euros, ou d'une amende de 24 euros à 1.000 euros. Des avertissements taxés peuvent également être décernés, en tenant compte de la gravité de l'infraction commise.

Par ailleurs, les participants ou organisateurs peuvent être poursuivis sous les rubriques classiques du Code pénal, notamment : ↑

Les dispositions répressives s'appliquent tant aux organisateurs qu'aux participants. Conformément à l'article 273 du Code pénal, les participants dits « passifs » ne sont pas pénalement responsables de leur seule participation au rassemblement, mais ils le deviennent toutefois dès lors qu'ils commettent un des délits ci-dessus.

En outre, des saisies et confiscations des équipements ayant servi dans le cadre de l'évènement peuvent être ordonnées.

ad 2) Actuellement des réflexions sont en cours pour déterminer comment le cadre légal pourrait être adapté afin de mieux appréhender des phénomènes comme ceux ayant eu lieu dans les cantons de Wiltz et de Clervaux, mais aussi plus généralement les atteintes à la propriété privée comme l'occupation illicite de logements ou l'abandon de véhicules sur des propriétés privées.

Application de la TVA sur les frais de port des colis en provenance de pays tiers | Question **2835** (05/09/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Il m'a été rapporté que certains particuliers qui ont envoyé un colis d'un pays tiers vers le Luxembourg se sont vu imposer la TVA luxembourgeoise non seulement sur la valeur des biens envoyés, mais également sur les frais de port de ce colis. Cette pratique soulève un nombre d'interrogations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la TVA est également calculée sur les frais de port d'un colis provenant d'un pays tiers ?

– Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur cette logique de calcul ?

– S'il s'agit d'une erreur de calcul, Monsieur le Ministre peut-il assurer que celle-ci sera corrigée afin d'éviter ce genre de situations dans le futur ?

Réponse (26/09/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Il résulte de l'article 28, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée que « la base d'imposition est constituée […] a) pour les livraisons de biens et les prestations de services […] par la rémunération de la livraison de biens ou de la prestation de services ». D'après l'article 29, alinéa 2, point b), de cette même loi, font notamment partie de la rémunération « les frais accessoires tels que les frais de commission, d'emballage, de transport et d'assurance ». Cette disposition correspond à l'article 78, alinéa 1er, lettre b), de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée. Du fait que les frais de port visent à rémunérer une prestation de services, ceux-ci font partie de la base d'imposition de la TVA.

Hausse éventuelle des prix des médicaments américains | Question **2837** (08/09/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

De premières hausses de prix de médicaments se manifestent en Europe, suite aux pressions exercées par le Président des États-Unis sur les laboratoires pharmaceutiques américains.

J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement :

1) si une augmentation des prix des médicaments produits par des firmes américaines a été observée chez nous.

2) Y a-t-il concertation entre les partenaires de l'Union européenne, étant donné cette situation qui

pourrait s'avérer néfaste tant pour les différents systèmes de sécurité sociale que pour les patients ?

3) Quelles sont, le cas échéant, les contre-mesures envisagées par l'UE ?

Réponse (26/09/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Il n'y a pas encore eu de flambée généralisée des prix des médicaments américains à ce jour au Luxembourg.

ad 2) Il existe une concertation croissante entre les partenaires européens pour faire face à la menace d'une hausse des prix des médicaments américains. Cette concertation passe par des échanges d'informations, des groupes d'experts, des initiatives de négociation conjointe et une pression politique pour défendre les intérêts des patients et des systèmes de sécurité sociale européens.

ad 3) L'UE privilégie une approche combinant négociation collective, régulation renforcée, promotion des alternatives, ajustements budgétaires et dialogue politique pour limiter l'impact d'une hausse des prix des médicaments américains sur les systèmes de santé et les patients européens.

Déclaration d'impôts digitale | Question **2838** (08/09/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Depuis 2022, le contribuable peut remettre sa déclaration d'impôts en ligne par le truchement des services offerts dans le cadre de myguichet.lu. À en croire des statistiques publiées par le Gouvernement, quelque 70 % des 300.000 personnes physiques contribuables auraient déjà pu bénéficier – du moins potentiellement – de ce nouvel outil pour la déclaration fiscale relative à l'année 2021. Ainsi, la promesse de rapidité et de simplification est tenue et les délais de réponse de la part de l'administration sont devenus plus courts.

À remarquer que la mention suivante figure sur les bulletins de l'impôt sur le revenu : « Imposition svp déclaration (§100a AO) sous réserve d'un contrôle ultérieur ». Des contribuables se sont ainsi vu confrontés à un contrôle ultérieur sur les quatre dernières années, les explications fournies par l'ACD (Administration des contributions directes) laissant croire qu'au moment de la remise digitale, aucun contrôle n'est effectué par rapport à la cohérence des données et rubriques remplies par le contribuable. Lors du recalcul, très peu d'informations sont fournies au contribuable sur les raisons d'un éventuel redressement des montants déclarés et/ou dus. Face à ce manque de transparence, le contribuable risque, au pire des cas, de se voir imposer un recalcul en sa défaveur, et de devoir donc rembourser, le cas échéant, des montants importants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant les contrôles mis en place par l'ACD relatifs aux déclarations d'impôts remises par voie digitale ?

2) Quels sont les critères pris en compte afin de justifier et de déclencher un contrôle ultérieur ?

3) Combien de contrôles sont effectués annuellement ? Quel est l'impact financier moyen pour le contribuable et pour les comptes de l'ACD ? Au vu des contrôles ultérieurs non négligeables, peut-on encore parler d'un vrai gain de temps pour l'administration compétente ?

4) Étant donné que le nombre de déclarations digitales ira plus que probablement croissant au fil des années à venir, Monsieur le Ministre se propose-t-il de faire remédier à cette situation en minimisant le nombre de redressements ?

Réponse (14/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Dans le cadre de sa politique de simplification, de modernisation et de digitalisation, l'ACD encourage les contribuables à remplir leur déclaration fiscale par le biais de différentes démarches électroniques. Ainsi, l'utilisation de l'assistant électronique de remplissage des modèles de déclaration ou l'envoi numérique du formulaire PDF progresse de manière continue auprès des contribuables. En outre, le taux d'éligibilité à la procédure électronique s'est accru et approche désormais sensiblement les 100 %.

L'avantage pour le contribuable de remettre la déclaration par voie digitale est une imposition rapide, conformément à sa déclaration d'impôt. Les remboursements et les paiements supplémentaires par rapport aux avances et retenues sur salaires déjà payées sont ainsi effectués immédiatement et non après une vérification ultérieure de la déclaration d'impôt.

Dans certaines situations, par exemple en cas d'erreurs manifestes ou de contrôle de plausibilité négatif, les déclarations fiscales ne sont pas automatiquement imposées et doivent obligatoirement faire l'objet d'un contrôle manuel. Outre des contrôles standards de qualité et de conformité – tels que la vérification de l'identité du contribuable ou de l'exactitude des données signalétiques, notamment l'adresse – toutes les déclarations fiscales peuvent faire l'objet de contrôles plus approfondis.

En cas d'émission d'un bulletin d'imposition en vertu du paragraphe 100a de l'Abgabenordnung (AO), celui-ci est établi sur la seule base des données fournies par le contribuable dans sa déclaration d'impôt, sous réserve d'un contrôle ultérieur que le bureau d'imposition de l'ACD peut effectuer dans un délai de prescription de cinq ans. La décision de procéder à un contrôle appartient au bureau d'imposition sans devoir être motivée. Ce contrôle peut porter sur une ou plusieurs années. Rappelons également qu'un tel contrôle est mené à charge et à décharge du contribuable.

En 2024, 9.500 contrôles, portant sur les années d'imposition de 2021 à 2023, ont été effectués sur des déclarations fiscales de particuliers transmises par voie électronique :

– 3.902 contrôles (soit 41 %) ont abouti à un redressement en faveur du contribuable, pour un montant moyen (dans 98 % des cas) de 994 euros,
– 3.554 contrôles (soit 37,4 %) ont abouti à un redressement en faveur du Trésor, pour un montant moyen de 1.493 euros,
– 2.044 contrôles (soit 21,6 %) n'ont donné lieu à aucun redressement à impact financier.

Ces redressements peuvent avoir diverses causes, par exemple une utilisation erronée de la virgule ou du point, ou une erreur ou omission de déclaration de revenus ou de dépenses.

Le nombre de redressements par les bureaux d'imposition dépend de la qualité et du volume des déclarations fiscales remises par les contribuables, sachant qu'il est prévu d'améliorer l'assistant électronique de remplissage au fil du temps, ce qui devrait conduire à une diminution des redressements.

Tusi et drogues festives au Luxembourg | Question **2840** (08/09/2025) de **M. Tom Weidig** (ADR)

De Kokain-Konsum zu Lëtzebuerg ass duerch Analysen, déi vun der European Union Drugs Agency (EUDA) duerchgefouert goufen, gutt beluecht (cf. Artikel op wort.lu „Luxemburger koksen am liebsten montags" vum 30.3.2025). Eis ass zu Ouere komm, datt mëttlerweil d'Party-Drog „Tusibi" oder „Tusi" (no der englescher Aussprooch vun der Drog 2C-B) zu Lëtzebuerg Fouss gefaasst huet. Si gëtt dacks ënner der Bezeechnung „Pink Cocaine" gehandelt, obschonns Studien nogewisen hunn, datt an dëser syntheetescher Drog mat halluzinogeener Wierkung haaptsächlech Ketamin, an net 2C-B oder Kokain ass. De Mëssbrauch vu „Pink Cocaine" ka verheerend Konsequenzen hunn, vu Panikattacke bis hin zu Häerzstëllstand.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Den aktuellen Aktiounsplang „Drogendësch 2.0" ëmfaasst 60 Moossnamen zur Bekämpfung vun Drogekriminalitéit zu Lëtzebuerg. Party-Droge wéi Ecstasy, „Kokain-Plateauen" oder „Tusi" ginn awer net explizitt thematiséiert. Wéi schätzt d'Regierung d'Bedeitung vun de Party-Drogen am Gesamtkontext vun der Drogekriminalitéit zu Lëtzebuerg an?

2. Plangt d'Regierung spezifesch Preventiounscampagnen, fir iwwer Tusi opzeklären?

3. Goufe schonns strateegesch Asätz (z. B. geziilt Policepatrullen a Baren a Clubben) duerchgefouert, fir de Mëssbrauch vun de genannte Substanzen ze erfaassen an ze bekämpfen? Wa jo, wéi vill a mat wéi engem Resultat? Wann nee, sinn esou Asätz geplangt?

4. Gëtt et eng Zesummenaarbecht mat Betriber aus dem Nuetsliewen, fir den „harm reduction"-Usaz ze stäerken, z. B. duerch Informatioun, Schnelltester oder „safe spaces"?

5. Lëtzebuerg féiert reegelméisseg Ofwaasseranalysen duerch – an déi weisen, dass Kokain-Réckstänn am europäesche Verglach relativ héich sinn, Cannabis och, aner Substanze manner. Gëtt et Pläng, fir „Pink Cocaine" am Kader vun dësen Ënnersichunge méi genee ze tracken?

6. Lëtzebuerg ass scho säit Laangem op der Kaart vun den internationalen Drogekarteller a spillt als Transitland eng ëmmer méi wichteg Roll am europäeschen Drogenhandel, haaptsächlech bei Kokain a Cannabis. Gëtt „Pink Cocaine" mëttlerweil och als Transitsubstanz erfaasst?

Réponse (09/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Bis dato huet d'Police keng Kenntnis iwwert de Konsum respektiv een existéierende Marché zu Lëtzebuerg vun der Drog „Pink Cocaine"/„Tusi". Bis elo ass déi Substanz nach a kenger Analys vum Laboratoire national de santé (LNS) nogewise ginn.

Beschlagnamunge vu sougenannte Partydroge wéi Ecstasy goufe vun der Police scho gemaach wärend Festivitéiten, mee et konnt bis elo kee Marché vu signifikativer Gréisst zu Lëtzebuerg identifizéiert ginn.

ad 2. „El Tusi", „Tusi", „Tuci", „Tucibi", „Cocaina rosada" oder „Pink Kokain" si keng nei psychoaktiv Substanzen, mee Mëschprodukter, wou eng ganz Rei verschidde Substanzen dra fonnt ginn.

Laut der European Union Drugs Agency (EUDA) bezéien sech d'Begrëffer „Tusi“, „Tucibi“ oder „Pink Kokain“ an Europa normalerweis op Mëschunge vu psychoaktive Substanzen a Form vun engem rosa Pudder, an allgemeng Mëschunge vu Ketamin an anere Substanzen, wéi MDMA (3,4-Methylendioxy-methylamphetamin – Ecstasy) oder aner Amphetaminnen. An deenen allermannste Fäll si Kokain oder déi syntheetesch psychoaktiv Substanz 2CB detektéiert ginn.

Wéi uewen erwäänt ass den „Tuci“ e Melange vu verschiddene Substanzen, déi säit Laangem bekannt sinn an iwwert déi eng ganz Rei Informatiouns- an Opklärungsmaterial zu Verfügung steet. Dëst gëtt och an der Präventiounsaarbecht a bei de Safer-Use- a Safer-Party-Mesuren a recreativen a festive Beräicher benotzt.

Am Moment gëtt et keng Unzeeche vun engem signifikative Konsum vun „Tuci“ zu Lëtzebuerg.

ad 3. Op Grond vun der Inexistenz, respektiv der Marginalitéit vun de viséierten Drogen, si bis elo nach keng cibléiert Kontrollen an Nuetslokaler wéi Baren oder Clubbe vun der Police gemaach ginn.

ad 4. D'Associatioun 4motion (PIPAPO) bedreift Sensibiliséierungsaarbecht a festiven a recreative Beräicher, duerch Safer-Use-, Safer-Sex- a Safer-Party-Interventiounen. Ee Service, fir psychoaktiv Substanzen ze analyséieren (DrugChecking), deen e méi risikoarme Konsum vun deene Substanze fir d'Konsumente viséiert an erméiglecht, gëtt och ugebueden. Mat der Initiativ SaferNight gëtt och eng Sensibiliséierung vun Evenementorganisateuren, Betriber aus dem Nuetsliewen an de Besëtzer vu Clubben a Baren ugestrieft, fir inklusiv a sëcher (e. g. Safer Spaces) festiv Evenementer ze fërderen.

Lëtzebuerg mëscht och beim europäesche Fréiwarnsystem fir geféierlech Drogen (EWS) mat, dee vun der European Union Drugs Agency (EUDA) koordinéiert gëtt.

Falls PIPAPO also am Kader vum DrugChecking oder den LNS eng nei psychoaktiv Substanz (NPS) oder eng geféierlech Vermëschung entdeckt, kann den LNS dat un de Point Focal Lëtzebuerg weiderginn, deen direkt mat der EUDA zesummeschafft.

Wann eng Substanz als besonnesch geféierlech agestuuft gëtt, kann eng national oder europäesch Warnung (Drug Alert) ausgeléist ginn.

ad 5. D'Iwwerwaachung vun dësen Droge fält net ënnert d'Virschrëfte vun der Direktiv iwwer d'Behandlung vum kommunalen Ofwaasser (Direktiv 2024/3019) an dës Parameeter ginn dofir net vun de Gemengen a Gemengesyndikater gemooss.

ad 6. Well bis elo nach keng Beschlagnamung vun der Police vu „Pink Cocaine“ zu Lëtzebuerg stattfonnt huet, leie keng Elementer vir, déi beleeën, dass dës Drog duerch d'Land transitéiert.

Pollution lumineuse | Question **2841** (08/09/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

La pollution lumineuse est, dans une certaine mesure, à l'origine de la « disparition » de la nuit. À en croire des experts étrangers, une grande partie de la population du globe habiterait, à l'heure qu'il est, sous un ciel nocturne hypothéqué par ce genre de pollution. Dans ce contexte, les gouvernements successifs du Luxembourg et les communes ont déjà entrepris des mesures concrètes, soit au niveau local, soit au niveau national. Que l'on pense par exemple à des projets mis en œuvre dans le Parc naturel de l'Our ou encore l'introduction progressive de la technologie LED en ce qui concerne l'illumination des routes nationales et des autoroutes du pays. À noter également que l'accord gouvernemental de 2023 souligne que « le Gouvernement continuera à soutenir des projets exemplaires dans ce domaine et tiendra compte, dans la mesure du possible, des considérations y relatives lors de projets étatiques » tout en renforçant « les efforts de sensibilisation à l'adresse des différents acteurs publics et privés ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelles sont les conséquences diverses de la pollution lumineuse pour les êtres humains et la nature ? Quelles sont précisément ses répercussions sur la biodiversité ?

2) Quelles sont les différentes mesures qui ont été entreprises depuis 2021 au Luxembourg pour restreindre l'impact de la pollution lumineuse sur les êtres humains et la faune ?

3) Quelles sont les particularités de la pollution lumineuse au Luxembourg en tenant compte de l'exiguïté territoriale du pays ? Autrement parlant, quelles sont les « régions » du pays souffrant le plus de la pollution lumineuse ? Et quelles sont celles qui en restent largement épargnées ?

4) Est-il prévu de soumettre le guide « Gutes Licht im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg » à une analyse critique afin de suggérer voire d'entreprendre d'autres types de mesures ou des mesures complémentaires à celles actuellement en place ?

Réponse (14/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En ce qui concerne les impacts sur l'homme ainsi que la biodiversité, il est renvoyé à la brochure « Pollution lumineuse – Préserver l'environnement nocturne pour la biodiversité » ↗ publiée en mai 2021 par l'Administration de la nature et des forêts[6].

ad 2) De nombreuses actions ont été prises au Luxembourg pour réduire l'impact de la pollution lumineuse. En 2021, la brochure mentionnée sub 1. a été publiée pour mieux sensibiliser aux impacts de cette pollution sur la biodiversité. Des conférences ont été organisées comme le « Wissenschaftliches Kolloquium Leben in den Städten von Morgen: Klimaresilienz – Biodiversität – Gesundheit » de 2021 ciblant un public plutôt technique, les « Ëmwelt-deeg » de 2022 à destination du grand public ou encore, cette année, une présentation dans le cadre de l'exposition « Sous les pavés, la nature ». À cela s'ajoutent d'autres conférences ainsi que des formations notamment au niveau des communes ou encore des entreprises.

Au niveau législatif, la loi du 3 mars 2022 portant modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles a introduit une définition de la notion de pollution lumineuse, ainsi que des dispositions pour minimiser cette pollution au niveau des conditions d'autorisation.

Le Pacte Nature a intégré deux mesures dans son catalogue pour réduire la pollution lumineuse, à savoir l'élaboration par les communes d'un concept de réduction de pollution lumineuse et la mise en place d'un éclairage respectueux de la faune sauvage.

Dans cette même optique, plusieurs communes se sont engagées dans une démarche de réduction de pollution lumineuse. Un mémorandum d'entente a été signé en 2022 incluant un masterplan pour la minimisation de la pollution lumineuse et des mesures concrètes d'extinction de l'éclairage pendant la nuit.

Par ailleurs, le Parc naturel de l'Our a engagé un conseiller en éclairage qui multiplie non seulement les actions de sensibilisation, mais qui propose aussi un service de conseil à disposition des administrations, entreprises et citoyens.

En 2021, une campagne nationale a été lancée avec un appel aux communes de renforcer leurs efforts d'économies d'énergie et une recommandation de procéder à une extinction de l'éclairage nocturne de la voirie publique entre 01.00 et 05.00 heures du matin. 45 communes ont participé à cette initiative. Cette mesure est toujours en place dans un tiers de ces communes.

Enfin, l'Observatoire de l'environnement naturel a initié en 2023 une étude de faisabilité pour une trame noire au Luxembourg, afin de permettre le maintien et la restauration de l'obscurité. Le but étant d'identifier des corridors écologiques caractérisés par une certaine obscurité et empruntés par les espèces nocturnes.

Dans le cadre du nouveau régime d'aides pour les communes « Klimabonus Gemengen » présenté en date du 16 septembre 2025, la mesure concernant la subvention pour la rénovation de l'éclairage public a été entièrement révisée. Afin de pouvoir profiter de cette subvention, l'éclairage devra être conçu de manière à réduire la pollution lumineuse et ses effets négatifs sur la flore et la faune en se basant sur les recommandations du guide « Gutes Licht im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg ». Un bonus supplémentaire pourra être accordé si les luminaires remplacés sont assujettis à un système de télégestion et si l'intensité lumineuse peut être adaptée via détecteur de mouvement.

ad 3) Il semble évident que la pollution lumineuse va de pair avec l'urbanisation et l'activité humaine. Ce sont donc les régions les plus urbanisées qui sont le plus exposées à la pollution lumineuse. La capitale et le sud du pays sont ainsi les régions où la pollution lumineuse est la plus importante. Une pollution lumineuse de moindre envergure est également présente dans d'autres régions du pays.

ad 4) Pour l'instant il n'est pas prévu de soumettre ce guide à une telle analyse. Les recommandations y proposées sont toujours valables. Cela dit, le guide sera mis à jour si une telle mise à jour s'avère nécessaire.

Présence de ministres et députés dans les lycées | Question **2842** (08/09/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

A senger Äntwert op déi mëndlech Fro Nr. 290 vun der honorabeler Madamm Deputéiert Diane Adehm iwwer Walkampfaffichë vum deemolege franséische Presidentschaftskandidat Eric Zemmour an der Europaschoul zu Mamer (Séance publique Nr. 32 vum 8. Februar 2022) hat den Här Minister gesot: „Natierlech kann een iwwer politesch Bildung nëmme gutt eppes maachen, wann een och mat Politiker vun ënnerschiddleche Parteien, an domat awer och wierklech vum ganze Parteiespektrum, an och zesumme mol eppes ka maachen. Dat ass och an de Schoule Politick fir unzepaken, dat ass an de Schoulen och ganz konkreet de Schüler gewisen, wat Politiker soen. Dofir wëlle mer och scho Presenz vu Politiker an de Schoulen hunn, mee natierlech muss et politesch neutral sinn, an et muss equilibréiert sinn, net equilibréiert onbedéngt pro Veranstaltung, mee

[6] https://environnement.public.lu/fr/publications/conserv_nature/2021/pollution-lumineuse.html

equilibréiert an der Durée, sou datt do eigentlech och all politesch Couleur méi oder manner zur Geltung kommen an domat och de politesche Spektrum de Schüler ka gewise ginn."

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Kann den Här Minister eis eng Lëscht presentéiere mat allen Diskussiounsronnen, déi am Schouljoer 2024/2025 an de Lëtzebuerger Lycéeën organiséiert goufen, fir de Schüler vun eisem Land ze weisen, „wat Politiker soen"? Wa jo: Wéi eng Ministeren an Deputéiert, opgedeelt no Parteien an no Lycéeën, hunn un dësen Diskussiounsronnen deelgeholl, a wéi dacks?

2. Kann den Här Minister opschlësselen, a wéi enge Fäll déi betreffend Politiker vun de Schoulen ageluede goufen an a wéi enge Fäll d'Politiker sech selwer agelueden hunn?

3. Confirméiert den Här Minister seng Ausso vun 2022, datt et grondsätzlech gutt ass, wann d'Politiker „wierklech vum ganze Parteiespektrum" an d'Lycéeë ginn an datt bei dësen Diskussiounsronnen „all politesch Couleur" gläichwäerteg soll vertruede sinn?

Réponse (13/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Tablo↑ heidrënner weist d'Diskussiounsronnen an änlech Evenementer mat der Bedeelegung vu Lëtzebuerger Politiker, déi an eise Lycéeën am Schouljoer 2024/2025 organiséiert goufen.

ad 2. Keen externen Intervenant luet sech selwer an eng Schoul an; all Evenement fënnt mam Accord an ënnert der Responsabilitéit vum Direkter oder der Direktesch statt.

ad 3. Ech confirméiere meng Ausso an ënnersträichen d'Wichtegkeet vun der politescher Bildung – grad an eiser haiteger Zäit. An dësem Kontext wëll ech och un d'Woch vun der Demokratie erënneren, déi vum 27. bis den 31. Oktober an de Lycéeën organiséiert gëtt, dëst a Kollaboratioun mat der Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL), dem Jugendrot, dem Zentrum fir politesch Bildung an dem Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS).

Protection des données publiques face au Cloud Act américain | Question **2843** (09/09/2025) de **M. Ben Polidori** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

La question de la souveraineté numérique de l'État luxembourgeois prend une importance croissante à l'heure où les infrastructures publiques s'appuient largement sur des services numériques fournis par des entreprises soumises à des législations extraterritoriales, notamment américaines.

Le Cloud Act impose aux entreprises américaines, comme Microsoft, de transmettre les données qu'elles hébergent aux autorités des États-Unis sur simple injonction judiciaire, même si ces données sont localisées physiquement dans l'Union européenne. Cette problématique a notamment été confirmée lors d'une audition officielle de représentants de Microsoft France au Sénat français, au cours de laquelle il a été reconnu que, si une injonction américaine est jugée « fondée en droit », l'entreprise est légalement contrainte de transmettre les données demandées sans en informer les autorités nationales concernées. Le directeur juridique de Microsoft France a par ailleurs admis ne pouvoir fournir aucune garantie formelle d'opposition à de telles demandes en ce qui concerne les données d'entités publiques européennes.

Cette situation soulève des inquiétudes majeures quant à la confidentialité des données publiques, au respect du RGPD et à la protection juridique des institutions nationales.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation et à Madame la Ministre chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Quelles mesures juridiques et techniques le Gouvernement luxembourgeois a-t-il mises en place pour garantir que les données personnelles traitées par les services publics ne puissent être transmises à des autorités étrangères, notamment dans le cadre d'injonctions fondées sur des législations extraterritoriales telles que le Cloud Act américain ?

2) Le Gouvernement est-il en mesure d'identifier les services publics ou opérateurs étatiques utilisant actuellement des solutions cloud ou logicielles fournies par des entreprises soumises au Cloud Act, telles que Microsoft, Amazon, Apple, Google, etc. ?

3) Est-ce que le Luxembourg a été informé, à ce jour, d'éventuelles demandes de transmission de données formulées par des autorités américaines à des prestataires technologiques opérant au service d'institutions publiques luxembourgeoises ?

4) Dans un souci de souveraineté numérique, le Gouvernement entend-il favoriser activement le recours à des solutions européennes ou open source qui ne sont pas soumises à des législations extraterritoriales ?

5) Le Luxembourg dispose-t-il d'une stratégie spécifique en faveur du déploiement généralisé de solutions open source au sein de la fonction publique, comparable à l'approche adoptée par l'Allemagne dans le cadre de sa « Verwaltungscloud-Strategie » ?

6) Le Gouvernement envisage-t-il de réévaluer sa position en matière de cloud souverain, notamment à la lumière de projets comme « Clarence », un cloud souverain reposant sur la technologie Google, et d'examiner la possibilité de recourir à d'autres partenariats technologiques permettant de garantir un haut niveau d'autonomie stratégique, de sécurité juridique et de contrôle effectif des données publiques ?

7) Le Gouvernement estime-t-il que des garanties contractuelles prévoyant l'exclusion de tout accès aux données par le fournisseur technologique seraient juridiquement opposables en cas d'injonction émise par une autorité étrangère, par exemple dans le cadre du Cloud Act américain ?

8) Quel est, à l'heure actuelle, le taux de recours aux solutions open source dans l'administration publique par rapport aux solutions propriétaires ? Des objectifs quantifiés ont-ils été fixés ?

9) Le Gouvernement a-t-il prévu des moyens budgétaires spécifiques pour accompagner une éventuelle migration vers des solutions open source, incluant le développement, l'intégration, la maintenance ainsi que la coopération entre administrations et partenaires externes ?

10) Enfin, dans quelle mesure le respect du RGPD et du règlement (UE) 2018/1725 est-il garanti dans les contrats conclus avec des prestataires soumis à des régimes juridiques étrangers potentiellement contradictoires avec le droit européen ?

Réponse (14/10/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Le Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 (RGPD) encadre le transfert de données personnelles vers les pays tiers à l'Espace économique européen. Les transferts sont possibles vers les pays pour lesquels la Commission européenne a adopté une décision d'adéquation. En l'absence d'une décision d'adéquation, les transferts vers les pays tiers sont possibles, à condition que des garanties appropriées soient mises en place selon l'article 46 du RGPD.

Par ailleurs, l'article 48 du RGPD dispose que toute décision d'une juridiction ou d'une autorité administrative d'un pays tiers exigeant d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant qu'il transfère ou divulgue des données à caractère personnel ne peut être reconnue ou rendue exécutoire de quelque manière que ce soit qu'à la condition qu'elle soit fondée sur un accord international, tel qu'un traité d'entraide judiciaire, en vigueur entre le pays tiers demandeur et l'Union ou un État membre, sans préjudice d'autres motifs de transfert en vertu du chapitre V du RGPD.

Le Gouvernement luxembourgeois met en œuvre les dispositions du RGPD qui sont directement applicables dans l'Union européenne et par conséquent en droit interne. Le contrôle du respect des exigences prévues par le RGPD relève des compétences de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD).

ad 2) Le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) est en mesure d'identifier le recours à des solutions « cloud » utilisées dans le cadre des services qu'il fournit. Ceci n'est pas le cas pour les solutions « cloud » utilisées par des services publics ayant recours à un autre prestataire informatique que le CTIE.

ad 3) Ni la Ministre de la Digitalisation, ni la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité n'ont été informées d'éventuelles demandes de transmission de données formulées par des autorités américaines à des prestataires technologiques traitant des données à caractère personnel pour le compte des institutions publiques luxembourgeoises.

ad 4) Dans un souci de souveraineté numérique, le Gouvernement luxembourgeois explore activement toutes les options, notamment en favorisant le recours à des solutions européennes et open source qui ne sont pas soumises à des législations extraterritoriales, comme en témoigne, notamment, l'initiative stratégique « Accélérer la souveraineté numérique 2030 » ainsi que le recours dans le secteur public à des solutions européennes, y compris l'usage de logiciels libres (open source).

ad 5) Dans une logique de sécurité, de souveraineté numérique et d'efficacité pour les administrations publiques, le CTIE a mis en place et gère une plateforme souveraine (« Gov Cloud ») qui repose notamment sur des logiciels libres (open source) et qui est hébergée localement.

ad 6) Le Gouvernement luxembourgeois, dans sa volonté de renforcer la souveraineté numérique, soutient le développement et l'adoption de solutions européennes, tout en évaluant activement diverses alternatives technologiques conformes aux exigences de sécurité et d'indépendance stratégique.

Dans ce cadre, le Gouvernement a notamment décidé d'avoir recours aux services fournis par une société de droit luxembourgeois (Clarence S.A.) pour la fourniture d'un cloud souverain déconnecté reposant sur la technologie « Google » ou à ceux fournis par des prestataires européens (Mistral AI).

ad 7) La question de l'opposabilité juridique de clauses contractuelles prévoyant l'exclusion de tout accès

aux données par le fournisseur technologique en cas d'injonction émanant d'une autorité étrangère dans le cadre du « Cloud Act », s'inscrit dans un contexte de coexistence de systèmes de droit et d'éventuels superposition de champs d'application des textes réglementaires nationaux et supranationaux.

Le Gouvernement luxembourgeois reste attentif aux enjeux de souveraineté des données et adopte une approche équilibrée et stratifiée, qui repose sur une combinaison de mesures contractuelles, techniques et réglementaires, tout en suivant de près les évolutions du cadre juridique international.

ad 8) Pour de plus amples informations quant à l'approche du Gouvernement par rapport au recours de solutions open source, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 2345 du 20 mai 2025.

ad 9) Les logiciels libres (open source) sont en principe disponibles gratuitement, mais leur mise en œuvre dans la fonction publique nécessite des ressources humaines, techniques et financières importantes. Les ressources dédiées au développement, à l'intégration et à la maintenance de solutions « open source » au sein de l'infrastructure du CTIE sont intégrées dans l'enveloppe budgétaire globale attribuée annuellement à celui-ci.

ad 10) Le Gouvernement luxembourgeois attache une attention particulière au respect du droit à la protection des données à caractère personnel et entend promouvoir des engagements contractuels conformes aux exigences réglementaires applicables, notamment celles prévues par l'article 28 et le chapitre V du règlement (UE) 2016/679 (RGPD).

Pour assurer le respect des règles applicables en matière de protection des données, le Luxembourg s'appuie – conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données – sur les conseils dispensés par le Commissariat de Gouvernement à la protection des données auprès de l'État et les pouvoirs de contrôle dont dispose la CNPD.

Langue luxembourgeoise dans les fédérations sportives nationales | Question **2845** (09/09/2025) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** | **M. Fred Keup** (ADR)

Aus gutt informéierte Kreesser ass eis zu Ouere komm, datt d'Vertrieder vun engem Lëtzebuerger Sportveräin säit Joren an der Generalversammlung vun hirer Federatioun verbuede kréien, Lëtzebuergesch ze schwätzen, well verschidde Membere vum Verwaltungsrot eis offiziell Landessprooch net géife beherrschen. Dëst geet, sou gouf eis gesot, esou wäit, datt ee Member vun der Federatioun carrement „dekretéiere" géif, datt d'Vertrieder vum ernimmte Veräin net geäntwert kréien, wann si eppes op Lëtzebuergesch soen oder froen.

An deem Zesummenhang hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Roll vun der Lëtzebuerger Sprooch an nationale Sportfederatiounen, a konkreet an de Generalversammlunge vu Lëtzebuerger Sportfederatiounen?

2. Hält d'Regierung et fir akzeptabel, dass Lëtzebuergesch an der Generalversammlung vun engem nationale Sportverband net geschwat däerf ginn?

3. Gesäit d'Regierung doran net e Widdersproch zur Fërderung vun der Lëtzebuerger Sprooch als identitéitsstëftend Element vun der Gesellschaft?

Réponse (03/10/2025) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

Den Theema Sport an Inklusioun vu Leit mat Migratiounshannergrond ass en aussergewéinlech interessant Fuerschungsfeld fir Historiker a Soziologen, dëst grad och hei zu Lëtzebuerg. Am Ufank vun hirem Aufsatz „‚Italienische' Fußballvereine in Luxemburg zwischen Mythos und Realität. Am Beispiel von Jeunesse Esch und Alliance Dudelange" ginn déi zwee Auteure Jean Ketter an Denis Scuto de franséische Soziolog Abelmalek Sayad follgendermoossen erëm: „Der Prozess [der Integration] selbst könne eigentlich nicht beschrieben werden, weil er ‚das gesamte soziale Wesen der betroffenen Personen (d. h. ihre gesamte Identität) und auch die Gesellschaft als Ganzes betrifft. Es ist ein kontinuierlicher Prozess, dem weder Anfang noch Ende zugeordnet werden kann, ein Prozess jedes Augenblicks des Lebens, jedes Aktes der Existenz.'"

Spannend ass och den Auteuren hir Conclusioun: „Die Ankunft neuer Einwanderer*innen (hier: spanischen und portugiesischen), eine neue Alterität, beschleunigt die Integration und Akzeptanz der Nachkommen ehemaliger Einwanderer*innen (hier: Italiener*innen) durch die Aufnahmegesellschaft in Richtung einer neuen Identität."

Et ass deemno eng Evidenz, datt de Sport, sozial Inklusioun an Interkulturalitéit staark matenee verbonne sinn. An deem Kontext sief nach ernimmt, datt munch Sportaarten eréischt mat der Immigratioun op Lëtzebuerg komm sinn. Als Beispiller kann een hei d'Boule-Spill an de Rugby nennen: De Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzerlach gouf 1964 haaptsächlech vu Leit mat italieeneschem Hannergrond gegrënnt an huet haut 700 Memberen. De Rugby Club de Luxembourg gouf 1973 vun engem Grupp britteschen Expatriates gegrënnt, ma stellt eng Mëschung vu Leit vun allen Nationalitéiten, Kulturen, Reliounen an eeben och Sproochen duer, woubäi de Veräi selwer houfreg drop hiweist, datt e schonns 20 Nationalitéiten um Terrain stoen hat.

Allgemeng kann ee feststellen, datt besonnesch d'Kanner an déi Jugendlech vun de sportleche Aktivitéite profitéieren, fir hir Lëtzebuergeschkompetenzen ze verbesseren. Ma dat gëllt och fir e sëllegen Erwuessener. An do sief och bemierkt, datt bei den zwee Lännermatcher vun der Fussballnationalekipp am Stadion Ufank September 2025 Supporter esouwuel ouni ewéi mat Migratiounshannergrond eis Rout Léiwen op Lëtzebuergesch ugefeiert an d'Lidder op Lëtzebuergesch matgesongen hunn.

Mat dësen Iwwerleeungen am Hannerkapp géife mir dann op d'Froe vun den honorabelen Deputéierten äntweren.

ad 1. Et steet der Regierung net zou, de Sproochgebrauch an enger spezifescher Sportfederatioun ze bewäerten.

ad 2. D'Regierung huet weeder d'Méiglechkeet nach d'Intentioun, sech an de Sproochgebrauch vun enger spezifescher Sportfederatioun anzemëschen.

ad 3. D'Regierung stellt mat grousser Freed fest, datt iwwer de Sport ganz vill Leit de Wee zur Lëtzebuerger Sprooch fannen; eng Entwécklung, déi een, wéi ugangs gesot, als „kontinuéierleche Prozess" muss ugesinn.

Projet de règlement européen relatif aux activités spatiales (EU Space Act) | Question **2846** (09/09/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le 25 juin 2025, la Commission européenne a présenté un projet visant à harmoniser le droit spatial au sein de l'Union européenne. Intitulé « EU Space Act », ce texte a pour objectif de réguler les activités spatiales civiles dans l'UE. Il établit un cadre européen clair et cohérent, destiné à assurer la sécurité, la résilience et la responsabilité environnementale dans l'ensemble de l'UE, tout en favorisant le développement des entreprises.

Selon la Commission européenne : « l'acte législatif européen sur l'espace vise à réduire les formalités administratives, à protéger les moyens spatiaux et à créer des conditions de concurrence équitables et prévisibles pour les entreprises ».

Les nouvelles dispositions s'appliqueront tant aux actifs spatiaux européens qu'aux infrastructures nationales et aux opérateurs de pays tiers offrant des services en Europe. Les obligations réglementaires seront adaptées à la taille des entreprises et modulées en fonction du niveau de risque.

Ce projet de règlement introduit de nouvelles dispositions – telles que la prise en compte de l'impact environnemental des activités spatiales ou les critères d'octroi de licences – qui rendront probablement nécessaire une révision du cadre juridique luxembourgeois actuel. Il est essentiel de veiller à ce que notre cadre national reste aligné sur les nouvelles normes européennes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quel est l'impact potentiel de cette initiative législative européenne sur le droit spatial luxembourgeois actuel, notamment sur la loi du 20 juillet 2017 sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace et sur la loi du 15 décembre 2020 portant sur les activités spatiales ?

– Quel est le calendrier prévu pour aligner la législation nationale sur les nouvelles dispositions européennes en matière spatiale ?

– Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin de s'assurer que les start-up et PME luxembourgeoises actives dans le domaine spatial ne soient pas affectées de manière disproportionnée par les nouvelles règles européennes et qui leurs permettent de rester compétitives et innovantes ?

Réponse (02/10/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

La proposition de règlement européen a été publiée par la Commission européenne le 25 juin 2025 et, conformément à la procédure législative ordinaire de l'Union, le texte proposé est actuellement analysé et discuté par les représentants des États membres dans les groupes de travail concernés, avant d'être soumis au Parlement et au Conseil. Il pourra donc encore subir des modifications substantielles avant d'être adopté.

Il est dès lors difficile d'anticiper l'impact à ce stade, mais si le texte proposé devait être adopté dans sa version actuelle, l'impact peut être anticipé comme non négligeable au vu de l'ampleur des mesures proposées.

L'entrée en vigueur de la proposition de règlement est actuellement prévue pour le 1er janvier 2030. Si le règlement est applicable de plein droit dès son entrée en vigueur, il conviendra cependant d'adapter le cadre législatif luxembourgeois au règlement pour cette date.

La proposition de règlement actuel prévoit la mise en place de mesures de support par la Commission, notamment sous la forme de capacity-building par voie de mise à disposition de matériel de guidance et

de meilleures pratiques, ainsi que de co-financement de projets de recherche et développement visant à permettre à l'industrie d'adopter de nouvelles technologies qui faciliteront la mise en conformité avec les exigences de l'EU Space Act.

Au niveau national, les mesures de soutien pour les activités de recherche et développement actuellement en place pourront, le cas échéant, soutenir les entreprises dans leur mise en conformité.

Accréditation des médias lors du déplacement récent en Moldavie et en Ukraine | Question **2847** (09/09/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon des informations relayées dans la revue de presse du 27 août 2025, Monsieur le Ministre s'est rendu en Moldavie et à Odessa dans le cadre d'une visite diplomatique. Il ressort de ces informations que le média public luxembourgeois Radio 100,7 n'aurait pas été autorisé à poursuivre le voyage vers l'Ukraine, sans qu'une justification claire n'ait été communiquée.

Dans un contexte international marqué par de fortes tensions géopolitiques, l'exclusion d'un média de service public lors d'un déplacement officiel du Ministre des Affaires étrangères soulève des interrogations légitimes quant au respect du pluralisme médiatique, à l'égalité de traitement entre organes de presse et à la transparence dans la communication gouvernementale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que Radio 100,7 n'a pas été autorisée à accompagner la délégation luxembourgeoise sur la partie ukrainienne de la visite ? Pour quels motifs précis ce média a-t-il été exclu de cette étape du déplacement, alors qu'il était le seul représentant du service public présent ?

2) Quelle autorité a pris la décision d'exclure ce média pour cette partie de la mission ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il que cette situation est conforme aux engagements du Luxembourg en matière de liberté de la presse et de pluralité médiatique ? Envisage-t-il de prendre des mesures afin de garantir une représentation équilibrée des médias, notamment des médias de service public, lors des visites officielles à l'étranger ?

Réponse (19/09/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Dans le cadre d'une visite Benelux, le Ministre Bettel, accompagné du Ministre belge des Affaires étrangères, Maxime Prévot, et de la directrice générale de la Coopération européenne au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, Heleen Bakker, s'est rendu à Chișinău et à Odessa du 24 au 27 août 2025. Pour cette visite, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur avait invité une délégation de la presse luxembourgeoise composée de RTL, « Wort », « Tageblatt » et 100,7.

Les quatre médias avaient été informés au préalable que le déplacement à Odessa restait à être confirmé en raison de la situation sécuritaire. Par ailleurs, également pour des raisons de sécurité, le côté ukrainien imposait des limites strictes aux délégations pour réduire le nombre de véhicules dans les convois. Il était prévu que deux des journalistes luxembourgeois puissent participer au déplacement à Odessa. À la dernière minute, en raison de désistements côté belge et côté néerlandais, deux places se sont libérées dans le convoi de voitures, qui ont pu être attribuées à deux membres de la presse luxembourgeoise. La délégation de presse luxembourgeoise a ainsi compté quatre personnes, sur un total de cinq qui avaient fait le déplacement pour la visite en Moldavie.

Le choix des membres de la délégation s'est fait, pour les journalistes, sur la base de leur ancienneté et, pour le caméraman, il a été décidé de lui accorder une place pour permettre à RTL de disposer de ses propres images montrant la destruction causée par les attaques russes à Odessa.

Le bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères a informé 100,7 de cette décision et en a expliqué le choix.

Organisation et suivi des rappels Covid-19 | Question **2848** (09/09/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

De Sënn vum sougenannten „Dossier de soins partagé" (DSP) ass den Austausch an d'Deele vun de Gesondheetsdonnéeën an Informatioune vum Patient an engem elektroneschen Dossier. Dëst soll eng besser Koordinatioun, Kontinuitéit a Sécherheet vun der Versuergung erméiglechen (z. B. Impfrappeller), esouwéi och eng besser Notzung vun den Donnéeën.

De Gebrauch vun deem elektroneschen Dossier ass net obligatoresch. Wien deen Dossier awer aktivéiere gelooss huet a Gebrauch dovu mécht, kritt ënner anerem Informatiounen zum eegenen Impfstatus. Esou gëtt een aktiv drun erënnert, wann et un der Zäit ass, eng Impfung opzefrëschen. Do kritt een och d'Informatioun, vu wéini bis wéini een eng saisonal Impfung, ewéi déi géint d'Gripp, opfrësche muss oder och de „rappel hivernal", fir sech géint Covid-19 impfen ze loossen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wann Impfunge bei Aarbechtsdoktere vum CGDIS gemaach ginn, fënnt een déi net automatesch a sengem DSP. Doduerch kënnt et zu falschen Impfrappeller. Firwat erméiglecht de System net, datt all Dokter, deen zu Lëtzebuerg zougelooss an täteg ass, ënnert dem Patient senger Matricule eppes kann aginn, wat dann automatesch am DSP vum Patient vermierkt gëtt?

2. Wien ass berechtegt, d'Impfunge géint Covid-19, déi elo vum Oktober un nees sollen zur Verfügung stoen, ze maachen? Wéi gesäit d'Organisatioun aus bei der Impfberechtegung an der Verdeelung vun den Impfdosen?

3. Wat fir Covid-19-Impfstoffer a wéi vill Dosen dovun huet d'Regierung fir dës Saison bestallt?

4. Besteet ëmmer nach de bekannte Kaskaderegime iwwert d'APA (Advance Purchase Agreement) oder gëtt et aktuell e Marché public fir den Akaf vun den Impfstoffer? Wien dréit hei d'Responsabilitéit vun den Impfschied?

5. Duerch dat lescht gestëmmte Covid-19-Gesetz (Loi du 28 juin 2024 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus Sars-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19) huet d'Regierung sech d'Sammelen an d'Verwäerte vun Donnéeën am Zesummenhang mat der Covid-19-Impfung geséchert, déi hëllefe sollten, fir ënner anerem den Notze vun den Impfungen ze analyséieren. Wou ass déi Analys drun?

6. Wann d'Regierung d'Auswäertung vun den nationalen Donnéeën nach net sollt hunn, huet si dann Analysen zu internationalen Donnéeë consultéiert, fir d'Effikassitéit vun der Impfung ze bewäerten an de Risiko-Notze-Faktor anzeschätzen? Wa jo, wat fir Analyse waren dat?

7. Am DSP steet bei „autres informations" zur Covid-19-Impfung: „Le risque de forme grave de Covid-19 augmente de manière exponentielle avec l'âge. La vaccination est particulièrement efficace pour empêcher les formes graves de la maladie." Wéi bewäert d'Regierung d'Effikassitéit vun de Covid-19-Impfungen opgrond vun de gesammelten Donnéeën? Wéi schätzt d'Regierung de Risiko-Notze-Faktor dobäi an?

8. Zousätzlech liest ee bei „commentaires": „Un rappel hivernal est à prévoir chaque année, au moins 6 mois après la dernière vaccination ou infection." Wéi ginn Infektiounen an deem Kader bestëmmt a wéi kann eventuell eng Titerbestëmmung am Kader vum Infektiounsschutz mat berécksiichtegt ginn?

9. Kritt am DSP jiddwereen de sougenannte „rappel hivernal" fir eng Covid-19-Impfung, oder just bestëmmten Alters- a sougenannte Risikogruppen? Wa just bestëmmten Alters- a sougenannte Risikogruppen dëse Rappell kréien, wat sinn dann d'Krittären, déi bestëmmen, ob een zu deene Gruppe gehéiert?

10. Gëtt dee „rappel hivernal" fir eng Covid-19-Impfung och nach iwwert aner Weeër vermëttelt? Wa jo, iwwer wat fir Weeër?

11. Am „Focus online" liest een an engem Artikel vum 1.9.2025[7], datt d'Corona-Impfstoffer an den USA elo nëmmen nach mat beträchtleche Restriktiounen zougelooss ginn. Esou ginn do d'Covid-19-Impfstoffer elo just nach fir eeler a krank Mënschen zougelooss. Gesond Erwuessener ënner 65 Joer a Kanner ouni Virerkrankunge solle faktesch keen Zougang méi zu de Covid-19-Impfstoffer vu Pfizer, Moderna an Novavax hunn a mussen dann deier dofir bezuelen. Huet d'Regierung fir Lëtzebuerg och bestëmmte Recommandatiounen oder Restriktioune virgesinn? Wa jo, wat fir eng?

Réponse (13/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi automatesch Impfrappeller ginn duerch de Carnet de vaccination électronique (CVE) verschéckt, an net duerch den Dossier de soins partagé (DSP). Den CVE ass eng Software, déi et Dokteren erlaabt, d'Impfunge vun hire Patienten ze enregistréieren, ze consultéieren an ze suivéieren. E bitt dem Dokter awer och eng Hëllef fir Impfentscheedungen (SADV).

D'Benotzung vun der CVE-Plattform ass net obligatoresch fir d'Vaccinateuren. Doktere kënne wielen, ob si d'CVE-Formatioun maachen an ob si en CVE fir hir Patienten opstellen. Wann en Dokter en CVE fir e Patient opmécht, kann de Patient decidéieren, ob seng Impfdaten automatesch an den DSP erfogeluede ginn. Donnéeë ginn dann automatesch am DSP aktualiséiert, wann eng nei Impfung vum Dokter am CVE enregistréiert gëtt. Fir den Ament gëtt de CVE net vun der Aarbechtsmedezinn vum CGDIS fir d'Impfungen agesat.

ad 2. All Dokteren, déi zu Lëtzebuerg praktizéieren, däerfen d'Covid-19-Impfung administréieren. D'Apdikter däerfen dës Impfung administréiere wann

[7] Neue Regeln durch US-Behörden – Corona-Impfstoffe in den USA nur noch für alte und kranke Menschen zugelassen: https://www.focus.de/finanzen/news/corona-impfstoffe-nurnoch-fuer-alte-und-kranke-menschen-zugelassen_eccb7120-9e78-4518-9713-17e95483dd02.html?utm_medium=social&utm_source=facebook&utm_campaign=focusonline-gesundheit

se am Virfeld un enger spezifescher Formatioun participéiert hunn, déi vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ugebuede gëtt.

D'Logistik bleift déi selwecht wéi d'Jore virdrun: d'Vaccinateure bestellen de Covid-19-Impfstoff iwwert d'Plattform MSVAC. D'Impfstoffer ginn da gratis un déi jeeweileg Dokteschcabinete respektiv Apdikte geliwwert.

ad 3. Fir d'Joer 2025 ginn 158.405 Dose vum Impfstoff Comirnaty, dee géint d'Variant LP.8 wierksam ass, zu Lëtzebuerg erwaart.

Dräi Formulatioune vun dësem Impfstoff sinn disponibel:

– fir Erwuessener,
– fir Kanner tëschent 5 an 11 Joer,
– fir kleng Kanner vu 6 Méint bis 4 Joer.

ad 4. D'Liwwerunge fir d'Joer 2025 si weiderhin am Kader vum Purchase Agreement, tëschent der Europäescher Kommissioun a Pfizer/BioNTech. Dëse gouf am Joer 2021 ofgeschloss. De Staat dréit d'Responsabilitéit fir d'Covid-19-Impfung op Basis vum Gesetz vum 4. Juli 2000 relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations.

ad 5. No der Pandemie huet d'Regierung e gesetzleche Kader fir d'Sammelen an d'Notze vun Donnéeën am Zesummenhang mat der Impfung géint de Covid-19 ageriicht. D'Donnéeë vu Covid-19-Impfungen, déi bis den 31. Mäerz 2023 (Reporting-Enn) gesammelt goufen, hunn zu dräi nationale Rapporte gefouert iwwer d'Wierksamkeet vun de Covid-19-Impfstoffer. Dës Rapporte goufen an de Joren 2021[8], 2022[9] an 2023[10] no der universeller Impfcampagne géint Covid-19 publizéiert. Si liwwere staark Beweiser fir de Schutz, deen d'Impfung géint schwéier Verleef an och Hospitalisatioune bei geimpfte Persoune bitt.

Et goufen och wëssenschaftlech Studien a Fachzeitunge publizéiert: Am Kader vun internationalen Zesummenaarbechte konnt de Verglach tëscht de schwéiere Verleef vu verschiddene Covid-19-Variante gemaach ginn. D'Analysen hu gewisen, datt Omikron BA.1 am Duerchschnëtt manner schwéier Verleef verursaacht huet wéi Delta[11]. Zousätzlech konnt d'Efficacitéit vun de Covid-19-Impfstoffer geschat ginn, déi eng kloer Reduktioun vun Hospitalisatiounen an Doudesfäll gewisen huet[12].

Donnéeë vu Lëtzebuerg sinn och bei der europäescher Etude Vaccine Effectiveness, Burden and Impact Studies (VEBIS)[13] agefloss.

Aktuell baséieren sech d'Experten op d'Analyse vum Aarbechtsgrupp vun der European Medicines Agency (EMA) iwwer Impfstoffer. Dësen Aarbechtsgrupp schafft ënner anerem mat der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) zesummen a berécksiichtegt eng grouss Villfalt un Donnéeën, ënner anerem Informatiounen iwwer d'Entwécklung vum Virus an d'Resultater vun Efficacitéitsetüden zu nei ugepassten Impfstoffer.

8 Rapport sur l'effectivité vaccinale contre la Covid-19 au Luxembourg – Portail Santé – Luxembourg
9 2e rapport sur l'effectivité vaccinale contre la Covid-19 au Luxembourg – Portail Santé – Luxembourg
10 valuation-de-lffectivit-vaccinale-dernire-mise-jour-finale.pdf
11 Eurosurveillance | A standardised protocol for relative Sars-CoV-2 variant severity assessment, applied to Omicron BA.1 and Delta in six European countries, October 2021 to February 2022
12 High vaccine effectiveness against severe Covid-19 outcomes and population preventable fraction during the Omicron era in Luxembourg: A nationwide retrospective risk factor analysis – ScienceDirect
13 Vaccine Effectiveness, Burden and Impact Studies (VEBIS),

ad 6. Wéi virdrun erwäänt, goufen d'Donnéeën op nationalem Niveau analyséiert. Zousätzlech stäipt sech d'Regierung op verschidde wichteg international Etüden, ënner anerem:

– EMA: D'EMA bestätegt, datt d'Impfungen, déi an der EU zougelooss sinn, nach ëmmer e gudde Schutz géint schwéier Fäll vu Covid-19 bidden, och bei neie Varianten[14].
– European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC): Observatiounsetüden an der EU/EEE weisen, datt d'Impfungen och no der Pandemie nach héich Wierksamkeet géint Hospitalisatiounen an Doudesfäll hunn[15].
– WHO: Eng Etüd vun der WHO/Europa schätzt, datt d'Impfunge méi wéi 1,4 Millioun Liewen an der europäescher Regioun gerett hunn, mat bis zu 62 % manner Doudesfäll bei Leit iwwer 80 Joer[16].
– Rezent wëssenschaftlech Etüden: Nei Fuerschunge weisen, datt déi ugepassten Impfungen och géint déi rezent Varianten nach ëmmer gutt schützen, besonnesch fir Hospitalisatiounen ze vermeiden[17].

ad 7. Wéi am CVE erwäänt, ass unerkannt, datt de Risiko fir eng schwéier Form vu Covid-19 mam Alter klëmmt, an datt d'Impfung besonnesch effektiv ass, fir de schwéiere Verlaf ze verhënneren.

Aktuell Donnéeën erlaben, follgend Aussoen ze maachen:

– D'Efficacitéit vun Impfungen ass héich a verhënnert schwéier Verleef (besonnesch bei eelere Persounen a bei Risikogruppen)[18].
– D'Impfung gëllt als méi nëtzlech a positiv wéi riskant fir dës vulnerabel Persounegrupp, sou datt ee Rappell am Wanter fir dës Gruppe recommandéiert gëtt.
– Fir déi aner Gruppe gëtt eng proportionéiert Approche ugewannt, déi d'epidemiologesch Entwécklung an déi wëssenschaftlech Donnéeë berécksichtegt.

ad 8. Den Dokter huet d'Méiglechkeet am CVE vum Patient den Datum vun der leschter bekannter Covid-19-Infektioun anzedroen. Entspriechend de Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) ass fir Risiko-Persounen eng Impfung am Ufank vum Wanter recommandéiert, ënner der Konditioun, datt zanter der leschter Covid-19-Infektioun (falls bekannt) op d'mannst 6 Méint vergaange sinn. Eng Infektioun kann duerch e PCR-Test oder e Self-test/Autotest bestëmmt ginn.

ad 9. D'Recommandatioune vum CSMI betreffend de Covid-19 ginn am CVE ëmgesat. Dofir krut all Persoun, déi en CVE huet an iwwer 65 Joer al ass oder vum Dokter am „Gesondheetsprofill" vum CVE als Risikopatient agestuuft gouf, en Impfrappell geschéckt (wann d'Persoun zougestëmmt huet, Notifikatioune vum CVE ze kréien).

Als Risikogrupp gi Persoune consideréiert, déi méi al wéi 65 Joer sinn oder zu follgende Risikogruppe gehéieren[19]:

– Schwanger Frae mat enger associéierter Comorbiditéit,

14 Covid-19 vaccines: key facts | European Medicines Agency (EMA)
15 Vaccine Effectiveness, Burden and Impact Studies (VEBIS)
16 Une nouvelle étude indique que les vaccinations contre la Covid-19 ont sauvé plus de 1,4 million de vies dans la Région européenne de l'OMS
17 Effectiveness of Updated 2023-2024 (Monovalent XBB.1.5) Covid-19 Vaccination Against Sars-CoV-2 Omicron XBB and BA.2.86/JN.1 Lineage Hospitalization and a Comparison of Clinical Severity-IVY Network, 26 Hospitals, October 18, 2023-March 9, 2024 - PubMed
18 https://www.eurosurveillance.org/content/10.2807/1560-7917.ES.2024.29.3.2300708
Efficacité des vaccins Covid-19 : un risque de formes graves divisé par 9 selon 2 études françaises
19 CSMI_Recommandation pour la vaccination en automne/hiver contre la Covid-19

– Erwuessener, déi follgend Comorbiditéiten hunn: Obesitéit mat engem BMI iwwert 30, behandelt Diabeetes, schwéier Häerz-Kreeslaf-Erkrankung, chronesch Longekrankheet, chronesch Liewerkrankheet, chronesch Nierekrankheet, Kriibs oder eng Hämopathie, krankheets- oder behandlungsbedéngt Immunschwächt,
– Kanner mat Comorbiditéiten, déi de Risiko vun enger schwéierer Covid-19-Infektioun erhéijen.

Jiddereen, deen sech géint Covid-19 schütze wëll, kann sech och impfe loossen.

ad 10. Zu Lëtzebuerg, gëtt all Joer iwwert Sensibiliséierungscampagnen an notamment iwwert d'Campagne géint respiratoresch Infektiounen[20] am Oktober un de „rappel hivernal" erënnert. Dës Campagnen adresséieren sech esouwuel un de Grand public wéi u Gesondheetsberuffer (Dokteren an Apdikter).

D'saisonal Covid-19-Impfung ass och am nationalen Impfkalenner festgehalen[21]. Weider Informatiounen zum Covid-19-Rappell sinn disponibel op: Covid-19 – Portail Santé – Luxembourg.

ad 11. D'Food and Drug Administration (FDA) an de Vereenegte Staaten huet de 27. August 2025 déi provisoresch Autorisatiounen (emergency use authorizations, EUA) fir d'Covid-19-Impfungen zréckgezunn. Dofir sinn normal, regulär Autorisatioune fir dës Impfungen ausgestallt gi mat der Konditioun, dass dës Impfunge bei Leit benotzt ginn, déi méi wéi 65 Joer al si respektiv bei Leit, déi manner wéi 65 Joer a méi wéi 6 Méint al sinn (fir de Spikevax vu Moderna), wann si eng vun de Virerkrankungen aus enger Lëscht vun aktuell 22 Virerkrankungen hunn.

Den amerikaneschen Advisory Committee on Immunization Practices (ACIP) huet den 19. September awer recommandéiert, datt d'Impfung géint Covid-19 op individueller Basis soll entscheet ginn zesumme mam Gesondheetsberuffler (dës Approche erlaabt, datt d'Käschten duerch verschidde Bezuelmechanisme gedeckt kënne ginn)[22].

An Europa hunn dës Impfunge schonns länger eng regulär europäesch Autorisatioun, déi et erlaabt, ab dem Alter vu 6 Méint ze impfen. D'EMA weist drop hin, dass dës Impfungen no den nationale Recommandatioune sollen administréiert ginn.

Zu Lëtzebuerg, huet den CSMI fir d'lescht am August 2024 Recommandatiounen erausginn, déi och d'Impfung bei Leit iwwert 65 Joer respektiv bei Leit ënner 65 Joer mat Virerkrankunge recommandéiert. An Europa – also och zu Lëtzebuerg – bleift aktuell d'Impfung disponibel fir Leit ënnert 65 Joer ouni Virerkrankung wann dës decidéieren, dass si se wëllen hunn.

Modalités d'utilisation du satellite d'observation LUXEOSys | Question 2851 (10/09/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Fin août 2025, le satellite d'observation NAOS (National Advanced Optical System) a été mis en orbite dans le cadre de la politique de défense luxembourgeoise. Il fait partie du programme satellitaire LUXEOSys, dont le coût total à charge du budget d'État est de 350 millions d'euros, et sera capable de fournir des images à très haute résolution de n'importe

20 Une infection respiratoire, c'est tout sauf tendance – Portail Santé – Luxembourg
21 Calendrier des vaccinations et des immunisations passives – Portail Santé – Luxembourg
22 ACIP Recommends Covid-19 Immunization Based on Individual Decision-making | HHS.gov

quel point du globe avec une couverture de 10 x 10 km. Or, il existe un certain flou concernant l'utilisation concrète de ce satellite et des modalités d'accès aux images.

En novembre 2020, Monsieur le Ministre de la Défense expliquait en commission parlementaire qu'il s'agit d'un outil dans le cadre des coopérations menées par le Luxembourg notamment dans l'enceinte de l'OTAN et de l'Union européenne. Dans cette même réunion, un représentant ministériel expliquait que : « La distribution et la mise à disposition d'images prises par ledit satellite se fera dans le cadre d'accords de coopération intergouvernementaux signés, du côté luxembourgeois, avec la Direction de la défense. Un utilisateur dûment approuvé disposera de sorte d'un certain droit d'accès ; il pourra à cette fin consulter un catalogue comportant une archive des images déjà prises. L'acteur pourra alors demander la communication soit d'une image archivée, soit demander la programmation d'une nouvelle image. Cette demande sera traitée et, en cas d'accord, l'image afférente est téléchargée via le DPC (sis au Luxembourg) et mise à disposition via un canal de communication sécurisé à spécifier pour chaque utilisateur, dans le format spécifié. »[23]

De par ses capacités techniques, l'emploi de LUXEOSys est particulièrement sensible, étant donné que le choix des zones observées et l'utilisation finale des images peuvent avoir des répercussions politiques, militaires et diplomatiques majeures. Dès lors, il se pose notamment la question des garde-fous mis en place pour éviter tout abus, ainsi que la question du contrôle démocratique exercé sur l'emploi de ce satellite par le parlement luxembourgeois.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut me confirmer que l'accès direct aux services du programme LUXEOSys est réservé exclusivement aux membres de la défense luxembourgeoise sous la responsabilité politique du membre du Gouvernement en charge de la Défense ? Est-ce que d'autres acteurs étatiques luxembourgeois auront un accès aux services du programme LUXEOSys et si oui, quelles en seront les modalités concrètes ?

2) Est-ce que Madame la Ministre peut me confirmer que l'accès d'acteurs étrangers à ces mêmes services se fera exclusivement sur base d'accords de coopération ? Est-ce que de tels accords de coopération ont déjà été signés, respectivement est-ce que de tels accords de coopération sont en train d'être négociés ? Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre peut me dire avec quels pays ou institutions des accords ont été conclus, respectivement sont en cours de négociation ?

3) Quelles seront les modalités d'accès pour les acteurs étrangers approuvés aux services du programme ? Est-ce que la consultation des archives, respectivement la planification de nouvelles images, se fera image par image ou de façon forfaitaire ?

4) Côté luxembourgeois, quelle instance statuera sur les demandes d'accès et sur base de quels critères ces décisions seront-elles prises ? Qui portera la responsabilité politique des décisions prises ? Comment le Gouvernement s'assurera-t-il que l'utilisation finale des images ne soit pas en contradiction avec les engagements internationaux du Luxembourg et notamment avec les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels ?

[23] Procès-verbal de la réunion du 10 novembre 2020 de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

5) Comment le Gouvernement assurera-t-il le contrôle démocratique du parlement sur l'emploi de ce satellite ? Est-ce que les membres de la Chambre des Députés pourront consulter les différents accords de coopération ? Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que le choix des pays ou institutions qui auront accès à ces services, ainsi que la définition des modalités d'accès sont des questions politiques sensibles dont les grandes lignes devraient être discutées et décidées par le parlement ?

Réponse (02/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1) Sous la responsabilité politique de la Ministre de la Défense, l'accès direct aux services du programme LUXEOSys est exclusivement réservé aux membres de la défense luxembourgeoise ainsi qu'au consortium opérant le satellite sous l'autorité et sous le contrôle de la défense. D'autres acteurs étatiques pourront introduire des demandes pour obtenir des images d'archives ou de nouvelles images auprès de la Direction de la défense. Après aval politique, la requête sera traitée afin d'y répondre dans les meilleurs délais. Les modalités pratiques dépendront des besoins spécifiques et de l'acteur concerné.

ad 2) L'accès d'acteurs étrangers aux services du programme LUXEOSys se fera exclusivement sur base d'arrangements de coopération. À ce jour, des arrangements bilatéraux ont été signés avec la Belgique et l'Allemagne. D'autres arrangements avec des Alliés, des membres de l'UE ainsi que des organisations internationales sont en préparation.

ad 3) Les acteurs étrangers n'auront pas d'accès directs aux services du programme mais devront introduire des demandes soit d'accès limité aux archives, soit d'acquisitions d'image auprès de la Direction de la défense. Le principe général est d'optimiser l'utilisation des capacités du système et, après aval politique, de répondre au mieux aux besoins du plus grand nombre possible de partenaires.

ad 4) La Ministre de la Défense statue sur l'approbation des partenaires et sur les critères génériques d'attribution. Les plans d'imagerie sont établis quotidiennement sur la base de directives validées par la ministre. Afin de garantir que l'utilisation finale des images soit conforme aux engagements internationaux du Luxembourg, notamment aux Conventions de Genève et à leurs protocoles additionnels, une clause spécifique est intégrée dans chaque arrangement.

ad 5) À l'instar des procédures d'engagement de l'avion A400M et du personnel navigant luxembourgeois, une présentation sur les modalités d'accès pourra être donnée aux commissions parlementaires compétentes.

Allocation de vie chère et Prime énergie | Question **2852** (10/09/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le Fonds national de solidarité (FNS) publie chaque année l'évolution des dépenses et du nombre de bénéficiaires pour chacune des allocations et prestations versées par le FNS, dont notamment l'Allocation de vie chère et la Prime énergie.

Les rapports annuels du FNS ne fournissent pourtant pas d'informations sur la répartition géographique des bénéficiaires et des dépenses effectués par le FNS dans le cadre des deux allocations précitées.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau reprenant pour l'année 2024 le nombre de bénéficiaires de l'Allocation de vie chère et de la prime énergie ainsi que les dépenses effectuées dans le cadre de ces deux allocations pour chaque commune ?

2) Monsieur le Ministre peut-il également me fournir pour l'Allocation de vie chère l'évolution du nombre des bénéficiaires ainsi que les dépenses effectuées par le FNS entre 2015 et 2024 ?

Réponse (07/10/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Tableau

ad 2) Tableau

Retrait du projet de loi sur les sociétés de médecins | Question **2853** (10/09/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

In einem rezenten Interview mit dem „Lëtzebuerger Land" stellte der Präsident der Luxemburger Ärztevereinigung AMMD in Bezug auf das Gesetz betreffend Ärztegesellschaften wörtlich fest: „Vor anderthalb Jahren zog Martine Deprez den Gesetzesentwurf ihrer Vorgängerin über die Gesellschaften, die wir für so wichtig halten, ziemlich sang- und klanglos zurück." Die Ministerin, so der Präsident, habe dabei auf „Unstimmigkeiten" in dem Gesetzestext ihrer Vorgängerin hingewiesen.

In diesem Zusammenhang möchte ich von der Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit erfahren:

1. welches genau diese „Unstimmigkeiten" in dem Gesetzprojekt Nummer 8013 sind, die die CSV-DP-Regierung vor anderthalb Jahren dazu veranlassten das Projekt zurückzuziehen.

2. Inwiefern war die Ärztevereinigung an der Ausarbeitung dieses Textes beteiligt gewesen?

3. Wurde die AMMD im Vorfeld bei der Ausarbeitung eines neuen Textes konsultiert?

4. Wäre es nicht sinnvoller gewesen weiter an dem bestehenden Gesetzprojekt weiterzuarbeiten, anstatt es zurückzuziehen und dabei viel Zeit zu verlieren?

Réponse (13/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Der Gesetzesentwurf Nr. 8013 wurde zurückgezogen, da er nicht den Erwartungen der Regierung entsprach. Diese beabsichtigt gemäß den im Koalitionsabkommen 2023–2028 festgehaltenen Verpflichtungen, „so schnell wie möglich einen rechtlichen Rahmen für Ärztegellschaften zu schaffen, die ausschließlich aus Ärzten und anderen Gesundheitsfachkräften bestehen dürfen". In diesem Zusammenhang soll bis Ende dieses Jahres ein neuer Gesetzesvorentwurf dem Regierungsrat vorgelegt werden.

ad 2. und 3. Die Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit hat die AMMD ein erstes Mal im September 2024 konsultiert und ihr wurde angeboten eine Stellungnahme im Anschluss dieses Gesprächs einzureichen. Im September 2025 wurde die AMMD erneut konsultiert, und ihr wurde bei dieser Gelegenheit die Grundausrichtung des zukünftigen Gesetzesvorentwurfs vorgestellt.

ad 4. Der aktuelle Gesetzesvorentwurf sieht ein autonomes Gesetz für medizinische Gesellschaften vor und unterscheidet sich demnach wesentlich von der Herangehensweise des vorherigen Gesetzesentwurfes, was sich ausschließlich auf Änderungen

bestehender Gesetze beschränkte. Es sei auch noch daran erinnert, dass der Gesetzesentwurf 8013 zu wesentlichen Infragestellungen bei verschiedenen der konsultierten Gremien geführt hat.

Nouvelle pilule contraceptive pour hommes | Question **2854** (10/09/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Comme le relatent divers articles de presse, une nouvelle pilule contraceptive pour hommes vient de passer la première phase d'essais cliniques. Il en est ressorti que cette pilule sans hormones n'a pas provoqué d'effets secondaires chez les hommes ayant participé aux essais. Toutefois, il semble qu'une commercialisation de cette nouvelle pilule ne pourra se faire d'ici cinq à dix ans.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) si son ministère suit ces développements et comment elle se positionne face à cette percée scientifique qui pourrait représenter un renversement de la charge contraceptive.

2) Si, en attendant ce nouveau moyen de contraception, Madame la Ministre estime que, à l'instar d'autres moyens contraceptifs destinés aux femmes, il ne faudrait pas assurer la gratuité des préservatifs pour hommes dans les meilleurs délais.

Réponse (13/10/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis avril 2023, le Luxembourg rembourse à 100 % une large gamme de contraceptifs féminins et la vasectomie pour les hommes. Cette politique s'inscrit dans un programme de médecine préventive et d'accès universel aux contraceptifs, soutenu par le Gouvernement.

Le développement de la pilule contraceptive masculine sans hormone est très prometteur, cependant la commercialisation ne pourra se faire que lorsque les essais cliniques chez l'homme seront terminés, et les dossiers d'enregistrements soumis aux différentes agences du médicament : la FDA (Food and Drug Administration) ainsi que l'EMA (European Medicines Agency). À partir de ce moment-là, la pilule contraceptive masculine non hormonale fera partie intégrante des moyens de contraception et pourra être remboursée.

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale suit de près les différentes avancées, et les publications afférentes ainsi que les essais cliniques en cours. La pilule contraceptive masculine élargirait les choix disponibles et offrirait aux hommes la possibilité de s'impliquer encore plus activement dans la contraception et dans la planification de leur vie familiale.

ad 2) En ce qui concerne la gratuité des préservatifs pour homme, il y a déjà une gratuité partielle : de manière générale, ils sont mis à disposition des élèves dans les lycées et pour les populations vulnérables auprès de différentes associations. Une action est en cours pour étendre cette accessibilité davantage.

Succession à la présidence de la Caisse nationale de santé (CNS) | Question **2857** (11/09/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Comme le mandat du président actuel de la Caisse nationale de santé (CNS) touche à sa fin et que le président, représentant de l'État dans le statut de fonctionnaire, est désigné par le Gouvernement, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– si la succession à la tête de la CNS est sur le point d'être réglée ;

– si Madame la Ministre a proposé au Gouvernement une option interne ou externe et, le cas échéant, laquelle.

Réponse (19/09/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Comme annoncé dans le communiqué du 19 septembre 2025[24], Monsieur José Balanzategui exercera la fonction de président de la Caisse nationale de santé à partir du 1er novembre 2025.

Dette publique luxembourgeoise | Question **2858** (11/09/2025) de **M. André Bauler** (DP)

À en croire des annonces faites récemment dans des interviews politiques, quelque 60 % de la dette publique française serait détenue par l'étranger. Fin 2023, la Banque de France annonçait que 53,2 % des détenteurs de la dette française ne résidaient pas dans l'Hexagone. La part des non-résidents y atteignait presque 71 % fin 2009 ; elle descendit à 48 % en 2021 alors qu'elle était seulement de 28 % fin 1999, donc avant l'introduction de la monnaie unique européenne. En revanche, au Japon la large partie de la dette souveraine (plus de 80 %), quoique bien plus élevée que celle de la France, est détenue par la Banque centrale du Japon et par des institutions financières nationales, donc par les Japonais eux-mêmes, ce qui diminue le risque d'une fuite de capitaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre des Finances peut-il fournir des informations concernant les détenteurs de la dette publique luxembourgeoise ? Quelle est donc la part des non-résidents ? Quelle est son évolution au fil du temps ?

2) Comment la charge de la dette publique (administration centrale) a-t-elle évolué au Luxembourg depuis la crise financière de 2008 ?

3) Comment le taux d'intérêt moyen des emprunts publics a-t-il évolué depuis cette crise financière?

Réponse (13/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Pour connaître les caractéristiques des souscripteurs de titres obligataires luxembourgeois (LGB) il est uniquement possible de se référer aux informations publiées lors de chaque émission sur le site de la Trésorerie de l'État. Pour référence, lors de la dernière émission obligataire de 2,5 milliards d'EUR en septembre 2025, les souscripteurs étaient à 14 % luxembourgeois et à 97 % européens. Cette composition est en ligne avec celles des émissions précédentes et peut donc être considérée comme représentative. ↑

En effet, il est uniquement possible d'identifier les souscripteurs des titres obligataires émis par l'État luxembourgeois au moment de leur émission (marché primaire). Étant donné que ces titres peuvent être revendus sur le marché secondaire et que la Trésorerie ne dispose pas d'un registre de ces transactions, il n'est pas possible d'établir une liste exhaustive des détenteurs de la dette publique luxembourgeoise à ce jour. Pour autant, il convient de noter que les titres luxembourgeois sont achetés principalement par des investisseurs institutionnels ayant un horizon d'investissement à long terme, et sont donc largement considérés comme des titres de type « buy and hold ».

ad 2) La charge de la dette publique (administrations publiques) est publiée annuellement dans les lois portant règlement du compte général de l'État respectives. La dette de l'Administration centrale se compose de la dette de l'État central ainsi que de celle des établissements publics, des partenariats public-privé (PPP), du Fonds européen de stabilité financière (EFSF) et d'autres entités.

Ci-dessous est reportée la charge d'intérêts relative aux emprunts de l'État central, et plus précisément des emprunts gérés par la Trésorerie de l'État (en chiffres absolus et en pourcentage du PIB) : ↑

ad 3) Ci-après sont reportés les taux d'intérêt moyens des emprunts gérés par la Trésorerie de l'État : ↑

Propagation des ragondins (nutrias) au Luxembourg | Question **2859** (12/09/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

An engem rezente Presseartikel gëtt déi rasant Ausbreedung vum Nutrias (Sumpfbiber) op verschiddene Plazen am Lëtzebuerger Land thematiséiert; un der Musel, zu Munneref an am Raum Esch/Alzette. Och d'ANF (Administration des forêts) ënnerhëlt scho konkreet Schrëtt, fir d'Ausbreedung vum Déier auszebremsen, wat sech allerdéngs als schwiereg erweist.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit den Här Minister déi rezent Ausbreedung vum Nutrias?

2. Ofgesi vun den dräi Gebidder, an deenen sech de Sumpfbiber ophält, sinn dem Här Minister weider „hotspots" bekannt?

3. Vu datt d'Ausbreedung vum Nutrias op Käschte vun der Natur a vun aneren Déieren an Insekte geet, gedenkt de Minister, datt, zousätzlech zum Afänken, aner Moossname musse geholl ginn, fir d'Populatioun an de Grëff ze kréien?

4. Am Fall vun enger weiderhin onkontrolléierbarer Ausbreedung, gedenkt den Här Minister d'Juegd op den Nutrias fräizeginn?

Réponse (13/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Ausbreedung vun der Nutria ass problematesch ze gesinn, well et eng net eenheemesch invasiv Aart ass, déi duerch hiert Sozialverhalen (net esou territorial ewéi z. B. den eenheemeschen eurasesche Biber) héich Densitéiten opbaue kann. Dëst kann a gewësse Situatiounen zu engem kompletten Opfriesse vun der Vegetatioun féieren, wat dann negativ Impakter op d'Narungsnetz, wat vun där Vegetatioun ofhängeg ass (Insekten, Vullen etc.) kann hunn.

ad 2. D'Nutria trëtt reegelméisseg op diverse Fléissgewässer op.

ad 3. D'Methoden zur Limitatioun vun der Ausbreedung vun der Nutria hu kloer Limitten. Et ass extreem schwiereg bis onméiglech, d'Ausbreedung opzehalen, dëst och op Grond vun der Klimaerwiermung, déi et dëser aus Südamerika stamender Aart ëmmer besser erlaabt, eis Wanteren ze iwwerliewen. Wann ee sech d'Ausbreedung a Frankräich ukuckt, stellt ee fest, dass am Joer 1960 just 18 Departementer Nutriapresenz haten. 1995 waren dat schonn 78

[24] https://m3s.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement2024+fr+actualites+toutes_actualites+communiques+2025+09-septembre+19-nomination-cns.html

Departementer, an dëst obwuel Frankräich déi ganzen Zäit probéiert huet, d'Nutria massiv ze bekämpfen[25].

ad 4. D'Juegdgesetz vun 2011 huet a senger Annex eng Lëscht vun Aarten, déi eng Juegdzäit kënne kréien. Do steet och d'Nutria drop. D'Juegd op d'Nutria ass säit dem 1. Abrëll 2017[26] quasi d'ganz Joer erlaabt.

Mise à disposition de capacités de communication par satellite | Question **2863** (15/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Plattform kyivindependent.com bericht, dass d'Satellitteverbindung vu Starlink un der Frontlinn an der Ukrain zesummegebrach ass. Doduerch sinn d'Kommunikatiounsverbindungen, déi zum grousse Deel vu Starlink ofhängeg sinn, ausgefall. Et handelt sech schonn ëm den zweete gréisseren Ausfall vu Starlink. Lëtzebuerg huet an de leschte Jore seng eege Satellittekommunikatiounsinfrastruktur opgebaut a stellt dës och der Ukrain bei der Verdeedegung géint déi russesch Invasioun zur Verfügung.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

– Sinn d'Satellittekapassitéite vu Lëtzebuerg disponibel, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen an déi feelend Kapassitéiten ze ersetzen?
Falls nee, wéi eng aner Kapassitéite wäert Lëtzebuerg iwwert d'SES der Ukrain elo schnell an direkt kënnen zur Verfügung stellen an a wéi engem Zäitintervall wäert dëst geschéien?

Réponse (23/09/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

D'IT Coalition, wou Lëtzebuerg mat Estland de Lead huet, koordinéiert mat der Ukrain zesummen ënnert anerem och d'Besoinen u Satellittekommunikatiounskapazitéiten. D'Satellittekommunikatiounskapazitéite wäerten zur Verfügung gestallt ginn, wann dat d'Besoinen, déi an der IT Coalition definéiert ginn, erfëllt. Aus Sécherheetsgrënn kënne mir dëse Sujet generell net kommentéieren.

Restrictions territoriales de l'offre | Question **2865** (15/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezent Berichter weisen drop hin, datt territoriell Liwwerbeschränkungen eng bedeitend Roll bei der Präisentwécklung an der EU spillen. Besonnesch kleng Länner wéi Lëtzebuerg an Éisträich si staark vun dëse Praktike betraff, déi dozou féieren, datt Konsumenten dacks méi héich Präisser bezuele mussen am Verglach zu de groussen Nopeschlänner. Dës Liwwerbeschränkungen, déi vun internationalen Hiersteller opgeluecht ginn, féieren zu enger kënschtlecher Präiserhéijung an hunn domadder en direkten Impakt op d'Kafkraaft vun de Lëtzebuerger Bierger.

Wärend Éisträich elo schéngt aktiv géint dës Praktike virzegoen, stellt sech d'Fro, wéi eng Moossnamen d'Lëtzebuerger Regierung plangt, fir dësem Problem entgéintzewierken. Am Kontext vun der aktueller Inflatioun kéinten effektiv Mesurë géint territorial Liwwerbeschränkungen eng bedeitend Roll spillen, fir d'Präisser ze stabiliséieren an d'Kafkraaft vun de Bierger ze schützen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt den Här Minister den Impakt vun territoriale Liwwerbeschränkungen op d'Präisser zu Lëtzebuerg an, a wéi eng Produktkategorië sinn am meeschte betraff?

2. Huet d'Regierung oder de Statec eng Analys duerchgefouert, déi de finanziellen Impakt vun dëse Praktiken op d'Lëtzebuerger Haushalter quantifizéiert?

3. Wéi eng konkreet Moossnamen huet d'Regierung bis elo geholl oder plangt se ze huelen, fir géint dës territorial Liwwerbeschränkunge virzegoen?

4. Gëtt et eng Zesummenaarbecht mat aneren EU-Memberstaaten, besonnesch mat Éisträich, fir gemeinsam géint dës Praktike virzegoen?

5. Wéi eng Roll gesäit d'Regierung fir d'EU-Kommissioun an dësem Kontext, a wäert Lëtzebuerg sech op europäeschem Niveau fir eng méi streng Regulatioun vun dëse Praktiken asetzen?

Réponse (02/10/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Déi territorial Liwwerbeschränkungen, och nach „restrictions territoriales de l'offre" (RTO) genannt, si Restriktiounen, déi den Entreprisen d'Fräiheet huelen, Produkter am Land vun hirer Wiel ze beschafen. Dëst kann d'Vilfalt vun de verfügbare Produkter reduzéieren an zu méi héije Präisser fir d'Konsumente féieren. E Beispill heivun ass, wann e Lëtzebuerger Betrib vun engem groussen Hiersteller gezwonge gëtt, seng Wuer aus dem Land A ze beschafen, amplaz kënne vu potenziell méi gënschtege Konditiounen am Land B oder C ze profitéieren. Déi territorial Restriktioune sinn e ganz konkreet Beispill fir Hindernisser am EU-Bannemaart.

D'RTO sinn zanter Laangem e Probleem fir d'Lëtzebuerger Entreprisen a Konsumenten. Gläichzäiteg kann dës Problematik net op reng nationalem Niveau gereegelt ginn, well se sech ausschliisslech op grenziwwerschreidend Situatioune bezitt. Eng europäesch Léisung ass also néideg; déi aktuell Moyene vum Konkurrenzrecht ginn net duer, fir territorial Aschränkungen efficace ze bekämpfen.

D'Regierung engagéiert sech zanter ville Joren op EU-Niveau, fir op dës Thematik hinzeweisen a fir datt déi Europäesch Kommissioun en EU-wäit Verbuet vun territorialen Aschränkungen aféiert. Zanter ronn zéng Joer gëtt et eng intensiv Zesummenaarbecht tëschent den dräi Benelux-Länner – Lëtzebuerg, Belsch an Holland –, fir de Sujet op EU-Niveau op d'Agenda ze setzen.

Am Kader vun der Benelux-Zesummenaarbecht an och op nationalem Niveau sinn Etudë gemaach ginn, déi weisen, datt territorial Aschränkungen zu méi deiere Grossisten- a Verbraucherpräisser féieren. D'Resultater vun enger Enquête am Benelux goufen 2018 an engem Rapport publizéiert:

https://www.benelux.int/fr/publication/les-restrictions-territoriales-de-loffre-dans-le-commerce-de-detail-en-belgique-pays-bas-et-luxembourg/.

Den Asaz vun der Regierung, zesumme mat hire Benelux-Partner, huet dozou gefouert, datt d'EU-Kommissioun sech zanter 2020 méi intensiv mam Theema vun den RTO beschäftegt. 2020 huet eng Etude vun der EU-Kommissioun gewisen, datt territorial Aschränkungen en EU-wäit Phänomeen sinn, an net just kleng Memberstaaten an d'Benelux-Länner betreffen. Dës Etude huet och geschat, datt d'RTO op europäeschem Niveau zousätzlech Käschte vun ongeféier 14 Milliarden Euro pro Joer verursaachen, déi haaptsächlech vun de Konsumente gedroe ginn.

Am Mee 2024 huet Lëtzebuerg, zesumme mat Holland, der Belsch, Griichenland, Kroatien, Dänemark, der Slowakei an der Tschechescher Republik, d'EU-Kommissioun opgefuerdert, opgrond vun den etabléierte Fakten, e Verbuet vun territorialen Aschränkungen anzeféieren. Doropshin huet d'Kommissioun e Groupe de travail am Kader vun hirer „Single Market Enforcement Taskforce" geschaf, fir e besseren Iwwerbléck vun der Situatioun an de 27 EU-Memberstaaten ze kréien.

D'EU-Kommissioun huet dunn am Mee 2025 déi territorial Aschränkungen an d'Lëscht opgeholl vun den 10 restriktiivste Barrièren am Bannemaart, déi et géllt ofzeschafen, dëst am Kader vun hirer neier Bannemaartstrategie. D'Kommissioun huet och ugekënnegt, am Laf vum nächste Joer konkreet Propositiounen ze maachen, fir de Probleem vun den territorialen Aschränkungen op EU-Niveau ze léisen.

D'Regierung setzt sech mat hire Partner dofir an, datt d'Kommissioun eng legislativ Propositioun mécht, déi zu engem allgemenge Verbuet vun den RTO-Praktike féiert. De 25. September 2025 huet de Wirtschaftsminister, zesumme mat sengen Homologen aus Holland an der Belsch, e Bréif un den exekutive Vize-President vun der EU-Kommissioun, Stéphane Séjourné, geschéckt, fir datt d'Iddien aus der Bannemaartstrategie och legislativ ëmgesat ginn.

Um Conseil Compétitivité vum 29. September 2025 huet d'Regierung zesumme mat der Belsch an Holland eng Initiative vun Éisträich ënnerstëtzt, déi an déi nämmlecht Richtung geet, an déi vu Kroatien, Tschechien, Griichenland a Slowenie matgedroe gouf. Dës enk Zesummenaarbecht mat de Partner op EU-Niveau wäert an den nächste Méint weidergefouert ginn.

Nouveau plan gouvernemental de gestion de crise | Question **2867** (15/09/2025) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gusty Graas** (DP)

Mam neie Krisegestiounsplang, dee virum Summer virgestallt ginn ass, sollen déi concernéiert Acteuren am Fall vun enger Kris méi coordonéiert a besser openeen ofgestëmmt agéiere kënnen. De rezente staarke Reen, deen a groussen Deeler vum Land erofkomm ass, schéngt fir dësen neie Gestiounsplang deen éischten Test gewiescht ze sinn, bei deem déi iwwerschaffte Strategie zum Asaz komm ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi bewäert den Här Minister d'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddenen Autoritéiten am Kader vum neie Gestiounsplang?

2. Gëtt et, laut dem Här Minister, Aspekter, déi an der Zesummenaarbecht nach verbessert kënne ginn?

Réponse (30/09/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den neie „Regierungsplang fir d'Krisegestioun am Fall vun Onwieder an Iwwerschwemmungen" huet souwuel besteeënd Pläng a Prozedure fusionéiert wéi och nei Aspekter agefüügt, fir eng gréisser Harmoniséierung a Vereinfachung vun eise Krisegestiounsmechanismen am Fall vun Onwieder an Iwwerschwemmungen ze erreechen. Wéi schonn an de leschte Joren, huet sech och de 7. September 2025 bewäert, datt déi verantwortlech staatlech Acteuren sech ab der Meteosprevisioun „orange" an der „cellule d'évaluation des risques en cas d'intempéries et d'inondations (CERI)" erëmfonnt hunn, fir déi eventuell Krisesituatioun beschtméiglech ze antizipéieren.

Nei beim rezente staarke Ree war d'Aberuffe vun engem gemeinsame „poste de commandement opérationnel (PCO-C)", fir och d'Situatioun um Terrain beschtméiglech ze suivéieren a gegeebenefalls séier kënnen ze reagéieren. Den neie Regierungsplang

[25] Quell: Jouventin, P., Micol, T., Verheyden, C. & Guédon, G. (1996) Le Ragondin – Biologie et Méthodes de Limitation des Populations. ACTA, Paris, 155 pp.

[26] 2017 war dat éischt Joer, wou eng fest Usiidlung vun der Nutria zu Lëtzebuerg konnt nogewise ginn.

preziséiert als Missioune vum PCO-C, deen och d'Experten aus der Evaluatiounszell abegräift, d'meteorologesch an hydrologesch Situatioun souwéi hir méiglech Entwécklungszenarien ze analyséieren, d'Auswierkungen op Mënsch a Material souwéi d'operativ Besoinen ze zentraliséieren an d'Koordinatioun vun den Asätz tëschent de Servicer ze assuréieren. D'Zesummenaarbecht tëscht dem Corps grand-ducal d'incendie et de secours, der Police grand-ducale, der Administration des ponts et chaussées, der MeteoLux, der Administration de la gestion de l'eau an dem Haut-Commissariat à la protection nationale huet, wéi och scho bei deene viregten Onwiedersituatiounen, laut Plang funktionéiert a war deementspriechend iwwert déi gesamt Dauer vun der Situatioun ganz enk an antizipativ.

ad 2. Krisesituatioune lafe seele genee d'selwecht of, an a posteriori erkennt een ëmmer Elementer oder Ofleef an der Krisegestioun, déi ee kann oder muss adaptéieren, besonnesch wann nei Organer wéi ee gemeinsamen operative Kommando-Posten aktivéiert gi sinn. Dofir fënnt, wéi no all Krisesituatioun, och dës Kéier ee sougenannte „retour d'expérience" tëscht all de verantwortlechen Acteure statt, fir eng Analys ze maachen a wann néideg eenzel Aspekter unzepassen.

Registre des titres de formation professionnelle | Question **2871** (16/09/2025) de **M. Fred Keup** | **M. Tom Weidig** (ADR)

An engem rezenten Urteel vun der Cour administrative huet de Staat och an zweeter Instanz Onrecht kritt an dem Héichschoulministère seng Decisioun, fir d'Inscriptioun vum Titre vum Expert-comptabel an de Regëster vun den Titren, wéi en am Artikel 68 vum ëmgeännerte Gesetz vum 28. Oktober 2016 iwwert d'Unerkennung vu professionelle Qualifikatioune virgesinn ass, ze refuséieren, ass annuléiert ginn. Affekote vum Staat hunn zouginn, datt et kee Regëster fir Titres de formation professionnelle gëtt an esou ee Regëster réischt am Kader vum Regierungsprogramm 2023–2028 geplangt ass.

De Sträitpunkt an dësem (an an anere Fäll) war, datt de Staat behaapt, datt esou een Diplom oder Titre net am Kader vum Enseignement supérieur vum betreffende Land (an dësem Fall war dat d'Schwäiz) ausgestallt gi wier.

Et schéngt eng ganz Rëtsch vun esou Refusen ze ginn, déi natierlech grave Konsequenze bei der Astellung beim Staat, bei Gemengen oder bei aneren ëffentleche Institutiounen no sech zéien.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wat sinn der Regierung hir Pläng, fir dee beschriwwene Mëssel ofzeschafen, wëssend, datt dëst fir Studente bei hirer Decisioun, a wéi eng Richtung si studéiere sollen, vu grousser Bedeitung ass?

2. Et schéngt, datt bei de Studentebourssen déi selwecht Approche gewielt gëtt. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt dëst eng Diskriminatioun vun der Formation professionnelle géintiwwer reng akadeemesche Studiegäng, ass?

Réponse (13/10/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Virfeld ass ze ënnersträichen, datt dat erwäänt Urteel vun der Cour administrative eng Entscheedung an engem Dossier individuel betrëfft. Aus dësem Grond ass et am Kader vun der Beäntwerung vun dëser parlamentarescher Fro net méiglech, op déi individuell Detailer vum betraffenen Dossier anzegoen. Déi follgend Ausféierungen hunn dofir en allgemeng gehalene Charakter.

Fir kënnen an de Registre des titres, Sektioun vum Enseignement supérieur, agedroen an deemno zu Lëtzebuerg akademesch unerkannt ze ginn, muss een auslännesche Studientitel ee ganze Studiecycle ofschléissen an den Héichschoulgesetzer a -reglementer vun deem Land entspriechen, an deem den Diplom ausgestallt gouf. Dës Krittäre si bewosst objektiv a formeller Natur, an duerch de Fokus op der Struktur vum Bildungssystem an de jeeweileg concernéierte Länner ass all länneriwwergräifend Generaliséierung, wat Unerkennungspraxissen ubelaangt, onméiglech.

ad 1. Am Kader vun der Unerkennung vun auslännesche Qualifikatioune si Kloerheet an Transparenz fir zukünfteg Studentinnen a Studenten natierlech vu gréisster Wichtegkeet. An dëser Optik kommunizéiert de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul ausféierlech op der eegener Websäit www.mengstudien.lu fir eng ganz Rei Länner doriwwer, wéi eng Diplomer eligibel fir déi staatlech Studiebäihëllefe sinn a fir nom Studium kënnen zu Lëtzebuerg an de Registre des titres agedroen ze ginn. Och déi alljärlech Studentefoire ass esou opgebaut, dass nëmmen Héichschoulen, déi och unerkennbar Formatiounen ubidden, present sinn. Doriwwer eraus steet schonn zanter Joren ee ganze Service vum Ministère fir Fuerschung an Héichschoul bereet, fir den zukünftege Studentinnen a Studente bei der Studiewal berodend bäizestoen. Well d'Urteel vun der Cour administrative keen Impakt op Qualifikatiounen aus anere Länner an och nëmme marginal op Ofschlëss aus der Schwäiz huet, war an ass an der Praxis keng Upassung vun den Informatiounen néideg, déi u studieninteresséiert Persounen erausgi ginn.

Mat Bléck op d'Zukunft wäert awer, am Sënn vun der Transparenz an der Rechtssécherheet, déi gesetzlech Definitioun vun „enseignement supérieur" am Kader vu geplangte Gesetzesännerunge preziséiert ginn. Gläichzäiteg gëtt, wéi dat am Regierungsprogramm virgesinn ass, un engem nationale Kader fir den Ausbildungswee vun der Formation professionnelle supérieure geschafft. Dësen Ausbildungswee wäert dann hei am Land, genee wéi dat a villen anere Länner schonn de Fall ass, um tertiären Niveau, nieft den akadeemeschen Héichschoulprogrammer, d'Formatiounsoffer ergänzen.

D'Schafe vun esou engem Kader bréngt mat sech, dass dee Moment och, innerhalb vun enger neier Sektioun vum Registre des titres, déi formell Unerkennung vun auslänneschen Diplomer, déi eng Formation professionnelle supérieure sanctionéieren an déi am Studieland entspriechend staatlech unerkannt sinn, erméiglecht gëtt.

ad 2. Nëmmen déi Ofschlëss, déi eligibel ware fir eng staatlech Studiebäihëllef, sollen och nom Studium kënnen unerkannt ginn. Dëst bedeit Kloerheet fir d'Studentinnen a Studenten, an deemno goufen d'Krittäre vun de Studentebourssen a vun der Aschreiwungsprozedur an de Registre des titres an de leschte Joren openeen ofgestëmmt. Aktuell besteet nach eng Ausnam fir berufflech Formatiounen, déi zu Lëtzebuerg net ugebuede ginn an doduerjer eligibel si fir eng Bourse. Dës Derogatioun gëtt vum Service de la formation professionnelle vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend accordéiert, a vum Ministère fir Fuerschung an Héichschoul ausbezuelt. Déi betraffe Studentinnen a Studente ginn awer per Schreiwes drop higewisen, dass dëst och bedeit, dass keng Aschreiwung an d'Héichschoulsektioun vum Registre des titres méiglech ass.

Am Kontext vum geplangte Schafe vun engem Kader fir den Ausbildungswee vun der Formation professionnelle supérieure ass och, amplaz vun der genannter Derogatioun, een eegene System vu finanzielle Bäihëllefe fir entspriechend Formatiounen am Ausland virgesinn, deen op d'Spezifizitéite vun der Formation professionnelle supérieure ofgestëmmt wäert sinn.

All déi genannte Mesuren, déi an Zesummenaarbecht mat de concernéierten Acteuren ausgeschafft ginn, droen dozou bäi, déi reng berufflech orientéiert Ausbildungen ze stäerken an ze valoriséieren.

Rappel international des capteurs FreeStyle Libre | Question urgente **3290** (04/12/2025) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Il a été récemment rendu public qu'une campagne de rappel a été lancée concernant certains capteurs FreeStyle Libre 3 et FreeStyle Libre 3 Plus, fabriqués par Abbott Diabetes Care, après la survenue de plusieurs décès et de centaines d'incidents graves potentiellement liés à un dysfonctionnement.

Selon les informations disponibles, ces capteurs peuvent fournir des mesures erronées, notamment des taux de glycémie faussement bas, ce qui peut conduire à des décisions thérapeutiques inadaptées (risque d'hypoglycémie non détectée, coma, voire mortalité).

Le rappel couvre de nombreux pays et le Luxembourg est explicitement cité parmi les pays concernés.

Dans ce contexte, il est essentiel de savoir si les officines pharmaceutiques luxembourgeoises ont bien été informées, si des instructions claires leur ont été données pour retirer les stocks concernés, et si des mesures de sécurité et de remplacement sont en place pour les patients diabétiques utilisant ces dispositifs.

En raison du rappel international en cours concernant certains capteurs FreeStyle Libre 3 et FreeStyle Libre 3 Plus, et compte tenu des incidents graves – incluant des décès – qui ont motivé cette mesure, je saurais gré à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Les autorités luxembourgeoises ont-elles été officiellement informées du rappel de ces dispositifs et à quelle date ?

2) Les pharmacies au Luxembourg ont-elles reçu une directive formelle les invitant à vérifier et retirer de leurs stocks les lots concernés de capteurs FreeStyle Libre 3/3 Plus ?

3) Un dispositif de suivi a-t-il été mis en place pour s'assurer que ces capteurs ne sont plus disponibles à la vente ni délivrés aux patients – et pour garantir qu'ils soient correctement détruits ou renvoyés au fabricant ?

4) Quelles mesures concrètes sont prévues pour informer les patients diabétiques – notamment ceux sous traitement par pompe à insuline ou en boucle semi-fermée – qui pourraient encore utiliser ces capteurs ?

5) Dans l'hypothèse où des capteurs défectueux auraient été prescrits ou délivrés récemment, des procédures de rappel ou de remplacement gratuit sont-elles engagées et quelle est l'instance chargée de les coordonner au Luxembourg ?

Réponse (12/12/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'action corrective initiale a été notifiée à la Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) de la Direction de la santé le 20 novembre 2025. L'information quant au nombre de dispositifs distribués au Luxembourg (3.002 dispositifs) nous est parvenue le 5 décembre 2025.

ad 2) Tous les établissements concernés au Luxembourg, y compris les pharmacies ont été informés de cette action corrective par le fabricant le 24 novembre 2025. Ils ont tous accusé réception de l'information.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

L'information (avis de sécurité) adressée aux professionnels de la santé (dont le pharmacien) par le fabricant contient toutes les informations relatives à la défaillance lié à ces capteurs, le risque encouru et les mesures à prendre.

Parmi ces mesures, il est demandé au pharmacien de vérifier son stock par l'intermédiaire de l'espace dédié (www.FreeStyleCheck.com), afin de déterminer si des capteurs sont concernés. L'avis de sécurité indique sans équivoque que les capteurs concernés devront être détruits.

En plus de cette mesure du fabricant, la Division de la pharmacie et des médicaments a envoyé une circulaire à toutes les pharmacies établies sur le territoire du Grand-Duché pour mettre l'accent sur les directives du fabricant et rappeler les coordonnées de contact de la Direction de la santé relatives à toutes les actions de matériovigilance y compris celle en cours.

ad 3) Le dispositif mis en place par la Division de la pharmacie et des médicaments porte sur 2 aspects :

3)1. Renforcer la campagne d'information en cours du fabricant à l'attention des professionnels de la santé et des patients.

La Division de la pharmacie et des médicaments a également mis en place une campagne d'information généralisée et ciblée :

1. Pour la campagne d'information généralisée : Publication des avis de sécurité sur 2 espaces du site de Direction de la santé :

a. « Citoyens » Dispositifs médicaux – Portail Santé – Luxembourg ✦
b. « Professionnel » Alertes sécurité – Portail Santé – Luxembourg ✦

2. Pour la campagne d'information ciblée :

a. Diffusion de circulaires d'information à l'attention du terrain (pharmaciens et médecins).

b. Envoie de l'information concernant l'action corrective à l'Association luxembourgeoise du diabète (ALD), la Société luxembourgeoise de diabétologie (SLD) et au COPAS

3)2. Surveiller la progression de l'action corrective en cours sur le territoire du Luxembourg pour garantir qu'ils soient correctement détruits :

Cette action implique 3 acteurs : le fabricant, les pharmaciens et la Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé.
– En accusant réception de l'avis de sécurité qui lui est notifié par le fabricant, le pharmacien, en sa qualité de professionnel de la santé engage sa responsabilité à prendre en compte les dispositions du fabricant.
– Le fabricant a la responsabilité de réconcilier les données et informations en sa possession (établissements concernés, nombres de dispositifs distribués sur le territoire) avec les informations reçues du terrain consécutives à l'action corrective en cours. Les données réconciliées doivent être documentées dans le follow-up ou final Field Safety Correction Data (FSCA).

Le fabricant soumet le FSCA à l'autorité compétente.
– La Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé est chargée de contrôler la progression de l'action corrective par l'intermédiaire des données de réconciliation du FSCA.

ad 4) Selon l'information du fabricant, les patient(e)s utilisant ces capteurs ont directement été averti(e) s de cette action corrective via les applications FreeStyle Libre 3 (installé sur smartphone) ou mylife CamAPS FX (incluse dans le système de la pompe à insuline mylife YpsoPump) et/ou par e-mail. Ils ont également été invités à vérifier si leur capteur est concerné sur le site www.FreeStyleCheck.com.

L'avis de sécurité du fabricant à l'attention du patient qui est l'information spécifique aux patients comporte des informations et instructions explicites, notamment sur :

1) La nature de la défaillance des capteurs.
2) Les instructions permettant au patient de vérifier si son capteur est concerné.
3) Les directives claires sur la nécessité d'arrêt d'utilisation et la destruction des capteurs concernés.
4) Un rappel sur la nécessité d'utiliser un lecteur de glycémie ou le lecteur intégré de FreeStyle Libre 3 pour prendre des décisions thérapeutiques lorsque les lectures du capteur ne correspondent pas aux symptômes ou/et attentes.
5) Les coordonnées téléphoniques du service client du fabricant à utiliser pour toute question.

Pour renforcer la diffusion de l'information du fabricant, la Division de la pharmacie et des médicaments a publié les avis de sécurité sur le site Dispositifs médicaux – Portail Santé – Luxembourg ✦. La DPM y a également publié une communication, reprenant les informations du fabricant ci-dessus et en incluant l'adresse électronique de la Direction de la santé pour toute déclaration d'incident grave et questions relatives à la matériovigilance.

Les professionnels de la santé (médecins, pharmaciens), par l'intermédiaire de communications qui leur ont été adressées (circulaires, publications sur le site web de la Direction de la santé Avis de sécurité – Capteurs FreeStyle Libre 3 et FreeStyle Libre 3 Plus – Portail Santé – Luxembourg ✦), ont également été invités à relayer l'information auprès des patients.

L'information (avis de sécurité) adressée aux professionnels de santé et aux patients donne des instructions claires quant à la procédure de remplacement gratuit. L'interaction se tient directement avec le fabricant via le site dédié www.FreeStyleCheck.com.

La Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) de la Direction de la santé joue le rôle d'autorité nationale compétente pour le contrôle réglementaire au Grand-Duché.

✦ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________________

*Déi follgend Casen ausfälle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________________ Virnumm: ____________________

Societéit/Administratioun: ____________________

Adress: ____________________ Boîte postale: ____________________

Code postal: __________ Uertschaft: ____________________ Land: ____________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donneeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799